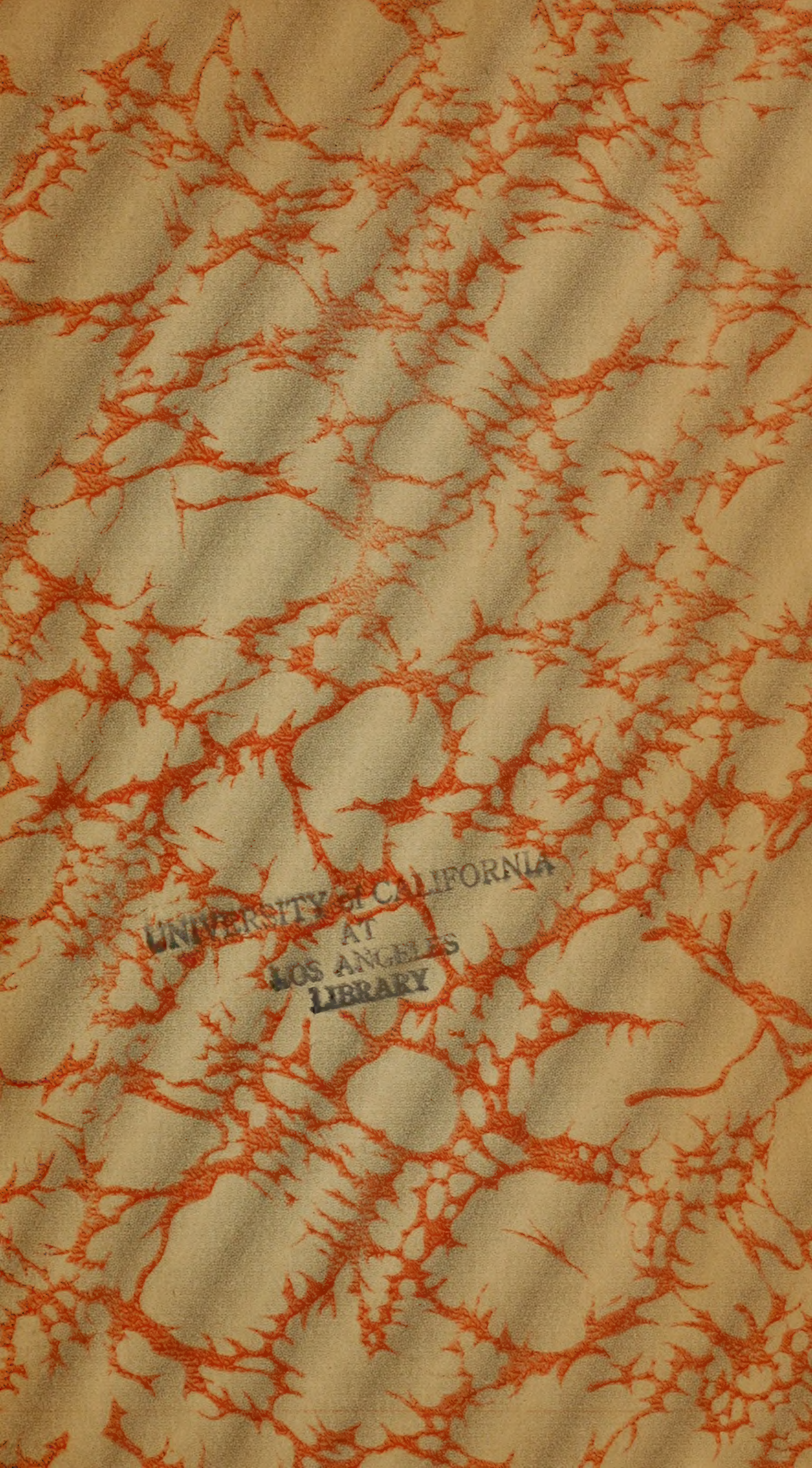





UNIVERSITY of CALIFORNIA
AT
LOS ANGELES
LIBRARY

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

PARIS. — IMPRIMERIE Vve P. LAROUSSE ET Cie

49, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 49

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

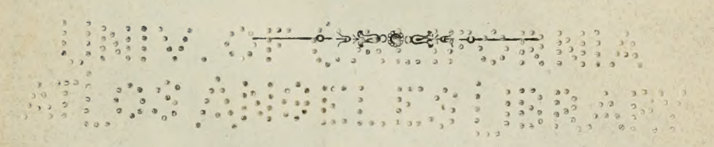
PAR UNE

SOCIETÉ D'ÉCRIVAINS MILITAIRES ET CIVILS

Ouvrage accompagné de 166 Cartes, Plans de villes et de batailles et d'un Atlas in-folio contenant 72 planches

---

TOME VII



PARIS

ABEL PILON, ÉDITEUR

33, RUE DE FLEURUS, 33

1876


Sallanche
G.d S.t Bernard
M.t Blanc
P.t S.t Bernard
Moutiers
Lans le Bourg
Termignon
S.t André
Modane
P.t M.t Cenis
Suse
Exilles
M.t Genèvre
Briançon
Pignerol
Abries
M.t Dauphin
Guillestre
Castel Delfino
Barcelonette
Colmars
Thorame
Annot
Entrevaux
Tournefort
Nice
S.t Laurent du Var
Lovere
Lac d'Isea
Iseo
Palazzolo
Chiari
Breseia
Salo
Riva
Lac de Garda
Peschiera
Lonato
Castiglione
Crema
Pontevico
Pizzighettone
Cremone
Plaisance
Fiorenzola
Parme
Mantoue
Borgoforte
Casal Maggiore
Sabionetta
Guastalla
Colorno
Novellara
Correggio
Carpi
Reggio
Rubiera
Modene
Pontremoli
Sarzana
Carrara
Massa
Pietra Santa
Viareggio
Lucques
Pescia
Pise
S


TURIN
Novara
Vercelli
MILAN
Pavie
Plaisance
Parme
Modene
Mantoue
Brescia
Bergame
Crema
Lodi
Peschiera
Castiglione
Casale
Valence
Voghera
Tortone
Asti
Alba
Cherasco
Carmagnola
Pignerol
Saluzzo
Fossano
Mondovi
Coni
Ceva
Suse
Ivrée
Biella
Briançon
Barcelonette
Savone
Albenga
Oneille
Nice
Sospello
GÊNES
Porto Fino
Chiavari
Pontremoli
Carrara
Massa
Pise
Reggio
Guastalla
Carpi
G O L F E
D E G Ê N E S
Kilometres

GUERRES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DU PREMIER EMPIRE

LIVRE SECOND.

SECONDE COALITION.

CHAPITRE XV.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

Commencement des opérations de l'armée de réserve ; passage du mont Saint-Bernard ; défense du fort de Bard ; combats de la Chiusella et de Romano ; passage du Tésin ; les Français entrent à Milan ; occupation de Lodi, de Pavie ; capitulation du fort de Bard ; passage du Pô ; bataille de Montebello ; bataille de Marengo ; mort du général Desaix ; convention d'Alexandrie, etc.

Tandis que le général Mélas réunissait tous ses efforts contre la faible armée que commandait Masséna dans la république ligurienne, qu'il tenait ce général bloqué dans Gênes, et que déjà il se berçait du vain espoir de pénétrer dans le midi de la France en écrasant le petit corps de Suchet sur la ligne du Var, l'armée de réserve, dont nous avons signalé l'existence, avait commencé ses opérations sous les ordres du premier con- 1800—an VIII. 15 juin (26 prairial). Italie.

1800—an VIII Italie. sul : elle avait ouvert cette mémorable campagne de trente jours, qui allait rendre à la France, avec l'éclat de sa gloire militaire, toute son influence politique [1].

La création d'une armée de réserve avait été ordonnée par un arrêté des consuls, en date du 7 mars. Elle était destinée, ainsi que nous l'avons dit précédemment, à fournir des renforts tant à l'armée d'Italie qu'à celle du Rhin. On a vu que les immenses préparatifs faits par les alliés pour ouvrir la campagne avaient forcé le gouvernement à envoyer au général Moreau les premières troupes rassemblées en exécution de l'arrêté des consuls; mais, pour exécuter le plan conçu depuis par Bonaparte, de se porter en Italie à la tête d'une nouvelle armée pendant que Moreau s'avancerait en Allemagne, il devint nécessaire de prendre de nouvelles mesures et de faire de nouveaux efforts afin de donner à cette armée, qui devait garder sa dénomination première, une extension et une organisation nouvelles. C'est dans ce but que le premier consul, voulant mettre à profit l'élan belliqueux qui paraissait animer la nation, fit un appel à la jeunesse française, et l'invita à prendre les armes pour le suivre dans les champs d'Italie, où leurs aînés avaient déjà cueilli une moisson de lauriers si abondante. Tels étaient, à cette époque, l'enthousiasme que sut communiquer Bonaparte, et la confiance inspirée par lui à la masse des citoyens, qu'il suffit de cet appel pour déterminer une foule de jeunes gens à venir volontairement briguer l'honneur de servir sous ses ordres. L'espoir de voir la France heureuse et florissante après huit années de troubles et de déchirements avait réveillé dans tous les cœurs le noble sentiment du patriotisme. Vaincre et surmonter les derniers efforts de la coalition, obtenir enfin la paix, tels étaient les vœux, telle était la volonté, manifestés par les bons citoyens. Les défenseurs de la patrie accoururent de toutes parts, du moment que Bonaparte eut annoncé que cette guerre serait la dernière.

[1] Nous avons cru devoir entrer ici dans quelques détails sur l'étonnante formation de l'armée de réserve, pour mettre nos lecteurs à même de mieux apprécier les grands résultats de la victoire remportée à Marengo par Bonaparte.

L'organisation des jeunes volontaires qui se présentèrent pour faire partie de l'armée de réserve fut confiée au général Mathieu Dumas. Cet officier distingué, membre du conseil des Anciens en 1797, avait été proscrit au 18 fructidor, et n'était rentré en France qu'après la révolution du 18 brumaire. Il publia, pour la formation, la solde et la discipline de ces nouveaux corps, une instruction qui se terminait par ce passage : « L'esprit de toutes ces dispositions est de seconder le zèle des volontaires, d'en faciliter et d'en hâter les effets, de leur assurer tous les moyens de remplir honorablement leurs généreux engagements, d'en fixer la valeur et le terme aux yeux de la nation attentive et reconnaissante, et de ne laisser de différence entre ces nouveaux défenseurs de la cause nationale et ceux qui les ont précédés au champ d'honneur que l'avantage pour ceux-ci d'avoir cueilli les premiers lauriers et d'avoir donné, à leurs frais, l'exemple et le gage des succes [1]. »

Après avoir terminé la formation du contingent de la ville de Paris et des départements voisins, le général Mathieu Dumas se rendit à Dijon, où se trouvaient déjà les cadres de l'armée de réserve. Le général Berthier, nommé par Bonaparte commandant en chef de l'armée de réserve, se trouvait à Dijon, et ce fut sous ses yeux et sous sa direction que le général Mathieu Dumas acheva de s'acquitter des fonctions importantes qui lui étaient confiées. Bonaparte le récompensa du zèle et de l'activité qu'il venait de déployer, en le nommant chef d'état-major de la seconde armée de réserve qui devait remplacer la première au camp de Dijon.

Tous les militaires rentrés dans leurs foyers depuis les dernières campagnes furent invités à venir reprendre leurs places

[1] Le général Mathieu Dumas, en envoyant cette instruction aux préfets des départements, l'accompagna d'une lettre, dans laquelle il s'appliquait à démontrer que l'effort attendu de la nation par le premier consul serait vraisemblablement le dernier. « C'est une vérité généralement reconnue par tous les bons esprits, sentie par tous les Français, dit-il, que le gouvernement combat pour la paix, et non plus pour rallumer et nourrir le feu de la guerre. C'est pour terminer la révolution, pour assurer le repos des familles, l'existence civile, la véritable indépendance des citoyens ; c'est enfin pour réaliser leur bonheur que le premier consul va tenter encore le sort des batailles. »

1800 — an VIII
Italie.

sous les drapeaux de l'honneur et de la patrie ; des troupes de l'armée de l'Ouest vinrent aussi se joindre aux nouvelles légions. Les généraux, officiers et soldats de l'armée d'Égypte qui se trouvaient de retour en France, furent également appelés à faire partie de l'armée de réserve, formée ainsi d'un grand nombre de vétérans et des jeunes citoyens dont le dévouement à la patrie était le plus vif et le plus absolu. Les réfugiés italiens, que le système de rigueur et de persécution des nouveaux dominateurs de l'Ausonie avait forcés de chercher un asile en France, formèrent une légion dont Bonaparte confia le commandement au général cisalpin Lecchi.

A l'époque du passage du Rhin par l'armée de Moreau, le 25 avril, l'armée de réserve n'était point encore complétement organisée, et le premier consul ne paraissait pas fixé sur le plan des premières opérations. Toutefois, il écrivait, le 22 avril, au général Berthier : « Je pense, d'après ce que l'on m'écrit des divers départements, que, vers la fin du mois, vos quatorze demi-brigades seront recrutées et complétées, ce qui vous fera une quarantaine de mille hommes ; et s'il est vrai que vous ayez 5,000 Italiens, 8,000 hommes des dépôts de l'armée d'Orient, 5,000 chevaux et 2,000 hommes d'artillerie, cela vous ferait 60,000 hommes. Qui vous empêcherait, même dans le cas où le général Moreau ne pourrait pas vous fournir de grands secours, d'agir indépendamment ? Le général Thureau, qui est à Briançon, pourrait aussi déboucher avec 3 ou 4,000 hommes. »

Deux jours après, 24 avril, annonçant au général Berthier les derniers combats entre les Autrichiens et l'armée française dans la Ligurie, ainsi que la séparation des deux ailes de cette même armée (la séparation de Masséna et de Suchet), Bonaparte raisonnait dans les suppositions que cet état de choses pouvait faire naître : si Masséna échouait dans l'entreprise de rétablir ses communications, ou il resterait à Gênes tant qu'il aurait des vivres (il en avait alors pour trente jours), ou il se porterait rapidement sur Acqui, pour, de là, gagner les Alpes : ou bien il irait chercher du pain dans le duché de Parme, ou sur tout autre point de l'Italie. « Dans cet état de choses, disait toujours Bonaparte à Berthier, vous sentez combien il est nécessaire que l'armée de réserve donne, *à plein collier*, en

Italie, indépendamment des opérations de l'armée du Rhin. »

Le premier consul indiquait ensuite les débouchés de l'armée de réserve, le Saint-Bernard et le Simplon, en discutant les avantages que l'un et l'autre présentaient.

Par le Saint-Bernard, on se trouvait beaucoup plus près du lac de Genève, et dès lors les subsistances étaient plus assurées. Il était nécessaire de connaître les chemins depuis Aoste jusqu'au Pô, et les Italiens réfugiés pouvaient donner les meilleurs renseignements à cet égard.

En débouchant par le Simplon, on se trouvait tout à coup dans un beau et fertile pays. Rien n'était capable d'arrêter la marche des 40,000 hommes réunis sous les ordres de Berthier ; et l'armée de Mélas, en supposant même qu'elle sortît victorieuse de la lutte engagée avec Masséna, ne pouvait soutenir le nouveau choc de troupes fraîches et bien disposées.

Bonaparte terminait ainsi : « Avant que votre armée soit arrivée à Genève et à Villeneuve, j'aurai des nouvelles positives de Masséna, qui me mettront à même de vous donner des instructions plus précises. Votre plus grand travail dans tout ceci sera d'assurer vos subsistances. »

Mais, comme nous l'avons dit plus haut, l'armée de réserve, malgré les efforts du général Berthier et de son digne coopérateur le général Mathieu Dumas, n'était pas aussi complétement organisée que Bonaparte le pensait. Les corps qu'on avait fait rester jusqu'alors dans les départements, pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi sur le rassemblement de Dijon, n'étaient point arrivés dans cette ville. Berthier informa le premier consul de cette circonstance par une lettre en date du 26 : « Je serais déjà à Genève, lui disait-il, si la formation de cette armée et tout ce qui tient essentiellement à son organisation me le permettaient ; mais elle est en retard de vingt jours. » Il proposait au consul de prendre un parti indépendant des événements sur le Rhin et de ceux de l'aile droite de l'Italie (la garnison de Gênes), et l'engageait à donner au général Moreau l'ordre impératif de réunir, le 10 mai, à Lucerne un corps de 15,000 hommes sous le commandement de Lecourbe, avec les approvisionnements et tout ce qui était nécessaire pour passer le Saint-Gothard. Il insistait surtout pour que le

1800—an VIII Italie. général Lecourbe fût employé à l'expédition d'Italie, en raison des connaissances qu'il avait des localités de la frontière des cantons italiens.

Bonaparte trouva les observations du général Berthier si judicieuses et si péremptoires, qu'il envoya au général Moreau l'ordre de détacher de l'armée du Rhin un corps de 25,000 hommes sous le commandement de Lecourbe, et de le diriger de suite vers le Saint-Gothard ; mais Moreau, qui connaissait tout le mérite de Lecourbe, ne voulut point consentir à se séparer de cet habile lieutenant. Le ministre de la guerre, Carnot, se rendit lui-même au quartier général de l'armée du Rhin pour négocier cette affaire avec le général en chef : Moreau menaça de donner sa démission si le consul insistait. Carnot ne put obtenir que le détachement des troupes du Rhin laissé en Helvétie sous les ordres du général Moncey. Cette obstination du général Moreau à ne point vouloir obtempérer aux désirs du premier consul pour assurer les succès de l'armée de réserve dont celui-ci se proposait de prendre la direction a été regardée, avec raison, comme l'origine de la longue et funeste querelle qui divisa depuis ces deux rivaux célèbres.

L'armée de réserve devait se composer de sept divisions d'infanterie, dont les quatre premières, aux ordres des généraux Loison, Chambarlhac, Boudet et Watrin, étaient formées des troupes prêtes à marcher, et présentaient un total de 28 à 30,000 hommes. Deux régiments de troupes à cheval étaient attachés à chacune de ces divisions. La cinquième, aux ordres du général Chabran, formée des troupes de dépôt de l'armée d'Orient ; la sixième, formée des 19e légère, 70e et 72e de ligne ; et la septième (division), formée de la 17e légère et de la légion italienne, avaient leurs bataillons disséminés dans plusieurs départements. Elles venaient de recevoir l'ordre de se rendre à Dijon, et de suivre le mouvement des quatre premières lorsqu'il serait commencé. Le général Dupont, chef de l'état-major général, devait laisser son sous-chef, le général Vignolles, à Lyon pour veiller au rassemblement de ces trois dernières divisions. Une des causes du retard dont se plaignait le général Berthier était la difficulté éprouvée pour le rassemblement du parc d'artillerie nécessaire à l'expédition, et surtout les travaux indispensables

pour le transport de cette artillerie, destinée à passer les Alpes en suivant des chemins où l'audace des hommes n'avait jamais fait usage du canon. L'artillerie ne pouvait pas être transportée par des moyens ordinaires, et, pour effectuer une marche aussi nouvelle, il fallut recourir à des procédés qui n'avaient point encore été mis en usage. Toutefois, les artilleurs français parvinrent à surmonter des obstacles qu'on avait désespéré de vaincre jusqu'alors. Le général Marmont, commandant l'artillerie de l'armée, réussit à former un équipage de campagne proportionné aux forces de chaque division : il organisa le grand parc d'artillerie, fit construire à Auxonne des affûts-traîneaux, et creuser des arbres en forme d'auges, afin d'y placer les canons et les obusiers, et de pouvoir les hisser jusqu'au sommet des montagnes par les sentiers les plus étroits et les plus escarpés ; enfin, au 30 avril, l'actif Marmont avait rassemblé les approvisionnements nécessaires aux premières opérations, en recueillant tout ce qui pouvait rester encore de matériel disséminé dans les places qui avaient servi de dépôts pour les armées de Suisse et d'Italie pendant les campagnes précédentes.

Le 30 avril, l'avant-garde de l'armée de réserve, formée de la division du général Watrin tout entière, se trouvait déjà à Villeneuve et à Saint-Maurice à la tête du lac de Genève. Le général Berthier fit bientôt suivre ce premier mouvement par les trois autres divisions prêtes à marcher ; et, le 5 mai, il se rendit de sa personne à Genève, afin d'établir sa ligne d'opérations, dont cette ville était la base et le point central. L'extrémité droite de cette ligne était appuyée par un corps de 3 à 4,000 hommes sous les ordres du général Thureau ; elle s'étendait jusqu'au mont Cénis. L'extremité gauche était formée par le détachement de l'armée du Rhin aux ordres du général Moncey, qui avait reçu de Berthier l'ordre de veiller sur les divers passages du pays des Grisons, et de conserver avec soin celui du Saint-Gothard.

En attendant que toutes les divisions de l'armée fussent rassemblées à l'entrée du Valais et aux environs de Lausanne[1],

[1] Le général Berthier alla dîner le 11 mai, avec ses aides de camp et le général Dupont, chez M. Necker à Coppet. L'ex-ministre des finances s'in-

1800—an VIII Italie.

sur les deux rives du lac de Genève, le général Berthier donna l'ordre au général Marescot, commandant le génie de l'armée, de faire la reconnaissance exacte de toute la partie des montagnes par lesquelles l'armée devait passer pour pénétrer en Italie. Ce général, l'un des plus habiles successeurs de Vauban, se fit aider, dans cette opération importante, par le général Mainoni, officier d'origine italienne, qui s'était occupé depuis longtemps et avec succès de la topographie des Hautes-Alpes. Les deux explorateurs adressèrent, au bout de quelques jours, au général Berthier un rapport, d'après lequel il ne restait plus, pour ainsi dire, qu'à se mettre en marche et à suivre la route qu'ils venaient de tracer avec autant de clarté que de promptitude.

Tout était prêt, et le général Berthier, n'osant rien entreprendre sans l'ordre exprès et direct du premier consul, lui écrivait lettres sur lettres pour hâter son arrivée, afin qu'il donnât lui-même le signal du mouvement à travers les Alpes. Bonaparte, tout entier au grand projet sur lequel ses idées étaient arrêtées, affectait de paraître occupé d'autres détails à Paris, afin d'augmenter encore la sécurité des Autrichiens, qui traitaient de fable tout ce que la renommée divulguait des futures opérations de l'armée de réserve, et qui ne voulaient voir encore, dans le grand rassemblement formé à Dijon, qu'une mesure pour leur donner le change, et les distraire du soin d'achever la conquête de l'Italie par l'occupation de Gênes.

Cependant Moreau, pressé par le ministre Carnot, avait consenti à porter le corps du général Moncey jusqu'à 15,000 hommes pour effectuer le passage du Saint-Gothard. Bonaparte quitta Paris le 6 mai, et se rendit à Dijon pour passer en revue les bataillons qui s'y formaient, organiser l'état-major général et les premiers cadres d'une seconde armée de réserve, dont le com-

forma, avec le plus vif empressement, des moindres détails des glorieuses campagnes de la révolution. Chaque trait d'héroïsme, chaque acte de dévouement semblait faire naître dans l'âme de l'illustre Génevois un mouvement d'orgueil, et le reporter à cette époque mémorable où il avait jugé le peuple français digne de la liberté ; et, promenant des regards affectueux sur les officiers qui accompagnaient le général en chef de l'armée de réserve (les aides de camp Dutaillis, Bruyères, de Conchy, Arrighi et Morin), il leur dit : « Messieurs, vous êtes bien jeunes pour tant de gloire ! »

mandement fut confié au général Brune. Il visita, en passant, les ateliers établis à Auxonne, et parut satisfait de l'ordre et de l'activité qui y régnaient. Le 8 mai, il était à Genève, et recevait du général Marescot tous les renseignements que celui-ci était à même de lui donner d'après l'opération qu'il venait d'achever. Il l'interrogea spécialement sur le Saint-Bernard, le point le plus difficile de la route qu'il se proposait de faire suivre à ses troupes. Marescot fit connaître combien il était pénible de gravir la montagne jusqu'à l'hospice occupé, depuis deux mois, par un détachement de la brigade Mainoni. Il informa le consul que les Autrichiens occupaient eux-mêmes un autre poste peu éloigné de celui de l'hospice, mais qu'ils ne paraissaient pas avoir de grandes inquiétudes de ce côté, puisqu'ils n'avaient fait aucune tentative pour chasser les Français du couvent. A toutes les questions que lui fit Bonaparte sur les localités, sur les craintes plus ou moins fondées que pouvaient inspirer les avalanches si redoutables sur ces monts élevés, Marescot répondit avec une clarté bien propre à satisfaire les vues du premier consul, qui finit l'entretien par cette dernière question : « Croyez-vous, enfin, que l'armée puisse tenter ce passage? — Oui, général, répondit l'intrépide ingénieur, cela est possible aux soldats français. — Eh bien! reprit Bonaparte, partons donc, » et les ordres furent expédiés sur-le-champ pour que l'armée commençât son mouvement. 1800—an VIII Italie.

Cependant, sur les observations du général Berthier, les troupes restèrent encore trois jours dans les cantonnements où elles furent établies sur les rives du Léman, et ces trois jours furent employés à terminer entièrement l'organisation de l'armée, à former le corps de l'avant-garde, dont le commandement fut confié au général Lannes, et qui se porta au bourg de Martigny, à l'entrée de la vallée de la Drance. Bientôt toutes les divisions, l'artillerie, les approvisionnements et les munitions furent rassemblés au pied du mont Saint-Bernard, afin que l'armée ne fût arrêtée par rien, aussitôt qu'arrivée sur le sommet de cette montagne, à l'hospice, elle en partirait pour descendre dans les plaines d'Italie. Ces divers rassemblements se firent avec un ordre et une précision admirables. La correspondance de Bonaparte, ses ordres du jour, ceux du général

1800 - an VIII Italie. Berthier, du chef de l'état-major général, Dupont, démontrent avec quelle sagacité le premier consul savait entrer jusque dans les moindres détails, prendre toutes les précautions que réclament et le salut des troupes et la célérité de leur marche à travers les contrées glacées qu'elles allaient franchir [1].

Bonaparte se rendit à Lausanne le 31 mai, et passa en revue les troupes qui filaient par Vevay et Villeneuve pour entrer dans le Valais. Le ministre Carnot vint joindre le premier consul dans cette ville (Lausanne), et lui rendit compte de sa mission auprès du général Moreau. Bonaparte apprit que le général Moncey, assez fort pour opérer un mouvement isolé, allait déboucher par le Saint-Gothard sur Bellinzona, tandis qu'un détachement, aux ordres du général Béthancourt, se porterait sur Domo d'Ossola, en tentant de pénétrer par le Simplon. A ce moment, toute l'armée était à même de commencer son mouvement. L'aile droite, aux ordres du général Thureau, pouvait s'avancer sur Exilles et Suse par le mont Genèvre et le mont Cénis. La division du général Chabran, forte de 4 à 5,000 hommes, était préparée à franchir le petit Saint-Bernard. Tout le reste de l'armée, dont la force pouvait s'élever à 35,000 hommes, allait déboucher sur Aoste par le grand Saint-Bernard.

L'effectif total des troupes s'élevait à 58 ou 60,000 combattants. Cette masse occupait tout le pied des grandes Alpes, depuis les sources de l'Isère et de la Durance jusqu'à celles du Rhin et du Rhône.

Le 16 mai, le général Berthier mit à l'ordre du jour de l'armée la proclamation suivante :

« Soldats !

« L'armée du Rhin remporte des victoires éclatantes ; celle d'Italie lutte contre un ennemi supérieur en nombre, et balance la victoire par des prodiges de valeur : c'est à vous, mes

[1] Nous regrettons de ne pouvoir pas citer ici les extraits de cette correspondance active de Bonaparte. Ils prouveraient qu'à cette époque il n'était pas moins bon administrateur qu'excellent capitaine, et ils offriraient aux militaires des exemples aussi intéressants qu'instructifs des travaux que demandent de semblables opérations.

camarades, à rivaliser de gloire avec elles, et à réconquérir au delà des Alpes ce beau théâtre de la bravoure française. Conscrits! l'heure du combat est sonnée. Votre cœur brûle d'égaler ces anciens soldats tant de fois vainqueurs. Vous apprendrez avec eux à supporter les privations, à braver les fatigues inséparables de la guerre. N'oubliez jamais que la victoire ne s'obtient que par la valeur et la discipline. Soldats! Bonaparte s'est rapproché de vous pour jouir de vos nouveaux triomphes. Vous lui prouverez que vous êtes toujours les braves qui se sont illustrés sous ses ordres. La France et l'humanité vous demandent la paix, et vous allez la conquérir. »

1800—an VIII
Italie.

Dès le 17, l'avant-garde, aux ordres du général Lannes, qui avait déjà pénétré dans l'étroite vallée de la Drance par le col Major jusqu'à Saint-Pierre, où finit le chemin praticable, commença à gravir le mont Saint-Bernard. Toutefois les troupes avaient éprouvé de grandes difficultés depuis Martigny jusqu'à Saint-Pierre : les chemins sont affreux et coupés en plusieurs endroits par des torrents ou des précipices sur lesquels étaient des ponts formés des tronçons d'arbres jetés d'une rive à l'autre. Les habitants de ces lieux sauvages, effrayés de voir des troupes sur ces mêmes rochers où les chasseurs de chamois ne se hasardent qu'en tremblant, avaient fui à l'approche des audacieux soldats français, et s'étaient retirés sur les sommets les plus escarpés de leurs montagnes. De là, contemplant le passage de l'armée, ils exprimaient leur étonnement par des cris et des exclamations auxquels les Francais répondaient par des chants guerriers.

De Saint-Pierre au sommet du Saint-Bernard, on ne trouve plus qu'un étroit sentier où un seul homme peut passer de front. Ce sentier est bordé de rochers entassés les uns sur les autres d'une manière aussi pittoresque qu'effrayante. Le chamois et quelques oiseaux sont les seuls êtres vivants que l'on peut rencontrer dans ces contrées désertes. Le voyageur voit les nuages se former au-dessous de lui, et il n'est environné que de masses énormes de neige et de glaces qui se perdent dans les airs. Il entend au loin bruire les eaux de la Drance et de la Dora qui coulent dans les sinuosités de la montagne; quelquefois le fracas des avalanches qui se précipitent dans les

1800 — an VIII Italie.

abîmes vient le frapper d'épouvante. Tel est le chemin que devait franchir l'armée française sous la direction d'un autre Annibal.

L'opération la plus difficile dans ce passage mémorable était, ainsi que nous l'avons dit, le transport de l'artillerie. On avait déjà reconnu, dans le trajet de Martigny au village de Saint-Pierre, que les moyens ordinaires étaient insuffisants, et qu'il était impossible de se servir de chevaux ou de mulets de trait, en gravissant le Saint-Bernard par les sentiers étroits qui mènent à son sommet. Aussi le général Marmont avait-il fait démonter à Saint-Pierre tous les canons et obusiers, pour qu'ils fussent transportés à l'aide des moyens préparés d'avance à Auxonne et à Dôle. Les munitions mêmes furent enlevées des caissons et déposées dans de petites caisses de sapin portées à dos de mulet. Les caissons, démontés et rendus plus légers, étaient destinés à être portés par des chevaux; les affûts, démontés pièce à pièce, et mis sur des traîneaux à roulettes; les canons et les obusiers, placés dans des troncs d'arbres creusés en forme d'auges, devaient être traînés par des paysans mis en réquisition à cet effet; mais comme ces derniers étaient en nombre insuffisant, on vit les soldats, les officiers s'offrir avec un égal empressement pour cette honorable corvée. 100 hommes attelés à un câble traînaient ainsi, avec une ardeur et des peines incroyables, les pièces et leurs affûts. Les soldats de la 24e demi-brigade légère et ceux de la 96e de ligne se firent surtout remarquer par leur activité, leur adresse et leur intelligence dans cette opération difficile et périlleuse, d'où dépendait la conservation d'objets si précieux pour les succès futurs de l'armée. Malgré les obstacles qui se multipliaient, pour ainsi dire, à chaque pas, le passage du Saint-Bernard s'effectua sans être signalé par aucun accident bien remarquable. On n'eut à regretter que la perte d'une pièce de 8, et de trois canonniers, qui, s'étant un peu écartés du chemin, furent emportés par une avalanche. Ce dernier événement ne put pas même distraire les soldats de l'attention qu'ils portaient à leur travaux, et ils continuèrent leur marche sans paraître découragés.

On mit deux jours à transporter ainsi l'artillerie, du village

de Saint-Pierre à l'hospice, et de ce dernier lieu à Etroubles, village situé sur le versant du Saint-Bernard, du côté du Piémont. Afin de stimuler l'ardeur des troupes, Bonaparte avait promis une prime de mille francs par canon amené avec son affût sur le sommet de la montagne. Lorsque, arrivés à Etroubles, il fut question de distribuer cette juste récompense du zèle et de la fatigue du soldat, tous, d'un commun accord, la refusèrent, montrant ainsi que la gloire et l'honneur d'avoir bien mérité de la patrie étaient le seul prix qu'ils enviassent.

Ce transport de l'artillerie avait été effectué par les troupes de la division Loison, qui formait avec celle du général Watrin le corps d'avant-garde aux ordres du général Lannes, et avait précédé le passage des troupes qui n'y étaient pas employées. Celles-ci suivirent à quelque distance, et gravirent l'étroit et glissant sentier qu'avaient frayé les hommes, les mulets, les chevaux, les traîneaux et les troncs d'arbres. Outre leurs armes, les munitions et les vivres pour cinq jours, chaque soldat de la division Watrin portait encore les vivres, les munitions et les armes de la division Loison, et, malgré ce double fardeau, dont le poids était évalué à plus de soixante-dix livres, ils marchaient avec la même ardeur que s'ils n'eussent pas été surchargés, osant à peine prendre un moment de repos, pour ne point ralentir la rapidité d'un mouvement dont ils sentaient toute l'importance. Lorsque des obstacles se présentaient; lorsque, engourdis par le froid ou harassés de fatigue, les soldats sentaient que leur courage et leurs forces allaient les abandonner, ils demandaient qu'on battît la charge, et c'est au bruit du tambour, répété au loin par les échos des montagnes, c'est en s'excitant encore par les chants guerriers et républicains, que les futurs vainqueurs de l'Italie, après six heures de la marche la plus laborieuse, arrivèrent enfin au premier terme de leurs efforts, à l'hospice du mont Saint-Bernard [1].

[1] L'hospice du mont Saint-Bernard, situé au point le plus élevé où l'homme ait osé porter sa demeure (7,540 pieds au-dessus du niveau de la mer), a été fondé, dans le dixième siècle, par un pieux Savoyard, nommé Bernard de Menthon, qui, par cet établissement, a rendu son nom cher à tous les philanthropes. Les religieux qui l'habitent, séquestrés du reste des humains par un motif peut-être encore plus sublime que celui qui guide les

1800—an VIII Italie.

D'après les ordres et les soins du premier consul, un soulagement inattendu devait surprendre les divisions françaises sur la cime du Saint-Bernard. A mesure qu'elles arrivaient à l'hospice, les troupes trouvaient des tables préparées et chargées de vivres. Bonaparte avait fait remettre aux religieux une assez

autres cénobites, cherchent sans cesse à s'en rapprocher par les soins généreux qu'ils prodiguent aux voyageurs que la curiosité ou d'autres raisons amènent dans cette affreuse solitude. Nobles modèles de la tolérance chrétienne, ils accueillent avec le même empressement tous ceux qui se présentent, quels que soient leur rang, leur pays, leur croyance; mais ce n'est pas la seule hospitalité qu'ils donnent : les devoirs qu'ils se sont imposés, le but de leur institution est de servir de guides aux voyageurs égarés, de chercher ceux que le froid aurait saisis au milieu des neiges, ou que les avalanches auraient pu précipiter dans les fondrières. Matin et soir, des chiens, que les religieux entretiennent à cet effet, sortent du couvent et vont à la découverte. Si, au milieu de leurs courses investigatrices, les cris ou les plaintes de quelque infortuné prêt à périr viennent frapper leurs oreilles exercées, ces animaux accourent vers lui, le caressent, et semblent l'exhorter à prendre courage. Ils retournent ensuite en toute hâte à l'hospice. Leur air triste et inquiet indique aux religieux le péril du voyageur. On pend à leur cou un panier rempli d'aliments réconfortants, on les suit, et souvent on parvient à sauver d'une mort certaine le malheureux ou l'imprudent qui a cherché à se frayer un passage sur ce terrain aventureux. Lorsque l'atmosphère est chargée de nuages épais, que la neige tombe à gros flocons, les religieux sortent tous du couvent, et ces hommes intrépides parcourent les glaciers, accompagnés de leurs chiens, qui les ramènent sur le chemin couvert de neiges, lorsqu'ils s'en écartent. Ces merveilleux auxiliaires, doués de la faculté de sentir un corps humain à telle distance qu'il soit enseveli, en font connaître la présence par leurs hurlements. Alors les religieux, qui tiennent de longues perches à la main, s'en servent pour sonder le terrain ; lorsqu'ils ont reconnu le corps, ils le dégagent des neiges qui le couvrent, et le transportent à l'hospice, où tous les secours lui sont prodigués pour le rappeler à la vie s'il reste encore quelque espoir, et où il reçoit la sépulture si la mort s'en est emparée. Aucune institution ne prouve mieux que celle de Bernard de Menthon combien la vertu et la religion peuvent donner de force et de courage. Le lieu qu'habitent ces religieux est l'éternel séjour des tempêtes, des frimas et des glaces. Pour y parvenir, on passe constamment, même en été, sur la neige, et il y gèle toujours. A peine y compte-t-on, dans l'année entière, dix jours purs et sereins; et, dans leur commerce avec les hommes, ces pieux cénobites sont toujours en présence d'êtres souffrants, mutilés; c'est souvent pour leur rendre les derniers et tristes devoirs de la sépulture qu'ils les abordent. Quels titres peuvent égaler ceux que les moines du Saint-Bernard acquièrent si justement aux récompenses célestes!

forte somme, au moyen de laquelle ils avaient pu se procurer le pain, la viande et le vin nécessaires à cette étape improvisée. Les bons moines présidaient aux distributions avec une patience et une gaieté admirables. Le plateau sur lequel est bâti le couvent offrit dans cette journée le spectacle le plus pittoresque. A côté des tables dressées autour du bâtiment, on voyait, épars çà et là, des canons, des affûts, des caissons, des traîneaux, des brancards, des bagages, des munitions, des faisceaux d'armes, des mulets, des chevaux, et, au milieu de tout cet attirail de guerre, les soldats français buvant à la santé de leur général, du chef de la république, et jetant tour à tour des regards d'espérance sur l'Italie qu'ils allaient conquérir, et sur le sol de la patrie qui allait recevoir un nouveau lustre de leurs victoires.

Après cette halte, qui avait lieu le 18 mai, les troupes se préparèrent à descendre le versant méridional du Saint-Bernard. Cette marche offrit autant de difficultés que la première. Elle était moins fatigante en apparence, mais plus dangereuse en raison de l'extrême rapidité de la pente. Les neiges, qui commençaient à fondre, se crevassaient en s'affaissant, et le moindre faux pas pouvait entraîner dans des précipices les hommes et les chevaux. Ceux-ci surtout avaient la plus grande peine à se soutenir, et plusieurs périrent écrasés contre des rochers, ou ensevelis dans des fondrières de neige. Pour éviter les accidents dont quelques-uns d'entre eux devinrent les victimes, les soldats prirent le parti de se laisser glisser sur la neige jusqu'au bas de la pente; les généraux, les officiers, et Bonaparte lui-même employèrent ce moyen de descendre plus vite et sans danger. Cette marche extraordinaire dura depuis une heure du matin jusqu'à neuf heures du soir; et l'armée se réunit autour du village d'Etroubles, près de la petite ville d'Aoste, où se trouvaient les avant-postes autrichiens. Les rayons du soleil commençaient à échauffer la terre; le jour était pur et serein. La terre avait repris sa verte parure; et l'œil, fatigué de la triste monotonie d'un sol couvert de neige et de glaces, pouvait alors se reposer plus agréablement sur les riants produits de la végétation printanière.

Ainsi fut opéré ce prodige des temps modernes, le passage

1800. — An VIII. Italie.

d'une armée française à travers la chaîne la plus élevée des Alpes : il rendait moins merveilleux celui des Carthaginois conduits par Annibal sur le même terrain et presque dans les mêmes sentiers. En effet, le passage des troupes du premier consul présente encore quelque chose de plus extraordinaire. Le héros carthaginois, avec un attirail moins nombreux et moins embarrassant, perdit une partie de son armée, et Bonaparte n'eut à regretter que la perte de quelques soldats et de quelques transports. Au surplus, Annibal n'avait pénétré que par un point unique, et les troupes françaises, indépendamment de ce passage, en opérèrent plusieurs autres avec un égal succès. Tandis que le gros de l'armée de réserve gravissait le Saint-Bernard, le général Moncey, avec le corps détaché de l'armée du Rhin, débouchait du Saint-Gothard, et s'avançait sur Bellinzona. Une petite colonne de ce même corps, sous les ordres du général Béthencourt, traversait le Simplon, en surmontant des difficultés non moins grandes que celles qu'on avait éprouvées dans les autres passages [1]. Le gé-

[1] Nous croyons devoir présenter ici l'extrait du rapport fait, par M. l'adjudant général Quatremère-Disjonval, au général en chef Berthier, sur ce passage remarquable :

« . . . . C'est le 6 prairial que vous avez ordonné au général Béthencourt, chargé de conduire l'expédition par le Simplon, de commencer à en tenter le passage. La nature, pour ainsi dire aux ordres du premier consul, même sur les lieux où elle domine avec le plus d'empire, avait pris soin d'aplanir cette année, deux mois plus tôt qu'à l'ordinaire, un obstacle qui ajoute beaucoup aux difficultés de ces routes si étroites et si scabreuses. La neige était disparue de dessus les chemins ; mais sa chute en avalanches avait rompu les mêmes chemins en plusieurs endroits, et je me hâte de vous faire voir les Français placés, par un de ces éboulements, dans l'une de ces situations les plus extraordinaires qu'on puisse concevoir.

« Le 8 prairial, le général Béthencourt arrive avec environ mille hommes, tant de combat que de suite, à l'un de ces points où le passage n'est obtenu que par des pièces de bois, dont une extrémité pose dans le rocher creusé, l'autre est supportée par une poutre en travers. Cette espèce de pont avait été emportée par un éclat de roche parti de la plus grande élévation, et qui avait tout entraîné dans un torrent roulant avec le plus horrible fracas. Le général Béthencourt avait vos ordres : il déclara que nul obstacle ne devait arrêter, et aussitôt il fut résolu d'employer le moyen suivant :

« Il ne restait, de tout ce que l'art avait ici tenté pour vaincre la nature,

néral Chabran, avec sa division, pénétrait dans la vallée d'Aoste 1800 — an VIII
par le petit Saint-Bernard; enfin 5,000 hommes conduits Italie.
par le général Thureau étaient descendus du mont Cénis et du mont Genèvre pour se trouver en mesure de marcher sur Turin.

que la rangée de trous dans lesquels avait été engagée l'une des extrémités de chaque pièce de bois : un des soldats les plus hardis s'offre à mettre les deux pieds dans les deux premiers trous, puis à tendre une corde à hauteur d'homme, en marchant de cavité en cavité, et lorsqu'il est parvenu à fixer la corde jusqu'à l'autre extrémité de l'intervalle entièrement vide au-dessus de l'abîme, c'est le général Béthencourt qui donne l'exemple de passer ainsi suspendu par les bras à une corde même très-peu forte; et c'est ainsi que près de mille Français ont franchi un intervalle d'environ dix toises, chargés de leurs armes, chargés de leurs sacs. On les avait vus se servir de leurs baïonnettes, employer des crochets pour pouvoir gravir des montagnes dont l'escarpement semblait avoir banni à jamais les humains. Je crois vous les présenter ici, citoyen général, luttant contre les plus affreux périls, dans une attitude nouvelle, suspendus entre le ciel et le plus effroyable abîme, par l'unique espoir de vaincre, par l'unique envie de vous obéir.

« Si quelque chose peut aider à concevoir quel a été le péril des hommes, c'est le sort des chiens. Cinq seulement suivaient la colonne. L'amour de leurs maîtres ne leur a pas permis, ici plus qu'ailleurs, de s'en séparer. Ces animaux, dont l'histoire offre tant d'actions de morale et de courage plus ou moins touchantes, après avoir vu partir leurs maîtres pour placer leurs pieds dans les trous où des pieds d'hommes pouvaient seulement entrer; après les avoir vus se pendre à la corde que des mains d'hommes seules pouvaient encore saisir, se précipitent dans le gouffre comme d'un commun accord. Trois sont à l'instant entraînés pour jamais dans les flots du torrent qui coulait au fond du précipice; mais deux sont assez vigoureux pour lutter contre le torrent, pour se tirer de ses eaux écumantes, pour triompher des roches à pic qui les séparaient du chemin redevenu praticable, pour arriver enfin moins mouillés encore que meurtris jusqu'aux pieds de leurs maîtres.

« Je reviens à nos combattants : il est temps de vous rappeler, citoyen général, que c'étaient des détachements de la 44e et 102e demi-brigade, auxquels se joignaient quelques compagnies de l'infanterie helvétienne. Les noms du général, des officiers de son état-major, tant français qu'helvétiens, qui ont donné l'exemple d'une telle audace, sont déjà gravés sur le roc qui leur avait refusé le passage. Ils trouveront là sans doute le plus beau temple de mémoire; mais ils y trouveront de plus cette force d'élan, qui leur a fait ensuite renverser, surprendre les postes autrichiens avec tant de bonheur; ceux-ci dormaient, pour ainsi dire, appuyés sur cette barrière. Avec quelle stupeur ils ont vu arriver les Français sur leur front, sur leur flanc, et descendre le Simplon, lorsqu'ils les croyaient loin de pouvoir le gravir, etc. »

1800—an VIII Italie

Les deux divisions d'avant-garde étaient à peine arrivées à Étroubles, que le général Lannes s'empressa de réunir et de diriger six bataillons et quelques pièces de campagne contre la petite ville d'Aoste, occupée par les Autrichiens. Il n'y avait point de temps à perdre, et il devenait indispensable de faire des progrès rapides, avant que l'ennemi fût en mesure d'arrêter l'armée de réserve à l'entrée de la vallée. Les troupes qui défendaient Aoste s'étaient établies sur les hauteurs qui dominent cette ville : Lannes les fit attaquer à la baïonnette, tandis qu'un bataillon de la 6e légère tournait les hauteurs sur la droite. Les Autrichiens abandonnèrent Aoste, après avoir perdu un assez bon nombre d'hommes : leur commandant fut blessé grièvement dans cette affaire. Le 19 mai, les Français arrivèrent devant Chatillon, bourg défendu par 1,500 Croates, auxquels s'étaient joints les débris du détachement battu à Aoste. Quoiqu'il fût presque nuit, et que l'ennemi occupât, à l'embranchement de deux vallées, une position resserrée et bien appuyée à la gauche de la Doria, le général Lannes ordonna aux grenadiers d'un bataillon de la 32e demi-brigade [1] de s'avancer la baïonnette en avant. Repoussés d'abord par les grand'gardes ennemies, ces braves revinrent à la charge, soutenus par cent hussards du douzième régiment, à la tête desquels se mirent les généraux Watrin, Mainoni, et plusieurs officiers d'état-major. Cette seconde attaque eut un succès complet. L'ennemi fut déposté et prit la fuite, avec perte de 300 prisonniers, cent hommes tués ou blessés, et trois pièces de canon. Les Français poursuivirent le reste des troupes jusque sous le fort de Bard. Ces deux affaires n'avaient coûté aux Français que la perte de quelques hommes : l'adjudant général Noguès avait été blessé assez dangereusement dans la dernière.

Bonaparte était resté quelques jours à Lausanne, et il y avait travaillé sans relâche (ainsi que le prouve sa correspondance) à régulariser les différents services, à accélérer les transports de l'artillerie, des munitions et des vivres. Il quitta cette ville le 19, pour joindre l'armée, et reçut au village de Martigny des

[1] C'était un bataillon formé au dépôt de cette demi-brigade, alors en Égypte.

dépêches du général Suchet, par lesquelles celui-ci, en lui rendant compte de la suite des événements survenus depuis la séparation de l'aile droite d'avec la gauche de l'armée d'Italie, lui apprenait que le général Mélas, repoussé dans ses attaques sur la tête de pont du Var, et informé des premiers mouvements de l'armée de réserve, s'était borné à détacher un corps de 5,000 hommes par le col de Tende, vers le Piémont, et se trouvait, le 14 mai, à Vintimiglia. Ces nouvelles étaient, sans doute, les plus favorables que le premier consul pût espérer dans la conjoncture présente. Après avoir passé le Saint-Bernard avec l'arrière-garde de l'armée, Bonaparte établit son quartier général, le 21, dans la ville d'Aoste.

Cependant l'avant-garde française était arrêtée devant la ville et le château de Bard, situés sur le chemin qui conduit d'Aoste à Ivrée. Le général Berthier s'y était porté de sa personne pour reconnaître cet obstacle, qu'on ne croyait pas d'abord aussi difficile à surmonter. Le fort est construit sur un rocher de forme pyramidale, qui, se trouvant détaché et isolé sur la rive gauche de la Dora-Baltea, dont le cours, en cet endroit, est plus rapide et le lit plus profond, ferme la vallée d'Aoste, et présente une barrière formidable. Son tracé est irrégulier comme la coupe du terrain. Il a un bon revêtement et presque partout une double enceinte. Les batteries sont placées de manière à ne laisser, ni dans la petite ville, bâtie au-dessous et à l'extrémité du plateau au bord de la rivière, ni sur aucun des endroits qui paraissent accessibles, un point qui ne soit vu et ne puisse être atteint par l'artillerie : elles étaient alors garnies de vingt-deux pièces. Comme le fort est dominé, à la portée du fusil, par les pointes et les anfractuosités les plus avancées d'une montagne appelée Albaredo, d'où le rocher a été détaché, la garnison, forte d'environ 400 hommes, était logée bien à couvert dans les casernes formant le terre-plein, et prenant jour par les créneaux dont le revêtement était percé. Ces casernes se trouvaient en outre blindées, chargées et recouvertes avec de larges pierres.

Berthier avait ordonné au général Marescot de faire une reconnaissance exacte de la position ; et ce chef du génie déclara que le fort ne pouvait être enlevé de vive force, si le commandant voulait opposer une résistance convenable.

1800 — an VIII Italie.

Le général Lannes ayant fait replier les postes qui défendaient les hauteurs, Berthier ordonna que la ville fût attaquée : en conséquence le général Watrin s'avança à la tête de quatre compagnies de grenadiers et de deux autres de sapeurs. Les ponts-levis furent baissés, les portes brisées à coups de hache, les troupes ennemies chassées de la ville, poursuivies et forcées de se réfugier dans le fort qui, dès ce moment, fut bloqué étroitement. Les grenadiers français se logèrent dans les maisons les plus rapprochées du fort, d'où ils tiraient sur les embrasures et les créneaux. Berthier voulut, dès le même jour, essayer une attaque, qui fut repoussée avec perte. Cette tentative, qui permit de voir de plus près la force de l'obstacle et la nécessité de le surmonter, acheva de démontrer la justesse de l'observation faite par le général Marescot, quand il avait rapporté que la possession du fort dépendait de la plus ou moins grande fermeté du commandant autrichien. L'armée se trouvait dans une position fort critique. Resserrée dans un petit espace, elle ne vivait que des approvisionnements si difficilement amassés au delà du mont Saint-Bernard, et plus difficilement encore charriés en deçà. Aussi l'inquiétude et l'impatience du premier consul étaient elles extrêmes. Il écrivait, de son quartier général d'Aoste, lettre sur lettre au général Berthier ; et celui-ci, n'osant plus hasarder une nouvelle attaque, mais voulant toutefois satisfaire Bonaparte, donna l'ordre de travailler sans délai à ouvrir un passage aux troupes à travers les rochers d'Albaredo, et dans une distance assez éloignée pour que les feux du fort ne pussent y porter empêchement. 1,500 hommes furent employés à cette opération, et travaillèrent avec tant d'activité qu'en moins de deux jours elle fut terminée. Des escaliers furent taillés dans les endroits où la pente était trop rapide ; dans ceux où le sentier, étroit et fortement incliné, était bordé à droite et à gauche par des précipices, on éleva des murs en pierre sèche pour garantir des chutes ; là où les rochers se trouvaient séparés par des crevasses trop profondes, on jeta des ponts pour les réunir. L'avant-garde, les autres divisions et même la cavalerie purent défiler par ce sentier périlleux, qui offrait de bien plus grandes difficultés que celles qu'on avait rencontrées au passage du Saint-Bernard. Toutefois, comme l'artillerie ne pouvait pas être transportée par

cette voie nouvelle, les deux chefs de l'artillerie et du génie, Marmont et Marescot, étudièrent le terrain, et cherchèrent, avec toute l'attention que réclamait impérieusement le succès de l'entreprise, les points les plus avantageux pour battre le fort et en éteindre les feux. Ils parvinrent avec des peines inouïes à faire placer quelques pièces qui dominaient le rocher, mais dont l'effet fut peu satisfaisant [1]. Le commandant du fort, sommé de se rendre, répondit en homme qui connaissait toute l'importance de son poste et les moyens de défense qu'il avait à sa disposition.

1800 — an VIII Italie.

Le retard éprouvé par l'armée française dans sa marche avait déterminé le premier consul à se rendre sur les lieux. Il avait visité à différentes reprises les environs du fort et les travaux entrepris pour frayer le passage dont nous avons parlé plus haut [2]. Montrant en cette occasion la même opiniâtreté qu'il avait manifestée l'année précédente au siége de Saint-Jean d'Acre, Bonaparte voulut, contre l'opinion des généraux Berthier et Marescot, tenter de nouveau l'attaque de la première enceinte palissadée, l'escalade et l'assaut du corps de la place. Berthier ordonna, à cet effet, les dispositions nécessaires; et, dans la nuit du 23 au 24 mai, trois colonnes, de 300 grenadiers chacune, se mirent en mouvement, soutenues par des réserves. Deux de ces

[1] Jusque-là une seule pièce de canon, placée dans le clocher de la petite ville de Bard, avait pu tirer sur le fort. Les canons qui venaient d'être mis en batterie sur les hauteurs y avaient été transportés avec des efforts extraordinaires. Des soldats avaient chargé sur leur dos des pièces de 4, et, marchant à travers les rochers du col de la Coul, étaient venus les placer dans les positions désignées par les généraux Marescot et Marmont. Si d'abord ces batteries ne produisirent pas l'effet qu'on en espérait, elles n'en furent pas moins d'une grande utilité pour la reddition postérieure du fort de Bard.

[2] Il était monté à pied, avec le général Berthier, sur le sommet de la montagne d'Albaredo, pour avoir un coup d'œil complet de la position du château de Bard; fatigué de ce trajet pénible et accablé par la chaleur de la journée, il s'endormit sous un sapin; les deux divisions d'avant-garde défilaient en ce moment, et les soldats, pour ne point interrompre le sommeil du premier consul, marchèrent avec précaution et dans le plus grand silence, jetant un regard d'intérêt sur le chef qui partageait ainsi leurs fatigues et dont ils savaient apprécier toute l'activité. Cette scène a été retracée par le pinceau de l'un de nos artistes célèbres.

1800 — an VIII Italie. colonnes, dirigées par le général Gobert et par le chef de brigade Dufour, partirent, la première de la ville de Bard, la deuxième du village de Donas, sur la route d'Ivrée ; la troisième devait seulement faire une démonstration de passage sur la rive droite de la Dora pour attirer l'attention de la garnison. Les grenadiers s'avancèrent en silence, et arrivèrent, en sautant d'un rocher à l'autre, jusqu'aux palissades de la première enceinte, qui fut emportée sous une grêle de balles. L'ennemi fut chassé à la baïonnette des ouvrages avancés, et obligé de rentrer dans la place. Il fallut alors tenter d'abattre les ponts-levis, briser les portes, et appliquer les échelles qu'on avait apportées pour livrer l'assaut ; mais les Autrichiens dirigèrent un feu très-vif de mousqueterie sur les assaillants, en même temps que les pièces qui battaient le pied du rempart balayaient le terrain. Des obus et des grenades, lancés à la main, achevèrent de mettre le désordre dans les deux colonnes, et les forcèrent à la retraite. Les annales de la guerre offrent peu d'exemples d'une attaque aussi audacieusement conduite. Le général Loison, qui commandait les troupes françaises, fut renversé au pied du rempart par l'explosion d'une bombe, et le chef de brigade Dufour y fut blessé très-grièvement au moment où il faisait, avec ses grenadiers, de vains efforts pour abattre le pont-levis.

Bonaparte avait, en quelque sorte, prévu cette issue, si l'impétuosité de l'attaque n'intimidait point le commandant autrichien. Après avoir expliqué au général Loison, chargé, comme on vient de le voir, de conduire la principale attaque faite par les colonnes de Gobert et de Dufour, les mesures à prendre pour l'exécution de l'entreprise, le premier consul avait pris à part le général Marescot, et lui avait dit : « Cet officier n'entend pas ce qu'il a à faire, et l'assaut manquera. »

Quoiqu'un pareil échec eût dû convaincre que le commandant du fort était déterminé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, Berthier fit sommer celui-ci pour la quatrième fois. La réponse ayant été négative, on ne songea plus qu'à employer les moyens ordinaires pour pousser le siége avec vigueur. Le général Chabran fut chargé de cette opération, et l'on choisit des positions plus convenables à l'effet de l'artillerie sur la place.

Cependant, le général Lannes, qui, dès le 20 mai, se trou-

vait, avec l'avant-garde, sur la route d'Ivrée, courait risque d'être attaqué sans avoir d'artillerie pour se défendre. Toute celle de l'armée se trouvait encombrée au-dessus du fort de Bard, et jusqu'alors on n'avait point pensé qu'il fût possible de la faire avancer avant d'être maître de ce fort qui fermait le seul passage praticable. Mais, dans une circonstance telle, le général Berthier prit une détermination dont le désespoir et l'impérieuse nécessité pouvaient seuls justifier la témérité; secondé par la décision et l'intrépide activité du général Marmont, il osa entreprendre de faire passer les pièces et les caissons à travers la ville de Bard sous le feu du fort à demi-portée de fusil. On couvrit la route de fumier, on enveloppa les roues avec de la paille et du foin; les pièces furent traînées à la prolonge, chacune par 50 hommes dévoués, dans le plus profond silence. On avait choisi les moments où la profonde obscurité de la nuit faisait espérer que le mouvement ne serait point aperçu; mais ces moments étaient toujours trop courts : la vigilance de l'ennemi, dont le tir était fixé et éprouvé sur les divers points du passage, et qui, d'ailleurs, pour éclairer la route, lançait incessamment des obus, des grenades et des pots à feu, rendit cette opération très-périlleuse. Plusieurs des braves employés à traîner les pièces et les caissons furent victimes de leur dévouement. Cependant, l'artillerie franchit le terrible défilé; l'armée se trouva en mesure de commencer ses succès; le fort de Bard fut laissé en arrière, et l'importance de son occupation ne fut plus regardée que comme secondaire.

Aussitôt que le passage de l'artillerie fut effectué, Bonaparte donna au général Lannes l'ordre d'attaquer vigoureusement la ville et la citadelle d'Ivrée. 4,000 Autrichiens qui défendaient ces deux postes se hâtaient d'en réparer les fortifications et élevaient de nouvelles batteries, lorsque l'avant-garde française les surprit dans ces travaux tardifs.

La place d'Ivrée est située dans une position assez avantageuse, entre deux collines, sur la rive gauche de la Dora-Baltea. Assiégée, en 1704, par le duc de Vendôme, elle résista pendant dix jours aux efforts d'un corps assez considérable de troupes, et ne se rendit alors que parce qu'elle fut écrasée sous le feu d'une artillerie formidable. Le général Lannes fit assaillir

1800 — an VIII Italie.

à la fois la ville et la citadelle. Les Autrichiens opposèrent pendant deux jours une résistance vigoureuse; mais, le 25 mai, un bataillon de la 22e demi-brigade, conduit par le capitaine Cochet, aide de camp du général Malher, escalada la citadelle et s'en empara à la baïonnette. Les quinze pièces de canon qui se trouvaient dans ce fort furent aussitôt dirigées sur la ville. Au même moment, le général Lannes ordonna sur les trois portes de la ville une attaque simultanée, qui fut exécutée par trois colonnes de grenadiers. Il se mit à la tête de la colonne de droite, et, s'étant avancé sur la barrière, il y porta le premier coup de hache. Cette première colonne et les deux autres, conduites par les généraux Watrin et Malher, brisèrent les ponts-levis, enfoncèrent les portes à coups de canon et de hache, et se précipitèrent avec tant d'impétuosité dans l'intérieur de la ville, que les Autrichiens furent au moment d'être tous faits prisonniers; mais ils parvinrent à se retirer par le pont de la Chiusella, sur la route de Chivasso, après avoir perdu beaucoup d'hommes, d'artillerie, et laissé 300 prisonniers au pouvoir du vainqueur. L'adjudant général Hullin et le chef de la 22e demi-brigade Ferrat s'étaient distingués particulièrement dans cette attaque. Le dernier paya de sa vie les lauriers qu'il venait de cueillir.

Ivrée pouvait être regardée comme la clef des plaines d'Italie, et dès lors l'armée française n'avait plus d'autre obstacle à rencontrer jusqu'à Turin qu'un corps d'ennemis assez nombreux pour lui tenir tête; mais le général Mélas s'occupait encore en ce moment de sa chimère favorite, l'envahissement des frontières de France. L'armée autrichienne se partageait entre le siége de Gênes et l'attaque de la ligne du Var, lorsqu'elle aurait dû se trouver réunie pour s'opposer aux progrès de la nouvelle armée française qui s'avançait sur ses derrières. Les généraux Kaim et Haddick, envoyés par le général en chef ennemi vers la frontière du Piémont, se persuadaient encore que les troupes françaises qui avaient déjà débouché ne formaient qu'un corps de secours envoyé à Masséna. La prise d'Ivrée et les rapports qui leur parvinrent de toutes parts dissipèrent à la fin leur illusion. Ils songèrent à couvrir la capitale du Piémont en rassemblant 6,000 hommes d'infanterie, des régiments de Kinski,

Toscana, Wallis, les gardes du corps du roi de Sardaigne, et 1800 — an VIII Italie.
environ 4,000 chevaux, dont faisaient partie les dragons de Latour, trois régiments de hussards et quelques autres de grosse cavalerie. Ils placèrent ces troupes dans une bonne position sur la rive droite et en arrière du pont de la Chiusella.

Le premier consul avait donné l'ordre au général Lannes de s'avancer rapidement sur Turin, immédiatement après la prise d'Ivrée. Le 26 mai, l'avant-garde se trouva en présence du corps autrichien : la division Boudet et deux régiments de troupes à cheval soutenaient les deux divisions d'avant-garde. La 6e demi-brigade légère commença l'action en attaquant et emportant le pont de la Chiusella ; le chef de cette demi-brigade, Macon, voyant que le feu de quatre pièces d'artillerie placées à l'autre extrémité du pont arrêtait la tête de sa colonne, se précipita dans la rivière, fut suivi par sa troupe, et, sous un feu de mitraille très-meurtrier, il parvint à tourner le pont. Ce brillant fait d'armes décida le succès. Pendant ce temps, les autres troupes s'étaient avancées, avaient débouché du pont et toutes ensemble se portèrent rapidement sur l'infanterie ennemie, qui s'était formée sur les hauteurs de Romano. Le combat s'engagea de nouveau dans cette position, et les Autrichiens furent chargés avec tant d'impétuosité que, ne pouvant résister au choc, ils se replièrent en désordre sur le village. Ils traversaient la plaine, lorsque le général Kaim, pour les rallier et les soutenir, fit déployer sa nombreuse cavalerie. Celle-ci chargea à son tour l'infanterie française, et réussit à la repousser au moment où elle allait s'emparer de l'artillerie de ses adversaires ; mais le général Malher, arrivant alors avec sa demi-brigade, les 22e et 40e de ligne, arrêta cette cavalerie, repoussa jusqu'à trois charges successives, dans lesquelles les ennemis finirent par se rompre eux-mêmes ; ce qui leur fit éprouver une perte considérable. En couvrant la retraite sur Chivasso, le seul régiment de Latour perdit plus de 200 chevaux ; le général comte Palfi, qui commandait ce corps de cavalerie, fut blessé mortellement, et mourut le lendemain à Chivasso où il fut conduit. Les Français eurent à regretter, de leur côté, les chefs de bataillon Dumont, de la 22e, et Larret, de la 6e légère. Ce combat glorieux, prélude de victoires encore plus importantes, augmenta l'ardeur, déjà si vive, qui animait

1800 – an VIII Italie. toutes les troupes françaises. Il accrut aussi la confiance des jeunes conscrits qui remplissaient les différents cadres, en leur montrant qu'il devenait facile, avec du sang-froid et de la fermeté, d'arrêter en plaine les charges de cavalerie les plus redoutables; exemple important, surtout dans cette campagne, et contre un ennemi dont les forces en cavalerie étaient si considérables.

Tandis que le principal corps de l'armée de réserve se rassemblait à Ivrée, les autres parties de cette même armée avaient opéré avec un égal succès les divers mouvements qui leur avaient été prescrits par le premier consul ou le général Berthier. Le corps de gauche, aux ordres du général Moncey, se trouvait, le 22 mai, à Bellinzona. La colonne détachée de ce corps sous les ordres du général Béthencourt occupait Domo d'Ossola. L'aile droite, commandée par le général Thureau, fut arrêtée d'abord dans sa marche par un détachement de troupes autrichiennes, retranchées au village de Clavières, au-dessus du Pas-de-Suse, sur la route qui conduit à Briançon par le mont Genèvre; mais les retranchements ennemis furent attaqués sur-le-champ par un bataillon de la 28e légère et 150 hommes de la 15e de ligne. Les Autrichiens, dépostés après une vive résistance, s'enfuirent précipitamment. Le général Thureau s'était avancé au soutien de son avant-garde avec trois compagnies de carabiniers, quatre de grenadiers, un obusier et deux pièces de huit. Tandis que les braves de la 28e et de la 15e emportaient les hauteurs du village de Clavières, Thureau attaquait lui-même et enlevait de vive force le fort Saint-François qui commandait le village. Poursuivis sur la route de Suse, les Autrichiens y furent attaqués de nouveau sur le plateau de la Brunette où ils s'étaient ralliés. Cette position fut tournée par deux bataillons de la 26e demi-brigade. Enveloppés de toute part, et terrifiés par l'impétuosité des Français, les Autrichiens demandèrent à capituler. 1,500 hommes se rendirent prisonniers. Une grande quantité d'armes, de munitions et d'approvisionnements de toute espèce, accumulés à Clavières et à Suse, furent les suites de ce succès. Après cette utile diversion, le général Thureau avait pris position sur les hauteurs de Bussolino, entre Suse et Avigliano, menaçant la capitale du Piémont, et se tenant préparé, soit à opérer sa jonc-

tion avec le gros de l'armée, soit à se porter sur les derrières de l'ennemi. 1800—an VIII Italie.

Par ces divers mouvements, l'armée tout entière se trouvait au delà des Alpes, et occupait une ligne qui s'étendait de Suse à Bellinzona. L'objet apparent du premier consul était d'assurer ses subsistances et de s'emparer des places, des magasins et des principaux points, avant que le général Mélas eût le temps de rassembler ses troupes pour livrer bataille à l'armée française au débouché de la vallée d'Aoste. La marche du général Thureau dans la vallée de Suse secondait surtout ce premier dessein; mais Bonaparte avait aussi le projet de se porter rapidement sur Milan, autant pour y rétablir le gouvernement républicain et disposer des ressources de la Cisalpine que pour empêcher la réunion des corps autrichiens répandus dans la haute Italie avec ceux que Mélas allait rassembler dans le Piémont.

La marche du général Moncey par le Saint-Gothard s'exécutait particulièrement dans ce dernier but, et telle fut la rapidité de celle des divisions françaises, ou plutôt telle fut l'imprévoyance du général Mélas, que le vaste plan de Bonaparte reçut presque entièrement son exécution avant que les Autrichiens eussent fait aucun mouvement utile pour l'empêcher. Bonaparte espérait par là pouvoir dégager Masséna s'il en était encore temps, et, dans tout état de cause, il se trouvait avoir une bonne base pour les opérations, et était en mesure de couper la ligne de celles des Autrichiens, en se plaçant entre leur armée et les places de la Lombardie. La nouvelle de la prise de Gênes, qu'on allait bientôt apprendre, put seule engager le consul à modifier un plan dont le succès paraissait assuré.

Après le combat de la Chiusella, Bonaparte se rendit à Chivasso pour y passer en revue les troupes de l'avant-garde qui s'étaient si bien conduites dans cette affaire. Toujours habile à saisir l'à-propos du moment pour entretenir parmi ses troupes une émulation continuelle, le premier consul témoigna à la 6e demi-brigade légère sa satisfaction de la vigueur qu'elle avait montrée au passage de la Chiusella, loua les 22e et 40e demi-brigades du sang-froid et de l'intrépidité qu'elles avaient montrés sur le champ de bataille de Romano en repoussant

1800 – an VIII Italie. les charges de la nombreuse cavalerie ennemie, et ordonna au chef de brigade Fournier[1], du douzième régiment de hussards, qui s'était surtout distingué au combat de Chatillon, d'annoncer aux braves qu'il commandait que la cavalerie allait être réunie en corps, et qu'à la première bataille il voulait qu'elle chargeât la cavalerie autrichienne pour rabaisser la morgue et les prétentions de cette troupe; enfin, il dit à la 28e de ligne : « Il y a deux ans, soldats, que vous vous battez dans les montagnes; souvent privés de tout, vous avez fait votre devoir sans murmurer : c'est la première qualité du vrai guerrier. Je sais encore qu'il vous était dû, il y a quelques jours, huit mois de paye, et que vous marchiez à l'ennemi sans proférer une seule plainte. Je récompenserai votre conduite, et, pour vous prouver ma satisfaction, je veux qu'à la première affaire vous marchiez en tête de l'avant-garde. » Ces paroles, ce moyen de stimuler le courage produisirent un effet magique sur l'esprit du soldat : Bonaparte connaissait bien le caractère national. En effet, tous les corps de l'armée briguèrent l'honneur de marcher à l'avant-garde. On verra bientôt des preuves non équivoques de leur entier dévouement.

Les généraux Kaim et Haddick, en se retirant, avaient détruit tous les ponts, et l'obligation de les rétablir avait seule occasionné le séjour momentané de l'avant-garde à Chivasso, où l'on trouva au surplus des magasins. Le général Lannes prit ou détruisit en outre sur le Pô un grand nombre de barques, chargées de vivres et de munitions; il menaçait d'entrer à Turin dont il n'était plus éloigné que d'une marche.

A la faveur de cette irruption, et pour renforcer la ligne déjà établie sur le Pô, le général Murat reçut l'ordre de se porter sur Santhia avec une avant-garde de 1,500 chevaux. Il y fut joint par les divisions Boudet et Loison et une partie de celle du général Monnier, et marcha sur Vercelli où il se présenta le 27 mai. La cavalerie ennemie, qui voulut défendre les bords de la Sesia, fut culbutée dans cette rivière, et perdit des chevaux. Les Français trouvèrent à Vercelli des magasins de riz, de blé et d'avoine. Les autres divisions de l'armée

[1] Depuis lieutenant général, comte, etc.

eurent ordre de suivre ce mouvement, à l'exception du corps du général Lannes, qui descendit la rive gauche du Pô, afin de menacer les places fortes du Piémont et de flanquer en même temps la droite de l'armée. Le flanc gauche se trouvait éclairé jusqu'au pied des montagnes par la légion italienne sous les ordres du général Lecchi, qui avait quitté l'armée à Chatillon dans la vallée d'Aoste, le 21 mai, et s'était dirigée sur la haute vallée de la Sesia. Parti, le 27, de Riva, où il passa la rivière, Lecchi se porta le 28 à Varallo. Le prince de Rohan, avec 600 hommes de sa légion, était en position devant ce poste important où le val de la Sesia cesse d'être praticable pour les voitures. La légion italienne attaqua aussitôt qu'elle fut à portée, enleva les retranchements, prit deux pièces de canon et trois caissons, fit 350 prisonniers, et força le prince de Rohan de se retirer en désordre jusque sur le lac d'Orta.

1800—an VIII Italie.

Cependant le général Mélas, accouru à Turin, reconnut, un peu trop tard, la nécessité de réunir ses troupes pour s'opposer aux progrès rapides de l'armée de réserve. Il envoya au général Ott l'ordre de lever le blocus de Gênes et d'aller à marches forcées occuper Pavie; mais l'adversaire de Masséna, sur le point de triompher de la résistance de ce dernier, crut devoir retarder de quelques jours l'exécution d'un ordre d'où dépendaient le salut de l'armée autrichienne, le sort de l'Italie et par suite celui de l'Europe. Tandis qu'il négociait le traité d'évacuation de Gênes, l'armée française passait le Tésin. Le général Laudon, seul convaincu de l'urgence des circonstances, arriva à marches forcées, des bords de l'Adda, avec tout ce qu'il avait pu rassembler de troupes de toutes armes, principalement en cavalerie et en artillerie, et s'avança jusqu'au Tésin pour en défendre le passage; ces forces n'étaient point assez nombreuses pour arrêter la marche des troupes françaises de ce côté. Averti de l'approche du corps autrichien, le général Berthier ordonna au lieutenant général Murat de s'avancer de Vercelli sur Novara où se trouvaient déjà des troupes légères du général Laudon; mais l'intention de celui-ci, en poussant des postes sur la rive droite du Tésin, était moins de s'y maintenir que de reconnaître la position des Français. Lorsqu'il eut appris que le général Murat s'avancait sur Novara, il replia ses avant-postes, retira

1800 — an VIII
Italie.

le pont volant qu'il avait sur la rivière, et se retrancha dans une fort bonne position sur la rive gauche. Murat, entré le 29 mai à Novara, continua sa marche, et fit, le lendemain, ses dispositions pour passer le Tésin. Les Autrichiens, qui avaient beaucoup d'artillerie sur la rive gauche, dirigèrent une vive canonnade sur les premières troupes qui se présentèrent sur la rive opposée. Cette circonstance décida le général Murat à remettre au premier juin l'attaque qu'il avait dessein de faire ce jour même.

Le passage du Tésin était une opération assez importante pour que le premier consul crût devoir y présider lui-même. Il vint donc, avec le général Berthier, augmenter, par sa présence, l'ardeur dont les troupes étaient déjà animées. En retirant leur pont volant sur la rive gauche, les Autrichiens avaient eu le soin de s'emparer de presque toutes les autres embarcations sur la rivière et de les ranger de leur côté sous la protection de leur artillerie. Fort heureusement les habitants du village de Galiate avaient soustrait cinq à six bateaux qui servirent à jeter quelques compagnies de grenadiers et une pièce de canon dans une petite île, d'où leur feu prenait en flanc la ligne autrichienne. Tandis que la 70e demi-brigade attaquait le pont de Galiate, que l'ennemi défendait avec trois pièces de onze et deux obusiers, les grenadiers français, après avoir tiraillé pendant quelque temps, remontèrent dans leurs barques [1], abordèrent la rive gauche, chargèrent vigoureusement les Autrichiens, et les forcèrent d'évacuer la tête du pont.

La 70e demi-brigade ne trouvant plus d'obstacles s'avança rapidement contre la position principale. Les Autrichiens se replièrent dans le village de Turbigo, où le général Laudon accourut avec un détachement de 3,000 hommes. Ce secours rendit le combat plus vif, mais ne prolongea que de quelques heures la défense de la ligne ennemie. Le général Murat fit avancer l'adjudant général Girard contre le pont en avant du village de Turbigo, afin d'empêcher la cavalerie autrichienne

[1] Le chef de brigade Duroc, aide de camp du premier consul, s'étant embarqué avec trop de précipitation, tomba dans la rivière, et s'y serait noyé sans le dévouement de quelques grenadiers, qui se jetèrent à la nage et le ramenèrent sur la rive.

de déboucher sur l'infanterie française ; en même temps le géné- 1800—an VIII Italie.
ral Monnier eut ordre d'attaquer Turbigo, et le général Pino dut appuyer ce mouvement. Le général Laudon fut forcé d'évacuer ce village après avoir perdu 400 hommes mis hors de combat et 1,200 prisonniers. Trois braves capitaines de la 70e, Voton, la Place et Lagret, furent tués dans cette action, où le capitaine Morin, aide de camp du général Dupont, eut le bras fracassé d'une balle.

L'attaque de la ligne du Tésin à Turbigo avait favorisé celle du général cisalpin Lecchi sur le fort d'Arona, où les postes ennemis que le même général avait devant lui furent se renfermer, en laissant libre le passage de la rivière à Sesto-Calende. Lecchi opéra dans cet endroit sa jonction avec la droite du corps du général Moncey, c'est-à-dire avec la colonne du général Béthencourt venant de Domo d'Ossola. Ces deux troupes réunies formèrent de suite le siége du fort d'Arona. Après avoir terminé cette opération, le général Lecchi devait continuer de manœuvrer dans le double but de flanquer la route de l'armée en menaçant le flanc droit de l'ennemi sur le Tésin, et de se lier le plus tôt possible avec le gros des troupes du général Moncey, qui se trouvait, comme nous l'avons déjà dit, à Bellinzona, à la tête du lac Majeur.

Après la prise de Turbigo et de son pont, Murat exécuta un second passage à Buffalora sur la grande route de Milan, dans l'espoir d'atteindre au moins l'arrière-garde du général Laudon. Les Autrichiens évacuèrent Buffalora aussitôt qu'ils aperçurent les Francais ; et tandis que le général Murat, à la tête de sa cavalerie, s'avançait rapidement sur la route de Milan, le général Vignolles s'occupa d'assurer le passage des autres troupes, de faire réparer le pont volant repris sur l'ennemi, et d'ordonner la construction de plusieurs autres moyens de passage. Ces diverses opérations furent terminées pendant la nuit, et, le 2 juin au matin, les divisions Boudet, Loison et Victor passèrent le Tésin et se portèrent sur la route de Milan. Ce dernier général avait suivi le général Laudon jusqu'aux portes de Milan, et n'avait pu réussir qu'à enlever quelques traîneurs. Les Autrichiens avaient commencé à évacuer cette ville dès la veille, et s'étaient contentés de laisser dans la citadelle une garnison

1800 an VIII Italie. de 2,000 hommes sous les ordres du général Nicoletti. Les troupes françaises entrèrent dans la capitale de la Lombardie une heure après son entière évacuation par les Autrichiens. Le général Monnier fut chargé de l'investissement du château, et il fut convenu qu'aucun acte d'hostilité ne serait commis de part et d'autre sur la ville.

Bonaparte, avec son état-major, entra le même jour à Milan, au milieu d'une population immense qui paraissait animée du plus vif enthousiasme, à en juger par l'énergie de ses acclamations. Le mouvement de l'armée de réserve sur la capitale de la Cisalpine avait été d'autant plus inattendu, que ce même peuple qui entourait le consul ne connaissait que depuis vingt-quatre heures seulement la présence des Français en Piémont. Cette circonstance, jointe à la haine que les Lombards avaient contre les Autrichiens, rendait plus universelle l'allégresse manifestée à la vue du conquérant de l'Italie, apparaissant tout à coup dans ces mêmes murs qui retentissaient encore, pour ainsi dire, du bruit de ses premiers exploits. Bonaparte s'empressa de proclamer sur-le-champ le rétablissement du gouvernement républicain ; mais il exigea des principales autorités qu'il remit en place une conduite sage et mesurée, et défendit surtout toute espèce de réaction. Il voulait trouver dans le pays des ressources en hommes et en argent, et ces deux objets ne pouvaient être obtenus que par le concours général des volontés, résultat de la confiance et de la sécurité de tous les citoyens. Bonaparte connaissait trop bien le parti démocratique, si sévèrement comprimé par les Autrichiens, pour ne pas craindre qu'il ne se laissât entraîner au désir de se venger, en s'étayant de l'appui des Français vainqueurs. Il exigea des évêques et des curés un serment de fidélité, leur ordonna de continuer le service divin et de rester dans la même communication avec le saint-siége et dans la même soumission spirituelle qu'auparavant ; et voulant que ses intentions fussent parfaitement connues de tous les citoyens, il publia une proclamation pleine de sagesse et de modération, dans laquelle il invitait le peuple cisalpin à l'oubli de toutes les querelles, de toutes les discussions politiques, afin qu'il n'existât dans la république qu'un seul désir, celui de constituer un État libre et fort. Le consul terminait en disant

qu'il ne reconnaîtrait pour amis véritables de la liberté que ceux qui sauraient *obéir aux lois, éteindre les haines et honorer le malheur*. Le commandement de la ville et la direction des affaires militaires furent confiés au général Vignolles, bien digne d'occuper un tel poste par ses talents, son activité et son caractère tout à la fois ferme et modéré. 1800 — an VIII Italie.

Un des principaux motifs de la haine que les habitants du Milanais portaient aux Autrichiens était de les avoir traités en vaincus en les surchargeant d'impôts et de contributions extraordinaires. Bonaparte, qui trouvait dans les magasins, les établissements publics et les hôpitaux, un grand nombre d'objets abandonnés par l'ennemi dans sa retraite précipitée et utiles à l'armée, défendit expressément aux généraux des différentes divisions de l'armée de faire aucune réquisition particulière sans en prévenir l'ordonnateur en chef, qui, dans ce cas, demeurait chargé d'indemniser les habitants; un commissaire des guerres nommé Violat, prévenu d'avoir détourné à son profit le prix de cinq bœufs qu'il avait requis arbitrairement, fut traduit devant un conseil de guerre.

Le premier consul désira également que le gouvernement provisoire qu'il venait d'établir publiât une déclaration des principes politiques d'après lesquels la république cisalpine serait désormais administrée. Cette déclaration était ainsi conçue :

L'administration provisoire de cette cité a la satisfaction de manifester à ses chers concitoyens les généreux sentiments du premier consul de la grande nation, l'invincible Bonaparte. Elle est autorisée à publier les articles suivants, qui doivent être inviolablement observés.

Art. 1er. La république cisalpine est réorganisée comme nation libre et indépendante.

2. Le libre et public exercice de la religion catholique sera conservé dans le même état qu'à l'époque de la première conquête de l'Italie : en conséquence, toute espèce d'outrages ou d'insultes contre ladite religion, ses ministres, ses rites et ses symboles, est défendue, ainsi que tout acte qui tendrait à en empêcher ou troubler en aucune façon quelconque le plein et entier exercice. Les infractions à la présente défense seront pu-

1800 - an VIII Italie nies des peines les plus rigoureuses, même de la peine capitale, sur le jugement des autorités compétentes.

3. Les propriétés de tous les citoyens indistinctement seront respectées.

4. Il est défendu de faire usage d'aucune dénomination propre à rappeler des divisions de partis et de sentiments.

Dans les heureuses circonstances où ces maximes régulatrices sont proclamées, l'administration n'a pu voir sans peine que plusieurs personnes aient abandonné leur patrie. En conséquence, et de l'ordre exprès du premier consul, les citoyens absents sont invités à revenir dans leurs foyers aussi promptement que pourra le permettre l'éloignement où ils se trouveront au moment où la présente déclaration sera publiée. Sont formellement exceptés ceux qui, ayant pris les armes contre la république cisalpine, après le traité de Campo-Formio, doivent être considérés comme traîtres à leur patrie.

5. Toutes les lois promulguées depuis le jour de l'invasion des troupes autrichiennes jusqu'au retour des armées françaises devront être tenues pour nulles, comme rendues sans autorité légale dans un Etat reconnu libre et indépendant par une partie des puissances de l'Europe, et par l'empereur lui-même, dans ledit traité de Campo-Formio; sont levés tous séquestres apposés sur les biens possédés, soit en titre d'ancienne propriété, soit en vertu d'acquisition légitime, sous quelque prétexte et en quelque occasion que lesdits séquestres aient été ordonnés.

6. La circulation des cédules de la banque de Vienne répandues dans cet État est prohibée. En conséquence, elles ne pourront ni avoir cours dans les transactions particulières, ni être reçues dans les caisses publiques.

L'administration provisoire est persuadée que tous les habitants de la République cisalpine jugeront, par ces dispositions préliminaires, que les armées françaises et le héros qui les conduit n'ont d'autre but que de ramener la liberté et l'indépendance. Animés de la plus juste reconnaissance, ils doivent s'empresser de concourir de tous leurs moyens au succès des armes de leurs libérateurs et au retour d'une paix qui, après la liberté reconquise, est le seul bien désirable.

Milan, à la maison commune, le 15 prairial an VIII (4 juin 1800). 1800—an VIII Italie

L'administration provisoire : Marliani, Sacchi, Goffredo.

Bonaparte ne s'arrêta à Milan que le temps nécessaire pour réorganiser le gouvernement cisalpin et le mettre en activité : il devait, pour l'entier succès des opérations ultérieures, suivre le mouvement qu'il imprimait à son armée. De nombreuses reconnaissances furent envoyées dans toutes les directions. Celle vers le nord, dirigée par le général Lecchi sur la route du lac Majeur, trouva, le 4 juin, à Varese, les éclaireurs du général Moncey. Les divisions Boudet et Loison, en mouvement sur la route de Lodi, forcèrent les Autrichiens d'évacuer les postes de San-Giuliano et de Melegnano, où le corps qui occupait Milan, avant l'entrée des Français, s'était d'abord retiré. Le général Laudon ne resta même à Lodi que pour essayer d'évacuer les magasins qui s'y trouvaient; mais le lieutenant général Duhesme, à la tête de l'avant-garde des deux divisions Boudet et Loison, ayant culbuté le détachement qui défendait les approches de la ville, chassa les Autrichiens, les poursuivit jusqu'à l'Adda, et s'empara ainsi de la plus grande partie des objets que l'ennemi n'eut pas le temps d'évacuer : ils consistaient en armes, munitions et objets d'habillement.

Nous avons laissé le général Lannes descendant par la rive gauche du Pô avec le corps d'avant-garde, après avoir quitté Chivasso. Tandis que le gros de l'armée traversait le Tésin et se répandait en Lombardie, Lannes avait repoussé tous les partis qui s'étaient présentés pour passer le fleuve. Le dernier mouvement opéré par les divisions Boudet et Loison rendant nécessaire la concentration des forces autrichiennes, Casale, Mortara et Grupello furent occupés sans coup férir, et le général Lannes s'avança sans rencontrer d'obstacles jusqu'à Pavie. Telle avait été la sécurité des Autrichiens jusqu'à ce moment, que les fortifications de Pavie n'avaient pas même été réparées, et que cette ville, très-susceptible de défense, tomba, le 7 juin, au pouvoir des Français, avant que le corps détaché par le général Ott y fût parvenu. Les avantages de sa situa-

1800 — an VIII Italie. tion auraient dû cependant la faire considérer par les généraux autrichiens comme le point central et essentiel de leur grande base d'opérations. On trouva dans Pavie deux cents bouches à feu, et des magasins encore plus considérables qu'à Milan et à Lodi.

Le fort de Bard avait capitulé sur ces entrefaites. Nous avons dit que le général Chabran avait été chargé du soin de bloquer cette place après le départ de l'armée. Le commandant se crut enfin dans la nécessité de capituler. Les conditions qu'il proposait rendirent d'abord la convention difficile; mais, après plusieurs jours de pourparlers, la capitulation fut définitivement arrêtée : la garnison resta prisonnière de guerre. Les Français trouvèrent dans la place dix-huit pièces de canon en bon état, et une grande quantité de munitions. La division du général Chabran se porta sur-le-champ à Ivrée, et sur la rive gauche du Pô, pour éclairer les mouvements de l'ennemi sur la rive droite. La prise du fort de Bard rendait libre désormais la communication de l'armée avec la France par la vallée d'Aoste, qui conduit aux deux Saint-Bernard.

Cependant le général Mélas se trouvait encore à Turin. Les causes de son séjour prolongé dans cette ville, qui ne pouvait plus servir de point de rassemblement à son armée, doivent être attribuées d'abord au manque de renseignements sur la marche de l'armée française vers la Lombardie; en second lieu, à ce que le général autrichien considérant la délivrance de Gênes comme l'unique but des efforts du premier consul, il ne supposait pas que les troupes conduites par celui-ci prissent une autre direction que celle de la plaine du Piémont; mais, lorsque la nouvelle de la prise de Milan l'eut désabusé, Mélas reconnut tout ce que sa position avait de critique. En effet, indépendamment de la nécessité de rassembler ses troupes pour marcher au-devant de son nouvel adversaire, il fallait encore qu'il couvrît l'évacuation de Turin et des autres places du Piémont menacées par la colonne du général Thureau, débouchant par la vallée de Suse, et sur le point de se lier avec la division Chabran, que la reddition du fort de Bard rendait disponible, comme on vient de le voir.

Mélas apprit la présence de Bonaparte à Milan en même

temps que la convention qui mettait Gènes au pouvoir des Autrichiens. Cette dernière ville, à la possession de laquelle il avait attaché une si haute importance, ne lui était plus maintenant que d'une utilité médiocre, tandis que l'occupation de Milan par les Français coupait sa ligne d'operations sur la rive gauche du Pô, et que son autre ligne sur la rive droite était menacée. Mais, sans se troubler à l'aspect du danger, le général autrichien évacua soudainement Turin, abandonna le Piémont, concentra ses troupes, auxquelles il indiqua la place d'Alexandrie comme point de ralliement, et prit d'ailleurs toutes les autres mesures qui pouvaient lui conserver les points de Plaisance, Parme et Mantoue, dont la possession pouvait seule le maintenir dans la seconde ligne. En évacuant ainsi sans hésiter toutes les places du Piémont, dont les garnisons l'affaiblissaient sans aucun avantage, Mélas pensait avec raison que ces troupes seraient perdues pour lui s'il était obligé de se retirer sous Mantoue, et qu'elles n'étaient pas nécessaires s'il restait maître du pays entre le Pô et les Apennins. Il réunit donc au corps de troupes qu'il avait avec lui les garnisons de Turin, de Coni, de Tortone, de Ceva, etc., et marcha, dans la direction d'Alexandrie, au-devant de la colonne du général Elsnitz, qui venait lui-même à la rencontre de son général en chef, en descendant sur Asti par la vallée du Tanaro. On a vu, dans le volume précédent, que le général Suchet avait battu cette colonne autrichienne, le 5 juin, à la Pieva, et l'avait poursuivie jusqu'à la vue de Ceva. Après sa réunion avec la garnison de Gênes a Savone, Suchet était entré, par Montenotte et Millesimo, dans la vallée de la Bormida, et avait pris position à Acqui, où il se trouvait à la même hauteur, et seulement à une marche de distance de la droite du corps du général Elsnitz. Le général Ott ayant reçu l'ordre, comme nous l'avons dit, de s'avancer à marches forcées sur Pavie, avait débouché par la Bocchetta et Tortone, et, suivant la route de Plaisance, il devait former l'avant-garde, et couvrir le ralliement de l'armée autrichienne.

Pendant que le général Mélas cherchait ainsi à réparer le temps précieux qu'il avait perdu à Turin, et faisait les dispositions les plus convenables pour sortir du mauvais pas où il

1800 an VIII Italie.

se trouvait engagé, le premier consul, qui ignorait encore la convention de Gênes, se disposait à passer le Pô. Cette opération, heureusement et promptement exécutée, coupait à l'armée autrichienne la seule communication qui lui restât avec l'Italie supérieure ; elle donnait la facilité d'attaquer et de battre en détail ses divers corps, et de les culbuter les uns sur les autres avant leur réunion : Bonaparte était trop habile pour manquer l'occasion d'obtenir tous ces avantages à la fois.

Le 7 juin, jour même de l'occupation de Pavie par le général Lannes, le général Berthier donna l'ordre au général Murat de pousser vivement l'ennemi, de l'éloigner de la rive gauche, et de le contenir au delà de l'Adda, afin d'ôter aux généraux Laudon et Wukassowich la possibilité de se réunir aux troupes autrichiennes qui se trouvaient déjà sur la rive droite du Pô, et de concourir par une diversion à la défense du passage.

En conséquence, le général Loison, après avoir passé l'Adda à Lodi, se porta sur Orzi Nuovi et Brescia, où se trouvait encore Laudon avec une forte arrière-garde. L'apparition des Français était si inattendue, et leur attaque fut si prompte, que le général autrichien faillit être fait prisonnier au milieu de son escorte, et ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. D'un autre côté, le général Duhesme marcha sur Crema, dont il s'empara, et passa l'Oglio pour se porter sur Crémone. Un fort détachement de troupes légères ennemies, qui fut rencontré près de Castel-Leone, voulut s'opposer à la marche de la colonne française : il fut défait ; et Duhesme, en formant le blocus de la place de Pizzighittone, où les Autrichiens avaient jeté une garnison de 1,100 hommes, s'empara de Crémone et des magasins, que l'ennemi n'eut pas le temps d'évacuer. Le lendemain 8 juin, une forte reconnaissance fut poussée de Crémone à Bozzolo sur les bords de l'Oglio ; quelques barques furent arrêtées sur le Pô, et le général Duhesme les fit servir au passage, sur la rive droite, de quelques détachements, qui attaquèrent plusieurs partis ennemis et les rejetèrent sur Guastalla. Le même jour, la légion cisalpine, sous les ordres du général Lecchi, s'avança sur l'Adda pour s'emparer de Lecco. Ayant trouvé le passage défendu par quelques chaloupes canonnières, Lecchi prit le parti de faire transporter des bateaux sur des voitures, et s'en servit pour

faire traverser l'Adda par 300 hommes, lesquels tournèrent le détachement ennemi qui défendait Lecco, tandis que lui-même faisait tirer sur les barques embossées pour la défense du passage. Les Autrichiens se défendirent quelque temps avec vigueur; mais, attaqués par la colonne de 300 hommes qui avait passé sur l'autre rive, ils abandonnèrent le village, laissant quatre pièces de canon, deux barques canonnières, quelques vivres, des munitions de guerre et une vingtaine de prisonniers au pouvoir des Français. Lecchi les poursuivit jusqu'à Bergame, dont il s'empara.

Le résultat de tous ces mouvements, de ces marches rapides, fut la retraite de l'ennemi au delà de l'Oglio jusqu'au pied des montagnes; la terreur des armes françaises pénétra jusque dans Mantoue, où l'on s'empressa de faire des préparatifs de défense. Cependant le général Loison, dont la division était réunie à Crémone, passa le Pô auprès de cette ville, et, remontant sur la rive droite, se dirigea sur Plaisance, où le général Murat marchait également avec la cavalerie et la division d'infanterie du général Boudet. Un détachement ennemi, qui avait pris position sur la route en avant de la tête de pont, fut facilement repoussé et obligé de rentrer dans les ouvrages. Les soldats français, emportés par leur ardeur, s'étant imprudemment avancés jusqu'au pied des retranchements de la tête de pont, furent accueillis par le feu croisé de douze pièces d'artillerie; ne pouvant espérer d'emporter en plein jour des ouvrages ainsi défendus, ils rebroussèrent chemin. Murat fit reconnaître cette position, et en remit l'attaque à la nuit suivante; mais les Autrichiens évacuèrent ces ouvrages et coupèrent le pont. Pendant qu'on se canonnait sur les deux rives, Murat fit rassembler, au village de Nocetto au-dessous de Plaisance, une vingtaine de bateaux, où la 9e et la 59e de ligne s'embarquèrent : elles parvinrent sans obstacle sur la rive droite. Cette avant-garde, commandée par le général Musnier, se porta d'abord un peu en avant sur la route de Crémone pour se lier avec la division Loison. Ayant eu avis par ses éclaireurs d'un convoi considérable qui marchait dans la direction de Parme sous l'escorte d'un faible détachement, Musnier envoya un bataillon à la poursuite de ce convoi, et marcha avec deux autres sur Plaisance pour commencer l'at-

1800 - an VIII Italie. taque, et battre les Autrichiens avant l'arrivée des renforts qui accouraient par la route de Stradella. Parvenu devant la porte de San-Lazzaro, le général Musnier rencontra deux escadrons ennemis, qui n'osèrent point le charger, et le laissèrent pénétrer dans la ville et s'emparer de la porte opposée. Dans ce moment, un régiment autrichien venant de Stradella se présentait devant la porte San-Lazzaro et fit ses efforts pour y pénétrer; il aurait réussi, si le bataillon envoyé sur la route de Parme à la poursuite du convoi dont nous venons de parler et qui n'avait pu l'atteindre, ayant vu le régiment s'approcher de la ville et engager la fusillade, ne fût accouru pour soutenir les bataillons entrés dans la ville. Ce bataillon français assaillit le flanc droit du régiment autrichien et le maltraita tellement qu'il fut pris ou dispersé entièrement.

Pendant ce premier combat, le général Murat, qui s'était aperçu que les Autrichiens avaient évacué leurs ouvrages et coupé le pont, avait effectué un second passage et venait de pénétrer dans Plaisance par un autre point. Les Autrichiens, se voyant attaqués de tous les côtés, se retirèrent dans la citadelle, où se trouvaient déjà toutes les administrations militaires; ce qui forma un encombrement inévitable. Murat se disposait à faire attaquer ce château, lorsqu'une nouvelle colonne autrichienne, forte de 1,200 hommes, avec deux pièces de canon, arrivant de Parme en toute hâte, attaqua et culbuta les premiers postes français. L'alarme se répandit un instant dans la ville, et les Autrichiens renfermés dans le château, sur le point de se rendre au vainqueur, conçurent alors quelques espérances; mais Murat s'empressa d'envoyer contre la colonne ennemie deux bataillons d'infanterie soutenus par un régiment de hussards. On se battit à l'entrée de la ville, et les Autrichiens, qui s'étaient trop aventurés, furent presque tous tués ou faits prisonniers. Les deux pièces de canon restèrent au pouvoir des Français. Le général Murat, maître de Plaisance, détacha sur la route de Tortone une forte colonne, à l'effet de s'emparer d'un convoi de soixante pièces d'artillerie, qu'il savait être en marche sur ce point; mais les différents combats livrés pour la possession de Plaisance avaient fait gagner du chemin à ce convoi, et il fut impossible de l'atteindre.

Le même jour où Murat entrait dans Plaisance, le général Lannes jeta sur la rive droite du Pô trois bataillons de la division Watrin, sous les ordres du général Mainoni, qui plaça sa troupe le long du fleuve, en s'appuyant aux digues et aux marais en arrière de San-Cipriano. Le général eut bientôt à se féliciter de cette précaution; car à peine avait-il pris poste, qu'il fut attaqué par des forces bien supérieures aux siennes et soutenues par six pièces d'artillerie légère. Une longue et vigoureuse résistance pouvait seule tirer les Français de ce pas difficile en donnant au général Lannes le temps de faire soutenir son premier débarquement. Mainoni sut en effet se défendre assez longtemps pour voir arriver à son secours, au moment où son centre commençait à plier, un détachement de troupes fraîches, conduit par le général de brigade Gency. Le combat se rétablit alors, et les Autrichiens furent repoussés avec perte de 7 à 800 hommes, et se retirèrent sur Stradella où les Français se gardèrent bien de les suivre avant d'avoir protégé le passage des autres troupes du corps d'avant-garde; lorsque la division Watrin eut entièrement effectué le sien, le général Lannes lui donna l'ordre de se porter sur Stradella que l'ennemi avait déjà évacué pour se retirer sur Broni. Watrin atteignit l'arrière-garde autrichienne dans ce village, et lui fit perdre 3 à 400 hommes. 1800—an VIII Italie.

Bonaparte quitta Milan le 7 juin, après avoir fait de nouvelles dispositions pour l'organisation de son armée, et confié le commandement du blocus de la citadelle au général Vignolles; et il porta son quartier général à Pavie. Le passage se trouvant désormais bien établi entre Belgiojoso et San-Cipriano, le premier consul traversa le Pô avec le général Berthier, ordonna au général Lannes de se relier par sa gauche avec le corps du général Murat, et se porta lui-même à Broni à la tête de l'avant-garde. Ce fut là qu'il connut la position où se trouvait l'armée autrichienne. Jusqu'alors il avait ignoré la reddition de Gênes et l'honorable convention du général Masséna; mais des dépêches interceptées sur un courrier du général Mélas, et les rapports des prisonniers faits par le général Watrin à Broni, lui apprirent cet événement avec certitude. Il sut que le général Ott, parti de Gênes quelques jours après la signature du traité qui le rendait maître de cette ville, s'était porté rapidement sur Tortone,

1800 — an VII. Italie.

et que le régiment de Klebeck, défait à Plaisance, faisait partie de son avant-garde ; que, prévenu par les Français sur le Pô, le général autrichien avait réuni son corps d'armée, et avait pris une bonne position au bourg de Casteggio et à Montebello sur deux lignes qui coupaient à un mille de distance la route de Tortone ; mais, par la célérité que les Français avaient mise à passer le Pô, les deux corps du général Ott et du général en chef Mélas se trouvaient separés et ne pouvaient plus agir de concert ; Mélas avait même perdu tous ses dépôts, et cet avantage était pour les Français une compensation de leur faiblesse numérique. Un nouveau danger menaçait d'ailleurs le général Mélas. Le général Suchet, réuni à la garnison de Gênes, et posté à Acqui, était sur le point de tomber sur les flancs de ce corps d'armée autrichien, ainsi que les nouvelles divisions françaises qui débouchaient des vallées des Alpes.

Mélas se trouvait donc dans la situation la plus embarrassante et la plus critique. Cependant il avait trois partis à prendre pour essayer de se tirer du mauvais pas où son obstination à ne pas croire à la marche rapide du premier consul l'avait engagé : le premier consistait à se concentrer dans le Piémont et en Ligurie, à tenir fortement le camp retranché qu'avait occupé Moreau entre Alexandrie et Valence, et à temporiser, en laissant l'armée française s'étendre et s'affaiblir, jusqu'à ce qu'une seconde armée rassemblée et formée sous Mantoue eût placé le premier consul dans une position non moins critique que celle où se trouvaient alors les Autrichiens ; le second parti était de traverser le Pô, de marcher sur les communications déjà trop étendues et trop excentriques de l'armée française, de culbuter les corps détachés à l'est de Milan ; de réunir ses propres détachements et de reprendre une vigoureuse offensive ; enfin (et ce fut le parti que prit le général en chef autrichien), il fallait se serrer en une seule masse, descendre la rive droite du Pô, et tenter l'effort le plus vigoureux pour rouvrir ses communications avec Mantoue.

Mais, quel que fût le plan suivi par son adversaire, le premier consul ne pouvait pas différer de livrer bataille avant que la masse des troupes autrichiennes pût être réunie et que Mélas pût se servir avec avantage de son immense cavalerie.

Les reconnaissances ordonnées après le passage du Pô ayant éclairé Bonaparte sur la position et les forces du général autrichien, il se hâta de profiter de l'occasion qui lui était offerte d'attaquer ce corps ennemi séparément. Les corps des généraux Lannes, Murat et Victor se trouvant déjà sur la rive droite, Bonaparte put espérer que ces forces balanceraient suffisamment l'avantage qu'avait le général ennemi de lui opposer l'élite de l'infanterie autrichienne, ces mêmes troupes que la campagne dans l'Apennin venait encore d'aguerrir puissamment. Sans attendre donc que le reste de l'armée eût achevé de traverser le Pô, le consul donna l'ordre d'attaquer pour le lendemain 9 juin, et fit la proclamation suivante: 1800—an VIII Italie.

« Soldats!

« Un de nos départements était au pouvoir de l'ennemi; la consternation était dans tout le midi de la France. La plus grande partie du territoire ligurien, le plus fidèle ami de la république, était envahie. La république cisalpine, anéantie dès la campagne passée, était devenue le jouet du grotesque régime féodal. Soldats! vous marchez..., et déjà le territoire français est délivré; la joie et l'espérance succèdent dans notre patrie à la crainte et à la consternation. Vous rendrez la liberté et l'indépendance au peuple de Gênes : il sera pour toujours délivré de ses plus cruels ennemis. Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine; l'ennemi épouvanté n'aspire plus qu'à regagner ses frontières; vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve : le premier acte de la campagne est terminé; des milliers d'hommes (vous l'entendez tous les jours) vous adressent des actes de reconnaissance.

« Mais aura-t-on donc impunément violé le territoire français? Laisserez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles? Vous courez aux armes?.... Eh bien! marchons à sa rencontre, opposons-nous à sa retraite, arrachons-lui les lauriers dont elle s'est parée, apprenons au monde que la malédiction du destin est sur les insensés qui osent insulter le territoire du grand peuple. Le résultat de nos efforts sera, *gloire sans nuage et paix solide.* »

Cette proclamation fut lue à la tête des troupes rassemblées,

et vint accroître l'impatience qu'elles avaient déjà de se mesurer avec l'ennemi.

Le 9 juin, l'avant-garde du général Lannes se mit en mouvement dès la pointe du jour pour se porter sur Casteggio. Le général Watrin, qui la commandait, se trouva à dix heures du matin en présence des avant-postes du corps d'armée du général Ott près de Santa-Giuletta. Il les poussa jusqu'à Rivetta, sur la route de Tortone, où commençait la ligne autrichienne. Le général Ott, plein de confiance dans la valeur des vieilles troupes qu'il avait sous ses ordres, les avait formées en avant de Casteggio, n'ayant à Montebello qu'une faible réserve. Les forces ennemies pouvaient monter à 16,000 hommes, en y comprenant un détachement de 4,000, récemment envoyé par le général Mélas quelques jours auparavant. Une artillerie nombreuse et bien servie était en batterie sur les hauteurs à droite de Casteggio.

Le général Watrin avait ordre d'engager le combat avec sa seule division. Il fit, en conséquence, déployer deux bataillons d'infanterie légère sur la droite, pour déborder l'artillerie ennemie, tandis que le troisième bataillon de la même demi-brigade légère (la 6e) et les trois bataillons de la 40e de ligne se formèrent sur la gauche et s'avancèrent au pas de charge pour déposter les Autrichiens des hauteurs où leur aile droite était appuyée. Les Français, s'étant rendus maîtres de ces hauteurs après un combat opiniâtre, se préparaient à tourner le bourg de Casteggio, lorsqu'ils se virent débordés eux-mêmes par une forte colonne ennemie. Le général Watrin, qui dirigeait la colonne du centre de sa division, et qui ne s'était ébranlé que lorsque la colonne de gauche se fut emparée des hauteurs, voyant celle-ci menacée, détacha un bataillon de la 22e demi-brigade de ligne pour la soutenir; mais déjà l'ennemi reprenait les hauteurs, et le bataillon de la 22e, pressé vigoureusement, eût été fait prisonnier, si la 40e de ligne (de la colonne de gauche), se rejetant brusquement à gauche, ne l'eût pas dégagé. Le général Watrin fit avancer alors la 28e demi-brigade que commandait le brave Valhubert, pour renforcer les troupes engagées. Le combat devint très-vif; les Français, repoussés deux fois des hauteurs, les réoccupèrent. Le chef de brigade Valhu-

bert, les chefs de bataillon Taupin et Vivenat, les capitaines 1800—an VIII
Tronchon, Bragairat et Roi, les lieutenants Lambinet et Pey- Italie.
rebelle se distinguèrent particulièrement en cette occasion, et furent blessés.

Cependant les Autrichiens étaient restés maîtres du terrain, lorsque le général Watrin chargea avec le reste de ses troupes, et rejeta l'ennemi une troisième fois sur Casteggio.

Ce village se trouvait occupé par des renforts que venait d'envoyer le général Ott pour soutenir son aile droite. Ces troupes, derrière lesquelles se rallièrent celles que les Français avaient repoussées des hauteurs, s'avancèrent sur les bataillons du général Watrin, les chargèrent à la baïonnette et les mirent en désordre. La 28e demi-brigade, chargée de soutenir la retraite, s'acquitta de cette mission avec la plus grande bravoure et le plus entier dévouement, afin de donner le temps aux autres troupes de se reformer.

Il était trois heures du soir, et la division Watrin, très-maltraitée, continuait, en désordre, son mouvement rétrograde, lorsque le général Lannes envoya au secours de cette aile gauche de son corps d'armée la division Chambarlhac arrivant à l'instant de Stradella. Le général Rivaud, qui conduisait la tête de cette nouvelle colonne, étonna les Autrichiens par la manœuvre la plus hardie, et leur arracha la victoire qu'ils se flattaient d'obtenir. Il n'avait avec lui que trois bataillons; et, s'apercevant que l'ennemi s'abandonnait avec trop de sécurité à la poursuite de la division Watrin, il dispersa en tirailleurs, à droite et à gauche, deux de ces bataillons, et s'avança, au pas de charge, avec le troisième, formé en colonne et l'arme au bras. Les tirailleurs, faisant un feu très-vif et gagnant insensiblement du terrain, dérobaient la force et la profondeur de cette petite colonne qui semblait les soutenir et dont les Autrichiens n'apercevaient que la tête. L'ennemi s'arrêta; les bataillons du général Watrin, n'étant plus poursuivis et se voyant secourus, reprirent de la confiance, et chargèrent avec d'autant plus d'impétuosité, qu'ils étaient furieux d'avoir été obligés de céder. Les Autrichiens furent dépostés successivement de toutes les hauteurs qu'ils tentèrent de défendre, et obligés de passer en désordre le torrent de Coppo, sur les rives duquel ils éprouvèrent une

perte considérable. Ils se retirèrent sur les hauteurs de Montebello, où le général Rivaud les poursuivit encore en leur enlevant le château de Dordone.

Pendant que l'aile gauche du corps français se trouvait ainsi engagée avec la droite du général Ott, le général Lannes, conduisant la colonne du centre, s'était avancé par la grande route et directement sur Casteggio ; sa droite était également engagée d'une manière sérieuse. Le général Ott faisait des efforts extraordinaires pour soutenir les troupes de sa gauche. Il avait rallié à plusieurs reprises son infanterie derrière l'artillerie tirant à mitraille; mais l'artillerie de la garde des consuls, répondant avec vigueur à ce feu, suivait constamment à trente pas de distance. Le village de Casteggio fut pris et repris plusieurs fois avec un égal acharnement. La cavalerie autrichienne, formée à gauche du village et couverte par de fortes haies où l'on avait pratiqué des ouvertures, combattait avec avantage, par la facilité qu'elle avait de se rallier et de renouveler ses charges au moyen de cette espèce de rempart où elle se retirait lorsqu'elle était poussée trop vivement par la cavalerie française.

Cependant, après cinq heures de combat, le village de Casteggio resta aux Français. Le général Ott rallia les troupes de sa première ligne dans la position de Montebello, où un nouveau combat, non moins opiniâtre que le premier, s'engagea bientôt.

Les troupes autrichiennes, ayant à cœur de soutenir les efforts de leur général, commençaient à prendre l'avantage ; mais Bonaparte, qui venait d'arriver sur le champ de bataille, fit avancer une réserve de six bataillons, commandée par le général Victor ; et cette troupe se porta au pas de charge sur le centre de l'ennemi. Ce puissant renfort changea la face du combat. L'élite des troupes autrichiennes défendit opiniâtrément un pont garni d'une artillerie formidable. Les soldats français s'élancèrent trois fois sous le feu de la mitraille pour enlever les pièces à la baïonnette, et furent repoussés trois fois. Le général Gency, qui avait enfin réussi à faire plier la gauche des Autrichiens, passa le torrent au-dessous de Casteggio avec cinq bataillons et un régiment de hussards, tourna la batterie, et se réunit à l'attaque centrale; dans le même temps, le général Rivaud,

qui n'avait cessé de combattre depuis la prise du château de Dordone, s'avança jusque dans le village de Montebello. Le corps autrichien se trouvait ainsi presque enveloppé, et le général Ott se décida, un peu tardivement peut-être, à la retraite. Les Français poursuivirent leurs adversaires jusqu'à Voghera, où le général ennemi ne s'arrêta qu'une heure pour continuer ensuite sa marche sur Tortone. Il jeta une garnison de 2,000 hommes dans la citadelle de cette dernière ville, passa la Scrivia, et vint s'établir à San-Giuliano. La bataille de Montebello [1] avait duré depuis dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir, et l'on y vit les jeunes conscrits rivaliser d'intrépidité avec les vieux soldats. La cavalerie française avait lutté glorieusement contre celle des Autrichiens, plus aguerrie et plus nombreuse, et l'artillerie, cette arme si perfectionnée depuis la guerre de la révolution, s'était surpassée elle-même par la justesse et la précision de ses manœuvres. Cette victoire était d'autant plus remarquable, qu'elle avait été remportée par des troupes presque toutes nouvellement exercées, sur les vieilles bandes autrichiennes. Celles-ci avaient perdu 3,000 hommes tués sur les deux champs de bataille de Casteggio et de Montebello, 5,000 prisonniers, six pièces de canon et plusieurs drapeaux.

Cependant cette sanglante affaire n'était que le prélude d'une autre bataille non moins meurtrière et bien plus célèbre. En effet, le général Mélas n'eut pas plus tôt appris la défaite du général Ott, que, sans hésiter sur le parti qu'il avait à prendre avec un ennemi qui savait porter des coups aussi vigoureux, il se décida à tenter la chance d'un engagement général. Quelques historiens militaires ont blâmé le général en chef autrichien d'avoir pris cette résolution, qui, le détachant de sa base d'opérations, et ne lui laissant pas de moyens de retraite en cas d'échec, compromettait, suivant eux, le salut de son armée et celui de l'Italie. Mais il nous semble que, raisonnant d'après l'événement, ils n'ont pas assez fait attention aux ressources qui restaient encore à Mélas. En effet, il pouvait réunir encore 40 à 50,000 combattants; sa cavalerie était bien plus nombreuse

[1] Ce nom est devenu le titre honorable de la famille du général Lannes, dont le fils aîné a été fait pair de France par le roi, en 1815.

1800—an VIII Italie et mieux montée que celle des Français ; enfin il avait beaucoup plus d'artillerie. Si le corps d'armée du général Ott avait disputé si longtemps la victoire à Casteggio et à Montebello, n'était-il pas permis au général Mélas d'espérer que la vieille infanterie autrichienne, fière encore des succès remportés dans la campagne précédente, et plus récemment encore éprouvée et aguerrie par les combats et les fatigues du siége de Gènes et de l'expédition du Var, le mettrait à même de sortir victorieux de la lutte générale qu'il allait engager ? Vaincu, le général Mélas était obligé, à la vérité, d'évacuer l'Italie ; mais, victorieux, il poussait devant lui les débris de l'armée de réserve, lui enlevait ses communications avec la France, et forçait le premier consul à capituler lui-même, pour échapper à une destruction peut-être inévitable.

Le général Desaix, récemment débarqué à Toulon[1], vint joindre le premier consul à Stradella, et prit le commandement de deux divisions de l'armée, en qualité de lieutenant général. Le 12 juin, Bonaparte porta son quartier général de Stradella à Voghera, sur la route de Tortone, en avant de Montebello. Les divisions qui se trouvaient en ligne, et marchant à l'ennemi, pouvaient monter à 30,000 hommes au plus. Dans la nuit du 12 au 13, elles s'établirent sur la Scrivia de la manière suivante :

Les deux divisions commandées par les généraux Watrin et Mainoni, sous la direction du lieutenant général Lannes, et formant la droite de l'armée, étaient à Castel-Nuovo di Scrivia et coupaient les communications avec Pavie.

Le centre, commandé par Desaix, et composé des divisions Boudet et Monnier, se trouvait sur la grande route en avant de Ponte-Curone. Ce corps d'armée devait être renforcé par la division du général Lapoype, restée au delà du Pô, et à laquelle on envoya l'ordre de marcher pour se mettre en ligne.

La cavalerie, commandée par Murat, avait pris position à gauche du corps de Desaix, entre Ponte-Curone et Tortone. Une avant-garde, forte de deux régiments de grosse cavalerie et d'un

[1] Le général Desaix avait été retenu prisonnier à Livourne par l'amiral anglais (lord Keith) en revenant d'Égypte, après la signature du traité d'El-Arich.

BATAILLE
DE MARENGO
1.re Planche.

1000 2000 3000 Mètres

Citadelle
ALEXANDRIE
Tête de Pont
La Pedrabona
Bormida R.
MARENGO
la Barbota
Castel-ceriolo
Villanova
S.t Giuliano Nuovo
S.t Giuliano Vecchio
Spinetta
Lorgo-Fame
Cassina Grossa
Frugarolo
Tanaro R.

régiment de dragons sous les ordres du général de brigade Kellermann était en avant de Tortone.

Enfin l'aile gauche, formée par les deux divisions Chambarlhac et Gardanne sous le commandement supérieur du lieutenant général Victor, se trouvait également en avant de Tortone, et soutenait l'avant-garde commandée par le général de brigade Kellermann.

Le reste des troupes de l'armée de réserve, c'est-à-dire la moitié de cette même armée, ne pouvait pas concourir à une action générale, si elle avait lieu. En effet, le général Chabran, retenu quelque temps dans la vallée d'Aoste pour réduire le fort de Bard, et le général Thureau, qui s'était avancé par la vallée de Suse sur Turin, où il tenait en échec la garnison autrichienne jetée par Mélas dans la citadelle de cette ville, se trouvaient l'un et l'autre éloignés du théâtre des opérations principales. Le corps du général Moncey occupait la haute Lombardie, entre l'Adda, le Tésin et le Pô; le général Vignolles bloquait le château de Milan, et contenait la nombreuse population de cette capitale avec des forces bien inférieures à celles de la garnison autrichienne; le lieutenant général Duhesme, ayant sous ses ordres la division Loison et quelques détachements de cavalerie légère, formant en tout un peu plus de 6,000 hommes, gardait la position de Crémone, bloquait la place de Pizzighetone et le château de Plaisance, et protégeait les derrières de l'armée contre les entreprises que pouvaient tenter les troupes autrichiennes qui se trouvaient encore dans le duché de Parme, la Toscane, le Mantouan et la marche d'Ancône. Cette précaution, prise par Bonaparte, de couvrir ainsi les derrières de l'armée, était indispensable. Le général Wukassowich, qui commandait a Mantoue, faisait, dans le pays qui avoisine cette place, des excursions continuelles; il réussit même à s'emparer de Crémone, dans un moment où Duhesme, occupé d'un autre côté, avait laissé cette ville sans défense; mais, bientôt attaqué par ce général, le gouverneur de Mantoue ne put se maintenir dans Crémone, et se replia sur Bozzolo, ou il repassa l'Oglio.

Le général Mélas, informé par le général Ott que l'armée française se développait sur la Scrivia, ordonna à ce dernier de se rapprocher de lui, en passant la Bormida, et laissant une

1800—an VIII Italie. forte arrière-garde entre Spinetta et Marengo. Conformément à cet ordre, Ott passa le 11 la Bormida et se retira à Alexandrie laissant son arrière-garde à Marengo aux ordres du général O'Reilly. Le corps du général Elsnitz ainsi que les troupes réunies à Turin étaient aussi arrivés le 11 juin près d'Alexandrie, de sorte que toutes les forces sur lesquelles le général Mélas pouvait immédiatement compter se trouvaient concentrées près de cette place. Les Français passèrent la Scrivia dans la matinée du 13, et, dans l'après-midi, le premier consul, avec les corps des lieutenants généraux Victor, Lannes et Murat, entra dans la plaine de San-Giuliano; étonné de ne pas voir l'ennemi en bataille dans cette même plaine, il se persuada que le général Mélas opérait une marche de flanc; et, dans cette croyance, il se hâta de détacher la division Boudet, du corps du général Desaix, sur la gauche, à Rivalta, pour observer la route d'Acqui et la communication de Gênes, pendant qu'il se portait, de sa personne, à Castel-Nuovo di Scrivia. De là il fit explorer, par la cavalerie légère du général Murat, et lui-même parcourut avec ses guides, la plaine entre la Scrivia et la Bormida. Cette double reconnaissance le convainquit que le seul village de Marengo était occupé par une arrière-garde qu'on supposait pouvoir être de 3 ou 4,000 hommes. Le général Gardanne reçut l'ordre d'attaquer ce village, vers quatre heures du soir, avec une partie de sa division. Gardanne divisa sa troupe en deux colonnes : à la tête de la première, il attaqua de front par la route de San-Giuliano, tandis que le colonel Dampierre (fils du brave général de ce nom, tué à la bataille d'Anzin devant Valenciennes, en 1793) pénétrait dans Marengo par le chemin de Spinetta. Ce village fut emporté après une médiocre résistance, et les Autrichiens furent suivis vivement jusqu'a leurs retranchements sur la Bormida. Le général Gardanne devait, d'après l'ordre du consul, s'y jeter pêle-mêle avec l'ennemi, et brûler, s'il était possible, les ponts jetés sur la rivière. Mais l'obscurité qui commençait à régner, les détachements restés en réserve dans la tête de pont, et le feu de trente pièces de canon placées dans les ouvrages arrêtèrent la marche des Français, et favorisèrent la rentrée des Autrichiens, malgré tout le désordre de leur retraite. La division Gardanne prit position a la Cassine

de Pietra-Buona, en avant de Marengo, et à égale distance de ce village et de la Bormida. 1800 - an VIII Italie

Ce qui venait de se passer, c'est-à-dire le peu d'efforts que le général ennemi avait faits pour conserver le village de Marengo, confirma Bonaparte dans l'idée que Mélas voulait choisir, pour livrer ou recevoir bataille, un autre terrain que celui qu'avaient abandonné si facilement les troupes du général Ott, presque sous le feu des retranchements qui lui permettaient d'en disputer la possession. On doit s'étonner de ce que, admettant même la supposition d'un mouvement de flanc, le premier consul n'ait point songé, dans cet état de choses, à concentrer les forces qu'il avait sous sa main, au lieu de maintenir les divisions dans leurs positions respectives, à de grandes distances les unes des autres, et à s'assurer d'abord des mouvements qui se préparaient sur l'autre rive de la Bormida et au delà du Tanaro. Cette imprévoyance, bien extraordinaire de la part d'un général si habile, n'a pas pu être justifiée dans la relation que le général Berthier a donnée de la bataille de Marengo[1]. La division Chambarlhac s'avança seule sur Marengo pour soutenir la division Gardanne, et coopérer, le lendemain 14, à l'attaque des retranchements, et occuper par suite la rive droite de la Bormida. Bonaparte retournait à son quartier général de Voghera, où il devait recevoir les différents rapports qu'il attendait, lorsque, à son passage à Torre-di-Garofalo, des avis transmis de Rivalta et des postes d'observation sur le Pô, lui firent pressentir que Mélas avait pris la résolution de livrer bataille, pour s'ouvrir un passage à travers l'armée française; il put connaître alors le motif qu'avait eu le général autrichien en ne cherchant point à disputer plus vivement le village de Marengo : celui, sans doute, de donner le change sur sa détermination. Le premier consul s'arrêta donc à la ferme de Garofalo, et y passa la nuit à faire des dispositions que les circonstances rendaient déjà trop tardives. En effet, le corps le plus nombreux de l'armée francaise (celui que commandait Desaix) se trouvait détaché et hors de mesure; ce général avait déjà dirigé, de Ri-

[1] Bonaparte fit, dit-on, recommencer, jusqu'à trois fois, cette relation avant de permettre qu'elle fût rendue publique.

1800—an VIII Italie. vaita sur Acqui, la division Boudet, pour essayer de se lier avec les troupes de Masséna et de Suchet, encore fortes de 9 ou 10,000 hommes, et les soutenir au besoin, dans la supposition où elles seraient attaquées par suite du mouvement de flanc présumé de l'armée autrichienne. La division Monnier (2e du corps de Desaix) avait été portée à Castel-Nuovo, sur la droite de l'armée. Ces manœuvres dans des directions divergentes démontrent, d'une manière positive, que la brusque agression des Autrichiens était l'événement auquel Bonaparte etait le moins préparé. Il se hâta donc de rappeler le général Desaix et ses deux divisions; mais, quelque célérité que ces troupes pussent mettre dans leur marche, elles ne pouvaient arriver sur le champ de bataille que dans l'après-midi.

Le corps du général Lannes se porta en avant de San-Giuliano, à droite de la grande route de Tortone, formant seconde ligne, à six cents toises à peu près du village de Marengo (il faut se rappeler que le corps du général Victor, c'est-à-dire les divisions Gardanne et Chambarlhac, étaient en première ligne), et la garde des consuls fut placée en réserve, en arrière des troupes du général Lannes, à une distance de cinq cents toises. La brigade de cavalerie aux ordres du général Kellermann, qui, la première, avait débouché dans la plaine, et quelques escadrons de hussards et de chasseurs, formaient la gauche et remplissaient les intervalles de l'infanterie du corps de Victor. Une seconde brigade de cavalerie, commandée par le général Champeaux, formait la droite et garnissait les intervalles de l'infanterie du général Lannes. Il était essentiel de couvrir le débouché important de Salé, village situé à l'extrême droite de la position générale, et d'observer l'ennemi sur ce point; le général Murat y envoya, d'après l'ordre du premier consul, le 12e de hussards et le 21e de chasseurs, sous les ordres du général de brigade Jean Rivaud.

Toutes les troupes dont nous venons d'indiquer le placement ne présentaient qu'un effectif de 18 ou 19,000 hommes d'infanterie, et d'à peu près 2,500 chevaux. L'ordre de bataille adopté par Bonaparte était celui qui convenait le mieux à la circonstance et au terrain sur lequel on se trouvait. Jusqu'a l'arrivée des réserves qu'on attendait, les divisions étaient disposées obliquement par échelons, la gauche en avant.

BATAILLE

DE MARENGO

2e Planche.

1000 2000 3000 Mètres.

Citadelle

ALEXANDRIE

Tête de Pont

Tanaro R.

Bormida R.

MARENGO

Castel-ceriolo

la Barbotta

Ch.in de Sale

Cts Pagelli

Villanova

Ste Route de Tortone

de Tortone

Spinetta

Ca Bianca

la Maglia

la Bolla

Lodola

la Bissaca

S.t Giuliano Nuovo

S.t Giuliano Vecchio

C. del Sottile

Mandrisione

Cascina des Pagelli

Lobi

Cependant, le général Mélas avait achevé, dans la journée du 13 juin, et pendant le premier combat de Marengo, de réunir les troupes des généraux Haddik, Kaim et Ott. Il passa le Tanaro le même jour, et l'armée bivouaqua en avant d'Alexandrie. Elle était forte d'environ 31,000 hommes, dont 7,570 de cavalerie; son artillerie était nombreuse, bien servie et bien attelée. 1800 – an VIII Italie.

L'armée française, divisée en trois corps, aux ordres des lieutenants généraux Victor, Lannes et Desaix, s'élevait à 28,169 combattants, savoir : corps du lieutenant général Victor : divisions Gardanne et Chambarlhac, 8,978 hommes d'infanterie. Corps du lieutenant général Lannes : division Watrin, 5,083. Corps du lieutenant général Desaix : divisions Monnier et Boudet, 8,930. Garde consulaire 800 hommes, en tout 23,791 hommes d'infanterie. Artillerie : 690 hommes. La cavalerie du lieutenant général Murat s'élevait à 3,688 chevaux, dont 600 étaient détachés. Garde consulaire, 360 chevaux. Le reste formait trois brigades, savoir : Kellermann, 970, Champeaux, 998, et Rivaud, 760 chevaux.

Le 13, le général Mélas avait pris pour le lendemain les dispositions suivantes : seize bataillons et six escadrons (6,862 hommes d'infanterie et 740 chevaux), aux ordres du feld-maréchal-lieutenant Ott, devaient marcher sur Salé, par Castel-Ceriolo, pour attaquer, sans avoir égard au nombre, les troupes républicaines qui s'y trouveraient. La colonne principale composée de vingt-neuf bataillons et trente-neuf escadrons (14,204 hommes d'infanterie sous les ordres des généraux Haddik et Kaim, et 6,034 chevaux commandés par Elsnitz), dirigée par le général en chef en personne, devait marcher par Marengo, sur San-Giuliano, opérer ensuite une conversion à gauche, et prendre en flanc et à dos les troupes françaises qui combattraient près de Salé. Le flanc droit de cette colonne devait être couvert par quatre bataillons et sept escadrons (2,228 hommes d'infanterie et 796 chevaux), marchant à même hauteur, et commandés par le comte O'Reilly.

Dans cette disposition, on supposait que le mouvement général commencerait au point du jour; mais on a prétendu que la perte de Marengo et du terrain situé entre ce village et la

1800 an VIII Italie.

tête de pont de la Bormida fit retarder la marche d'une heure, et ce ne fut guère qu'à cinq heures qu'elle commença. Tandis que les colonnes se portaient en avant, le général en chef apprit que le matin un corps nombreux de cavalerie française avait forcé l'escadron posté à Acqui de se retirer sur Alexandrie. On supposa donc que l'avant-garde de Suchet pouvait déjà avoir dépassé Acqui dans la direction d'Alexandrie, ce qui détermina Mélas à diriger sur Cantalupo 2,341 hommes de la cavalerie d'Elsnitz, arme sur laquelle il fondait ses plus grandes espérances de succès.

Quoi qu'il en soit, les dispositions de la veille durent être entièrement modifiées, et l'armée autrichienne commença a passer la Bormida le 14, à cinq heures du matin. Le passage s'effectua sur deux ponts, et,en débouchant, l'armée se forma en trois colonnes. Celle de droite, commandée par O'Reilly, passa la première et remonta la Bormida se dirigeant sur Frugarolo. Celle du centre, où se trouvait Mélas ayant sous lui les généraux Haddik et Kaim et la cavalerie d'Elsnitz, passa ensuite et marcha droit sur Marengo. Ott passa le dernier et se dirigea sur Castel-Ceriolo.

La vaste plaine, où la querelle allait se vider, ne présente qu'un petit nombre de points d'appui : d'abord, à mille toises de la Bormida et à trois quarts de lieue l'un de l'autre, les villages de Marengo et de Castel-Ceriolo, tous deux couverts par le ruisseau de Fontanone, parallèle à la rivière; puis à deux lieues plus loin San-Giuliano à l'est de Marengo, sur la route de Tortone; puis encore, à deux lieues au delà, la Scrivia que l'on passe à Torre-di-Garofalo, en avant de Tortone, et à Salé près de son confluent. Cette plaine n'a pas moins de quatre lieues de long sur cinq de large. Des terrains marécageux s'étendent dans le voisinage de la Bormida et du Tanaro; ils donnent naissance à différents cours d'eau, dont le plus considérable est le Fontanone. Ce ruisseau encaissé, large et fangeux, prend sa source dans des marais au nord de Frugarolo, se rapproche de la Bormida en serpentant avec lenteur, puis s'en éloigne tout à coup, et fait un angle rentrant sur Marengo. Delà il passe à l'ouest de Castel-Ceriolo, et va se perdre dans le Tanaro.

A neuf heures du matin, les têtes des deux premières colonnes autrichiennes, précédées d'une nombreuse artillerie, dont le feu couvrait le déploiement successif de leurs bataillons, attaquèrent la division Gardanne, postée, comme nous l'avons dit, à la ferme et sur le ravin de Pietra-Buona, en avant du village de Marengo. Le général Mélas voulait d'abord s'emparer de ce village pour s'en faire un point d'appui. Quelle que fût la valeur des troupes de Gardanne, l'attaque formée contre elles était trop vive et trop bien soutenue pour que le général français pût conserver longtemps la position où il se trouvait. L'artillerie ennemie écrasa bientôt celle de la division française, et Gardanne allait être enveloppé, lorsque le général Victor fit avancer de Marengo une partie de la division Chambarlhac, pour le soutenir et faciliter son mouvement rétrograde. Les troupes de Gardanne vinrent s'appuyer un peu obliquement à la droite de celles de Chambarlhac, de manière à couvrir Marengo.

Le terrain s'élargissant devant elles, les colonnes autrichiennes se déployèrent sur deux lignes parallèlement à celle du général Victor. La première de ces lignes était commandée par le général Haddik ; Mélas se trouvait à la tête de la seconde; une réserve (le corps de grenadiers aux ordres du général Ott) fut formée un peu en arrière, sur la droite du village de Castel-Ceriolo.

Le général Victor avait établi sa ligne le long du ruisseau de Fontanone dont les bords escarpés forment un profond ravin, qui le séparait de l'ennemi, et qui formait comme un demi-cercle autour de Marengo; la division Chambarlhac entre la Sortigliana et Marengo; Gardanne en avant et dans ce village; Watrin à droite vers la Barbotta; la cavalerie de Kellermann derrière l'aile gauche; celle de Champeaux derrière l'aile droite. Aux premiers coups de canon, le premier consul avait fait partir de Torre-di-Garofalo, son quartier général, la division Monnier ainsi que la garde consulaire. Il avait également envoyé l'ordre à Desaix d'amener, sans retard, sur le champ de bataille la division détachée à Rivalta. La brigade de cavalerie du général Jean Rivaud resta provisoirement près de Salé. 300 chevaux étaient en marche sur Castellazzo, pour observer le pays entre l'Orba et la Bormida.

1800 - an VIII Italie.

Bonaparte envoya l'ordre de défendre Marengo le plus longtemps qu'il serait possible. L'action s'engagea sur tout le front par une forte canonnade et par des pelotons de tirailleurs des deux côtés du ravin.

Après un violent feu d'artillerie, Mélas fit attaquer Marengo par sa première ligne, qui se porta en avant avec infiniment de résolution, mais sans pouvoir vaincre l'obstacle que lui présentait la profondeur du ravin de Fontanone. Dans ce moment le général Haddik qui la commande tombe blessé mortellement, et ses troupes s'enfuient en désordre. La seconde ligne conduite par Kaim, et envoyée pour remplacer la première, n'eut pas plus de succès que celle-ci; et trois escadrons des dragons de l'empereur qui avaient passé le ruisseau beaucoup plus à droite, et homme par homme, furent culbutés de telle sorte par la brigade Kellermann qu'il ne fut plus possible de compter sur cette cavalerie. Un peu plus tard une nouvelle attaque, soutenue par cinq bataillons de grenadiers, permit à un faible détachement d'atteindre la rive opposée; sous la protection de cette troupe et d'une nombreuse artillerie, on jeta à la hâte un pont volant; 3,000 grenadiers, aux ordres du général Lattermann, passèrent alors sur l'autre rive et s'emparèrent de Marengo, qu'une partie de la division Chambarlhac leur reprit ensuite mais sans pouvoir les empêcher de se maintenir entre ce village et le ravin. C'est alors que l'ennemi manœuvra pour déborder la brigade de droite de la division Gardanne, commandée par le général Olivier Rivaud, qui s'était si bien distingué trois jours auparavant auprès de Casteggio [1]. Ce général, en voyant le mouvement des Autrichiens, se porta en avant et plaça un bataillon de la 43e demi-brigade hors du village, en rase campagne, exposé à tout le feu de l'artillerie ennemie, parce qu'il se trouvait ainsi au véritable point d'attaque; le reste de la brigade soutenait ce bataillon, qui fut très-maltraité : 3,000 grenadiers que Mélas tenait en réserve s'avancèrent au pas de charge et furent repoussés par Rivaud, qui les contraignit à repasser le ravin; blessé d'un

[1] Il ne faut point confondre ce général Rivaud avec celui du même nom qui commandait la brigade de cavalerie envoyée par Murat sur le village de Salé.

coup de biscaïen, ce général ne quitta point le champ de bataille et conserva le terrain qu'il occupait. Le corps entier du général Victor soutenait seul depuis deux heures les attaques réitérées de la première ligne autrichienne, ralliée par le général Frédéric de Bellegarde qui avait remplacé le général Haddik. La division Chambarlhac conservait sa position; mais les troupes du général Gardanne étaient rejetées dans Marengo. La seconde ligne de l'ennemi s'était avancée pour soutenir la première, et se trouvait également engagée. Le combat était devenu terrible : on se fusillait, on se canonnait à mitraille sur toute la ligne du village de Marengo avec un égal acharnement et à quelques toises de distance. Il était alors environ onze heures. Le général O'Reilly était parvenu à repousser les Français de la ferme la Sortigliana et à les rejeter sur Casina-Bianca, ce qui lui permit de canonner en flanc, dans toute sa longueur, la ligne qu'occupait à gauche la division Chambarlhac, ce qui porta le désordre dans quelques bataillons de cette division.

Cependant, le général Berthier étant venu reconnaître, au milieu du feu des tirailleurs, au commencement de l'action, la force de l'ennemi et la direction de ses colonnes, avait fait avancer sur la droite la division Watrin du corps du général Lannes pour soutenir celles du général Victor; mais celui-ci, forcé d'abandonner Marengo pris et repris plusieurs fois, venait de prendre en arrière de ce village, et toujours parallèlement au front de l'ennemi, une nouvelle ligne de bataille, à la droite de laquelle se formèrent les troupes du général Lannes. Sur ces entrefaites, la division du général Kaim, après avoir dépassé Marengo, s'était déployée à gauche le long du chemin qui conduit à Castel-Ceriolo, dans le dessein de déborder et de prendre en flanc la droite de la ligne française : le général Lannes achevait alors son mouvement. L'action s'engagea bientôt entre ces deux corps opposés : les troupes de Kaim étaient celles qui venaient d'emporter Marengo, et ce succès augmentant encore leur ardeur, elles chargèrent d'abord avec tant d'impétuosité, que leurs adversaires furent un moment ébranlés; mais le général Lannes, bien secondé par le général Watrin, parvint à repousser cet effort; les 6e légère, 22e et 40e de

1800—an VIII Italie. ligne, chargeant à leur tour, rejetèrent les Autrichiens au delà du ruisseau de la Barbotta : la brigade de cavalerie du général Champeaux avait soutenu ce mouvement. En chargeant à la tête des 1[er] et 8[e] de dragons, Champeaux reçut une blessure grave dont il mourut quelques jours après. Toutefois le général Lannes ne put poursuivre son succès, parce que le mouvement qu'il venait de faire l'avait séparé de sa gauche, et que les divisions du général Victor se seraient trouvées compromises, si la division Watrin eût continué à pousser l'ennemi qu'elles avaient devant elles.

Ce corps du général Victor était toujours aux prises avec l'ennemi : vers midi, son centre fut enfoncé, et, quoique la gauche fût soutenue vigoureusement par les charges réitérées que faisait le général Kellermann à la tête de sa brigade, elle plia également. Alors le général Victor, après avoir fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour résister au feu d'une artillerie formidable et au choc des masses qui l'attaquaient successivement, se vit contraint à une retraite précipitée. Poursuivies vivement et presque enveloppées, les deux divisions Chambarlhac et Gardanne durent traverser une plaine de deux lieues pour venir s'appuyer, vers San-Giuliano, aux troupes que Bonaparte avait en réserve.

Cette retraite des divisions du général Victor mettant à découvert le flanc gauche du général Lannes, celui-ci se trouvait dans la même situation que le premier, et dans l'obligation de se retirer également. Quoiqu'il n'eût point d'artillerie avec lui, ce corps se replia avec ordre et par échelons sous le feu le plus meurtrier, repoussant constamment les charges de l'ennemi sans se laisser entamer.

Les Autrichiens débouchèrent avec toute leur cavalerie, chargèrent et cherchèrent à tourner la divison française, et leur infanterie s'avança en ordre de bataille et sur deux lignes, précédée de quatre-vingts bouches à feu qui criblaient les rangs de mitraille et d'obus.

Les soldats français n'en opérèrent pas moins leur retraite avec le plus admirable sang-froid : s'arrêtant de temps en temps pour fournir leur feu, et faisant ensuite demi-tour, ils reprenaient leur marche au pas ordinaire et rechargeaient leurs

armes Ils sont merveilleusement secondés par les brigades Kellermann et Champeaux, qui tiennent les ennemis à distance et ne leur permettent pas de faire un seul prisonnier. 1800 — an VIII Italie.

C'est à cet instant du combat que le premier consul arriva sur le champ de bataille avec les troupes venant de Torre-di-Garofalo, composées de la garde consulaire et de la division Monnier du corps de Desaix. De nouvelles dispositions prises par le premier consul allaient mettre un grand obstacle au succès complet dont se flattait déjà le général Mélas avec d'autant plus de raison, que les troupes du général Ott n'avaient point encore été engagées, et qu'elles lui paraissaient suffisantes pour culbuter l'aile droite de l'armée française, refusée jusqu'alors par son adversaire.

Cette aile droite n'était formée, comme on l'a vu, en attendant l'arrivée de la division Boudet, du corps du général Desaix, sur laquelle Bonaparte comptait puissamment, que de la garde consulaire, consistant en deux escadrons et deux bataillons de vieux grenadiers. Bonaparte, voulant donner aux divisions déjà repoussées le temps de se rallier à la division du général Boudet qu'il attendait impatiemment, fit avancer, à trois cents toises de l'extrême droite, au milieu de la plaine, entre li Poggi et Villa-Nuova, les deux bataillons de grenadiers de la garde. Cette troupe, forte de 900 hommes, formée en carré, n'ayant avec elle que sa faible artillerie, repoussa les charges multipliées de la cavalerie du général Ott, sans en être ébranlée, et parut, selon la belle expression du général Berthier, *une redoute de granit*, contre laquelle tous les efforts devaient être impuissants.

La constante intrépidité de ces 900 braves arrêta le mouvement de l'aile gauche des Autrichiens. Le général Ott aurait pu négliger ce carré isolé, et continuer sa marche à travers la plaine; mais il s'opiniâtra à faire charger successivement une grande partie de ses escadrons, dont plusieurs furent rompus et éprouvèrent une perte considérable.

Pendant ce temps, la division Monnier, rappelée la nuit précédente, comme nous l'avons dit, de Castel-Nuovo di Scrivia, où Bonaparte avait d'abord jugé que sa présence pouvait être nécessaire, était arrivée sur la ligne. Le général Dupont, chef de

1800—an VIII Italie. l'état-major général, s'empressa de diriger cette division vers la droite du corps du général Lannes, qui, toujours poursuivi par le général Kaim, se trouvait déjà débordé. Le général Monnier, en faisant ce mouvement, se trouva un instant enveloppé par la cavalerie du général Ott; mais, appuyé par le carré des grenadiers de la garde, il put atteindre le village de Castel-Ceriolo, où il jeta une de ses brigades, forte de 2,400 hommes, aux ordres du général Carra-Saint-Cyr. Ce village fut évacué presque sans résistance par le détachement qui y avait été laissé. Mais aussitôt que Ott fut instruit de l'événement, il détacha le général Vogelsang avec cinq bataillons de la seconde ligne qui réoccupèrent ce village presque aussi vite qu'il avait été enlevé. Le général Carra-Saint-Cyr se retira avec sa brigade sur la division dont elle faisait partie. Comme alors les affaires avaient pris une tournure défavorable près de Marengo, la division Monnier se jeta dans les vignes pour se mettre à l'abri des attaques de la cavalerie. Le général Ott et les généraux sous ses ordres, témoins de la retraite des trois divisions françaises des lieutenants généraux Victor et Lannes à travers la plaine de Marengo couverte de leurs débris, avaient poussé devant eux la division Monnier et les deux bataillons de la garde consulaire que quatre escadrons, venant de Marengo, avaient attaqués à dos et avaient rompus; ils ne pouvaient plus douter du gain de la bataille; l'occupation de Castel-Ceriolo devenait, dans leur opinion, le dernier gage des succès de la journée. En effet ce village, s'il eût pu être conservé par le général Carra-Saint-Cyr, devenait l'appui et le pivot d'une nouvelle ligne de bataille, comme Marengo l'avait été pour la première.

Pendant ce temps le général O'Reilly avait continué sa marche sur Frugarolo où il prit position. De son côté, le général Ott s'était porté par Villa-Nuova sur la Ghilina. Pour entretenir la communication entre ces deux généraux, Mélas s'était servi de l'avant-garde de la colonne principale (trois bataillons et quatre escadrons); la colonne se porta en avant dans l'ordre suivant : huit bataillons et six escadrons conduits par le général baron de Zach, chef de l'état-major général; à mille pas en arrière neuf bataillons et douze escadrons sous les ordres de Kaim, et comme

BATAILLE
DE MARENGO
5e Planche.

réserve six bataillons de grenadiers de Veidenfeld encore intacts. Toute l'infanterie marchait sur la grande route, la cavalerie à sa gauche; à droite trois bataillons dans la direction de Spinetta, marchant sur Casina-Grossa.

Mélas, à la tête des troupes de sa droite, occupé exclusivement du soin d'atteindre et de déborder la gauche de l'armée française pour la rejeter sur le centre et lui couper la route de Tortone, avait manqué le moment opportun de faire agir la masse de cavalerie qui formait son aile gauche. A ce moment, des officiers, envoyés au-devant de la division Boudet que le général Desaix ramenait à marches forcées de Rivalta, vinrent dire au premier consul que la tête de cette colonne paraissait à la hauteur du village de San-Giuliano. Bonaparte, qui, jusqu'alors, avait mis tous ses soins à soutenir l'appui de sa droite, et à ralentir le mouvement de retraite par échelons, arrêta tout à fait ce mouvement, quand il sut que Desaix allait arriver sur la ligne avec la division Boudet.

La fatigue ne permettant plus au vieux feld-maréchal Mélas de rester à cheval, il retourna à Alexandrie, dans la persuasion que la bataille était gagnée. Les généraux Haddik et Lattermann ainsi que plusieurs officiers supérieurs dangereusement blessés abandonnèrent aussi le champ de bataille. La direction supérieure perdant ainsi en unité et en énergie, on vit le désordre s'introduire dans les rangs inférieurs. Les Autrichiens, n'éprouvant plus de résistance, crurent n'avoir plus à redouter que la victoire leur échappât. Les soldats quittaient leurs rangs et marchaient nonchalamment et sans précaution.

Ici va commencer le second acte de la journée, ou, pour mieux dire, la seconde bataille de Marengo.

Après avoir formé sa nouvelle ligne de bataille en avant de San-Giuliano, Bonaparte en parcourut le front : l'espoir et la confiance brillaient dans ses regards. « Français, s'écria-t-il, c'est avoir fait trop de pas en arrière, le moment est venu de marcher en avant. Souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille. » Les cris *vive Bonaparte! vive le premier consul!* accueillirent cette courte, mais entraînante harangue. Il était cinq heures du soir lorsque l'arrivée de la division Boudet mit un terme à la retraite de l'armée française,

1800 - an VIII Italie

dont les différents corps étaient alors placés dans l'ordre suivant :

La division Monnier et les grenadiers de la garde consulaire étaient placés diagonalement en arrière et sur la gauche de Villa-Nuova ;

Le corps du général Lannes, diagonalement en arrière et sur la gauche des grenadiers de la garde ;

La division Boudet, à la tête de laquelle se trouvait le général Desaix, et qui n'avait point encore combattu, était en avant de San-Giuliano, placée de même en arrière et à gauche du corps du général Lannes ;

Enfin les deux divisions Gardanne et Chambarlhac (corps du général Victor), qui avaient été les plus maltraitées, étaient en arrière de la division Boudet, à la gauche de la grande route de Tortone, près de San-Giuliano.

Toute la cavalerie, commandée par le lieutenant général Murat, était en seconde ligne, formée en colonne et prête à déboucher par les intervalles des corps. La brigade du général Champeaux appuyait à la route de Tortone ; celle du général Kellermann se trouvait au centre entre le corps de Lannes et la division Boudet.

Cependant les Autrichiens s'avançaient en bon ordre, et avec cette confiance que donne un premier succès. La colonne, dirigée par le général de Zach, arrivait par la grande route sur la division Boudet qui masquait San-Giuliano : cette colonne avait déjà dépassé Casina-Grossa, et n'était plus qu'à demi-portée de la ligne française quand celle-ci s'ébranla tout à la fois. Le général Desaix, à la tête de sa colonne d'attaque détachée de la ligne, la mena au pas de charge à la rencontre de la colonne autrichienne ; une batterie de douze pièces de canon, que le général Marmont dirigeait en personne, et qui précédait la division Boudet, ne fut démasquée qu'à demi-portée de fusil des rangs autrichiens. Un feu à mitraille, aussi vif qu'il était inattendu, arrêta la tête de la colonne ennemie. La 9e demi-brigade légère commence alors l'attaque, et est bientôt suivie des autres corps de la division. La fusillade s'engage ; une légère élévation de terrain, couvert de vignes, dérobait au général Desaix une partie de la ligne ennemie : il s'y porte pour la dé-

couvrir, reçoit une balle au milieu de la poitrine, et tombe dans 1800 - an VIII Italie.
les bras du chef de brigade Lebrun [1], l'un des aides de camp de Bonaparte, qui se trouvait en ce moment auprès de lui. La postérité conservera le souvenir de ce héros magnanime ; son nom sera répété dans les siècles à venir, comme ceux des plus illustres guerriers des temps anciens et modernes, et le souvenir de ses vertus ne s'effacera jamais de la mémoire des peuples civilisés. La mort du général Desaix, loin de porter le découragement dans l'âme de ses soldats, ne servit qu'à les exciter davantage. Guidés par le brave général Boudet, ils se précipitèrent en furieux sur les grenadiers autrichiens.

Le combat continuait sans que la formidable colonne pût être rompue par le choc des troupes qui voulaient venger le trépas de leur illustre général ; déjà même celles-ci commençaient à plier, lorsque la brigade Kellermann exécuta la charge la plus brillante et la plus heureuse. Le général Kellermann, auquel il convient d'accorder une très-grande part dans le succès de cette seconde bataille, voit de l'hésitation dans la troupe française, traverse un terrain embarrassé de vignes, déploie ses régiments parallèlement au front de l'ennemi, porte quelques escadrons en avant pour contenir un corps de cavalerie qui flanquait l'infanterie ennemie ; et, par un mouvement de conversion à gauche, il se jette sur le flanc de la colonne de grenadiers, y pénètre par les intervalles, et la met dans le plus grand désordre. La cavalerie autrichienne, qui jusqu'alors n'avait pris aucune part au combat, s'enfuit au premier choc.

L'infanterie, ainsi abandonnée, fut entièrement culbutée après une faible résistance, avec perte de 1,665 prisonniers au nombre desquels le général de Zach, qui, voulant avoir l'honneur de porter le coup décisif, s'était trop avancé, et, ayant dépassé de beaucoup le reste de la ligne autrichienne, ne pouvait plus en être soutenu. D'ailleurs, à ce moment, les autres di-

[1] Fils de Lebrun, alors second consul de la république, et depuis architrésorier de l'empire français. Il est aujourd'hui lieutenant général, duc de Plaisance, grand chancelier de la Légion d'honneur.

On a fait tenir un beau discours à Desaix au moment où il tomba ; mais, frappé en pleine poitrine, il expira sur le coup, sans prononcer une seule parole.

1800 - an VIII Italie. visions françaises, qui s'étaient également avancées sur l'ennemi, commençaient l'engagement, et le combat n'était pas moins vif au centre et à la droite que sur la gauche de la ligne des Français. Attaqués en tête par la division Boudet, en flanc par la cavalerie de Kellermann, les pelotons de grenadiers s'étaient serrés en masse; mais ils furent enveloppés et forcés de mettre bas les armes [1].

Les troupes du général Lannes, celles du général Monnier, la garde consulaire et les autres brigades de cavalerie du général Murat ne poussèrent pas avec moins de vigueur les troupes qu'elles avaient devant elles. Les Autrichiens, malgré leur opiniâtre résistance sur les points où ils purent se rallier, malgré les charges de leur nombreuse cavalerie, furent forcés d'abandonner le terrain qu'ils avaient envahi depuis le matin. Dès lors les troupes françaises reprirent une nouvelle assurance, et leur glorieuse cavalerie, renforcée de plusieurs escadrons, se porta rapidement en avant. Les divisions françaises franchirent en trois quarts d'heure la plaine qu'elles avaient défendue pendant quatre heures.

[1] Presque toutes les relations de la bataille de Marengo s'accordent à dire que le premier consul, voyant l'occasion de brusquer la victoire, avait ordonné au général Kellermann de tomber avec sa brigade sur le flanc de la colonne conduite par le général de Zach. Le général Kerllermann a toujours réclamé contre cette assertion. Il a dit n'avoir pas reçu l'ordre de charger, mais s'y être déterminé de lui-même et par sa propre impulsion. Cela est d'autant plus vraisemblable, qu'une résolution de cette nature ne peut être réellement prise que par celui qui peut l'exécuter sur-le-champ et sur place. « Après avoir, toute la journée, combattu à la gauche de la division Chambarlhac, a dit le général Kellermann, il en avait couvert la retraite jusqu'à ce qu'il eût rencontré la division Boudet; alors il avait reçu l'ordre de passer derrière le front de cette dernière, et de se porter à son aile droite pour y soutenir l'artillerie du général Marmont, qui l'appuyait. Formé en colonne à cause de la difficulté de marcher en ligne à travers les vignes qui pendaient en guirlandes d'un arbre à l'autre, il suivait parallèlement à la grande route le mouvement de toute l'armée française qui se reportait en avant, lorsqu'il aperçut une longue colonne ennemie qui s'avançait par la grande route et se trouvait déjà à même hauteur que lui; alors il avait sur-le-champ commandé *tête de colonne à gauche*, et lancé ses premiers escadrons sur le flanc de cette infanterie, tandis qu'arrêtant les derniers, il les avait formés en ligne et portés au trot contre un corps de cavalerie ennemie qu'il avait au même instant découvert dans la plaine. »

Lorsque la cavalerie rencontra la seconde ligne autrichienne, on vit une triste répétition des scènes déjà citées plus haut : 2,000 dragons s'enfuirent en désordre aussitôt qu'ils aperçurent l'ennemi ; une partie de ces fuyards se retirèrent à la gauche de la colonne du feld-maréchal-lieutenant Ott ; l'autre partie s'enfuit sur la grande route, renversa sa propre infanterie qui était en train de se former en ligne. Aussi les Français purent facilement rompre cette masse en désordre qui, après quelques minutes, s'enfuit à la débandade vers Marengo, et aurait été entièrement détruite, si Kellermann ne s'était pas arrêté lui-même pour rallier ses troupes et attendre l'infanterie. La cavalerie du général Elsnitz, qui couvrait la retraite de la gauche, parvint cependant à arrêter une partie de l'infanterie au village de Marengo, dans lequel il jeta plusieurs bataillons, et la fit former, au delà du ravin, dans la même position qu'elle avait occupée au commencement de l'action du matin. Quant aux fuyards, ils encombrèrent les ponts de la Bormida. Toutes les armes étaient pêle-mêle, infanterie, cavalerie et artillerie. M. de Mélas, qui avait laissé son armée victorieuse, eut la douleur de la voir revenir vaincue et dans le plus grand désordre.

1800 - an VIII
Italie.

La division Boudet et les corps des généraux Victor et Lannes attaquant le village de Marengo, ainsi que la ligne ennemie, les Autrichiens se défendirent avec la plus grande résolution ; mais ils durent céder à l'ardeur et à l'impétuosité des assaillants : Marengo fut emporté. L'arrière-garde ennemie soutint vigoureusement les différentes charges de la brigade Kellermann et de la cavalerie de la garde, et se maintint dans la position de Pietra-Buona, assez longtemps pour que les troupes autrichiennes pussent gagner les ponts de la Bormida. Le général Ott, qui s'était avancé jusqu'à la Ghilina sans rencontrer d'ennemis, se retirait sur Castel-Ceriolo ; mais, harcelé par la cavalerie que le premier consul avait envoyée sur cette partie du champ de bataille, sa marche fut retardée de telle sorte, que ce général trouva Castel-Ceriolo déjà occupé par de l'infanterie de la division Monnier. Celle-ci, évitant toutefois une attaque de vive force, laissa à Ott le chemin libre jusqu'à la tête de pont. Le combat continua devant Pietra-Buona et les retranchements de la tête de pont, jusqu'à la nuit : il se termina vers dix heures, lorsque la divi-

1800—an VIII Italie. sion Gardanne eut repris ce même poste où elle avait été attaquée le matin. Les corps de l'armée autrichienne qui avaient soutenu la retraite passèrent la Bormida pendant la nuit pour aller occuper le camp d'Alexandrie. Les Français bivouaquèrent entre Castel-Ceriolo et Marengo, et leur avant-garde à Pietra-Buona.

La journée de Marengo avait coûté aux Autrichiens 2,600 morts sur le champ de bataille, 4,000 blessés, dont 6 généraux, 6 ou 7,000 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le chef d'état-major général de Zach; douze drapeaux et treize pièces d'artillerie, outre vingt ou trente pièces et caissons abandonnés au passage de la Bormida. Les Français avaient eu 2,000 hommes tués, dont un général, 3,000 blessés dont 2 généraux et 900 prisonniers[1].

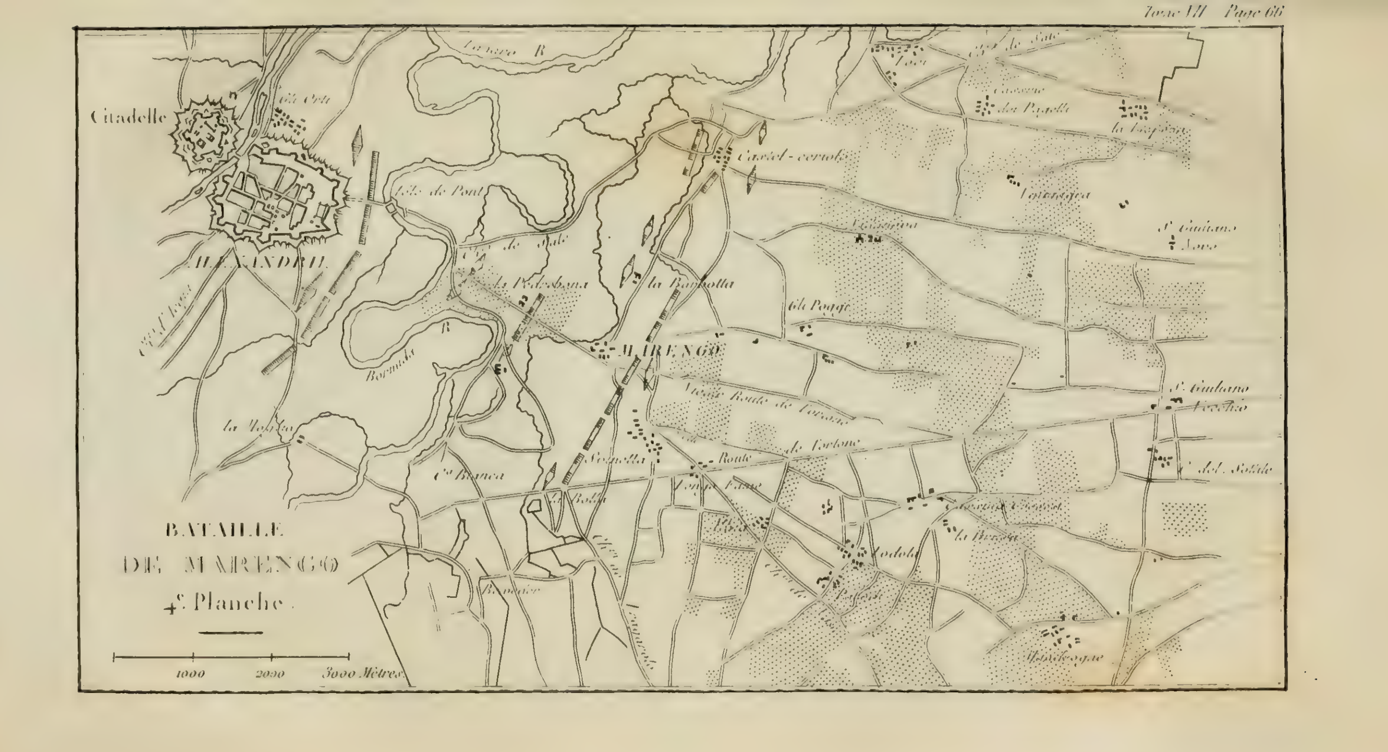
Bonaparte fit dans la nuit les dispositions nécessaires pour attaquer les retranchements de la tête de pont, et forcer le passage de la Bormida. Le lendemain, les troupes se mirent en mouvement à la pointe du jour; et déjà les tirailleurs avaient commencé la fusillade avec les postes ennemis, lorsqu'un parlementaire se présenta, et annonça que le général Mélas demandait à faire passer un officier supérieur de son état-major, chargé de proposer des arrangements. Cette demande ayant été accordée, cet officier, le baron de Schal, fut conduit au quartier général du premier consul. Le général en chef Berthier reçut de Bonaparte des pleins pouvoirs pour traiter avec le général

[1] Nous ne pouvons pas nous refuser à citer quelques-uns des nombreux faits particuliers qui distinguèrent les guerriers français dans cette double bataille.

Le troisième bataillon de la quarante-quatrième demi-brigade, commandé par le chef Sandeur, était parti des environs du Simplon, à marches forcées, pour rejoindre son corps. Arrivé sur le champ de bataille de Marengo, au moment où l'armée française reprenait l'offensive, Sandeur, sans donner un moment de repos à sa troupe harassée d'une marche aussi longue, la conduit sur le champ à l'ennemi, et prend glorieusement part aux derniers combats qui décident la victoire.

Le lieutenant d'artillerie Conrad a la jambe emportée par un boulet; des canonniers s'empressent autour de lui pour le secourir : « Retournez à vos pièces, dit-il à ses officieux soldats, et pointez une peu plus bas. »

Brulon, caporal de la vingt-huitième de ligne, à la tête de dix soldats, fit mettre bas les armes à deux compagnies d'infanterie ennemie.



BATAILLE
DE MARENGO
4e. Planche.
1000
2000
3000 Mètres
Citadelle
ALEXANDRIE
Tête de Pont
Bormida
R
la Pedrabona
MARENGO
Castel-ceriolo
la Barbotta
Spinetta
Cassina Grossa
S. Giuliano Vecchio
la Bosca
Vieille Route de Tortone
Route de Tortone
Cne. Bianca
la Bolla
la Zerba

en chef autrichien, et se rendit à Alexandrie. La conférence 1800 - an VIII Italie.
ne fut pas aussi longue qu'on pouvait le supposer : au bout de quelques heures, Berthier revint présenter à l'acceptation du premier consul la capitulation dont nous donnons ici la copie :

Convention entre les généraux en chef des armées française et impériale, en Italie.

« Art. 1er. Il y aura armistice et suspension d'hostilités entre l'armée de S. M. I. et celle de la République française, en Italie, jusqu'à la réponse de la cour de Vienne.

« 2. L'armée de S. M. I. occupera tous les pays compris entre le Mincio, la Fossa-Maestra et le Pô, c'est-à-dire, Peschiera, Mantoue, Borgoforte, et depuis, à la rive gauche du Pô, et à la rive droite, la ville et la citadelle de Ferrare.

« 3. L'armée de S. M. I. occupera également la Toscane et Ancône.

« 4. L'armée française occupera les pays compris entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô.

« 5. Le pays entre la Chiesa et le Mincio ne sera occupé par aucune des deux armées. L'armée de S. M. I. pourra lever des vivres des pays qui faisaient partie du duché de Mantoue. L'armée française tirera des vivres des pays qui faisaient partie de la province de Brescia.

« 6. Les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighetone, d'Arona, de Plaisance, seront remis à l'armée française, du 27 prairial au 1er messidor (du 16 au 20 juin).

« 7. La place de Coni, les châteaux de Ceva, Savone, la ville de Gênes seront remis à l'armée française, du 27 prairial au 5 messidor (du 16 au 24 juin).

« 8. Le fort d'Urbino sera remis le 7 messidor (26 juin).

« 9. L'artillerie des places sera classée de la manière suivante : 1° toute l'artillerie des calibres et fonderies autrichiennes appartiendra à l'armée autrichienne; 2° celle des calibres et fonderies italiennes, piémontaises et françaises, appartiendra à l'armée française[1]; 3° les approvisionnements de bouche

[1] Bonaparte se faisait justement restituer toute l'artillerie perdue dans la désastreuse campagne de 1799, qu'il réparait si glorieusement.

1800 an VIII Italie.

seront partagés au marché : moitié sera à la disposition du commissaire ordonnateur de l'armée française, et moitié à celle du commissaire ordonnateur de l'armée autrichienne.

« 10. Les garnisons sortiront avec les honneurs militaires, et se rendront avec armes et bagages, par le plus court chemin, à Mantoue.

« 11. L'armée autrichienne se rendra à Mantoue par Plaisance en trois colonnes : la première, du 27 prairial au 1er messidor (du 16 au 20 juin); la seconde, du 1er au 5 messidor (du 20 au 24 juin); la troisième du 5 au 7 messidor (du 24 au 26 juin).

« 12. MM. le général de Saint-Jullien, de Schwertinck, de l'artillerie; Lebrun, du génie; Telsiegé, commissaire des vivres; et les citoyens Dejean, conseiller d'État, et Daru, inspecteur des revues; l'adjudant général Léopold Stabenrath, et le chef de brigade d'artillerie Mossel, seront nommés commissaires à l'effet de pourvoir à l'exécution des articles de la présente convention, soit à la formation des inventaires, aux subsistances et aux transports, soit pour tout autre objet.

« 13. Aucun individu ne pourra être maltraité pour raison de services rendus à l'armée autrichienne, ou pour opinions politiques. Le général en chef de l'armée autrichienne fera relâcher les individus qui auraient été arrêtés dans la république cisalpine pour opinions politiques, qui se trouveraient dans les forteresses sous son commandement.

« 14. Quelle que soit la réponse de Vienne, aucune des deux armées ne pourra attaquer l'autre qu'en se prévenant dix jours d'avance.

« 15. Pendant la suspension d'armes, aucune armée ne fera de détachements pour l'armée d'Allemagne.

« *Signé*, ALEXANDRE BERTHIER.
« MÉLAS, *général de cavalerie*[1]. »

[1] Après la signature du traité, Bonaparte envoya complimenter le général Mélas par son aide de camp Lacuée, et celui-ci était chargé de présenter, au nom du premier consul, au commandant autrichien, un superbe sabre turc rapporté d'Egypte M. de Mélas parut très-flatté de cette prévenance de son ennemi, et il dit à Lacuée : « Il me tarde que nous ayons la paix, à laquelle je vais contribuer de tous mes efforts, pour aller voir le général Bonaparte à Paris. Je le verrai, fût-il même en Égypte. »

Ainsi la victoire de Marengo restituait à la France une partie des conquêtes perdues, l'année précédente, par un concours extraordinaire de circonstances fatales. 1800—an VIII Italie.

Indépendamment des trophées conquis dans cette journée à jamais mémorable, où pendant quatorze heures les deux partis disputèrent si opiniâtrement l'avantage, Bonaparte, hors du champ de bataille, par l'ascendant de sa fortune, par la terreur qu'imprimaient l'activité de son génie, l'audace de ses manœuvres, le dévouement de ses soldats, obtenait un résultat bien plus glorieux, bien plus utile encore à la patrie, puisqu'il ne coûtait pas une seule goutte de sang : la restitution du Piémont, de la Ligurie, de la Lombardie, et la cession de douze places fortes pour la garantie de la convention conclue à Alexandrie. Ainsi s'accomplissait la prédiction du général Monnier aux braves de la garnison d'Ancône, lorsqu'il leur avait annoncé *qu'un jour les armées françaises mieux dirigées sauraient reconquérir l'Italie abandonnée*[1].

Rien n'étonna plus l'Europe attentive que la singulière con-

[1] Narrateurs fidèles et jamais passionnés des faits, nous avons essayé de les retracer avec une exactitude rigoureuse; mais qu'il nous soit permis de céder à un écrivain étranger la noble tâche de peindre avec enthousiasme une des époques les plus remarquables de la gloire militaire de notre patrie. Les détracteurs de cette gloire ne récuseront peut-être pas le témoignage d'un militaire distingué, appelé à jouer, depuis, un rôle si important dans les dernières campagnes, et surtout à la bataille de Warterloo.

« Toute cette campagne, dit M. de Bulow, est *une suite de prodiges ;* elle offre, dans son ensemble, le résultat de causes inconnues, j'oserai même dire *surnaturelles.* Où trouver *ailleurs* l'exemple d'une expédition militaire dans laquelle fut ponctuellement exécuté tout ce qui avait été résolu dans le cabinet ? La célérité avec laquelle furent opérées de si grandes choses tient vraiment du *merveilleux.* Les opérations du premier consul commencèrent le 18 mai, elles étaient terminées le 15 juin.

« Bonaparte avait annoncé, dès l'hiver, qu'il arracherait l'Italie à un ennemi dont la corruption et l'impéritie du Directoire avaient préparé les succès. Il fit tout ce qu'il avait promis ; il le fit en moins de temps qu'il ne semblait donné à un homme de le faire. Ce qui eût été ostentation chez tout autre n'était chez lui que le résultat du sentiment de ses forces et de l'immense ascendant de son génie sur celui de ses adversaires.

« On ne peut trop faire remarquer, pour l'instruction des chefs et du peuple, combien il est imprudent et funeste de dédaigner les menaces d'un ennemi puissant, parce qu'il veut employer des voies inconnues. L'homme

1800 — an VIII. Italie. vention d'Alexandrie qui terminait ainsi tout à coup cette grande lutte entre une armée aguerrie, couverte de lauriers si récents, et des troupes dont les trois cinquièmes avaient à peine un mois de campagne.

Tout en approuvant le motif qui avait engagé Mélas à livrer la bataille de Marengo, on concevait difficilement comment ce général s'était décidé tout à coup à céder à son adversaire ce qui avait coûté aux alliés quinze mois d'efforts et de combats. Retirée sur la rive gauche de la Bormida, l'armée autrichienne était encore numériquement supérieure à celle du premier consul, surtout en cavalerie et en artillerie : elle pouvait courir la chance d'une seconde bataille... Les hommes les moins prévenus contre le général Mélas attribuèrent la conduite qu'il tint en cette circonstance à la terreur dont l'avait

médiocre regarde comme chimérique ce que l'homme supérieur regarde comme un moyen assuré de triomphe.

« Malheur à tout empire gouverné par ces êtres dégradés, en qui se rassemblent à la fois l'arrogance et la faiblesse! Ils bravent leur ennemi, l'insultent, l'irritent : il paraît et ils tombent à ses pieds. L'histoire ancienne nous en offre de mémorables exemples : Darius, enorgueilli de ses immenses richesses, de ses innombrables troupes, faisant de vains efforts pour résister au jeune Alexandre qu'il avait méprisé, tombant sous ses coups avec son vaste empire; Carthage, dominatrice des mers, qui croyait faire trembler Rome et que Rome anéantit.

« Je pourrais multiplier les citations; je passe rapidement à l'histoire moderne. Harold, retranché derrière l'Océan, bravait Guillaume le Conquérant : Guillaume passe la mer, défait, tue Harold, et règne à sa place. L'empereur Ferdinand II affectait un insensé mépris pour Gustave-Adolphe, qu'il voyait séparé de lui par la Baltique et de vastes contrées : Gustave traverse cette mer, tombe sur l'Allemagne, donne partout la loi, et aurait été la dicter à Ferdinand consterné jusque dans Vienne, sans le coup imprévu qui termina ses jours.

« A ces faits dignes d'occuper fréquemment l'homme d'État et le guerrier, se vient joindre l'histoire de la campagne de 1800. Je ne puis m'en retracer *les merveilleuses circonstances* sans me sentir ramené à une réflexion que j'ai déjà essayé d'exprimer. La superstition ni l'enthousiasme n'égarent point ma plume; mais il m'est impossible d'arrêter ma pensée sur un tel concours d'*événements extraordinaires*, sans me persuader qu'il est des epoques marquées par une Providence impénétrable, pour opérer de grands changements sur la terre. Cette *campagne miraculeuse*, que je nommerai la campagne de Marengo, me semble devoir être mise au rang de ces immortelles époques. »

frappé la fortune du premier consul, et au souvenir des grands revers éprouvés sur ce même théâtre de guerre par les généraux Beaulieu, Wurmser et Alvinzy en 1796. Entraîné, peut-être malgré lui, par le torrent de l'opinion vulgaire, Mélas se résigna à reconnaître dans Bonaparte *l'homme du destin*.

1800 an VIII Italie.

Au reste, quelque surprenants que fussent les résultats positifs et immédiats de la bataille de Marengo, le résultat d'opinion en faveur du général victorieux allait être, en France comme au dehors, encore plus remarquable. Cet effet, si prompt, si universel, tenait au personnage, à l'éclat de ses premières campagnes en Italie, à ses conceptions hardies, aux prestiges qui environnent toujours les hommes extraordinaires. Certainement Masséna avait, l'année précédente, sauvé la France à Zurich, comme Villars, sous Louis XIV, l'avait sauvée à Denain; mais alors l'attention publique, l'intérêt général, n'avaient point été excités par les événements, par les scènes et par les acteurs, aussi puissamment qu'ils l'étaient depuis l'établissement du gouvernement consulaire. L'ascendant que prit Bonaparte à cette époque mémorable changea la politique européenne et la disposition des esprits en France. Sa renommée militaire l'avait conduit au poste éminent qu'il occupait : il trouva dans la victoire décisive qu'il venait de remporter tout ce qui lui manquait encore de moyens pour s'affermir au dedans, et pour établir sa considération au dehors. C'est à Marengo qu'il fonda et prit sa place au rang des potentats. Dès ce jour, on commença à le respecter, et l'on se crut dans l'obligation de traiter avec le premier consul autrement qu'on n'avait fait avec le Directoire de la république et ses généraux victorieux.

Bonaparte se rendit à Milan presque immédiatement après avoir ratifié la convention d'Alexandrie. Il fut reçu dans cette ville avec enthousiasme et avec une pompe qui rappelait les anciens triomphes des généraux romains : toute la population, les autorités civiles et militaires, tous les Français qui se trouvaient dans la ville, s'étaient réunis hors des murs, sur la route de Pavie, par laquelle arrivait le premier consul. Le conseiller d'État français Petiet, administrateur général de la Lom-

1800 — an VIII Italie. bardie, et le général Vignolles, commandant supérieur de Milan, complimentèrent le vainqueur de Marengo, et le conduisirent au palais ducal au milieu des acclamations universelles et des expressions d'un enthousiasme qui tenait du délire. Il ne resta que peu de jours à Milan; mais il ne voulut point quitter cette ville sans avoir réorganisé la république cisalpine, dont il avait été le premier fondateur. Après avoir donné des ordres pour que le corps de Desaix fût transporté au couvent du mont Saint-Bernard, où un monument devait être élevé à ce héros; après avoir arrêté que les troupes de l'armée de réserve et celles de l'ancienne armée d'Italie seraient réunies en un seul corps sous le nom d'armée d'Italie dont le général Masséna prendrait le commandement[1], le premier consul, accompagné du lieutenant général Murat, du chef de brigade Duroc, et de plusieurs autres officiers généraux et supérieurs, partit pour Turin, où le général Berthier s'était déjà rendu pour organiser le gouvernement provisoire du Piémont. Les mêmes honneurs qui avaient signalé son entrée à Milan attendaient encore Bonaparte dans la capitale des États du roi sarde; mais il ne fit que traverser cette ville, et se déroba, par la rapidité de sa marche, aux hommages de ceux qui s'étaient portés en foule sur son passage.

Bonaparte, parti de Milan le 28 juin, se trouvait le 30 à Lyon, et surprit, par sa prompte arrivée, les autorités et les habitants de cette grande cité; mais, en moins d'une heure, tout se trouva préparé pour donner une fête à celui qui venait de sauver la France.

Le 1er juillet à midi, le premier consul prit le chemin de la capitale, longtemps suivi des hommages des Lyonnais, qui regrettaient de n'avoir pu le posséder plus longtemps au milieu d'eux. Sur toute sa route jusqu'à Paris, le vainqueur de Marengo trouva les villes, les bourgs et les villages décorés

[1] Les débris de l'ancienne armée d'Italie avaient déjà repris possession de Gênes qu'ils avaient défendue avec tant de constance. C'est en vain que les Anglais voulurent mettre obstacle à la réoccupation de cette ville : la loyauté des Autrichiens déjoua toutes leurs intrigues, et le général Suchet y entra, le 22 juin, à la tête de ses troupes. Masséna s'y rendit lui-même le 24, vingt jours après en être sorti d'une manière si honorable.

d'arcs de triomphe, de berceaux de fleurs, ou d'autres monuments d'admiration et de reconnaissance. Les habitants s'empressaient sur son passage, et, la nuit comme le jour, il voyagea, pour ainsi dire, au milieu d'une haie formée par une population ivre de joie et d'espérance, qui l'entourait et le pressait en lui prodiguant des témoignages d'amour et de respect. Il avait dépassé toutes les espérances; on ne le considérait qu'avec une espèce d'admiration superstitieuse, comme un être surnaturel chargé de présider souverainement aux destinées de la République, et de placer la France à la tête des nations pour leur ouvrir les plus larges voies de l'indépendance et du bonheur.

Un des premiers soins de Bonaparte fut de s'acquitter envers cette glorieuse armée de réserve qui avait si bien répondu à son attente. Dans cette entreprise à jamais fameuse, l'exécution, en effet, n'avait pas été moins admirable que la pensée. Depuis le général jusqu'au simple soldat, tous ceux qui s'étaient le plus signalés à la grande journée de Marengo reçurent des preuves de la reconnaissance du premier consul : les grades, les insignes d'honneur qu'il distribua dans tous les rangs attestèrent sa sollicitude et son équité. Aucun service n'échappa à ses regards, et cette conviction acheva de lui gagner les esprits les plus généreux et les bras les plus intrépides [1].

[1] Par arrêtés des consuls, du 16 messidor an VIII (5 juillet 1800), 5 sabres d'honneur furent donnés aux généraux Victor, Lannes, Watrin, Gardanne et Murat. L'infanterie reçut 153 fusils d'honneur; la cavalerie, 9 sabres, 21 carabines et 3 trompettes d'honneur; l'artillerie, 9 grenades d'honneur. Les promotions à différents grades furent : 1 général de division (Kellermann), 5 généraux de brigade, 2 chefs d'escadron, 1 lieutenant et 6 sous-lieutenants.

CHAPITRE XVI.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

Suite des opérations militaires en Allemagne; combats autour de la ville d'Ulm; passage du Danube par l'armée française; bataille de Höchstett; retraite de l'armée autrichienne, etc. — Combat de Neuburg; expédition du général Lecourbe dans le Vorarlberg et les Grisons; prise de Feldkirch; armistice conclu à Parsdorf, etc. — Siége et prise de Malte par les Anglais, etc.

1800 — an VIII (28 juin — 7 messid.). Allemagne.

Nous devons reprendre maintenant le récit des opérations militaires en Allemagne.

On a vu, dans le chapitre précédent, que le ministre de la guerre Carnot avait déterminé le général en chef Moreau, d'après les ordres du premier consul, à détacher de l'armée du Rhin un corps de 20,000 hommes destiné à seconder, en Italie, les opérations de l'armée de réserve.

Ce fort détachement, commandé par le général Moncey, et composé presque en entier de vieilles troupes, avait été tiré de l'aile droite aux ordres du lieutenant général Lecourbe, et faisait, dans l'armée du Rhin, un vide assez considérable pour ralentir les opérations que Moreau aurait pu entreprendre après le combat de Memmingen.

Le général Kray, renfermé dans le camp retranché d'Ulm, s'était vu forcé de renoncer à toute communication avec le corps de 20,000 hommes que le prince de Reuss commandait dans le Tyrol. Toutefois, sa nombreuse cavalerie, bien supérieure à celle des Français, permettait au général autrichien de s'étendre sur les deux rives du Danube, et facilitait le plan de défensive auquel il était réduit. On doit se rappeler que trois divisions ou corps de l'armée autrichienne (ceux des généraux Sztarray, Merfeld et Giulay) n'avaient point pris part aux actions d'Engen, de Mösskirch, de Biberach et de Memmingen.

Ces troupes, libres de leurs mouvements, avaient continué de manœuvrer dans la haute Souabe, et s'étaient étendues jusqu'au Mayn. Elles avaient été contenues par le corps aux ordres du général Sainte-Suzanne, composé des deux divisions Souham et Legrand, présentant ensemble un total d'à peu près 16,000 hommes. Lorsque le général Kray eut donné l'ordre à ces différents corps de se rapprocher du gros de l'armée, les deux divisions françaises suivirent le mouvement et arrivèrent elles-mêmes sur la ligne. Nous avons dit que le 10 mai, veille du combat de Memmingen, le général Sainte-Suzanne, parvenu à la hauteur des troupes du général Saint-Cyr, s'était lié par sa droite avec ce dernier. Il avait pris ensuite position à Alt-Steüsslingen, s'appuyant au Danube, et formant de nouveau l'aile gauche de l'armée.

1800—an VIII Allemagne.

Le centre, toujours commandé par le général Saint-Cyr, et la réserve, de trois divisions, que Moreau continuait de diriger en personne, placés sur les deux rives de l'Iller, occupaient l'intervalle entre Memmingen et le confluent de l'Iller et du Danube, où le général Saint-Cyr appuyait sa gauche.

L'aile droite, aux ordres de Lecourbe, réduite à deux divisions, par suite du détachement envoyé en Italie, occupait Memmingen : la droite à Krumbach et la gauche à Amedingen. Le général Molitor commandait un petit corps de flanqueurs, que Lecourbe avait posté jusqu'à Kempten, pour observer cet important débouché du Tyrol, et éclairer les mouvements du prince de Reuss.

Telle était la position de l'armée française en Allemagne, au 14 mai. A cette époque, pour essayer d'attirer le général Kray en dehors de son camp retranché, le général Moreau, qui venait de donner au général Lecourbe l'ordre de se mettre en mouvement, porta lui-même les trois divisions de la réserve sur la Günz, tandis qu'une des divisions du centre occupait Weissenhorn. Le but de cette manœuvre était de faire croire que l'armée française allait envahir la Bavière, et d'engager, par conséquent, le général Kray à suivre la marche de ces troupes en descendant le Danube : dans le même temps, le général Sainte-Suzanne se rapprochait de la ville d'Ulm. Le 15, la division Legrand, s'avançant par la route d'Erbach, attaqua les déta-

1800—an VIII Allemagne. chements autrichiens qui occupaient des postes entre la Blau et le Danube, les fit replier, et occupa les bois de Pappelau et d'Ehrstetten. La division Souham s'établit dans la vallée de la Blau et étendit sa gauche jusqu'à Asch.

Toutefois ces mouvements de l'armée française ne firent pas prendre le change au général en chef autrichien. La position d'Ulm était trop importante pour que Kray se décidât à la quitter sur de simples démonstrations; au lieu donc de descendre le Danube, comme Moreau s'y attendait, il voulut profiter, au contraire, de l'occasion qui lui était offerte d'attaquer avec quelque avantage l'aile gauche des Français, qui, par suite des mouvements du centre et de la droite, ne pouvait plus être soutenue à temps, et fit marcher contre elle un corps considérable de troupes, commandé par l'archiduc Ferdinand.

Le 16 au matin, des colonnes de cavalerie ennemie attaquèrent brusquement les avant-postes de la division Legrand, et les culbutèrent jusque dans Erbach et Pappelau. D'autres colonnes d'infanterie, suivant le mouvement des troupes à cheval, attaquèrent également les autres postes de la ligne française, que sa trop grande étendue affaiblissait : le combat étant engagé depuis Erbach jusqu'à Asch, cette même ligne fut forcée. L'archiduc Ferdinand, voulant enlever au général Legrand son appui sur le Danube, fit des efforts vigoureux pour chasser les Français d'Erbach. Il y parvint, malgré la plus vive résistance, et contraignit cette division (celle de Legrand) à se retirer au delà de Donaurieden et de Ringingen. Les troupes du général Souham, qui ne combattirent pas avec moins de résolution, dépostées de la vallée de la Blau et du village d'Asch, furent rejetées sur Sonderbuch. Le général Souham espérait rétablir le combat dans cette position; mais il se vit débordé par une colonne qui, suivant la vallée de la Blau, avait marché sur ses flancs, tandis qu'une autre colonne, longeant les bois de Pappelau, le séparait de la division Legrand. Dans cette conjoncture, le général français ne dut songer qu'à continuer son mouvement rétrograde; ce qu'il fit en marchant vivement sur Blaubeuren, où il arriva avant les colonnes autrichiennes.

Le général Sainte-Suzanne voyant ses troupes débordées et presque enveloppées, et jugeant bien que le général Saint-Cyr,

par suite du mouvement en avant que le centre avait opéré la veille au delà de l'Iller, ne pouvait plus être en mesure de lui porter secours, prit sur-le-champ, dans la situation critique où il se trouvait, la détermination d'abandonner momentanément son appui à la rive gauche du Danube, et par cette manœuvre hardie, qui lui fait le plus grand honneur, il tira son corps d'armée du pas dangereux où les combinaisons du général Moreau l'avaient engagé. Le général Legrand eut ordre de se replier derrière Dischingen, et Sainte-Suzanne, se mettant lui-même à la tête de la brigade Drouet qui défendait ce village contre l'attaque de quatre bataillons et de deux régiments de cavalerie ennemie, chargea ceux-ci avec tant de vigueur, qu'il les culbuta, emporta à la baïonnette le village de Pfraünstetten, et rétablit la communication avec la division du général Souham, dont la droite contenait, par le feu de son artillerie, la colonne autrichienne qui s'était avancée en longeant le bois de Pappelau et avait d'abord percé le centre des Français. Le réussite de ce mouvement du général Sainte-Suzanne lui permit de resserrer sa ligne, et le combat se rétablit avec moins de désavantage. Il continuait depuis quelque temps avec des succès variés lorsqu'on entendit une forte canonnade sur les bords du Danube. C'était le général Saint-Cyr qui, ayant soupçonné, encore à temps, la situation critique où devait se trouver l'aile gauche française, par suite du mouvement offensif des Autrichiens par leur droite, s'était hâté de repasser l'Iller et de porter rapidement son artillerie et ses troupes sur le Danube.

Au moment où l'archiduc Ferdinand avait attaqué le corps de Sainte-Suzanne, Saint-Cyr était déjà sur la rive droite de l'Iller, pour remplir, d'après les dispositions de Moreau, l'intervalle entre le Danube et la réserve de l'armée française, portée par le général en chef sur la Günz. Comme il avait devant lui le corps du général Giulay, Saint-Cyr avait manœuvré avec précaution, ce qui lui permit d'être informé de l'entreprise faite sur l'aile gauche. C'est alors que ce général habile et expérimenté avait jugé du danger où se trouvait Sainte-Suzanne, et s'était empressé de voler à son secours. La canonnade dirigée sur la gauche des troupes de l'archiduc Ferdinand, en ranimant le courage des deux divisions françaises,

1800 - an VIII Allemagne. devait nécessairement surprendre le prince. En effet, ne pouvant pas connaître encore la force du corps qui venait prendre part à l'action, l'archiduc craignit de voir sa retraite coupée, et se détermina à regagner promptement le camp retranché d'Ulm, après un engagement de douze heures, dont il s'était promis une issue plus satisfaisante. Le général Sainte-Suzanne fit suivre vivement les arrière-gardes autrichiennes, et reprit les positions qu'il avait perdues dans la journée. Cette entreprise du général Kray, et le combat sérieux qui en avait été la suite, éclairèrent Moreau sur la ferme résolution prise par son adversaire de ne point abandonner la forte position où il avait concentré ses troupes, et d'y recevoir le choc de l'armée française. Le général français,devant s'attacher dès lors à bien connaître cette même position, fit passer la rivière de Blau au corps du général Sainte-Suzanne, et relever celui-ci dans la position d'Erbach et de Pappelau par les troupes du général Saint-Cyr; deux divisions de la réserve (celles des généraux Richepance et Leclerc) repassèrent l'Iller pour appuyer le corps du centre, et poussèrent leurs avant-postes jusqu'à Gögglingen, sur le Danube, à une lieue environ de la ville d'Ulm. La division Delmas (troisième du corps de réserve) resta au delà de l'Iller, appuyant sa gauche à cette rivière un peu en avant de Freudeneck, et étendant sa droite jusqu'à Marbach. Le corps du général Lecourbe se rapprocha également du Danube, et se lia avec la troisième division de réserve. Par ce nouveau mouvement, l'armée française se trouvait partagée par le Danube: cinq divisions étaient sur la rive gauche, et cinq autres sur la rive droite.

L'armée autrichienne était, au contraire, presque en entier sur la rive gauche. Plusieurs renforts successifs avaient déjà réparé ses pertes éprouvées depuis l'ouverture de la campagne; et le général Kray, qui en attendait encore d'autres, était dans une grande sécurité. Il profita du mouvement de flanc que l'armée française venait d'opérer, pour porter en avant les troupes qu'il avait sur la rive droite, c'est-à-dire, l'infanterie du général Giulay à Günzburg, et quelques escadrons de cavalerie légère à Mindelheim et aux environs; du reste, il ne changea rien à la position des autres corps de l'armée devant Ulm.

Moreau employa la journée du 19 mai à faire reconnaître et à examiner par lui-même tous les moyens défensifs du général autrichien, et il jugea qu'il serait imprudent de chercher à forcer celui-ci dans la position formidable où il persistait à se maintenir. Après avoir discuté plusieurs projets, le général de l'armée française revint à celui qu'il avait déjà tenté, c'est-à-dire à manœuvrer sur le Lech, menacer la Bavière d'une invasion, et contraindre ainsi le général Kray à le suivre pour défendre la route qui pouvait conduire les Français aux portes de la capitale des États héréditaires. Dans un rapport adressé au gouvernement consulaire, Moreau explique ainsi ce dernier plan : « Voyant que l'armée autrichienne était inébranlable dans son camp d'Ulm, d'où elle pouvait jeter des détachements sur les deux rives du Danube et nous empêcher par conséquent de faire aucun progrès essentiel en Allemagne ; ne voulant point engager d'action à Blaubeuren dans la crainte que l'ennemi ne profitât de mes mouvements pour se porter sur Memmingen, s'ouvrir une communication avec le Tyrol, et envoyer un corps en Italie, je me déterminai à faire manœuvrer le général Lecourbe sur le Lech, espérant, par là, forcer le général Kray à courir au secours de la Bavière. »

1800 — an VIII
Allemagne

Conformément à son plan, le général Moreau fit repasser sur la rive droite du Danube les divisions qu'il avait portées sur la gauche. Le général Sainte-Suzanne traversa de nouveau la Blau pour reprendre sa première position d'Erbach et de Pappelau. Saint-Cyr repassa le pont d'Erbach, les divisions de réserve se portèrent au delà de l'Iller, et le corps de Lecourbe passa la Günz, appuyant sa droite à cette rivière.

Le 21 mai, l'armée continua de s'avancer par sa droite vers les frontières de la Bavière, sans toutefois cesser d'observer les Autrichiens devant Ulm. La gauche des troupes de Lecourbe marcha vers la Mindel, et descendit en suivant le cours de cette rivière ; le corps de réserve se plaça entre la Günz et la Mindel ; le centre prit position entre Weissenhorn et la Günz, en laissant une division et quelques escadrons devant Ulm, à l'embouchure de l'Iller ; enfin l'aile gauche, après avoir aussi passé sur la rive droite du Danube, appuya sa droite à l'Iller, et étendit sa gauche parallèlement au Danube pour couvrir sa ligne d'opérations.

1800 - an VIII Allemagne.

Cependant le général Kray avait fait observer ce dernier mouvement des Français. Le 23, l'avant-garde du corps de Lecourbe attaqua sur les bords de la Kamlach et fit replier la gauche des troupes du général Sztarray. Le général Giulay, de son côté, parti de Günzburg, attaqua par leur flanc et dispersa la 54e demi-brigade de ligne et le 8e de chasseurs, appartenant l'un et l'autre au corps de réserve. Pour connaître positivement l'objet de la marche opérée par les Français, le général en chef autrichien fit attaquer le corps du général Sainte-Suzanne, imaginant avec raison que Moreau ne manquerait pas d'accourir en toute hâte au secours de son aile gauche, si le mouvement sur la Bavière n'était qu'une feinte.

12,000 hommes aux ordres de l'archiduc Ferdinand furent chargés de cette expédition importante, et s'avancèrent le 24 sur deux colonnes : la première, composée d'infanterie et de cavalerie, se porta sur Erbach ; la seconde remonta le Danube, repoussa les avant-postes français en s'emparant des ponts de Donaurieden et d'OEpfingen.

Dans la nouvelle position occupée par le général Sainte-Suzanne, les deux divisions de son corps d'armée se trouvaient séparées par un assez grand intervalle : les troupes du général Souham étaient à Delmensingen et autour de ce village; celles de Legrand à Achstetten entre les deux ponts d'OEpfingen et de Donaurieden. La réserve, formée d'une demi-brigade et de trois régiments de cavalerie sous les ordres du général Colaud, était placée en arrière et à égale distance des deux divisions.

La première colonne de l'archiduc Ferdinand, protégée par le feu de onze pièces d'artillerie, déboucha dans la plaine d'Erbach, attaqua Delmensingen et força Souham à quitter ce village; toutefois, en se retirant, le général français fit un changement de front en arrière à gauche, appuyant sa droite au Danube en avant du village de Donaustetten, et se maintint dans cette position. La seconde colonne ennemie attaquait en même temps les troupes du général Legrand à Achstetten, mais sans autre succès que celui d'avoir fait replier les avant-postes de cette division.

Après avoir vu les troupes combattre quelque temps dans les positions que nous venons d'indiquer, le général Sainte-Su-

zanne se crut assez fort pour reprendre l'offensive, et fit marcher à cet effet le général Colaud sur Delmensingen : la division Souham suivit ce mouvement. Ce village fut attaqué si vivement, qu'il fut emporté d'abord, et que les Autrichiens, trop pressés pour pouvoir se retirer par le pont d'Erbach, remontèrent le Danube jusqu'à Donaurieden, non sans éprouver une perte assez considérable par les charges réitérées des régiments de cavalerie que conduisait le général Colaud. Le général Legrand battit également la colonne qui lui était opposée, et la rejeta sur le pont d'Œpfingen, qu'elle repassa précipitamment. Les Français reprirent leurs premières positions sur les bords du fleuve.

1800—an VIII
Allemagne.

Cette action vive et sanglante, dans laquelle 400 Autrichiens furent faits prisonniers, n'eut aucun résultat pour ces derniers, et ne ralentit point le mouvement du général Moreau, qui établit successivement son quartier général à Memmingen et à Babenhausen. Le général Lecourbe, après s'être emparé de Mindelheim, passa le Lech, et s'avança avec son avant-garde forte d'environ 3,000 hommes sur Augsburg, où il entra dans la nuit du 27 au 28 mai. Le régiment des hussards de Blankenstein, qui l'occupait, n'opposa qu'une faible résistance. Lecourbe, indépendamment des ressources considérables qu'il trouva dans cette ville opulente, lui imposa une contribution extraordinaire.

L'armée française avait alors sa droite appuyée au Lech, à Augsburg et à Landsberg, et sa gauche à l'Iller, ayant une division de l'autre côté de cette rivière. A cette époque, les lieutenants généraux Gouvion-Saint-Cyr et Bruneteau Sainte-Suzanne quittèrent l'armée : le premier, par raison de santé, et le second, pour aller organiser un corps de réserve qui se rassemblait à Mayence. Le général Richepance remplaça le général Sainte-Suzanne dans le commandement de l'aile gauche, et le général Grenier prit le commandement du centre en l'absence du général Saint-Cyr.

L'occupation d'Augsburg par les Français ne changea rien à la détermination prise par le général Kray de rester dans son camp retranché d'Ulm; il écrivit au conseil aulique : « En considérant la position déjà trop étendue qu'occupe l'armée en-

1800—an VIII Allemagne. nemie devant Ulm, je ne puis croire que le général Moreau ait voulu sérieusement porter ses troupes en Bavière, et je pense que l'objet de cette excursion est sans doute, et tout au plus, de lever quelques contributions, etc. » Dans cette persuasion, le général en chef autrichien se contenta de renforcer sur la Mindel les troupes du général Sztarray, auquel il donna l'ordre d'inquiéter les flancs des Français en poussant des partis jusqu'aux portes d'Augsburg. Il détacha également le général Merfeld avec quelques escadrons pour renforcer le cordon de troupes établi sur la frontière de la Bavière, et destiné à empêcher les progrès des Français au delà du Lech. En même temps deux corps de partisans sous les ordres du comte de Walmoden et du comte de Mier attaquaient fréquemment divers points de la ligne d'opérations, et surprenaient parfois les détachements français qui n'étaient point sur leurs gardes. C'est ainsi que, le 25 mai, le poste de Donaueschingen fut enlevé en partie avec l'officier qui le commandait, par le capitaine Mier, qui poursuivit le reste du détachement jusqu'à Schaffhausen. Quelques jours après, ces deux chefs de partisans réunis firent une incursion dans la vallée de la Kintzig, et chassèrent tous les postes français jusque sous le canon de Kehl : ces courses hardies sur les derrières de l'armée française semèrent l'alarme dans le pays; le bruit se répandit jusqu'à Strasbourg que l'armée du Rhin était coupée et qu'une colonne ennemie avait paru sur les bords de ce dernier fleuve; mais quelques troupes que l'on fit sortir à la hâte de Kehl et des postes voisins eurent bientôt repoussé les partisans ennemis, et paralysèrent l'effet des bruits mensongers que les ennemis de la république s'empressaient de faire circuler.

Moreau, jugeant que le général Kray n'avait pas pris le change, et qu'il ne parviendrait pas à tirer ce prudent adversaire de la position, pour ainsi dire, inexpugnable où il se tenait renfermé, résolut de passer le Danube au-dessus d'Ulm, afin d'isoler l'armée autrichienne, et de la couper des magasins dont elle tirait ses approvisionnements. Le 3 juin, le corps du général Lecourbe eut ordre d'évacuer Augsburg et Landsberg, et de reprendre sa position précédente entre la Günz et la Kamlach, en occupant Mindelheim et en laissant une arrière-garde

dans la direction d'Augsburg et de Burgau, pour observer ces débouchés; le corps du centre appuya à gauche et vint se placer entre Ober-Roth et Illeraichheim; les divisions de réserve eurent ordre d'évacuer leur position pour venir remplir les intervalles entre le centre et l'aile droite. 1800 an VIII Allemagne.

Mais pendant que ce nouveau mouvement s'exécutait, le général Kray formait lui-même le dessein de frapper un coup vigoureux en se portant sur le flanc gauche et sur les derrières de l'armée française. A cet effet, il dirigea les troupes de sa droite, sous le commandement de l'archiduc Ferdinand, sur la rive gauche de l'Iller. Ces troupes s'étendirent, en suivant le cours des deux rivières la Ris et la Rottum, dans les directions de Biberach et d'Ochsenhausen pour envelopper l'aile gauche des Français. L'archiduc Ferdinand pouvait avoir avec lui environ 25,000 hommes, qui, divisés en cinq colonnes, rompirent la ligne française, la débordèrent et s'avancèrent jusque sur la Roth près de Gutenzell. Le général Richepance, qui avait succédé à Sainte-Suzanne comme nous l'avons dit plus haut, malgré la grande disproportion de ses forces, défendit les hauteurs qui se trouvent entre la Roth et l'Iller avec tant de résolution, qu'il donna le temps au général Grenier de lui envoyer le secours dont il avait le plus pressant besoin. Averti du danger que couraient les divisions de l'aile gauche par la canonnade qui se rapprochait de l'Iller, Grenier envoya en toute hâte une de ses divisions sous les ordres du général Ney. Cette dernière troupe débouchant par le pont de Kellmünz, que Richepance avait fait garder pour s'assurer de ce point de retraite, vint se réunir à la brigade du général Sahuc qui défendait le village de Siningen. Le combat se rétablit de ce côté, et Ney, se précipitant avec son intrépidité ordinaire sur les Autrichiens, les culbuta et les poursuivit la baïonnette aux reins jusque dans Dietenheim. Toutefois, le centre de l'ennemi continuait de s'avancer, et l'une des colonnes était sur le point de déboucher de Kirchberg avec du canon, pour s'emparer du pont de Kellmünz. Le général Grenier, qui avait suivi la division envoyée par lui au secours de l'aile gauche, s'aperçut du danger que couraient les trois divisions françaises par cette manœuvre de l'ennemi; et il ordonna sur-le-champ au général Ney de rétrograder sur Kirchberg et d'at-

1800 - an VIII Allemagne. taquer le flanc de la colonne autrichienne, qui n'était plus qu'à demi-lieue du pont de Kellmünz. Ney se mit à la tête des grenadiers de le 48e demi-brigade, gravit avec eux sous le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, sans laisser tirer un seul coup de fusil, le plateau où la colonne s'était arrêtée et venait de se déployer pour repousser cette attaque. Les Autrichiens furent enfoncés à la baïonnette, chassés de la position, et culbutés dans un ravin où ils abandonnèrent leur artillerie, leurs caissons et 1,200 prisonniers : le reste se sauva à travers les bois.

Ce succès de la division Ney ayant dégagé le général Richepance, celui-ci put reprendre l'offensive : il repoussa les autres colonnes ennemies et leur fit 5 ou 600 prisonniers, parmi lesquels se trouva le général Sporck.

Le général Kray avait voulu tenter de rétablir ses communications avec le prince de Reuss dans le Tyrol et mettre par ce moyen l'armée française dans une situation critique; mais, voyant son entreprise échouer par la manœuvre hardie que le général Ney venait d'exécuter, il se hâta de rappeler les troupes qu'il avait engagées, et celles-ci se retirèrent pendant la nuit sur la rive gauche du Danube, dont elles rompirent les ponts.

Toutefois, l'avantage qui venait d'être remporté par l'aile gauche et une division du centre de l'armée française se trouvait balancé par l'échec que l'aile droite avait éprouvé dans la même journée.

Nous avons dit qu'en quittant les bords du Lech pour se rapprocher du centre de l'armée, le général Lecourbe avait laissé une arrière-garde pour observer les débouchés d'Augsburg. Cette troupe occupait le bourg de Schwabmünchen sur la route de Mindelheim à trois lieues d'Augsburg : elle y fut attaquée par la cavalerie des généraux Merfeld et Lichtenstein, chargés par le général Sztarray d'enlever ce poste. Cette expédition fut conduite avec tant de secret, de précision et de rapidité, que les 2,000 Français qui composaient l'arrière-garde de Lecourbe furent surpris et taillés en pièces : 500 d'entre eux parvinrent néanmoins, avec la plus grande difficulté et toujours en combattant, à se retirer à Türkheim, favorisés par les bois où ils s'étaient jetés en s'échappant de Schwabmünchen.

Les événements du 5 juin affermirent le général Moreau dans sa résolution de passer sur la rive gauche du Danube au-dessus d'Ulm : il était convaincu qu'une armée qui avait pu tenter un effort aussi vigoureux ne se laisserait point forcer dans la position avantageuse qu'elle occupait ; d'autres causes l'engageaient d'ailleurs à ne pas rester lui-même plus longtemps dans sa position devant Ulm ; l'armée française commençait à manquer de subsistances. Depuis qu'elle se trouvait sur le Danube, elle avait épuisé toutes les ressources que ses victoires et l'occupation du pays, à partir du Rhin, lui avaient procurées. L'armée autrichienne était, au contraire, dans une grande abondance, et les magasins d'Ulm étaient journellement approvisionnés par les convois qui y affluaient du haut Palatinat, de la Souabe, de la Bavière, de la Bohême et des autres États héréditaires [1]. Passer le Danube entre Ulm et l'embouchure du Lech, pour isoler l'armée ennemie de ses magasins de Donauwörth et de Ratisbonne, couper sa ligne d'opérations, la forcer à abandonner sa position retranchée, à combattre sur un terrain à chances égales, ou à faire une retraite excentrique, en livrant la Bavière au vainqueur : tel était le plan du général Moreau, plan audacieux, que l'urgence des circonstances et l'extrême ardeur des troupes françaises commandaient et justifiaient ; mais ce grand mouvement exigeait, dans son exécution, deux opérations préparatoires. Il fallait d'abord le masquer par un corps qui restât devant Ulm, et Moreau y employa les trois divisions de réserve ; en second lieu, il fallait chasser des rives du Lech les troupes des généraux Sztarray et Giulay, ainsi que le corps bavarois posté sur cette même rivière. Le général Lecourbe, chargé de cette expédition, s'avança le 10 mai vers le Lech, sur trois colonnes : celle du centre attaqua le même jour, poussa les avant-postes que le général Merfeld avait sur la Wertach, et s'étendit jusqu'à Landsberg ; celle de droite marcha sur Schöngau, et celle de gauche marcha directement sur Augs-

1800—an VIII
Allemagne.

[1] La manœuvre par laquelle le général Moreau allait enfin forcer le général Kray à quitter son camp retranché d'Ulm a paru si belle au général de Bulow, que, dans son enthousiasme, cet écrivain militaire appelle le plan du général français *l'un des plus grands et des plus admirables dont l'histoire des guerres modernes fasse mention.*

1800 — an VIII Allemagne.

burg. La brigade du général Molitor, détachée à Kempten, flanqua ces trois colonnes, en s'avançant sur Nessel-Wang. Elle rencontra et battit deux détachements du corps du prince de Reuss, commandés par le général Grüner et le prince de Waldeck, et qui perdirent quelques centaines de prisonniers, dont le jeune de Tolly faisait partie. Ces troupes autrichiennes étaient envoyées par le prince de Reuss sur les derrières de l'aile droite française pour l'inquiéter et la harceler.

Tous les rapports recueillis à Buchlöe, dont le général Lecourbe s'était rendu maître, et où il avait passé la nuit du 10 au 11 juin, s'accordaient sur ce point, que tous les ponts sur le Lech avaient été rompus. Cette rivière, d'ailleurs grossie par la fonte des neiges dans le Tyrol, n'était guéable en aucun endroit, et avait débordé presque partout. Les trois colonnes n'en continuèrent pas moins leur marche, et arrivèrent le 12 sur la rive gauche. Tous les points où le passage aurait pu s'opérer étaient défendus par des postes retranchés avec de l'artillerie; le village de Schöngau, situé sur une hauteur qui domine la rive droite, fut emporté après un engagement très-vif, dans lequel le jeune prince de Lichtenstein fut blessé et fait prisonnier. Le pont fut rétabli sur-le-champ, et la colonne de droite des troupes de Lecourbe y passa : les soldats de la colonne du centre traversèrent la rivière à Kauferingen un peu au-dessous de Landsberg; enfin l'avant-garde de la colonne de gauche passa également le Lech sur une poutrelle d'un pont rompu à Lechhausen près d'Augsburg, sous un feu terrible d'artillerie à mitraille et de mousqueterie. Les compagnies de carabiniers de la 10e demi-brigade d'infanterie légère, parvenues ainsi sur l'autre rive, dépostèrent les Autrichiens et leur enlevèrent deux pièces de canon. On rétablit le pont, et la colonne entière put passer à son tour. Le général Merfeld, se voyant menacé dans Augsburg, évacua cette ville, fit couper le pont de Friedberg, et se retira le 13 à Aichach sur la Paar, où il attendit les troupes du général Sztarray, et les renforts que le général Kray pouvait envoyer d'Ulm.

Le même jour du passage du Lech par l'aile droite de l'armée, Moreau rapprocha du Danube son aile gauche, son centre et sa réserve, pour masquer le mouvement du général Lecourbe;

lui-même quitta son quartier général de Memmingen et se porta plus près d'Ulm : au moment où Lecourbe entrait à Augsburg, tous les postes des Autrichiens étaient attaqués sur la ligne. Le général Richepance, sur la rive gauche de l'Iller, emporta, après un combat opiniâtre, le village de Burgrieden, que défendait en personne l'archiduc Ferdinand avec des troupes d'élite. 1800 – an VIII Allemagne.

Les Autrichiens eurent dans cette affaire 400 hommes tués et 600 prisonniers. Les deux divisions du centre, commandées par le général Grenier, débouchèrent, celle de droite par Bettelshausen, Bellenberg sur Iller-Berg, celle de gauche par la vallée de l'Iller sur Ilertissen et Wullenstetten. Cette dernière, ayant à manœuvrer dans une plaine assez vaste, était soutenue par une brigade de cavalerie. L'ennemi, fort de cinq bataillons, de dix escadrons et six bouches à feu, fut repoussé avec perte de quelques centaines d'hommes tués ou faits prisonniers ; le général Ney battit un fort détachement ennemi entre Osterberg et Babenhausen. Enfin les deux divisions Leclerc et Decaen (de la réserve) attaquèrent et repoussèrent jusqu'à Burgau, le 14 mai, les postes que le général Sztarray avait sur la Mindel ; mais le 15 le général Kray ayant fait passer des renforts aux généraux Giulay et Sztarray, ceux-ci reprirent leurs positions, et les divisions françaises se replièrent à Roggenburg et à Weissenhorn.

Le général Moreau, par sa présence sur l'Iller et par les mouvements qu'on vient de voir, refusant lentement sa gauche et portant en avant et par échelons son centre et sa droite, sans donner à croire qu'il voulait descendre le Danube, augmentait la confiance de son adversaire, et donnait à l'aile droite française le temps de se rapprocher du fleuve. Il se trouvait en mesure de faire serrer ses troupes en masse pour appuyer le général Lecourbe, se rendre entièrement maître de la rive droite et exécuter de vive force le passage qu'il méditait.

Le 16 juin, Lecourbe, auquel Moreau venait d'envoyer un renfort de cinq bataillons et de cinq régiments de troupes à cheval, après avoir laissé des détachements à Landsberg, à Augsburg, et un petit corps d'observation entre cette dernière ville et Wertingen, se porta sur la Zusam, où il prit position. Le général Richepance passa l'Iller au pont de Brandenburg, lais-

sant des détachements pour contenir les troupes légères de l'archiduc Ferdinand, qui s'étaient répandues sur les derrières de l'armée jusqu'à Biberach et Ochsenhausen. Le général Grenier se porta avec le centre sur Günzburg, où il força les troupes du général Giulay de se replier. Les trois divisions de réserve s'avancèrent entre le Kamlach et la Mindel afin de se lier avec les troupes de l'aile droite. Du côté du Tyrol, le général Molitor avec sa brigade d'infanterie, et le général Nansouty avec quelques escadrons de cavalerie, étaient chargés d'observer les mouvements que pourrait tenter le prince de Reuss.

L'armée française, dans sa position, menaçait par sa droite le point de Dillingen, et par sa gauche celui de Günzburg. L'armée autrichienne était ainsi distribuée sur la rive gauche : un corps de flanqueurs commandé par le prince de Hohenlohe vers Riedlingen; le corps principal sous les ordres directs du général Kray dans le camp retranché d'Ulm; une partie du corps de Sztarray à Dillingen; un quatrième corps, commandé par le général Nauendorf, à Donauwörth.

Toutes ses dispositions étant faites, Moreau fit attaquer sérieusement tout ce qui restait sur la rive droite des troupes de Sztarray et le corps de Giulay : celui-ci à Günzburg par le général Grenier, qui s'étendit jusqu'à Burgau, et les troupes de Sztarray par les divisions de réserve et l'avant-garde du général Lecourbe entre Burgau et Dillingen. Les deux généraux autrichiens furent forcés de repasser le Danube, et prirent position sur la rive gauche, le général Giulay entre Albeck et Riedhausen, et Sztarray derrière la Brentz, en s'appuyant à Gundelfingen.

Le 17 juin, Moreau fit reconnaître les bords du Danube, et réunir tous les matériaux nécessaires au passage de ce fleuve. Le général Kray avait fait détruire tous les ponts jusqu'à Donauwörth : les Français n'avaient ni pontons ni barques, et l'on eut beaucoup de peine à rassembler les madriers indispensables pour en établir. Les reconnaissances dirigées par le général Puthod apprirent que les ponts de Blindheim et de Gremheim étaient les plus faciles à réparer, et l'on résolut d'effectuer le passage sur ces deux points. En conséquence, le général en chef fit appuyer à droite les divisions du centre : elles se portèrent

d'Ichenhausen et Burgau sur Aislingen, pour faire une démonstration de passage qui facilitât celui que l'aile droite allait opérer. 1800 – an VIII Allemagne.

Le 18, le général Lecourbe fit une fausse attaque sur Lauingen et Dillingen; et, la nuit suivante, il porta les divisions Montrichard et Gudin, ainsi que la réserve de cavalerie du général d'Hautpoul, en arrière des bois qui bordent le Danube, vis-à-vis de Blindheim et Grembeim. Pour remédier au manque de barques nécessaires au passage des premières troupes, Lecourbe forma une compagnie de 90 soldats nageurs, dont il confia le commandement au capitaine de Gromety, adjudant-major de la 94e demi-brigade.

Le lendemain (19), à la pointe du jour, les Français démasquèrent, vis-à-vis de Gremheim, une batterie de quelques pièces, pour éloigner un peu de l'autre rive les postes ennemis qui s'y trouvaient; mais ceux-ci ripostèrent par un feu très-vif, sous lequel l'intrépide de Gromety et ses nageurs traversèrent le fleuve. Deux nacelles dirigées par deux sapeurs du génie portaient leurs habits et leurs armes[1] : arrivés à la rive gauche, ces braves, sans s'inquiéter de leurs vêtements, ne saisissent que leurs fusils et se précipitent à la baïonnette sur le premier poste ennemi, qui fut fait prisonnier. Un plus fort détachement, qui se trouvait en arrière, est attaqué avec la même intrépidité; les soldats autrichiens, ne pouvant résister à ce choc, se replient derrière Gremheim, où se trouvaient deux compagnies d'infanterie : les nageurs, maîtres du village, marchent sur ces troupes; ils sont arrêtés un moment par un parti de cavalerie, qu'ils forcent à rétrograder en s'embusquant derrière des haies et faisant feu sur lui. Pendant ce temps, un hussard du 8e régiment, d'ordonnance auprès du général Puthod, ayant passé le Danube dans une des nacelles qui avaient servi à porter les armes, paraît sur un cheval trouvé dans Gremheim, et commande en avant; l'ennemi, s'imaginant, à la vue du hussard

[1] Un officier d'état-major, nommé Quenot, intrépide nageur, avait été enlever ces nacelles sur la rive gauche, sous un feu de mousqueterie dirigé sur lui presque à bout portant : il les ramena sur la rive droite, n'ayant reçu qu'une légère blessure au pied.

1800 — an VIII Allemagne. qui se multiplie à ses yeux troublés, que le pont est rétabli, fait sa retraite en désordre.

Pendant que les nageurs s'avançaient à la poursuite des postes autrichiens, et en attendant qu'on réparât le pont, chaque nacelle transportait un ou deux chasseurs de la 10e d'infanterie légère. Renforcé ainsi de quelques hommes, le capitaine de Gromety ne balança point à marcher sur une batterie de deux pièces de canon placée à la hauteur de Blindheim. Elle fut enlevée, et les pièces, tournées contre les Autrichiens, furent servies par quelques canonniers qui traversèrent le fleuve au moyen de plusieurs échelles placées sur les piles du pont de Blindheim. Les sapeurs et les grenadiers suivirent les canonniers : le pont fut réparé et les deux villages furent bientôt occupés par la brigade du général Puthod.

Cette attaque ayant répandu l'alarme sur toute la ligne ennemie, et les généraux autrichiens connaissant alors le véritable point de passage, les troupes qui se trouvaient à Dillingen et à Donauwörth accoururent en toute hâte. De son côté, le général Lecourbe s'était empressé de faire occuper le village de Schwenningen sur la route de Donauwörth, afin d'empêcher la réunion des corps autrichiens, qui ne pouvaient point tarder à paraître, et qui auraient eu le temps d'accabler ce qui était déjà sur la rive gauche, avant que le reste des troupes de l'aile droite n'eût achevé le passage. Le corps ennemi venant de Donauwörth sous les ordres du général de Vaux se présenta en effet devant Schwenningen au nombre de 4,000 fantassins et de 400 chevaux, avec six pièces de canon. Malgré leur infériorité les Français défendirent ce poste avec la plus grande résolution et s'y maintinrent ; il fut pris et repris plusieurs fois ; l'adjudant général Mangin, qui y commandait, se distingua d'une manière particulière dans une dernière charge, qui lui assura la possession du village. Toutefois, l'ennemi renouvelant ses attaques avec une vigueur nouvelle, il était à craindre que le détachement français ne fût enfin forcé à la retraite, lorsque le général Lecourbe accourut lui-même au secours de l'adjudant général Mangin avec deux escadrons de carabiniers et un peloton de hussards du 8e régiment, qui lui servit d'escorte. Cette cavalerie, dirigée par Lecourbe, chargea avec un

succès tel, que l'affaire fut décidée. Le corps du général de Vaux fut culbuté ; un régiment wurtembergeois, s'étant formé en carré pour recevoir le choc des carabiniers, fut enfoncé, le drapeau pris au milieu du carré, ainsi que le colonel. 2,500 hommes mirent bas les armes, et tout ce qui put échapper à cette déroute se retira à Donauwörth dans le plus grand désordre. Le capitaine Gramelot, du 1er régiment des carabiniers, fut blessé glorieusement dans cette charge, ainsi que l'adjudant général Mangin, dont la belle résistance n'avait pas peu contribué au succès de l'action.

1800—an VIII
Allemagne.

Pendant que ceci se passait du côté de Donauwörth, les divisions Montrichard et Gudin, qui avaient traversé le fleuve, s'étaient portées sur la gauche vers Dillingen; mais leur avant-garde eut bientôt rencontré le corps de troupes qui accourait de ce village. Les deux divisions françaises, éprouvant beaucoup de difficulté pour déboucher du village de Blindheim, soutinrent d'abord le choc des Autrichiens avec désavantage; mais un heureux effort du général Montrichard ébranla l'ennemi : déjà même celui-ci se retirait en bon ordre sur Dillingen. Son infanterie, couverte par des bouquets de bois, longeait le Danube, et était flanquée sur la droite par une nombreuse cavalerie; un escadron de hussards du 9e régiment et la 37e demi-brigade suivaient l'ennemi sur les bords du fleuve, quand l'actif général Lecourbe parut sur la droite des Autrichiens, avec la cavalerie qui venait de combattre avec tant de succès à Schwenningen. Il était suivi par le 2e régiment des carabiniers, celui des cuirassiers, et les autres escadrons du 9e de hussards. Les cuirassiers reçurent ordre de traverser au galop le village de Schertzen, tandis que les autres régiments s'avançaient entre Höchstett et Dillingen pour couper la ligne autrichienne. Ce dernier mouvement fut opéré avec tant de précision et d'intrépidité, que la cavalerie autrichienne, culbutée et dispersée, laissa 3,000 hommes d'infanterie à découvert. Ceux-ci cherchèrent d'abord à se jeter dans des fossés et des vergers en avant de Dillingen; mais les cuirassiers, les chargeant au galop, traversèrent la colonne et séparèrent 1,800 hommes, qui furent obligés de mettre bas les armes. Le reste des troupes fut poursuivi jusqu'à Gundelfingen, et le passage de l'aile droite française s'acheva tranquillement.

1800 an VIII Allemagne. Sur ces entrefaites, le général Kray, informé de ce qui se passait, avait détaché de son camp sous Ulm, la plus grande partie de sa cavalerie, sous les ordres du général Klinglin, et toute son artillerie légère pour soutenir son infanterie déjà en mouvement, par la proximité où il se trouvait du lieu de l'action. A cinq heures du soir, ces renforts, réunis aux débris des troupes déjà battues à Höchstett et à Dillingen, se formèrent dans la plaine entre la Brenz et le Danube, sur deux lignes assez étendues ; l'artillerie, placée au centre, couvrait la grande route et devait soutenir les mouvements que la cavalerie autrichienne, formant la principale force des lignes, allait faire. Le général Lecourbe avait alors dépassé Lauingen, et se trouvait en position devant cette petite ville pour protéger le rétablissement de son pont, ainsi que celui de Dillingen, destinés, l'un et l'autre, au passage des trois divisions de la réserve française.

La première ligne autrichienne s'ébranla aussitôt et, chargeant tout ensemble, elle fit d'abord plier la brigade de carabiniers et le 9e de hussards qui s'étaient avancés à sa rencontre; mais ces trois régiments s'étant ralliés derrière le régiment des cuirassiers[1], qui fit bonne contenance, revinrent promptement à la charge, et ramenèrent à leur tour la ligne ennemie : la seconde ligne s'avança pour soutenir la première, chargea les quatre régiments français en les débordant, en raison de l'étendue de son front, et les força de céder le terrain. Comme les cavaliers s'abandonnaient un peu trop, le 9e régiment de hussards, resté en arrière, saisit ce moment pour charger en flanc les escadrons ennemis désunis; et ce mouvement arrêtant la poursuite de ceux-ci, les autres régiments français chargèrent à leur tour, et rejetèrent la seconde ligne autrichienne sur la position précédente.

Pendant ce combat, le rétablissement des ponts de Lauingen et de Dillingen s'était achevé : les divisions Decaen et Leclerc, ayant passé le Danube, s'étaient placées en position entre ces deux points. Le général Moreau, qui avait passé lui-même au pont de Lauingen, vint reconnaître la position des Autrichiens,

[1] Il n'y avait alors qu'un régiment de cette dénomination dans la cavalerie française : nous avons déjà dit qu'il portait le n° 8 dans l'ordre des régiments.

et vit qu'il était urgent de pousser leur cavalerie au delà de la Brenz, avant la fin de la journée, afin de prévenir l'arrivée du gros de l'armée autrichienne, que le général Kray pouvait déployer le lendemain sur un terrain avantageux. En conséquence, il dirigea une partie de la division Decaen sur Gundelfingen, où les Autrichiens avaient appuyé leur ligne et où ils se renforçaient incessamment, et il se porta avec la réserve de cavalerie, sur le point où se trouvaient les troupes de l'aile droite formant alors l'avant-garde de l'armée française. 1800—an VIII Allemagne.

Il était huit heures du soir lorsque ces dispositions furent achevées. La réserve de cavalerie conduite par Moreau étant réunie à celle du général Lecourbe, le général en chef la fit avancer par échelons, soutenue en flanc par l'artillerie légère, et l'attaque commença avec vigueur.

Les cavaliers français ayant abordé franchement les Autrichiens, ceux-ci resserrèrent leur ligne pour recevoir le choc. Le combat s'engagea sur tous les points, et se prolongea fort avant dans la nuit avec des succès variés. Plusieurs charges, entamées et soutenues avec une égale intrépidité, prouvèrent à l'ennemi que si sa cavalerie l'avait souvent emporté sur celle des Français, celle-ci était désormais en mesure de ne lui céder en rien. Les généraux Moreau et Lecourbe chargèrent eux-mêmes plusieurs fois à la tête de ces braves troupes au plus fort de l'action. Enfin, vers onze heures du soir, l'infanterie ennemie, qui servait d'appui à l'aile droite de la cavalerie, ayant été repoussée par les troupes de la division Decaen, et le village de Gundelfingen étant emporté à la baïonnette par la 37e demi-brigade, la cavalerie autrichienne, toujours pressée vivement par celle des Français, repassa la Brenz assez en désordre. Cette affaire opiniâtre et sanglante fit le plus grand honneur à la cavalerie française, qui fonda dès lors la juste réputation dont elle a joui par la suite, et qu'elle n'a point démentie toutes les fois qu'elle a été conduite par des généraux habiles et expérimentés.

« Ainsi, dit un de nos judicieux écrivains militaires [1], se termina cette longue bataille, ou plutôt cette suite de grands combats dans un espace de sept à huit lieues, sur la rive gauche du

[1] Le lieutenant général Mathieu Dumas.

1800—an VIII Allemagne.
Danube, dans les plaines de Hochstett. C'est une circonstance digne de remarque qu'à la même époque (à trois jours seulement de différence, du 16 au 19 juin), Moreau, qui aurait pu recevoir a Höchstett la nouvelle de la bataille de Marengo, remportait sur le Danube et par la même manœuvre un avantage pareil à celui que Bonaparte remportait sur le Pô. L'un et l'autre fleuve avaient été franchis de vive force, à deux marches au-dessous du point central où les armées autrichiennes se trouvaient rassemblées, celle de Mélas, à Alexandrie, celle de Kray, à Ulm. Leurs lignes d'opérations en Allemagne, comme en Italie, furent coupées perpendiculairement et de manière que les armées opposées se trouvèrent dans des positions réciproquement inverses. Les trophées des combats de Höchstett, sur le champ de bataille, ne furent pas moindres pour les Français que ceux de Marengo, puisque 5,000 prisonniers, vingt pièces de canon, plusieurs drapeaux et étendards restèrent entre leurs mains ; mais ce succès, qui entraîna bientôt après l'évacuation de toute la Souabe, de la Franconie et de la Bavière, n'eut cependant pas, pour les armes de l'empire, des conséquences immédiates aussi funestes que celles de la bataille de Marengo. »

Ajoutons encore, avec le même auteur, que le général Moreau venait de venger, par un combat où la cavalerie avait joué un si beau rôle, l'affront fait aux armes françaises, en 1704, sur le même terrain, lorsque les maréchaux de Tallard et de Marsin sacrifièrent, par leur impéritie, la cavalerie de leur armée, et donnèrent un nouveau lustre à la gloire militaire du prince Eugène et du duc de Marlborough ; toutefois, les généraux autrichiens ne commirent point la faute de laisser envelopper leur infanterie à Gundelfingen, comme avaient fait les deux maréchaux à Blindheim.

L'armée française acheva de passer le Danube dans la nuit du 19 au 20, à l'exception de l'aile gauche aux ordres du général Richepance qui resta sur l'Iller pour observer Ulm. Nous avons dit que le général Grenier avait reçu l'ordre de faire une démonstration de passage à Günzburg : il tenta vainement d'enlever le pont déjà coupé de cette ville ; le général Giulay en fit incendier les arches qui restaient, malgré les efforts de plusieurs soldats français qui s'étaient jetés à la nage pour éteindre l'em-

brasement sous le feu même des Autrichiens. Alors Grenier laissa une de ses divisions devant Günzburg, pour se lier et soutenir au besoin les divisions du général Richepance, et avec les deux autres du centre il descendit jusqu'au pont de Lauingen; mais, quelque célérité qu'il mit dans sa marche, il ne put entrer en ligne sur la rive gauche que dans la journée du 20. 1800—an VIII Allemagne.

L'armée française avait alors sa droite sur le haut Egg, vers Dischingen, avec un corps en avant de la Wernitz, dans la belle position de Schellenberg dont le général Leval s'était emparé, son centre alors formé par la réserve à Ballhausen et sur la Brenz, la gauche formée par les deux divisions du général Grenier, également sur la Brenz, s'appuyant à Gundelfingen. Les dispositions prises par le général Moreau indiquent assez l'incertitude où il était si le général en chef autrichien lui livrerait bataille pour le rejeter sur la rive droite du Danube, ou s'il quitterait (Kray) sa position pour faire par sa gauche une retraite excentrique déjà fort difficile. En rendant compte de la bataille de Höchstett, au ministre de la guerre Carnot, Moreau lui écrivait le 22 juin : « M. de Kray vient de quitter Ulm, et marche, dit-on, pour nous combattre; nous comptons lui éviter la moitié du chemin. » En effet, la veille le général Richepance avait annoncé à Moreau que le général autrichien rappelait toutes les troupes qu'il avait encore sur la rive droite, et que ses dispositions annonçaient qu'il allait quitter son camp retranché d'Ulm. Moreau donna l'ordre au général Richepance de s'approcher le plus près possible d'Ulm, et d'épier tous les mouvements que pourrait faire le général Kray. Richepance établit sa droite à Oberfahlheim, sa gauche à Uter-Kirchberg, observant les ponts de Leipheim et de Gunzburg, et occupant sur la gauche de l'Iller, Wiblingen et Delmensingen. En même temps la division Ney eut ordre de rejoindre le général Grenier, qui put ainsi s'étendre de Gündelfingen à Sachsenhausen, ayant à sa disposition la réserve de cavalerie pour soutenir la partie de sa ligne qui traversait la plaine du Danube.

Le 22 juin, Moreau eut connaissance des premiers mouvements de retraite opérés par l'ennemi. En portant, le 19, sa cavalerie sur la Brenz pour soutenir son aile droite, le général Kray, avec les troupes qui lui restaient, avait quitté le camp

1800—an VIII Allemagne. retranché d'Ulm. Après avoir formé la garnison de cette place et pourvu à son approvisionnement, il avait été camper à trois lieues en avant de la place, entre Albeck et l'abbaye d'Elchingen. Marchant ensuite par son flanc gauche, il vint précipitamment passer le Danube, au-dessous de l'embouchure du Lech, afin de rallier le corps du général Merfeld, qui occupait Augsburg, et de couvrir la Bavière en rétablissant ses communications. Quelque difficile que fût ce mouvement demi-circulaire autour de l'armée française, occupant la rive gauche, jusqu'au-dessous de Donauwörth, il fut cependant exécuté avec assez de précision et de rapidité pour que, le 23 au soir, tout le gros de l'armée autrichienne eût atteint Nördlingen. L'arrière-garde était formée par la cavalerie, qui, après le combat sur la Brenz, avait reçu ordre de prendre cette même direction.

Cependant, Moreau, informé par le général Richepance de l'entière évacuation du camp retranché d'Ulm, et soupçonnant avec raison la retraite excentrique de l'armée autrichienne, résolut de mettre ses troupes en mouvement pour suivre son adversaire. Mais des torrents de pluie qui ne cessèrent point de tomber pendant toute la journée du 22, ayant défoncé les chemins de manière à rendre le passage de l'artillerie impraticable, il fallut attendre au lendemain. Le général Lecourbe se porta, avec ses deux divisions, sur Neresheim; les divisions de réserve ou du centre s'avancèrent dans la même direction par la route de Nattheim; elles furent suivies par les trois divisions du général Grenier, dont la marche était couverte par un corps de flanqueurs sur la route de Heidenheim.

Le général Lecourbe atteignit l'arrière-garde ennemie auprès de Neresheim, à une heure après-midi; mais la nombreuse cavalerie qui la formait, combattit avec quelqu'avantage. Les troupes légères françaises furent repoussées dans plusieurs charges. Cependant, à trois heures du soir, les carabiniers firent plier plusieurs escadrons ennemis, et leur firent des prisonniers. Cet engagement se prolongea jusqu'à neuf heures du soir, et les troupes françaises parvinrent jusqu'à moitié chemin de Neresheim à Nördlingen, où le général Kray s'était arrêté. Il s'engagea une canonnade qui n'empêcha point les troupes de Lecourbe de déboucher des bois et de prendre position. Les divisions

françaises du corps de réserve étaient alors arrivées à Omersheim, et le général Grenier occupait les hauteurs de Riffingen, observant le débouché de Sauffringen.

Le lendemain 24, le général Kray, après avoir fait filer pendant la nuit son infanterie sur Monheim, voyant que son arrière-garde était pressée si vivement, envoya un parlementaire au général Moreau, pour lui annoncer la nouvelle qu'il venait de recevoir de l'armistice conclu en Italie entre le premier consul et le général Mélas. Il proposait en même temps une suspension d'armes qui, disait-il, rendrait plus faciles les arrangements à prendre par les deux gouvernements. Cette proposition étonna beaucoup Moreau ; car il ignorait encore et la bataille de Marengo et ses brillants résultats. Kray, pour ne pas rendre le général français trop exigeant, s'était bien gardé de donner dans sa dépêche aucun détail des événements mémorables qui avaient amené la suspension d'armes en Italie. Moreau n'accueillit point la proposition qui lui était faite ; il pensa que son adversaire ne cherchait qu'à gagner du temps pour continuer avec plus de sûreté son mouvement de retraite, s'établir en Bavière, et rétablir ses communications avec le corps du prince de Reuss dans le Tyrol. Le général français s'attendait d'ailleurs à recevoir d'un moment à l'autre des nouvelles de France, qui l'instruiraient du véritable état des choses, et le guideraient dans ses démarches ultérieures.

Comme l'armée ennemie avait gagné une marche, et que les troupes françaises se trouvaient dans un pays dont toutes les ressources étaient épuisées, Moreau jugea qu'il lui convenait mieux de chercher à prévenir le général Kray, en Bavière, que de s'attacher à le suivre dans sa retraite. En conséquence, il donna l'ordre au général Decaen, dont la division était la plus forte de l'armée, de se porter, à marches forcées, sur Munich, en traversant le Danube à Dillingen, passant par Wertingen, Augsburg et Dachau, et de prendre un point d'appui sur l'Isar, afin d'obliger l'armée autrichienne à se retirer jusque sur l'Inn. Cette division marcha avec une telle rapidité, qu'elle fit quarante lieues en trois jours. Parti de Dillingen le 25, le général Decaen entra à Munich le 28, après avoir battu le général Merfeld dans trois engagements successifs. L'arrivée des Français dans la

1800—an VIII Allemagne. capitale de la Bavière frappa les habitants du plus grand étonnement : l'électeur et sa cour eurent à peine le temps de sortir de la ville pour gagner, avec les troupes du général Merfeld [1], les bords de l'Isar.

Le 25 juin, Moreau établit sa droite à Delsingen, éclairant la route de Nördlingen à Donauwörth, son centre sur la route de Neresheim à Nördlingen, et sa gauche à Trochtelfingen, observant la route de Boffingen. Ce même jour, le général Leval fit capituler le château de Harburg, dont la garnison se rendit prisonnière.

L'armée française continua à suivre le mouvement de retraite des Autrichiens. Ceux-ci ayant voulu faire quelque résistance à Œttingen, le général Grenier leur prit 400 chevaux et une soixantaine de voitures, qui formaient la queue d'une forte colonne d'équipages. Jugeant que la retraite de l'armée ennemie était bien décidée sur Neuburg ou sur Ingolstadt, et craignant que la division Decaen ne fût compromise si le général Kray venait prendre position sur la rive droite du Lech, Moreau ordonna, le 26, au général Lecourbe de passer le Danube à Donauwörth, et de se porter rapidement sur Rain au delà du Lech, et de faire tête aux Autrichiens s'ils débouchaient par le pont de Neuburg. Pour appuyer ce mouvement, le général en chef marcha lui-même sur le Lech avec le reste des troupes qui étaient encore sur la rive gauche du Danube.

Ce dernier mouvement allait amener de nouveaux combats et de nouveaux succès ; mais nous devons parler maintenant des résultats de l'abandon du camp retranché d'Ulm. Le général Richepance, d'après les instructions du général Moreau, avait rétabli le pont de Günzburg, et s'était établi sur la rive gauche du Danube, en formant l'investissement de la place d'Ulm. Les troupes avaient la position suivante : la brigade du général Walther entre la Blau et le village de Jungingen ; celle du général Saluce avait sa droite à ce village et sa gauche au Danube. en avant de Thalfingen ; la brigade Levasseur, la

[1] L'électeur se retira à Straubing, avec environ 11,000 hommes de ses troupes qui formaient son contingent.

droite à Gundelfingen et la gauche vers Marbach; celle du général Drouet, la droite à Marbach et la gauche à Göcklingen. Le chef d'escadron Evers était, avec quelque cavalerie, entre Fofflingen et le Danube. 1800—an VIII Allemagne.

Sur ces entrefaites, des renforts étaient en marche pour se rendre des bords du Rhin à l'armée française. Le général Sainte-Suzanne se préparait, avec le corps d'observation qu'il avait été chargé d'organiser à Mayence, à traverser la Franconie pour s'approcher du Danube. Le général Klein, sorti de Kehl avec une colonne mobile, rétablissait les communications que les partisans avaient interceptées dans le Brisgau et dans la Souabe inférieure.

Combat de Neuburg; expédition du général Lecourbe dans le Vorarlberg et les Grisons; prise de Feldkirch; armistice conclu à Parsdorf, etc., etc. — Le général Lecourbe, arrivé, dans la soirée du 26 juin, à Rain, après avoir chassé un bataillon ennemi qui gardait ce poste important, apprit que le général Kray avait passé le Danube à Neuburg, la veille, avec un corps de 25,000 hommes, et qu'il avait laissé une arrière-garde sur la rive gauche, en prenant une bonne position à une lieue en avant de cette petite ville, sur la route qui, dans cet endroit, n'est qu'à trois cents toises du Danube. 15 juillet (26 messid.).

Les deux divisions Gudin et Montrichard se mirent en marche, le 27 au matin, pour attaquer le corps autrichien, qui avait devant lui des hauteurs boisées et séparées par un ruisseau encaissé, dont l'escarpement, plus rapide du côté du fleuve, appuyait parfaitement l'aile droite. Le général Montrichard, se portant directement sur Neuburg, rencontra le premier les avant-postes ennemis au village de Strass. Les Autrichiens, surpris par cette agression, se replièrent sur les hauteurs d'Unterhausen, où était déjà établi le gros de leurs troupes : Montrichard fit ses dispositions pour les y attaquer. Le général Espagne s'avança avec trois bataillons vers le plateau d'Unterhausen, en envoyant un autre bataillon sur Rohrenfels à droite, pour tourner la première position : la 10e légère, disposée en tirailleurs, couvrit cette attaque. Le général Schinner était en réserve avec le 9e régiment de hussards et le 6e de cavalerie

1800—an VIII Allemagne.

La position d'Unterhaus en fut enlevée, et le général Espagne parvint sur le revers des hauteurs à la vue de Neuburg; mais le bataillon envoyé sur Rohrenfels ayant été vivement repoussé, l'ennemi, qui le poursuivait, déborda le reste de la brigade. Espagne, attaqué par des forces supérieures, se retira, pour se défendre, sur les hauteurs qu'il venait d'emporter. Ce fut en vain que le général Schinner s'avança pour le soutenir; ces deux généraux furent blessés. Ainsi débordé par sa droite, canonné à sa gauche par des batteries placées sur la rive gauche du Danube, le général Montrichard fut forcé de repasser le ravin et de se retirer au village d'Oberhausen.

Cependant le général Moreau, prévoyant que le général Lecourbe aurait besoin de forces plus considérables que celles qu'il avait à sa disposition, venait de lui envoyer une des divisions de réserve (celle du général Grandjean), pour appuyer le mouvement des deux divisions Montrichard et Gudin : cette dernière avait marché sur Pötmess, où elle avait eu un engagement assez vif avec la cavalerie autrichienne, à la suite duquel le général Puthod s'était établi à Eschling. Lecourbe accourut bientôt à Oberhausen avec la division Grandjean, et rétablit le combat. Il fut formé trois colonnes d'attaque : la première, dirigée par l'adjudant général Coehorn, se porta sur la gauche d'Unterhausen, qu'elle tourna; la seconde, conduite par le capitaine du génie Rogniat [1], marcha directement sur le plateau, tandis que l'adjudant général Perrin, avec la troisième, dut se porter sur la gauche, pour attaquer la droite de l'ennemi. On se battit avec le plus grand acharnement. Les colonnes françaises s'étaient d'abord avancées l'arme au bras, sans tirer un seul coup de fusil, malgré un feu très-vif de huit pièces d'artillerie. La 14e demi-brigade légère et la 46e de ligne se trouvèrent bientôt engagées avec la cavalerie ennemie, sans se laisser entamer par les charges vigoureuses de celle-ci. Toutes les troupes étaient mêlées autour d'Unterhausen, et le combat se prolongea jusqu'à dix heures du soir. Les munitions étant épuisées de part et d'autre, on se battit à l'arme blanche ou

[1] Depuis lieutenant général, inspecteur général du corps du génie, etc., etc.

a coups de crosse de fusil. C'est là que périt un guerrier bien recommandable et l'un de ceux qui honorent le plus cette époque par ses vertus militaires et privées, l'intrépide Latour d'Auvergne de Corret [1]. 1800—an VIII Allemagne.

[1] L'armée porta pendant trois jours le deuil du grenadier Latour d'Auvergne, et la perte de ce brave fit presque oublier le succès de la journée. Personne ne méritait mieux que lui ces témoignages remarquables du regret public. « Les braves l'ont nommé le plus brave, disait le ministre de la guerre Carnot dans un rapport adressé au premier consul avant la mort de ce héros. Modeste autant qu'intrépide, il ne se montra jamais avide que de gloire. Il a refusé tous les grades, et c'est lui qui, simple capitaine, commandait, dans l'armée des Pyrénées-Occidentales, cette colonne infernale qui fit tant de mal aux Espagnols. La paix l'amène à Paris. Il apprend que le fils d'un de ses amis est appelé au service par la loi sur la première réquisition (loi de 1793), et que le père est inconsolable de cette séparation. Latour d'Auvergne vole aussitôt à l'armée, remplace le fils de son ami, et, pendant deux campagnes, le sac sur le dos, toujours au premier rang, il est à toutes les affaires et anime les grenadiers par ses discours et par ses exemples. Pauvre, mais fier, il refuse le don d'une terre que lui offrait un prince de Bouillon, le chef de sa famille. Parlant toutes les langues, son érudition égalait sa bravoure, et on lui doit l'ouvrage intitulé : *les Origines gauloises*. Tant de vertus, ajoute le ministre en terminant son rapport, appartiennent à l'histoire ; mais il appartient au premier consul de la devancer. »

Bonaparte donna à Latour d'Auvergne le titre de *premier grenadier de la république*, et lui décerna un sabre d'honneur. Cette décoration n'ajouta rien au dévouement, et redoubla la modestie de celui qui la portait. « Il n'est aucun des grenadiers mes camarades, écrivait-il à un ami, qui ne mérite cette arme autant que moi. Allons, il faudra la montrer de près à l'ennemi. A mon âge (il avait cinquante-deux ans) la mort la plus désirable est celle d'un grenadier sur le champ de bataille, et je la trouverai, je l'espère. » Son vœu fut exaucé. Après sa mort, les grenadiers de la quarante-sixième proclamèrent pour son successeur dans le beau titre de *premier grenadier de France* leur capitaine Cambronne, devenu depuis si célèbre et dont la bravoure et le caractère ont tant de rapport avec les vertus de son prédécesseur. Les consuls de la république ordonnèrent que le nom de Latour d'Auvergne serait toujours inscrit en tête du contrôle de la compagnie de grenadiers dont il faisait partie. Avant la nouvelle organisation de l'armée en 1814 et son licenciement en 1815, le sergent-major de la compagnie commençait l'appel des grenadiers par le nom de Latour d'Auvergne. Le plus ancien des grenadiers répondait : *présent*. Ce même soldat avait le privilége de porter constamment le cœur du héros enfermé dans une boîte de vermeil.

On éleva sur la hauteur d'Oberhausen, au lieu même où Latour d'Auvergne avait succombé, un monument simple comme le héros qu'on vou-

1800—an VIII Allemagne. Ce digne Français, ce véritable preux, capitaine d'infanterie en 1789, avait refusé, dans les premières campagnes des Pyrénées-Occidentales, tous les grades supérieurs qui lui avaient été offerts et auxquels ses talents, sa bravoure et son dévouement lui donnaient les plus grands droits. Chargé souvent de commandements importants, il était toujours resté capitaine. Après la paix conclue avec l'Espagne, Latour d'Auvergne, croyant avoir acquitté sa dette envers la patrie, s'était modestement confondu parmi les citoyens sans exiger aucune récompense de ses brillants services. Voué à l'étude dans son obscure retraite, il entendit encore une fois la voix de cette même patrie, qui réclamait les derniers efforts de ses généreux enfants pour obtenir la paix générale; il n'hésita point, et, reprenant ses armes, il se présenta comme simple soldat dans les rangs de la 46e demi-brigade, où son ancien régiment avait été incorporé. Le premier consul l'avait nommé le premier grenadier de France, au commencement de la campagne, en lui envoyant un sabre d'honneur. Grenadier dans la première compagnie de la 46e, commandée par le capitaine Cambronne [1], Latour d'Auvergne, en repoussant une charge de hulans, eut le cœur atteint d'un coup de lance, qui lui traversa le corps de part en part.

Le chef de brigade Fortin fut également tué et plusieurs officiers recommandables blessés. Le général Dessolles, chef de l'état-major de l'armée, dans son rapport au ministre de la guerre, donna de justes éloges aux généraux Espagne et Schinner, aux adjudants généraux Coehorn et Perrin, aux capitaines

lait honorer. Au moment où son corps, couvert de branches de chêne et de laurier, fut déposé dans la fosse préparée pour le recevoir, un grenadier le tourna dans la direction de Neuburg, en disant : « Il faut le placer dans la tombe comme il était de son vivant, faisant face à l'ennemi. »

Ce monument, consacré aux vertus et au courage, fut mis (pour emprunter les expressions du général Dessolles dans son ordre du jour) sous la sauvegarde des braves de tous les pays. Il subsiste encore aujourd'hui révéré par les habitants d'Oberhausen, qui le désignent aux voyageurs sous la dénomination de *Tombeau du brave*.

Le roi Louis XVIII fit remettre le cœur de Latour d'Auvergne à sa famille.

[1] Commandait en 1815 une division de la vieille garde; assez connu d'ailleurs par sa belle conduite et son noble caractère.

Rogniat et Noizet, aux lieutenants Schutz et Josselin et à un grand nombre d'autres officiers dont la liste serait trop longue à présenter. Les Autrichiens, indépendamment d'une perte considérable en morts et en blessés, laissèrent 800 prisonniers entre les mains des vainqueurs, qui occupèrent Unterhausen.

Le général Kray, se voyant devancé sur le Lech par les troupes françaises, et apprenant que le général Decaen venait de s'emparer de Munich après avoir battu le général Merfeld, évacua Neuburg pendant la nuit du 27 au 28, repassa le Danube avec toutes ses troupes, descendit à Ingolstadt, et se dirigea sur Landshut.

Il ne restait plus de troupes françaises en Souabe que les deux divisions du général Richepance, employées à faire le blocus de la ville d'Um. Le reste de l'armée entra en Bavière, à l'exception des trois petits corps détachés sous les ordres des généraux Molitor, Nansouty et Laval, qui couvraient les derrières de l'armée, en observant les trois principaux débouchés du Tyrol et du Vorarlberg, savoir : celui du Rheinthal, par Bregentz; celui de la vallée de l'Iller, par Kempten et Immenstadt, et celui de la vallée du Lech, par Schöngau et Füssen.

D'après les derniers mouvements opérés par l'ennemi, Moreau se détermina à prendre position sur la rivière de Paar; manœuvrant par sa gauche sur Ingolstadt et par sa droite sur Munich pour appuyer la division Decaen. Le général Ney passa le Danube avec sa division, composée d'infanterie légère et de cavalerie, pour observer et resserrer la place d'Ingolstadt. Le corps du général Lecourbe reprit sa place à l'aile droite et manœuvra en se rapprochant du Tyrol. Le corps du général Grenier était placé à Aichach et Pfaffenhofen. Le général Decaen, passant l'Isar, dut manœuvrer sur le flanc gauche de l'ennemi, pendant que la division Leclerc s'avançait sur Freisingen. Moreau établit son quartier général à Augsburg, où se trouvaient aussi le grand parc d'artillerie et la réserve de cavalerie.

Cependant le général Kray, étant arrivé sur l'Isar, ne put s'y établir de manière à se lier avec le corps du prince de Reuss, tandis que le général Lecourbe se portait avec dix-huit bataillons vers le Tyrol, pour y resserrer le prince de Reuss et s'ouvrir

1800—an VIII Allemagne. une communication avec l'armée d'Italie par le Vorarlberg et le pays des Grisons. Le général Leclerc, après avoir occupé Freisingen, se porta sur Landshut pour y attaquer l'avant-garde de l'armée autrichienne, commandée par l'archiduc Ferdinand. Leclerc avait divisé ses troupes en trois colonnes : celle du centre, aux ordres du général Heudelet, se dirigea par la route de Neustadt sur le faubourg de Landshut ; huit pièces de canon devaient soutenir cette attaque principale. Les colonnes de droite et de gauche, commandées par les généraux Desperrières et Bastoul, s'avancèrent à la hauteur du général Heudelet. L'action s'engagea vers deux heures après midi : le général Heudelet aborda brusquement un corps de 4,000 hommes d'infanterie, et l'enfonça ; les deux autres colonnes attaquant en même temps les deux flancs de cette ligne, les Français pénétrèrent dans le faubourg et s'avancèrent, malgré un feu très-violent d'artillerie, sur un pont qui sert de communication entre le faubourg situé sur la rive gauche de l'Isar et la ville bâtie dans une île. Le général Bastoul, arrivé le premier avec une compagnie de grenadiers de la 53e demi-brigade, fit les plus grands efforts pour enfoncer la porte qui se trouvait à l'extrémité du pont : les grenadiers finirent par la briser à coups de hache et sous le feu le plus meurtrier des ennemis qui la défendaient. Poussés vivement dans la ville, les Autrichiens n'eurent point le temps de rompre le pont qui communique avec la rive droite, ils se retirèrent en désordre, et furent poursuivis sur la rive droite jusqu'à la nuit. Le chef d'escadron Chouart, du 10e de chasseurs, culbuta quelques détachements qui voulurent se rallier au débouché d'un défilé, et prit deux pièces de canon. Le chef de brigade du même régiment, Ordener, sabra 300 hussards du régiment de Fischer, et leur fit 80 prisonniers. Le résultat de cette action fut la possession de Landshut, 600 prisonniers, au nombre desquels était le colonel Rubnitz, deux pièces de canon et 150 chevaux. L'ennemi y avait perdu 6 à 700 hommes.

Pendant ces mouvements de l'armée française, le corps du général Richepance continuait à resserrer la place d'Ulm. La garnison, qui n'avait fait encore aucune tentative offensive, opéra une sortie, dans la nuit du 7 au 8 juillet, en remontant la petite

rivière de Blau. Le chef de brigade Montbrun, qui commandait dans cette partie, replia ses postes jusqu'à la hauteur d'une batterie de deux pièces d'artillerie qu'il avait fait établir sur la rive droite, et, faisant inquiéter la colonne ennemie par deux compagnies de la 27e légère, dispersées en tirailleurs, il la chargea bientôt avec deux escadrons des 1er et 20e de chasseurs, la culbuta, la força à rentrer dans la place avec perte d'un certain nombre de tués et de 150 prisonniers du régiment de Murray.

Les Français, maîtres du cours de l'Isar, continuèrent à s'avancer dans la direction de Ratisbonne, tandis que le général Kray, se retirant en bon ordre à travers la plaine qui se trouve entre l'Isar et l'Inn, cherchait à prendre sa ligne de défense de Braunau à Kufstein. C'était en effet la position la plus favorable pour défendre l'entrée des États héréditaires de l'empereur. Le général autrichien plaça ses troupes de la manière suivante : le gros de l'armée s'établit entre Ampfing et Mühldorf sur la route qui conduit de Munich à Braunau, la réserve à Braunau, le corps du général Merfeld formant l'aile gauche le long de l'Inn vers Kufstein, et éclairant toute cette partie. Le corps du prince de Condé, qui arrivait en ligne, reçut l'ordre d'occuper Rosenheim et Wasserburg, afin de lier la gauche de l'armée avec la droite de corps du prince de Reuss sur les frontières du Tyrol.

On a vu plus haut qu'un chef de partisans autrichiens, le comte de Mier, avait inquiété les derrières de l'armée française pendant qu'elle était arrêtée devant Ulm. Chassé de la vallée de la Kintzig par le général Klein, Mier s'était rapproché de l'armée autrichienne et continuait ses excursions sur la rive gauche du Danube. Il résolut de surprendre le détachement français qui gardait Donauwörth et surveillait la construction des travaux que Moreau avait ordonnés sur la belle position du Schellenberg. En conséquence il s'approcha de la ville, dans la nuit du 5 au 6 juillet, avec un bataillon de chasseurs et un régiment de hulans, et le matin il y entra brusquement après en avoir brisé les portes. Trois compagnies de la 103e demi-brigade et une compagnie de sapeurs, ayant vainement essayé de se défendre, furent faites prisonnières ainsi que le commandant de la

1800—an VIII Allemagne place. Mier s'empara de tous les bagages, détruisit les magasins et les établissements que l'armée avait dans Donauwörth, et fit raser par les travailleurs eux-mêmes les retranchements que l'on construisait sur le Schellenberg. Ce coup de main hardi, que le commandant français aurait pu paralyser en se tenant sur ses gardes, comme il devait le faire, fut le seul événement remarquable qui eut lieu sur la rive gauche du Danube et en Bavière, jusqu'à l'armistice dont nous parlerons bientôt.

Pendant que les généraux Moreau et Kray s'observaient dans leurs positions respectives sur l'Isar et sur l'Inn, attendant l'issue des pourparlers entre leurs gouvernements, le général Lecourbe exécutait l'opération qui lui était confiée. Après avoir passé le Lech à Landsberg, il dirigea ses troupes sur Mindelheim et Memmingen, d'où il devait s'avancer vers les Grisons et le Vorarlberg. Afin de partager l'attention de l'ennemi et de lui donner le change sur le véritable point d'attaque, qui était Feldkirch, il forma trois colonnes, auxquelles se réunirent les détachements des généraux Molitor, Laval et Nansouty. La première, forte de huit bataillons, fut dirigée de Mindelheim par Kaufbeuren, sur Füsen et Reuti, sur le haut Lech, afin de donner de l'inquiétude au prince de Reuss pour sa retraite par la vallee de l'Inn; la deuxième colonne, forte seulement de cinq bataillons, conduite par le général Laval, devait être employée à l'attaque d'Immenstadt, pour seconder celle de Reuti et menacer ensuite Feldkirch, sur la route de Dornbirn; enfin, la troisième colonne, dont le général Molitor prit le commandement, fut dirigée sur Bregentz et Feldkirch; le général Lecourbe, avec une réserve d'infanterie et sa cavalerie, partit lui-même de Memmingen le 11 juillet et prit la même direction, à l'effet de soutenir le général Molitor dans l'opération principale dont il était chargé.

Le général Gudin commença son mouvement le 10, et repoussa les avant-postes du prince de Hohenlohe, qui occupait Fussen avec un corps de 4,000 et quelques hommes. Le gros de ces troupes était en position devant la ville entre le Lech, le lac d'Opfen et la petite rivière de Vils. Une première attaque fut sans résultat, et le général français dut remettre au lendemain une nouvelle tentative. Il partagea ses troupes en trois co-

lonnes : celle de droite, dont il se réserva la direction, remonta la rive droite du Lech ; celle du centre, conduite par le général Puthod, devait se porter sur la chaussée qui mène à Reuti ; le général Nansouty, à la tête de la colonne de gauche, se porta, de Weiheim sur Ammergau et Etal, pour tenir en échec les renforts ennemis qui pourraient déboucher par les défilés de l'Ammer et de la Loisach.

Le 11 au matin, ces colonnes se mirent en mouvement. Celle de droite rencontra deux bataillons et 300 chevaux ennemis à Valhaupten et les poussa sur Füssen, que les Français occupèrent après que le prince de Reuss eut jugé convenable de replier ses troupes sur Reuti.

De nouveaux obstacles encore plus difficiles à vaincre attendaient les Français au-dessus de Füssen. La route passe entre deux montagnes escarpées que couvraient plusieurs bataillons, et les Autrichiens y avaient élevé des retranchements garnis d'artillerie. Le premier de ces retranchements était au lieu appelé *Knie-pass* (passe du genou) : c'était une ligne flanquée de redoutes; le second, en remontant le Lech, est un fort nommé Ehrenberg. D'autres retranchements se trouvaient encore au-dessus. Le général Gudin ne crut pas devoir sacrifier des soldats pour forcer ce défilé, d'autant mieux que le but qu'on se proposait, celui de retenir le prince de Reuss à Reuti, était atteint. La colonne du général Nansouty avait rencontré à Saulgrüb quelques détachements ennemis, qu'elle culbuta et poursuivit jusqu'à Etal, après leur avoir fait 150 prisonniers.

Le général Laval, chargé d'attaquer Immenstadt, trouva ce poste évacué par le général Mercantin, que le prince de Reuss venait d'attirer à lui pour renforcer les troupes qui défendaient Reuti. Laval, conformément aux instructions qu'il avait reçues du général Lecourbe, se dirigea avec les cinq bataillons sur Staufen, pénétra, par Krumbach et Huttezau, dans la forêt de Bregentz, suivit la vallée de la Bregentz, remonta ensuite ce torrent en passant par Schwarzenberg et Mellau, jusqu'au pied des montagnes du Vorarlberg ; et s'avança par la petite vallée de l'Argenbach jusqu'à Damils, d'où il pouvait descendre, par la vallée de Montafou, sur les derrières de Feldkirch, et couper le retraite aux troupes qui occupaient cette ville.

1800 – an VIII Allemagne.

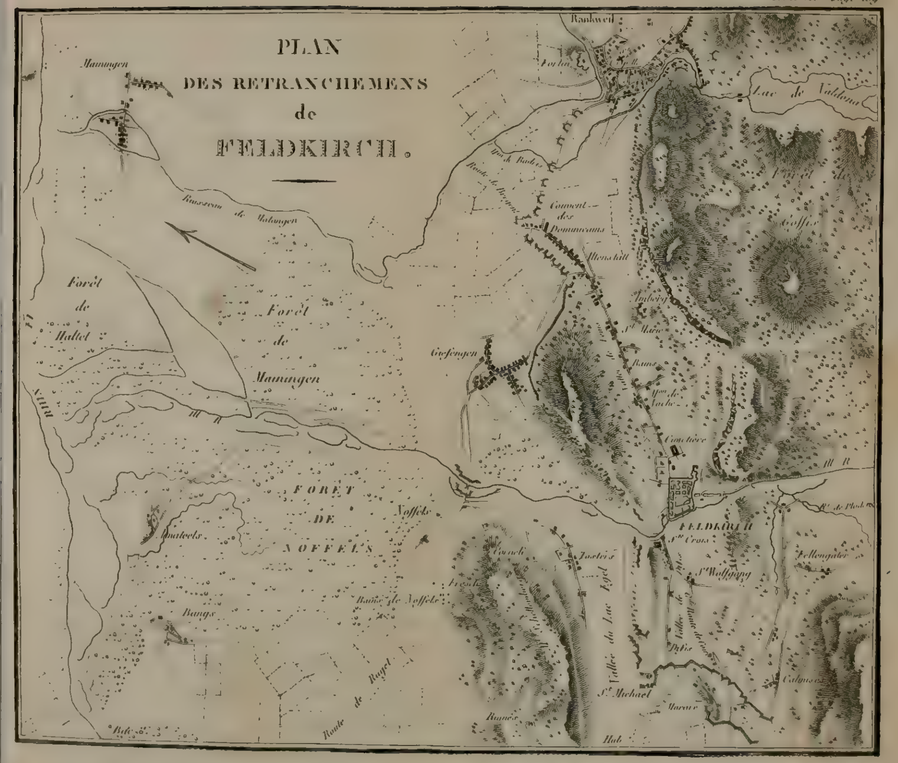
Cette marche audacieuse eut tout le succès que s'en était promis l'habile général qui l'avait tracée. Le général Laval dispersa ou tint en échec plusieurs milliers de paysans insurgés dans le Vorarlberg, ainsi que la légion suisse de Bachmann.

Le général Molitor, chargé de la principale attaque sur Feldkirch, avait à exécuter une opération difficile. Le général Lecourbe se rendit auprès de lui, dans la nuit du 12 au 13 juillet, et n'eut qu'à se louer des dispositions déjà faites. Afin de séparer les généraux Auffenberg et Jellachich, et les forcer à évacuer en même temps le pays des Grisons et le Vorarlberg, Molitor avait partagé ses six bataillons en trois colonnes. Celle de droite, formée de deux bataillons de la 95e demi-brigade sous les ordres de l'adjudant général Dormenan, se dirigea par le mont Kunkel sur Reichenau. Elle y rencontra un bataillon ennemi qui défendit d'abord avec résolution le pont jeté sur le Rhin; forcée de céder, cette troupe se rallia au delà du fleuve pour opposer une nouvelle résistance; mais elle fut culbutée. Dormenan eut le bras cassé d'un coup de biscaïen dans cette affaire.

Ce passage, qui coûta aux Français plusieurs morts et beaucoup de blessés, eût été effectué avec plus de facilité si le général Jardon, qui commandait la colonne du centre, et qui ne devait passer le Rhin qu'après la colonne de droite, n'eût pas précipité cette opération, et par conséquent jeté l'alarme dans tous les postes de la rive droite. Cette colonne du centre composée de deux bataillons de la 1re légère et de la 83e de ligne, avait passé le Rhin au gué, entre Armoos et Frilsen, longtemps avant le moment indiqué et convenu. Elle fut obligée d'attendre sur la rive droite, afin de se mettre en communication avec la colonne de droite.

Le général Jardon devait, après avoir passé le Rhin, porter une partie de ses troupes sur Coire, et l'autre sur Feldkirch; la circonstance que nous venons de rapporter retarda sa marche. Toutefois, quoique vivement attaqué, il se maintint sur la rive droite et repoussa les détachements qui l'avaient arrêté dans les deux directions indiquées. Le général Auffenberg se trouvant isolé par le mouvement des troupes de Molitor, évacua tout à fait la vallée des Grisons et se retira à Martinsbrück sur l'Inn. Malgré la blessure grave qu'il venait de recevoir, l'adjudant


Mainingen
Lac de Valdona
Forêt de
Goffis
Forêt
de
Hallet
Fl.
RHIN
Cimetière
Ill R
FELDKIRCH
Rte de Pluden
St. Croix
Fellengater
St. Wolfgang
Bang
Défilé
Calmisea
Marais


PLAN
DES RETRANCHEMENS
de
FELDKIRCH.
Rankweil
Mauningen
Lac de Valdona
Convent des Dominicains
Amberg
Gisengen
Forêt de Haltet
Forêt de Mauningen
Forêt de Goffis
RHIN
FORÊT DE NOFFELS
Noffels
Bangs
Route de Rugel
Route
FELDKIRCH
St. Wolfgang
Vallée du Lac Igel
St. Michael
Hub

général Dormenan conduisit sa colonne à Coire, dont il s'empara. 1800 — an VIII Allemagne.

La troisième et principale colonne, conduite par le général Molitor en personne et composée de deux bataillons des 83[e] et 36[e] demi-brigades, s'était mise en marche de Bregentz sur Feldkirch, soutenue par le général Lecourbe avec la réserve et l'artillerie. Le général Jellachich, qui commandait dans cette partie, avait sous ses ordres sept bataillons de troupes autrichiennes, deux légions de Suisses émigrés et une partie des milices du Vorarlberg, pour défendre la même position qui avait résisté deux ans auparavant à tous les efforts de Masséna et du corps de grenadiers conduit par le général Oudinot. Malgré la grande infériorité de ses forces, Molitor n'hésita point à attaquer sur-le-champ. Il déposta d'abord une avant-garde qui garnissait la première ligne de retranchements entre Hohenembs et le Rhin, à trois lieues de distance de Feldkirch. Les Autrichiens furent poussés jusqu'à Gotzis, une lieue plus avant. Mais en continuant de s'avancer les Français rencontrèrent des obstacles plus formidables que les premiers. Le village de Gotzis est situé derrière des hauteurs qui ferment obliquement la vallée et sur lesquelles l'ennemi avait élevé des retranchements que des marécages rendaient difficiles à aborder. Cette position fut attaquée et défendue avec opiniâtreté ; toutefois, les Français ayant emporté à la baïonnette les principales redoutes, le reste des retranchements fut abandonné par les Autrichiens, qui se retirèrent précipitamment jusque sous le canon de Feldkirch, où ils furent poursuivis. Le combat recommença plus vivement encore dans cette dernière position. Les ouvrages qui défendaient Feldkirch étaient bien armés, et l'ennemi, qui s'y était rallié, s'y défendit vaillamment. L'action dura jusqu'à dix heures du soir, les braves soldats de Molitor, excités par leurs premiers succès, s'opiniâtrant à forcer ces derniers retranchements. Parmi ceux qui se distinguèrent en cette occasion nous devons citer une compagnie tout entière de la 23[e] demi-brigade, commandée par le capitaine Poussin. Ce digne officier avait inspiré à sa troupe une ardeur telle que, pendant plus de six heures, elle soutint tout le feu d'un bataillon du régiment autrichien Kaiser, qui défendait un ouvrage armé de quatre pièces d'artillerie. Quand la nuit eut mis fin au combat,

1800 - an VIII Allemagne.

Poussin, chargé par le général Molitor de faire avancer l'arrière-garde des troupes qui allaient bivouaquer à quelque distance de la place, s'acquitta glorieusement de cette mission, et contint l'ennemi, qui voulait inquiéter ce mouvement rétrograde. La belle conduite du capitaine Poussin lui valut un sabre d'honneur que lui décerna le premier consul.

Le général Molitor se proposait de réattaquer le lendemain avec une nouvelle vigueur; mais le général Jellachich, ayant éprouvé dans les combats de la veille une perte assez grande, et ne se trouvant, pour défendre un poste d'un développement aussi considérable, que 3,800 hommes, jugea convenable, quoiqu'il fût encore supérieur en forces à son adversaire, d'évacuer Feldkirch pendant la nuit : la nouvelle qu'il reçut de l'approche de la colonne du général Laval, sur le point de descendre par la vallée de Montafou, fut une des causes qui lui firent prendre ce parti. Les Autrichiens se retirèrent donc sur Pludenz sans être poursuivis, et les Français occupèrent Feldkirch et son camp retranché, qu'ils trouvèrent dans le meilleur état de défense.

Ainsi, par cette brillante opération, si savamment combinée, où les soldats avaient déployé autant de valeur et de constance que les chefs de talents et d'audace, les Français se trouvaient maîtres de tout le Vorarlberg, de la vallée des Grisons; ils avaient fait 1,300 prisonniers et pris de l'artillerie. Le général Dessolles cita avec éloges, dans son rapport, les généraux Gudin, Molitor, Laval, Puthod, Nansouty et Jardon; les chefs de brigade Gallois, Heidel et Lochet; l'adjudant général Dormenan; les officiers supérieurs Le Gallier, Devillers, Fridolsheim; les capitaines Poussin, Oudot et Jacquet.

Sur ces entrefaites, le général Sainte-Suzanne s'était avancé, avec le corps d'observation formé à Mayence, vers la Franconie. Le 3 juillet, il avait forcé le passage de la Nidda et culbuté les partis autrichiens qui voulaient s'y opposer. Le 11 il passa le Mayn sur deux ponts qu'il fit établir, l'un à la hauteur de Nidderath, au-dessous de Francfort, l'autre au-dessus de la même ville, vis-à-vis d'Offenbach. Le lendemain il fut attaqué dans la position qu'il avait prise entre Neu-Weissemburg et Hanau. Les avant-postes français, s'étant laissé surprendre, se replièrent en désordre; mais ayant promptement rallié ses trou-

pes, Sainte-Suzanne culbuta les assaillants, et leur fit quelques centaines de prisonniers, la plupart du régiment de Beaulieu, dont le major fut tué. Les Autrichiens perdirent dans cette affaire 800 hommes tués ou blessés, restés sur le champ de bataille.

1800 - an VIII
Allemagne.

Le général Kray renouvela, le 13 juillet, la proposition d'un armistice entre les deux armées. Moreau, qui connaissait enfin les intentions de son gouvernement, ne crut pas devoir s'y refuser, et il chargea le général Lahorie [1] d'entrer en négociation avec le général autrichien. Pendant les pourparlers, les hostilités cessèrent sur tout le front de la ligne en avant de l'Isar; mais sur la gauche il y eut un engagement où les Français obtinrent l'avantage. Dans la nuit du 15 au 16 juillet, la garnison d'Ingolstadt, ayant fait une sortie, fit replier les avant-postes français jusqu'à Estteniheim. Le général Ney, qui commandait dans cette partie, accourut promptement au secours de ces postes avec quelques escadrons des 13e de dragons, 8e de chasseurs et 2e de hussards, tomba sur les Autrichiens, et enleva le village de Germersheim, où ils s'étaient retranchés. Chassé de ce poste, l'ennemi se retira sur les hauteurs de Wedstetten et d'Oberhaustal, où il fut joint par un renfort de quatre bataillons et de six pièces d'artillerie. Ney, à la tête de sa cavalerie, se jeta sans balancer sur ces troupes plus nombreuses que les siennes, les enfonça et les poursuivit jusque sous le canon d'Ingolstadt, en leur prenant trois pièces de canon et leurs caissons, et 600 prisonniers, parmi lesquels un lieutenant-colonel.

Ce dernier combat avait lieu le jour même de la conclusion de l'armistice entre les deux armées. Les conditions en avaient été arrêtées à Parsdorf, le 15 juillet, par le général major comte de Dietrichstein au nom du général Kray, et le général de brigade Victor Fannan-Lahorie, au nom du général Moreau. Comme cette convention d'armistice désigne les positions occupées par les deux armées, française et autrichienne, à la fin de cette première partie de la campagne de 1800, nous croyons

[1] Compromis depuis dans l'affaire de Pichegru en 1804, l'un des auteurs de la conspiration connue sous le nom de Mallet, en 1812, et fusillé à Paris le 29 octobre de la même année.

1800 – an VIII Allemagne. devoir la citer en entier, ainsi que nous l'avons fait pour l'armistice conclu en Italie avec le général Mélas; elle était ainsi conçue :

Art 1er. Il y aura armistice et suspension des hostilités entre l'armée de S. M. I. et de ses alliés en Allemagne, dans la Suisse, le Tyrol et les Grisons, et l'armée française dans les mêmes pays. La reprise des hostilités devra être annoncée respectivement douze jours d'avance.

2. L'armée française occupera tout le pays qui est compris dans la ligne de démarcation suivante : cette ligne s'étend depuis Balzers dans les Grisons, sur la rive droite du Rhin, jusqu'aux sources de l'Inn, dont elle comprend toute la vallée; de là aux sources du Lech, par le revers des montagnes du Vorarlberg jusqu'à Reuti, le long de la rive gauche du Lech. L'armée autrichienne restera en possession de tous les passages qui conduisent à la rive droite du Lech; elle forme une ligne qui comprend Reuti, s'étend au delà du Seebach près de Breitenwang, le long de la rive septentrionale du lac dont sort le Seebach, s'élève sur la gauche dans le Lechthal jusqu'à la source de l'Ammer; de là, par les frontières du comté de Werdenfels jusqu'à la Loisach, elle s'étend sur la rive gauche de cette rivière jusqu'au Kochel-See, qu'elle traverse jusqu'au Walchen-See, où elle coupe le lac de ce nom, et se prolonge le long de la rive septentrionale de la Jachnai jusqu'à son embouchure dans l'Isar, et, traversant cette rivière, elle se dirige vers Reitham sur le Tegern-See, au delà de la Manguald, près de Gmünd, et, sur la rive gauche de celle-ci, au delà de la Falley; de là elle prend sa direction par Ober-Laus, Reifing, Elkhofen, Gräfing, Eiking, Ebersberg, Malskirchen, Hohenlinden, Krainacker, Weting, Reting, Haidberg, Isen, Penzing, Zuphtenbach, le long de l'Isen [1], jusqu'à Fürden et Sendorf, où elle se porte vers la source de la Vils, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le Danube, et ensuite sur la rive droite de la Vils jusqu'à Vilsbiburg, et, au delà de cette rivière, jusqu'à Binabibourg, où elle suit le cours de la Bina jusqu'à Dornaich; elle

[1] Cette rivière prend sa source près de Hohenlinden, et se jette dans l'Inn au-dessous de Mühldorf.

la coupe près de Seemanshausen, s'étend vers la source du Kolbach, en suit la rive gauche jusqu'à son embouchure dans la Vils, et, se portant sur la gauche vers la Vils, se prolonge jusqu'à son embouchure dans le Danube. La même ligne s'étend sur la rive droite du Danube jusqu'à Kehlheim, où elle passe le fleuve et se prolonge sur la rive droite de l'Altmühl jusqu'à Pappenheim : elle se dirige ensuite par la ville de Weissenburg vers la Rednitz, dont elle longe la rive gauche jusqu'au point où elle se jette dans le Mayn ; elle suit de là la rive gauche de cette dernière rivière jusqu'à son embouchure. La ligne de démarcation sur la rive droite du Mayn, entre cette rivière et Dusseldorf, ne s'étendra plus vers Mayence jusqu'à la Nidda : dans le cas où les troupes françaises auraient fait, dans l'intervalle, des progrès de ce côté, elles conserveront ou reprendront la même ligne qu'elles occupent aujourd'hui 15 juillet.

1800—an VIII
Allemagne.

3. L'armée impériale occupera de nouveau la haute et la basse Engadine, c'est-à-dire la partie des Grisons dont les rivières se jettent dans l'Inn, et de la vallée de Sainte-Marie dans l'Adige. La ligne de démarcation française s'étendra depuis Balzers jusqu'au lac de Como, par Coire, Tossana, Splugen, Chiavenna, y compris le Luciensteig. La partie des Grisons située entre cette ligne et l'Engadine sera évacuée par les deux partis. Ce pays conservera sa forme de gouvernement actuelle.

4. Les places qui sont dans la ligne de démarcation, telles que Ulm, Ingolstadt, Philippsbourg, et lesquelles sont occupées par les Impériaux, resteront, sous tous les rapports, dans l'état où elles auront été trouvées par les commissaires nommés à cet effet par les généraux en chef ; la garnison n'en sera pas augmentée, et elles ne troubleront point la navigation sur les rivières et le passage sur les grandes routes. Le territoire de ces places fortes s'étend jusqu'à deux mille toises des fortifications ; elles s'approvisionneront tous les dix jours, et, pour ce qui regarde cet approvisionnement déterminé, elles ne seront pas censées comprises dans les pays occupés par l'armée française, laquelle, de son côté, ne pourra pas non plus empêcher le transport des munitions dans lesdites places.

5. Le général commandant l'armée impériale est autorisé à

1800—an VIII Allemagne. envoyer dans chacune de ces places une personne chargée d'informer les commandants de la conduite qu'ils auront à tenir.

6. Il n'y aura pas de pont sur les rivières qui séparent les deux armées, à moins que ces rivières ne soient coupées par la ligne de démarcation, et alors les ponts ne pourront être établis que derrière cette ligne, sans préjudice cependant des dispositions qui pourront être faites à l'avenir pour l'utilité des armées ou du commerce. Les chefs respectifs s'entendront sur cet article.

7. Partout où les rivières navigables séparent les deux armées, la navigation sera libre pour elles et pour les habitants. La même chose aura lieu pour les grandes routes comprises dans la ligne de démarcation, et cela pendant le temps de l'armistice.

8. Les territoires de l'empire et des États autrichiens qui se trouvent dans la ligne de démarcation de l'armée française sont sous la sauvegarde de la loyauté et de la bonne foi; les propriétés et les gouvernements actuels seront respectés, et aucun des habitants de ces contrées ne pourra être inquiété, soit pour services rendus à l'armée impériale, soit pour opinions politiques, soit pour avoir pris une part effective à la guerre.

9. La présente convention sera expédiée avec le plus de célérité possible.

10. Les avant-postes des deux armées ne communiqueront point entre eux.

La publication de cet armistice répandit une joie égale parmi les deux nations belligérantes. Des deux côtés on était fatigué de la guerre, des deux côtés on désirait ardemment la paix. Le chef du gouvernement français, habile à se rendre les circonstances favorables, n'avait pas manqué de profiter de cette disposition des esprits, et s'était de plus en plus concilié l'opinion publique en démontrant, par ses démarches, qu'il partageait les vœux de tous les Français, et désirait lui-même sincèrement la cessation définitive des hostilités. Quoique l'Autriche fût loin de se montrer aussi sincère dans ses dispositions pacifiques, elle avait paru se rendre au vœu général de ses peuples; et ceux-ci, en voyant les armées suspendre tout à coup les hostilités, ne doutèrent point que l'armistice de Parsdorf ne fût suivi d'un traité

de paix définitif. La France partagea le même espoir; mais il ne devait pas se réaliser encore. 1800—an VIII Allemagne.

Siége et prise de Malte par les Anglais. — Lorsque Bonaparte, allant à la conquête de l'Égypte, avait enlevé l'île de Malte à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, il suivit trop aveuglément les instructions du Directoire pour espérer lui-même que la république française pût conserver longtemps cette possession isolée, et désormais en butte aux attaques continuelles des Anglais, maîtres de la Méditerranée. Il avait déjà trop d'expérience pour ne pas prévoir que la dissolution subite de l'Ordre au gouvernement duquel les Maltais étaient habitués, et qui faisait la force morale de ce poste important, en entraînerait tôt ou tard la perte. Mais, trop occupé du plan gigantesque qu'il allait mettre à exécution et dont l'occupation de Malte n'était à ses yeux qu'un accessoire médiocre; pressé d'ailleurs d'arriver sur les côtes d'Égypte avant l'escadre anglaise, Bonaparte ne pensa point à éclairer le Directoire sur ses véritables intérêts, et se contenta de prendre à la hâte des mesures bien insuffisantes pour la sûreté d'une conquête qui lui avait coûté peu d'efforts. 5 septemb. (18 fructid.) Méditerranée

Si ce général eût pris sur lui de transiger avec l'ordre de Malte, et se fût fait une loi de respecter ses propriétés et son existence politique; si, en obtenant la faculté d'établir une garnison dans la place et les forts de cette île, il n'eût introduit dans les institutions d'autres changements que ceux que les circonstances rendaient nécessaires, il courait la chance avantageuse de rencontrer dans les Maltais des alliés fidèles; au lieu qu'en agissant autrement il s'exposait imprudemment au danger d'isoler une poignée de soldats au milieu d'une population ennemie, qui devait saisir avec empressement la première occasion de secouer le nouveau joug qu'on lui imposait.

Les événements ne tardèrent point à justifier ce raisonnement. On a vu, dans le cinquième volume, qu'en quittant Malte, pour continuer sa marche vers les côtes d'Égypte, Bonaparte avait laissé dans cette île une garnison de 4,000 hommes, qui devait être renforcée par des troupes envoyées d'Italie et faisant partie d'une seconde expédition qui se préparait à Toulon : ce renfort ne put parvenir à sa destination, à cause de l'interruption subite des communications. Le général Vaubois, chargé

1800—an VIII Méditerran. du commandement de Malte, ne pouvait que très-difficilement, avec les faibles moyens mis à sa disposition, se défendre contre les entreprises du dehors. Il fallait qu'avec 4,000 hommes, mal pourvus de vivres et de munitions, il tînt tête à l'ennemi qui viendrait l'attaquer par mer; et si, d'après toutes les probabilités, la population maltaise se déclarait contre lui, il n'avait d'autre parti à prendre que de se renfermer dans la cité la Valette, et de s'y maintenir, aussi longtemps que possible, contre les entreprises du dehors et de l'intérieur. 4,000 hommes, quelque valeureux et dévoués qu'on les supposât, étaient en effet insuffisants pour contenir une population de 100,000 âmes, déjà mal disposée, et pour repousser les tentatives des Anglais et de leurs alliés les Portugais et les Napolitains, qu'on devait s'attendre à voir arriver incessamment devant l'île. La situation du général Vaubois et de sa troupe à Malte était donc fort embarrassante, même dans les premiers temps de l'occupation, et ce ne fut que par une continuité d'actes de valeur, de constance et de dévouement que les Français purent se maintenir plus de deux ans sur un rocher stérile, privés de tous secours et pressés par la faim, encore plus que par les armes de leurs ennemis.

Un mois s'était à peine écoulé depuis le départ de Bonaparte et de l'escadre française que déjà le général Vaubois put s'apercevoir du funeste effet produit par l'établissement forcé du régime républicain dans l'île : la masse du peuple se voyait avec regret séparée des hommes qu'elle regardait depuis longtemps comme ses protecteurs naturels. Les nobles indigènes et les prêtres, ennemis déclarés des Français dans tous les lieux où ceux-ci portaient leurs armes, avaient chaudement embrassé la cause des chevaliers, et par leurs discours ils exaspérèrent encore les regrets et le mécontentement du peuple. Ayant perdu eux-mêmes leurs droits et leurs priviléges, et ne voyant devant eux qu'un avenir humiliant et malheureux, ils ne songèrent qu'à la vengeance et aux moyens de l'exercer avec le moins de danger possible pour leur sûreté. Les prêtres surtout, que leur ministère mettait plus immédiatement en contact avec le peuple, se chargèrent du soin d'exciter les haines et de fomenter la sédition. Ces deux classes d'habitants réunies par le même intérêt

formèrent bientôt une ligue redoutable et préparèrent les voies aux ennemis du dehors. 1800 – an VIII Méditerran.

Pendant les deux premiers mois de l'invasion de l'Égypte et tant que la fortune de Bonaparte ne reçut point d'échec, les conspirateurs maltais n'osèrent point sortir de l'obscurité qui les enveloppait. D'ailleurs, les vigoureuses mesures de police et de surveillance établies par le général Vaubois retenaient encore sous le joug d'une obéissance forcée et dans la crainte ces agitateurs, inhabiles aux démarches hardies et décisives. Mais lorsque la nouvelle du désastre d'Aboukir parvint à Malte, lorsqu'on y fut assuré que l'armée navale française presque tout entière avait été détruite par celle de l'amiral Nelson, les ferments d'une insurrection générale commencèrent à se manifester. Une première émeute n'eut pas de suite, parce qu'elle manquait d'ensemble, et les insurgés, battus ou dispersés sur plusieurs points, furent contraints de mettre bas les armes; mais cet essai fit apercevoir aux Français le danger auquel désormais ils allaient être exposés. Menacées dans tous les postes qui n'étaient point retranchés, les troupes se rapprochèrent de la place, et ne sortirent plus qu'avec précaution de leurs cantonnements.

La perte de l'escadre française à Aboukir était en effet un coup terrible porté aux Français qui occupaient Malte, et devait accélérer leur expulsion de cette île. Ils n'avaient plus l'espoir d'être protégés par des forces navales, et leur salut ne dépendait plus à l'avenir que de leurs propres efforts. L'Angleterre restait libre d'employer tous ses moyens pour enlever Malte à ses nouveaux possesseurs et pour s'emparer d'un poste qui lui assurait irrévocablement l'empire de la Méditerranée.

Les contre-amiraux Villeneuve et Decrès avaient ramené à Malte les tristes débris de l'escadre française, consistant en un vaisseau et deux frégates[1], *le Guillaume-Tell, la Diane* et *la Justice*, lorsque quelques vaisseaux portugais sous les ordres de l'amiral marquis de Nizza se présentèrent devant le port. Cette apparition augmenta les embarras de la situation des Français. Déjà la cour de Naples avait fait défendre à ses sujets de

[1] Le vaisseau *le Généreux*, commandé par le brave capitaine Lejoille, s'était rendu dans l'Adriatique.

1800 – an VIII Méditerran. terre ferme et de la Sicile toute communication avec Malte. Cette circonstance avait empêché le général Vaubois de pouvoir faire aucun approvisionnement, et de remplacer ses consommations journalières : il commençait à éprouver la disette de vivres, et l'ordre le plus sévère devenait indispensable pour ménager les munitions qui restaient encore. La place de Malte fut déclarée en état de siége, et le général fit faire les recherches les plus exactes des vivres qui pouvaient se trouver en magasin chez les particuliers.

A quelque temps de là, l'escadre anglaise de Nelson vint joindre la division portugaise, et bientôt après deux frégates napolitaines augmentèrent encore la ligne de blocus. Les Anglaïs mirent à terre un corps de 1,200 hommes pour soutenir les insurgés, et exciter à la révolte ceux des habitants qui ne s'étaient point encore déclarés. Un convoi napolitain, venu de Sicile sous la protection des deux frégates dont nous venons de parler, apporta aux Maltais révoltés des armes, des munitions et des vivres en abondance : ces secours déterminèrent une insurrection générale. Les paysans, levés en masse, furent organisés en compagnies, en bataillons, en régiments, commandés par des officiers anglais et portugais. Bientôt assez nombreux pour braver ouvertement les Français, ils s'approchèrent de la place et obligèrent le général Vaubois de faire rentrer dans les murs toutes les troupes de la garnison. En investissant la cite la Valette, les insurgés établirent leur quartier général à la cité vieille, où le drapeau napolitain fut arboré. Les maladies et les assassinats partiels auxquels les soldats français avaient été exposés jusqu'alors dans l'intérieur de l'île avaient tellement affaibli la garnison qu'elle ne comptait pas plus de 2,200 hommes en état de combattre : aussi, sans les équipages des bâtiments ramenés d'Aboukir, il eût fallu renoncer à défendre les forts. Le contre-amiral Decrès fut chargé du commandement des marins mis à terre pour renforcer la garnison, et le contre-amiral Villeneuve conserva le commandement des bâtiments de guerre qui se trouvaient alors renfermés dans le port des galères.

Le général Vaubois fit toutes les dispositions nécessaires pour une résistance vigoureuse et prolongée. On répara avec soin toutes les fortifications; tous les mendiants, les hommes devenus

suspects, les bouches inutiles furent expulsés de la place. Le général fit mettre en réquisition le plomb qui pouvait se trouver chez les habitants, pour le convertir en balles, et il fit prendre dans les magasins des marchands les étoffes propres à l'habillement des troupes. Des chaloupes furent envoyées le long de la côte et à l'île de Goze pour entretenir les communications avec les garnisons françaises des autres forts et leur faire passer des secours ; des bâtiments légers furent expédiés en France, en Italie, en Corse et sur les côtes de Barbarie pour faire connaître la situation de la garnison de Malte, réclamer des secours, et ramener des munitions et des vivres.

1800—an VIII Méditerran.

Dès les premiers jours du blocus, les amiraux anglais et portugais avaient envoyé au général Vaubois une sommation pour qu'on eût à leur livrer la place, les vaisseaux de guerre français et les bâtiments qui avaient appartenu à l'Ordre. Ils offraient un pardon généreux à ceux des habitants qui avaient embrassé la cause des Français. Vaubois répondit en ces termes aux propositions qui lui étaient faites : « Vous avez sans doute oublié que des Français sont dans la place. Le sort des habitants ne vous regarde point. Quant à votre sommation, les soldats français ne sont point habitués à ce style. »

Cependant, malgré tous les soins et la vigilance du général français, il faillit être surpris au moment où il s'y attendait le moins. Les habitants de la ville étaient parvenus à se concerter avec les insurgés, qui occupaient, comme nous l'avons dit, la cité vieille. D'après le plan arrêté entre eux, les premiers devaient surprendre un poste français sur le rempart du fort Manoel, situé dans une île à l'ouest de la cité la Valette, faciliter l'escalade à ceux du dehors, et tous ensemble égorger la garnison. Ce complot, quoique découvert et dénoncé au général Vaubois par un Grec qui en surprit le secret, fut cependant sur le point d'être exécuté dans la nuit du 19 janvier 1799, et le hasard seul en empêcha le succès. Le révélateur n'ayant pas pu désigner précisément l'endroit où l'escalade devait avoir lieu, Vaubois avait redoublé de précaution et fait multiplier les rondes et les patrouilles. Vers neuf heures du soir, un officier à la tête d'un petit détachement de 8 hommes, rentrant dans le fort Manoel à la suite d'une exploration au dehors, aperçut au pied du

1800—an VIII Méditerran. rempart, près de la porte Marsa-Muciette, un groupe d'hommes armés qui lui parurent étrangers à la garnison. Bien qu'il fût de beaucoup inférieur en force à ce rassemblement, il ne balança point à marcher dessus. Il avait fait à peine quelques pas lorsqu'il se vit entouré par les Maltais, qui se présenterent de différents côtés. Ce brave, sans se déconcerter, exhorte sa petite troupe à tenir ferme, et charge ses nombreux adversaires avec une telle impétuosité qu'il les met en fuite et leur fait dix prisonniers.

Dans le même moment, on entendait une salve d'artillerie que le général Vaubois venait d'ordonner en réjouissance de l'arrivée d'un bâtiment génois, qui avait apporté des vivres et des nouvelles de France. Cette détonation fit croire aux insurgés du dehors que les conjurés étaient maitres de la ville et donnaient le signal convenu ; ils s'avancèrent alors en masse et à découvert jusqu'au pied des remparts ; mais les Français, déjà sur leurs gardes, les écrasèrent par la mitraille et un feu de mousqueterie à bout portant. Cet événement répandit la terreur parmi les Maltais et ranima la confiance de la garnison, qui fut encore encouragée par l'arrivée d'une goëlette venant d'Ancône et de la frégate *la Boudeuse*, partie de Toulon, amenant, l'une et l'autre, des approvisionnements en vivres et en munitions.

Pendant les neuf mois qui suivirent cette tentative infructueuse de la part des assiégeants, le général Vaubois parvint, à force de courage, de constance et de dévouement, à contenir les efforts des habitants de l'île et des alliés sur la mer. Les ressources en munitions et en vivres s'épuisant journellement, et le nombre des défenseurs de Malte diminuant progressivement, le général avait fait partir de temps à autre pour France et pour des pays amis des émissaires à l'effet de réclamer des secours ; le commissaire du gouvernement Regnaud (de Saint-Jean d'Angely[1]) se rendit lui-même auprès du Directoire pour exposer la situation de Malte. Presque tous les bâtiments expédiés furent enlevés par les croisières.

[1] Mort à Paris, le 11 mars 1819, quelques heures après son retour dans sa patrie, dont un long exil l'avait séparé.

Toutefois, au milieu des privations et des dangers de toute espèce, les Français ne se laissaient point abattre. Une discipline sévère régnait parmi les troupes ; un seul sentiment animait les soldats et les officiers, celui de défendre jusqu'à la dernière extrémité une possession dont ils sentaient toute l'importance, en même temps qu'ils reconnaissaient la difficulté de recevoir des renforts de France en raison de la déplorable situation de la marine nationale et des résultats de la guerre sur le continent, où la république avait déjà perdu ses conquêtes, et voyait ses frontières menacées. 1800—an VIII Méditerran.

Nous avons dit que le général Vaubois avait fait sortir de la place les bouches inutiles, et s'était emparé des magasins établis pour la subsistance de la ville. Les habitants eurent ordre de faire eux-mêmes leur pain, et d'acheter au comptant de l'administration militaire le grain qui leur était nécessaire. Par ce moyen, on se procura quelques rentrées, qui servirent à l'entretien de l'hôpital et aux dépenses de l'arsenal. Mais cette ressource étant épuisée et la pénurie d'argent ne se faisant pas moins sentir que celle des vivres, Vaubois fut obligé de recourir à un emprunt forcé. Il fit accepter aux propriétaires et aux particuliers des obligations au nom du gouvernement français, payables à la paix générale : par cette mesure adroite, les plus riches habitants de Malte se trouvèrent intéressés à concourir de bonne foi à la défense de la place. La dette générale de la garnison montait, il est vrai, à une somme très-considérable ; mais le général offrait aux prêteurs pour plus de deux millions de biens nationaux à vendre si les Français parvenaient à rester maîtres de l'île.

Le produit de cette opération financière servit pendant quelques mois à mettre au courant la solde entière de la garnison ; mais d'autres besoins se firent sentir : les habits des soldats tombaient en lambeaux. C'est alors que Vaubois se servit des cotonnades et autres étoffes qu'il avait déjà fait mettre en réquisition pour remplacer le drap, qui manquait entièrement. L'infanterie de ligne fut habillée en cotonnade blanche, l'infanterie légère en rouge ; l'artillerie eut des vêtements de couleur brune, et les marins des vestes et pantalons rayés. Les officiers furent vêtus en étoffes de soie et camelot de couleur.

1800—an VIII Méditerr. Durant l'hiver de 1798 à 1799, le scorbut avait fait de grands ravages. Afin d'y remédier, le général Vaubois n'ignorant pas que l'usage des viandes salées contribue beaucoup à la propagation de cette maladie, encouragea les troupes à la culture des végétaux. Il n'y eut d'abord que quelques canonniers qui s'en occupèrent; mais leurs premiers essais ayant été récompensés par des bénéfices extraordinaires, ils trouvèrent bientôt de nombreux imitateurs. Les soldats étaient d'ailleurs intéressés à cette culture pour leur propre conservation. Au bout de quelques mois, les fossés transformés en jardins potagers ne suffisaient plus à cet empressement général. On vit les soldats se donner des peines incroyables pour rapporter des terres dans les endroits où il n'y en avait point. Mais le soin de créer ainsi des terrains productifs ne présentait pas encore la plus grande difficulté à vaincre : afin de fertiliser ce terrain dans un pays où la chaleur est excessive, il fallait l'arroser, et l'on était obligé d'aller puiser l'eau dans des citernes quelquefois à de grandes distances, et toujours avec des fatigues extrêmes. C'est surtout dans cette occasion que la nécessité développa le génie des soldats français. Ils inventèrent des machines hydrauliques aussi simples qu'ingénieuses au moyen desquelles ils faisaient descendre ou monter l'eau dans les fossés ou sur les remparts, qui dans certaines parties avaient jusqu'à quatre-vingts pieds d'élévation. Le climat étant très-favorable à la végétation, les légumes et les plantes potagères se multiplièrent très-rapidement : l'aridité seule pouvait s'opposer à leur récolte; mais en se procurant l'eau indispensable, les soldats avaient trouvé le moyen de se pourvoir abondamment de végétaux nourrissants, dont la culture avait le double avantage d'entretenir la santé et d'assurer des aliments plus agréables et moins échauffants que ceux qu'on avait tirés jusqu'alors des magasins.

L'éducation des lapins fut encore, pour les Français renfermés dans la place de Malte, d'un grand secours. A la vérité, les soldats s'exposaient aux plus grands dangers pour aller ramasser l'herbe destinée à la nourriture de ces animaux ; mais ceux-ci, qui se multiplièrent extraordinairement, devinrent, ainsi que les poules, une ressource bien précieuse pour des hommes qui, pendant près de deux ans, furent privés de viande de

boucherie, même dans les hôpitaux, où le bouillon pour les convalescents se faisait avec de la viande de cheval. Les soins donnés aux malades, malgré la faiblesse des ressources en médicaments et en vivres réparateurs, contribuèrent à les rétablir promptement et à diminuer le nombre des morts pendant la première année du siége. Les marchés de la ville étaient approvisionnés en poulets, lapins, œufs, chiens, chats, rats, légumes; les marins apportaient aussi des coquillages et le poisson qu'ils pouvaient prendre dans le port, et principalement dans la cale ou petit port des galères. La vente de ces denrées procurait de l'argent aux soldats et les mettait dans l'aisance.

Tout en donnant ses soins au bien-être physique de ses soldats, le général Vaubois crut devoir s'occuper aussi de soutenir leur moral au milieu des ennuis inséparables de leur position dans une place assiégée depuis si longtemps et ou les événements militaires n'étaient pas assez fréquents pour causer une distraction suffisante. Le gouverneur de Malte autorisa donc la formation d'une troupe de comédiens, et protégea l'établissement d'un spectacle qui devait servir à charmer la monotonie de l'existence des officiers et des soldats, et les lier par de plus douces habitudes aux habitants de la ville, distraits eux-mêmes de leurs soucis par cette mesure bienfaisante. Un musicien que ses charmantes compositions ont rendu depuis si célèbre en France, Nicolo Isouard [1], chevalier servant de l'ordre de Malte, né dans cette île, mais Français d'origine et d'opinion, fut placé à la tête de cet établissement. Il était attaché au général Vaubois en qualité de secrétaire interprète, et il composa pendant le siége plusieurs opéras qui obtinrent un grand succès. Le général Vaubois établit également des écoles d'écriture, de calcul, de dessin, de danse et des salles d'escrime : en un mot, il ne négligea rien de ce qui pouvait charmer les privations et entretenir l'esprit et le corps dans une activité salutaire. Cette industrieuse prévoyance ne prenait rien sur les autres détails administratifs et militaires dans lesquels le gouverneur de Malte entrait avec autant de vigilance que de sagacité.

[1] Nicolo est mort à Paris au commencement de l'année 1818, à l'âge de quarante-trois-ans.

1800—an VIII Méditerran. La penurie des vivres augmentant sans cesse, il fallut diminuer progressivement le nombre des consommateurs dans la place. De quarante-cinq mille habitants qui s'y trouvaient renfermés au commencement du blocus, il n'en restait plus guère que neuf mille vers la fin de l'année 1799, en y comprenant encore les autorités administratives et les personnes attachées au service de la place.

La garnison, d'ailleurs peu inquiétée par les forces qui la tenaient bloquée, au milieu des privations de tout genre, ne perdait rien de sa constance et de son dévouement. Ce dernier sentiment, dont elle regrettait de ne pas donner des preuves plus fréquentes, augmenta encore, s'il était possible, en apprenant la révolution qui avait placé Bonaparte à la tête du gouvernement de la France. Jusqu'à cette époque, les assiégeants avaient cherché à effrayer cette même garnison par des sommations ou des communications qui renfermaient le récit des revers éprouvés en Italie et en Allemagne par les armées françaises; ils avaient même défiguré l'événement du 18 brumaire, et s'étaient bien gardés de laisser transpirer la nouvelle du choix de Bonaparte pour premier consul, parce qu'ils en craignaient l'effet sur l'esprit des soldats et des officiers, pleins de confiance dans la fortune du vainqueur de l'Italie et de l'Égypte. On était donc à Malte dans une ignorance complète de ce qui s'était passé en Europe depuis les nouvelles apportées par la frégate *la Boudeuse*, vers le mois de février 1799, lorsqu'en janvier 1800 un aviso réussit à tromper la vigilance des croisières et vint dissiper toutes les incertitudes en entrant dans le port. Sur ce bâtiment était le capitaine d'état-major Saint-Remi[1], porteur des dépêches du gouvernement consulaire et des papiers publics depuis le 18 brumaire (9 novembre) jusque vers le milieu de décembre. Ces nouvelles causèrent une joie universelle parmi les Français qui se trouvaient à Malte. La constitution de l'an VIII fut reçue avec acclamation : les troupes, persuadées que le premier consul ferait tout ce qui dépendrait de lui pour les secourir, jurèrent de s'ensevelir sous les ruines de Malte, plutôt que de se rendre aux ennemis de la France.

[1] Depuis maréchal de camp.

Ce serment aurait été accompli si les Français n'eussent eu à repousser que les attaques combinées et jusqu'alors infructueuses des assiégeants par terre et par mer. Mais l'ennemi le plus redoutable, le seul qu'il ne fût point en leur pouvoir de vaincre, était le manque de vivres et de munitions, dont ils étaient incessamment menacés. Nous verrons en effet que ces deux causes purent seules triompher de la persévérance de Vaubois et de ses troupes, et les forcer de violer un serment prononcé dans un moment d'enthousiasme et de délire, et qu'ils ne pouvaient plus tenir.

Repoussés dans leurs attaques, les assiégeants avaient renouvelé plusieurs fois leurs sommations. Vaubois répondit à celle que Nelson lui envoya le 1er novembre 1799 : « Jaloux de mériter l'estime de votre nation, comme vous recherchez celle de la nôtre, nous sommes résolus de défendre cette forteresse jusqu'à l'extrémité. Quant à l'intérêt que vous prenez aux rebelles de la campagne, leur conduite parjure les mène à leur perte ; c'est tout ce qu'ils peuvent attendre de leurs projets insensés. Nous les plaignons sincèrement d'être les dupes des conseils de quelques ambitieux, et nous sommes disposés à repousser leurs efforts avec tout le courage dont des gens d'honneur peuvent être susceptibles. » Trois autres sommations furent faites à divers intervalles sans obtenir plus de succès. Irrités de ces refus constants, les assiégeants résolurent de tenter un dernier effort pour emporter la place d'assaut. Le 16 février 1800 [1], les insurgés maltais, encouragés et soutenus par des détachements de troupes anglaises et napolitaines, attaquèrent la place du côté de la mer. Ils s'avancèrent jusqu'au pied des remparts avec des barques, et tentèrent d'escalader le mur d'enceinte du côté de Bourmala. Cette attaque était protégée par le feu des bâtiments anglais, portugais et napolitains qui formaient la ligne de blocus, à l'effet d'appeler l'attention de la garnison sur plusieurs points à la fois ; mais les Français ne prirent point le change. Au moment où l'ennemi s'élança de ses barques pour appuyer ses échelles et tenter l'assaut, un feu de mitraille bien dirigé

[1] Le général Mathieu Dumas place cette action au 16 février 1799 : c'est une erreur de date.

1800—an VIII Méditerran. les repoussa et les renversa dans la mer, où la plupart se noyèrent.

Deux jours après cette dernière entreprise, une nouvelle bien affligeante vint éprouver d'une manière plus forte la constance des braves défenseurs de Malte. Le contre-amiral Perrée avait appareillé de Toulon, au commencement de février de cette année, avec une division composée du vaisseau de guerre *le Généreux,* un des bâtiments échappés au désastre d'Aboukir, de trois corvettes et de plusieurs bâtiments de transport, ayant à bord 3,000 hommes de troupes et une quantité de vivres et de munitions de guerre. Arrivé, le 18 février, jusqu'à la hauteur de Malte sans avoir rencontré de navires ennemis, il aperçut la frégate anglaise *le Succès,* faisant partie de la ligne de blocus, et manœuvra pour la capturer. Un cutter, qui accompagnait la frégate, força de voiles pour prévenir l'amiral Nelson, qui montait *le Foudroyant* [1] et croisait au vent de l'île. L'amiral anglais se rapprocha, et laissa arriver sur le convoi français avec des forces supérieures. Le combat s'engagea à la vue de Malte; le contre-amiral se défendit en désespéré, et fut blessé mortellement [2]. L'heureux Nelson réussit à s'emparer du *Généreux,* qui lui avait échappé à Aboukir : le convoi se dispersa ; quelques transports furent pris par l'escadre de l'amiral Keith; et, de cette division, les trois corvettes seules rentrèrent dans le port de Toulon.

Ce funeste événement, dont les Français de Malte avaient été, pour ainsi dire, les malheureux témoins, fit prendre au général Vaubois la résolution d'envoyer le contre-amiral Decrès sur le vaisseau *le Guillaume-Tell* pour annoncer au premier consul que la place ne pouvait pas tenir au delà du mois de juin. Decrès

[1] Vaisseau de guerre français et l'un des plus beaux de notre ancienne marine : les Anglais l'avaient pris à Toulon en 1793.

[2] Blessé d'abord à l'œil gauche par un éclat de bois, Perrée dit à ceux qui l'entouraient : Ce n'est rien, mes amis, continuons notre besogne. » Resté sur le banc de quart, il ordonnait une manœuvre, quand un boulet lui emporta la cuisse droite; il tomba sans connaissance, et expira quelques moments après. La perte de ce brave officier fut vivement sentie par tous les marins français; les Anglais eux-mêmes avaient su apprécier son courage et son habileté.

tenta en vain de traverser la croisière ennemie : son vaisseau, le dernier qui restât de la flotte d'Égypte, eut le même sort que les autres. Nelson s'empressa de faire connaître ce nouveau revers à la garnison, en envoyant une cinquième sommation, qui n'eut pas plus de succès que les précédentes.

1800 — an VIII
Méditerran.

Les munitions, les moyens de subsistance et jusqu'aux médicaments pour les malades s'épuisaient de plus en plus dans Malte; les soldats touchaient au moment des plus grandes privations. Une poule se vendait soixante francs, un lapin douze francs, un œuf jusqu'à vingt sous, une laitue dix-huit sous, un rat quarante sous, et le poisson jusqu'à six francs la livre. Les chaleurs et la disette multiplièrent bientôt les maladies. Le typhus, qui prit naissance dans les hôpitaux, enleva 120, 130 hommes par jour. La garnison était diminuée de près de moitié au commencement de juillet. Instruit de l'extrémité où les Français se trouvaient réduits, Nelson envoya au général Vaubois une sixième sommation, par laquelle il le menaçait du refus d'une capitulation honorable si la garnison ne se rendait pas avant l'arrivée d'une flotte russe qu'il disait à Messine. « La valeur de la garnison, répondit le général Vaubois, est celle de républicains, aussi remplis de l'amour de leur devoir que de courage. Cette place est en trop bon état, et je suis moi-même trop jaloux de bien servir mon pays et de conserver mon honneur pour écouter vos propositions. Quelques ennemis qui se présentent, nous les combattrons avec vigueur, et nous les forcerons, ainsi que tous ceux qui viendraient après, à nous craindre et à nous estimer. »

Les commandants ennemis firent à Vaubois l'injure de le croire susceptible d'être séduit. Le marquis de Nizza (Nelson eût rougi de faire une pareille démarche) demanda une entrevue au général français : celui-ci consentit à le recevoir au fort Manoel; mais, en voyant paraître l'amiral portugais, les soldats de la garnison, ne pouvant contenir leur indignation, s'écrièrent : « Non, non, nous voulons conserver Malte à la république; nous périrons tous sur les remparts avant de capituler! Osez venir nous attaquer! » Ce fut en vain que le général Vaubois voulut faire cesser ces clameurs universelles. Il fut impossible au marquis d'expliquer le motif de sa présence, et il se retira

1800 -- an VIII Méditerran. bien convaincu qu'avec de tels hommes on ne pouvait pas espérer de faire rendre la place avant la dernière extrémité.

Cependant la détresse des Français était presque à son comble. Vaubois, pour ménager encore le peu de ressources qui lui restait, se vit forcé d'ordonner une dernière expulsion des habitants que la famine effrayait le plus.

Des 9,000 habitants qui étaient encore dans la place, 2,700 furent mis hors des portes : le général anglais Graham [1] défendit à ses avant-postes de les laisser passer. C'est en vain qu'ils implorèrent l'intercession de leurs compatriotes mêlés parmi les Anglais : ces derniers firent feu sur eux pour les forcer à rétrograder. Ces malheureuses victimes des fureurs de la guerre passèrent deux jours au pied des remparts dans la plus affreuse situation, réduites à mourir de faim ou à périr sous le feu des soldats ennemis. Vaubois en eut pitié, leur fit ouvrir les portes; et les Français, toujours humains, toujours généreux, s'empressèrent de partager avec eux leurs faibles portions d'aliments.

Dès le commencement du blocus, le général Vaubois avait réduit au tiers la ration des vivres : par une nouvelle réduction, on put atteindre le mois d'août; mais, à cette époque, la garnison et les habitants commencèrent à éprouver les horreurs de la famine. Toutes les bêtes de somme avaient été consommées : les chiens, les chats, les poules, les lapins avaient cessé d'être une ressource, puisqu'il n'était plus possible de les nourrir eux-mêmes. Le bois manquait totalement : Vaubois avait été réduit à faire dépecer la frégate *la Boudeuse*. Les citernes étaient à sec; les maladies augmentaient, et prenaient le plus effrayant caractère; il n'y avait plus de pain à espérer après le 2 septembre. La ville présentait l'aspect le plus lugubre; on ne voyait de tous côtés que des morts ou des mourants. Vaubois, réduit à capituler incessamment, voulut au moins soustraire à l'ennemi les deux frégates *la Diane* et *la Justice;* il les fit appareiller et sortir du port, dans l'espoir qu'elles pourraient échapper à la croisière. La première fut prise; la seconde, que

[1] C'est le même qui a écrit l'histoire des campagnes de 1796 à 1799, et dont nous avons fait remarquer la véracité. On doit le reconnaître à ce nouveau trait de bienveillance et de générosité.

l'obscurité déroba à la vue des bâtiments ennemis, parvint à s'échapper et à gagner les côtes de France. 1800—an VIII Méditerran.

Le 3 septembre, le général Vaubois, ayant épuisé toutes ses ressources, ne voulut cependant pas entrer en négociation avec l'ennemi sans avoir pris l'avis d'un conseil de guerre. Tous les officiers décidèrent à l'unanimité qu'une prompte capitulation était le seul moyen d'arracher la garnison à une destruction certaine. En conséquence, et dès le lendemain 4, le général Vaubois envoya un parlementaire au général anglais Pigot. Il lui écrivait en ces termes :

« Par votre lettre du 17 juillet dernier, vous me proposez, monsieur, d'envoyer à la Valette un officier de marque pour traiter; l'honneur me permet de le recevoir, si vous persistez à ce qu'il se présente. Je vous garantis qu'il sera reçu et respecté comme doit l'être un officier revêtu du caractère qu'il aura. Entrant dans ce moment en négociation pour capituler, je vous préviens que je viens de donner des ordres pour qu'on cesse toute hostilité; j'espère que vous voudrez bien en donner de semblables. »

Cette proposition d'un général qui s'était défendu avec une opiniâtreté si honorable fut acceptée avec empressement, et les généraux ennemis envoyèrent le capitaine de vaisseau anglais Martin pour s'entendre avec le général Vaubois. Les deux partis furent bientôt d'accord; et, le 5 septembre, le général Vaubois et le contre-amiral Villeneuve d'une part, le major-général Pigot et le capitaine de vaisseau Martin de l'autre, arrêtèrent ce qui suit :

Art. 1er. Aussitôt que la capitulation sera signée, les forts Ricazoli et Tigné seront livrés aux troupes de S. M. Britannique, et les vaisseaux pourront entrer dans le port. La porte nationale sera occupée par une garde composée de Français et d'Anglais, en nombre égal, jusqu'à ce que les vaisseaux soient prêts à recevoir le premier embarquement : alors toute la garnison défilera avec les honneurs de la guerre jusqu'à la marine, où elle déposera ses armes. Ceux qui ne pourront faire partie du premier embarquement occuperont l'île et le fort Manoel, ayant une garde armée pour empêcher que qui que ce soit se répande dans la campagne. La garnison sera considérée comme prison-

1800 – an VIII Méditerran. nière de guerre, et ne pourra servir contre S. M. Britannique jusqu'à l'échange, de quoi les officiers respectifs donneront leur parole d'honneur. Toute l'artillerie, les munitions et magasins publics de toutes espèces seront délivrés aux officiers préposés à cet effet, ainsi que les inventaires des papiers publics.

2. Le général de brigade Chanez, commandant la place et les forts; le général de brigade d'Hennezel, commandant l'artillerie et le génie ; les officiers de terre et de mer, les employés quelconques de la marine, le citoyen Pierre-Alphonse Guys, commissaire général des relations commerciales de la république française en Syrie et en Palestine, accidentellement à Malte avec sa famille, les employés civils et militaires, les ordonnateurs et commissaires des guerres et de la marine, les administrateurs civils, les membres quelconques des autorités constituées emporteront leurs armes, leurs effets personnels et leurs propriétés de quelque nature qu'elles soient. Les sous-officiers de terre et de mer conserveront leurs sabres.

3. Sont regardés comme faisant partie de la garnison tous ceux, de quelque nation que ce soit, qui ont porté les armes au service de la république pendant le siége.

4. La division sera embarquée aux frais de S. M. Britannique; chaque militaire ou employé recevra, pendant la traversée, les rations telles qu'elles sont attribuées à chaque grade, suivant les lois et règlements français. Les officiers membres d'administration civile qui passent en France jouiront du même traitement eux et leur famille, en les assimilant à des grades militaires correspondant à l'élévation de leurs fonctions. (Les Anglais n'accordèrent cet article que conformément aux usages de leur marine, qui n'attribue que la même ration à tous les individus de quelque grade et condition qu'ils soient.)

5. Il sera fourni le nombre nécessaire de chariots et de chaloupes pour transporter et mettre à bord les effets personnels des généraux, de leurs aides de camp, des ordonnateurs et commissaires, des chefs de corps, des officiers, du citoyen Guys, des adminstrateurs civils et militaires de terre et de mer, ainsi que les papiers des conseils d'administration des corps, ceux des commissaires des guerres de terre et de mer, du payeur de la

division et des autres employés d'administrations civiles et militaires. Ces effets et papiers ne pourront être assujettis à aucune recherche ni inspection, sous la garantie que donnent les généraux stipulants qu'ils ne contiendront aucune propriété publique ni particulière.

1800 an VIII Méditerran.

6. Les malades transportables seront embarqués avec la division et pourvus des vivres, médicaments, coffres de chirurgie, effets et officiers de santé nécessaires à leur traitement pendant la traversée ; ceux qui ne seront pas transportables seront traités comme il convient, le général en chef laissant à Malte un médecin et un chirurgien au service de France qui en prendront soin. Il leur sera fourni des logements *gratis* s'ils sortent de l'hôpital, et ils seront renvoyés en France dès que leur état le permettra, avec tout ce qui leur appartient et de la même manière que la garnison. Les généraux en chef de terre et de mer en évacuant Malte les confient à la loyauté et à l'humanité de M. le général anglais.

7. Tous les individus de quelque nation qu'ils soient, habitants de l'île de Malte ou autres, ne pourront être ni troublés, ni inquiétés, ni molestés pour leurs opinions politiques, ni pour tous les faits qui ont eu lieu pendant que Malte a été au pouvoir du gouvernement français. Cette disposition s'applique principalement dans tout son entier à ceux qui ont pris les armes ou qui ont rempli des emplois civils, administratifs ou militaires. Ils ne pourront être recherchés en rien, encore moins poursuivis pour les faits de leur gestion.

8. Les Français qui habitent Malte, de quelque état qu'ils soient, qui voudront suivre l'armée française et se rendre en France avec leurs propriétés en auront la liberté. Ceux qui ont des meubles ou immeubles dont la vente ne peut se faire de suite, et qui seront dans l'intention de venir habiter la France, auront le mois à dater du jour de la signature de la présente capitulation pour vendre leurs propriétés foncières ou mobilières. Ces propriétés seront respectées. Ils pourront agir par eux-mêmes s'ils restent, ou par procureurs fondés s'ils suivent la division. Lorsqu'ils auront fini leurs affaires dans le temps convenu, il leur sera fourni des passe-ports pour venir en France, transportant ou faisant passer sur des bâtiments les meubles qui pourraient

1800 an VIII Méditerran. leur rester, ainsi que leurs capitaux en argent ou lettres de change, suivant leur commodité.

9. Aussitôt la capitulation signée, M. le général anglais laissera entièrement à la disposition du général commandant les troupes françaises de faire partir une felouque avec l'équipage nécessaire et un officier chargé de porter la capitulation au gouvernement français. Il lui sera donné le sauf-conduit nécessaire.

10. Les articles de la capitulation signés, il sera livré à M. le général anglais la porte dite des *Bombes*, qui sera occupée par une garde d'égale force d'Anglais et de Français. Il sera consigné à ces gardes de ne laisser pénétrer dans la ville ni soldats des troupes assiégeantes, ni habitants de l'île, quels qu'ils soient, jusqu'à ce que les troupes françaises soient embarquées et hors de vue du port. A mesure que l'embarquement s'exécutera, les troupes anglaises occuperont les portes par lesquelles on pourrait entrer dans la place.

11. Toutes aliénations et ventes des meubles et immeubles quelconques pour le gouvernement français, pendant le temps qu'il a resté en possession de Malte, et toutes transactions entre particuliers seront maintenues inviolables.

12. Les agents des puissances alliées qui se trouveront dans la Valette lors de la reddition de la place ne seront inquiétés en rien, et leurs personnes et leurs propriétés seront garanties par la présente capitulation.

13. Le général en chef et les autres généraux seront embarqués avec leurs aides de camp, les officiers attachés à eux, ainsi que les ordonnateurs et leurs suites sans séparations respectives.

14. Les prisonniers faits pendant le siége, y compris le vaisseau *le Guillaume-Tell* et la frégate *la Diane*, seront rendus et traités comme la garnison; il en sera de même de l'équipage de *la Justice* si elle était prise en se rendant dans un des ports de la république.

15. Tout ce qui est au service de la république ne sera sujet à aucun acte de représailles de quelque nature que ce puisse être et sous quelque prétexte que ce soit.

16. S'il survient quelques difficultés sur les termes et conditions de la capitulation, elles seront interprétées dans le sens le plus favorable à la garnison.

La capitulation de Malte, dit M. le lieutenant général Mathieu Dumas, fut pour la France le fruit le plus amer de la défaite de sa flotte à Aboukir. Elle ne perdit pas seulement les avantages d'un beau port protégé par une forteresse inexpugnable, au centre de la Méditerranée, d'un appui pour ses croisières sur le passage le plus fréquenté, d'un refuge pour sa marine militaire et marchande; mais elle dut gémir, elle devra regretter longtemps que cette funeste conquête, passant sous la domination des Anglais, ait détruit sa prépondérance, la sécurité de son commerce et par conséquent les éléments de sa puissance maritime dans les mers du Levant.

1800 — an VIII
Méditerran.

CHAPITRE XVII.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

Situation des puissances belligérantes après l'armistice de Parsdorf; prolongation de cet armistice; ouverture d'un congrès à Lunéville; démarches hostiles des Napolitains; insurrection de la Toscane; occupation de Florence, etc.; dénonciation de l'armistice, etc., etc. — Ouverture de la campagne dite d'hiver, en Allemagne, par l'armée aux ordres de Moreau; combat d'Ampfing; bataille de Hohenlinden; passage de l'Inn; armistice de Steyer, etc. — Opérations de l'armée dite gallo-batave en Allemagne; occupation des villes d'Aschaffenburg, Schweinfurt et Würtzburg; combats de Burg-Eberach, de Nuremberg, de Neukirchen, etc.; cessation des hostilités, etc., etc. — Opérations militaires dans le pays des Grisons et le Tyrol; passage du Splugen par l'armée aux ordres du général Macdonald; attaque du mont Tonal; combats de Zernetz, de Martinsbruck, etc., etc.

1800 — an IX. 29 novembr. (5 frim.) L'armistice de Parsdorf semblait promettre à l'Europe la paix, que la convention d'Alexandrie avait permis d'espérer, et les peuples, fatigués d'une guerre de neuf ans, soupiraient plus que jamais après un repos que l'épuisement général rendait bien nécessaire. Jamais les circonstances n'avaient été plus favorables pour amener une prompte conclusion; la France victorieuse ne la désirait pas moins que l'Autriche vaincue, et les démarches de Bonaparte démontraient assez qu'il bornait son ambition à devenir le pacificateur du pays qui l'avait appelé à la suprême magistrature, en mettant un terme à la guerre excitée par les intérêts révolutionnaires. Mais le cabinet de Vienne, quoique empressé de remédier aux suites fâcheuses d'une lutte dans laquelle l'Autriche avait été si maltraitée à plusieurs reprises, se trouvait lié par ses engagements avec l'Angleterre, et comptait encore trop sur les ressources et les intrigues de cette puissance pour se déterminer franchement à abandonner la partie sans essayer de reprendre l'avantage.

D'un autre côté, le cabinet de Saint-James redoublait d'ef-

forts pour fixer l'indécision de son alliée, et faire recommencer 1800—an IX.
la guerre. Il trouvait dans la continuation des hostilités la garantie de sa prépondérance et du monopole du commerce du monde; il sentait que l'état de guerre pouvait seul empêcher la France de rétablir sa marine, et de demander, de concert avec la Hollande, l'Espagne et les autres puissances du continent, l'affranchissement des mers. Enfin, le fils de Chatam, l'orgueilleux Pitt, ne voyant dans la paix avec la France qu'un aveu fait par tous les souverains de leur impuissance pour détruire les résultats de la révolution de 1789, pour arrêter le cours des succès de la république sous le gouvernement consulaire, l'activité de son industrie et l'infaillible développement de sa puissance, et conséquemment sans se laisser éblouir ou intimider par l'éclat des victoires remportées récemment sur les alliés, ce ministre, inébranlable dans ses desseins, s'occupait avec une nouvelle ardeur du soin de renouer les fils de la coalition près de se dissoudre.

Cependant l'armée autrichienne, découragée par des revers multipliés, menaçait de ne vouloir plus combattre pour une querelle dont elle avait perdu de vue le but et les résultats possibles. Épuisés par les charges d'une guerre poussée avec une vigueur inconnue jusqu'alors, les peuples des États héréditaires supportaient avec peine les obligations militaires qui leur étaient imposées. La présence des Français sur les bords de l'Inn avait répandu l'alarme jusque dans Vienne, et la nation autrichienne, naturellement tranquille, s'était laissé entraîner à des manifestations séditieuses, qui pouvaient faire craindre une prochaine insurrection.

Dans cet état de choses, la cour d'Autriche se vit comme forcée d'écouter les propositions du premier consul malgré le traité de subsides conclu avec l'Angleterre, et qui lui interdisait la faculté de faire une paix séparée jusqu'au 28 février 1801. Ainsi, moins pour procéder franchement à la conclusion de la paix que pour gagner du temps, le cabinet de Vienne se décida à envoyer à Paris le comte de Saint-Jullien. Cet officier général, dont la mission fut d'abord couverte du voile du mystère, était porteur d'une lettre autographe de l'empereur François en réponse à celle que le premier consul avait écrite lui-même après

1800 — an IX la convention d'Alexandrie. Le but apparent du voyage de l'agent autrichien était de régler les conditions d'un armistice général ; mais le comte était muni de tous les pouvoirs nécessaires pour entrer en négociations avec Bonaparte. Les préliminaires proposés par celui ci étaient : 1° l'occupation, par les Français, de toutes les forteresses de l'Italie occidentale, en commençant par Mantoue ; 2° la reconnaissance des républiques cisalpine et ligurienne ; 3° enfin, l'indépendance de la Toscane, sauf la compensation réglée pour le grand-duc Ferdinand.

Ces propositions avaient été d'abord communiquées, par le ministre autrichien baron de Thugut, à lord Minto, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Vienne, et il avait été convenu qu'elles seraient rejetées comme étant contraires aux intérêts respectifs des deux puissances. Cependant, la situation des affaires de l'Autriche étant devenue telle qu'il semblait presque impossible que cette puissance pût continuer la guerre avec espoir de succès, le cabinet de Londres crut devoir approuver la mission du général Saint-Julien, en déclarant que l'Angleterre consentait à prendre part aux négociations entamées, et qu'elle enverrait des plénipotentiaires pour, de concert avec celui de l'empereur, traiter avec le premier consul, aussitôt que ce dernier aurait fait connaître qu'il agréait cette proposition. Cette concession du ministère britannique n'avait point d'autre motif que celui d'entraver les négociations, et d'amener l'Autriche à les rompre elle-même.

Le baron de Thugut, dans une dépêche adressée, le 11 août 1800, à M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures de France, annonça, d'une manière officielle, la détermination de la cour de Londres, et cette nouvelle, accréditée par les trois gouvernements, fit une grande sensation en Europe. Tous les regards se tournèrent sur la ville où le ministre autrichien proposait d'envoyer les plénipotentiaires respectifs, et l'on attendait, avec une vive impatience, le résultat des conférences qui devaient avoir lieu à Schelestadt ou à Lunéville : l'un ou l'autre de ces deux endroits était désigné au choix ; mais on ne tarda pas à s'apercevoir que les trois puissances étaient encore trop peu disposées à s'entendre pour assurer les bases d'une paix durable.

Enflé par les derniers succès remportés, poussé par cet ins- 1800 — an IX
tinct de domination qui devait prendre de si grands développements par la suite, affermi dans sa haine contre l'Angleterre, Bonaparte oubliait déjà qu'il avait proposé la paix au cabinet de Saint-James, et qu'il se fût cru heureux de l'obtenir alors qu'il fit cette première démarche. Ses prétentions étaient singulièrement haussées depuis la victoire de Marengo. Il consentait volontiers à faire une paix séparée avec l'Autriche, mais c'était pour être plus à même d'employer les moyens immenses de la république contre la Grande-Bretagne seule. Déjà il nourrissait dans sa pensée le projet gigantesque d'une descente en Angleterre, projet dont les préparatifs menaçants devaient inspirer, deux ans plus tard, tant de terreur aux trois royaumes, et qui n'échoua, au moment de son exécution, que par l'intervention de cette même Autriche, replacée sous l'influence de la politique anglaise.

Cependant les préliminaires de la paix avec l'Autriche avaient été signés à Paris le 28 juillet, six jours après l'arrivée du comte de Saint-Jullien dans cette capitale; ils étaient basés sur l'ancien traité de Campo-Formio. Mais, la déclaration faite par l'Angleterre de prendre part aux négociations ayant changé les intentions du cabinet autrichien, l'empereur François II refusa de ratifier ces préliminaires, et le comte de Saint-Julien fut même disgracié pour les avoir signés, sous le prétexte que les pouvoirs qui lui avaient été donnés ne s'étendaient pas jusque-là.

Bonaparte, se voyant frustré dans son espoir de faire une paix séparée avec l'Autriche, et ne voulant point se démentir aux yeux de l'Europe en refusant l'intervention de l'Angleterre dans les négociations pour une paix générale, répondit à la note de lord Minto, communiquée par le baron de Thugut, en chargeant M. Otto, commissaire français à Londres pour l'échange des prisonniers, de remettre une note par laquelle le consul proposait au cabinet de Saint-James un armistice naval entre les deux puissances. Cette proposition, à laquelle le ministère anglais ne s'attendait point, bien qu'elle fût d'ailleurs très-naturelle, embarrassa beaucoup lord Grenville, ministre des affaires étrangères. Puisque l'Angleterre voulait prendre part aux négociations pour la paix, il convenait sans doute qu'elle se

1800 — an IX plaçât dans la même position que son alliée, et qu'elle consentît à un armistice sur mer, comme il en existait un sur terre entre la France et l'Autriche. Mais le ministère britannique, prévoyant qu'en faisant cette proposition Bonaparte avait pour but d'assimiler les places de Malte et d'Alexandrie à celles d'Ulm et d'Ingolstadt, pour les conserver, ne donna point dans ce piége. Après avoir cherché à gagner du temps par des délais, il finit par déclarer que les circonstances où se trouvait l'Angleterre n'étaient point les mêmes que celles où s'était placée l'Autriche. La proposition d'armistice fut donc rejetée ; et lord Grenville, s'en référant à la note de lord Minto, demanda des passe-ports pour Thomas Grenville, son frère, désigné par le roi comme plénipotentiaire de l'Angleterre au congrès qui devait se réunir à Lunéville.

Ce refus fait par le gouvernement britannique de consentir à un armistice naval contraria singulièrement les vues de Bonaparte. M. Otto eut ordre de déclarer à son tour que l'armistice sur mer était la condition *sine qua non* de l'admission du plénipotentiaire anglais. Le 11 septembre, jour de la reprise des hostilités en Italie et en Allemagne, fut fixé comme terme fatal après lequel l'admission ne pourrait plus avoir lieu.

D'après une autre note qui fut remise par M. Otto le 5 septembre, Bonaparte demandait la libre navigation des bâtiments de guerre et de commerce et l'admission des neutres dans les ports de Belle-Isle (sur les côtes de France), de Malte et d'Alexandrie. Cette note était présentée comme l'*ultimatum* du gouvernement français. Bien qu'une pareille demande fût évidemment contraire aux vues du cabinet de Saint-James, l'imminence des dangers dont l'Autriche était menacée par la reprise des hostilités sur le continent détermina le ministère à faire quelques concessions en faveur de l'alliée de la Grande-Bretagne. Sans faire entièrement droit aux demandes exprimées dans la note du commissaire français, lord Grenville répondit que S. M. Britannique consentirait à mettre Malte et les ports d'Égypte sur le pied des places d'Allemagne comprises dans la ligne de démarcation ; que le blocus des ports de France, tels que Brest, Rochefort, Toulon et autres, serait levé, et la libre navigation garantie aux vaisseaux marchands ; mais qu'aucun

bâtiment de guerre ne pourrait, jusqu'à la reprise des hostili- 1800 - an IX.
tés, faire de mouvements ni changer de station. Le principal motif de Bonaparte, en proposant l'armistice naval, était bien évidemment d'avoir la facilité de porter des secours, d'une part, à Malte, étroitement resserrée par les Anglais; de l'autre, à l'armée l'Égypte, menacée par les forces britanniques et ottomanes réunies : aussi se refusa-t-il obstinément à admettre les modifications présentées par le ministre anglais. La seule restriction à laquelle il voulut bien consentir fut que les vaisseaux de ligne resteraient dans les ports de France; mais il insista pour que les frégates pussent naviguer librement, et il demanda que six bâtiments de ce rang, expédiés pour l'Égypte, eussent la faculté de porter a Alexandrie des troupes de renfort et des munitions de guerre et de bouche. Cette insistance de Bonaparte répond victorieusement à l'inculpation qui lui a été faite d'avoir lâchement abandonné l'armée d'Orient à sa propre défense, sans s'occuper des moyens de lui faire passer des secours.

Pendant la durée des négociations, qu'on s'efforça, de part et d'autre, de dérober à la curiosité publique, les armements continuèrent avec la plus grande activité. L'Autriche ordonna une levée en masse en Hongrie; la frontière de l'Autriche supérieure, sur la rive droite de l'Inn, se couvrit de retranchements depuis Kufstein jusqu'à Passau; de nombreux renforts furent dirigés sur l'armée, et des corps de réserve s'organisèrent sur les derrières. Les Anglais augmentèrent leurs forces navales, et plusieurs expéditions maritimes furent tentées sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée. On doit croire que le gouvernement français ne resta point en arrière, et qu'il dut s'occuper de maintenir la supériorité de ses armes. Un corps de 15,000 hommes, détaché de la seconde armée de réserve rassemblée à Dijon, fut dirigé sur la Suisse, sous les ordres du général Macdonald. Il devait lier entre elles les deux armées d'Italie et d'Allemagne, et, suivant les circonstances, prêter secours à l'une ou à l'autre. L'armée d'Italie, commandée par le général Brune, qui avait remplacé Masséna, extrêmement fatigué par les dernières campagnes, reçut des renforts en cavalerie et en artillerie, et l'on organisait pour elle, dans l'arsenal de Turin, un grand équipage de siége. Mais l'attention du premier consul se porta particuliè-

1800 — an IX rement sur l'armée d'Allemagne, que sa position sur les bords de l'Inn destinait à frapper les coups les plus décisifs. Cette armée, portée au complet par de nouvelles levées, se trouva bientôt dans le meilleur état possible. Le général Moreau et son chef d'état-major Dessolles secondèrent puissamment les vues du premier consul en portant l'organisation de cette armée, son instruction, sa discipline au plus grand point de perfectionnement possible. L'habillement et l'armement des troupes furent renouvelés ou réparés; l'artillerie, sous la direction de l'habile général Éblé, fut refondue en partie et considérablement augmentée dans les arsenaux d'Augsburg et de Munich. Un corps d'armée de 15 à 20,000 hommes, composé de troupes françaises et hollandaises et commandé par le général Augereau, campa sur les bords du Mayn pour faire face au corps de troupes autrichiennes aux ordres du général Simbschen. Ce corps, organisé avec rapidité, devait former l'aile gauche de la grande armée d'Allemagne : il gardait l'extrémité de la ligne de démarcation, qui, traversant la Franconie, la Bavière, le Tyrol, le Vorarlberg, la Valteline et l'Italie occidentale, appuyait son extrême droite aux frontières de Toscane.

Ainsi le fameux axiome : *Si vis pacem, para bellum*, avait reçu son application en ces circonstances. La France avait en ligne, au mois de septembre, plus de 200,000 hommes d'excellentes troupes; et Bonaparte, qui savait les apprécier, demeurait ferme dans ses prétentions, assuré qu'un tel appareil ferait réfléchir ses ennemis sur leurs refus. Toutefois, bien qu'il eût déclaré que les hostilités recommenceraient immédiatement après le rejet de son *ultimatum,* il attendit encore quelque temps, dans l'espoir que les négociations pourraient se renouer.

De son côté, le gouvernement autrichien, fort de l'appui et de la fermeté du cabinet de Saint-James, redoublait d'activité pour se montrer, aux yeux du consul et de la France, dans une attitude imposante. En même temps qu'il augmentait ses forces, il avait apporté de grands changements dans l'organisation de ses armées. Il crut de sa politique de faire peser sur les commandants en chef de ses armées la responsabilité des événements de la dernière campagne. Le général Mélas fut remplacé dans le commandement de l'armée d'Italie par le général comte de

Bellegarde. Le général Kray, malgré sa belle défensive et les 1800 – an IX
preuves qu'il avait données de ses talents sur le Danube, eut ordre de remettre le commandement provisoire de l'armée d'Allemagne au feld-maréchal comte de Kollowrath, et de se retirer dans ses terres en Hongrie. Plus heureux cependant que son collègue, quoique moins digne d'intérêt, Mélas obtint un commandement dans la haute Allemagne. Trente autres officiers généraux, parmi lesquels se trouvaient le prince de Reuss, le prince de Lorraine, Nauendorf, Ott, Elsnitz et Schmidt, qui tous s'étaient distingués dans les dernières campagnes, furent rappelés avec éclat. Le comte de Saint-Jullien, auquel on fit un crime de la signature des préliminaires, fut arrêté et conduit dans la forteresse de Carlstadt en Croatie, comme ayant excédé ses pouvoirs et compromis le gouvernement.

La réponse de l'empereur à la proposition que lui fit renouveler Bonaparte, de traiter séparément avec la France, ne se fit point attendre longtemps. Il fut arrêté en principe, dans le conseil aulique, que l'Autriche ne traiterait point séparément de la paix genérale, et qu'on négocierait seulement les conditions d'un nouvel armistice continental indéfiniment prolongé. En persistant à demander l'admission des plénipotentiaires anglais au congrès de Lunéville, la cour de Vienne espérait que la complication des intérêts et les difficultés qu'il était facile de prévoir prolongeraient les négociations jusqu'à l'expiration du terme de ses engagements avec cette puissance. Elle trouvait en outre, en gagnant ainsi du temps, l'avantage d'employer les subsides fournis par l'Angleterre au rétablissement de ses armées, et dès lors sa politique devenait indépendante. La réponse de l'empereur fut conforme à ces dispositions. Ce monarque annonça en même temps à ses sujets qu'il allait prendre lui-même le commandement de son armée d'Allemagne. Cette résolution ranima tout à coup l'enthousiasme des habitants de Vienne, et leur inspira une ardeur nouvelle, qui se communiqua, avec une rapidité électrique, aux divers États héréditaires. L'archiduc palatin de Hongrie se rendit dans ce royaume, afin d'y régulariser la grande insurrection en masse; enfin, pour achever de rendre la confiance aux peuples de la monarchie, l'archiduc Charles recut l'invitation d'accompagner l'empereur

1800 — an IX son frère à l'armée; mais, retenu en Bohême par sa mauvaise santé, le prince ne put se rendre à cette invitation, et s'occupa seulement avec activité d'organiser une levée de 60,000 hommes, votée, sur sa demande, par les états de ce royaume.

François II, accompagné de l'un de ses frères, l'archiduc Jean, partit de Vienne le 6 septembre, et arriva, le lendemain, au quartier général d'Alt-Œtting sur l'Inn, où il précéda de quelques heures le courrier français, porteur de la réponse ou *ultimatum*. Il parcourut aussitôt la ligne occupée par son armée, et sa présence produisit un grand effet sur les troupes, dont elle releva le courage, en étouffant les semences de division qui germaient parmi elles.

Dans un tel état de choses, on s'attendait de part et d'autre à voir recommencer les hostilités. Le premier consul n'avait autorisé le général Moreau à continuer l'armistice après le 10 septembre, jour de son expiration, que dans le cas où l'empereur aurait accepté les préliminaires signés à Paris par le comte de Saint-Jullien. Toutefois, sur les observations du comte de Lehrbach, chargé des pouvoirs de l'empereur, et peut-être aussi d'après la communication qui lui fut faite confidentiellement des propositions du monarque autrichien, dans sa réponse, Moreau prit sur lui de prolonger l'armistice jusqu'au 17 septembre, espace de temps strictement nécessaire pour le retour du courrier.

Le premier consul approuva ce délai, et, en même temps qu'il répondait à la dépêche du comte de Lehrbach, il donna, par le télégraphe, l'ordre à Moreau d'insister sur l'alternative de la ratification des préliminaires ou de la reprise immédiate des hostilités, l'autorisant toutefois à consentir un nouvel armistice d'un mois si l'empereur livrait comme places de sûreté Philippsburg, Ulm et Ingolstadt. Moreau communiqua cet ordre au comte de Lehrbach, et lui envoya le général Laborie, chargé de ses instructions à cet égard. Le moment était urgent, et l'Autriche, qui ne cherchait qu'à gagner du temps, accéda, sans trop de difficultés, à la demande de Bonaparte. Par une nouvelle convention, arrêtée à Hohenlinden, l'armistice fut prolongé de quarante-cinq jours, à dater du 30 septembre, et rendu commun à l'armée d'Italie ainsi qu'aux

divers corps qui se trouvaient en Allemagne. D'après cette convention, l'armée autrichienne dut occuper les deux rives de l'Inn, et le général Moreau ramena ses troupes sur l'Isar. Les deux armées devaient se tenir réciproquement à une distance de trois mille toises de la rive opposée et des places qui l'avoisinent, ne laissant sur la ligne de démarcation qu'une simple chaîne d'avant-postes. 1800 an IX

La nouvelle de la prolongation de l'armistice fut portée à Vienne par l'empereur lui-même, qui se hâta de retourner dans cette capitale, après avoir laissé à l'archiduc Jean le commandement de l'armée. Le monarque fut accueilli par ses sujets avec les mêmes démonstrations d'allégresse et d'enthousiasme que s'il eût remporté une victoire signalée. C'était pour la cour de Vienne une preuve non équivoque du désir que le peuple avait de voir conclure la paix. Les préparatifs pour la guerre ne se continuèrent pas moins avec la même activité qu'auparavant. Le prince Charles, malgré le mauvais état de sa santé, fut nommé par son frère généralissime des armées autrichiennes, et reçut des propres mains de l'impératrice un casque enrichi de pierreries. Tout semblait donc annoncer, de la part du gouvernement autrichien, l'intention de continuer la guerre. Cependant, par suite d'une intrigue de cour, le baron de Thugut, le plus zélé partisan du système anglais, fut remplacé dans le ministère par le comte de Cobentzel, signataire du traité de Campo-Formio. La cour de Vienne, espérant par ce moyen donner le change aux peuples des États héréditaires, réorganiser et recruter ses armées pendant la prolongation de l'armistice, ne balança point à envoyer le même comte de Cobentzel au congrès de Lunéville pour renouer les négociations.

La convention de Hohenlinden, c'est-à-dire la prolongation de l'armistice, fut annoncée officiellement à la France le jour anniversaire de la fondation de la république, 1er vendémiaire de l'an IX (22 septembre 1800), et cette publication eut lieu avec toute la solennité qui signalait encore, à cette époque, les fêtes républicaines.

Le ministre de l'intérieur, Lucien Bonaparte, frère du premier consul, prononça à cette occasion un discours dans lequel,

1800 — an IX en laissant encore espérer une trêve maritime, il donnait à entendre que la paix continentale était sur le point de se conclure. Voici un passage assez remarquable de ce discours : « Si les deux gouvernements (la France et l'Angleterre) ne s'accordaient point sur les conditions de la trêve, alors la France et S. M. l'empereur traiteront séparément pour une paix particulière, sur les bases des préliminaires arrêtés et déjà signés le 28 juillet; et si le parti de l'Angleterre parvenait, ce que l'on ne saurait présumer, à influencer le ministère autrichien, les troupes de la république ne redouteront ni la neige ni la rigueur des saisons, et pousseront la guerre, pendant l'hiver, à toute outrance plutôt que de laisser le temps aux ennemis de la France de former de nouvelles armées. Ainsi les principes du gouvernement sont : une extrême modération dans les conditions, vigueur et ferme résolution de pacifier promptement le continent. Telle est la volonté du peuple français, telle est la politique de son gouvernement. »

Mais, tandis que les puissances belligérantes manifestaient ainsi les dispositions les plus pacifiques, et cherchaient à fasciner l'opinion des peuples de l'Europe sur leurs intentions secrètes, des troubles, suscités sourdement par l'Angleterre et par l'Autriche, dévoilaient aux gens sensés le machiavélisme de ces deux nations, ou plutôt de leurs gouvernements. La cour de Naples, placée plus que jamais sous l'influence britannique, faisait, au milieu de la paix, des levées extraordinaires, prenait l'attitude la plus hostile, et déjà un corps de 12,000 hommes s'était avancé sur le Tronto, entre l'Abruzze supérieure et la Marche d'Ancône. Un autre corps de troupes de la même nation, sous les ordres du comte Roger de Damas, émigré français que nous avons déjà signalé, pénétrait en même temps dans l'État romain, secondé par les intrigues que le célèbre cardinal Ruffo ourdissait au sein même de la capitale du monde chrétien.

Dans le Piémont, des bandes d'insurgés harcelaient continuellement et inquiétaient les corps français qui s'y trouvaient cantonnés. Le prétexte de ces révoltes était la réunion du Novarais à la république cisalpine. Les Piémontais, disait-on, se flattant de l'espoir de voir leur pays constitué en république, éprouvaient la plus grande peine d'un démembrement qui leur

inspirait de vives alarmes sur leur existence politique. Des députations se rendirent à Turin auprès du général Jourdan, gouverneur civil et militaire du Piémont. Ce fonctionnaire, qui s'était fait estimer dans ce pays par sa conduite prudente et modérée, en flattant l'amour-propre et cherchant à exciter le patriotisme des habitants, réussit à calmer les esprits de ceux qui étaient de bonne foi; mais il ne put anéantir les ferments de l'insurrection, et malheureusement il n'était pas en son pouvoir de réaliser l'espoir des Piémontais. 1800 — an IX

La Toscane était devenue le théâtre de scènes encore plus déplorables. Cet État se trouvait, par la convention d'Alexandrie, placé au delà de la ligne de démarcation. Le grand-duc, en abandonnant ses États, avait établi une régence, et le marquis de Sommariva était chargé du commandement militaire. Ce général, qui n'avait à sa disposition qu'un faible corps de troupes autrichiennes, insuffisant, selon lui, pour garnir les frontières, prit ce prétexte pour faire des levées dans le duché, chargea des officiers autrichiens de l'organisation de ces troupes irrégulières, et leur fit occuper des postes sur la ligne de démarcation, en présence de ceux des Français. Les Autrichiens persuadèrent facilement aux pays toscans, déjà prévenus défavorablement contre les Français, qu'il était de leur intérêt d'agir hostilement contre les troupes républicaines, et celles-ci ne tardèrent pas à éprouver les effets de ces insinuations perfides. Le général Monnier, commandant à Bologne, et le général Dupont, commandant l'aile droite de l'armée d'Italie, firent à ce sujet des représentations au marquis de Sommariva, et n'obtinrent aucune satisfaction. Il fallut donc employer la force pour faire cesser ce désordre, et plusieurs bandes de ces paysans furent attaquées et dispersées par les troupes du général Dupont. En même temps, le général en chef Brune somma directement le marquis de Sommariva de dissoudre l'insurrection, et déclara que, si dans un délai déterminé les corps nouvellement levés n'étaient pas tous licenciés, il se verrait forcé de faire entrer les troupes françaises en Toscane, et d'occuper militairement ce pays.

Cette sommation resta sans réponse, et les insurgés toscans, excités par les prédications fanatiques des prêtres et les exhor-

1800 — an IX tations des nobles, continuèrent les hostilités. Le général Dupont, voulant alors ôter à l'ennemi le temps de se fortifier dans les gorges, passa rapidement l'Apennin à la tête d'une forte colonne, et vint occuper Florence le 15 octobre, pendant que le général Monnier, avec une autre colonne, s'avançait à marches forcées sur Arezzo, et que le général Clément, parti de Lucques, se portait sur Livourne. Ces mouvements s'opérèrent presque sans obstacle. Les insurgés toscans, épouvantés à la vue des colonnes françaises, se débandèrent de toutes parts. La colonne du général Monnier, composée de deux demi-brigades d'infanterie et d'un régiment de chasseurs, eut seule à combattre contre les Arétins et deux bataillons toscans, qui gardaient le passage de la Chiana. Ces troupes furent culbutées, et se retirèrent en désordre dans la ville d'Arezzo, aux portes de laquelle Monnier arriva le 18 octobre.

Cette place était comme le quartier général de l'insurrection toscane, et ceux qui l'occupaient faisaient mine de vouloir se défendre avec vigueur. Le général français résolut de brusquer l'attaque; après avoir fait canonner la ville et le château d'Arezzo, il fit apporter des fascines auprès des portes, y fit mettre le feu, tandis que les troupes menaçaient d'escalader les murailles. Le général Carra Saint-Cyr, chargé de cette attaque, s'en acquitta avec une intrépidité qui glaça d'épouvante les défenseurs d'Arezzo. Malgré une grêle de mitraille, de grenades et de pierres que les assiégés dirigeaient sur les assaillants, les grenadiers français placèrent les fascines et incendièrent les portes : celles-ci étant doublées en fer et terrassées, il devenait impossible de les forcer; le général Monnier crut devoir différer jusqu'au lendemain de livrer l'assaut qui seul pouvait mettre la ville en son pouvoir. Le 19, à cinq heures du matin, deux colonnes, conduites par le chef de brigade Gérard et le chef de bataillon Lusignan, s'avancèrent jusqu'au pied des murs, les escaladèrent, s'emparèrent des portes, et les Français, s'étant répandus ensuite dans la ville, firent un carnage affreux des troupes toscanes et des habitants, dans les rues, dans les maisons crénelées et dans tous les lieux où ces derniers furent trouvés les armes à la main. Un certain nombre parvinrent cependant à s'échapper par des souterrains, dont l'entrée était inconnue aux Français. D'autres

se réfugièrent dans le château et furent contraints de se rendre à discrétion. Le général Monnier ordonna la démolition de tous les ouvrages de la place. 1800 an IX

La prise d'Arezzo et le châtiment infligé à cette ville rétablirent la tranquillité dans le reste de la Toscane. Les habitants, effrayés du sort réservé à ceux de leurs compatriotes qui seraient pris les armes à la main, rentrèrent dans leurs foyers en gémissant d'avoir attiré sur eux un joug qui ne leur eût peut-être point été imposé sans leur révolte. Le général Dupont déclara que la Toscane resterait occupée par les troupes françaises, en donnant au marquis de Sommariva l'assurance que cet événement n'altérait en rien l'armistice, que l'occupation du grand-duché ayant été provoquée par la conduite hostile des Toscans et la mauvaise foi de la régence, cette mesure ne devait causer aucun ombrage à la cour de Vienne. Le général Sommariva crut devoir dans ces circonstances évacuer la Toscane; il se retira, avec les troupes autrichiennes, dans le Ferrarais, en traversant la ligne des postes français. D'après les instructions du premier consul, le général Dupont ordonna la confiscation, au profit de la république, de toutes les marchandises appartenant aux puissances en guerre avec la France. Quarante-six bâtiments anglais qui se trouvaient dans le port de Livourne furent saisis par les Français, qui y trouvèrent sept cent mille quintaux de froment ou de seigle, et quatre-vingt-dix mille quintaux de légumes secs, ressources précieuses pour une armée qui se préparait à entrer en campagne.

La prolongation de l'armistice n'allégeait point la malheureuse condition des pays occupés par les armées françaises. Celle du général Moreau, qui était la plus nombreuse, dévorait la substance des contrées situées entre le cours du Rhin et celui de l'Inn, et malgré le maintien d'une discipline sévère plongeait les habitants dans la misère la plus grande. La Franconie, la Souabe et la Bavière avaient fourni depuis un an plus de deux millions de contributions; des réquisitions exorbitantes étaient journellement frappées, et le peuple accablé ne recevait aucune consolation d'un gouvernement sourd aux plaintes qui lui étaient adressées journellement. Cette situation violente et vraiment déplorable devait naturellement relâcher les liens de la confédé-

1800 — an IX ration germanique : la plupart des princes qui la composaient, se voyant sans espoir et sans appui, méconnaissant le pacte qui les attachait au souverain de l'Autriche comme empereur d'Allemagne, recherchèrent l'alliance de la France, et, sans attendre l'issue des négociations de Lunéville, traitèrent séparément avec elle.

L'influence du premier consul s'étendait ainsi de jour en jour. Un grand et utile rapprochement qu'il opérait alors avec l'une des premières puissances de l'Europe allait encore donner plus de poids à ses prétentions politiques. Instruit des causes de la mésintelligence qui régnait entre les cours d'Angleterre, d'Autriche et de Russie, Bonaparte ne négligea point l'occasion de détacher tout à fait cette dernière de la coalition. Le czar Paul Ier sollicitait depuis plus d'un an le cabinet de Saint-James de consentir à l'échange des prisonniers russes faits en Hollande lors de l'expédition du Helder, et qui se trouvaient disséminés en France. Le refus constant de l'Angleterre de permettre l'échange des Russes contre un pareil nombre de prisonniers français détenus en Angleterre mit le comble au mécontentement de l'empereur de Russie. Bonaparte connaissait le caractère bizarre de ce prince, et en tira parti. Il fit rassembler dans les départements du nord les 9 à 10,000 Russes prisonniers en France, les fit habiller à neuf avec l'uniforme des corps auxquels ils appartenaient, les équipa, les arma et les renvoya sans échange à leur souverain.

Un procédé aussi généreux ne pouvait manquer de réussir auprès de Paul Ier, déjà séduit par la réputation militaire de Bonaparte, et satisfait de voir enlever une seconde fois à la maison d'Autriche les provinces d'Italie, qui n'avaient été reconquises, selon lui, que par les armes russes et surtout par le génie de Souwarof. La politique de ce prince était en harmonie avec son caractère. Il se rapprocha de la France, dont il s'était montré jusqu'alors l'ennemi le plus acharné, et prêta l'oreille aux propositions que lui fit faire le premier consul. Ce changement amena bientôt entre la France et la Russie une alliance dont nous parlerons par la suite.

Nous avons dit que la cour de Vienne avait chargé le comte de Cobentzel de ses pouvoirs au congrès de Lunéville. Le pre-

mier consul avait donné les siens à Joseph Bonaparte, son frère, 1800 — an IX
en lui adjoignant le sieur Laforêt, employé distingué du ministère des relations extérieures. Arrivé le premier à Lunéville, le ministre autrichien fut reçu avec les honneurs dus à son rang par le général Clarke, que le consul avait nommé commandant du département de la Meurthe et de la place de Lunéville. Quelques jours après, M. de Cobentzel fut invité à se rendre à Paris, et rencontra en route Joseph Bonaparte, qui rétrograda pour l'accompagner dans cette capitale.

En attirant ainsi le plénipotentiaire de l'empereur auprès de lui, Bonaparte avait espéré traiter bien plus facilement de cette paix séparée, à laquelle il tendait depuis la convention d'Alexandrie; mais telles n'étaient point les instructions du comte de Cobentzel; et ce ministre, en faisant le voyage de Paris, ne pouvait pas avoir d'autre but que celui de gagner du temps et de prolonger l'armistice. En effet, après quelques conférences sans résultat, le plénipotentiaire de l'Autriche ainsi que ceux du premier consul partirent pour Lunéville, où le congrès s'ouvrit le 9 novembre (18 brumaire), jour anniversaire de la chute du gouvernement directorial et de l'élévation de Bonaparte à la dignité de premier magistrat de la république.

Ce congrès de Lunéville, sur lequel reposaient tant d'espérances, devait être et fut en effet sans résultat. Le gouvernement français, persistant à refuser l'admission d'un plénipotentiaire anglais, si préalablement l'armistice naval n'était point consenti, les négociations se bornèrent à l'échange des pouvoirs respectifs, à de vaines formalités, à des protestations insignifiantes. Les quarante-cinq jours fixés par la convention de Hohenlinden expirèrent sur ces entrefaites, et Bonaparte fit expédier aux généraux en chef des armées de la république l'ordre de dénoncer l'armistice et de commencer les hostilités le 26 novembre.

Nous avons dit plus haut qu'un corps de 15,000 hommes, détaché de la seconde armée de réserve formée à Dijon, s'était avancé vers la Suisse, pour lier entre elles les deux armées d'Italie et d'Allemagne. Il était commandé par le général Macdonald, et le général Mathieu Dumas en dirigeait l'etat-major. Au commencement de septembre et à l'époque où l'armistice

1800 — an IX de Parsdorf touchait à son terme, la première division avait traversé la Suisse sous les ordres du général Rey, et avait occupé le Vorarlberg et le pays des Grisons. A la fin du même mois, les autres troupes de ce corps, qui prit alors la dénomination d'armée des Grisons, s'avancèrent par Genève, Pontarlier, Berne, Zurich, Saint-Gall et Wallenstadt, et prirent position, le long de la ligne de démarcation, sur les sommets du Tyrol allemand. Le général Macdonald se préparait à attaquer le 27 septembre, lorsque la convention arrêtée à Hohenlinden l'obligea de se retirer en arrière de la ligne, à cause de la rareté des subsistances dans un pays déjà pauvre par lui-même et ruiné dans les précédentes campagnes.

L'armée des Grisons, dont la force effective ne s'élevait pas au delà de 14,000 hommes, était cependant partagée en quatre divisions, qui devaient servir de cadre aux renforts fournis postérieurement par le camp de Dijon. La première de ces divisions occupait Feldkirch et la vallée de Montafou; la seconde, Raperschwyl; la troisième, Bischofzell; la quatrième, Saint-Gall, où Macdonald établit son quartier général. Ces troupes devaient assurer le flanc droit et les derrières de l'armée de Moreau dans la vallée de l'Inn, pendant que ce général forcerait la ligne de cette rivière et de la Salza. Pour mieux remplir cette mission, Macdonald se rendit à Augsburg, pour concerter avec Moreau les opérations ultérieures.

En couvrant le flanc droit de l'armée de Moreau, au moyen du corps de Macdonald, le premier consul avait pensé qu'il n'était pas moins nécessaire d'assurer son flanc gauche au delà du Danube, et d'empêcher la diversion que pourrait opérer un corps d'armée qui, débouchant par les deux grandes routes de Bohême, se porterait sur Ratisbonne et Nuremberg : aussi, pour parer d'abord à cet inconvénient, Bonaparte, au renouvellement de l'armistice, avait-il exigé la cession des places d'Ulm et d'Ingolstadt, qui auraient servi de point d'appui aux troupes autrichiennes dans la diversion en question. Déjà les fortifications de ces deux places étaient rasées, et, pour plus grande sécurité, un nouveau corps de troupes, sous la dénomination d'armée gallo-batave, avait été formé.

Forte de 17,000 hommes environ, cette armée, commandée

par le général Augereau, se trouvait en cantonnement, à la fin d'août, dans le pays de Limburg, entre la Lahn et la Nidda. Quelques jours avant l'expiration de l'armistice de Parsdorf, le général Augereau s'était déjà mis en mouvement pour repousser les levées mayençaises, soldées par l'Angleterre, commandées par le baron d'Albini et soutenues par le corps autrichien du général Simbschen. Les Gallo-Bataves avaient passé la Nidda, et la division aux ordres du général Barbou avait relevé à Francfort la division Souham, formant l'extrême gauche du corps de Sainte-Suzanne, qui s'était concentré dans la haute Souabe, pour opérer sa jonction avec le gros des troupes de Moreau, en se rapprochant du Danube. 1800 — an IX

Ce mouvement de l'armée gallo-batave engagea le baron d'Albini à évacuer Aschaffenburg, où les Français entrèrent le 11 septembre. Augereau porta de suite son avant-garde par delà la forêt de Spessart à Lohr, Trieffenstein et à Miltenberg; il poussa des postes jusqu'à Gemünden et Sallmünster, et plaça sa cavalerie aux deux côtés de la grande route de Fulde, autour de Gelnhausen. Dans cette position avantageuse, il s'appuyait, par sa droite, au plateau de Vogelsberg, gardait les principaux débouches de la vallée du Mayn, et touchait, par la gauche, à la ligne de neutralité tenue par les troupes prussiennes. Augereau allait également commencer les hostilités au moment où la suspension d'armes fut renouvelée à Hohenlinden : l'armée gallo-batave reprit alors ses cantonnements sur la Nidda. Telles étaient, à la reprise des hostilités, les positions des armées françaises (on connaît celles des armées de Moreau et de Brune).

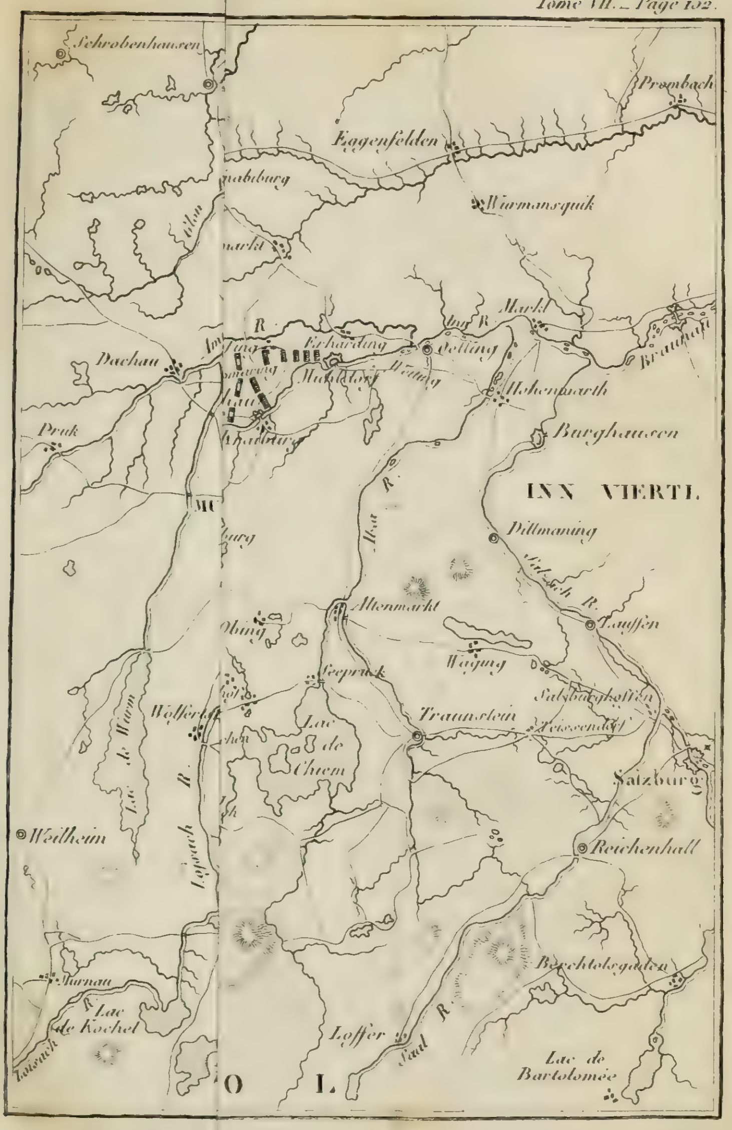
La grande querelle entre la république et les puissances coalisées contre cette dernière allait enfin se décider. L'Autriche, principal champion de cette lutte des rois avec le consul, avait fait des efforts si prodigieux, grâce à l'or de l'Angleterre, qu'en moins de trois mois elle avait réparé toutes ses pertes, et se trouvait en mesure de disputer la victoire. Ses forces étaient distribuées de la manière suivante : l'armée d'Italie, forte de 80,000 hommes, y compris une cavalerie non moins belle que celle des campagnes précédentes, était cantonnée dans le Mantouan et le Ferrarais, sous les ordres du feld-maréchal comte

1800 — an IX de Bellegarde. Un corps de 25,000 hommes défendait le Tyrol, sous les ordres du général Hiller, lequel, indépendamment de ces troupes réglées, avait appelé aux armes la jeunesse tyrolienne, milice qui lui donnait une excellente infanterie légère; car on connaît l'adresse et l'agilité de ces montagnards.

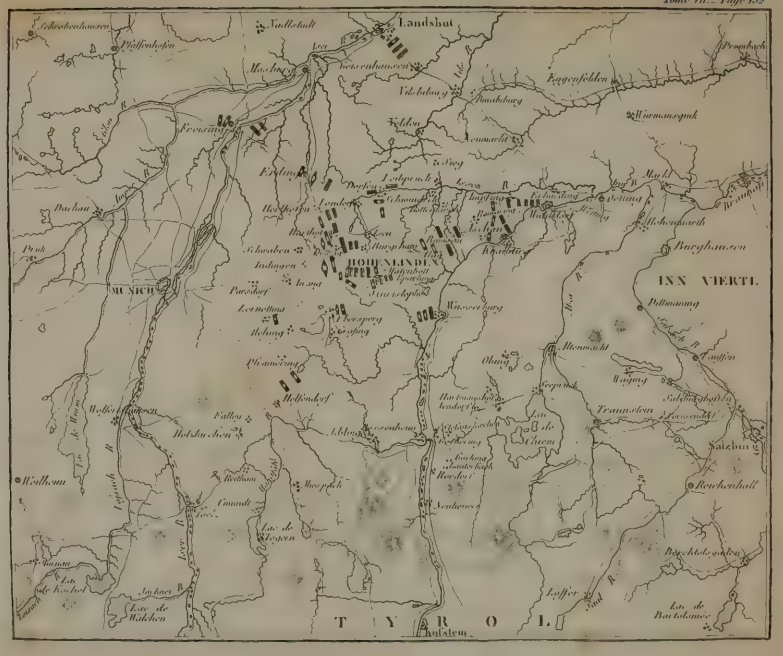
L'armée impériale d'Allemagne était commandée par un des frères de François II, le jeune archiduc Jean, âgé de dix-huit ans, auquel on avait donné pour mentor et conseiller le général Lauer, vieil officier du génie, qui n'avait jamais commandé en chef. En comprenant le corps bavarois à la solde de l'Angleterre et le faible corps aux ordres du prince de Condé (composé de Français émigrés, de Suisses et d'autres troupes étrangères), cette armée était forte de 136,000 hommes, dont 103,000 d'infanterie, 29,000 de cavalerie et 4,000 d'artillerie. Elle était divisée en trois corps sous les ordres des feld-maréchaux comte Klenau, Kollowrath et Hiller, et occupait, depuis Kufstein jusqu'à Passau, la ligne de la rivière d'Inn. Le corps du général Klenau, détaché vers le Danube, garnissait les postes de la ligne de démarcation, sur l'Altmühl, la Vils et la Regnitz, jusqu'à la ligne de neutralité. Ce corps, qui devait être renforcé par les levées faites en Bohême, et qui formait l'aile droite de l'archiduc Jean, était opposé au corps du général Sainte-Suzanne, dont on connaîtra bientôt la position. Enfin, le général Simbschen, avec un corps de 7 à 8,000 hommes, soutenait les troupes mayençaises du baron d'Albini, et devait s'opposer avec elles aux entreprises de l'armée gallo-batave, en conservant, autant que possible, ses communications avec le corps du général Klenau.

25 décembre (4 nivôse.) Allemagne. *Ouverture de la campagne dite d'hiver, en Allemagne, par l'armée aux ordres de Moreau; combat d'Ampfing; bataille de Hohenlinden; passage de l'Inn; armistice de Steyer, etc.* — Au moment où l'ordre de dénoncer l'armistice de Hohenlinden parvint au quartier général de l'armée française dite du Rhin, le général Moreau se trouvait à Paris, où l'avaient appelé des affaires particulières. Ce fut donc le général Dessolles, chef de l'état-major général de cette même armée, qui annonça aux généraux autrichiens la reprise des hostilités, le 12 novembre,

INDEN.


Schrobenhausen
Prombach
Eggenfelden
Wurmansquik
Markt
Inn R.
Oetting
Dachau
Erharding
Muhldorf
Hohenwarth
Burghausen
Braunau
Pruk
INN VIERTL
Dittmaning
Altenmarkt
Lauffen
Obing
Waging
Seepruck
Traunstein
Salzburghoffen
Lac de Chiem
Salzburg
Weilheim
Reichenhall
Berchtolsgaden
Lac de Kochel
Loffer
Saal R.
Lac de Bartolomée
O L
40 Kilomètres.

BATAILLE DE HOHENLINDEN.



Kilometres

et qui donna les premiers ordres de mouvement ; mais le général Moreau ne pouvait point tarder à se rendre sur le théâtre où sa réputation militaire devait briller d'un nouvel éclat. Il arriva le 22 novembre au quartier général d'Augsburg, lorsque l'armée était déjà en mouvement pour attaquer l'ennemi. 1800 — an IX Allemagne.

L'armée française, toujours divisée en quatre corps principaux, était placée de la manière suivante :

Le corps du général Lecourbe (aile droite), fort de 24,438 hommes et formé des divisions Molitor, Gudin, Montrichard et de la division de cavalerie du général Nansouty, bordait les montagnes du Vorarlberg et du Tyrol pour en observer les débouchés, et s'étendait depuis Feldkirch jusqu'à la rive gauche de l'Isar. Lecourbe avait déjà poussé une forte avant-garde et lui avait fait prendre position en avant de Helfendorf, sur la route de Rosenheim.

Le centre de l'armée, formé des trois divisions les plus nombreuses, s'étendait des deux côtés d'Ebersberg sur la chaussée de Munich à Wasserburg : Moreau s'était réservé le commandement spécial de ce corps, fort de 30,559 hommes et qui se composait des divisions Grouchy, Richepance, Decaen, et de la division de cavalerie du général d'Hautpoul.

L'aile gauche, ou corps du général Grenier, forte de 25,947 hommes et formée des divisions Legrand, Ney et Bastoul, avait sa droite à Hohenlinden, sur la route de Mühldorf, et sa gauche s'étendait jusqu'à Hörlkofen, tenant en observation toute la vallée de l'Isen. Sur son flanc et un peu en avant de sa gauche, Grenier avait détaché une avant-garde, qui prit poste à Vilsbiburg, afin de couvrir les routes d'Œtting et d'Eggenfelden à Landshut. Cette avant-garde était sous les ordres du chef de brigade Durosnel [1].

Le corps du général Sainte-Suzanne, composé des divisions Colaud et Souham, et fort de 18,396 combattants, avait pris position entre l'Altmühl et le Danube. Une division devait rester sur ce dernier fleuve, pour observer les mouvements du corps du général Klenau, et établir, autant que possible, la

[1] Depuis lieutenant général, etc.

1800 — an IX Allemagne. communication de l'armée avec les troupes gallo-bataves du général Augereau.

L'effectif général de l'armée était de 106,700 hommes, dont 78,972 d'infanterie, 17,698 de cavalerie et 10,030 d'artillerie, avec cent quatre-vingt-dix-huit bouches à feu.

L'archiduc Jean reçut la dénonciation de l'armistice à son quartier général de Wels, et s'empressa de donner des ordres pour rapprocher les troupes autrichiennes de la rive droite de l'Inn, en ayant soin de renforcer ses têtes de pont et ses avant-postes sur la ligne de démarcation; mais ces divers mouvements se firent avec une telle lenteur qu'ils ne furent point achevés avant le 28 novembre. Les généraux alléguèrent pour leur justification la difficulté des chemins, abîmés par les longues pluies qui eurent lieu vers la fin du mois, et qui rendirent les communications transversales presque impraticables, surtout dans la direction de Mühldorf et d'Alt-Œtting, au-dessus du confluent de l'Inn, de l'Alza et de la Salza. Les Français avaient dû rencontrer des obstacles, et pourtant ils les avaient franchis avec une rapidité qui démontre la nonchalance des généraux autrichiens.

Le parti le plus sage à prendre par le général ennemi eût été de se tenir sur une stricte défensive dans les positions avantageuses que ses troupes occupaient sur les bords de l'Inn, parce que les mouvements ordonnés avaient une trop grande étendue pour qu'on pût espérer de la précision dans leur exécution; mais l'archiduc Jean, que sa jeunesse et son inexpérience rendaient naturellement présomptueux, se crut appelé à jouer le rôle de sauveur de la monarchie autrichienne et de libérateur de l'Allemagne. Voulant imiter ces grands mouvements et ces marches hardies par lesquels les Français avaient si souvent déconcerté les plans des généraux autrichiens, ce prince et son conseiller Lauer avaient formé le projet d'envelopper l'armée de Moreau, en l'attaquant avec le gros de leurs troupes, entre l'Inn et l'Isar, pendant que le général Kienmayer manœuvrerait pour lui couper sa retraite sur Munich, et que le général Hiller s'avancerait sur Augsburg, en débouchant du Tyrol par la vallée du Lech.

Suivant le plan de campagne arrêté au quartier général autrichien, Klenau devait se porter rapidement de Ratisbonne

entre le Danube et l'Isar et menacer la ligne de communication des républicains. En même temps le gros de l'armée se porterait sur cette dernière rivière, la passerait à Landshut et marcherait dans la direction de Dachau, où le sort des armes déciderait de la campagne, si l'ennemi, pris ainsi à dos, ne parvenait pas à se retirer derrière le Lech. Quant à l'exécution, il fut arrêté que 20,000 hommes resteraient sur l'Inn; 65,000 hommes, rassemblés à Passau, Schärding et Hohenwart, marcheraient le 26 novembre, sur trois colonnes, par Fürstenzell, Prombach, Geratsdorf, par Anzenkirchen, Massing, Vilsbiburg, ainsi que par Neu-Œtting, Ekelkofen, Bonbrück, Holzhausen, et seraient réunis le 28 dans les environs de Geisenhausen. On ne s'attendait pas à trouver de résistance sérieuse à la rive droite de l'Isar : on espérait au contraire qu'une marche rapide de l'avant-garde empêcherait l'ennemi de détruire le pont de Landshut et que le 29 l'armée pourrait passer sur la rive gauche. Mais, comme il vient d'être dit, les mouvements furent ralentis par le mauvais état des chemins, que des pluies continuelles avaient rendus impraticables, de sorte que les points indiqués ne furent pas atteints, et que le 28 au soir l'armée autrichienne n'avait pas encore dépassé Geratsdorf, Massing, Gräfing et Neumarkt. L'avant-garde était à Binabiburg. Ce retard et la crainte d'une attaque sur l'Inn supérieur furent peut-être cause de la résolution que prit l'archiduc d'abandonner son premier plan et de marcher par la grande route de Mühldorf à Munich. Le 30, les trois quarts environ de l'armée atteignirent péniblement Ampfing. Le général Kienmayer se porta avec l'aile droite à Vilsbiburg, pour se réunir de nouveau au gros de l'armée à Hohenlinden. Il n'y eut que l'avant-garde, forte de 7,800 hommes, conduite par le général Mecsery, qui passa l'Isar à Mosburg ; elle se réunit à Klenau, et ne prit aucune part aux événements subséquents.

1800 — an IX
Allemagne.

Cependant le général Moreau avait déjà, dès le 28, fait replier les avant-postes de l'ennemi dans toutes les directions. 12,000 hommes du corps du général Lecourbe observaient le corps autrichien dans le Tyrol; le reste occupait Helfendorf, Ebersberg, Hohenlinden, sur les routes de Rosenheim, Wasserburg et Mühldorf à Munich. Le général Decaen, dont la di-

1800 — an IX Allemagne. vision faisait partie du corps du centre, s'avança sur les bords de l'Inn, à peu près à moitié chemin de Rosenheim à Wasserburg, où le général Richepance avait reçu l'ordre de se porter : ces mouvements s'opérèrent sans beaucoup de résistance de la part de l'ennemi. Les Autrichiens, occupés de leur grand mouvement sur Munich, ne s'opposèrent que faiblement à des manœuvres qui semblaient favoriser leur dessein. Le général Richepance eut seul à combattre pour occuper Wasserburg : il força la tête de pont, culbuta les troupes qui la défendaient ainsi que la ville, et s'empara de toute l'artillerie.

Le 29, le général Grenier eut ordre de porter deux de ses divisions, celles de Legrand et de Bastoul, à Haun et Ober-Taufkirchen, en ayant soin d'échelonner ses brigades des deux côtés de la route de Mühldorf, de manière à occuper dans cette direction, à droite et à gauche, les points les plus avantageux entre l'Inn et l'Isen. Le 30, le général Ney parut, avec sa division, près d'Ampfing, à l'instant où les colonnes autrichiennes arrivaient dans ce village, et fut forcé de se retirer entre Haun et Aschau, où il prit position, presque sur les bords de l'Inn ; mais la division du général Legrand, qui devait déboucher par le vallon de l'Isen, fut obligée de combattre un fort détachement posté dans le village de Dorfen : après un engagement assez meurtrier, le village fut emporté à la baïonnette. Le général Legrand allait continuer son mouvement, lorsque les Autrichiens, renforcés et soutenus par des troupes fraîches, revinrent à la charge, repoussèrent la division jusque dans Dorfen, où elle réussit toutefois à se maintenir. L'ennemi avait d'autant plus à cœur de défendre l'entrée des défilés de l'Isen qu'il devait se lier par là avec le corps qui était alors en marche sur Landshut : cette rencontre empêcha la division Legrand d'arriver à la position de Rottenkirch, où elle devait se mettre en ligne avec la division Ney. Le général Grenier crut devoir porter sur la ligne une brigade de sa réserve, commandée par le général Hardy. Une des divisions du centre (celle du général Grouchy) reçut de Moreau l'ordre de quitter la position qu'elle avait en arrière de Haag, pour se porter en avant sur la route de Mühldorf. Le but du général en chef français était d'éloigner les Autrichiens du Tyrol, et de les attirer dans les terrains coupés

qui se trouvent entre l'Inn et l'Isar, afin de pouvoir leur livrer une bataille décisive sur ce point. 1800 — an IX Allemagne.

Sur ces entrefaites, le général Kienmayer, en exécution du grand plan arrêté par l'archiduc, s'avançait sur Landshut.

Il attaqua, le 30 novembre, la petite avant-garde française, postée à Vilsbiburg, sous les ordres du chef de brigade Durosnel. Celui-ci, presque enveloppé par des forces considérables, se replia jusqu'au pont de Landshut, seul point de retraite qui lui restât pour rejoindre la division Legrand, dont il faisait partie. Poursuivi vivement par l'ennemi et jugeant combien il était important de l'arrêter dans sa marche, Durosnel se retrancha au pont qu'il venait d'atteindre, et y fit une longue résistance; mais il dut céder enfin aux attaques réitérées et au nombre de ses adversaires.

Le général Legrand, menacé fortement dans Dorfen par suite de ce premier mouvement des Autrichiens, fit demander des renforts au général Grenier, qui lui envoya une brigade pour l'aider à se maintenir dans son poste, et couvrir sa retraite, s'il était forcé de l'abandonner.

Aussitôt que l'archiduc Jean fut informé que les premières colonnes du général Kienmayer étaient arrivées à Landshut, il passa l'Inn à Mühldorf, et déploya ses troupes dans la plaine d'Ampfing. Le 1er décembre, à la pointe du jour, des avant-gardes se présentèrent sur tout le front de la position occupée par le centre et la gauche des Français, et cherchèrent à s'emparer des bois qui se trouvent entre Aschau et Lauterbach; le village d'Aschau fut même attaqué par une colonne qui avait débouché par Kraiburg : toutefois elle fut repoussée par le général Desperrières, dont la brigade se trouvait sur ce point.

Le général Ney, assailli dans la position qu'il occupait par un corps considérable, fut d'abord obligé de céder du terrain; mais, ayant concentré ses troupes et rallié ses tirailleurs, il reprit l'offensive, chargea l'ennemi avec son impétuosité ordinaire, et le repoussa à plus d'une demi-lieue au delà du premier point d'attaque. Peut-être eût-il réussi à se maintenir si les Autrichiens, continuant à filer par le vallon de l'Isen, n'eussent point forcé le général Hardy à se replier, en menaçant de le déborder par ses ailes. Ney, privé de cet appui, fit sa retraite en

1800 — an IX Allemagne

bon ordre et ne s'arrêta que lorsque le général Grenier eut envoyé à son secours la dernière brigade de sa réserve. L'engagement durait depuis cinq heures avec un égal acharnement sans que les Français eussent laissé rompre un seul point d'une ligne qui avait trois mille toises d'étendue. Mais, ayant appris que l'armée autrichienne avait passé l'Inn, et que son aile gauche était en danger d'être tournée par la marche oblique du général Kienmayer avec son corps de 12,000 hommes sur la grande route de Munich, Moreau sentit qu'il serait téméraire de prolonger la lutte étant dans une pareille position, et il ordonna, en conséquence, au général Grenier de replier ses troupes, et lui envoya la division Grouchy pour soutenir ce mouvement.

Il était temps de prendre ce parti ; car la colonne ennemie qui avait débouché par Kraiburg, en réattaquant le général Desperrières, venait de le forcer à abandonner Aschau ; déjà même cette colonne se portait rapidement sur le défilé par lequel le général Ney pouvait effectuer sa retraite, et menaçait de la couper. La charge d'un régiment de dragons français arrêta fort heureusement les Autrichiens, malgré le feu de leur artillerie, au moment où ils cherchaient à s'emparer du défilé, et permit aux généraux Ney et Hardy de s'établir sur les hauteurs de Haag. Le général Grouchy prit position en avant sur la hauteur de Ramsau ; le général Legrand, qui avait résisté à toutes les attaques dirigées contre lui, se trouvait encore à Dorfen, qu'il abandonna le lendemain. Cette journée du 1er décembre avait été entièrement à l'avantage des Autrichiens : aussi leur inspira-t-elle une confiance qu'il faut regarder comme l'une des principales causes des revers qu'ils allaient essuyer. Le jeune archiduc, cédant avec trop de facilité à un mouvement d'orgueil que l'expérience du vieux Lauer aurait dû réprimer dans son pupille, se croyait déjà vainqueur et au moins l'égal de son illustre frère le prince Charles. Ses troupes elles-mêmes, en raison de l'étendue de la ligne de bataille, de la présence de l'archiduc et de tout son état-major, se persuadaient qu'elles venaient de repousser non pas trois divisions, mais bien la presque totalité de l'armée française. Cette erreur s'accrut encore le lendemain lorsqu'elles virent les Français continuer leur mouvement rétrograde. L'archiduc Jean ne se doutait point que Moreau cher-

chait à l'attirer sur un terrain que ce général avait reconnu propre à être le théâtre d'une bataille générale et décisive. Les mouvements ordonnés, depuis le 28 novembre, l'avaient été dans ce but, et les événements allaient prouver que les combinaisons du général français étaient bien plus sages et plus précises que celles dont l'archiduc et ses conseillers se promettaient de si grands résultats.

Le terrain qui se trouve entre l'Inn et l'Isar et dont le village de Hohenlinden pouvait être regardé comme le point central était le plus avantageux et le plus favorable que Moreau pût choisir pour combattre un ennemi supérieur en cavalerie. Le sol est coupé, accidenté dans tous les sens par des vallons, des ruisseaux, des bois épais et des hauteurs escarpées. L'ennemi ne pouvait arriver sur les Français que par des chemins de traverse pratiqués pour le charriage des coupes de bois, et rendus impraticables par les pluies d'automne. C'était une grande imprudence de la part du général en chef autrichien que d'accepter une bataille sur un terrain ainsi configuré : aussi dit-on que le général Lauer, connaissant les talents et l'expérience de Moreau, se méfia du mouvement rétrograde opéré par l'armée française, et fit tous ses efforts pour empêcher l'archiduc de la poursuivre dans ce pays inextricable. Mais la plupart des autres généraux autrichiens, qui partageaient la confiance du prince, lui représentèrent que ce serait une grande faute de ne pas tirer parti de ce qu'ils appelaient une première victoire. Les avis du général Lauer ne furent point écoutés, et il fut décidé que l'armée impériale attaquerait le lendemain.

Lorsque l'archiduc délibérait ainsi pendant une partie de la journée du 2 sur ce qu'il aurait à faire, le général Moreau avait fait des dispositions qui devaient assurer le succès de sa manœuvre. Le corps du général Grenier, fort de plus de 20,000 hommes, appuyait sa droite à Hohenlinden, et sa gauche à Hörlkofen, poste qui couvrait son flanc et d'où il pouvait observer les débouchés de l'Isen et de Lendorf. Cette position était parfaitement masquée, et les abords étaient, presque sur tous les points, d'une grande difficulté ; le général Grenier avait ordre de se borner à s'y maintenir jusqu'au moment où le général en chef l'avertirait de prendre l'offensive.

1800 — an IX Allemagne.

La division du corps du centre, commandée par le général Grouchy, forte de 10,000 hommes, appuyait sa gauche à Hohenlinden, et s'étendait, en coupant la chaussée et refusant un peu sa droite, le long du bois, dans une grande clairière qui se trouve à la sortie du défilé presque en face de la maison de poste.

La réserve de cavalerie, placée en arrière de Hohenlinden, devait être en entier à la disposition du général Grenier; mais Moreau, informé, comme nous l'avons déjà dit, que le corps du général Kienmayer, débouchant de la vallée de l'Isen, menaçait la communication avec Munich, avait envoyé la première brigade de cette réserve, avec quatre compagnies d'infanterie, sous les ordres du général Espagne, prendre poste à Erding sur le chemin qui conduit de Hohenlinden à Freising, pour éclairer et couvrir encore mieux l'aile gauche.

Le général Richepance, commandant la seconde division du centre, reçut l'ordre de quitter Wasserburg et de se replier sur Ebersberg en arrière de Hohenlinden; et le général Decaen dut porter la sienne, qui était la troisième du corps du centre, sur Zornolding. Ces deux divisions formaient, avec la brigade de cavalerie du général Walther (deuxième de la division de réserve), une masse de 17,000 hommes, placée à une lieue et demie du point central de Hohenlinden.

Le général Lecourbe, ayant également reçu l'ordre de quitter les bords de l'Inn, remonta la petite rivière de la Mangfahl jusqu'au grand coude qu'elle forme vers le chemin de Miesbach, et vint prendre position à Helfendorf. Il dut appuyer un peu à gauche, afin d'être en mesure de soutenir la division Richepance et Decaen. A cet effet, il porta une division au petit village de Pframmern, entre Helfendorf et Zornolding.

Le général Sainte-Suzanne s'était mis en marche sur Landshut, où il devait se rendre, d'après les instructions du général Moreau; mais apprenant qu'il avait été prévenu par le général Kienmayer, il avait changé de direction, et s'était porté sur Freising. Il reçut en route un ordre du général en chef, qui lui prescrivait de presser sa marche, afin d'arriver dans ce dernier endroit avant le 3 décembre, et de s'opposer aux progrès du général Kienmayer, qui déjà avait dépassé Landshut.

L'archiduc n'avait réellement que 80,000 hommes à opposer en ligne à Moreau, Sainte-Suzanne, sur le Danube, Lecourbe et Molitor vers la source de l'Inn, de l'Isar et du Lech, tenant en échec une portion considérable de l'armée autrichienne. Moreau n'avait également en ligne que 80,000 hommes au plus, privé comme il l'était de la présence des troupes de l'extrême droite et de l'extrême gauche. 1800 — an IX Allemagne.

Toutes les dispositions que nous venons de retracer étaient exécutées le 2 au soir.

Pendant ce temps, le gros de l'armée autrichienne, entièrement passé à la rive gauche de l'Inn, s'était porté, par suite des mouvements du 1er décembre, en avant de Haag sur la chaussée qui conduit de Mühldorf à Hohenlinden, poussant devant lui, sans la presser trop vivement, la division du général Grouchy, qui formait l'arrière-garde.

Il était évident que l'intention du général en chef autrichien, en portant le corps de Kienmayer sur Munich, était de tenter un grand effort sur la gauche de l'armée française, qu'il espérait pouvoir tourner par cette manœuvre excentrique. Le général Moreau, qui avait parfaitement étudié le terrain et qui savait par conséquent que les troupes qu'il avait devant lui ne pouvaient s'avancer que par la chaussée et les chemins étroits qui traversent les bois de Hohenlinden, mit à profit cette circonstance avantageuse, en faisant un mouvement qui devait, selon toutes les apparences, lui assurer un succès décisif. Le général Richepance, posté, comme on vient de le voir, à Ebersberg, reçut l'ordre de se mettre en marche, le 3 décembre avant le jour, sur le hameau de Saint-Christophe en longeant les bois pour arriver au village de Mattenbett, y prendre position et tomber sur les derrières de l'ennemi aussitôt que ses dernières troupes seraient engagées dans le défilé. Le mouvement du général Richepance devait être appuyé par la division Decaen, qui reçut ordre de quitter Zornolding et de prendre cette même direction de Mattenbett, en laissant toutefois un bataillon à Ebersberg pour observer la chaussée de Wasserburg conjointement avec les troupes du général Lecourbe. Celui-ci venait de recevoir l'ordre de s'avancer de Pframmern sur Ebersberg afin de prendre en flanc les colonnes ennemies qui tenteraient de pénétrer de ce côté.

1800 — an IX Allemagne

Le même jour (3 décembre), à cinq heures du matin, les troupes autrichiennes se mirent en mouvement. Fières encore des succès obtenus l'avant-veille, elles s'avançaient avec une pleine et entière confiance dans les résultats de leur attaque imprudente. Au lieu de s'éclairer par des détachements jetés en avant et sur ses flancs, la colonne du centre, formée d'un corps de troupes autrichiennes et du corps bavarois, se dirigeait en masse sur Hohenlinden par la chaussée, l'infanterie en tête, suivie immédiatement du grand parc d'artillerie, et toute la réserve de cavalerie fermant la marche ; une colonne s'avançait à droite sur Burgrain ; une troisième à gauche sur Albaching et Saint-Christophe. Comme nous venons de le dire, aucune troupe légère ne se trouvait dans l'intervalle de ces trois colonnes, qui opéraient ainsi leur mouvement séparé et sans pouvoir s'appuyer réciproquement.

Pendant ce mouvement, la colonne qui avait occupé Dorfen après la retraite du général Legrand devait s'avancer sur Schwaben pour entrer dans la plaine qui environne le village d'Anzing sur la chaussée de Munich entre cette ville et le village de Hohenlinden : ce terrain était indiqué par l'archiduc Jean comme point de réunion de toutes ses colonnes.

Les colonnes autrichiennes ne rencontrèrent d'abord d'autres obstacles que ceux qui provenaient du mauvais état des chemins dégradés par la saison ; mais la neige, tombant alors en abondance et poussée par le vent dans le visage des soldats, dut retarder leur marche et rendre incertaine la direction des colonnes de droite et de gauche qui ne suivaient pas la chaussée. A huit heures du matin, la colonne du centre déboucha de la forêt et attaqua les avant-postes de la division Grouchy sur la chaussée. Moreau, dès la pointe du jour, s'était porté sur le front de sa ligne, et venait de donner l'ordre au général Grouchy de ne résister que faiblement afin d'augmenter la confiance de l'ennemi. En conséquence, les avant-postes cédèrent aux premiers coups de fusil, et la division se replia un peu en arrière. L'archiduc Jean, persuadé qu'il n'avait réellement affaire qu'à une arrière-garde, chercha dès ce moment à profiter de la supériorité de ses forces sur ce point d'attaque pour déborder la droite de tout ce qu'il apercevait de la ligne de bataille des Français. Mais,

comme le déploiement des troupes ne pouvait se faire promptement, la route se trouva bientôt encombrée par l'arrivée successive des grenadiers hongrois et du corps bavarois pressé par le parc d'artillerie engagé dans ce long défilé, où il n'existait point d'issue à droite ni à gauche. L'archiduc fit donc attaquer sur-le-champ les Français, pour ouvrir un débouché à cette masse qui se serrait de plus en plus. 1800 — an IX Allemagne.

La 108e demi-brigade était rangée en bataille faisant face à l'ennemi. Elle soutint longtemps et avec une grande vigueur les efforts faits contre elle; mais huit bataillons hongrois ayant filé à travers les bois pour la tourner sur la droite, cette demi-brigade dut céder un peu de terrain : son chef, Marcognet [1], fut blessé grièvement et fait prisonnier.

Le général Grouchy, s'apercevant que la ligne faiblissait sur ce point, se porta avec la 46e demi-brigade, qui jusque-là avait été exposée à un feu d'artillerie très-vif, au secours de la 108e à l'instant où les grenadiers hongrois débouchaient des bois et se formaient dans l'éclaircie. L'attaque fut si impétueuse que les Hongrois culbutés se rejetèrent dans le bois. A ce moment, un bataillon de la 57e pénétrait dans le taillis, qui devint le théâtre de plusieurs combats partiels, parce que, les rangs étant rompus sur ce terrain, on était forcé de se battre pour ainsi dire corps à corps. Les autres bataillons de la division s'étant avancés au soutien des premiers engagés, l'avantage demeura aux Français; ils firent un grand nombre de prisonniers, au nombre desquels se trouvait le général Spanochi, qui commandait les huit bataillons hongrois. Les Autrichiens, qui avaient attaqué la 108e, furent chargés par un régiment de chasseurs et deux escadrons de cavalerie, qui leur enlevèrent cinq pièces de canon.

Vers le même temps la droite des Autrichiens débouchait sur la division Ney par les hauteurs de Burgrain, engageant une légère fusillade, qui ne fut point soutenue. Le général Moreau, s'apercevant que cette attaque n'avait pas un caractère décidé, jugea qu'il fallait fixer l'attention de l'ennemi, et l'empêcher de découvrir le mouvement essentiel qu'opérait alors le général Richepance sur Mattenbett. En conséquence, il ordonna au général

[1] Depuis lieutenant général, etc.

1800 — an IX Allemagne. Grenier de prendre lui-même l'offensive contre la droite des Autrichiens. Le général Ney, se mettant en communication avec les troupes du général Grouchy, marcha vivement contre les troupes ennemies qui cherchaient toujours à déboucher des bois, et cette charge fut si bien conduite qu'en un moment plus de 1,000 prisonniers et 8 à 10 pièces de canon se trouvèrent au pouvoir des Français. Le général Grouchy, de son côté, attaquait avec la même vigueur pour refouler dans le défilé les bataillons qui s'efforçaient de déboucher. Il tardait à Moreau d'apprendre que la division Richepance avait atteint le but qui lui était indiqué.

Ce dernier général, parti d'Ebersberg dans la nuit, était arrivé à sept heures du matin au hameau de Saint-Christophe, et avait continué sa marche à travers les bois par des chemins affreux, que les guides eux-mêmes ne pouvaient plus reconnaître à cause de la neige qui les recouvrait et qui tombait encore en abondance. Le 1er régiment de chasseurs à cheval, suivi des 8e et 48e demi-brigades, rencontra, à quelque distance de Saint-Christophe, la colonne de gauche des Autrichiens, qui s'avançait par le vallon d'Albaching. Une vive fusillade s'engagea d'abord entre les deux troupes; mais l'ennemi chercha à gagner le flanc des Français, afin de les couper vers leur centre. Le général Drouet, à la tête de sa brigade, fit de vains efforts pour s'opposer à cette manœuvre, et se trouva séparé des troupes qui étaient devant lui. Le général Richepance, averti de la présence de l'ennemi par le bruit de la fusillade, accourut en toute hâte; mais, voyant qu'il allait perdre un temps précieux en cherchant à rétablir la communication entre ses deux brigades, il ordonna au général Drouet de tenir tête à la colonne autrichienne et de l'occuper fortement jusqu'à ce que le général Decaen, déjà en marche d'Ebersberg avec sa division, arrivât pour le dégager; quant à lui, pénétré de toute l'importance de sa prompte arrivée à Mattenbett, il continua sa marche sur ce village avec les troupes qui étaient en avant. Cette belle et subite détermination, justement admirée par tous les militaires, peut être regardée comme la cause décisive de la victoire de Hohenlinden.

En effet, Richepance atteignit sans obstacle le but indiqué :

Mattenbett n'était point encore occupé. Situé sur une colline, à la lisière du bois et à portée de fusil de la grande route, ce village avait été négligé par l'ennemi, et quelques piquets du régiment de Nassau, cuirassiers, se trouvaient seulement aux environs. Richepance les fit charger par le 1er régiment de chasseurs, et apprit qu'ils appartenaient à la grande réserve de cavalerie qui, venant de Haag, marchait, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à la suite de l'artillerie et était sur le point de s'engager à son tour dans le funeste défilé. A mesure que les troupes débouchaient de Mattenbett, le général français les mettait en bataille parallèlement à la grande route. Il plaça au centre de sa ligne, sur son front, six pièces d'artillerie, qu'il avait amenées avec lui non sans des peines incroyables. La 8e demi-brigade formait la droite, la brigade de cavalerie du général Walther le centre, et la 48e la gauche. Huit escadrons autrichiens vinrent bientôt se former en bataille de l'autre côté de la route. Huit pièces d'artillerie, répondant vivement à celle des Français, protégeaient le déploiement de cette troupe. Le général français, ayant trop peu de troupes avec lui, sentit combien il était nécessaire de dérober cette infériorité de forces à l'ennemi, et, pour l'étonner d'abord par une attaque franche, il ordonna au 1er régiment de chasseurs de charger vigoureusement la ligne autrichienne pendant que la 48e achevait de se former; mais, attaqué lui-même en flanc au moment où il abordait l'ennemi par un escadron que cachait un pli du terrain, ce régiment fut obligé de rétrograder et de venir se reformer à la droite de la 8e demi-brigade. Les Autrichiens profitèrent de cet échec pour étendre leur ligne, afin d'envelopper leurs adversaires. L'instant était éminemment critique; les troupes françaises, déjà presque débordées, allaient perdre l'occasion la plus décisive. Richepance le sentit, et, sans s'embarrasser de la position où pouvait se trouver le général Drouet, il n'hésite point à se jeter dans le défilé, pour porter le désordre sur les derrières de l'ennemi : nouveau trait de présence d'esprit et de courage! Cette manœuvre fut exécutée avec la plus grande rapidité. Le général Walther, à la tête de ses escadrons, soutenus par la 8e demi-brigade, s'avança sur la droite pour contenir la cavalerie ennemie qu'il avait devant lui, tandis que, sur la gauche, le

général Richepance, avec la 48e, se portait sur la forêt de Hohenlinden.

Sur ces entrefaites, la canonnade de Mattenbett avait attiré l'attention du général ennemi, qui suivait et couvrait le parc d'artillerie avec une réserve de grenadiers hongrois; et les Français, au moment de pénétrer dans la forêt, reçurent le feu de trois pièces, que ce même général venait de faire mettre en batterie au débouché, en les soutenant lui-même avec ses grenadiers. La troupe de Richepance continuait à s'avancer sous la mitraille et sous le feu des nombreux tirailleurs répandus dans le bois aux deux côtés de la route, lorsque trois bataillons de grenadiers hongrois, formés en colonne serrée, se présentent sur le chemin pour disputer le passage. Dans ce moment décisif, Richepance, en se tournant vers les braves qui le suivent, s'écrie : « Grenadiers de la 48e! que dites-vous de ces hommes là? — Général, ils sont morts. » En prononçant ces mots, les grenadiers croisent la baionnette, et se précipitent sur la colonne ennemie. Le choc est terrible : la résistance des Hongrois est presque égale à l'impétuosité des assaillants; mais les premiers sont bientôt culbutés; et, l'impulsion une fois donnée, aucune des colonnes qui se présentent successivement ne peut arrêter la marche foudroyante des Français.

Ce beau fait d'armes avait lieu au moment même ou le général Ney enfonçait, à la sortie du défilé vers Hohenlinden, les troupes autrichiennes qui faisaient de vains efforts pour déboucher. C'est alors que la belle combinaison du général en chef français parut dans tout son éclat, ainsi que l'admirable exécution de ses ordres par deux des plus illustres généraux de la république. La grande masse autrichienne, pressée en tête dans le défilé par l'intrépide Ney, refoulée en queue par l'audacieux Richepance, tourbillonna longtemps sur elle-même, rompit enfin ses rangs, et se jeta en désordre à droite et à gauche dans la forêt. Poursuivis vivement, les fuyards rencontrent partout la mort, et ceux qui veulent l'éviter n'ont plus d'autre parti a prendre que de mettre bas les armes et de se rendre a discrétion. La chaussée, tout à l'heure couverte des vieilles bandes autrichiennes, n'offre plus que des cadavres amoncelés, des chevaux sans conducteurs, des chariots, des caissons renversés;

quatre-vingt-sept pièces de canon deviennent le trophée de cette victoire, qui n'est pas moins le résultat de la science stratégique que celui de la bravoure. Les troupes de Ney et de Richepance se sont jointes au milieu de cette scène de carnage et de désordre ; et leurs cris d'allégresse, en apprenant leur réunion aux vaincus dispersés, augmentent encore, s'il est possible, la terreur de ces derniers.

1800 - an IX Allemagne.

Ney se chargea du soin de ramasser les prisonniers, tandis que Richepance revint sur ses pas pour soutenir ou dégager le général Walther, toujours aux prises avec la cavalerie autrichienne, à l'entrée du défilé : il le rencontra blessé grièvement, et porté sur un brancard par ses dignes soldats. Le général Drouet, dégagé par le général Decaen, avait rejoint le général Walther, et l'avait puissamment aidé à obtenir un succès que celui-ci payait de son sang. Le général Richepance, après avoir disposé son infanterie sur la lisière du bois, aux deux côtés de la chaussée, déboucha avec la cavalerie, auprès de Mattenbett, chargea et poursuivit celle des Autrichiens, qui ne fit plus devant lui qu'une retraite précipitée jusqu'à Haag.

Maintenant nous devons raconter comment le général Drouet avait échappé aux forces supérieures qui le tenaient en échec vers Saint-Christophe. Sa brigade, pressée vivement par la colonne du général Riesch, était postée sur un plateau très-étroit, qui ne lui permettait point de se développer ; cependant elle soutint l'attaque sans se laisser entamer. Une fusillade assez vive, entendue sur la droite, fit penser au général Drouet que la division Decaen arrivait à son secours. Cette nouvelle, communiquée aux soldats, redoubla leur ardeur : ils reprirent l'offensive, et tombèrent impétueusement sur la droite de l'ennemi, déjà attaqué sur son flanc gauche par le chef de brigade Lafond, qui venait d'arriver en effet avec l'avant-garde du général Decaen. Le général Riesch opposa vainement sa réserve à cette dernière attaque : le gros de la colonne française, arrivant au soutien de son avant-garde, attira bientôt toute l'attention de la colonne autrichienne. Le général Drouet, libre alors de continuer son chemin, obliqua à gauche, et força de marche pour joindre le général Richepance. Le général Decaen ordonna au général Kniasewitz de se porter, avec sa légion polonaise, par

1800 — an IX
Allemagne.

la gauche et l'intérieur du bois, entre Mattenbett et Hohenlinden, à l'effet de tomber sur le flanc droit de la colonne de Riesch, de combattre fortement pour l'arrêter et le contenir, et se porta avec le reste de sa division vers la chaussée, où il se réunit au général Grouchy, qu'il soutint dans son attaque contre la droite des Autrichiens.

Il était deux heures après midi. La bataille était bien certainement gagnée, puisque le centre des Autrichiens, qui faisait leur principale force, se trouvait détruit; mais la droite et la gauche combattaient encore avec opiniâtreté. Par suite des mauvaises dispositions du général en chef autrichien, ses ailes se trouvaient avancées à plus de deux lieues de distance en deçà et au delà de la chaussée : l'épaisseur de la forêt de Hohenlinden avait empêché le bruit du canon de parvenir jusqu'à ces troupes de sorte qu'au milieu du désordre qui avait été le résultat de la belle manœuvre ordonnée par Moreau, l'archiduc n'ayant pas eu le temps de faire avertir les généraux qui commandaient les autres colonnes, ceux-ci s'obstinaient à exécuter les instructions qu'ils avaient reçues. A l'aide de la supériorité de leur nombre et de l'avantage du terrain, ils se maintenaient dans leurs positions, et l'aile droite autrichienne s'efforçait même de déborder la gauche des Français.

Deux divisions d'infanterie (celles des généraux Legrand et Bastoul), la réserve de cavalerie du général d'Hautpoul et une brigade de réserve de la division Ney, réunies sous les ordres du général Grenier, étaient aux prises avec les corps des généraux Kienmayer et Baillet-Latour, qui avaient débouché par Dorfen et le village d'Isen. Nous avons dit que Grenier avait d'abord eu l'ordre de se tenir sur la défensive, mais qu'ensuite Moreau lui avait fait dire d'attaquer vivement les troupes qu'il avait devant lui. Les positions de l'ennemi furent prises et reprises plusieurs fois; les Autrichiens se battaient en désespérés, et les Français en gens qui se croyaient sûrs de la victoire. Les 42e et 51e demi-brigades soutinrent, sans s'ébranler, les charges réitérées de la cavalerie autrichienne; enfin la droite du général Legrand réussit à jeter dans les défilés de Lendorf les troupes qu'elle avait devant elle, tandis que le général Bonnet, avec une brigade de la division Bastoul, pénétrait dans

Isen, enlevait six pièces de canon, et faisait 1,500 prisonniers. 1800 — an IX Allemagne.

Le général Grenier se disposait à poursuivre cet avantage, lorsque l'ennemi menaça fortement la seconde brigade de la division Bastoul et la brigade de réserve de la division Ney. Grenier fit avancer alors le général d'Hautpoul avec trois régiments de cavalerie, soutenus par un bataillon de grenadiers. Le général Bastoul, en apercevant ce renfort, forme ses colonnes d'attaque, et marche sur la ligne que l'ennemi venait de former en avant du bois, sur les hauteurs de Wetting. Cette attaque fut protégée par celle de la brigade du général Bonnet, qui, renforcée elle-même par celle de cavalerie du général Fauconnet, fit un mouvement décisif sur la droite de la position des Autrichiens, pendant que la gauche était débordée par la brigade de réserve aux ordres du général Joba. L'ennemi ne put résister à cet effort combiné; il se retira en désordre, abandonnant plusieurs pièces de canon et un grand nombre de prisonniers. Le général Bastoul avait été blessé grièvement dans cette charge, qui fut la dernière de la journée. Le général Grouchy, que Moreau avait détaché de son centre pour renforcer son aile gauche, trouva le général Grenier maître du champ de bataille, et l'ennemi fuyant dispersé à travers les bois.

Pendant que ces événements se passaient à l'aile gauche, le général Decaen avait combattu à la fois les troupes du général Riesch et les débris de la grande colonne du centre qui cherchaient à s'y réunir ou à gagner la route de Wasserburg. Le général Kniasewitz, laissé en observation avec ses Polonais, après que le général Drouet eut été dégagé auprès de Saint-Christophe, fut attaqué avec vigueur par le général Riesch, et lui disputa le passage pendant toute la journée. Cependant les braves Polonais, fatigués d'une lutte aussi inégale, commençaient à faiblir vers le soir, et le général ennemi se flattait déjà de pouvoir continuer sa marche vers Hohenlinden, lorsqu'il fut attaqué par de nouvelles troupes. C'était la brigade du général Durutte, qui venait de faire mettre bas les armes à 900 Autrichiens. Ce petit corps ennemi, isolé par suite du grand mouvement opéré dans le défilé, avait cherché à gagner Wasserburg; mais l'adjudant-major de la 14e légère, Connil, à la tête de deux compagnies, s'était porté rapidement sur lui et l'avait sommé

de se rendre. Entendant la fusillade du côté d'Albaching, le général Durutte se porta rapidement sur ce point, prit en flanc la colonne du général Riesch, le décida à la retraite, et dégagea ainsi le général Kniasewitz et sa vaillante légion. La division Decaen avait fait dans cette journée plus de 3,000 prisonniers, au nombre desquels se trouvaient 50 officiers.

Telle fut la fin d'une des batailles les plus mémorables de cette guerre de la révolution si féconde en prodiges et qui fit faire tant de progrès à l'art militaire. « Elle fut complétement gagnée, dit un judicieux historien[1], par l'exécution la plus rigoureuse et la plus littérale du plan prémédité : exemple bien rare dans les fastes de la guerre ! » Les résultats immédiats de la victoire furent cent pièces de canon, 11,000 prisonniers, dont 280 officiers, parmi lesquels étaient le général bavarois Deroi et le général Spanocchi. Le succès était si complet que, sans l'état affreux des chemins et l'extrême brièveté des jours, au mois de décembre, les résultats eussent été bien plus grands. Encore quelques heures de jour, et l'armée victorieuse eût pu continuer de poursuivre les vaincus : les Autrichiens n'auraient pas pu sauver une pièce de canon. Mais au moment où tous les corps désunis et rompus fuyaient à travers les bois, dans tout le désordre d'une déroute complète, la nuit, avancée encore par la chute de la neige, commençait à étendre ses voiles, et força les Français d'abandonner une poursuite qui aurait pu devenir aventureuse.

Indépendamment des 11,000 prisonniers restés entre les mains des Français, plus de 6,000 morts étaient étendus sur le champ de bataille. Dans la nuit, un grand nombre de soldats égarés, prêts à périr de froid et de faim, jetèrent leurs armes, et vinrent aux bivouacs des vainqueurs en implorant leur commisération. La journée de Hohenlinden ne coûta pas aux Français plus de 2,500 hommes tués ou blessés. Généraux, officiers, soldats, tout le monde avait fait son devoir; tous s'étaient couverts d'une gloire éclatante. On entendit des blessés, rappelant encore leurs forces, s'écrier : « Il ne faut pas mourir aujourd'hui pour voir la fin d'une si belle journée. »

[1] Lieutenant général Mathieu Dumas.

Le courage et l'intrépidité des troupes avaient, sans aucun doute, puissamment contribué au succès; mais il convient de payer à Moreau le tribut d'éloges qui lui est dû. Jamais ce général n'avait donné des preuves aussi brillantes de son habileté, de sa présence d'esprit, de son sang-froid ; mais, toujours modeste, il ne répondit aux félicitations de ses généraux qu'en leur attribuant tout l'honneur du succès. Il les chargea de témoigner sa satisfaction aux troupes qui avaient si bien secondé leurs dignes chefs, et répéta plusieurs fois que l'armée devait la victoire à l'intrépidité du général Richepance, aux belles manœuvres du général Grenier, à la brillante conduite des généraux Ney, Grouchy, Decaen, Bastoul, Bonnet, Walther et à l'inébranlable constance du général Kniasewitz, dont les troupes combattaient pour la première fois sous ses yeux. De tous les généraux sur lesquels Moreau se plaisait à faire rejaillir ainsi une partie de sa propre gloire, le général Richepance était celui qui méritait en effet d'être nommé le premier, puisqu'il avait décidé la victoire en prenant deux fois une resolution vigoureuse dans des circonstances qui auraient altére le sang-froid d'un général ordinaire. « Mais amis, s'écria Moreau dans l'effusion modérée de sa joie, vous avez conquis la paix ; oui, c'est la paix que nous venons de conclure aux champs de Hohenlinden ! » Si ce bienfait ne fut pas le résultat immédiat de la bataille, on peut dire au moins qu'en portant à l'Autriche un coup aussi terrible et aussi décisif Moreau en fut réellement le préparateur. 1800 — an 9. Allemagne.

La retraite du gros de l'armée autrichienne se fit dans tout le désordre qui signale une grande catastrophe; les corps ne purent se rallier que le lendemain en reprenant sur la rive droite de l'Inn les positions qu'ils auraient dû quitter ou plus tôt ou plus tard. Ce désordre était tel que toutes les armes étaient mêlées, les corps confondus; qu'il fallut plus de deux jours pour rallier les fuyards et reformer les corps désorganisés. La réserve de cavalerie qui avait combattu à Mattenbett contre la brigade du général Walther avait seule montré quelque résolution dans cette épouvantable déroute, en tenant assez longtemps en avant du village de Haag pour couvrir le désordre de la retraite et rallier les débris de la colonne du centre. Ces troupes repassèrent

1800 — an IX Allemagne.

l'Inn à Kraiburg et à Mühldorf. Les troupes de la colonne de gauche ou corps du général Riesch, vaincue par la division Decaen, atteignirent la tête du pont de Wasserburg, où elles se défendirent assez vivement contre les bataillons de cette même division, qui seuls poursuivirent l'ennemi malgré l'obscurité de la nuit. Les troupes de l'aile droite (les deux corps des généraux Kienmayer et Baillet-Latour) furent protégées dans leur retraite par leur cavalerie, qui soutint assez heureusement une attaque de nuit dirigée contre elle par le général Espagne, posté, comme on l'a vu, avec sa brigade de cavalerie, à l'extrême gauche de la ligne française près du village d'Erding. La résistance de ce corps de cavalerie autrichienne permit à l'infanterie de continuer sa retraite en assez bon ordre par la vallée de l'Isen, et de se réunir aux autres corps de l'armée en passant l'Inn sur les ponts de Mühldorf et d'Œtting.

L'armée française, après avoir bivouaqué sur le champ de bataille, marcha en avant; le lendemain 4 décembre, Moreau porta son quartier général d'Anzing à Haag. Toute la journée fut employée à balayer la rive gauche de l'Inn et à resserrer l'ennemi dans ses têtes de pont. Le 5, Moreau fit prendre à ses divisions, en deçà et au delà de l'Inn, les positions suivantes :

L'aile droite, ou corps du général Lecourbe, qui n'avait pas été engagée dans la journée du 3 et s'était conséquemment bornée à couvrir le flanc droit et une partie des derrières du corps du centre, s'avança sur Rosenheim, dont le pont venait d'être incendié par l'ennemi, et occupa ce village. Lecourbe poussa ensuite sur sa droite plusieurs reconnaissances, qui s'avancèrent jusqu'à deux lieues de Kufstein en remontant la rive gauche de l'Inn, tandis que d'autres patrouilles éclairaient le cours de cette même rivière en descendant sur la gauche.

La division du général Decaen, en position sur la route de Wasserburg, resserrait étroitement la tête de pont gardée par le général Riesch; la division Grouchy, échelonnée sur la route de Haag, observait Kraiburg et couvrait le défilé d'Aschau, la division Richepance était en avant de Romering, occupant par une avant-garde le village d'Ampfing.

A l'aile gauche, la division Legrand, après avoir passé l'Isen, avait pris position entre les villages de Liebbruck et de Steig. La

brigade du général Bonnet se trouvait en réserve sur les hauteurs de Schwindeck. Deux divisions, détachées du corps du général Sainte-Suzanne, sous les ordres du général Colaud, étaient venues prendre position à Erding après avoir repoussé de Freising l'avant-garde du général Kienmayer, et ce corps s'était mis en communication avec celui du général Grenier. Le général d'Hautpoul était à Hohenlinden avec la réserve de cavalerie. 1800 — an IX Allemagne.

L'archiduc Jean avait fait prendre à ses troupes des positions à peu près parallèles à celles des Français. Le corps de réserve ainsi que la cavalerie occupaient Hohenwarth entre l'Alza et la Salza; les troupes du général Baillet-Latour furent placées au village d'Obing sur la route de Wasserburg à Altenmarkt sur l'Alza. La division du général Riesch s'établit à Stephanskirch et Hartmanshof sur le chemin de Rosenheim à Altenmarkt; le corps du général Kienmayer fut placé en avant et dans les retranchements de Mühldorf. Toutes les têtes de pont et les autres retranchements sur la rive droite furent occupés fortement et garnis de tout ce qui pouvait servir à leur défense. La cavalerie qui avait été engagée la dernière avec la brigade du général Espagne, s'étant trouvée le 4 débordée par la division Legrand, fut obligée d'obliquer à droite pour se retirer par Neumarkt et Eggenfelden jusqu'à Prombach, où elle prit position sur la route de Landshut à Passau.

Le général Moreau, pour tirer de la victoire de Hohenlinden tout le parti possible, n'avait plus qu'à envahir la haute Autriche, et à marcher rapidement sur Vienne, afin d'y dicter la paix, comme le fit depuis son rival de gloire dans des circonstances à peu près semblables. Mais cette entreprise, dont Moreau sentait toute l'utilité sans avoir peut-être la résolution nécessaire pour l'exécuter, présentait de nombreux obstacles. En quittant la Bavière pour envahir la haute Autriche, il fallait franchir les barrières formées par la nature et par l'art sur les rivières de l'Inn, de l'Alza et de la Salza. Cette partie des frontières de l'Autriche était regardée par les hommes de guerre comme presque inaccessible [1]. Toutefois, plein de confiance dans

[1] Turenne, dans ses Mémoires, considère l'Inn comme une des lignes les plus redoutables. Ses eaux tortueuses lui ont creusé un lit profond, et sa

1800 — an IX Allemagne. les excellentes troupes qu'il avait sous ses ordres, dans l'expérience et le dévouement de ses lieutenants, Moreau, après y avoir mûrement réfléchi, se détermina à tenter cette invasion difficile. Son projet était de pénétrer dans la haute Autriche par l'Innviertel en portant avec rapidité le gros de son armée sur Salzburg. Par cette manœuvre il prenait le Tyrol à revers, séparait de la grande armée d'Allemagne le corps engagé dans la haute vallée de l'Inn au-dessus de Kufstein, menaçait les communications de l'Autriche avec l'Italie, enlevait au général Bellegarde, en cas de revers, toute possibilité de se retirer ailleurs que dans la Hongrie, et devenait ainsi, par un seul mouvement, maître de l'Autriche et de la capitale des États héréditaires.

Le général en chef autrichien pouvait, à la vérité, s'opposer à cette invasion en portant la majeure partie de son armée sur sa gauche au pied des montagnes, et en ne laissant sur le bas Inn que les forces nécessaires pour garder les têtes de pont de Mühldorf et de Kraiburg et la forteresse de Braunau. Mais, outre que l'inexpérience du jeune archiduc ne lui permettait peut-être pas de pressentir le dessein de son habile adversaire, Moreau, pour mieux lui en dérober la connaissance, recourut à un stratagème qui devait entretenir la confiance de celui-ci et l'empêcher d'aviser au seul moyen qui lui restât pour mettre les États de son frère à l'abri des insultes de l'armée victorieuse. Moreau porta donc une très-forte masse sur le bas Inn, afin de persuader à l'archiduc que son intention était de manœuvrer désormais dans cette direction. Le centre et l'aile droite de l'armée parurent appuyer de ce côté en descendant un peu le long de la rivière, manœuvre qui leur donnait en même temps la faculté de resserrer de plus en plus les Autrichiens dans leurs positions; et, pour achever de donner le change à l'archiduc, Moreau fit rassembler à la hâte toutes les embarcations qui se trouvaient sur l'Isar à Munich et dans les environs, mit en réquisition tous les chevaux de luxe des seigneurs bavarois, et les employa à faire transporter les bateaux sur des chariots, par la route d'Erding.

rive droite est presque partout bordée par une chaîne de rochers qui, partant des Alpes, ne se termine qu'à l'embouchure de la rivière

Mais tandis que ces préparatifs ostensibles faisaient croire en effet aux Autrichiens que Moreau avait l'intention positive de forcer le passage de l'Inn inférieur, le général Lecourbe faisait secrètement tous les apprêts de l'opération véritable. Cet habile lieutenant du général en chef avait reconnu lui-même l'Inn supérieur et venait de décider que le point le plus favorable pour passer cette rivière était vis-à-vis du petit village de Neubeuren, entre Kufstein et Rosenheim, mais plus près de ce dernier endroit. 1800 — an IX Allemagne.

L'appareil du transport extraordinaire des bateaux de l'Isar, sur la route d'Erding à Mühldorf, masqua parfaitement le convoi clandestin de l'équipage de pont, s'acheminant avec mystère vers Rosenheim. Les divisions Grouchy et Richepance reçurent l'ordre de se tenir prêtes à se rendre à Aiblingen par Haag et Ebersberg, afin de pouvoir soutenir le mouvement du général Lecourbe. Le général Decaen eut aussi pour instruction de ne laisser devant Wasserburg qu'un détachement en observation, et de se rendre au premier signal à Aiblingen, qui n'est qu'à deux lieues de Rosenheim.

Moreau avait fixé le passage de l'Inn au 9 décembre. Dès le 8, les divisions Decaen, Grouchy et Richepance se trouvaient disposées par échelons et prêtes à se mettre en communication avec les divisions de Lecourbe. Lorsque le centre de l'armée se rapprochait ainsi du point de passage, l'aile gauche se trouvait à plus de quinze lieues de Neubeuren, toujours en position devant Mühldorf. Grenier avait étendu sa gauche au delà de l'Isen, et avait envoyé de forts détachements de cavalerie et d'infanterie vers Schärding et dans la direction de Braunau, afin de contenir l'ennemi sur le bas Inn, et de l'inquiéter sur son front.

La rivière d'Inn, qui présente dans son cours un grand nombre de petites îles, se trouve resserrée à Neubeuren dans un canal étroit et offrant un ancrage sûr. Les chemins qui aboutissent à la rive droite sont marécageux et peu praticables; mais c'est aussi le seul point où la rive gauche ne soit pas dominée. En établissant sur cette même rive gauche un feu supérieur, on pouvait espérer d'éteindre celui de l'ennemi, et l'éloigner assez pour qu'il ne pût pas inquiéter les travailleurs et s'opposer

1800 an IX Allemagne. à la formation des premières troupes qui abordaient sur la rive droite. Le général Lecourbe n'avait demandé que trois jours pour faire ses préparatifs de passage, et, ce terme expiré, ils étaient achevés, tant il avait mis de zèle et d'activité dans cette opération. Tout avait été rassemblé de manière à pouvoir être rendu dans une marche de nuit sur les bords de l'Inn.

Le 8 décembre, la division Gudin repoussa les avant-postes de l'ennemi sur la rive gauche, dans la vallée jusqu'à Kufstein, afin de l'éloigner du point de passage. Trois compagnies de la 36e demi-brigade serrèrent et tinrent bloqués dans Kufstein trois bataillons ennemis. Tout étant ainsi préparé, les divisions de l'aile droite se mirent en mouvement dans la nuit du 8 au 9, et se portèrent vis-à-vis de Neubeuren, escortant tous les matériaux nécessaires pour la construction du pont de bateaux.

Le 9, à six heures du matin, la division Montrichard, qui devait passer la première, était formée sur la rive gauche : le général d'artillerie Lemaire avait, avant le jour, disposé vingt-huit pièces de canon en batterie, qui commencèrent alors un feu très-vif dirigé sur la rive opposée, afin de protéger l'embarquement des troupes. Le capitaine du génie Galbois et les capitaines des pontonniers Negre[1] et Henry se jetèrent dans les premières barques afin de diriger les travaux. En moins de trois heures le pont fut établi sous le feu même de l'ennemi, qui, après s'être efforcé de répondre à celui de l'artillerie française, finit par abandonner le rivage. Huit bataillons de la division Montrichard, passés successivement dans des embarcations, prirent poste sur la rive droite et protégèrent les travailleurs. Le détachement ennemi, surpris et trop faible pour résister sur ce point, se retira sur Stephanskirch, où se trouvait, comme nous l'avons déjà dit, une partie de la division würtembergeoise du général Riesch.

Le général Lecourbe avait précédemment reconnu que le pont de Rosenheim, incendié par l'ennemi, était susceptible d'une prompte réparation, attendu que les premières arches seules se trouvaient détruites. En conséquence, autant pour opérer une diversion utile que pour éviter aux divisions du centre le long

[1] Depuis lieutenant général du corps royal d'artillerie, etc.

détour qu'elles devaient faire pour venir traverser l'Inn à Neubeuren, Lecourbe avait proposé au général en chef de les diriger sur Rosenheim, où elles pourraient passer le pont après son rétablissement. Pendant la nuit du 8 au 9, l'actif général avait fait établir sur ce même point une batterie de huit pièces de canon, dont le feu, dirigé sur la culée de la rive droite, devait empêcher l'incendie des arches encore existantes. Il espérait qu'un travail de quelques heures sous la protection de ce feu suffirait pour les réparations nécessaires; mais ce fut en vain que la batterie française croisa son feu sur la culée; vainement le deuxième bataillon de la 38e, placé sur la rive gauche, fit-il les plus grands efforts pour empêcher l'ennemi d'achever l'incendie du pont, le dévouement de quelques soldats nageurs fut inutile : les arches qui restaient furent dévorées par la flamme. Deux sapeurs se distinguèrent particulièrement en cette circonstance; armés, l'un d'un sabre, et l'autre d'une rame, ils traversèrent la rivière, abordèrent un poste ennemi, qui prit la fuite, et firent quinze prisonniers[1]. Il fallut donc renoncer à ce passage, et les deux divisions Decaen et Grouchy furent obligées de remonter jusqu'au pont de Neubeuren : la division Richepance resta seule dans Rosenheim.

Cependant les deux divisions de l'aile droite, Gudin et Montrichard, étaient sur la rive opposée depuis onze heures du matin. Lecourbe, dans la supposition que l'ennemi se défendrait fortement à Stephanskirch, ordonna au général Gudin de couvrir les hauteurs de Neubeuren, et de porter la brigade du général Puthod vers Endorf, pour couper à l'ennemi la chaussée qui conduit à Traunstein, et par conséquent sa retraite sur Salzburg. Lecourbe fit ensuite marcher la division Montrichard sur Stephanskirch, en passant par Rordorf; mais l'ennemi occupait une bonne position en avant de ce dernier village : ayant sa droite appuyée sur les hauteurs qui bordent l'Inn vis-à-vis de Rosenheim; son front couvert par un ruisseau qui sort des hau-

[1] Ce fut un détachement du corps de Condé qui défendit le passage de Rosenheim; et il est juste de dire, à la louange de ces Français émigrés, qu'ils montrèrent beaucoup de résolution dans cette défense et une grande intrépidité, en achevant l'incendie du pont sous le feu violent de l'artillerie et de la mousqueterie de leurs compatriotes.

teurs de Simbach, où sa gauche avait son appui : une avant-garde occupait Gocking. Montrichard dirigea le général Schinner avec deux bataillons le long de l'Inn, tandis que le général Roussel se portait par la droite sur Lauterbach et Gocking. Les mauvais chemins ayant retardé la marche de la cavalerie et de l'artillerie, il s'engagea entre l'avant-garde autrichienne et les troupes du général Roussel une fusillade très-vive; l'ennemi, supérieur en nombre et protégé d'ailleurs par son artillerie, commençait à pousser les Français, lorsque deux pièces de canon escortées par un bataillon arrivèrent sur le champ du combat. La brigade Roussel reprit de suite l'offensive en chargeant à la baïonnette, et força ses adversaires d'abandonner les hauteurs et les bois de Gocking.

Les Impériaux se retiraient en bon ordre sur le ruisseau de Simbach, lorsqu'ils furent chargés en flanc par la colonne du général Schinner, et coupés par deux régiments de cavalerie, qui, ayant passé le ruisseau, se jetèrent à toute bride sur leurs derrières. Le prince de Condé, qui commandait les troupes ennemies, opéra sa retraite sur Endorf.

Sur ces entrefaites, la nouvelle du passage de l'Inn par le général Lecourbe parvint au quartier général de l'archiduc, qui s'empressa de faire remonter l'Inn, à marches forcées, par les troupes de son aile droite; mais cette partie de l'armée autrichienne, qui avait le moins souffert à Hohenlinden, se trouvait à trois fortes marches de Neubeuren, par suite des démonstrations que Moreau avait fait faire sur le bas Inn; elle ne put donc arriver assez à temps pour appuyer le prince de Condé et empêcher les Français d'occuper Stephanskirch : trois bataillons seulement se trouvèrent en mesure de soutenir le corps d'émigrés et les Würtembergeois dans leur retraite sur Seebrück, où ils passèrent l'Alza.

Le lendemain du combat de Rordorf, le général Lecourbe, ayant attiré à lui les divisions Grouchy et Decaen, se mit à la poursuite de l'ennemi. Le général Richepance, renonçant au projet de rétablir le pont de Rosenheim, jeta un peu au-dessous un pont de bateaux, qui lui servit à passer sur la rive droite, où il opéra sa jonction avec les deux autres divisions du centre. Le général Grenier, suivant le mouvement de l'aile

droite autrichienne, remonta par la rive gauche de l'Inn jusqu'à Wasserburg, qui fut évacué à son approche : il y passa la rivière avec deux de ses divisions, et se dirigea sur Altenmarkt. 1800 — an IX Allemagne.

L'archiduc, se voyant menacé d'être attaqué à revers avant d'avoir pu réunir ses troupes, leur fit abandonner tous les retranchements qu'elles occupaient encore sur l'Inn, et se retira sur l'Alza. Cette retraite permit à la troisième division du corps de Grenier, à la réserve de cavalerie de d'Hautpoul, à l'artillerie et aux équipages, de passer en partie sur le pont de Mühldorf : celui de Wasserburg servit également au passage de ces dernières colonnes.

Ainsi l'armée autrichienne avait perdu ses communications avec Innsbrück, et était privée de son appui vers le Tyrol. L'archiduc n'avait plus la possibilité de renforcer le général Hiller, désormais trop faible pour tenter en Bavière une diversion qui eût pu arrêter les progrès de l'armée française : toutefois, avec de la prudence et de la circonspection, il pouvait encore retarder la marche de son adversaire. La Salza offrait à l'armée impériale une bonne ligne de défense entre Braunau et Salzburg ; mais, en y portant ses troupes, l'archiduc ne réfléchit point que les postes de Burghausen, de Dittmoning et de Laufen, par une imprévoyance inexcusable, n'étaient point en état de défense. Moreau, qui connaissait cette circonstance, résolut de pousser assez vivement son adversaire pour que celui-ci n'eût pas le temps de se fortifier dans la nouvelle position qu'il allait prendre.

Le général Lecourbe se mit en marche le 11 décembre, se dirigeant sur Salzburg, et attaqua l'ennemi à Seebrück, dont il s'empara après un combat assez vif; mais les Autrichiens dans leur retraite, coupèrent le pont sur l'Alza, ce qui arrêta quelque temps les Français, jusqu'à ce que l'on eût reconnu, à la tête du lac de Chiem, un gué où passèrent la cavalerie, l'artillerie et autant de fantassins qu'on put en transporter en croupe, sur les pièces ou sur les caissons. Le lendemain, 12, les divisions Gudin et Montrichard, soutenues à quelque distance par celle du général Grouchy, prirent position en avant de Traunstein. Le général Lecourbe s'enfonça ensuite dans le défilé de Teissendorf,

1800 — an IX Allemagne. en ayant soin de s'éclairer sur sa gauche vers la route d'Altenmarkt à Salzburg, et arriva dans la soirée auprès de Salzburghofen, occupé par les réserves de l'armée ennemie, qui s'étaient réunies sur ce point en suivant la route de Mühldorf à Salzburg.

Ces réserves, au nombre de 15,000 hommes, étaient en bataille en avant du village de Viehhausen et du confluent de la Salza et de la Saale, à deux lieues environ de Salzburg. La cavalerie, qui faisait la principale force des corps autrichiens, avait l'avantage de pouvoir se déployer dans la petite plaine qui se trouve entre la rive gauche de la Salza et les bois qui bordent la Saale. Lecourbe, après avoir reconnu la position, fit marcher la division Gudin sur Feldkirchen sur la Saale, afin de manœuvrer sur la droite, et de forcer tout ce qui se trouvait devant elle à passer sur la rive droite; le général Montrichard dut manœuvrer sur la gauche, et Lecourbe, gardant avec lui sa cavalerie pour s'opposer à celle de l'ennemi, s'avança sur la route. Le général Gudin réussit dans son mouvement; mais le général Montrichard, qui se dirigeait sur la route de Laufen où le terrain était plus ouvert, se trouva un moment débordé par l'ennemi. La 109e demi-brigade qui fermait la gauche, fut obligée de faire de grands efforts pour arrêter les progrès de la cavalerie autrichienne. Lecourbe, averti de la situation où se trouvait la division Montrichard, envoya les 8e et 9e régiments de hussards qui la dégagèrent et rejetèrent les assaillants sur la Salza. L'aile droite ennemie, trop engagée, se retirait en désordre, lorsque le général Gudin, qui avait pénétré à travers les bois jusqu'à Salzburghofen, lui coupa la retraite, et la força d'abandonner 600 prisonniers et six pièces de canon.

Moreau, voyant que l'ennemi concentrait ses troupes vers Salzburg, résolut de forcer le passage de la Salza, entre cette ville et Laufen, afin de menacer la route de Neumarck, de forcer les Impériaux à une retraite précipitée ou à se jeter entièrement dans les montagnes du Tyrol, dernière manœuvre qui rendait les Français maîtres de la haute Autriche.

En conséquence, le général Decaen eut ordre de faire, le 13 décembre, une forte reconnaissance sur la Salza; mais, par suite de la chance heureuse où se trouvaient les Français vic-

torieux, la reconnaissance et le passage de la rivière ne furent qu'une même opération. L'avant-garde du général Decaen, arrivée devant Laufen, trouva ce poste évacué. Les Autrichiens s'étaient bornés à couvrir d'infanterie un escarpement élevé qui domine le pont, auquel ils avaient fait quelques coupures sans le détruire, et à placer leur artillerie sur les hauteurs En remontant la Salza pour trouver un gué, le général Durutte, qui commandait l'avant-garde française, aperçut à demi-lieue de Laufen une barque sur la rive droite. Trois chasseurs de la 14e légère se jetèrent à la nage, traversèrent la rivière malgré la rapidité du courant, s'emparèrent de la barque, et la ramenèrent à la rive gauche. Le général Durutte fit passer à l'instant même 400 hommes sur le bord opposé. Cette troupe était commandée par le jeune Decaen, aide de camp de son frère, et par l'adjudant-major Plausonne. Afin de détourner l'attention de l'ennemi, le général Decaen fit faire une démonstration sur le pont de Laufen. Pendant ce temps, les 400 hommes parvenus sur la rive droite s'emparèrent d'un village qui fut barricadé pour servir de point d'appui, et, marchant ensuite vers la tête de pont, ils attaquèrent à la baïonnette, et en poussant de grands cris, les Impériaux alors occupés exclusivement de répondre au feu de la rive gauche. Cette agression inopinée épouvanta tellement l'ennemi, qu'il s'enfuit en désordre, imaginant avoir affaire à des forces supérieures, et laissant 100 prisonniers entre les mains des assaillants. Quelques barques qui se trouvaient encore à la rive droite furent presque aussitôt employées à un second passage, et avant la nuit les Français se trouvaient assez nombreux pour se maintenir sur la rive droite. Le pont de Laufen fut réparé pendant la nuit; et, le lendemain 14 décembre, il se trouva en état de servir au passage de l'infanterie et de la cavalerie. Un pont volant avait été également construit pour le passage de l'artillerie.

1800 – an IX
Allemagne.

Le général Decaen s'était empressé, comme on peut le croire, d'informer Moreau des succès de son entreprise hasardeuse, et celui-ci ordonna sur-le-champ au général Richepance de marcher sur Laufen. Le général Grouchy, resté en réserve derrière l'aile droite, eut ordre de prendre la même direction, en laissant seulement une brigade afin de lier le centre avec l'aile

1800 — an IX
Allemagne.

droite sur la rive gauche de la Salza; les deux divisions Legrand et Bastoul suivirent immediatement les divisions du centre; enfin Moreau lui-même se rendit à Laufen, où il fit jeter un nouveau pont. Le général d'Hautpoul fut placé à Teissendorf avec sa cavalerie pour soutenir le général Lecourbe, dont les divisions devaient rester en position sur la Saale, à deux lieues de Salzburg, pendant le passage de deux autres parties de l'armée sur la rive droite de la Salza. Tels étaient du moins les ordres que Moreau avait cru devoir transmettre à Lecourbe, aussitôt qu'il fut instruit que le centre et l'aile gauche étaient en mesure d'effectuer leur passage à Laufen; mais l'aile droite se trouvait déjà sur la rive droite de la Saale.

Après le combat de Salzburghofen, Lecourbe, se trouvant trop rapproché de l'ennemi pour se borner à l'observer sans rien entreprendre, avait passé la Saale à gué le 13 décembre, afin de continuer à pousser les troupes qu'il avait devant lui.

Le lendemain 14, il déploya sa cavalerie et son artillerie légère dans la plaine en avant du village de Vaal, et dirigea la division Montrichard le long des bois qui bordent la rive droite de la Saale jusqu'au confluent de cette rivière avec la Salza. Cette dernière troupe devait se réunir sur ce point avec le général Boyer, auquel Lecourbe, instruit de sa présence sur la rive gauche de la Salza, fit parvenir l'ordre de passer cette rivière à un gué qu'on avait reconnu, et de réparer un pont brûlé par l'ennemi dans le même endroit. Le général de l'aile droite, dans la persuasion que les Autrichiens songeaient à se retirer, manœuvrait ainsi sur leur flanc pour leur faire abandonner Salzburg. Le général Gudin eut ordre de se porter avec une de ses brigades sur la route de Reichenhall à Salzburg, tandis que l'autre brigade se formait devant le village de Vaal pour soutenir la cavalerie déjà déployée.

A dix heures du matin, l'action fut engagée par les tirailleurs des deux partis; il faisait un brouillard si épais, qu'on ne s'apercevait point à vingt pas de distance. Les tirailleurs français, gagnant insensiblement du terrain, furent tout à coup arrêtés par le feu de six pièces de canon que l'ennemi avait tenues masquées jusqu'à ce moment. L'artillerie française s'étant avancée pour répondre à cette canonnade, les Autrichiens mirent

successivement en batterie plus de trente pièces ; et le brouillard, s'étant dissipé comme par enchantement, laissa apercevoir une cavalerie nombreuse formée sur plusieurs lignes, dont la première s'ébranla presque aussitôt. Cette charge fut si impétueuse, que les 8e et 9e régiments de hussards français, qui s'étaient avancés pour soutenir l'artillerie, se replièrent d'abord pour aller se rallier derrière le 11e de dragons et le 23e de cavalerie. Ces quatre régiments, s'étant réunis, chargèrent à leur tour, et regagnèrent le terrain perdu, en faisant une centaine de prisonniers ; pendant ce temps l'infanterie, qui s'était avancée à droite et à gauche, après avoir culbuté quelques postes devant elle, rencontra, à l'embranchement des chemins de Laufen et de Reichenhall, des réserves si nombreuses qu'elle fut obligée de s'arrêter et de prendre position.

Dix mille hommes d'infanterie, quarante pièces de canon et un corps considérable de cavalerie se trouvaient réunis pour défendre les approches de Salzburg, principal appui de la ligne de la Salza ; et l'archiduc lui-même y était en personne. Le général Lecourbe, reconnaissant alors que le dessein de l'ennemi était de se tenir dans cette position, ne jugea point convenable de continuer l'engagement contre des forces aussi considérables, et se détermina d'autant mieux à prendre ce parti, qu'il venait de recevoir à l'instant les instructions dont nous avons parlé plus haut, et qu'il connaissait par conséquent le passage du centre et de la gauche de l'armée française à Laufen : il avait rempli d'ailleurs les intentions de Moreau, puisqu'il avait retenu devant Salzburg une bonne partie des forces de l'ennemi.

Lecourbe fit donc replier ses ailes, porta sa cavalerie derrière le défilé, et se borna à tenir la tête du village de Vaal avec une partie de son infanterie, conservant ainsi les moyens de marcher sur Salzburg, au moment où Moreau se montrerait à sa hauteur sur la rive droite de la Salza. L'ennemi essaya de troubler le mouvement rétrograde des Français ; mais ceux-ci firent si bonne contenance qu'ils purent s'établir dans la position que nous venons d'indiquer.

Moreau, apprenant ce qui venait de se passer à son aile droite, ordonna de suite au général Decaen de se porter sur

1800 — an IX Allemagne.

Salzburg, en canonnant vivement tout ce qui se trouvait devant lui. Cette attaque bruyante fit supposer à l'archiduc que tout le gros de l'armée française se trouvait déjà sur la rive droite, et qu'il allait lui-même se trouver pris entre deux feux. Renonçant donc à attaquer Lecourbe dans sa position de Vaal, le prince profita de la nuit pour opérer sa retraite. Le 15, à la pointe du jour, le général Decaen, qui, la veille, avait pris position à quelque distance de Salzburg, s'aperçut qu'il n'avait plus de vedettes ni d'avant-postes devant lui, et se dirigea avec son avant-garde sur la ville, où il entra peu d'instants avant le général Lecourbe qui arrivait par la rive gauche de la Salza.

L'abandon des lignes de la Salza par l'armée de l'archiduc décidait désormais du sort de l'Autriche. Une armée qui, vaincue dans une bataille décisive, n'avait pas pu tenir derrière l'Inn et la Salza, dont le moral était nécessairement ébranlé par tant d'échecs consécutifs, ne pouvait plus maintenant opposer une grande résistance à des troupes victorieuses et habituées à vaincre tous les obstacles. Moreau, sans s'inquiéter du mouvement que pourraient faire sur ses derrières ou sur ses flancs les corps détachés du général Hiller dans le Tyrol et du général Klenau sur la rive gauche du Danube, résolut donc de précipiter sa marche en avant pour ôter à l'archiduc l'espoir de rétablir son armée en se retirant sur la capitale des États héréditaires.

Le général Molitor, que Lecourbe avait laissé dans la haute Bavière, eut ordre de s'opposer, par des corps détachés, aux mouvements du général Hiller. Les talents du général français et l'expérience qu'il avait acquise dans la guerre de montagnes, pendant les campagnes précédentes, répondaient d'avance du succès de la mission qui lui était confiée.

Le général Sainte-Suzanne, dont le corps se trouvait toujours détaché sur le Danube, reçut pour instructions de manœuvrer sur le terrain triangulaire formé par ce fleuve, le bas Isar et le bas Inn, et de tâcher de se lier avec l'armée gallo-batave, commandée par Augereau. On a vu que le général Sainte-Suzanne avait déjà retenu en partie le général Klenau sur le Danube pendant les événements de Hohenlinden.

Moreau fit toutes les dispositions nécessaires pour empêcher l'archiduc de réunir ses masses isolées. Les divisions françaises se mirent en mouvement pour suivre l'armée ennemie, dont le gros se dirigeait sur Linz, tandis que la droite, où était le corps de Condé, se rendait en Styrie. Le général Richepance, formant, avec la division sous ses ordres, l'avant-garde de l'armée française, fit douze lieues de pays d'une seule traite, de Laufen à Henndorf, pour joindre l'arrière-garde autrichienne sur la grande route; le 15 décembre au soir, la division prit position à portée de pistolet des postes ennemis, et les attaqua le lendemain à la pointe du jour. La brigade Drouet gravit rapidement les hauteurs situées à la gauche de la route, et culbuta l'aile droite de cette arrière-garde, qui céda la position tout entière. Les troupes autrichiennes se retiraient avec tant de précipitation, et Drouet les suivait si vivement, que le général Sahuc, qui commandait la 2e brigade de Richepance, eut beaucoup de peine à suivre ce mouvement. Toutefois l'ennemi, serré de trop près, s'arrêta : le combat s'engagea de nouveau, et dura quelque temps; mais l'arrivée de la brigade Sahuc décida le succès. Les Français firent 1,000 prisonniers, et prirent trois pièces de canon dans cette rencontre. 1800 — an IX Allemagne.

Les deux autres divisions du centre, celles de Grouchy et de Decaen, avaient suivi celle de Richepance. Le général Lecourbe, avec les deux divisions Gudin et Montrichard, obliqua vers les montagnes, afin de rester maître des rivières, de flanquer la marche du centre et de l'aile gauche, et de déborder continuellement le flanc de l'ennemi; le corps du général Grenier (aile gauche) se dirigea sur Riedau pour marcher sur la Traun par la route de Wels et pour resserrer par la droite la place de Braunau, point par lequel le général Sainte-Suzanne devait rétablir ses communications avec l'armée.

Poursuivis si chaudement par les divisions du centre, les Autrichiens résistaient dans toutes les positions qui semblaient leur offrir quelques avantages; mais l'infatigable Richepance, l'un des plus entreprenants et des plus habiles généraux qui se soient fait remarquer dans cette longue guerre, ne laissait aucun relâche, aucun repos à l'arrière-garde ennemie. Le 17, l'archiduc voulut arrêter ses colonnes en arrière des défilés des bois que l'on

1800 — an IX Allemagne. rencontre après Frankenmarkt : Richepance marcha sur l'ennemi avec rapidité, le culbuta, et s'empara de son camp. Le lendemain, les Impériaux voulurent tenir dans une position encore plus avantageuse que celle de la veille, puisque le feu de leur artillerie prenait à revers la gauche des Français. Richepance, sans s'embarrasser de ses flancs, se dirige sur le centre de la position ennemie, tourne les hauteurs de Woklamarkt, force un corps d'infanterie, qui les occupait, à mettre bas les armes, s'empare de plusieurs canons, disperse les autres troupes, et arrive à Schwannstadt. 4,000 hommes de cavalerie se trouvaient en bataille en avant et sur la droite de ce village; ils avaient devant eux une plaine rase, de plus de trois quarts de lieue; leurs flancs étaient soutenus par quelques bataillons postés dans des bouquets de bois et derrière des ravins. Deux bataillons de la 48e de ligne commandés par les chefs Sarret et Marigny, et soutenus par deux escadrons du 5e de hussards, s'avancèrent hardiment contre cette cavalerie, en colonnes serrées, sans attendre, pour s'engager dans la plaine, que le reste des troupes fût arrivé. L'un de ces bataillons marcha directement par la grande route sur Schwannstadt, afin de couper la retraite à l'ennemi; l'autre se dirigea sur le centre de la ligne de la cavalerie impériale. Le général Richepance, étant arrivé presque aussitôt avec le reste de ses troupes, fit marcher le 5e de hussards à gauche du bataillon qui suivait la route, le 20e de chasseurs entre ce bataillon et celui qui traversait la plaine, et le 1er de chasseurs à droite de ce dernier. Les autres troupes d'infanterie furent établies en seconde ligne; le 10e régiment de cavalerie resta en réserve. Le bataillon qui traversait la plaine s'était approché à trois cents pas de la ligne ennemie sans répondre aux tirailleurs qui le harcelaient; mais, en voyant les dispositions faites par le général Richepance, les premiers escadrons autrichiens, n'osant point entamer la charge sur ce bataillon, firent demi-tour, et par ce mouvement brusque répandirent l'alarme et le désordre parmi les autres troupes qui les suivaient. Richepance, mettant l'occasion à profit, fit avancer alors les 1er et 20e de chasseurs pour charger cette cavalerie ébranlée. En un instant les escadrons ennemis furent rompus et sabrés; en vain voulurent-ils se rallier sur les bords

de la petite rivière qui traverse Schwannstadt : poursuivis par la cavalerie et l'infanterie françaises, ils y furent de nouveau culbutés. L'infanterie ennemie s'était également retirée, et un grand nombre de soldats se noyèrent en voulant passer à l'autre bord. Cette échauffourée coûta à l'ennemi une perte de plus de 1,200 hommes tués, noyés ou faits prisonniers. 1800 — an IX Allemagne.

L'archiduc, convaincu qu'il était dans l'impossibilité d'arrêter désormais la marche de ses adversaires, se borna, dès le lendemain de l'affaire de Schwannstadt, à faire couvrir sa retraite par des troupes légères qu'il tira de son aile droite, et qui n'avaient point encore combattu ; mais la nouvelle arrière-garde fut aussi maltraitée que la première : les hussards et les hulans, qui la composaient en grande partie, furent constamment repoussés ou battus par la cavalerie légère française, et chaque combat entraînait la perte de quelques voitures de bagage, ou de quelques pièces d'artillerie. Le général Kienmayer, qui commandait cette même arrière-garde, voulut tenir auprès de Lambach ; mais le général Mecsery et le prince de Lichtenstein, colonel de hulans, furent enveloppés et pris avec 1,200 hommes par les trois brigades des généraux Drouet, Sahuc et Sarrut. Une autre partie de la troupe ennemie, cherchant à se retirer précipitamment par le pont jeté sur la Traun, fut coupée par un bataillon de grenadiers qui s'était avancé, couvert par un pli du terrain de la rive droite : une mêlée épouvantable eut lieu alors devant le pont. Les Autrichiens, protégés par les batteries qu'ils avaient sur l'autre rive, essayèrent vainement de s'ouvrir un passage : ils furent tous tués ou faits prisonniers. L'incendie du pont, fasciné et goudronné, n'arrêta point les intrépides grenadiers ; ils s'y précipitèrent pour l'éteindre sous la mitraille que vomissait l'artillerie de la rive opposée : le pont fut conservé et servit au passage de la division. Un bataillon de la 27[e] demi-brigade attaqua trois bataillons ennemis qui occupaient un fourré sur le chemin de Wimsbach, et les déposta après trois quarts d'heure d'un combat opiniâtre. Toute la division Richepance vint camper à Wimsbach, où elle s'empara de magasins considérables que l'ennemi n'avait pas eu le temps d'évacuer.

Le gros des forces autrichiennes avait passé la Traun à Lam-

1800 — an IX Allemagne. bach et à Wels, et s'etait porté sur Kremsmunster, afin de gagner Steyer, où l'archiduc comptait passer l'Ens.

Le 20 décembre, les divisions Grouchy et Decaen passèrent la Traun sur les ponts de Lambach et de Wels. Le général Grenier, après avoir occupé Linz sur le Danube, s'avança sur Ebersberg. Indépendamment des dispositions habiles déjà prises par Moreau, et dont on va bientôt voir l'heureux résultat, la nouvelle des changements survenus dans l'armée ennemie allait donner encore plus d'activité à la marche des divisions que ce général avait sous sa main.

La bataille de Hohenlinden, perdue d'une manière si désastreuse, et la retraite accélérée de l'armée impériale, avaient répandu dans Vienne une consternation universelle; cependant, comme il arrive presque toujours dans les capitales menacées de l'invasion de l'ennemi, les témoignages de dévouement, les déclamations patriotiques, s'étaient multipliés à l'infini et servaient de masque à la profonde terreur des habitants. On s'armait de toutes parts, on formait des bataillons de volontaires, on voulait mourir pour la patrie; mais le sentiment réel de cette population était le désir de la paix : on la réclamait à tout prix. Le parti anglais éprouvait de grandes défections à la cour même, où déjà on disait hautement que l'imminence du danger devait faire passer par-dessus toutes les considérations politiques; que le salut de la nation commandait imperieusement de renoncer à toute alliance avec le cabinet britannique, et qu'il fallait, sans plus tarder, renouer les négociations de Lunéville, et donner satisfaction au consul, qui ne combattait que pour obtenir la paix. Dans cette agitation générale, l'empereur François II fut peut-être le seul qui montra quelque fermeté : il se trouvait à Haimburg sur le Danube, où il était allé avec l'impératrice, la reine de Naples et le grand-duc de Toscane, pour passer en revue la première division de l'armée d'insurrection de la Hongrie, lorsqu'il reçut les rapports de l'archiduc Jean sur les derniers événements. Sans paraître affecté de la terreur générale, il donna avec beaucoup de sang-froid, aux troupes qui se trouvaient prêtes, l'ordre de rejoindre l'armée, et se rendit à Vienne : il fit proclamer la résolution où il était de ne point abandonner cette capitale, et de prendre le commandement des forces des-

tinées à la defendre. En même temps, pour répondre aux désirs de l'archiduc Jean, qui demandait qu'on lui donnât un successeur, autant que pour rendre à l'armée le courage et la confiance qu'elle avait perdus, l'empereur rappela au commandement son frère l'archiduc Charles, qui se trouvait encore à Prague, où il s'occupait toujours de l'organisation des milices de la Bohême : ce prince était véritablement celui de tous les généraux autrichiens le plus en état de tenir tête au général Moreau, surtout dans la situation éminemment critique où se trouvait l'armée autrichienne. Trop généreux pour récriminer sur la conduite qu'on avait tenue à son égard lorsqu'on l'avait enlevé à des troupes dont il avait la confiance et l'amour, l'archiduc Charles se fit un devoir d'accepter une tâche plus pénible encore que glorieuse. Parti de Prague à la réception de la lettre de son auguste frère, le prince était arrivé au quartier général de Wels le 17 septembre, la veille même du combat de Schwannstadt. Sa présence et celle de plusieurs autres généraux qui avaient été écartés au commencement de la campagne parut d'abord rendre aux troupes autant de confiance qu'on pouvait en espérer dans la position où elles se trouvaient; mais il fallait du temps pour rétablir la discipline parmi tous les corps désorganisés. Le résultat des affaires de Schwannstadt et de Lambach venait de prouver à l'archiduc qu'il était bien difficile de sauver les États héréditaires autrement qu'en traitant avec un ennemi dont la supériorité était trop marquée. L'archiduc avait d'ailleurs une manière de voir différente de celle du ministre et des courtisans de son frère; il n'avait point cédé à l'influence britannique, et il partageait le vœu général du peuple pour la paix : c'est même à la manifestation de ces sentiments que l'on attribua dans le temps la disgrâce qu'il avait essuyée. N'étant donc point séduit par des considérations alors plus spécieuses que réelles, ni aveuglé par la haine, il appréciait mieux qu'aucun autre l'inutilité d'une guerre aussi ruineuse; mais, pour obtenir la paix, et surtout pour traiter avec toute la dignité convenable à un gouvernement qui ne veut point s'humilier devant un vainqueur, le prince sentit qu'il fallait faire prendre à l'armée impériale une attitude plus imposante. Aussitôt après le passage de la Traun, il forma le plan de rallier ses troupes, ou de recueillir ses débris

1800 — an IX Allemagne.

derrière la ligne de l'Ens, si la vive poursuite de Moreau lui en donnait le loisir ; et, dans le cas où cette ligne serait forcée, il se proposait d'en prendre une dernière plus resserrée entre le Danube et la Styrie, à la hauteur de Saint-Pölten, où il se trouvait à même de recevoir les renforts déjà en marche de divers points, notamment 25,000 hommes de l'insurrection hongroise. Il espérait alors pouvoir livrer bataille sous les murs de Vienne, tandis que le général Sztarray, qu'il avait laissé en Hongrie à la tête de la levée en masse de ce royaume, marcherait sur Linz.

La première partie de ces dispositions avait commencé à recevoir son exécution par la marche de l'armée impériale sur Steyer, lorsque Moreau apprit par des prisonniers faits à Lambach que le prince Charles avait remplacé l'archiduc Jean son frère. Le général français, qui connaissait l'activité et les talents de son nouvel adversaire, ne voulut pas lui donner le temps de se reconnaître, et, le 20 décembre, jour même du passage de la Traun par l'armée française, le général Richepance eut ordre de marcher avec l'avant-garde sur Kremsmünster, où il devait être suivi par la division Grouchy ; mais ce mouvement fut prévenu par l'actif Lecourbe. Parti de Salzburg avec ses deux divisions, ce général s'était dirigé entre les lacs et les montagnes qui sont à la droite de cette ville, par des chemins très-difficiles, où il fut obligé de se séparer de son artillerie. Après avoir passé la Traun à Gmünden, il avait attaqué, battu, à Forchdorf, a Potenbach et à Ried, les corps détachés qui flanquaient l'armée autrichienne, pendant que celle-ci s'avançait sur l'Ens, et avait précipité tellement sa marche, qu'il atteignit l'arrière-garde et la réserve autrichienne aux ordres du prince Schwartzenberg, au moment où ces troupes entraient dans Kremsmünster. Les attaquer et les culbuter fut pour Lecourbe l'affaire de quelques minutes ; cinq canons et plus de 1,300 prisonniers restèrent au pouvoir du vainqueur.

L'armée française occupait, dans la soirée du 20 décembre, les positions suivantes : les deux divisions de l'aile droite, auxquelles venaient de se réunir celles de Richepance et de Grouchy, étaient bivouaquées autour de Kremsmünster ; la division Decaen était à Neuhofen, le général Grenier était à Ebersberg

un peu plus avant sur la route de Vienne. Le quartier général de Moreau était à Wels; celui de l'archiduc, à Amstetten. 1800 — an IX Allemagne.

Le lendemain 21, le général Richepance se disposait à marcher sur Steyer, lorsqu'un parlementaire ennemi se présenta aux avant-postes. C'était le comte de Merfeld, envoyé par l'archiduc Charles au général Moreau, pour lui proposer une suspension d'armes, pendant que les deux gouvernements français et autrichien traiteraient des conditions d'une paix définitive. Le général Moreau, ayant trouvé les pouvoirs du comte de Merfeld insuffisants, ne voulut accorder qu'une trêve de quarante-huit heures, temps strictement nécessaire pour recevoir des nouvelles de Vienne, et déclara qu'il consentirait à un armistice plus prolongé dans le cas seulement où l'empereur manifesterait l'intention bien positive de faire une paix séparée, et sous la condition que le Tyrol serait entièrement évacué par l'armée impériale. Comme Moreau s'était réservé la faculté de continuer son mouvement sur l'Ens, le général Lecourbe se porta de Kremsmünster à Steyer, le général Decaen, de Neuhofen à Kronsdorf; le général Grenier suivit la grande chaussée de Vienne, en se dirigeant sur Ens. Plusieurs corps et détachements autrichiens se trouvèrent coupés par ces marches exécutées avec rapidité, et se rendirent prisonniers sans combattre. Vingt-deux pièces de canon, cent caissons, cinq ou six cents voitures, des magasins et des approvisionnements considérables tombèrent ainsi au pouvoir des Français. Les ponts sur l'Ens furent rétablis à Ens et à Steyer, et l'armée prit possession de la ligne que voulaient occuper les Autrichiens. Ce dernier mouvement s'opéra également sans combattre; et, comme la trêve était expirée, Moreau continua à faire marcher l'aile gauche qui passa les rivières d'Ips et d'Erlaf, et poussa son avant-garde à moins de vingt lieues de Vienne. En même temps l'aile droite remonta la vallée de l'Ens, et se dirigea vers Leoben sur la Mur. Afin de forcer l'armée autrichienne d'abandonner ses lignes qui se trouvaient tournées par cette marche, Moreau se disposait à porter son quartier général de Kremsmünster à Steyer, lorsque le général Grüne se présenta muni de pleins pouvoirs pour conclure un armistice. L'archiduc annonçait au général en chef français que l'empereur

1800 — an IX
Allemagne.

était décidé a faire la paix, quelles que fussent d'ailleurs les dispositions de ses alliés. Moreau, dont le vœu, au milieu de ses derniers triomphes, avait été pour la paix, crut devoir arrêter la marche de ses troupes et consentir à l'armistice demandé. Il pensa qu'il avait assez fait pour sa gloire, et dédaigna le stérile honneur d'une entrée triomphale dans la capitale de l'Autriche. Quelques historiens ont blâmé la modestie, selon eux très-déplacée en ce moment, du vainqueur de Hohenlinden. Il devait, disent-ils, continuer sa marche jusque sous Vienne, où il eût été plus facile de dicter les conditions de la paix ; mais Moreau ne se regardait que comme le mandataire de la république. Le système de l'envahissement des capitales n'avait point encore été établi comme il le fut par la suite; et la générosité française permettait-elle de refuser une trêve demandée par l'Autriche, avec l'intention franche de céder enfin au vœu général des peuples?

Quoi qu'il en soit, l'armée française venait de conquérir en vingt-deux jours quatre-vingts lieues de terrain; les formidables lignes de l'Inn, de la Salza, de la Traun et de l'Ens avaient été franchies sans perte; plus de 45,000 Impériaux mis hors de combat, cent quarante-sept pièces de campagne et une grande quantité de drapeaux étaient autant de trophées qui rendaient la modération du vainqueur encore plus remarquable.

La déclaration de l'archiduc, portant que l'empereur était décidé à faire la paix sans l'intervention de ses alliés, servit de base, et fut énoncée dans le préambule de la convention d'armistice qui fut signé à Steyer, le 25 décembre, par le général Lahorie pour le général Moreau, et par le général-major comte de Grüne pour l'archiduc Charles. Nous croyons devoir donner ici cette pièce historique en son entier.

Convention d'armistice.

Sa Majesté l'empereur et roi voulant traiter de suite de la paix avec la république française, quelle que soit la détermination de ses alliés ; les généraux en chef de l'armée française et de l'armée impériale en Allemagne, désirant arrêter, autant qu'il est en leur pouvoir, les maux inséparables de la guerre.

sont convenus de traiter d'un armistice et suspension d'armes. 1800 — an IX Allemagne.
A cet effet, ils ont chargé de pouvoirs spéciaux : savoir, le général en chef Moreau, le général de brigade Victor-François Lahorie, et S. A. R. l'archiduc Charles, le général-major comte de Grüne et le colonel Wairother de Vetal, de l'état-major, lesquels ont arrêté ce qui suit :

Art. 1er. La ligne de démarcation entre la portion de l'armée gallo-batave en Allemagne, sous les ordres du général Augereau dans les cercles de Westphalie, du haut Rhin et de Franconie, jusqu'à Bayersdorf, sera déterminée particulièrement entre ce général et celui de l'armée impériale et royale qui lui est opposé. De Bayersdorf, cette ligne passe à Erlangen, Nuremberg, Neumarck, Parsberg, Laber, Stadt-am-Hof et Ratisbonne, où elle passe le Danube, dont elle longe la rive droite jusqu'à l'Erlaf, qu'elle remonte jusqu'à sa source ; passe à Mark-Gaming, Kogelbach, Gossling, Hammer, Mendling, Leopolstein, Eisenartz, Vordenberg et Leoben ; suit la rive gauche de la Mur jusqu'au point où cette rivière coupe la route de Salzbourg à Klagenfurth, qu'elle suit jusqu à Spital ; remonte la chaussée de Vérone par Lienz et Brixen jusqu'à Botzen ; de là passe à Meran et Sainte-Marie, et arrive par Bormio dans la Valteline, où elle se lie avec l'armée d'Italie.

2. La carte d'Allemagne, par Chauchard, servira de règle dans les discussions qui pourraient s'élever sur la ligne de démarcation ci-dessus.

3. Sur les rivières qui sépareront les deux armées, la section ou la conservation des ponts sera réglée par des arrangements particuliers, suivant que cela sera jugé utile, soit pour le besoin des armées, soit pour ceux du commerce ; les généraux en chef des armées respectives s'entendront sur ces objets, ou en délégueront le droit aux généraux commandant les troupes sur ces points. La navigation des rivières restera libre, tant pour les armées que pour le pays.

4. L'armée française non-seulement occupera exclusivement tous les points de la ligne de démarcation ci-dessus déterminée, mais encore, pour mettre un intervalle continu entre les deux armées, la ligne des avant-postes de l'armée impériale et royale sera dans toute son étendue, à l'exception du Danube, à un

1800 — an IX Allemagne. mille d'Allemagne, au moins, de distance de celle de l'armée française.

5. A l'exception des sauve gardes ou gardes de police qui seront laissées ou envoyées dans le Tyrol par les deux armées respectives, et en nombre égal, mais qui sera le moindre possible (ce qui sera réglé par une convention particulière), il ne pourra rester aucune autre troupe de S. M. l'empereur dans l'enceinte de la ligne de démarcation. Celles qui se trouvent en ce moment dans les Grisons, le Tyrol et la Carinthie devront se retirer immédiatement par la route de Klagenfurth sur Bruck, pour rejoindre l'armée impériale d'Allemagne, sans qu'aucune puisse être dirigée sur l'Italie; elles se mettront en route des points où elles sont, aussitôt l'avis donné de la présente convention, et leur marche sera réglée sur le pied d'une poste et demie d'Allemagne par jour.

Le général en chef de l'armée française du Rhin est autorisé à s'assurer de l'exécution de cet article par des délégués, chargés de suivre la marche des troupes impériales jusqu'à Bruck.

Les troupes impériales qui pourraient avoir à se retirer du haut Palatinat, de la Souabe ou de la Franconie, se dirigeront par le chemin le plus court au delà de la ligne de démarcation.

L'exécution de cet article ne pourra être retardée, sous aucun prétexte, au delà du temps nécessaire, eu égard aux distances.

6. Les forts de Kufstein, Scharnitz, et les autres points de fortifications permanentes dans le Tyrol, seront remis en dépôt a l'armée française, pour être rendus dans le même état où ils se trouvent à la conclusion et ratification de la paix, si elle suit cet armistice, sans reprise d'hostilités.

Les débouchés de Finstermünz et Nauders, et autres fortifications de campagne dans le Tyrol, seront remis à la disposition de l'armée française.

7. Les magasins appartenants dans ce pays à l'armée impériale seront laissés à sa disposition.

8. Les forteresses de Wurtzburg en Franconie, et la place de Braunau, dans le cercle de Bavière, seront également remises a

l'armée française pour être rendues aux mêmes conditions que les forts de Kufstein et Scharnitz. 1800 — an IX Allemagne.

9. Les troupes tant de l'Empire que de Sa Majesté Impériale et royale qui occupent les places les évacueront; savoir : la garnison de Würtzburg, le 16 nivôse an 9 (6 janvier 1801); celle de Braunau, le 14 nivôse an 9 (4 janvier 1801); et celle des forts du Tyrol, le 18 nivôse (8 janvier 1801).

10. Toutes les garnisons sortiront avec les honneurs de la guerre, et se rendront, avec armes et bagages, par le plus court chemin, à l'armée impériale. Il ne pourra rien être distrait par elles de l'artillerie, munitions de guerre et de bouche, et approvisionnements en tout genre de ces places, à l'exception des subsistances nécessaires pour leur route jusqu'au delà de la ligne de démarcation.

11. Des délégués seront respectivement nommés pour constater l'état des places dont il s'agit, mais sans que le retard qui serait apporté à cette mission puisse en entraîner dans l'évacuation.

12. Les levées extraordinaires ordonnées dans le Tyrol seront immédiatement licenciées, et les habitants renvoyés dans leurs foyers; l'ordre et l'exécution de ce licenciement ne pourront être retardés sous aucun prétexte.

13. Le général en chef de l'armée du Rhin, voulant, de son côté, donner à Son Altesse l'archiduc Charles une preuve non équivoque des motifs qui l'ont déterminé à demander l'évacuation du Tyrol, déclare qu'à l'exception des forts de Kufstein, Scharnitz et Finstermünz, il se bornera à avoir dans le Tyrol les sauve-gardes ou gardes de police déterminées par l'article 5, pour assurer les communications. Il donnera en même temps aux habitants du Tyrol toutes les facilités qui seront en son pouvoir pour leurs subsistances, et l'armée française ne s'immiscera en rien dans le gouvernement de ce pays.

14. La portion du territoire de l'Empire et des États de S. M. Impériale dans le Tyrol est mise sous la sauve-garde de l'armée française, pour le maintien du respect des propriétés et des formes actuelles du gouvernement des peuples. Les habitants de ce pays ne seront point inquiétés pour raison de services rendus à l'armée impériale, ni pour opinions politiques, ni pour avoir pris une part active à la guerre.

1800 — an IX Allemagne. 15. Au moyen des dispositions ci-dessus, il y aura, entre l'armée gallo-batave en Allemagne, celle du Rhin et l'armée de S. M. Impériale et de ses alliés dans l'empire germanique, un armistice et suspension d'armes, qui ne pourra être de moins de trente jours. A l'expiration de ce délai, les hostilités ne pourront recommencer qu'après quinze jours d'avertissement, comptés de l'heure où la signification de rupture sera parvenue, et l'armistice sera prolongé indéfiniment jusqu'à cet avis de rupture.

16. Aucun corps ni détachement tant de l'armée du Rhin que de celle de S. M. Impériale en Allemagne ne pourront être envoyés aux armées respectivement en Italie, tant qu'il n'y aura pas d'armistice entre les armées françaises et impériales dans ce pays. L'inexécution de cet article sera regardée comme une rupture immédiate de l'armistice.

17. Le général en chef de l'armée du Rhin fera parvenir le plus promptement possible la présente convention aux généraux en chef de l'armée gallo-batave, des Grisons et de l'armée d'Italie, avec la plus pressante invitation, particulièrement au général en chef de l'armée d'Italie, de conclure de son côté une suspension d'armes.

Il sera donné en même temps toutes facilités pour le passage des officiers et courriers que Son Altesse Royale l'archiduc Charles croira devoir envoyer, soit dans les places à évacuer, ou dans le Tyrol, en général dans le pays dans la ligne de démarcation durant l'armistice.

A Steyer, le 4 nivôse an 9 (25 décembre 1800).

Signé V. F. Lahorie,

Le comte de Grune, Wairother de Vetal.

Il nous reste à retracer maintenant les opérations des autres corps d'armée en Allemagne, depuis la reprise des hostilités vers la fin de novembre jusqu'à la ratification de l'armistice signé à Steyer.

26 décembr. (5 nivôse.) *Opérations de l'armée dite gallo-batave, en Allemagne; occupation des villes d'Aschaffenburg, Schweinfurt et Würtzburg; combats de Burg-Ebrach, de Nuremberg, de Neukirchen*, etc.; *cessation des hostilités*, etc., etc. — Le général en

chef de l'armée gallo-batave, Augereau, avait reçu, le premier, l'ordre de recommencer les hostilités à l'expiration de l'armistice prolongé par la convention de Hohenlinden, et par conséquent les troupes sous son commandement étaient entrées les premières en campagne. Le corps gallo-batave se composait de trois divisions aux ordres des généraux Barbou, Duhesme et Dumonceau ; ce dernier commandait la division hollandaise. Les deux divisions Barbou et Dumonceau étaient cantonnées et échelonnées entre Offenbach et Aschaffenburg, sur une ligne de huit lieues d'étendue ; la division Duhesme, portée à Stockstadt, était chargée d'occuper le pont d'Aschaffenburg, encore gardé par les levées mayençaises du baron d'Albini. Augereau avait son quartier général à Offenbach, sur la rive gauche du Rhin, un peu en avant de Francfort. 1800 — an IX Allemagne.

Il avait été convenu, entre le général en chef du corps gallo-batave et le baron d'Albini, que ce dernier évacuerait Aschaffenburg lorsque l'armistice serait dénoncé ; mais le baron, pour mieux assurer sa retraite, jugea à propos d'attaquer, le 24 novembre, jour même où l'évacuation devait avoir lieu, un avant-poste hollandais, qui, malgré son infériorité, fit bonne contenance. Le chef de brigade Collaert, s'étant avancé pour soutenir ce détachement, chargea, avec son régiment de hussards (hollandais), les troupes mayençaises, et les rejeta dans la ville. Aschaffenburg fut occupé, le 25, par les Gallo-Bataves, et les trois divisions qui avaient déjà quitté leurs cantonnements marchèrent dans la direction de Würtzburg et de Schweinfurt. Le baron d'Albini fit sa retraite sur Fulde par Brückenau, et ne reparut plus. Le corps autrichien du général Simbschen se replia par Schweinfurt, et se concentra entre le Mayn et la Regnitz.

La ville de Schweinfurt, placée au sommet du coude anguleux que forme le Mayn de Bamberg à Kitzingen, a deux ponts sur cette rivière, dont le lit est très-profond en cet endroit, avec des bords escarpés : elle est fermée d'une enceinte terrassée, à demi-revêtement, et alors en fort mauvais état. En réparant les ouvrages, cette place était très-susceptible de servir de point d'appui aux opérations d'une campagne ; aussi le général Augereau s'empressa-t-il de la faire occuper. Pour seconder le mouvement des divisions Duhesme et Barbou, qui se portaient sur

1800 an IX Allemagne. ce point important, le général en chef détacha l'adjudant général Deverine avec la 98e demi-brigade et le 16e de dragons, en lui ordonnant de passer les deux bras du Mayn au-dessus de Würtzburg, et de se porter jusqu'à Geroldshofen, afin d'inquiéter les troupes du général Simbschen, et de forcer celui-ci à quitter plus promptement Schweinfurt, dans la crainte d'être coupé dans sa retraite : l'avant-garde de la division Barbou prit possession de cette ville le 26 novembre.

Dans le même temps la division Dumonceau était arrivée devant Würtzburg, et cette place fut investie le 27. Würtzburg, n'ayant d'autre défense qu'une enceinte bastionnée sur la rive droite du Mayn, était peu susceptible de faire une grande résistance. Le général qui la commandait capitula le 30 novembre, et se retira dans le château de Marienberg. Il fut convenu qu'on ne tirerait point de la ville sur le château, et réciproquement du château sur la ville, qu'il ne serait rien changé aux ouvrages du quartier du Mayn ; que ce quartier ne pourrait être attaqué par eau ; que la navigation serait libre, mais que les bateaux ne passeraient que dans le jour.

Augereau laissa la division Dumonceau devant la forteresse de Marienberg pour en former le blocus. L'occupation de Würtzburg et l'étranglement occasionné par les deux coudes que forme le Mayn rendaient très-facile l'investissement de ce château, qui, dominé par des hauteurs, peut être resserré. En établissant des postes retranchés et des batteries sur les crêtes de Saint-Nicolas et d'Hexemburg, séparées par le ravin de Hochberg, il n'y avait rien à redouter des sorties de la garnison.

Cependant le général Simbschen avait réuni 12 ou 13,000 hommes dans la position de Burg-Ebrach, sur la grande route de Würtzburg à Bamberg. Il couvrait cette dernière ville, et poussait ses avant-postes jusqu'à Zeil, sur la route de Schweinfurt, à la rive droite du Mayn. Augereau, ayant reçu du général Moreau l'avis que le général Klenau pourrait se porter au secours de Simbschen, résolut d'attaquer celui-ci sans délai, afin d'empêcher la réunion des deux corps autrichiens. En conséquence, il fit marcher les deux divisions Barbou et Duhesme sur Geroldshofen, déjà occupé par le détachement de l'adjudant général Deverine. Le chef de brigade Wathiez, flanquant la gauche

des deux divisions, balaya la rive doite du Mayn, chassa de Zeil un détachement des hussards de Blankenstein, et pénétra jusqu'à Kloster-Ebrach. Le 3 décembre, les deux corps d'armée gallo-batave et autrichienne se trouvèrent en présence. L'ennemi, appuyé à la route de Bamberg, couvrait le chemin de cette ville à Höchstadt; et, établi sur le plateau dont le versant tombe sur la Regnitz, il occupait sur son front le village de Burg-Ebrach et les deux hauteurs qui le dominent, et sur lesquelles il avait de fortes batteries. 1800 — an IX Allemagne.

Burg-Ebrach fut emporté par les troupes du général Duhesme; mais les Autrichiens opposèrent, dans leur seconde position, une résistance d'autant plus meurtrière, qu'ils étaient protégés par le feu d'une artillerie formidable. Augereau ordonna à la 21e demi-brigade de ligne et à une partie de la cavalerie batave de tourner la gauche de l'ennemi, à la faveur d'un bois, et en couronnant la hauteur principale; le général Treilhard [1] eut ordre de se porter, avec la réserve de cavalerie, sur la route de Bamberg, pour déborder la droite, tandis que l'adjudant général Deverine attaquerait l'ennemi de front. Les Autrichiens continrent longtemps les efforts des Français; mais Deverine, ayant fait une charge vigoureuse à la tête des carabiniers de la 29e demi-brigade légère, parvint à s'établir sur le plateau. Ce jeune officier, victime de son intrépidité, le corps traversé de plusieurs balles, succomba, en disant à ses carabiniers : « Courage, mes amis! c'est ainsi qu'il est glorieux de mourir au champ d'honneur. » Capitaine de grenadiers à dix-sept ans, Deverine avait fait les campagnes de 1796 et 1797 en Italie; il ne survécut que peu d'instants aux blessures mortelles dont il était couvert, et le général Augereau le fit enterrer, après le combat, à la place même où il les avait reçues.

Quoique attaqué par des forces inférieures aux siennes, le général Simbschen, persuadé qu'il combattait contre toute l'armée gallo-batave, ordonna la retraite, et fut poursuivi jusqu'à la nuit par le général Barbou. Le corps autrichien se retira par Forchheim, afin de se rapprocher du général Klenau, et d'être à portée de recevoir les renforts attendus du Palatinat. Le 4 dé-

[1] Depuis lieutenant général, etc.

1800 — an IX Allemagne. cembre, il passa la petite rivière d'Aisch, la Regnitz, et vint occuper une bonne position vers Pegnitz, aux débouchés de la gorge de Hersbruck.

La retraite du général Simbschen assurait aux Français une excellente position sur la Regnitz. La division Duhesme, formant la gauche, entra dans Bamberg; une partie de la division Barbou, formant le centre, occupa Forchheim, et eut ordre de pousser des partis sur Nuremberg; la droite, pliée un peu en arrière vers Neustadt, couvrait la communication, par Kitzingen, avec la division Dumonceau, chargée du blocus du château de Marienberg.

Augereau resta quelque temps dans cette position, parce que, ne connaissant point encore les résultats de la reprise des hostilités par le général Moreau, il craignait de s'aventurer en poursuivant avec trop d'ardeur un ennemi qui pouvait se renforcer à chaque instant. Toutefois il résolut de faire un mouvement afin de se mettre en communication avec le corps du général Sainte-Suzanne, sur la rive gauche du Danube. Les troupes sous ses ordres n'allaient guère au delà de 16,000 hommes, dont 5,000 se trouvaient retenus devant le château de Marienberg, ou placés en garnison à Aschaffenburg, Lohr, Gemünden et Schweinfurt. Il ne disposait que de 10 ou 11,000 hommes pour tenir une ligne de douze lieues, de Nuremberg à Bamberg. Le général Barbou, dont l'avant-garde occupait Nuremberg, eut ordre de pousser quelques reconnaissances dans les directions d'Eichstadt et d'Ingolstadt; mais un parti qu'il avait jeté sur Roth fut enlevé par l'ennemi, et Augereau n'osa point renouveler ses tentatives de ce côté.

La nouvelle de la victoire remportée par Moreau à Hohenlinden, le jour même du combat de Burg-Ebrach, vint ranimer l'ardeur et exciter l'émulation des troupes gallo-bataves; mais cet événement ne diminuait point les inquiétudes du général Augereau. En effet, à mesure que l'armée de Moreau s'avançait sur l'Inn, l'armée gallo-batave perdait d'autant mieux son appui, et, se trouvant à plus de vingt lieues du Danube, ne pouvait se concentrer dans une forte position sans courir les risques d'y être tournée ou affamée. Convaincu qu'il ne lui restait plus d'autre rôle a jouer que celui d'une observation pas-

sive, Augereau se borna à occuper comme têtes de pont les points les plus forts de la rive droite de la Regnitz. Il espérait de cette manière en imposer à l'ennemi sur la faiblesse de ses troupes, et, par des attaques vives et réitérées, se montrer plus redoutable qu'il ne l'était en effet.

En conséquence, il envoya le chef d'escadron Richer, son aide de camp, avec un détachement pour occuper Merzbach, près de la ligne de neutralité gardée par les Prussiens, jeta 400 hommes et trois bouches à feu dans Bamberg, concentra une grande partie de ses forces entre Forchheim et Nuremberg, occupa ces deux villes comme têtes de pont, et établit son quartier général à Herzogen-Aurach. Il se proposait surtout d'inquiéter l'ennemi sur sa gauche, afin de rendre plus faciles ses propres mouvements sur la base d'opérations principales qu'il avait choisie. La garnison de Bamberg eut ordre de se replier sur Eltmann et Schweinfurt, si elle était attaquée par des forces trop supérieures. La saison favorisa sur plusieurs points les dispositions du général Augereau : les chemins dans les bois qui se trouvent entre Forchheim et Bamberg se trouvant presque impraticables, lui permettaient de ne laisser que quelques détachements dans cet intervalle, et de concentrer le gros de ses troupes autour de son quartier général de Herzogen-Aurach.

Cependant les généraux Simbschen, Klenau et le prince Guillaume, commandant en chef des troupes bavaroises, s'etaient réunis en conseil de guerre à Amberg, pour se concerter sur les moyens de tenir tête à l'armée gallo-batave, et d'empêcher l'invasion du haut Palatinat. D'après le plan arrêté entre ces trois généraux, le général Klenau devait s'avancer de Ratisbonne vers la Regnitz avec un corps de 10,000 hommes, amenant avec lui les deux meilleurs partisans de l'armée autrichienne, les comtes de Walmoden et de Mier, afin d'attaquer la droite de l'armée gallo-batave, tandis que le général Simbschen attaquerait la gauche avec les 12,000 hommes qu'il avait sous ses ordres. Le but de ce double mouvement était d'empêcher le général Augereau de renforcer son aile gauche, d'envelopper celle-ci, et de rejeter les autres troupes au delà de la Regnitz.

Augereau fut instruit des projets de l'ennemi, et ne perdit point de temps pour faire des dispositions qui le missent en

1800 — an IX Allemagne. mesure de repousser les attaques dont il était menacé. Il se rendit de suite à Würtzburg, ne laissa pour le blocus du château de Marienberg que les troupes strictement nécessaires, et renforça sa ligne de bataille de toutes celles qu'il retira de ce point. Il était de retour à son quartier général le 18 décembre, lorsqu'on lui rapporta qu'une forte canonnade se faisait entendre vers Altorf et Neukirchen, aux avant-postes de sa droite.

Le chef de brigade Wathiez était sorti de Nuremberg pour faire une reconnaissance sur la route de Neumarckt; s'étant arrêté au point où cette route se partage en deux chemins, dont l'un conduit à Altorf par Fischbach et Birnthon, et l'autre à Neumarckt par Feucht, Wathiez apprit par ses coureurs que le général Klenau, arrivé la veille dans la soirée à Altorf avec 4,000 hommes d'infanterie, 2,000 chevaux et plusieurs batteries d'artillerie, avait poussé ses avant-postes sur les deux routes à Feucht et à Fischbach. Il détacha sur-le-champ le chef de bataillon Goujot, soutenu de 50 dragons, sur la route de Neumarckt, et avec le reste de sa troupe il s'avança dans la direction d'Altorf. Il rencontra à Fischbach une avant-garde autrichienne composée de hulans, sous les ordres du lieutenant-colonel Baroski, et d'un bataillon de chasseurs hanovriens qui bordaient la lisière du bois. Deux compagnies de carabiniers et quatre autres compagnies de chasseurs de la 11e demi-brigade d'infanterie légère se jetèrent sur le détachement ennemi avec tant de vivacité que celui-ci se replia presqu'aussitôt. Pendant ce temps le chef de brigade Wathiez s'avançait sur la route avec sa cavalerie et le reste de sa colonne. Le lieutenant-colonel Baroski, qui s'était enfoncé dans le bois, voulant profiter d'un terrain uni et découvert au delà du village de Fischbach, chargea de front et sur son flanc droit la colonne française; mais Wathiez, qui marchait avec toutes les précautions d'usage, avait jeté sur ses flancs des pelotons de tirailleurs. Ceux de droite, masqués par une haie, arrêtèrent le mouvement des hulans qui s'apprêtaient à charger le flanc de la colonne, par un feu très-vif et presque à bout portant. Cette décharge inattendue mit le désordre dans les rangs des cavaliers ennemis. Wathiez chargeant alors à la tête des dragons qui faisaient partie de sa colonne,

acheva de culbuter les hulans. L'infanterie française s'étant 1800 — an IX Allemagne.
élancée au pas de course sur la lisière du bois, fit sur cette cavalerie en déroute un feu si meurtrier, qu'elle leur tua plus de 80 hommes et autant de chevaux. Le comte Baroski et cinq de ses officiers se trouvaient parmi les morts.

Sur ces entrefaites, le chef de bataillon Goujot avec sa petite colonne avait gagné Feucht à travers les bois. Arrivé à la hauteur de ce village, il aperçut l'ennemi rangé en bataille; au lieu d'avoir affaire à quelque grand'garde, comme il s'y attendait, il trouvait devant lui trois bataillons d'infanterie soutenus par une nombreuse cavalerie. Trop faible pour résister à une masse aussi imposante, Goujot voulut se retirer sans en venir aux mains; mais déjà l'infanterie ennemie manœuvrait pour envelopper la colonne française, et la cavalerie, avec deux pièces de canon, s'avançait directement sur elle par la grand route. Il fallut combattre pour sortir de ce pas difficile, et la sixième compagnie du 4e de dragons, commandée par le brave capitaine Strub et les lieutenants Pierret et Mangeaud, se dévoua pour sauver le bataillon d'infanterie qu'elle accompagnait.

Le bruit du canon fit soupçonner au chef de brigade Wathiez le danger que courait sa colonne de droite, et il jugea qu'il était nécessaire de lui porter un prompt secours; mais son infanterie, emportée par trop d'ardeur à la poursuite des troupes du comte Baroski, sur la route de Birnthon, ne se trouvait plus à portée. Le chef de bataillon Goujot parvint cependant à se retirer à travers le bois dans une position où il put tenir tête aux troupes qui le poursuivaient. Le capitaine Strub avait été blessé grièvement, et la compagnie avait perdu quelques hommes et dix-sept chevaux.

Le général Klenau, dont le reste des troupes suivait le mouvement de son avant-garde, accéléra la marche de ses colonnes pour déboucher dans cette même plaine de Nuremberg, à l'entrée de laquelle la petite troupe de Goujot avait déjà pris position. La partie de l'avant-garde ennemie qui venait de poursuivre la colonne de cet officier se trouvait à l'enfourchure de la route, et s'y tenait en colonne serrée, pour couper le passage au chef de brigade Wathiez, lequel, ayant

1800 — an IX Allemagne. rallie son infanterie, marchait alors, mais un peu tard, pour dégager sa colonne de droite.

Pendant que ceci se passait en avant de Nuremberg, le général Barbou venait de déboucher de cette ville avec le reste de cette division, pour dégager lui-même son avant-garde, qu'il jugeait fortement engagée. Le général de brigade Fusier, à la tête du troisième bataillon de la 11e demi-brigade légère, joignit le chef de bataillon Goujot, et prit position à la droite de la route. La compagnie de dragons du capitaine Strub soutenait encore le choc de la cavalerie ennemie, et essuyait le feu de son artillerie et de ses tirailleurs, lorsque le général Pacthod s'avança avec deux bataillons, deux escadrons et deux pièces de canon. Ces troupes fraîches, qui marchaient avec rapidité, essuyèrent, à cinquante pas, un feu de mitraille, chargèrent l'infanterie et la cavalerie de l'ennemi, et les repoussèrent avec une perte assez considérable en tués et en blessés.

Cette colonne autrichienne se replia sur celle qui se trouvait à l'embranchement des chemins d'Altorf et de Neumarckt, et en présence de laquelle était arrivé le chef de brigade Wathiez. Cet intrépide officier, déterminé à s'ouvrir un passage, jeta dans les bois à droite les deux compagnies de carabiniers commandées par le capitaine Dittelin[1], et quatre compagnies de chasseurs sur la gauche; formant ensuite le reste de son infanterie en colonne serrée sur la chaussée, une de ses pièces de canon en tête, et l'autre en queue, soutenue par le détachement du 4e de dragons qu'il avait avec lui, il s'avança sur la troupe qui lui barrait le passage. Le général Barbou, entendant le feu de cette attaque, fit un nouvel effort, contre lequel l'ennemi, forcé de combattre en avant et en arrière, ne put tenir longtemps. Le passage se trouvait libre alors, par la dispersion des Autrichiens à travers les bois de droite et de gauche. Wathiez rejoignit la division;

[1] Il était âgé de soixante-dix ans; c'était encore un des plus braves et des plus actifs capitaines de l'armée. A la reprise des hostilités, Dittelin reçut l'avis de sa retraite, que lui avait accordée le consul. « Un boulet de canon, dit-il, voilà la retraite que j'ambitionne; » et il resta à son corps.

il n'avait perdu qu'environ 130 hommes, tués ou blessés dans ces deux engagements ; la perte de l'ennemi fut évaluée de 1,000 à 1,200 hommes[1].

1800 — an IX
Allemagne.

Au moment où l'attaque du général Klenau avait lieu sur Nuremberg, le général Simbschen attaquait également l'aile gauche des Gallo-Bataves. Les reconnaissances que le général Duhesme avait envoyées sur Lauf et Rottenburg rencontrèrent deux colonnes ennemies, qui les obligèrent à se replier sur Neuhof. Le chef de brigade Clément, qui commandait l'un des détachements français, chercha à se maintenir dans ce village; mais, ayant affaire à des forces plus nombreuses que les siennes, il dut rétrograder encore jusqu'à la hauteur d'Eschenau. Les Autrichiens manœuvraient pour l'envelopper, lorsque le général Treilhard, à la tête du 16e de dragons, s'opposa à ce mouvement par une charge exécutée avec une grande vigueur. Duhesme étant arrivé avec une réserve d'infanterie, et menaçant la droite de l'ennemi, le général Simbschen n'osa point pousser plus avant, et se retira sur Neuhof. Eschenau, situé sur le territoire de Bayreuth, principauté appartenant à la Prusse, ne fut occupé par aucun des deux partis, qui respectèrent ainsi le principe de la neutralité.

[1] Le combat de Fischbach donna lieu à un trait qui doit trouver sa place dans nos annales. Un carabinier de la onzième demi-brigade, nommé Moreau, né dans le département de la Vendée, tomba blessé grièvement d'un coup de feu; le soldat ennemi qui l'avait renversé accourut pour le dépouiller : c'était un déserteur français. Frappé des traits du carabinier, cet homme l'interroge et le reconnaît pour son frère ; il embrasse en pleurant sa victime, et veut lui prodiguer des secours : « Va, lui dit le carabinier, je ne puis reconnaître un frère dans celui qui porte les armes contre sa patrie; retourne vers les tiens, et laisse-moi mourir. » Cependant, malgré cet accueil et la résistance du carabinier patriote, son frère l'enlève, le porte à l'ambulance autrichienne, veille à ce que l'on prenne le plus grand soin de lui, et ne le quitte plus qu'après son entière guérison.

Dans la même action, le chef de bataillon Chauvel (depuis maréchal de camp), déjà blessé à la tête, s'était porté en avant pour reconnaître la position de l'ennemi; il est entouré : deux soldats ennemis tiennent ses étriers, un troisième a pris son cheval par la bride, un quatrième le couche en joue : « A moi, quarante-neuvième! » s'écrie Chauvel. Quatre grenadiers se précipitent vers lui, le dégagent, en tuant les soldats qui le pressaient si vivement.

1800 - an IX Allemagne. Un engagement plus sérieux avait lieu à Gräfenberg ; le général Dufour, qui se trouvait dans cette ville avec sa brigade, avait envoyé une reconnaissance sur Leitpoltstein : le chef de bataillon Quaita, qui commandait ce détachement, donna dans une embuscade, où il faillit périr avec tous les siens ; cependant, à force de bravoure, il parvint à s'échapper, et rétrograda sur Gräfenberg, attirant après lui le gros des troupes ennemies. Le général Dufour, attaqué vigoureusement, se défendit avec opiniâtreté, et soutint le combat jusqu'à la nuit ; mais n'espérant pas pouvoir se maintenir plus longtemps dans cette position, il profita de l'obscurité pour se retirer sur Emereuth dans la direction de Forchheim.

Cette journée du 18 décembre, désignée improprement dans quelques relations sous le nom de bataille de Nuremberg, parce que la majeure partie des troupes des deux partis avait combattu en même temps, apprit au général Augereau qu'il avait devant lui des masses trop considérables pour pouvoir espérer de tenir longtemps une ligne aussi étendue que celle qu'il avait, bien qu'il n'eût point perdu de terrain dans les engagements qui venaient d'avoir lieu. Il avait sans doute à se louer de la valeur de ses troupes, mais il ne pouvait point se dissimuler que, si les généraux ennemis eussent mis plus de vigueur et de célérité dans leurs mouvements, le centre de sa ligne eût été forcé et ses deux ailes entièrement séparées. Convaincu de la nécessité pressante de concentrer ses troupes, Augereau, refusant d'abord sa droite, ordonna au général Barbou de se retirer derrière Nuremberg, entre cette ville et la Regnitz et de couvrir avec soin tous les passages de cette rivière. Le général Duhesme, se rapprochant de Neukirchen, devait garder soigneusement ses communications avec Barbou. Le quartier général et la réserve restèrent à Herzogen-Aurach. Les 19 et 20 décembre se passèrent en escarmouches insignifiantes, les généraux autrichiens n'osant rien entreprendre de sérieux pour pénétrer jusqu'à la Regnitz.

Mais, le 21 décembre, le général Simbschen, qui avait été renforcé de quelques détachements du corps de Klenau se décida à attaquer la division Duhesme. Il distribua ses troupes en trois colonnes : la première, ou celle de droite, s'avança de Gräfen-

berg par des hauteurs et des chemins très-difficiles, pour tourner la gauche de la position de Neukirchen; la deuxième colonne, ou celle de gauche, se dirigea entre les deux divisions Duhesme et Barbou, et poussa des partis jusqu'à la route d'Erlangen à Bayersdorf; la troisième colonne, ou celle du centre, s'avança vers la plaine de Neukirchen, afin d'attaquer de front le général Duhesme: cette dernière avait avec elle de la cavalerie et beaucoup d'artillerie. Le combat ne tarda point à s'engager. Le général Treilhard, à la tête de la cavalerie française, malgré son infériorité, chargea avec succès celle de l'ennemi, l'empêcha d'avancer et donna le temps au général Duhesme de disposer son infanterie sur des hauteurs en arrière de Neukirchen, position où celui-ci pouvait tenir tête à l'ennemi, en assurant ses flancs et ses derrières. Pendant ce mouvement rétrograde, la colonne de droite de l'ennemi, ayant pénétré dans Neukirchen, coupa la retraite à un bataillon de la 98e, à la tête duquel se trouvait le chef de brigade Leclerc. Duhesme, pour dégager ce bataillon, fut obligé de faire reprendre le village à la baïonnette. Le capitaine d'état-major Bussières, chargé de cette expédition, s'en acquitta avec tant de bonheur, que Leclerc put ramener son bataillon sur les hauteurs sans avoir perdu un seul homme. Le général Duhesme, continuant la retraite, vint prendre une nouvelle position entre Forchheim et Bayersdorf, s'appuyant a l'un et à l'autre de ces postes. La nuit suivante, le général Barbou, devant lequel les Autrichiens n'avaient fait que des démonstrations, passa la Regnitz à Vach, laissant encore son avant-garde à Nuremberg sous les ordres du chef de brigade Wathiez. Augereau tenait beaucoup à conserver cette ville, et regardait son occupation comme très-importante pour les positions sur la Regnitz, et pour compléter la défensive de la Franconie: le général Barbou avait donc reçu l'ordre de faire garder ce poste aussi longtemps que les circonstances le permettraient.

1800 — an IX
Allemagne.

Quelques jours après ces dispositions, le général Simbschen, au mépris de la neutralité prussienne, fit occuper la petite ville de Furth, appartenant au roi de Prusse, et porta une forte colonne sur Nuremberg; ce qui obligea le chef de brigade Wathiez à abandonner cette ville. Il fit sa retraite dans le meilleur

1800 — an IX Allemagne. ordre, culbuta un détachement qui voulut lui barrer le chemin, et rejoignit la division sur la rive gauche de la Regnitz, en traversant cette rivière au pont de Vach. Augereau aurait pu faire occuper Furth avant les Autrichiens; mais la régence prussienne lui ayant adressé des représentations à ce sujet, il n'avait pas cru devoir violer la neutralité réclamée.

L'évacuation de Nuremberg fut le dernier événement de la campagne pour l'armée gallo-batave. Les généraux ennemis se bornèrent ensuite à faire inquiéter les avant-postes d'Augereau pendant quelques jours, sans rien entreprendre de sérieux. Bientôt les derniers événements qui venaient d'avoir lieu sur l'Inn et la Salza rappelèrent le général Klenau sur le Danube, et le général Simbschen reprit ses anciennes positions sur la Regnitz. Lorsque Augereau s'aperçut du mouvement rétrograde de l'ennemi, il fit passer ses troupes sur la rive droite de la Regnitz, et Nuremberg fut occupé de nouveau. L'avant-garde de la division Barbou se porta sur Lauf, et celle de Duhesme sur Neukirchen et Gräfenberg; enfin, l'armée gallo-batave reprit sa ligne et les postes d'observation qu'elle occupait avant les combats de Nuremberg. C'est dans cette position qu'Augereau reçut la nouvelle de l'armistice conclu à Steyer. Ce général, par ses manœuvres et son opiniâtreté à se maintenir sur la Regnitz, avait bien secondé les opérations du général Moreau de l'autre côté du Danube, en empêchant une diversion qui aurait pu avoir des résultats dangereux.

La ligne des cantonnements de l'armée gallo-batave fut déterminée dans une convention supplémentaire, et arrêtée entre les généraux Augereau et Simbschen. Elle passait par Nuremberg, Forchheim, Bamberg, Gusbach et Lichtenfels, en s'appuyant à la ligne de neutralité.

31 décembr. (10 nivôse.) Tyrol. *Opérations militaires dans le pays des Grisons et le Tyrol; passage du Splugen par l'armée aux ordres du général Macdonald; attaques du mont Tonal; combats de Zernets, de Casa-Nuova, etc.* — En rendant compte des forces respectives de la France et de l'Autriche, au moment de la rupture du congrès de Lunéville, nous avons dit que le premier consul avait confié au général Macdonald le commandement d'un corps de troupes sous la dénomination d'armée des Grisons, destiné à lier entre

elles les deux grandes armées d'Italie et d'Allemagne, et à opérer une diversion importante dans le Tyrol. Cette petite armée, forte de 12 ou 13,000 hommes, avait pénétré dans les Alpes rhétiennes dès le commencement de septembre, et Macdonald s'était mis en mesure d'exécuter la mission qui lui était confiée. Il commença par lier ses opérations avec celles de Moreau, et prit des positions qui devaient le rendre maître des débouchés du Tyrol sur l'Allemagne, du côté d'Innsbrück et de Botzen; il avait devant lui un corps de 25,000 hommes répandus dans le Tyrol allemand, sous les ordres du général Hiller. 1800 — an IX Tyrol.

Le 21 septembre, l'une des divisions de l'armée des Grisons occupa le Vorarlberg et la vallée de Coire. La première brigade occupait Zum-Kloster, passait par Davos, Glaris, Lenz, Ober-Vas, et appuyait sa droite à Splugen; la seconde occupait Coire et Mayenfeld. Une autre division était établie à Feldkirch, et dans les vallées qui entourent cette position centrale. Les deux autres divisions qui suivaient de près ces deux premières, arrivèrent en ligne le 24 septembre. Macdonald se disposait à effectuer une attaque générale sur la ligne ennemie, lorsque la convention de Hohenlinden vint arrêter les hostilités près de commencer. Les troupes de l'armée des Grisons rentrèrent alors dans la ligne de démarcation tracée par l'armistice de Parsdorf, et la rareté des subsistances força même le général Macdonald de se répandre dans les petits cantons.

L'insurrection qui s'était manifestée dans le grand-duché de Toscane, et dont nous avons rapporté les détails, ayant déterminé le général Brune, commandant l'armée d'Italie, à faire occuper ce pays par les troupes de son aile droite, ce mouvement fit donner, par le premier consul, au général Macdonald des instructions contraires à celles que ce général devait suivre d'abord, et pour l'exécution desquelles il s'était déjà entendu, comme on l'a vu, avec le général Moreau. D'après de nouvelles dispositions, le général Lecourbe devait faire observer les débouchés du Tyrol par la division du général Molitor, tandis que l'armée des Grisons remplacerait les troupes de l'armée d'Italie dans la Valteline et dans le Val Camonica. Macdonald, d'après ce plan, ne devait laisser sur toute cette ligne qu'une force suffisante pour contenir et attirer ensuite l'ennemi der-

1800 — an IX Tyrol.

rière la chaîne où se trouvent les trois passages seuls praticables en hiver, ceux de Martinsbrück, de Sainte-Marie et du mont Tonal. Descendant ensuite les eaux de l'Oglio, avec le reste de ses troupes, il devait recevoir de l'armée d'Italie des secours qui pussent le mettre à même de tourner, conjointement avec cette dernière, la ligne du Mincio par Riva et Trente. Par cette opération, Macdonald obligeait le général Bellegarde à quitter cette ligne, et forçait les troupes ennemies qui défendaient les trois entrées du Tyrol à se retirer par Botzen et Trente.

La première division de l'armée des Grisons, commandée par le général Baraguay d'Hilliers, et composée de 3,500 hommes d'infanterie, d'un escadron de hussards et d'une compagnie d'artillerie légère, commença dans les derniers jours d'octobre son mouvement pour entrer en Valteline. Quoique le passage du mont Splugen, difficile même dans la belle saison, ne fût point encore fermé par les neiges, le général Baraguay d'Hilliers ne put qu'avec des peines infinies descendre aux eaux de l'Adda: il y parvint cependant contre l'attente même du général Macdonald, et s'établit dans la Valteline aussi militairement que possible.

L'armistice ayant été denoncé aux avant-postes ennemis le 8 novembre, Macdonald porta ses autres divisions sur la ligne du Rhin, occupant toute la vallée depuis Coire jusqu'à Rheineck où il établit son quartier général le 18 novembre. Déjà ce général avait fait jeter un pont de bateaux près de cet endroit. Il fit ensuite relever et étendre la tête de pont sur la rive droite pour assurer sa communication avec Feldkirch, et avoir un point de retraite en cas de revers. Pendant que les troupes remontaient la rive gauche et défilaient sur le pont de Zoll, pour se porter sur Coire, le général en chef se rendit à Feldkirch, fit réparer les routes du Vorarlberg, et envoya des reconnaissances sur tous les points. Ces démonstrations, jointes à celles qui se faisaient en même temps par son ordre dans la vallée de la Lanquart et dans la haute Engadine, firent croire à l'ennemi que l'intention des Francais était d'attaquer le Tyrol occidental, de forcer les retranchements de Martinsbrück et de pénétrer au centre du Tyrol, par la grande communication de Landeck.

Ayant ainsi attiré l'attention de l'ennemi sur sa gauche, Macdonald acheva son mouvement et concentra ses forces entre Coire et Mayenfeld. La division du général Rey, qui occupait Feldkirch et les postes de la vallée de l'Ill, y fut remplacée par une brigade de l'armée du général Moreau. 1800 — an IX Tyrol.

Quoique la partie du pays des Grisons située entre la ligne française sur le Rhin et celles des Autrichiens fût comprise dans la neutralité déterminée par la convention de Hohenlinden, le général Macdonald, afin de dérober sa marche vers les sources du Rhin, crut devoir occuper les postes qui commandaient les têtes des vallées. Ce qui pouvait faire excuser cette violation était, outre la très-prochaine expiration du délai, la nécessité de contenir les habitants du pays sans cesse en état d'hostilité avec les Français par la haine qu'ils portaient à ces derniers. Le général Morlot, commandant une des divisions de l'armée, eut ordre de faire filer une petite colonne dans la vallée de la Lanquart et de s'emparer de Galthur et de Zum-Kloster, pendant que le général Vaux, avec sa brigade, occuperait Davos, Lienz et Stalla, seuls débouchés de l'Engadine dans la vallée des Grisons. Le général Bachmann, ancien colonel au service de France, qui commandait les avant-postes ennemis, protesta vainement contre cette violation de la neutralité : on ne lui fit aucune réponse.

Le général Baraguay d'Hilliers occupait toujours la Valteline. Sa division s'étendait dans le pays compris entre Sumada, Morbegno et le mont Tonal : la gauche était dans la haute Engadine, son centre à Tirano et Bormio, et sa droite communiquant avec la gauche par le val de Puschiavo et le mont Bernina occupait le val ou la passe d'Aicapriga. Un détachement, posté au delà de Bormio, observait le val de Fræle. La division du général Morlot, destinée à former l'avant-garde, était postée à Coire et dans les environs, afin de garder les passages de Davos et de Lienz, et de couvrir la marche du reste de l'armée dans la vallée du Rhin postérieur. Avant de s'engager dans le redoutable défilé de la Via-Mala, et pour assurer son point de retraite, Macdonald fit rétablir le double pont de Reichenau sur les deux bras du Rhin, et garder ceux au-dessous de Coire.

La saison devenait de plus en plus rigoureuse, et les soldats

1800 — an IX Tyrol. durent commencer leur mouvement sans avoir reçu les capotes que Macdonald avait pris sur lui d'acheter et de faire confectionner en Suisse. Le 24 novembre, le général Verrières, avec l'artillerie légère et trois compagnies de sapeurs, arriva à Tusis, dernier village de la vallée des Grisons, situé au pied des glaciers qui la terminent et qu'il fallait franchir. Les sapeurs du général Verrières travaillèrent avec beaucoup de difficultés à rendre au delà de Tusis la route praticable pour les voitures. Toutefois, à une certaine distance on fut obligé de démonter pièce à pièce le train d'artillerie, et, comme on l'avait fait pour le passage du Saint-Bernard, on mit les pièces sur des traîneaux. Le général Verrières avait d'avance fait préparer ces moyens de transport; mais ceux-ci s'étant trouvés trop lourds, on dut recourir aux traîneaux du pays. Les munitions furent portées à dos de mulet, et l'on distribua à chaque soldat, déjà chargé de ses armes et de vivres pour cinq jours, dix paquets de cartouches, indépendamment de l'approvisionnement ordinaire de la giberne.

Le général Laboissière, commandant la cavalerie de l'armée, se mit en marche vingt-quatre heures après le général Verrières, avec le 10e de dragons, le 1er régiment de hussards et le 12e de chasseurs. Il traversa Coire, remonta le Rhin, et arriva, le 26 novembre, au village de Splugen, où se trouvait déjà le général Verrières avec une compagnie de sapeurs et les premiers traîneaux de l'artillerie. Le lendemain 27, cette tête de colonne se mit en marche pour tenter le passage du Splugen. Elle avançait lentement à travers tous les obstacles que présentait le terrain à chaque pas, lorsque le vent d'est venant à souffler souleva des nuages de neige et de glace pulvérisée, qui rendirent plus difficile encore la tâche des guides et des travailleurs occupés à chercher et à déblayer le chemin. Bientôt une énorme avalanche se détachant de la crête la plus élevée, roulant avec fracas et glissant ensuite avec la rapidité de l'éclair, coupa tout à coup la colonne et emporta 30 dragons qui suivaient immédiatement les travailleurs. Entraînés dans le torrent de Splugen, ces malheureux, brisés contre les rochers, furent ensevelis sous les neiges. La colonne épouvantée s'arrêta; les traces du passage avaient disparu; et cependant

les dragons du 10e régiment, emportés par leur zèle, se dévouèrent aux plus grands dangers en cherchant leurs camarades qui venaient d'être engloutis dans les abîmes. L'obscurité de la nuit vint ajouter aux horreurs de cette situation, et, pour ne pas être anéantie elle-même, la colonne fut obligée de rétrograder. Le général Laboissière, qui marchait en tête, et qui s'était vu séparé de sa troupe avec les guides et les travailleurs par la terrible avalanche, ne trouva d'autre moyen de salut que de continuer sa marche pénible pour pouvoir atteindre un hospice fondé par la piété sur ces sommets sauvages, à l'exemple de celui qu'avait élevé Bernard de Menthon sur le Saint-Bernard. Accablé de fatigues et glacé par le froid, le général Laboissière fut transporté par les travailleurs jusqu'à la maison hospitalière, où plusieurs dragons, victimes de l'avalanche et sauvés par leurs généreux camarades, arrivèrent quelque temps après.

Cette tentative infructueuse ne rebuta point les soldats français. Le 10e de dragons demanda l'honneur de former de nouveau l'avant-garde sous la conduite de son chef Cavaignac; mais l'ouragan dura trois jours entiers sans rien perdre de sa violence. La chute des neiges et les avalanches, multipliées par la tempête, avaient fait disparaître le premier sentier. Les gens du pays, envoyés pour le reconnaître, déclarèrent qu'il était fermé, et qu'il fallait au moins quinze jours de travail pour le rendre praticable.

Sur ces entrefaites, le général Macdonald, accompagné de l'état-major général, était arrivé au village de Splugen; craignant avec raison l'encombrement des troupes dans la haute vallée, et le manque de subsistances si elles étaient forcées d'y séjourner, il ordonna qu'on ouvrît le passage, à quelque prix que ce fût. Heureusement le temps redevint serein ; une forte gelée permit de reprendre les travaux, qui furent dirigés avec une grande sagacité par le chef d'état-major général de l'armée, Mathieu Dumas, l'un de nos historiens militaires les plus distingués. Comme cet estimable général a décrit lui-même ce qui fut exécuté, dans cette occasion, sous sa conduite, nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'emprunter ici ses propres expressions :

« Quatre bœufs des plus forts du pays, conduits par les meil-

1800 — an IX
Tyrol.

leurs guides, foulaient les neiges, où on les voyait s'enfoncer et presque disparaître ; ils étaient suivis par 40 paysans travailleurs qui déblayaient et formaient le sentier. Une compagnie de sapeurs les soutenait et perfectionnait la tranchée ; deux compagnies d'infanterie marchant par le flanc, les files bien serrées, achevaient d'aplanir et d'affermir la neige. Après cette avant-garde marchait, à quelque distance, la compagnie du 10e de dragons. Un convoi d'artillerie et cent bêtes de somme venaient ensuite, et les escortes fermaient la marche. La tête de cette première colonne, qui ne perçait et ne cheminait que lentement, ne fut arrêtée par aucun accident grave, et atteignit, avant la nuit, le sommet du Splugen. Malgré la perte de quelques hommes et de plusieurs chevaux qui, vers le soir, manquèrent le sentier et ne purent être secourus, l'ordre et le silence si nécessaires furent maintenus. La colonne se rallia à l'hospice, d'où le général Laboissière, en faisant continuer les mêmes travaux sur la plaine et aux rampes du Cardinel, la conduisit au village de Campo-Dolcino. » Un nouveau trait de dévouement signala encore le caractère français dans cette circonstance. Deux des traîneaux employés à transporter l'artillerie s'étant brisés, une pièce de quatre et vingt-une roues allaient être abandonnées ; les soldats de la 73e demi-brigade se disputèrent cette honorable charge; les roues et la pièce de 4, transportées par eux, arrivèrent sans accident à l'hospice.

Les jours suivants, 2 et 3 décembre, furent employés au passage de deux autres colonnes, composées chacune d'une brigade d'infanterie, d'une batterie d'artillerie et de deux détachements de cavalerie. Elles s'avancèrent précédées par 30 travailleurs du pays, et franchirent le Splugen avec beaucoup moins de difficultés que l'avant-garde. Le beau temps s'était maintenu; le sentier était encore frayé, bien affermi, et il exigea peu de réparations. Cependant le froid, qui était excessif, mutila ou fit périr quelques soldats.

Mais le temps, qui avait favorisé le passage des premières colonnes, changea au bout de deux jours, et tous les obstacles que la nature avait opposés, le 1er décembre, à la marche de l'avant-garde, n'étaient, pour ainsi dire, que les préludes de ceux que les éléments en furie préparaient au général en chef

et aux troupes qui devaient le suivre. Macdonald arriva au pied du Splugen avec le quartier général le 4 décembre : il marchait en tête d'une quatrième colonne formée des compagnies des grenadiers de la 3e demi-brigade, dite d'Orient (parce qu'elle se composait de bataillons de dépôt des troupes de l'armée d'Égypte) , de la 104e de ligne, et de la 17e d'infanterie légère, avec laquelle marchait le général Vandamme. Une tourmente funeste commençait alors à se manifester dans les lieux élevés quoiqu'un calme trompeur régnât encore dans la vallée ; la neige tombait à gros flocons, et les tourbillons de vent la détachaient des montagnes en si grande quantité, que les guides envoyés pour reconnaître le passage refusèrent de s'y hasarder. En effet, les tranchées ouvertes précédemment avec tant de peine étaient de nouveau entièrement comblées ; il était impossible de retrouver dans les endroits les plus dangereux la moindre trace du premier sentier. L'ouragan venait d'emporter tous les jalons que le chef de brigade Cavaignac avait laissés après lui. La situation de Macdonald , en ce moment , était d'autant plus critique , que , menacé de périr lui et sa troupe s'il avançait, il courait le même risque en restant à Splugen, puisqu'il manquait de vivres ; mais de ces deux extrémités la première offrant la chance la plus glorieuse, Macdonald n'hésita point à ordonner le passage immédiat du Splugen. Les mulets manquant pour le transport des munitions, le général en chef fit proposer une prime pour ceux qui voudraient s'en charger : tous les soldats se présentèrent pour rendre ce service, et de même qu'au Saint-Bernard ils refusèrent la récompense promise.

La colonne de grenadiers s'avança donc, précédée par les travailleurs du pays et les sapeurs de l'armée. A force de peines et de tentatives soutenues , on était parvenu à peu près au tiers du chemin au bout de six heures de la marche la plus fatigante. Mais les neiges étaient tellement amoncelées entre les glaciers, que les guides, effrayés, ne voulant point s'aventurer, rétrogradèrent, en assurant que le passage était de nouveau fermé, et qu'il était hors des efforts humains d'aller plus loin. La terreur de ces guides ne fut point partagée par le général en chef. Accompagné des généraux Pully et Sorbier, des adjudants généraux Duperreux et Dampierre, il se mit à la tête des grena-

1800 — an IX Tyrol.

diers, ramena les guides et les travailleurs sur la trace, et, sondant le premier, il leur fit percer ces murailles de neige, sous les débris desquelles plusieurs restèrent ensevelis. A mesure que l'on gagnait du terrain, la tempête redoublait de violence : sur ce sommet glacé, l'un des plus élevés des Alpes Tyroliennes, le vent n'étant plus arrêté par aucun obstacle, le froid devenait de plus en plus vif et intense. Le soldat succombait engourdi, et son compagnon, qui voulait le secourir, s'apercevait qu'il avait lui-même perdu l'usage de ses mains. Souvent une planche étroite, couverte de glace et peut-être trop faible, mise en travers sur des gouffres d'une profondeur effrayante, était le seul moyen qu'on eût pour les franchir, et sur cette planche devait passer la plus grande partie de l'armée.

La tourmente se fit sentir avec la même impétuosité dans tout le trajet jusqu'à l'hospice et dans la plaine du Cardinel. Le vent portait la neige au visage du soldat avec tant de force, qu'il en était incommodé, et n'apercevait point l'homme qui le précédait. La colonne fut plusieurs fois coupée ; la 104e fut presque dispersée et ne put être entièrement ralliée que deux jours après. Le général Rey, avec la réserve, ne quitta point les traces du général Macdonald ; mais le général Vandamme, qui suivait à quelque distance, trouva le passage refermé par une nouvelle tempête. Il eût été contraint de revenir sur ses pas, si ses travailleurs et ses soldats, soutenus par l'exemple et l'intrépidité de leur chef, n'eussent point redoublé d'efforts pour se frayer le chemin que la nature voulait leur interdire.

Cette dernière journée, dont les détails paraîtraient en quelque sorte fabuleux s'ils n'étaient attestés par tant de témoins véridiques, coûta à l'armée des Grisons environ 100 hommes perdus dans les neiges, tombés dans les précipices, ou gelés dans la marche ; une centaine de chevaux ou de mulets périrent également dans cette traversée. Plusieurs traîneaux furent abandonnés, et ce ne fut qu'après la tempête qu'on put recueillir les effets d'artillerie et les équipages restés en arrière. Enfin le 6 décembre, toutes les troupes et la plus grande partie du matériel de l'armée avaient passé le Splugen. La division de cavalerie, qui avait laissé avec l'infanterie quelques détachements reconnus nécessaires, descendit vers le lac de Como, afin d'aller au-

devant des vivres, attendus avec la plus vive impatience, et prit 1800 - an IX
des cantonnements sur la rive gauche du lac. L'artillerie fut Tyrol.
remontée à Chiavenna, où Macdonald établit son quartier général.

Aussitôt que la marche de l'armée des Grisons fut connue du général Hiller, commandant les troupes autrichiennes dans le Tyrol, celui-ci se hâta de dégarnir le front sur lequel il s'était attendu vainement à être attaqué, et suivit par son flanc gauche le mouvement que le général français venait d'exécuter par son flanc droit. Sur ces entrefaites, la nouvelle de la bataille de Hohenlinden parvint à Innsbrück, le lendemain même de cet événement : elle répandit parmi les troupes autrichiennes autant de terreur qu'elle excita d'encouragement chez les vainqueurs. En effet, le mouvement de l'aile droite de l'armée de Moreau, dirigé par le général Lecourbe entre Rosenheim et Kufstein, menaçait la droite du corps du général Hiller dans le Tyrol; et cette circonstance détermina celui-ci à abandonner le Vorarlberg et les vals d'Engadine, de Puschavo et de Sainte-Marie, où les trois rivières de l'Inn, de l'Adda et de l'Adige, prennent leur source. Le système adopté pour la défense du Tyrol par ces hautes vallées tombait de lui-même, du moment que les flancs étaient menacés du côté de l'Italie aux débouchés de Bormio et du mont Tonal, par le général Macdonald, et du côté de l'Allemagne, aux débouchés de Scharnitz ou Porta-Claudia, et de Kufstein.

L'armée des Grisons occupait les sommets du Bregaglia, du Julier-Berg et de l'Albula. La division Baraguay d'Hilliers se trouvait toujours dans la Valteline, et celle du général Morlot, restée dans les Grisons, venait de resserrer sa ligne après l'occupation du poste de Vadutz par un détachement du corps de Lecourbe, aux ordres de l'adjudant général Martial Thomas. Les généraux Morlot et Baraguay d'Hilliers avaient poussé leurs avant-postes sur les versants des trois montagnes que nous venons de nommer, et masquèrent ainsi la marche du gros de l'armée par le Splugen. 8 à 10,000 hommes sous les ordres des généraux autrichiens Stejanich et Kaim occupaient la vallée de la Noss, au revers du mont Tonal, et défendaient ainsi le point le plus important du Tyrol italien, en ce qu'il ferme la communi-

1800 — an IX Tyrol.

cation la plus courte et la plus facile entre la vallée de l'Oglio et celle de l'Adige. Outre ces troupes, les Autrichiens avaient encore auprès de Sainte-Marie, dans le val de Munster, 3,000 hommes employés à la garde d'un nombreux parc d'artillerie; le général Auffenberg, avec un autre corps de 7 à 8,000 hommes, était dans la haute et la basse Engadine.

Le général Bachmann, qui commandait, dans la haute Engadine, l'avant-garde du dernier de ces corps, s'étant aperçu qu'un corps d'infanterie française, nouvellement formé sous la dénomination de hussards à pied, se gardait avec négligence dans les postes qu'il occupait, résolut de surprendre ces postes et d'enlever les détachements chargés de les défendre : en conséquence, il fit passer une colonne de 6 à 700 Suisses de sa légion par le val de Davos, que le général Morlot avait eu la négligence de ne point faire occuper. Cette colonne, s'avançant par les sources de l'Albula, franchit le glacier qui sépare les deux vallées et verse ses eaux dans la haute Engadine. Les deux postes de Scanf et de Zuz, se trouvant tournés par ce mouvement, furent surpris dans la nuit du 8 au 9 décembre; attaqués en même temps par leur front et par leurs derrières, les hussards à pied voulurent du moins racheter leur négligence en se défendant avec le courage du désespoir; mais ils furent forcés de céder après avoir perdu plusieurs de leurs officiers : le corps entier fut fait prisonnier de guerre.

Le général Baraguay d'Hilliers, à la division duquel ces hussards à pied appartenaient, n'eut pas plus tôt appris l'événement qu'il songea à prendre sa revanche sur l'ennemi. Il fit marcher contre le général Bachmann la 45e demi-brigade, sous le commandement du général Devrigny, avec ordre à celui-ci de reprendre les deux postes surpris. Le général Macdonald lui-même, informé du projet du général Baraguay d'Hilliers, envoya, pour le soutenir, une partie de la réserve, qui dut remonter le val de Bregaglia, pour passer par Casaccia dans la haute Engadine. Le général Devrigny partit de Silvaplana, traversa le val de Puschiavo, franchit avec beaucoup de peine le mont Bernina dans la journée du 12 décembre, et força les Autrichiens de se retirer sur Ponte-Alto. Le général Baraguay d'Hilliers, en rétablissant ainsi sa communication, par le mont Bernina, avec

sa brigade de gauche, eut l'ordre de s'affermir dans ses positions, et d'inquiéter l'ennemi sans toutefois le presser trop vivement; car le général Macdonald ne doutait point que, par suite de la combinaison générale des opérations des trois armées d'Allemagne, des Grisons et d'Italie, et plus encore par suite des mouvements qu'il allait faire lui-même, les troupes impériales n'évacuassent très-prochainement le Tyrol occidental. 1800 — an IX Tyrol.

Cependant, les avant-gardes de l'armée des Grisons, ayant débouché du val San-Giacomo sur Riva, à la tête du lac de Como, n'y trouvèrent point les vivres qu'on avait annoncés comme devant y être préparés. Il fallut donc rester dans l'inaction en attendant que ces subsistances arrivassent de Milan, et l'armée dut garder ses positions jusqu'au 20 décembre. La division Vandamme, formant alors l'avant-garde, occupait le haut Oglio, le val d'Edolo, se liant, par sa droite, avec l'armée d'Italie, et, à sa gauche, avec la division Baraguay d'Hilliers, par le Mortarolo. Celui-ci était en position à Bormio, à Puschiavo, communiquant par sa gauche avec la division du général Pully par le Julier-Berg, le Septimeo, l'Albula et le mont Scaletta. La division Pully avait sa droite à Passo d'Aicapriga, et sa gauche à Buffeto. La division Morlot occupait la Lanquart, Davos et l'Albula, appuyait le général Baraguay d'Hilliers dans la haute Engadine, et se liait à l'armée d'Allemagne par le val de Montafou. Morbegno et Sondrio sur l'Adda étaient occupés par la réserve d'infanterie du général Rey, et les bords du lac de Como par la division de cavalerie du général Laboissière. Le parc d'artillerie était à Morbegno, et le quartier général à Chiavenna.

Le séjour de l'armée dans ces positions acheva de ruiner le pays. Les troupes, qui ne recevaient plus de distribution depuis quelque temps, étaient obligées de vivre de maraude et de pillage. Macdonald avait fait enlever, par voie de réquisition, les provisions d'hiver et les bêtes de somme des malheureux habitants de ces montagnes; mais ces ressources avaient été insuffisantes pour nourrir une masse d'hommes réunis dans un terrain aussi circonscrit; et d'ailleurs l'isolement des habitations, la difficulté des communications entre elles, rendant la

1800 — an IX Tyrol.

perception de ces réquisitions très-difficile, ceux qui en étaient chargés se livraient à toutes sortes de vexations, qui rendaient encore les paysans plus soigneux de dérober ce qui leur restait à l'avidité des exacteurs. La disette de vivres était telle que, pendant deux jours, toute l'armée, les généraux eux-mêmes, ne vécurent que de châtaignes enlevées de vive force dans les villages.

Pendant cette station forcée de l'armée des Grisons, le général Macdonald reçut du premier consul, par l'intermédiaire du ministre de la guerre, des instructions qui rendaient désormais toutes ses opérations dépendantes de celles de l'armée d'Italie, dont ses troupes devaient former comme l'aile gauche. En effet, il fut invité, quelques jours après, par le général Brune, à faire remplacer par ses troupes dans le Val Camonica, à Edolo, Ponte di Legno, et autres débouchés du mont Tonal, la division du général Rochambeau, qui flanquait la gauche de l'armée d'Italie, et que Brune voulait rapprocher de lui, avant de tenter le passage du Mincio, que défendait l'armée autrichienne aux ordres du général Bellegarde.

Pour remplir ces nouvelles instructions, Macdonald transporta son quartier général de Chiavenna à Morbegno, et disposa ses troupes de manière à couvrir son nouveau mouvement de flanc, et le passage de la Valteline dans le Val Camonica, par la passe d'Aicapriga, ainsi qu'il l'avait fait précédemment pour le passage du Splugen. La première division (celle de Baraguay d'Hilliers) eut ordre de remonter l'Adda jusqu'au-dessus de Bormio, et de concentrer ses troupes dans la haute vallée, afin d'observer de plus près les débouchés de celle de Sainte-Marie sur Bormio, et de l'Engadine sur Tirano par Puschiavo. Une brigade de cette division s'avança même dans l'Engadine, et dut se tenir prête à menacer les retranchements de Zernetz; le général Morlot rouvrit les communications par le Julier-Berg et l'Albula; trois bataillons furent détachés dans la haute Engadine sur Ponte et Sumada, pour soutenir la brigade Devrigny (celle de la première division); le reste de la division devait se tenir prêt à se mettre en marche, aussitôt que le général Baraguay d'Hilliers aurait commencé son mouvement pour pénétrer dans le Tyrol italien; l'avant-garde du général Van-

damme remplaça à Tirano celle de la première division, et reçut ordre de se porter rapidement, par le col d'Aicapriga, dans le Val Camonica, ou haute vallée de l'Oglio, qui prend sa source au pied des glaciers du mont Tonal. Cette opération, qui consistait à trouver le passage entre la vallée de l'Adda et celle de l'Oglio, était sans doute une des plus difficiles que l'armée des Grisons eût encore entreprises. La passe d'Aicapriga est hérissée de rochers couverts de glaces, qui rendent le sentier extrêmement glissant. Dans toutes les saisons de l'année, les transports ne peuvent se faire qu'à dos de mulets, seuls animaux capables de conserver leur aplomb sur les rampes inclinées; mais, dans une fonte subite de neige, le sentier, couvert d'eau gelée, ne permet plus de tenter le passage, non-seulement aux mulets de bât, mais encore aux hommes, qui courent le risque d'être estropiés par des chutes extrêmement fréquentes.

1800 — an IX
Tyrol.

Toutefois ces obstacles ne purent arrêter la marche des soldats de Vandamme. Moins dangereux peut-être que le passage du Splugen, parce qu'il n'est pas coupé par autant de précipices, mais plus pénible par la continuelle dégradation du sentier, le passage d'Aicapriga fut franchi, en sept heures de temps, avec un courage et une constance dignes des plus grands éloges; mais on y perdit un grand nombre de mulets et de chevaux. A mesure que les troupes de Vandamme défilaient par ce dangereux sentier, la division Pully, celle de cavalerie, et la réserve d'infanterie, la remplaçaient par échelons, et se préparaient également à descendre dans le Val Camonica. Macdonald avait d'abord pour but l'attaque du mont Tonal, pour entrer ensuite dans le Val di Sole, d'où, suivant le cours de la Noss, on pouvait, en quatre marches, arriver à la position de San-Michele, au-dessus de Trente. Par cette opération, Macdonald coupait la communication entre le haut et le bas Adige, prévenait la réunion des corps des généraux Laudon et Wukassowich, les forçait d'évacuer les vallées inférieures, et dégageait dès lors la gauche de l'armée d'Italie.

Mais dans l'exécution de ce plan le général français avait à craindre, selon toute vraisemblance, que le passage du mont Tonal, déjà obstrué par les grandes neiges, ne se trouvât encore barré et défendu par des retranchements gardés de manière à

1800 — an IX
Tyrol

ne pouvoir être forcés. Dans ce cas, que Macdonald prévoyait bien, il se bornait à des démonstrations sur ce point. Ainsi, tandis que l'avant-garde du général Vandamme occupait l'attention de l'ennemi par des attaques réitérées, le reste de l'armée devait descendre le Val Camonica jusqu'à Pisogne à la tête du lac d'Iseo, franchir ensuite par le San-Zeno les deux chaînes du Val Trompia, pénétrer dans celui de la Sarca, et déboucher directement sur Trente.

Ce nouveau projet était bien conçu, et sa réussite entraînait un résultat d'une haute importance pour l'armée d'Italie; mais malheureusement le général Macdonald n'avait point assez de troupes pour oser espérer un succès certain. Il prit donc le parti, en communiquant son double plan au général Brune, de proposer à celui-ci de mettre à sa disposition deux divisions de l'aile gauche de l'armée d'Italie, lui donnant l'assurance qu'au moyen de ce renfort il pénétrerait jusqu'à Trente, descendrait la Brenta jusqu'à Bassano, et se trouverait en mesure de se porter, par Vicence, sur les derrières de l'armée autrichienne.

Le général Brune, qui, à cette époque, était sur le point de livrer bataille à l'ennemi sur les bords du Mincio, ne crut pas pouvoir, dans un moment aussi décisif, se priver de deux divisions de son armée pour faciliter une opération qui lui paraissait encore présenter de grandes difficultés. Au lieu donc de remplir complétement les vues de Macdonald, il se borna à détacher 2,000 hommes de la légion italienne sous les ordres du général cisalpin Lecchi, et les dirigea sur Pisogne, où elles arrivèrent le 22 décembre. Bien que ce secours ne répondît point à l'attente du général en chef de l'armée des Grisons, celui-ci se trouva par ce moyen en mesure d'assurer ses communications avec l'armée d'Italie.

Le petit corps du général Lecchi escorta en même temps un convoi de vivres que le chef d'état-major de l'armée d'Italie, le général Oudinot, avait pris soin de rassembler et d'envoyer à l'armée affamée des Grisons. Ces subsistances attendues si impatiemment furent mises en dépôt à Pisogne, et devaient être pour les troupes de Macdonald un dédommagement de toutes les peines et de toutes les privations qu'elles allaient éprouver dans leur marche. En effet, quoique le général de l'armée d'Italie

ne lui eût point envoyé les forces qu'il demandait, Macdonald n'en persista pas moins dans son plan de franchir le mont Tonal, ou de descendre le Val Camonica avec les faibles troupes dont il pouvait disposer, et dont le nombre ne s'élevait pas à plus de 8,000 hommes, espérant arriver assez à temps dans la vallée de l'Adige pour se trouver en ligne, et pénétrer, en descendant la Brenta, sur les derrières du général Bellegarde dans le cas où celui-ci aurait conservé ses positions sur le Mincio, ou sur son flanc droit dans le cas contraire. 1800 — an IX Tyrol.

En conséquence, le général Vandamme eut ordre de se porter sur le mont Tonal, et d'attaquer l'ennemi qui occupait ce passage, situé entre deux glaciers les plus élevés des Alpes Tyroliennes. Une pareille opération était déjà fort difficile, quand bien même l'art n'eût rien ajouté à l'âpreté du lieu et de la saison : aussi Macdonald avait-il donné pour instruction au général Vandamme de reconnaître préalablement la nature du terrain, et de s'assurer, autant qu'il le pourrait, de l'importance que l'ennemi mettrait à la défense. Les données que le général en chef avait déjà sur cette localité, et surtout la certitude qu'il avait de ne recevoir en renfort que les 2,000 hommes du général Lecchi, le déterminaient à suivre de préférence son second projet : celui de s'avancer par le Val Camonica sur Pisogne avec ses autres divisions pendant la démonstration du général Vandamme vis-à-vis le passage du Tonal.

Le général Vaux, commandant la première brigade de la division Vandamme, fut chargé par ce général de cette expédition délicate. Il se mit en marche dans la nuit du 22 au 23 décembre, à la tête des carabiniers des 1re et 17e demi-brigades d'infanterie légère, et des grenadiers de la 104e de ligne commandés par les chefs de bataillon Séron et Lévêque et par le capitaine Bonnard. Pour arriver jusqu'au retranchement occupé par les Impériaux, il n'existait point d'autre passage qu'un sentier étroit couvert de glaces, qu'on ne pouvait suivre qu'en défilant un à un. Toutefois, après avoir culbuté ou repoussé quelques avant-postes au-dessus du hameau de Ponte di Legno, les grenadiers français gravirent le redoutable glacier, d'abord sans pouvoir être aperçus des retranchements, mais bientôt à découvert sur la neige qui cédait sous leurs pas. L'ennemi, les

1800 — an IX Tyrol.

voyant alors, dirigea sur eux un feu très-vif d'artillerie et de mousqueterie, sous lequel ils continuèrent de s'avancer sans tirer un seul coup de fusil. L'intrépide général Vaux, accoutumé aux prodiges des vaillants soldats de l'armée d'Égypte, fut lui-même étonné de l'audace et de l'imperturbable constance des nouveaux braves qu'il dirigeait. Une première coupure fut emportée à la baïonnette. Les carabiniers de la 1re légère qui faisaient tête de colonne arrivèrent jusqu'aux palissades du second retranchement, et tentèrent vainement de les arracher. Fixés dans une terre gelée très-profondément, les pieux étaient inébranlables et résistaient aux secousses les plus vigoureuses. Une grêle de balles renversait successivement tous ceux qui se présentaient pour forcer le retranchement ; le chef de bataillon Séron, qui ramenait incessamment de nouveaux pelotons à la charge, fut atteint d'une balle à la tête. Enfin le général Vaux, reconnaissant qu'il était impossible de franchir un obstacle pareil, ordonna la retraite qui se fit en bon ordre sous la protection des carabiniers de la 17e légère, commandés par le capitaine Bonnard. Les ouvrages que les Français venaient d'attaquer avec tant de valeur étaient construits en terre avec un revêtement en neige battue et réduite à la consistance de glace, fraisés et palissadés, et défendus par 5 ou 600 hommes du corps du général Wukassowich. Malgré leur nombre, les Impériaux avaient été tellement intimidés par cette attaque impétueuse des carabiniers et grenadiers français, qu'ils n'osèrent point troubler la retraite de ceux-ci.

Le but de cette attaque du mont Tonal avait été atteint, puisqu'il avait donné au général Macdonald la facilité d'opérer sans inquiétude son mouvement dans le Val Camonica. Le 23 décembre, la brigade du général Devrigny attaqua et emporta les retranchements de Zernetz sur l'Inn, dans la haute Engadine, après un combat qui dura plusieurs heures. Les Autrichiens abandonnèrent une pièce de canon, firent sauter leurs magasins et rompirent le pont sur l'Inn. Le lendemain, cette brigade continua sa marche, culbuta tout ce qu'elle rencontra devant elle, et s'arrêta à Guarda dans la basse Engadine, après avoir ramassé un grand nombre de prisonniers. Le général Devrigny, gardant avec lui deux bataillons, resta à Guarda pour

couvrir l'importante position de Zernetz, et le général Guillaume prit le commandement du reste de la brigade. Le 27 décembre, il fit attaquer les retranchements de Casanova, et fut d'abord repoussé avec perte; mais une seconde attaque, dirigée par le chef de brigade Barrière, à la tête de la 45e demi-brigade et de deux bataillons de la 3e brigade d'Orient, eut plus de succès. Les Français tournèrent la position par les crêtes à gauche du village, auxquelles les retranchements étaient appuyés, de manière à envelopper les Impériaux qui s'enfuirent dans le plus grand désordre. Poursuivis même pendant la nuit, ils ne purent se rallier qu'à Remus; et les Français se trouvèrent dès lors maîtres du passage d'Ardetz à Galthur, de celui de Schuls qui le couvre, et de la vallée de Scarla, chemin qui conduit à Sainte-Marie, mais que la rigueur de la saison rendait alors impraticable.

1800 – an IX
Tyrol.

Ces dernières attaques, opérées par les troupes de la division Baraguay d'Hilliers, l'avaient été dans le même but que celle du mont Tonal, c'est-à-dire pour couvrir la marche du gros de l'armée par la passe d'Aicapriga et pour retenir le plus longtemps possible l'ennemi dans les hautes vallées; elles produisirent l'une et l'autre l'effet qu'on espérait. Macdonald, après avoir franchi, ainsi qu'on l'a vu, la passe d'Aicapriga, avait continué de s'avancer dans le Val Camonica; et, le 31 décembre, le quartier général se trouvait établi à Breno, au centre même de la vallée. L'armée devant ensuite marcher sur Pisogne, Macdonald ordonna au général Vandamme de renouveler son attaque contre les retranchements du Tonal, et de faire des démonstrations telles, que l'ennemi pût croire que l'armée française se concentrait à la tête du Val Camonica pour s'ouvrir à tout prix un passage par le val de Fum. Cette attaque, qui devait tenir l'ennemi en échec et l'empêcher de venir couper le seul chemin que Macdonald pût se frayer vers le Trentin, fut également effectuée le 31 décembre.

450 hommes d'élite des 1re et 17e demi-brigades légères, commandés par le chef de brigade Védel et les chefs de bataillon Lambert et Launay, sous la direction du général Vaux, furent employés à cette attaque. Ils abordèrent en plein jour les redoutables ouvrages du mont Tonal. Les Impériaux avaient

1800 — an IX
Tyrol.

renforcé leurs avant-postes, et prolongé leurs retranchements sur la croupe de la montagne : l'attaque des Français, dirigée contre deux redoutes dont le feu se croisait sur le sentier, s'effectua avec tant d'impétuosité qu'un bataillon du régiment de Kray, qui défendait ces ouvrages, les abandonna après avoir perdu 200 hommes. Il fut poursuivi jusque sous les palissades du second retranchement; mais, l'ennemi étant en force dans ce dernier, le général Vaux crut, comme dans l'attaque du 23, devoir se retirer sans pousser plus loin une tentative dont il reconnaissait l'inutilité : il ne fut pas poursuivi dans cette retraite.

Les opérations subséquentes de l'armée des Grisons ayant été plus ou moins subordonnées à celles que l'armée d'Italie fit dans le même temps, nous croyons devoir en interrompre le récit pour transporter nos lecteurs sur les bords du Mincio, où ils verront le vainqueur du duc d'Yorck, le général Brune, se couvrir d'une nouvelle gloire.

L'année qui va suivre, peu fertile en événements militaires, offrira du moins la consolante image de l'Europe pacifiée, après la plus longue et la plus remarquable des guerres que la France ait entreprises depuis le commencement de la monarchie.

CHAPITRE XIX.

ANNÉE 1801.

Ouverture de la campagne d'hiver de 1800 à 1801, en Italie; bataille de Pozzolo; retraite de l'armée autrichienne; combats de Montebello, de Castel-Franco; armistice conclu à Trévise, etc. — Fin des opérations de l'armée des Grisons; diversion opérée dans le Tyrol; mauvaise foi du général autrichien Laudon, etc. — Siége de Peschiera. — Hostilités avec les Napolitains; expédition du général Murat; armistice conclu avec le roi des Deux-Siciles, etc.

1801 — an IX
Italie.
16 janvier
(26 nivôse.)

Ouverture de la campagne d'hiver de 1800 *à* 1801, *en Italie*. — Différentes causes avaient retardé la reprise des hostilités en Italie, bien que l'armistice y eût été dénoncé vers la fin de novembre, comme en Allemagne et dans le Tyrol. L'Autriche avait ordonné au général en chef Bellegarde d'éviter, autant qu'il le pourrait, de rouvrir la campagne, avant que le corps d'armée qui occupait le Tyrol ne fût à même d'entrer en ligne avec l'armée d'Italie pour appuyer ses opérations. Toutefois cette même armée impériale d'Italie était forte de plus de 70,000 combattants, dont 18,000 chevaux, choisis dans les corps de cavalerie qui avaient fait les deux campagnes précédentes. Elle occupait, sur le Mincio, la même ligne que Bonaparte avait eu quelque peine à rompre en 1796. Bellegarde attendait, pour pénétrer en Lombardie, que ses flancs fussent assurés : à gauche, par l'armée que la cour de Naples dirigeait alors sur la Toscane et qui devait se renforcer des insurgés de ce dernier pays et du Ferrarais ; à droite, par les corps des généraux Laudon et Wukassowich, qui avaient ordre de déboucher du Tyrol italien, afin de déborder l'aile gauche de l'armée française, en envahissant le Brescian et le Bergamasque. La ligne du Mincio, déjà forte par elle-même et par les trois places de guerre qui la défendent, avait été rendue plus formidable encore par de nouveaux ouvrages que les Autrichiens y avaient élevés sur presque tous les points, et qu'ils avaient garnis d'une nombreuse artil-

1801 — an IX Italie. lerie. Un corps d'avant-garde, de 20,000 hommes environ, sous les ordres du prince de Hohenzollern, était répandu sur la rive droite du Mincio, et occupait la ligne secondaire de Borgoforte à Desenzano. L'ennemi avait fortifié les meilleures positions de cette ligne avec autant de soin que celles de la rive gauche. Il était difficile qu'une armée pût occuper des cantonnements plus sûrs et plus commodes.

L'armée française restait dans l'inaction par les mêmes motifs qui retenaient l'armée impériale dans ses retranchements. Le général Brune ne voulait point s'engager sérieusement avec son adversaire, avant que Macdonald fût assez avancé dans le Tyrol pour couvrir son flanc gauche, et empêcher les troupes ennemies de tourner le lac de Garda. D'un autre côté, le général français n'était point sans inquiétude sur son flanc droit. Le général Dupont, qui commandait l'aile droite de l'armée d'Italie, etait rentré en ligne après son expédition de Toscane, et, n'ayant laissé dans ce duché qu'un petit corps aux ordres du général Miollis, il était à craindre que cette troupe ne pût résister aux efforts de l'armée napolitaine déjà parvenue sur les frontières de la Toscane, et dont une division, sous les ordres du comte Roger de Damas[1], émigré français, occupait déja Sienne, comme on le verra plus loin. Miollis avait en outre à contenir les insurgés toscans, qui reprenaient les armes de toutes parts. Ce qui rendait encore plus critique la situation des Français en Toscane, c'est que le général Sommariva s'approchait du Pô avec un corps composé de troupes autrichiennes et d'insurgés, tandis qu'un fort détachement de la garnison de Mantoue attaquait à Marcaria sur l'Oglio l'extrême droite du général Dupont, et mettait celui-ci dans l'impossiblité de soutenir Miollis, en faisant, à Torre d'Oglio, au confluent de cette rivière et du Pô, une démonstration de passage.

Bellegarde avait ordonné ces derniers mouvements pour distraire l'attention de son adversaire, et lui faire penser qu'il avait le projet de commencer à attaquer par son aile gauche. Afin de mieux donner le change au général Brune, il mit une partie de ses troupes en mouvement le 17 décembre, et fit faire une re-

[1] Depuis lieutenant général, etc.

connaissance générale sur toute la ligne française. Un engagement eut lieu à Lonato, que les Français occupaient par une avant-garde ; mais il fut sans résultat. L'ennemi semblait manifester l'intention de se concentrer pour une attaque prochaine.

Brune ne se méprit point sur le véritable but de ces démonstrations ; mais, ne voulant point se laisser insulter impunément dans ses positions, il résolut de faire faire à son tour de fortes reconnaissances sur la ligne autrichienne, depuis Desenzano jusqu'à Borgoforte. Tous les postes avancés de la gauche à la droite, tels que ceux de Gazolo, de Guidizzolo, Solferino, Cavriana, furent repoussés et forcés de se replier sur les points mieux fortifiés de Goito, de Volta, de Monzambano et de Ponti. Les troupes françaises montrèrent dans ces reconnaissances de si bonnes dispositions, que Brune voulut mettre a profit leur premier élan, en les conduisant à l'attaque des positions retranchées où l'ennemi avait été chercher un refuge.

L'avant-garde française s'établit à Ponti, après en avoir déposté les Autrichiens ; mais le général Moncey éprouva plus de difficultés à s'emparer de Monzambano. Depuis l'avant-veille, le prince de Hohenzollern avait quitté avec la réserve les hauteurs de ce dernier village, parce que leur trop grand rapprochement du Mincio et leur distance d'environ deux lieues de la position de la Volta lui avaient fait regarder cette situation comme peu avantageuse. Il s'était porté en avant, et venait d'occuper Cavriana et Castellaro. Fort heureusement Moncey fut averti de ce mouvement; et, ne pouvant continuer à s'avancer sur Monzambano sans courir le risque d'être attaqué par son flanc droit, il prit sur lui de modifier les instructions du général en chef; et, marchant directement sur Cavriana, il fit tourner la droite du général Hohenzollern par la division du général Boudet, pendant que deux autres brigades attaquaient les Autrichiens de front. Ceux-ci se défendirent avec résolution; mais ils durent céder à l'impétuosité des assaillants, et se retirèrent en bon ordre sur Castellaro. Cette dernière position était plus forte que celle de Cavriana : les Français, pour y arriver, durent gravir des pentes très-roides sous un feu meurtrier. Heureusement le général Delmas, maître de Ponti, dirigea une de

1801 — an IX Italie. ses brigades sur les derrières de Castellaro, tandis que les troupes de Moncey attaquaient de front cette position redoutable. L'ennemi, après avoir résisté quelque temps, se voyant presque entouré, se retira sur Borghetto avec une perte de 1,200 hommes tués, ou blessés, ou prisonniers. Par ce mouvement rétrograde, le détachement qui occupait Monzambano, se trouvant compromis, évacua ce village, où s'établit de suite le général Moncey.

D'après les dispositions arrêtées par le général en chef français, le corps du centre, aux ordres du général Suchet, fort d'environ 14,000 hommes, devait se diriger de Guidizzolo sur Volta, dans le même temps que les colonnes de l'aile gauche (général Moncey) arriveraient à la hauteur de Monzambano. Mais Suchet fut obligé d'attendre, jusqu'à deux heures après midi, la division du général Loison, qui avait été engagée la veille, à quinze milles de Guidizzolo, avec une division autrichienne. Toutefois, cette troupe ayant rejoint, Suchet divisa ses forces en quatre colonnes, et marcha sur Volta avec autant de rapidité qu'il lui fut possible.

Volta est situé sur une hauteur qui, couronnant et dominant à son extrémité la chaîne de montagnes qui de Castiglione se prolonge jusqu'au Mincio, découvre en entier la plaine par laquelle Suchet devait nécessairement s'avancer pour attaquer cette importante position que l'ennemi avait retranchée avec soin.

Les deux colonnes formées par la division Loison s'avancèrent par la droite du village de Foresto, tandis que celles que formait la division Gazan marchaient directement sur les redoutes ennemies; deux régiments de cavalerie, un bataillon de grenadiers et une compagnie d'artillerie légère composaient la réserve. Tout semblait annoncer un combat vif et meurtrier; mais les généraux Brixen et de Bussy, qui occupaient Volta avec 9 à 10,000 hommes, avaient reçu du général Bellegarde l'ordre formel de ne point engager d'affaires sérieuses sur la rive droite du Mincio. Avant donc que les colonnes françaises fussent arrivées à portée de canon de Volta, les Autrichiens abandonnèrent des retranchements qui leur avaient coûté plus de deux mois de travail, et se mirent en retraite pour gagner

la rive gauche du Mincio. Une forte arrière-garde, soutenue par quelques bouches à feu, resta au village de Foresto, au pied des hauteurs. Cette troupe tint tête à celle du général Gazan, jusqu'à ce que le général Compans, s'avançant à la tête de la 13e demi-brigade légère, entreprit une charge à la baïonnette, qui décida l'affaire. L'ennemi se retira sur Borghetto : le général Suchet le fit poursuivre vivement, et poussa ses patrouilles jusque sur les bords du Mincio, où il se mit en communication avec le corps du général Moncey par sa gauche, et par sa droite avec celui du général Dupont. 1801 — an IX Italie.

Ce dernier corps ou aile droite de l'armée d'Italie, composé de deux divisions formant un total de 11,000 combattants, n'avait pas obtenu moins de succès que les deux autres corps de l'armée. Dupont s'était dirigé sur Goito avec la division du général Watrin et sa réserve, et il avait eu un engagement avec une division autrichienne commandée par le général baron d'Aspre. Ce corps ennemi, fort de 8,000 combattants, qui se trouvait en position en avant de Goito de manière à couvrir cette ville, paraissait décidé à se défendre avec vigueur ; mais le général Watrin le fit charger à la baïonnette avec une impétuosité telle, qu'il le rejeta d'abord sur Goito que la réserve française tournait à ce moment. Cette circonstance détermina le baron d'Aspre à précipiter sa retraite, qui s'effectua sans désordre malgré la poursuite assez vive de l'arrière-garde par une des brigades du général Watrin. Le corps autrichien fut obligé de repasser le Mincio sous le feu des tirailleurs du général Suchet, dispersés sur la rive droite après l'attaque de Volta et de Foresto.

La seconde division du général Dupont avait, pendant ce temps, attaqué le poste de Castellucchio, et cette démonstration avait eu le résultat qu'en attendait le général Brune, c'est-à-dire qu'elle avait empêché la garnison de Mantoue de faire aucun mouvement qui pût nuire au succès de l'opération générale.

Cette opération avait pour but, comme on a pu le voir, d'enlever à l'ennemi toutes ses positions sur la rive droite du Mincio, en avant de sa principale ligne, et même de forcer le passage de cette rivière, afin que l'armée française pût manœuvrer sur

1801 — an IX Italie.

un terrain moins favorable au deploiement de la nombreuse cavalerie impériale. Brune pensait à tenter le passage du Mincio, vers le lac de Garda et au pied des montagnes qui bordent cette rivière. Les généraux Marmont et Oudinot, le premier commandant en chef l'artillerie de l'armée, et le second, chef de l'état-major général, chargés l'un et l'autre de reconnaître le point le plus favorable, s'étaient accordés sur celui de Monzambano, comme offrant plus d'avantages pour l'établissement des ponts et des batteries destinées à protéger le passage. Les attaques simultanées du centre et de l'aile droite jusqu'aux portes de Mantoue, dans la journée du 21 décembre, avaient eu surtout pour objet de porter l'attention du général Bellegarde vers la partie inférieure de sa ligne; et véritablement ce but était atteint, puisque les divers mouvements du général autrichien, en abandonnant ses positions en avant du Mincio, annonçaient qu'il s'attendait à voir les Français entreprendre le passage de cette rivière sur leur droite. Il ne restait plus au général Brune que de maintenir son adversaire dans cette croyance. Tout en rapprochant et faisant remonter avec célérité les corps du centre et de l'aile droite, il fallait lui dérober ce mouvement, et l'occuper toutefois assez sérieusement pour qu'il ne songeât point à changer les dispositions qu'il venait de faire sur sa gauche.

Le général Dupont, placé à l'extrême droite de la ligne occupée par les Français sur la rive droite du Mincio, eut ordre de rappeler de Castellucchio la division du général Monnier, de quitter lui-même, le 24 décembre au soir, ses positions devant Goito, et de se porter à Volta avec son corps d'armée, moins le détachement qui se trouvait en Toscane sous les ordres du général Miollis. Le passage du Mincio à Monzambano était fixé au 25 décembre : le général Dupont devait, ce jour-là même, exécuter une fausse attaque en jetant un pont au-dessous du moulin della Volta, presque vis-à-vis de Pozzolo sur la rive gauche de la rivière. Pour faciliter cette opération, le général Suchet eut ordre de laisser son équipage de pont, ses sapeurs et ses principaux officiers d'artillerie et du génie à la disposition du général Dupont; il devait ensuite remonter la rivière, et se réunir à la réserve, à l'aile gauche et à la division d'avant-garde pour le passage véritable à Monzambano. Pendant ce

BATAILLE de POZZOLO.

mouvement des troupes du centre, une partie de l'artillerie de ce corps, restée devant Borghetto, devait faire un feu violent sur la rive gauche pour retenir l'ennemi et le rendre attentif sur la division du général Dupont. Celui-ci devait alors exécuter la démonstration d'un passage de vive force à l'angle rentrant que le Mincio forme entre le moulin della Volta et Pozzolo, sous la protection de son artillerie et de celle du général Suchet. Les instructions de Dupont lui prescrivaient de se borner à cette démonstration, et d'attendre, pour agir plus sérieusement, que le passage de Monzambano permît de lui donner de nouveaux ordres.

On doit remarquer, dans l'exposition que nous venons de faire du plan du général Brune, que le succès dépendait presque entièrement d'une précision et d'un concert d'opérations bien difficile à obtenir dans les mouvements des différents corps d'une armée échelonnée sur une ligne si étendue, et dont les points étaient, pour ainsi dire, en contact avec tous ceux de la ligne ennemie. Aussi, malgré l'excellent esprit des troupes et le dévouement de leurs chefs, elles ne purent être réunies à Monzambano au jour et à l'heure indiqués. Le mauvais état des chemins, dans une saison aussi avancée, était surtout un grand obstacle pour le transport de l'artillerie et des pontons. Les difficultés étaient telles, que Brune fut obligé d'ajourner son opération principale au 26 décembre; toutefois ce général ne changea rien d'abord aux instructions qu'il avait données au général Dupont, pour effectuer, le 25, sa diversion sur le point de Pozzolo.

Les deux divisions de l'aile droite avaient été réunies à Volta dans la soirée du 24, et le lendemain elles se trouvaient, à la pointe du jour, sur les bords du Mincio, presque vis-à-vis de Pozzolo. Tous les préparatifs du passage étaient déjà faits, tant le général Dupont avait été bien secondé par l'activité des officiers généraux et supérieurs de son corps d'armée. Le chef de brigade Macon, protégé par le feu d'une batterie d'artillerie et celui de quelques bataillons de la division Watrin dont il faisait partie, se jeta avec un corps de tirailleurs dans les premières barques qui furent lancées sur la rivière, et prit poste sur la rive gauche. On s'occupa sur-le-champ de la construction d'un

1801 — an IX
Italie.

pont dont les travaux ne purent être interrompus par le feu des batteries ennemies et par les efforts de deux bataillons qui disputaient le terrain et ne cessaient d'attaquer les tirailleurs du chef de brigade Macon sans pouvoir les déposter. Le pont ayant été promptement achevé, le général Musnier passa avec une demi-brigade, et vint soutenir ces mêmes tirailleurs. Ce renfort permit de repousser vivement les deux bataillons ennemis, qui se replièrent en désordre sur Pozzolo. Là ils trouvèrent d'autres troupes, derrière lesquelles ils se rallièrent pendant que celles-ci s'avançaient au-devant des Français; mais déjà la division Watrin se trouvait tout entière sur la rive droite : elle se mit en ligne, et sut conserver le terrain déjà envahi. Le général Dupont attendait avec impatience l'arrivée de la division Monnier, afin de profiter de ce premier avantage en s'emparant de l'importante position de Pozzolo, lorsqu'un aide de camp du général Suchet lui apporta l'ordre itératif du général en chef Brune de n'engager aucune action sérieuse sur la rive gauche, et de se borner à protéger par le feu des batteries le pont qui venait d'être jeté au-dessous du moulin della Volta.

Le général Dupont regarda ce nouvel ordre comme intempestif. L'action étant, selon lui, trop fortement engagée pour qu'il pût la terminer à volonté, il pensa que la moindre hésitation entraînerait la perte de tout ce qui avait passé sur la rive gauche.

En effet, le général Bellegarde, dans l'incertitude où il se trouvait du point sur lequel les Français tenteraient le passage du Mincio, avait réuni à Villa-Franca, position centrale entre le lac de Garda, Mantoue et Vérone, le gros de son armée, composé de quarante-cinq bataillons et de douze régiments de cavalerie, afin d'être à même de se porter en force sur le point qui serait plus particulièrement menacé. Ce général se trouvait lui-même à Villa-Franca avec le quartier-maître général baron de Zach. Promptement informé de l'attaque faite par Dupont, et du passage du Mincio vers Pozzolo par une partie des troupes de ce général, Bellegarde ne douta pas que le général en chef français n'eût choisi ce point pour son véritable passage; et comme le camp de Villa-Franca n'était qu'à deux heures de marche de Pozzolo, il fit marcher dans cette dernière direction

un corps considérable, et s'y porta de sa personne, dans l'espérance de jeter dans le Mincio l'avant-garde française, et d'empêcher le passage des autres troupes en détruisant le pont construit au-dessous de Molino. Le corps ennemi était partagé en deux grandes colonnes. La première, conduite par le général Kaim, se dirigea sur la droite pour attaquer les Français de front, tandis que la seconde, sous les ordres du général Vogelsang, prenant en flanc la position de Pozzolo, s'avançait directement sur le pont pour couper la retraite : le général Dupont se trouvait donc, peut-être par trop de précipitation de sa part, dans la position la plus éminemment critique. Assailli par des forces plus que quadruples, il eût sans doute succombé, si le général Suchet, par le plus heureux concours de circonstances, ne se fût pas trouvé à même de lui porter un secours prompt et efficace. 1801 — an IX Italie.

Suchet s'était rendu auprès de Brune après avoir quitté Volta avec ses troupes, pour recevoir les dernières instructions de ce général; mais il était revenu promptement sur ses pas, afin de prévenir l'attaque que devait faire le général Loison vers Borghetto, et arrêter même le mouvement de l'aile droite, qui, d'après la remise du passage de Monzambano, devait renoncer provisoirement à la démonstration ordonnée vers Pozzolo. Il trouva d'abord le général Loison engagé devant Borghetto. Le général de brigade Compans avait poussé l'ennemi jusque dans les retranchements de la Maison-Blanche : soutenue par dix pièces de canon qui foudroyaient le village à demi-portée, l'infanterie légère française s'était déjà emparée des premières maisons, que l'ennemi avait crénelées. Suchet fit cesser cette attaque, et se rendit ensuite au moulin della Volta pour s'aboucher avec le général Dupont. Il put alors se convaincre que les ordres du général en chef dont il était porteur ne pouvaient plus recevoir leur exécution, puisque l'ennemi était trop avancé pour que le mouvement rétrograde des troupes de l'aile droite s'effectuât sans danger; et jugeant même qu'il était urgent d'empêcher, par un prompt secours, ces mêmes troupes d'être écrasées, Suchet offrit au général Dupont le concours des forces dont il pouvait disposer, pour tirer celui-ci du mauvais pas où il était engagé. Réunis ainsi par un intérêt commun, les deux

1801 — an IX Italie.

généraux dépêchèrent le chef de brigade Ricard[1] au général Brune, pour lui rendre un compte exact de l'état des choses, et lui faire observer qu'il n'était plus question d'opérer une diversion; que l'aile droite française se trouvait aux prises avec le gros de l'armée autrichienne, que dirigeait le général Bellegarde en personne. Ricard devait ajouter que les deux généraux Suchet et Dupont étaient d'avis qu'il fallait profiter du passage effectué, et se servir de la digue et du village de Pozzolo, déjà au pouvoir des Français, comme d'une forte tête de pont qu'il n'était pas impossible de conserver, pour faire déboucher successivement les autres corps de l'armée, et engager sur-le-champ une action décisive, qui pouvait terminer la campagne d'une manière aussi glorieuse qu'inattendue.

Pendant que le chef de brigade Ricard se rendait au quartier général pour remplir le message dont il était chargé, le général Dupont disposa les troupes de Watrin le long de la digue depuis Pozzolo jusqu'au moulin della Volta, en ordonnant à ce général de se défendre jusqu'à la dernière extrémité dans cette tête de pont, naturellement tracée, et d'un abord très-difficile pour l'ennemi. La division Monnier, qui venait d'achever son passage, fut placée en seconde ligne de la division Watrin, et occupa Pozzolo. Le général Suchet, laissant la division Loison devant Borghetto, porta celle du général Gazan et toute l'artillerie du corps du centre sur un plateau qui domine la rive gauche du Mincio, à l'effet d'imposer à l'ennemi, d'encourager les troupes de Dupont par l'espoir d'un secours assuré, et de protéger la retraite, si elle était jugée indispensable.

Ces dispositions étaient à peine achevées que les troupes autrichiennes, qui s'étaient avancées en colonnes profondes, commencèrent à attaquer vigoureusement la ligne du général Dupont. Le général Kaim fit charger à plusieurs reprises la droite de cette même ligne, et, quoique les troupes françaises résistassent opiniâtrément aux efforts de l'ennemi, elles auraient peut-être été rompues, si le général Suchet, attentif à ce qui se passait sur la rive gauche, n'eût pas envoyé une des bri-

[1] Depuis lieutenant général, comte et pair de France, etc.

gades du général Gazan au général Dupont, qui porta sur-le-champ ce renfort sur sa ligne de bataille. Les troupes de l'aile droite reprirent de l'assurance; mais la ténacité de l'attaque des Autrichiens rendit bientôt nécessaire le concours du reste de la division Gazan, qui vint, à son tour, soutenir le général Monnier, vivement pressé dans Pozzolo et sur le point d'être écrasé. 1801 — an IX Italie.

La résistance prolongée de la ligne française contre l'élite de l'armée impériale, le déploiement sur la rive droite de la nombreuse artillerie du corps de l'aile droite et du centre dont les feux foudroyaient la rive gauche entre Pozzolo et le moulin della Volta; cette double ligne de bataille qui couronnait l'escarpement de la digue, enfin le passage successif et précipité des bataillons de Suchet venant au secours de l'aile droite, persuadèrent au général Bellegarde que l'armée française était devant lui. Dans sa croyance, il dut redoubler d'efforts pour mettre à profit sa supériorité numérique, en jetant dans le Mincio les troupes avec lesquelles il était engagé sur la rive gauche. Il fit renouveler avec plus de vigueur que jamais l'attaque de la digue derrière laquelle combattait la division Watrin, et porta un corps de cavalerie entre Pozzolo et cette même digue, dans l'intention de prendre en flanc les troupes qui la défendaient. Plus le péril s'accroissait, et plus les soldats français montraient de résolution : l'attaque de front par l'infanterie et celle en flanc par la cavalerie ennemie échouèrent également. Pris à revers par les batteries de la rive droite, repoussés par le feu violent de l'infanterie du général Watrin, les Impériaux furent obligés de renoncer à leurs attaques; et telle était l'ardeur des soldats français, qu'ils se seraient jetés à la poursuite de leurs adversaires, si Watrin ne les eût retenus.

Rebuté de cette tentative sur la digue, le général Bellegarde concentra ses attaques sur Pozzolo. Le général Monnier, qui s'était soutenu jusqu'alors dans ce dernier village, fut contraint de l'abandonner, ne pouvant plus désormais résister à des forces aussi supérieures que celles que l'ennemi avait déployées. Dès ce moment, le pont jeté par les Français sur le Mincio se trouva entièrement à découvert : une colonne autrichienne, qui s'avançait au pas de course vers ce même pont, n'en était pas

1801 — an IX Italie. à plus de cent toises, lorsque le général Dupont, après avoir rallié les deux divisions Monnier et Gazan, vint s'opposer à ses progrès. Dupont, profitant de l'hésitation où paraissait être l'ennemi, ordonna une attaque générale sur toute la ligne ; la situation désespérée où se trouvaient les divisions françaises leur avait donné une énergie surnaturelle : elles s'avancèrent contre les forces quadruples qu'elles avaient devant elles, et les abordèrent avec fureur, aux cris unanimes de *vivent la république et le premier consul!* Cette impétueuse agression, opérée à la baïonnette d'un bout de la ligne à l'autre, fut si bien secondée par les feux croisés de la rive droite, que les Autrichiens perdirent en un moment tout le terrain qu'ils avaient gagné, et rétrogradèrent avec précipitation. Le général Dupont, à la tête de la division Monnier, s'était chargé du soin de repousser la colonne ennemie qui s'était avancée vers le pont, pendant que le général Gazan reprenait, au pas de charge, le village de Pozzolo. La division Watrin, qui ne s'était pas moins signalée dans cette attaque spontanée que dans sa défensive derrière la digue, fit, à elle seule, 1,000 prisonniers, et enleva cinq pièces de canon et un drapeau.

Comme les colonnes autrichiennes, poursuivies avec acharnement par les vainqueurs, traversaient la plaine assez en désordre, le général Bellegarde fit avancer, pour les soutenir et les rallier, les troupes fraîches qu'il avait en réserve, et, pour ne point laisser aux Français le temps de se raffermir dans les positions qu'ils venaient de défendre avec tant de vaillance, il résolut de tenter une seconde attaque. En conséquence, après avoir reformé ses colonnes, il les dirigea de nouveau sur le village de Pozzolo, en ayant soin de les faire soutenir par une réserve de six bataillons de grenadiers hongrois : cette attaque obtint un plein succès. Les troupes du général Gazan, épuisées par les marches forcées qu'elles avaient faites dans la journée, par le combat qu'elles venaient de soutenir dans Pozzolo même en reprenant ce village, ne purent s'y maintenir contre 10,000 Autrichiens, auxquels elles avaient affaire. Le capitaine Mathieu, de la 8e demi-brigade d'infanterie légère, resta seul dans une maison du village, où il se retrancha avec 30 chasseurs de sa compagnie, préférant ainsi le danger d'une mort presque

certaine à la honte de se retirer devant un ennemi qu'il avait vu fuir peu de temps auparavant.

La reprise de Pozzolo allait assurer l'avantage aux Autrichiens, s'ils parvenaient à garder ce poste jusqu'à la nuit. Le général Dupont, n'ayant point de troupes en réserve, ne pouvait plus espérer de redonner aux siennes un élan semblable à celui qui les avait fait vaincre, deux heures auparavant. Dans cette circonstance, le vigilant général Suchet vint encore une fois au secours de l'aile droite, et fit avancer deux demi-brigades de la division Loison, sous les ordres du général Colli. Dans le même temps le général Davoust, commandant en chef la cavalerie de l'armée, qui était accouru au bruit du canon, avec quelques régiments de dragons, pour se réunir aux réserves du général Suchet, fit passer sur la rive gauche la brigade du général Rivaud, et s'y porta lui-même bientôt après avec le reste de sa troupe, pour soutenir le centre de la ligne et appuyer la troisième et dernière attaque sur Pozzolo.

Le général Dupont se trouva donc de nouveau en mesure de tenir tête aux nombreuses colonnes du général Bellegarde : il fit quelques changements dans la disposition de sa ligne de bataille, et donna l'ordre de reprendre l'offensive sur tous les points. Les deux demi-brigades du général Colli, la 43e et la 106e de ligne, moins fatiguées que les autres troupes qui combattaient depuis le matin, furent chargées de l'attaque de Pozzolo : elles s'avancèrent sur deux colonnes, soutenues chacune par un régiment de dragons, se précipitèrent de concert sur les Impériaux au débouché du village, et les abordèrent si vigoureusement, que ceux-ci ne purent soutenir ce premier choc, et abandonnèrent Pozzolo. Pénétrant dans le village, les colonnes françaises dégagèrent le brave capitaine Mathieu, qui s'était défendu avec tant d'intrépidité, qu'il n'avait pas pu encore être forcé dans la maison où il s'était retranché. Les Autrichiens, chassés de Pozzolo, coururent se rallier derrière la réserve de grenadiers hongrois que Bellegarde avait fait avancer, comme on l'a déjà vu, au soutien des troupes qui avaient d'abord repris le village : le général Davoust, se mettant alors à la tête de la brigade Rivaud, suivi des autres régiments qu'il avait amenés avec lui, l'enfonça, et la mit en désordre ; le général Rivaud

1801 — an IX Italie. en poursuivit quelque temps les débris. Cette dernière charge décida le sort de la journée. Les Autrichiens, repoussés ou culbutés sur toute la ligne, cédèrent enfin un champ de bataille si longtemps disputé et conservé si glorieusement par les Français, malgré la grande disproportion de leurs forces ; la nuit mit fin au combat. Les troupes françaises étaient tellement animées à la poursuite de l'ennemi, que les généraux, craignant de compromettre le beau succès qu'ils venaient de remporter, eurent besoin d'employer toute leur autorité pour arrêter cette indiscrète impétuosité. En effet, à peine les troupes légères étaient-elles rentrées en ligne, que les Impériaux, profitant de l'obscurité, et d'un renfort de quelques bataillons qui venaient de Valeggio, essayèrent de surprendre la division Watrin : précédés de plusieurs pièces d'artillerie, ils commencèrent par faire pleuvoir sur la digue une grêle de boulets et d'obus, et s'approchèrent, sous la protection de ce feu jusqu'à vingt-cinq pas des premiers postes; mais la division se trouva bientôt en bataille, et accueillit les agresseurs par un feu de bataillon si bien nourri, que l'ennemi, après avoir vu tomber un grand nombre des siens, se retira précipitamment. Une autre tentative de ce genre, dirigée sur le village de Pozzolo, n'eut pas plus de succès : la canonnade ne cessa entièrement de part et d'autre que vers dix heures du soir.

Cette journée, qui reçut le nom de bataille de Pozzolo, fut très-funeste à l'armée autrichienne : plus de 5,000 hommes tués ou blessés restèrent sur le champ de bataille, et parmi les derniers se trouvait le général Kaim, renversé d'un coup de feu à la première attaque de Pozzolo ; près de 3,000 prisonniers, onze pièces de canon et trois drapeaux demeurèrent au pouvoir des Français. La perte de ces derniers, très-considérable en proportion de leurs forces, l'était beaucoup moins en raison des efforts multipliés qui avaient été faits pour conserver les positions de la rive gauche : le général Dupont l'évalua, dans son rapport, de 1,000 à 1,200 hommes tués ou blessés. Les travaux de l'artillerie et du génie pour le rétablissement d'un second pont au moulin même della Volta ne furent point interrompus un seul instant pendant l'action : le général Suchet, qui présidait à cette opération, la poussa avec tant d'activité, que le pont se trouva prêt le soir même de la bataille.

Cependant le chef de brigade Ricard, envoyé, comme on l'a vu plus haut, vers le général en chef Brune pour l'inviter, dans l'intérêt de l'armée, à opérer le passage définitif du Mincio sur le point où l'aile droite et une partie du centre venaient de combattre avec tant de résolution et de bonheur, s'était acquitté de sa mission; mais, quels que fussent les avantages qui pouvaient résulter du plan proposé par les généraux Dupont et Suchet, Brune ne crut pas devoir renoncer à celui qu'il avait d'abord arrêté, et, sans rien changer aux mesures qu'il venait de prendre pour le passage de l'avant-garde, de l'aile gauche et du centre à Monzambano, il se borna à approuver tout ce que le général Suchet avait jugé convenable de faire pour soutenir les divisions de l'aile droite. La division Boudet fut envoyée à Borghetto pour relever la division Loison, que Suchet avait attirée à lui, comme on l'a vu, pendant l'action. Lorsque le général en chef eut reçu, dans la nuit du 25 décembre, le rapport de la victoire remportée à Pozzolo, il n'en persista pas moins dans l'exécution de son projet, et envoya sur-le-champ au général Suchet l'ordre de retirer pendant la nuit les troupes qu'il avait détachées sur la rive gauche, de laisser une brigade en observation devant Borghetto, et de venir avec le reste de son corps se réunir aux troupes qui devaient passer le Mincio à Monzambano. Le général Dupont reçut en même temps pour instruction l'ordre de rester sur la défensive dans les positions qu'il occupait sur la rive gauche, jusqu'à dix heures du matin, et de manœuvrer contre le corps ennemi qui occupait Valeggio, suivant que le passage à Monzambano et l'engagement qui devait en être la suite auraient plus ou moins de succès. 1801 — an IX Italie.

Tout étant disposé pour ce dernier passage, le général Marmont fit mettre en batterie sur la rive droite quarante bouches à feu pour protéger l'établissement des ponts, et le 26 décembre, à cinq heures du matin, les travaux commencèrent sous le feu de cette formidable artillerie. La rive gauche fut balayée en un moment, et le peu de troupes que le général Bellegarde avait sur ce point se dispersèrent par l'effet d'une démonstration aussi vigoureuse. Pour assurer encore mieux la construction des ponts, le chef de bataillon Devilliers, à la tête des compagnies de carabiniers de la 25e demi-brigade légère, passa le Mincio

1801 — an IX Italie.

dans des bateaux préparés à cet effet, et vint prendre poste sur la rive opposée. A neuf heures, un pont se trouvant terminé, le général Delmas passa avec tout son corps d'avant-garde, et le forma dans la plaine sur quatre colonnes. Sur ces entrefaites, le prince de Hohenzollern, qui commandait les forces ennemies dans cette partie, averti du projet des Français par la vive canonnade du général Marmont et par le rapport des postes qu'elle venait de faire replier, avait réuni toutes les troupes qui se trouvaient sous sa main, et s'avançait lui-même dans la plaine à la rencontre de l'avant-garde française.

Les colonnes de Delmas marchant à égale hauteur, conservant leurs intervalles, en bon ordre et les rangs serrés, eurent bientôt traversé l'espace qui les séparait de la ligne ennemie, sans répondre aux feux de mitraille et de mousqueterie qui se croisaient sur leur flanc gauche avec celui de l'artillerie des redoutes placées sur les hauteurs de Salionze, où s'appuyait la droite du prince de Hohenzollern. Nous dirons tout à l'heure quelle fut la suite de ce premier engagement.

Le général Bellegarde, après l'échec de Pozzolo, s'était retiré, dans la persuasion que le général Brune allait profiter de la nuit pour faire passer toutes ses divisions sur la rive gauche par les deux ponts construits dans la journée au-dessous du Moulin della Volta. Resté en position devant Villa-Franca, et s'attendant à une attaque générale pour le lendemain, il avait attiré à lui une partie des troupes en réserve à Borghetto et Valeggio : toutes ces forces étaient disposées dans la plaine de Villa-Franca, favorable au déploiement de la nombreuse cavalerie autrichienne. La canonnade entendue le matin, du côté de Monzambano, parut d'abord au général en chef ennemi n'être qu'une fausse attaque à laquelle il fit d'autant moins d'attention qu'un épais brouillard, qui régnait dès la pointe du jour, l'empêchait d'apercevoir le mouvement du corps du général Suchet, et par conséquent le laissait dans l'erreur sur le véritable dessein du général Brune. Mais, informé vers dix heures que cette prétendue fausse attaque était réellement le passage des principales forces de l'armée française à Monzambano, Bellegarde se hâta de faire filer de ce côté de forts détachements pour soutenir le corps du prince de Hohenzollern. La réserve de grena-

diers hongrois, qui venait d'arriver de Valeggio, eut ordre de se reporter à marches forcées sur cette position, de gagner ensuite les hauteurs de Salionze, tandis que la division du général Kaim irait prendre une position oblique sur le chemin qui conduit de Valeggio à Castel-Novo. 1801 - an IX Italie.

Mais déjà la marche audacieuse de l'avant-garde aux ordres du général Delmas avait prévenu une partie de ces dispositions. Arrivées à portée de fusil des troupes du prince de Hohenzollern, les colonnes françaises s'étaient arrêtées, pour exécuter des feux de peloton bien nourris, à la suite desquels s'entama une charge à la baïonnette si impétueuse, que les rangs autrichiens furent rompus. Le général Delmas continuant à s'avancer, se jeta entre les deux points de Salionze et de Valeggio qui servaient d'appuis au prince de Hohenzollern. Cette manœuvre, tout en donnant aux autres divisions françaises la facilité d'effectuer sans obstacle le passage du Mincio, allait cependant placer le général Delmas dans une situation critique. En effet le prince de Hohenzollern, obligé de céder à la fougueuse attaque des Français, s'était éloigné de la position retranchée de Salionze, qu'il savait être à l'abri d'un coup de main, pour se retirer vers les hauteurs de Valeggio, où il espérait trouver les renforts envoyés par le général Bellegarde. Ce mouvement força le général Delmas de diviser ses troupes en deux colonnes principales, dont l'une continua à suivre le mouvement rétrograde du prince, tandis que l'autre s'avançait sur la gauche pour s'opposer aux détachements qui pouvaient sortir de Salionze et se porter sur les derrières de la première colonne. Cette seconde colonne eut beaucoup à souffrir en s'efforçant de contenir les Autrichiens dans leurs redoutes. Exposée au feu plongeant des batteries ennemies, elle ne s'opposait qu'avec peine aux attaques des détachements qui venaient l'insulter sous la protection de ce même feu. Il fallut faire avancer une batterie pour répondre à celles de l'ennemi. Le chef de brigade Horace Sébastiani[1], qui soutenait avec son régiment, 9e de dragons, l'infanterie de la colonne française, se trouvant exposé aux tirailleries d'un parti ennemi répandu dans un petit

[1] Depuis lieutenant général, maréchal, etc.

16.

1801 — an IX Italie. bois sur la droite, fit mettre pied à terre à une partie de ses dragons, chassa les tirailleurs ennemis du bois, et fournit avec le reste du régiment une charge vigoureuse sur les troupes qui se trouvaient en avant des redoutes. Appuyant ainsi heureusement par ce double usage (souvent trop négligé) de l'arme des dragons l'attaque de la colonne de gauche du général Delmas, Sébastiani contribua puissamment à faire rentrer les Autrichiens dans leurs retranchements, après leur avoir fait éprouver une perte considérable.

Le général Delmas, à la tête de sa colonne de droite, continuant, comme nous l'avons dit, de poursuivre le prince de Hohenzollern, était parvenu a prendre une bonne position sur les hauteurs de Valeggio, et attendait les renforts qui devaient lui arriver nécessairement de la rive droite ; mais il devenait urgent qu'il fût secouru. Attaqués par trois brigades de grenadiers hongrois, les Français allaient peut-être céder à leurs efforts réitérés, lorsque le général Moncey, commandant l'aile gauche de l'armée, et conduisant lui-même la division Boudet, après avoir remonté la rive gauche du Mincio, atteignit les hauteurs et rétablit le combat : ce nouvel engagement fut sanglant et décisif. Le général Oudinot, qui s'était porté avec les officiers d'état-major et quelques chasseurs d'ordonnance sur le front de la ligne d'avant-garde, voyant que l'ennemi, après s'être rallié, se précipitait de nouveau sur les brigades des généraux Cassagne et Bisson (de la division Boudet), chargea lui-même avec son faible peloton sur le point où l'action était le plus fortement engagée. Sabrant et renversant tout sur son passage, l'intrépide chef de l'état-major général enlève une pièce de canon, et, par ce noble élan de dévouement, il donne le temps aux autres troupes d'arriver à la hauteur des brigades engagées. Électrisés par l'exemple d'Oudinot et des braves qui l'accompagnent, les soldats de Moncey et de Delmas s'élancent au pas de charge et la baïonnette en avant sur les grenadiers hongrois, et jettent la plus grande confusion dans leurs rangs. Enfoncé de toutes parts, l'ennemi se retira en désordre sur Valeggio et Castel-Novo, où il fut poursuivi avec acharnement. Ce fut en vain que les Hongrois voulurent se défendre dans Castel-Novo : pris et repris trois fois, ce village resta au pou-

voir des Français. Toutefois, le château ne se rendit que la nuit suivante au général Bisson. Les Autrichiens avaient perdu dans cette affaire plus de 1,000 hommes tués, 2,000 prisonniers et quatre pièces de canon.

Le 26 au soir, la presque totalité de l'armée française se trouvait sur la rive gauche du Mincio. Retardé par la difficulté des chemins, le corps du centre n'avait pu arriver à Monzambano qu'à trois heures après midi. Le général Brune avait chargé le général Suchet de couvrir les ponts et d'observer les redoutes de Salionze; la brigade laissée devant Borghetto, sous les ordres du général Lesuire, avait eu ordre de rester en observation et de ne prendre l'offensive que lorsque le passage serait entièrement effectué à Monzambano. Il avait été convenu que le premier coup de canon tiré à Valeggio servirait de signal : aussitôt qu'il se fit entendre, le général Lesuire attaqua de front l'ouvrage qui formait la tête de pont de Borghetto. Malgré ses efforts réitérés, il ne put parvenir à franchir les palissades, et fut contraint de se replier après avoir perdu un certain nombre d'hommes. Une petite colonne, que ce même général avait dirigée le long du rivage et derrière les maisons pour tourner la gorge de l'ouvrage, fut également arrêtée et foudroyée par les batteries de la rive gauche. Lesuire avait dessein de renouveler son attaque pendant la nuit; mais l'officier autrichien qui commandait à Borghetto, ayant appris la défaite des troupes du prince de Hohenzollern et des réserves envoyées par Bellegarde, et se trouvant isolé, sans espoir de secours ni moyens de retraite, demanda à capituler, et se rendit prisonnier avec les 1,000 hommes qu'il avait sous ses ordres, ainsi que sept pièces de canon et deux obusiers.

Après le nouvel échec essuyé par le général Hohenzollern, Bellegarde sentit qu'il ne pouvait plus rester entre le Mincio et l'Adige, et prit la résolution de se retirer derrière la dernière de ces rivières. Toute la nuit fut employée à replier les divisions vaincues d'abord sur Villa-Franca, et ensuite sur la rive gauche de l'Adige; une forte arrière-garde fut laissée à Villa-Franca pour protéger ce mouvement rétrograde. La division de 4 à 5,000 hommes qui occupait, sous le commandement du général autrichien Rousseau, la position retranchée de Sa-

1801 — an IX Italie. lionze, avait reçu l'ordre d'opérer sa retraite sur le Montebaldo et d'aller occuper la célèbre position de Rivoli et de la Corona; mais le général Delmas, qui surveillait avec soin l'adversaire qu'il avait contenu la veille dans ses retranchements, ne lui donna point le temps de les évacuer entièrement. Le 27 au matin, il fit attaquer les redoutes dans lesquelles se trouvaient encore 1,000 Autrichiens qui se rendirent prisonniers avec armes, bagages, deux drapeaux et quatorze pièces de canon. Cet événement accéléra la retraite de l'armée ennemie. Le général Bellegarde, qui avait déjà jeté quelques troupes dans Peschiera, se hâta de renforcer également la garnison de Mantoue par celle de Goito qui fut évacué, et concentra son armée dans le camp retranché sous Vérone. Le quartier général fut établi à San-Michele; les troupes légères du général de Bussy restèrent le long de l'Adige sur la rive droite, et la garnison de Porto-Legnago fut augmentée de quelques bataillons. Les journées des 25 et 26 décembre avaient coûté à l'armée autrichienne plus de 12,000 combattants tués, blessés ou faits prisonniers, en comprenant parmi ces derniers les 1,000 hommes pris par le général Delmas dans les redoutes de Salionze.

Une perte aussi considérable, en affaiblissant la force numérique des Impériaux, avait encore pour résultat immédiat le découragement répandu parmi les troupes au commencement de la campagne. Aussi le général Bellegarde, instruit des progrès du général Moreau dans la haute Autriche, et du général Macdonald dans le Tyrol antérieur, ne se crut-il point assez fort pour se maintenir dans la nouvelle ligne qu'il venait de prendre sur l'Adige : il ne pensa plus qu'à manœuvrer de manière à retarder la marche de l'armée française. Il espérait, par ce moyen, donner aux corps des généraux Laudon et Wukassowich, forts ensemble de 20,000 hommes, le temps d'évacuer le Tyrol italien, de venir se joindre à lui, soit à Vérone, si ces généraux pouvaient encore s'ouvrir le passage par la vallée de l'Adige, soit au delà de Vicence, si, serrés de trop près par l'armée de Macdonald et le corps des flanqueurs de celle d'Italie, ils étaient forcés de se jeter dans la vallée de la Brenta.

Quelque promptitude que les différentes divisions de l'armée

de Bellegarde eussent mise dans leur mouvement rétrograde, elles furent suivies de très-près par les troupes de l'armée victorieuse : celles-ci arrivèrent sur les bords de l'Adige au moment où les dernières achevaient leur passage; l'avant-garde du général Delmas eut même, avec les troupes légères du général de Bussy, un engagement assez vif, que la nuit seule put faire cesser. 1801 — an IX Italie.

Le général Brune établit ses divisions dans les positions suivantes : le général Delmas, avec l'avant-garde, s'élevant sur la gauche, vint prendre position à Pastrengo et sur les hauteurs de Palazzuolo; l'aile gauche et l'aile droite, ou les corps des généraux Moncey et Dupont, se rapprochèrent de Vérone et s'établirent en avant de Dossobono, s'étendant obliquement sur la gauche par Cantaro et Castel-Novo; les deux divisions du centre (corps de Suchet) restèrent en seconde ligne. Le général Suchet fit resserrer la garnison de Peschiera par la rive gauche du Mincio, pendant que le général Dombrowski, à la tête de la légion polonaise, achevait par la rive droite l'investissement de cette place. Nous rapporterons dans un autre article les circonstances du siége de Peschiera, qui fit beaucoup d'honneur au général du génie Chasseloup-Laubat, chargé de réduire cette importante forteresse.

Pour achever d'exécuter le plan d'opération tracé par le premier consul, le général Brune avait encore à forcer le passage de l'Adige. Ainsi donc, sans perdre de temps, il ordonna au général Dupont de faire des démonstrations devant Vérone et sur le bas Adige. Celui-ci fit attaquer à Tomba et à Santa-Lucia les grand'gardes du général de Bussy, et contraignit ces troupes légères à se retirer dans la place. La division Watrin, après avoir tourné Santa-Lucia, vint prendre poste sur un plateau élevé qui domine tout le bassin de Vérone. Des mesures furent prises pour que l'artillerie et l'équipage de pont se trouvassent réunis à Bussolengo, où le général Brune avait résolu d'opérer le passage et où il avait déjà établi son quartier général. Pour mieux détourner l'attention de l'ennemi, il fit faire, le 30 décembre, une reconnaissance générale sur toute la ligne, et quoique le général Bellegarde eût déjà pris, comme nous l'avons dit, la résolution d'abandonner la rive gauche de l'Adige, les

1801 — an IX Italie. troupes autrichiennes se montrèrent en force sur tous les points qui pouvaient êtres menacés. Le général Brune dut en conclure que l'intention de son adversaire était de défendre le passage avec opiniâtreté, et dès lors il redoubla de précautions pour dérober le point où il se proposait de l'effectuer.

Une batterie d'obusiers avait été établie sur le plateau occupé par la division Watrin, et elle avait commencé à tirer sur Vérone pendant la reconnaissance dont nous venons de parler. Cette espèce de bombardement continua avec quelque vigueur jusque fort avant dans la nuit, et les obus mirent le feu en quelques endroits de la ville; mais l'incendie ne fit d'ailleurs aucun progrès.

Les généraux Marmont et Chasseloup, consultés par le général Brune, avaient été d'avis que le passage de l'Adige devait avoir lieu à l'angle rentrant que forme cette rivière à un mille au-dessus de Bussolengo : tous les apprêts de cette opération étaient terminés le 1er janvier 1801, six jours après le passage du Mincio. Dès la veille, les troupes de l'avant-garde, celles de l'aile gauche et du centre furent placées par échelons à Pastrengo, à Palazzuolo, à Sonna et Bertachina, villages dont le plus éloigné n'est pas à plus de deux heures de marche de Bussolengo. Le corps de réserve de l'armée, commandé par le général Michaud, devait diviser l'attention de l'ennemi en jetant un pont de radeaux à Chievo, et simulant un autre passage entre Bussolengo et Vérone.

Le 1er janvier, à la pointe du jour, les troupes destinées au passage véritable se trouvèrent réunies à la gauche de Bussolengo; à neuf heures, les compagnies de carabiniers de l'avant-garde passèrent l'Adige sur des bateaux. Les Français s'attendaient à éprouver une grande résistance sur la rive gauche; mais ces premières troupes furent étonnées de ne rencontrer presque point d'obstacle. Une batterie de soixante pièces de canon, établie par le général Marmont sur la rive droite pour protéger la construction du pont, devint inutile.

On travaillait avec activité aux ouvrages que nécessite une pareille opération, et le général Brune, surpris lui-même du silence qui régnait sur la rive gauche, commençait à soupçonner quelque ruse de guerre, lorsqu'un officier, envoyé en

parlementaire par le général en chef autrichien, vint annoncer l'armistice conclu à Steyer entre le général Moreau et l'archiduc Charles, et proposa la négociation d'une semblable convention. Le général Brune, d'après les instructions qu'il avait reçues du premier consul, ne refusa point d'entrer en pourparlers à cet égard, quoique d'ailleurs il vît avec regret échapper l'occasion d'obtenir de nouveaux succès. Toutefois, après avoir pris connaissance des bases proposées par le général Bellegarde pour un armistice, bases qu'il ne croyait pas devoir consentir dans les circonstances où se trouvaient les deux partis, le général français rompit la négociation. Dans une lettre écrite au ministre de la guerre par le premier consul, celui-ci disait positivement : « Je vous prie, citoyen ministre, de faire connaître au général Brune qu'il ne doit point conclure d'armistice à moins que l'ennemi n'accorde Mantoue, Peschiera, Ferrare, Ancône et au moins la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige. Dans le cas que l'ennemi ne veuille pas accéder à ces conditions, le général Brune doit se porter sur la Piave. » Ces instructions étaient impératives, et Brune ne pouvait pas se dispenser de continuer le passage déjà commencé de l'Adige. 1801 — an IX Italie.

Le parlementaire ennemi était à peine retourné près du général Bellegarde, que l'avant-garde française passa sur le pont, qui était achevé, et s'établit sur la rive gauche de l'Adige ; elle fut bientôt suivie de l'une des divisions de l'aile gauche (celle du général Broussier). Les deux divisions du centre passèrent ensuite, et, pendant ce temps, le reste de l'aile gauche, sous les ordres du général Moncey, remonta la rive droite, se dirigeant par Piovezano, Cavagione et Albaro sur Rivoli. Brune, qui voulait porter sur la rive gauche le plus de forces possible, renonçant à la fausse attaque que Michaud devait faire à Chievo, ordonna à ce général de quitter ses positions de Croce-Bianca et de San-Massimo, pour suivre le mouvement des troupes du centre : ce contre-ordre faillit occasionner un événement fâcheux. Le chef de brigade Margaron[1], prévenu trop tard de cette marche de flanc qui le laissait à découvert, se trouva presque

[1] Depuis lieutenant général, inspecteur du corps de la gendarmerie, etc.

1801 — an IX Italie. enveloppé par un fort parti de cavalerie légère, sorti du camp retranché de Vérone. Margaron, n'ayant avec lui que 200 chevaux et deux pièces d'artillerie légère, fit bonne contenance, fournit deux charges vigoureuses, et perça à travers la cavalerie qui l'entourait; il reprit, le sabre à la main, le village de San-Massimo, déjà occupé par un détachement ennemi, soutint dans ce mauvais poste l'attaque réitérée du corps qu'il venait de traverser, le repoussa avec avantage, s'empara de 100 chevaux, et fit preuve, en un mot, dans cette circonstance éminemment critique, du plus grand sang-froid et de la valeur la plus brillante. Dans la soirée de ce même jour (1er janvier), le général Dupont quitta aussi sa position d'observation devant Vérone, et, ayant passé l'Adige pendant la nuit, il s'établit le lendemain avec toute l'armée sur la rive gauche de cette rivière.

Le général Bellegarde avait fait replier toutes ses troupes, et les Français s'attachèrent d'abord à suivre ce mouvement rétrograde. Toutefois, le général Brune, voulant ôter aux garnisons de Mantoue et de Legnago la facilité de se jeter sur ses communications, fit occuper le plat pays par un corps de cavalerie destiné à tenir ces deux places en observation. L'aile gauche fut en outre détachée tout entière sur le haut Adige, et le général Moncey, qui la commandait, reçut tout pouvoir pour la diriger de la manière la plus convenable : il devait manœuvrer pour couvrir la grande ligne d'opérations de l'armée, et se joindre, aussitôt que faire se pourrait, à l'armée des Grisons, qui s'avançait alors, comme on l'a vu à la fin du chapitre précédent, dans la direction de Trente. Ces deux dispositions arrêtées, le général Brune fit avancer les autres divisions de son armée sur Vérone. Le général Delmas, qui avait avec l'avant-garde beaucoup d'avance sur les autres troupes de l'armée française, occupait déjà les hauteurs qui dominent la ville, et se trouvait ainsi à même de tourner l'ennemi et de déterminer sa retraite. Dans sa marche rapide, cette avant-garde avait eu à vaincre de grands obstacles; il avait fallu s'ouvrir un chemin entre des rochers, traîner et porter à bras des pièces et des caissons au milieu de la neige et de la glace; les soldats avaient fait toutes ces corvées avec un courage et une gaieté bien dignes

les mêmes hommes qui avaient étonné l'Europe par le passage 1801 — an IX Italie.
du Saint-Bernard et des autres sommités des Alpes. Les autres divisions suivirent la grande route, poussèrent les arrière-gardes autrichiennes jusque sous le canon de Vérone, et firent quelques centaines de prisonniers. Le 2 janvier, à huit heures du soir, les hauteurs de San-Leonardo et de Taglia-Fermo furent attaquées et emportées à la baïonnette par la brigade du général Colli (de la division Loison) qui s'y établit aussitôt.

Le général Brune se proposait de presser vivement Vérone; mais les Autrichiens évacuèrent cette ville pendant la nuit. Dès la veille, le général Bellegarde avait fait lever le camp de San-Martino, pour faire prendre position à ses troupes sur les hauteurs de Caldiero. Le général Riese, qui était resté avec une garnison de 1,700 hommes, après avoir ouvert les portes de Vérone, à la première sommation qui lui fut faite, le 3 janvier au matin, se retira dans le château et les deux forts de San-Felice et San-Pietro.

L'armée française, n'étant point arrêtée devant Vérone, continua son mouvement sur Vicence. Le général Bellegarde avait formé, pour protéger sa retraite, une forte arrière-garde composée de ses meilleures troupes. Ce corps résista de position en position, et, quand il se trouvait trop fortement engagé, le général en chef autrichien le faisait soutenir avec vigueur, en ayant soin de former toujours sa ligne de bataille hors de portée et de manière à ne pas être forcé à un engagement général, même dans les positions avantageuses. C'est ainsi qu'il abandonna le plateau de Caldiero, déjà tourné par les hauteurs de Colognola, pour faire camper le gros de ses troupes dans la plaine de Villa-Nova, le 5 janvier. Attaqué le lendemain dans cette position, et forcé de la quitter avec perte, il se replia derrière la rivière d'Agno, en appuyant sur son centre, parce que le général Delmas, après avoir enlevé les postes de Soave et de San-Vittore, se portait à marches forcées sur sa droite, pour la déborder. Delmas s'empara, dans la soirée, de la position de Monte-Forte. Les divisions du centre et l'aile droite suivaient la marche de l'avant-garde française, en ayant soin de laisser entre elles un intervalle convenable.

En se couvrant de la rivière ou torrent de l'Agno, Belle-

1801 — an IX Italie. garde établit son armée : la droite à Montecchio-Maggiore et la gauche à Brendola, occupant par son arrière-garde Montebello en avant du centre de la ligne, et coupant la grande route de Vérone à Vicence. Cette position était bien choisie, en ce qu'elle présentait une défensive très-avantageuse; et le général Brune, après l'avoir fait reconnaître, ne doutant point que le général Bellegarde n'eût l'intention d'y attendre l'attaque de l'armée française, afin de couvrir Vicence et l'entrée de la grande plaine de la Brenta, fit ses dispositions en conséquence. Le général Delmas, avec une partie de l'avant-garde, eut ordre de gravir en travers les escarpements des torrents qui descendent du Zermeghede pour arriver par Tarossa sur le versant de cette montagne en arrière de Montebello. Cette marche était aussi hardie que difficile, et les Français y montrèrent autant d'intrépidité et de constance que lorsqu'ils avaient tourné Vérone quelques jours auparavant. Le général Suchet, avec l'autre partie de l'avant-garde, la division Gazan et une division de la réserve, marcha de front contre la position ennemie qu'il attaqua sur-le-champ. Les troupes impériales se défendaient avec résolution, lorsque le général Bellegarde, informé du mouvement de Delmas et craignant de se voir débordé, fit abandonner Montebello et couper un des ponts du torrent de l'Aldego; l'autre pont, qui se trouvait à la tête du village, allait être également rompu, lorsque le capitaine Letort[1], du 9e régiment de dragons, avançant avec sa compagnie, chargea les travailleurs, et dispersa les tirailleurs autrichiens qui les protégeaient. Les troupes de l'avant-garde qui suivaient le brave Letort occupèrent alors Montebello, et y prirent position. Le général Suchet, qui conduisait l'attaque de Montecchio-Maggiore, repoussa également les avant-postes ennemis; et, la division de la réserve ayant manœuvré de manière à tourner la droite des Impériaux, ceux-ci abandonnèrent le village, où les Français s'établirent, tandis que les divisions du général Dupont s'avançaient en toute hâte par Meledo et Brendola sur Tavernele pour couper la route de Vicence, point de jonction

[1] Depuis lieutenant général, tué à la bataille de Waterloo, en 1815.

des deux routes qui, partant l'une et l'autre de Vérone, conduisent à la première de ces villes. L'arrière-garde ennemie voulut défendre ce passage; mais, presque enveloppée par suite du mouvement du général Dupont, elle allait mettre bas les armes lorsqu'un fort détachement de cavalerie accourut pour la dégager, et força les Français à s'arrêter. La nuit, déjà fort avancée, permit aux Autrichiens d'achever leur retraite. Le général Bellegarde n'ayant fait que traverser Vicence, les Français entrèrent dans cette ville le 8 janvier.

Sur ces entrefaites, les généraux Laudon et Wukassowich, ayant reçu du général en chef Bellegarde l'ordre d'évacuer en toute hâte le Tyrol italien pour venir joindre l'armée, étaient déjà entrés dans la vallée de la Brenta. Le corps de Wukassowich, qui faisait tête de colonne, débouchait par Bassano au moment même où l'armée impériale sortait de Vicence; celui du général Laudon, qui, par l'effet d'un subterfuge dont nous parlerons plus bas, avait gagné deux marches sur les troupes du général Moncey, achevait tranquillement son mouvement, et devait se réunir le lendemain au reste de l'armée. Pour mieux faciliter cette jonction, Bellegarde arrêta son arrière-garde à Liziera et Armeota, à l'embranchement des routes de Bassano et de Cittadella, pour y tenir ferme, tandis que lui-même passait la Brenta, et concentrait ses forces dans le camp de Fontaniva devant Cittadella.

Le général Brune, prévoyant la très-prochaine réunion du corps du Tyrol avec l'armée autrichienne d'Italie, dut changer ses premières dispositions. L'avant-garde et la division Gazan, qu'il avait d'abord dirigées sur Marostica, afin de couper l'ennemi de Bassano, et de masquer le débouché de la Brenta, furent rappelées au centre sur la ligne même d'opérations. Moncey, qui avait fait, en huit jours, un trajet de cent trente milles (quarante-quatre lieues environ), dans les montagnes, étant arrivé à Bassano dans la nuit du 10 au 11 janvier, reçut l'ordre de faire éclairer les routes de Cittadella et de Castel-Franco; et ce général, ayant à cœur de tirer vengeance de la tromperie que lui avait faite le général Laudon, atteignit l'arrière-garde de celui-ci auprès du village de Loria, et la tailla

1801 — an IX Italie. en pièces. Le colonel Fournier [1], emporté par trop d'ardeur à la poursuite des débris de cette arrière-garde, se trouva tout à coup entouré avec quelques braves de son régiment, le 12e de hussards, qui l'avaient suivi; mais il sut s'ouvrir un passage, le sabre à la main, à travers le gros d'ennemis qui cherchaient à lui couper la retraite, et ramena encore quelques prisonniers.

Le passage de la Brenta par les troupes françaises s'exécuta presque sans obstacles dans la journée du 11. Les Autrichiens s'efforcèrent vainement d'arrêter le général Delmas à Ospitale di Brenta; bientôt culbutés, ils furent obligés de suivre le mouvement rétrograde de l'armée. Fontaniva et Cittadella, où l'ennemi n'avait laissé que des détachements, furent emportés par le premier régiment de hussards qui avait passé la Brenta à gué sous la protection de l'artillerie du corps de réserve.

Bellegarde avait réussi à opérer sa jonction avec les deux corps échappés si heureusement aux mouvements combinés des généraux Macdonald et Moncey dans le Tyrol; mais, loin de profiter de ce renfort pour tenir tête à l'armée française, il ne pensa qu'à continuer sa retraite. Les vastes plaines du Trévisan, épuisées par le séjour de l'armée autrichienne sur la ligne du Mincio, ne lui parurent pas un terrain convenable pour tenir la campagne. Toutefois il crut devoir défendre la position de Castel-Franco pour se donner le temps de passer la Piave, et de recevoir du cabinet de Vienne les instructions nécessaires pour la conclusion de l'armistice qu'il avait déjà sollicité, et dont il reconnaissait plus que jamais l'urgence. Jetant obliquement toute sa cavalerie sur sa gauche, il continua sa retraite sous la protection de ses arrière-gardes, qu'il disposa de manière à faire croire qu'il n'était pas éloigné de livrer bataille entre Fossa-Lunga et Albaredo, en avant de Trévise.

Ces feintes dispositions firent prendre en effet le change au général Brune. Celui-ci, pensant, avec quelque apparence de raison, que l'armée ennemie, renforcée de près de 20,000 hommes, se trouvait suffisamment en mesure de recevoir bataille, en mettant un terme à une retraite, pour ainsi dire, humiliante, donna ses ordres en conséquence. Le général Mi-

[1] Depuis lieutenant général, inspecteur de cavalerie.

chaud, avec le corps de réserve, marcha directement sur Castel-Franco, et s'empara de cette position, centre de la ligne ennemie, après un combat opiniâtre; le général Suchet, qui avait d'abord appuyé cette attaque, se porta ensuite avec ses deux divisions sur Fossa-Lunga, Postuma et Villa-Orba; le général Dupont, avec l'aile droite, attaqua Fontana, tandis que Delmas se dirigeait avec l'avant-garde sur Lovad; le général Moncey devait, avec toutes les troupes sous ses ordres, se porter de Bassano, par Asolo, sur Riva-Secca, à l'endroit où la Piave sort des montagnes; après avoir suivi la rive droite en longeant le bois de Mantello, il devait diriger les deux divisions Rochambeau et Boudet sur Selva et Ponte di Piave. Cette manœuvre avait pour objet de couper l'arrière-garde autrichienne de la Piave, et de la détacher entièrement du gros de l'armée.

Mais, tandis que les colonnes françaises exécutaient ces divers mouvements, et que le général Brune concevait l'espoir de joindre son adversaire et de le forcer à une bataille rangée, celui-ci, ayant reçu de sa cour une réponse catégorique, se préparait à demander la cessation des hostilités. Le 14 janvier, au moment même où le général Michaud enlevait Castel-Franco de vive force, le chef de brigade Sébastiani, chargé de faire une reconnaissance sur Trévise, rencontra aux portes de cette ville un escadron du régiment de Ferdinand, hussards, dont le commandant s'avança vers lui pour l'engager à attendre l'arrivée du comte de Hohenzollern et du colonel de Brest, chargés l'un et l'autre des pleins pouvoirs du général en chef Bellegarde pour la conclusion définitive de l'armistice déjà demandé. Sébastiani répondit qu'ayant ordre de s'emparer de Trévise, il ne pouvait, sans y contrevenir, accéder à l'invitation qui lui était faite. Il engagea donc le commandant de hussards à se retirer avec son détachement, et entra dans Trévise dont il prit possession.

Pendant ce temps le général Brune recevait lui-même, à Villa-Orba où il s'était avancé avec quelques troupes de la réserve à la suite d'une des colonnes du centre, un parlementaire envoyé directement par le général Bellegarde. Brune se rendit de suite à Trévise pour y recevoir les envoyés autrichiens; et,

1801 — an IX Italie. lorsqu'il eut vérifié leurs pouvoirs, il chargea des siens le général Marmont, commandant en chef l'artillerie de l'armée, et le chef de brigade Sébastiani. Une suspension d'armes de vingt-quatre heures fut accordée sur-le-champ pour entrer en négociation. Le général de Zach, quartier-maître général de l'armée autrichienne, arriva dans la soirée pour seconder le comte de Hohenzollern; et, deux jours après, le 16 janvier, les deux partis arrêtèrent et signèrent la convention d'armistice suivante :

Convention d'armistice entre le général Brune et le général Bellegarde.

Les généraux en chef des armées française et impériale et royale en Italie, voulant arrêter l'effusion du sang au moment où les deux gouvernements s'occupent à conclure la paix, ont nommé et muni de leurs pleins pouvoirs les citoyens Marmont, général de division et conseiller d'État, et Sébastiani, chef de brigade de dragons; et MM. le comte de Hohenzollern, lieutenant général, et le baron de Zach, général-major, pour traiter d'un armistice, qui a été arrêté aux conditions suivantes :

Art. 1er. Il y aura un armistice entre les armées de la république française et celles de S. M. l'empereur et roi, en Italie, jusqu'au 14 pluviôse (2 février), époque de l'expiration de celui des armées d'Allemagne. Les hostilités ne pourront cependant recommencer que quinze jours après l'avertissement des généraux en chef respectifs en Italie.

2. Dans cet armistice seront compris tous les corps faisant partie des armées françaises d'Italie et des Grisons, et ceux des armées impériales et du Tyrol.

3. Les armées françaises se mettront en route après-demain 28 nivôse (18 janvier) pour occuper leur nouvelle ligne; cette ligne suivra la rive gauche de la Livenza, depuis la mer jusqu'à sa source, près de Polcenigo; de là elle montera sur la haute crête des montagnes qui séparent la Piave de la Zelline, passe les monts Maüra, Craupitz, Rabthal, Spiz, descend de là dans la vallée de Luckau, près Egge, remonte la montagne pour redescendre dans Drauthal et Mitterland sur la Drave,

jusqu'à Lienz, où elle rencontre la ligne de démarcation fixée par la convention d'Allemagne. 1801 — an IX Italie.

4. L'armée impériale et royale prendra pour ligne de démarcation la rive droite du Tagliamento, depuis la mer jusqu'à sa source, près du mont Maüra; cette ligne montera sur ce point, et suivra celle désignée dans l'article précédent, qui se trouvera commune aux deux armées.

5. Le pays compris entre les deux lignes de démarcation est déclaré neutre. On ne pourra pas y mettre de troupes en cantonnement; il n'y sera placé que des postes ou piquets pour garder les avenues; les postes ne pourront pas être éloignés des rivières de plus d'un mille.

6. On tirera une ligne qui divisera le pays neutre en deux parties pour y prendre des vivres; cette ligne sera marquée par le ruisseau Zelline jusqu'à Barca, passera par Vilalta, Porto-Gruaro, et suivra la Lemene jusqu'à la mer.

7. On remettra à l'armée française les places de Peschiera et Sermione, les châteaux de Vérone et Legnago, la ville et la citadelle de Ferrare, la ville et le fort d'Ancône, aux conditions suivantes :

1° Les garnisons sortiront librement avec les honneurs de la guerre; elles emporteront leurs armes, équipages et propriétés, pour rejoindre l'armée impériale.

2° Toutes les pièces d'artillerie de fonte impériale, avec leurs munitions, comme toutes autres propriétés impériales qui ne seront pas désignées ci-après, sortiront librement, et on donnera, pour exécuter cette évacuation, six semaines à l'armée autrichienne.

3° Toutes les pièces d'artillerie, d'une fonte autre que celle impériale, seront remises en propriété à l'armée française avec leurs munitions.

Quant aux transports, l'armée française se charge de fournir les bateaux pour évacuer les effets des forteresses et places de Vérone, Legnago et Ferrare, jusqu'à la mer; ces bateaux seront rendus fidèlement.

L'armée française fournira les moyens nécessaires pour faire rentrer à Vérone les effets des forteresses et places de Sermione et Peschiera, qui seront embarqués sur l'Adige.

1801 — an IX Italie.

La partie de la flottille existant actuellement sur le lac de Garda, et qui a été prise aux Français lors de la reddition de Peschiera, sera la seule remise en leur possession, et celle restant en propriété à l'armée autrichienne ne pourra être évacuée que par le Mincio et le Pô, par les moyens propres de l'armée autrichienne. Dans le cas où, dans le terme de six semaines, convenu pour l'évacuation totale des effets appartenant à l'armée autrichienne, elle n'aurait pas pu évacuer la partie de la flottille qui reste à sa disposition, elle s'engage à la laisser, dans son intégrité, en propriété à l'armée française.

4° L'approvisionnement des places sera divisé en parties égales : les garnisons en emporteront la moitié, l'autre moitié sera remise à l'armée française ; le bétail suivra les garnisons en entier.

5° Les places seront remises en dépôt jusqu'à la paix à l'armée française, qui prend l'engagement de les conserver dans leur état actuel.

8. On enverra sur-le-champ les ordres pour l'évacuation des places à rendre, et les commandants en sortiront avec leurs garnisons le plus tôt possible, et, au plus tard, trois jours après la réception des ordres, qui seront transmis par des courriers extraordinaires autrichiens.

Les commissaires nommés pour l'évacuation des places y resteront jusqu'à la fin de cette opération, avec la garde autrichienne nécessaire pour la police des magasins.

9. Les commissaires destinés à recevoir les arsenaux et magasins pourront seuls entrer dans les places avant la sortie des garnisons autrichiennes ; les garnisons françaises occuperont seulement une porte douze heures avant leur entrée dans la place.

10. Les malades qui resteront dans les places ne seront pas réputés prisonniers de guerre ; l'armée française en aura toujours soin, et les renverra à l'armée impériale, qui tiendra compte des dépenses qu'ils auront occasionnées.

11. Dans le cas où une ou plusieurs places se trouveraient rendues à l'arrivée des courriers qui seront expédiés par le général en chef Bellegarde, il ne sera apporté aucun changement à la capitulation, qui sera exécutée en entier.

12. La forteresse de Mantoue restera bloquée par les postes français placés à huit cents toises des glacis; on permettra d'envoyer des vivres de dix en dix jours pour la garnison; ils seront fixés à quinze mille rations de farine et quinze cents rations de fourrages, les autres denrées en proportion.

Les bourgeois auront, de temps en temps, la liberté de faire venir les vivres qui leur seront nécessaires; mais il sera libre à l'armée française de prendre les mesures qu'elle croira convenables pour empêcher que la quantité n'excède la consommation journalière, qui sera calculée en raison de la population.

Les communications pour les vivres avec Mantoue seront établies par le Pô jusqu'à Governolo, et ensuite par le Mincio.

13. On respectera les individus attachés au gouvernement autrichien, ainsi que les propriétés, et personne ne pourra être recherché pour cause d'opinion politique.

14. La carte Baclair de d'Albe servira de règle dans les discussions qui pourraient s'élever sur la ligne de démarcation tracée ci-dessus.

15. Il sera donné les passe-ports nécessaires pour l'expédition des courriers.

D'après cet armistice, dont la durée était de trente-trois jours seulement, en y comprenant les quinze jours d'avertissement préalable, les Français, comme on a pu le remarquer, ne restaient maîtres que des places de Peschiera, Porto-Legnago, Ferrare, Ancône, et des châteaux de Vérone, dont le commandant avait déjà capitulé. Des considérations particulières, et qui étaient sans doute dans l'intérêt de l'armée française, avaient engagé le général Brune à ne point insister sur la remise de Mantoue. Cette place devait rester bloquée à huit cents toises des glacis, et recevoir tous les dix jours des approvisionnements pour la garnison et les habitants. Ce qui rend, toutefois, la condescendance du général Brune très-remarquable, c'est qu'elle se trouve en opposition avec les intentions exprimées dans la réponse qu'il avait faite à la lettre du ministre de la guerre, dont nous avons parlé plus haut. Il y disait : « Les instructions du gouvernement seront remplies : il ne sera conclu d'armistice qu'avec la cession des places de *Mantoue*, de Peschiera, etc., etc. »

1801 — an IX Italie

Le général Brune devait donc s'attendre à ne point voir sa conduite, dans cette circonstance, approuvée par le premier consul. Bonaparte, en refusant de ratifier l'armistice de Trevise, menaça même de dénoncer celui de Steyer, si la place de Mantoue n'était point remise à l'armée française. « Croyez-vous, dit-il à ceux qui lui faisaient observer que cet incident pouvait nuire aux intérêts de la paix qu'il désirait lui-même si ardemment; croyez-vous que les Autrichiens, s'ils me tenaient ainsi, ne me traiteraient pas avec plus de rigueur encore? » La cour de Vienne fut donc obligée de céder à la volonté impérieuse du premier consul. La cession définitive de Mantoue fut la condition d'un nouvel armistice, qui fut négocié et signé à Lunéville, le 26 janvier, par les plénipotentiaires des deux nations, et qui fut considéré comme un grand acheminement vers la paix, dont on traitait les conditions avec une égale activité de part et d'autre.

Tyrol.

Fin des opérations de l'armée des Grisons; diversion opérée dans le Tyrol par le général Moncey; prise de Trente; mauvaise foi du général autrichien Laudon, etc. — En rendant compte, à la fin du chapitre précédent, des premières opérations de l'armée des Grisons, nous avons laissé le général Macdonald maître du Val Camonica, après avoir surmonté tous les obstacles que lui opposaient la supériorité des forces de l'ennemi, l'âpreté de la saison, et le terrain à travers lequel il lui avait fallu se frayer un passage. C'est à cette même époque que le général Bellegarde, affaibli par les pertes qu'il avait essuyées dans les différents combats livrés sur le Mincio, ordonna aux généraux Laudon et Wukassowich d'évacuer à marches forcées les vallées du Tyrol italien, et de descendre par celle de la Brenta pour opérer leur jonction avec le gros de l'armée d'Italie sous Vicence.

Cette marche rétrograde au milieu d'un pays hérissé de montagnes couvertes de neige offrait de grandes difficultés aux généraux autrichiens; ayant d'ailleurs un vaste espace à parcourir, ils devaient manœuvrer devant un ennemi actif, auquel il fallait dérober un tel mouvement de retraite, pour ne pas être trop fortement inquiété. Dans cette nécessité de faire croire au général Macdonald que leur intention était de continuer à défendre

le Tyrol, les généraux Laudon et Wukassowich se détermi- 1801 - an IX Tyrol.
nèrent à ne céder que pied à pied les accès des eaux de l'Adige à Nauders et au mont Tonal; mais pendant que leurs arrière-gardes tenaient ferme dans ces lieux fortifiés, le gros de ces deux corps ennemis commençait le mouvement ordonné par le général Bellegarde.

Macdonald avait réuni dans le Val Camonica un corps d'environ 9,000 hommes en y comprenant la légion italienne du général Lecchi, envoyée, comme on l'a vu, par le général Brune. Empressé de s'ouvrir un passage à travers la chaîne des montagnes qui séparent le Val Camonica de la vallée de la Sarca, et d'arriver sur Trente par le chemin le plus direct en gagnant quelques marches sur l'ennemi, le général français ne se dissimulait aucun des obstacles qu'il avait à vaincre dans l'exécution de son projet. Après avoir tenté à plusieurs reprises de s'ouvrir une issue par le glacier qui forme l'un des contre-forts du mont Tonal et qui se prolonge sans s'adoucir jusqu'auprès de Brescia, Macdonald fut contraint de renoncer à cette voie. Il lui fallut donc descendre jusqu'à Pisogne à la tête du lac d'Iseo, pour pénétrer par le col de Colma di San-Zeno dans le Val Trompia, franchir encore une autre chaîne pour entrer dans le Val Sabbia, enfin remonter la Chièse pour arriver dans la vallée de la Sarca. Cette longue marche, entreprise dans le but d'éviter un détour de plusieurs heures, ne faisait qu'exciter davantage l'impatience des soldats français. Ils s'irritaient à l'aspect des obstacles, et c'était à qui montrerait le plus d'empressement à les vaincre. Leur ardeur s'accrut encore lorsque, en arrivant à Pisogne, le général Macdonald reçut et communiqua la nouvelle des succès remportés sur le Mincio par l'armée d'Italie.

Les Français trouvèrent à Pisogne une partie des troupes que Brune avait détachées de son aile gauche pour renforcer l'armée des Grisons. Après le passage du Mincio, le général en chef de l'armée d'Italie, convaincu de toute l'importance du plan proposé par Macdonald, avait fait avancer la division Rochambeau sur son extrême gauche, pour tenir la position de Salo sur la rive droite du lac de Garda, et celle de Rocca d'Anfo sur le lac d'Idro. Macdonald, voulant tirer parti

1801 — an IX Tyrol. de ce renfort, ordonna au général Rochambeau de s'emparer de Storo, afin de couvrir le débouché dans la vallée de la Sarca, au moment où lui-même descendait dans le Val Trompia.

L'aspérité du San-Zeno, l'une des plus hautes et des plus dangereuses montagnes de la chaîne des Alpes, étonna ces mêmes soldats que les affreuses tempêtes du mont Splugen n'avaient pas pu arrêter. Pour faire passer quelques chevaux et les mulets qui portaient les munitions, il fallut tailler des blocs de glace qui offraient les mêmes difficultés que le roc vif. La cavalerie, l'artillerie et les équipages, ne pouvant suivre le sentier escarpé que les intrépides soldats étaient parvenus à s'ouvrir à travers les glaces et les neiges, furent obligés de faire un long détour, et de descendre le long du lac d'Iseo jusqu'auprès de Brescia, pour remonter ensuite par la vallée de la Chièse. Cette manœuvre hardie, ce passage des soldats français sur des rampes glacées, où l'intrépide chasseur de chamois ose à peine s'aventurer, avaient donné au général Macdonald l'avantage de dérober sa marche à l'inquiète surveillance de l'ennemi. Toutefois, arrivé à Storo le 6 janvier, il lui restait encore pour gagner Trente quinze lieues à parcourir dans un chemin montagneux, tortueux et difficile. L'arrière-garde autrichienne, commandée par le général Davidowich, qui avait défendu successivement les postes retranchés et les meilleures positions pour donner le temps aux généraux Styrnich et Wukassowich d'opérer leur retraite, voulut encore opposer quelque résistance au débouché de Storo. La légion italienne du général Lecchi et la division Pully, qui formaient l'avant-garde de l'armée française, attaquèrent et chassèrent successivement les Autrichiens de Condino et de Castelert, et les poursuivirent la baïonnette aux reins jusque sous le canon des retranchements de Pieve di Buono. Tout le reste de l'armée des Grisons, appuyant à droite et suivant ce mouvement à marches forcées, s'avançait alors dans le Tyrol italien.

Au moment où le général Macdonald avait quitté le Val Camonica, les deux divisions Baraguay d'Hilliers et Morlot s'étaient trouvées séparées de lui par plusieurs chaînes de glaciers et par plus de cinquante lieues de montagnes. Pour mettre plus d'ensemble dans leurs opérations, Macdonald avait rendu

ces deux divisions indépendantes ; elles devaient se réunir et se suivre dans la vallée du haut Adige sous le commandement direct du général Baraguay d'Hilliers, dont les instructions portaient qu'il se dirigerait le plus promptement possible par Nauders et Glurns sur Meran et Botzen, où la réunion de toute l'armée devait avoir lieu sur l'Adige, la droite à Trente, et la gauche à Botzen. Macdonald espérait prévenir à Trente le général Laudon, et tenir le corps de celui-ci cerné entre cette ville et la Pietra. De son côté, le général Baraguay d'Hilliers, prévenant à Botzen les troupes du général Styrnich, poursuivies dans la vallée de la Noss par la brigade du général Devrigny, devait leur faire éprouver entre Botzen et Trente un sort pareil à celui que Macdonald réservait au général Laudon.

Mais la retraite précipitée des généraux autrichiens allait s'opposer à la réussite de ces combinaisons. Le mouvement de l'aile gauche de l'armée française d'Italie, détachée, ainsi qu'on l'a vu, sur le Tyrol italien après le passage de l'Adige, était venu à la connaissance des généraux Laudon et Wukassowich, et leur avait fait sentir plus que jamais la nécessité d'accélérer leur mouvement rétrograde, pour ne pas être enfermés dans le pays de Trente et coupés de la vallée de la Brenta. Renonçant donc à arrêter les colonnes de Macdonald, qui avaient franchi toutes les sommités, ils portèrent leur attention sur le général Moncey, et cherchèrent à multiplier les obstacles sur sa marche par les deux rives de l'Adige. Leur dessein était de prévenir ainsi la jonction des troupes de Moncey avec celles de Macdonald, et de rendre par conséquent les opérations de celui-ci moins décisives. Cette manœuvre, qui sauva le général Laudon, ne réussit pourtant que par l'emploi d'un moyen qui, bien qu'on le couvre du nom de *ruse de guerre,* n'en est pas moins contraire aux lois de l'honneur et de la véritable loyauté militaire.

Le général Laudon n'avait laissé dans la vallée de la Sarca que la faible arrière-garde aux ordres du général Davidowich; et, rassemblant à Trente les autres troupes de son corps, au nombre de 7 à 8,000 hommes, il descendit jusqu'à San-Marco au-dessous de Roveredo. Tous les postes qui se trouvaient à l'entrée de la vallée, et qui n'étaient gardés que très-faiblement par le petit corps autrichien détaché, sous les ordres du géné-

1801 — an IX
Tyrol.

ral Rousseau, après le passage du Mincio par l'armée française, furent renforcés et soutenus de manière à ce que les Autrichiens restassent maîtres du passage. Le général Wukassowich, de son côté, précipitant sa retraite sur Trente, réunit son arrière-garde à celle du général Davidowich, et se hâta de faire filer le reste de ses troupes par la vallée de la Brenta. Ce dernier corps autrichien se trouvait par-là à l'abri de toute poursuite de la part des Français; mais il n'en était pas de même de celui du général Laudon, qui, par sa position, était sur le point d'être attaqué, soit par Macdonald, soit par Moncey.

Celui-ci avait remonté avec quelque difficulté les deux rives de l'Adige. Arrêté d'abord par un détachement ennemi qui occupait la forte position de Rivoli, Moncey la fit attaquer par la brigade du général Schilt : les Autrichiens, après s'être défendus longtemps, abandonnèrent cette position. La colonne qui remontait par la rive gauche s'arrêta également devant les retranchements et le fort de la Chiusa : le général Boudet, commandant cette colonne, fit attaquer vivement le château, dont les portes furent brisées à coups de canon; mais il ne put empêcher la garnison de se retirer sur Dolce, où elle se rallia sous la protection d'une batterie placée avantageusement sur la rive droite. La cavalerie française, en poursuivant ce détachement ennemi, trouva devant elle un large fossé qui coupait la grande route. Le général Laudon, indépendamment de cet obstacle opposé à l'impétuosité du vainqueur, n'oubliant rien de ce qui pouvait la ralentir encore, envoya, sous un vain prétexte, un parlementaire au général Moncey, et trouva le temps de faire évacuer Dolce au moment où les Français opéraient un mouvement qui devait les rendre maîtres de ce poste. Le général Moncey, irrité contre le général Laudon, fit attaquer avec acharnement le poste de la Corona, occupé par les troupes du général Rousseau : les retranchements furent emportés à la baïonnette, et ceux qui les défendaient cherchèrent leur salut dans la fuite. La perte de l'ennemi, dans cette occasion, fut de 1,000 hommes environ, tués, blessés ou faits prisonniers. Le général Rousseau voulut en vain tenter, après avoir rallié ses débris, de se maintenir dans la belle position d'Ala : la division Boudet entra au pas de charge dans ce village, culbuta

tout ce qui se présenta devant elle, dispersa encore une fois la division autrichienne, et lui fit 600 prisonniers. Suivi toujours avec opiniâtreté, le général Rousseau ne trouva de refuge que lorsqu'il eut atteint les troupes du corps de Laudon, qui occupait, comme nous l'avons dit, Serravalle et San-Marco en avant de Roveredo. Le général Laudon, ayant étendu sa ligne depuis l'Adige jusqu'à la crête des montagnes, montra d'abord l'intention de se défendre avec vigueur; mais, s'étant aperçu que les chasseurs tyroliens, qui faisaient l'appui de sa gauche, allaient être tournés, il ordonna la retraite, qu'il continua pendant toute la nuit. 1801 — an IX Tyrol.

Le lendemain 5 janvier, le général Moncey entra dans Roveredo, où il séjourna le 6, pour attendre l'arrivée de la division Rochambeau. Ce dernier général, après avoir remis à l'avant-garde du général Macdonald le poste de Storo, dont il s'était emparé le 1er, avait reçu l'ordre de se séparer de l'armée des Grisons, et de marcher sur Riva et Torbole à la tête du lac de Garda, afin de rejoindre à Roveredo l'aile gauche dont il faisait partie. Cette réunion eut lieu en effet dans la nuit du 6 au 7 janvier, et elle allait rendre encore plus critique la situation du général Laudon, dont les troupes réunies, formant un total d'à peu près 12,000 hommes, avaient pris position sous le canon du château de la Pietra sur la route de Roveredo à Trente. Moncey, après avoir fait reconnaître cette position dans la journée du 6 janvier, donna ses ordres pour l'attaquer le lendemain, espérant pouvoir battre l'ennemi et se porter ensuite sur Trente.

Ce jour-là même (6 janvier), Macdonald, suivant le plan que nous avons détaillé plus haut, arrivait à Trente après avoir fait quarante milles en trente-quatre heures, et emporté, chemin faisant, la forte position de la Rocca d'Anfo, défilé de soixante toises, que défendaient de bons ouvrages, celles de Pieve di Buono et de San-Alberto, dernier retranchement que les Autrichiens avaient fortifié avec le plus grand soin. Le général Davidowich, qui avait défendu pied à pied toutes ces positions, acculé définitivement sur Trente, résista encore vigoureusement à la légion italienne du général Lecchi : celui-ci, marchant en tête de l'avant-garde du général Macdonald,

1801 — an IX
Tyrol.

s'était précipité sur le pont de Trente, afin d'empêcher les Autrichiens de le brûler; mais il fut obligé de reculer devant les batteries qui se trouvaient de l'autre côté de la rivière. Quand il revint à la charge, appuyé par la division Pully, le pont était incendié; il fallut en construire un avec des radeaux, et cette opération entraîna une grande perte de temps et d'hommes; car les travailleurs étaient exposés à la mitraille et à la mousqueterie de l'ennemi. Enfin, le pont étant achevé, les Français traversèrent l'Adige, culbutèrent tout ce qui se trouva devant eux sur la rive opposée, entrèrent pêle-mêle avec les Autrichiens dans la ville, qui resta en leur pouvoir. Les troupes de Davidowich, toujours poursuivies par le général Lecchi, se retirèrent précipitamment par la route et la gorge de Pergine sur Levico, aux sources de la Brenta. Le général Macdonald, malgré l'excessive fatigue de ses troupes, poussa, le soir même, une reconnaissance sur la route de Roveredo, afin d'avoir des nouvelles du corps de Laudon et de la marche du général Moncey. D'après toutes les probabilités, Macdonald était fondé à croire les Autrichiens entre deux feux, et il se flattait de pouvoir forcer, dès le lendemain, le général Laudon à mettre bas les armes, en l'attaquant par ses derrières et par son flanc gauche, tandis que le général Moncey, en supposant que celui-ci fût arrivé à Roveredo, l'attaquerait de front.

C'est ainsi que, sans avoir précisément concerté leurs opérations, les généraux Macdonald et Moncey avaient en effet amené la plus heureuse combinaison d'événements qu'ils pussent désirer pour anéantir les dernières troupes ennemies qui restassent dans le Tyrol italien; mais malheureusement le général Moncey ignorait encore la marche rapide du général Macdonald, et ne soupçonnait pas la présence de celui-ci à Trente au moment où lui-même se disposait à attaquer le général Laudon. Le vent du sud, qui régnait alors, n'avait point permis à Moncey d'entendre le canon des attaques de Trente; et, tous les ponts sur l'Adige étant détruits, Macdonald, de son côté, n'avait pas pu donner connaissance de son arrivée, en envoyant des officiers ou une reconnaissance sur Roveredo par la rive droite. Quoique ces circonstances fussent heureuses pour les Autrichiens, la situation du général Laudon n'en était ce-

pendant pas moins critique, puisque sa ligne de retraite était coupée, et qu'il se trouvait enfermé entre la rivière et les montagnes, pouvant à peine communiquer, par un sentier de chèvre en arrière de sa gauche, avec le village de Levico, où s'était retiré, comme on l'a vu, le général Davidowich.

Le général Laudon, mieux instruit de la position des deux corps français que ne l'étaient réciproquement Macdonald et Moncey, et voyant qu'il lui était, pour ainsi dire, impossible d'échapper loyalement par la force des armes aux dangers qui le menaçaient, recourut, pour se tirer d'embarras, à une ruse de guerre, si on peut appeler ainsi une communication mensongère faite sous la foi d'un parlementaire. Les Français étaient en marche, le matin du 7 janvier, pour attaquer le corps ennemi, lorsque Laudon fit annoncer au général Moncey, par un officier de son état-major, qu'il venait de recevoir la nouvelle certaine que les généraux en chef Brune et Bellegarde avaient conclu un armistice semblable à celui de Steyer; il demandait en conséquence une suspension d'armes pour négocier, ajoutait-il, une convention semblable. Le digne et loyal général Moncey, ne soupçonnant pas que cette communication fût un piége tendu à sa bonne foi, consentit sans hésiter à la suspension d'armes demandée; toutefois, pour remplir ses instructions dans toute leur étendue, et rester libre de marcher sur Bassano par la vallée de la Brenta, il exigea l'évacuation du château de la Pietra et la remise de Trente. Laudon, qui savait fort bien que cette dernière ville était déjà au pouvoir du général Macdonald, eut cependant l'impudence de souscrire cette étrange et décevante convention : le soir même, trompant par de faux mouvements la vigilance du général Macdonald, le général autrichien échappa à son attaque imminente, et fit filer ses troupes sans obstacle par la passe étroite de Caldonazzo, qui aurait dû devenir pour lui les *fourches caudines*. Le général Moncey, après avoir pris possession du fort de la Pietra, s'avança à la tête de quelques escadrons pour, suivant la convention signée par son astucieux adversaire, prendre possession de Trente, d'où Macdonald venait lui-même de sortir avec un détachement afin de reconnaître la route de Roveredo : les deux troupes se rencontrèrent à quelque dis-

1801 — an IX
Tyrol.

tance de la ville, et ces généraux se communiquèrent leurs regrets d'avoir manqué une si belle occasion, et leur indignation de la conduite déloyale du général autrichien.

Le général Brune, dont l'armée s'avançait alors sur Vicence, ne fut pas plus tôt informé de ce qui s'était passé à la Pietra, qu'il s'empressa de démentir la prétendue convention d'armistice, et de blâmer le général, qui, par sa trop grande confiance dans une assertion qu'il pouvait vérifier, avait manqué l'occasion de faire mettre bas les armes à un corps aussi considérable de l'armée ennemie. Le général Moncey fut privé du commandement de l'aile gauche, et Brune lui envoya pour successeur le général Davoust; mais celui-ci, ayant trop de générosité pour profiter de la disgrâce de son compagnon d'armes, victime d'une faute qui démontrait toute sa loyauté, se borna au commandement de la cavalerie et d'un corps d'avant-garde, et persista à prendre les ordres du général Moncey. Tous les soldats des deux divisions Boudet et Rochambeau, indignés de la perfidie du général autrichien, étaient si bien convaincus de l'innocence du disgracié, qu'ils applaudirent avec enthousiasme au noble procédé du général Davoust. Moncey voulut mettre à profit la bonne disposition de ses troupes pour tirer vengeance de la conduite de Laudon : il se jeta à la poursuite de ce dernier, précipita sa marche par la vallée de la Brenta sur Borgo di val Sugana jusqu'au débouché de Bassano; mais le corps autrichien avait trop d'avance sur les colonnes francaises pour que Moncey pût atteindre son déloyal adversaire. Celui-ci se réunit, ainsi que nous l'avons dit dans l'article précédent, à l'armée du général Bellegarde, et le général Moncey reprit son rang à la gauche de l'armée française.

Le général en chef de l'armée des Grisons, après avoir vu échouer ainsi une partie du plan qu'il avait lui-même conçu, longtemps médité, et qu'un plus grand développement de forces mises en temps opportun à sa disposition eût fait sans doute réussir complétement, ne songea plus qu'à assurer le succès du mouvement qu'il avait fait faire au général Baraguay d'Hilliers, et s'empressa de detacher sur Botzen les divisions Pully et Vandamme, soutenues par la brigade du général De-

vrigny, qui devait descendre sur l'Adige par Male et San-Michele. L'objet de cette marche était, dans le cas où le général Baraguay d'Hilliers se trouverait arrêté sur le haut Adige, de fermer la sortie de cette vallée, en s'emparant de Botzen, et d'y faire prisonnier le général Auffenberg. Les généraux Vandamme et Pully devaient ensuite, en se portant sur Klagenfurth, s'emparer de Brixen, de Mühlbach et de Prunecken, et chercher à pénétrer dans la vallée de la Drave. En occupant cette dernière vallée, Macdonald coupait entièrement les communications de l'armée autrichienne d'Allemagne avec celle du général Bellegarde en Italie, et rejetait de fait cette dernière sur Trieste : il est vraisemblable que ce plan eût reçu son entière exécution sans les armistices de Steyer et de Trévise. 1801 — an IX Tyrol.

Au surplus, les premiers mouvements ordonnés se firent avec succès. Au moment où le général Pully arrivait devant Botzen, en remontant la vallée de l'Adige, le général Baraguay d'Hilliers, en la descendant, se trouvait, de son côté, en présence de cette ville : il était bien difficile que le général Auffenberg pût échapper à cette espèce de circonvallation que les divisions françaises formaient autour de lui. Enfermé dans Botzen avec 6,000 hommes, il n'avait plus d'autre moyen de salut que celui de s'ouvrir un passage à la baïonnette ou de mettre bas les armes. Instruit des événements d'Allemagne, le général autrichien invoqua l'armistice de Steyer, et protesta contre sa violation ; mais, devenus défiants par l'exemple du général Laudon à la Pietra, les généraux français refusèrent d'écouter toute autre proposition que celle de mettre bas les armes. La double attaque de Botzen était commencée, le 12 janvier, par le général Baraguay d'Hilliers sur la route de Meran, et par le général Pully sur celle de Trente, lorsque l'adjudant général Lenormant, officier de l'état-major de Moreau, arriva au quartier général du général Baraguay d'Hilliers : il était chargé de communiquer au général Macdonald la convention d'armistice signée à Steyer, et il engagea Baraguay d'Hilliers à cesser une attaque désormais sans objet ; celui-ci répondit qu'il ne voulait rien prendre sur lui, et qu'il attendrait les ordres de son général en chef. Lenormant, décidé à empêcher une inutile effusion de sang, se rendit auprès du général Pully, qui lui fit

1801 — an IX
Tyrol.

les mêmes difficultés. Alors le généreux officier de Moreau ne vit point d'autre parti à prendre que celui de déclarer qu'il allait se renfermer dans Botzen avec Auffenberg si les deux généraux persistaient à attaquer celui-ci. Le général Pully se rendit le premier; et, ne pouvant plus douter que l'armistice ne fût réel et ne dût recevoir son entière exécution, il fit rentrer sa division dans son camp.

Quoique la ligne de démarcation tracée par l'armistice de Steyer masquât le front de l'armée des Grisons, et détruisît un plan dont il attendait beaucoup de gloire, Macdonald se détermina à la suivre, par considération pour le général Moreau, dont il était l'ami particulier, et avec lequel il avait fait ses premières armes. Mais en laissant au général Auffenberg la liberté de se retirer, et en renonçant à occuper Botzen, Macdonald exigea que les Autrichiens livrassent passage aux troupes du général Baraguay d'Hilliers et à la colonne d'artillerie descendue par la grande route de Meran. Le général Moreau, en faisant comprendre cette partie du Tyrol dans la clause d'évacuation[1], et en consentant à l'espèce de neutralité sous la surveillance de simples sauvegardes, stipulée par toute la province, ignorait alors les progrès du général Macdonald, et n'avait pas cru masquer le mouvement qui devait le plus l'intéresser : il avait songé au contraire à faciliter ceux que l'armée des Grisons devait faire vers l'Italie.

Macdonald, voyant ainsi la gauche de son armée paralysée par l'armistice de Steyer, et son centre arrêté à Trente par les montagnes, proposa au général Brune de réunir ses troupes à celles de l'armée d'Italie, dont il formerait alors l'aile gauche : Brune accueillit avec plaisir cette offre généreuse du général en chef de l'armée des Grisons; mais à peine celle-ci commençait-elle à se mettre en mouvement sur la Brenta, que Macdonald reçut communication de l'armistice de Trévise, et fut encore obligé de se conformer aux nouvelles dispositions que cet acte renfermait. Il répandit alors son armée dans le Tyrol italien, et occupa, afin d'y pouvoir faire subsister ses soldats, la plus grande étendue possible de ce pays pauvre, qui ne produit,

[1] Voyez l'armistice de Steyer, page 191.

dans les années les plus abondantes, que les deux tiers des denrées nécessaires à sa consommation habituelle. 1801 — an IX Tyrol.

Ainsi se termina une des campagnes les plus remarquables dans l'histoire de la guerre de montagnes. Elle a été comparée avec juste raison à celle que le duc Henri de Rohan fit dans la Valteline en 1635; mais nous croyons qu'elle offre un plus grand degré d'intérêt, et une sagacité encore mieux développée de la part du capitaine moderne. On a pu remarquer que deux circonstances imprévues, fâcheuses, ont enlevé à cette campagne une partie de la célébrité qu'elle aurait eue nécessairement sans cela. La première est l'inexécution d'une partie du beau plan que Macdonald avait conçu, amenée par la cauteleuse négociation du général Laudon à la Pietra; la seconde est l'armistice de Steyer, qui empêcha l'autre partie de recevoir son effet. Toutefois, si l'événement de la Pietra ravit au général Macdonald une des occasions de gloire que sa combinaison devait réfléchir sur lui, il convient de dire qu'il en eût partagé l'honneur avec le général Moncey. Macdonald avait, il est vrai, coupé la retraite au général Laudon, par la marche rapide qu'il venait de faire; mais le général Moncey avait acculé cet ennemi sur la route de Roveredo à Trente par la vigueur et la célérité de ses attaques.

On peut déduire, au surplus, de ce que nous venons de rapporter, cet axiome confirmé par l'expérience de tous les temps : *que la fortune conserve toujours une très-grande mobilité dans les plus savantes opérations de la guerre, alors même que le talent et l'audace réunis sembleraient devoir la fixer.*

Siége de Peschiera. — On a vu plus haut que l'armée d'Italie, après avoir forcé la ligne du Mincio, avait laissé derrière elle la forteresse de Peschiera. Toutefois, le général Brune, en poursuivant sa marche victorieuse, avait donné des ordres et fait des dispositions pour que cette place, déjà entourée, fût reduite par un siége, dont nous croyons devoir présenter ici les détails les plus remarquables. 19 janvier. (29 nivôse.)

Peschiera, avantageusement située sur les bords du lac de Garda, à l'embouchure du Mincio, est l'appui naturel de la droite de la ligne de cette rivière, entre le lac et la place de Mantoue, et devient, par conséquent, de la plus haute impor-

1801 — an IX Tyrol.

tance dans toutes les guerres entreprises pour la conquête de l'Italie. La ligne du Mincio, fermée par deux forteresses, doit être considérée comme une autre frontière, dont la possession décide, d'un côté ou de l'autre, du sort de la campagne. Il était donc convenable qu'après avoir forcé cette ligne redoutable, le général Brune ne négligeât point les moyens de se rendre maître d'une place qui en gardait une des extrémités.

Indépendamment des ouvrages et des moyens naturels de défense de Peschiera, les Autrichiens avaient profité de la presqu'île de Sermione, qui se prolonge vers le nord sur le lac, et d'où l'on communique facilement par eau avec la place. Ils y entretenaient quinze bâtiments armés avec environ 650 hommes d'équipage. Le bourg de Sermione était entouré d'un bon retranchement, et défendu par 500 hommes.

La place de Peschiera avait une garnison de 2,500 hommes : et la force du corps assiégeant, n'allant pas au delà de 4,000 combattants, était, par conséquent, fort au-dessous de la proportion exigée par les règles de l'attaque et de la défense des places. Le général Brune, pressé de continuer sa marche progressive, n'avait d'abord laissé devant Peschiera que le nombre de troupes rigoureusement nécessaire pour en former le blocus. Les mesures pour un siége régulier n'eurent lieu que lorsque le premier consul, qui voulait que la nouvelle base d'opérations de l'armée d'Italie fût assurée, eut donné au général Brune l'ordre positif d'employer une partie de ses troupes à réduire les deux forteresses de Mantoue et de Peschiera. Le général Chasseloup, officier du génie d'une grande distinction, fut chargé de ces deux opérations; mais il jugea à propos de commencer par assiéger Peschiera qui exigeait moins d'apprêts, et dont la prise devait faciliter les moyens de réduire Mantoue, ce grand boulevard de l'Italie orientale.

Les troupes employées au blocus, tirées du corps du général Delmas, avaient été jusqu'alors commandées par le général Dombrowski; mais le général Chasseloup s'étant rendu devant Peschiera, le 1er janvier 1801, le commandement supérieur lui fut dévolu, et il s'occupa sur-le-champ des moyens de donner au siége toute l'activité convenable. Sa tâche était difficile : il fallait, par d'habiles dispositions et les soins les plus actifs, sup-

pleer au nombre ; les secours promis arrivaient lentement, l'artillerie de siége manquait encore. Chasseloup employa le temps de cette inaction forcée à reconnaître de très-près et sous le feu des batteries les défenses de la place, multipliant, pour ainsi dire, ses faibles troupes en les présentant sur tous les points à la rive droite et à la rive gauche du Mincio pour forcer l'ennemi à rentrer dans ses ouvrages extérieurs. 1801 — an IX Italie.

Lorsque son plan fut bien arrêté, le général du génie résolut de former deux attaques : la grande ou celle de droite, sur la rive gauche du Mincio, et la petite, ou attaque de gauche, sur la rive droite; cette dernière n'était, au surplus, qu'une fausse attaque. La véritable devait être commandée par le chef de bataillon du génie Dabadie, officier aussi distingué par ses talents que par sa bravoure.

Du 9 au 10 janvier, les officiers du génie employés au siége et partagés en deux brigades tracèrent les premières parallèles ; celle du côté de l'est, où devait se faire l'attaque, couronnait l'escarpement qui se trouve entre la route de Vérone et la rivière. Le 12, à huit heures du soir, le général Chasseloup fit ouvrir la tranchée de la petite attaque, sur la rive droite, à trois cents toises de la place, devant l'ouvrage à corne du sud. Les travailleurs, couverts par 200 tirailleurs polonais jetés fort en avant, étaient soutenus par 400 hommes de la même infanterie et 100 chasseurs de la légion italienne. La tranchée fut tracée sur la crête d'un rideau où se trouve située la maison appelée Monteferro : la droite était protégée par le poste d'une maison appelée Campestre, un peu plus rapprochée de la place, touchant presque au rivage, et dont les assiégeants s'étaient emparés la veille à la baïonnette et sous le feu des batteries ennemies; la gauche était appuyée à un fossé large et profond. Le développement était de trois cent cinquante toises y compris diverses communications directes et en zigzag, suivant sa position et eu égard aux feux de la place. Un peu en avant de cette parallèle et sur la gauche de la maison Monteferro, on établit une batterie de six pièces de 12 et de deux obusiers destinés à battre, soit de revers, soit d'enfilade, soit de plein fouet, tout le front d'attaque. On négligea les quatre lunettes et l'ouvrage à corne de l'ouest sur la route de Brescia.

1801 — an IX Italie. Ces travaux furent poursuivis, pendant toute la nuit du 12 au 13, avec une telle activité, que le lendemain la tranchée avait assez de largeur et de profondeur pour couvrir suffisamment les travailleurs. L'obscurité de cette longue nuit d'hiver avait si bien favorisé l'opération, que l'ennemi ne s'en aperçut que vers sept heures du matin ; ses nombreuses décharges, continuées toute la journée, tuèrent et blessèrent quelques hommes sans ralentir les travaux.

Le 14 janvier, la parallèle fut fermée à son extrémité droite par une traverse ; le 15, les embrasures endommagées par le canon de l'ennemi furent réparées ; le 16, on travailla au boyau de communication avec les batteries ; le 17, une compagnie de mineurs renforcée de 100 Polonais fut employée à terminer les banquettes, et à donner à la parallèle, ainsi qu'à toutes les communications, la largeur convenable, de manière que le 18 tous les ouvrages de la petite attaque étaient perfectionnés, à l'exception de la dernière batterie, qui devait toutefois être terminée elle-même le 19 au matin. Tous ces travaux de la petite attaque n'avaient eu jusqu'alors d'autre but que de distraire l'ennemi, attirer tous ces feux sur elle, et faire diversion dans le moment où l'on commencerait à établir l'attaque principale. Ce résultat fut parfaitement obtenu, et l'ennemi resta persuadé que tous ses efforts devaient être dirigés du côté de la rive droite.

Cependant, dès le 14 au soir, le général Chasseloup avait ordonné d'ouvrir la tranchée de la grande attaque sur la rive gauche du Mincio. 600 sapeurs et travailleurs, tous armés et préparés à repousser une sortie, se rendirent sur le plateau entre les maisons dites la Mendella et Val Paradiso. Le général, apres avoir disposé ses troupes de manière à couvrir et soutenir les travailleurs, se porta lui-même en avant avec le chef d'escadron Hénin, son chef d'état-major, et dirigea dans le plus grand silence les troupes jusqu'au bord de l'escarpement en face de la ville, assez près pour entendre parler les soldats ennemis dans l'intérieur des ouvrages de la place. Il fit exécuter sous ses yeux le tracé de la parallèle à cent cinquante toises du corps de la place : la gauche, appuyée au revers du terrain hors de la vue des remparts, servait de communication avec les dépôts ; la

droite se prolongeait jusqu'à l'escarpement qui borde la grande route de Vérone. Deux boyaux de tranchée conduisaient au sentier tracé à mi-côte de l'escarpement, servant de chemin couvert pour aller au dépôt de droite.

Deux batteries étaient placées en avant de cette parallèle, avec les communications pour s'y rendre : l'une devait recevoir huit pièces de 24, destinées d'abord à détruire les parapets en terre avec des corps creux, puis à éteindre les feux du rempart, à raser les cavaliers, et enfin à battre en brèche; l'autre batterie à gauche était composée de cinq pièces de 12 et de deux obusiers, pour battre à ricochet les deux cavaliers, ainsi que les ouvrages de front sur la rive droite du Mincio.

Outre ces deux batteries, deux autres furent établies : l'une, destinée à recevoir des mortiers, dans la parallèle; l'autre, à l'extrémité de la droite de la tranchée, avec quatre pièces de 12, pour contre-battre les feux de la demi-lune qui couvrait la porte de Vérone, détruire le pont-levis, et tirer sur les sorties que l'ennemi pourrait faire.

Les précautions avaient été si bien prises, l'obscurité était si profonde, que les travaux de cette première nuit furent entièrement dérobés aux assiégés, et, comme à la première attaque, le secret de l'opération ne fut dévoilé que par les premières lueurs du jour; les travailleurs, excités par la présence du général Chasseloup et des principaux officiers de son état-major, s'étaient livrés avec tant d'ardeur à leur besogne, qu'à ce moment la tranchée était assez profonde pour couvrir entièrement le soldat.

Stupéfaits de la rapidité de cette opération et de l'étendue des travaux, dont le développement avait près de quatre cents toises, les Autrichiens n'en firent pas moins un feu terrible de toutes leurs batteries et des postes les plus à portée de la parallèle. La place paraissait embrasée : la mitraille et les balles pleuvaient sur les tirailleurs, et les bombes, les obus et les boulets tombaient à des distances fort éloignées, et arrivaient jusqu'à Monte-Piano et Paradiso, où les généraux Chasseloup et Lacombe-Saint-Michel, ce dernier commandant l'artillerie de siége, avaient établi leurs quartiers généraux.

Pour expulser entièrement l'ennemi du terrain qu'il occupait

en avant de la place sur la rive droite du Mincio, il était nécessaire d'enlever le poste de la Casa-Bianca, encore occupé par les Autrichiens, sous la protection du feu du rempart de Peschiera et des quatre lunettes que l'on avait négligées. Le 15 janvier, le général Dombrowski eut ordre de faire attaquer ce poste. La résistance de l'ennemi fut opiniâtre, et il se maintint dans la maison jusqu'au lendemain 16 : ce jour-là, le chef de bataillon de la légion polonaise Chlopitzky fut commandé pour conduire une seconde attaque, et le poste fut emporté à la baïonnette.

Pendant ce temps, on avait continué à perfectionner les ouvrages si heureusement commencés le 14; mais les batteries ennemies ne laissaient point de relâche aux travailleurs. C'est ici le lieu de faire remarquer à nos lecteurs les avantages des assiégés. Lorsqu'une place est attaquée, ceux-ci peuvent se servir sur-le-champ de tous leurs moyens de défense, tandis que les assiégeants, obligés d'attendre que les travaux soient terminés, ont beaucoup à souffrir avant de prendre l'offensive et de répondre au feu de la place, en démasquant à la fois toutes leurs batteries. Telle était la position des Français pendant le travail des tranchées, et le danger était d'autant plus grand qu'ils étaient plus rapprochés de la place. Le long silence des assiégeants avait inspiré aux habitants de Peschiera une si grande confiance, qu'on voyait les remparts couverts d'un grand nombre de curieux qui observaient impunément les progrès des travaux, tandis que les canonniers autrichiens ajustaient à loisir les travailleurs.

Le général Chasseloup, afin d'obvier à cet inconvénient, en attendant que les batteries pussent commencer leur feu, et pour gêner le service de l'artillerie ennemie, fit creuser, pendant la nuit, sur le terrain en avant des deux attaques, et en se rapprochant le plus près possible de la place, des petits puits ou trous de loups, dans lesquels se placèrent des tirailleurs choisis parmi les soldats les plus exercés; ils y étaient enfoncés jusqu'à la tête, et couverts par des sacs à terre qui leur servaient d'embrasure, avec des vivres et des cartouches pour vingt-quatre heures, et tiraient continuellement dans les embrasures des ouvrages sur les moindres objets et au moindre

mouvement qu'ils apercevaient sur les parapets. Ce nouveau moyen de paralyser en partie l'effet des batteries de la place réussit parfaitement, et l'ennemi se trouva si incommodé de cette tiraillerie continuelle, qu'il résolut de s'en délivrer. Le 17 janvier, la garnison fit une sortie pour débusquer les soldats qui occupaient les trous de loups pratiqués sur la rive droite du Mincio : ces tirailleurs, après avoir retardé autant que possible la marche de la colonne ennemie, se retirèrent en bon ordre, en continuant leur feu à découvert jusqu'à la parallèle, et ne perdirent qu'un seul d'entre eux.

Les travaux furent continués avec la même ardeur et sans interruption jusqu'au 18 janvier. On avait construit à la droite et en avant de la parallèle de la grande attaque une batterie de brèche, destinée à ruiner la face droite du bastion de la porte de Vérone; une seconde, à la gauche de la même parallèle, dont le feu devait être dirigé contre la face gauche du bastion Contarini; enfin, deux batteries de mortiers sur la parallèle même. Déjà l'on conduisait les pièces, on démasquait les embrasures, et le feu allait s'ouvrir tout à la fois, lorsque la nouvelle de l'armistice conclu à Trévise le 16 janvier fut transmise au général Chasseloup, et notifiée au commandant autrichien, le général Rogolsky, lequel, aux termes de cette convention, et d'après l'ordre formel du général Bellegarde, remit la forteresse aux Français le 19 janvier. Quelque obstinée qu'eût été sa défense dans une place aussi resserrée et dont le plus grand diamètre n'est pas au-dessus de deux cents toises, le commandant autrichien aurait été certainement obligé de capituler sous peu de jours.

La conduite du siége de Peschiera fit beaucoup d'honneur au général Chasseloup, qui en opéra les approches avec autant de vigueur que de prudence, et sut cacher son dessein et dérober ses apprêts jusqu'au moment de l'exécution : ce qui est difficile lorsque le terrain des approches est coupé par une grande rivière. Ce fut, peut-être, le premier exemple d'un cheminement tellement audacieux que le feu des assiégeants dut s'ouvrir tout à coup par des batteries de brèche. Nous verrons, par la suite, cette méthode employée souvent, et presque toujours avec succès.

1801 — an IX 6 février (17 pluv.). Italie.

Expédition du général Murat contre le royaume de Naples; armistice avec le roi des Deux-Siciles, etc. — Les deux armistices de Steyer et de Trévise venaient de mettre un terme provisoire à la guerre continentale, et tout paraissait annoncer que la paix allait enfin être rendue à l'Europe. L'Angleterre était à la veille de perdre les derniers débouchés de ses intrigues politiques, et ne trouvait déjà plus à prodiguer son or pour lever des armées mercenaires contre la France. Toutefois, il lui restait encore au fond de l'Italie un coin de terre sur lequel elle exerçait une grande influence, et la convention de Trévise n'eut pas plus tôt rendu disponible une partie de l'armée d'Italie, que le premier consul songea à priver cette implacable puissance du dernier allié qu'elle eût sur le continent. Avant d'entrer dans les détails de l'expédition dirigée contre Naples, nous croyons devoir remonter plus haut, et rapporter succinctement les événements antérieurs.

Lorsqu'en 1799 les victoires remportées par les Austro-Russes sur l'armée française en Italie avaient permis au monarque napolitain de rentrer dans ses États de terre ferme, évacués par les troupes aux ordres du général Macdonald, Ferdinand IV s'était empressé, comme on l'a vu, de témoigner sa reconnaissance à ses alliés en levant une nombreuse armée, destinée à agir concurremment avec eux contre l'ennemi commun. Cette armée, réunie au corps autrichien du général Frolich, avait coopéré à faire évacuer les États romains par les troupes françaises qui les occupaient. Après cette expédition facile, la cour de Naples, obérée de dettes, et menacée par ses propres sujets, que les persécutions des auxiliaires étrangers et des réactionnaires nationaux avaient provoqués à l'insurrection, s'était vue forcée de licencier une partie de ses bandes, et d'appeler l'autre portion de sa soi-disant armée pour rétablir l'ordre dans les provinces. La terreur inspirée par les agents royaux, les vengeances terribles exercées par eux sur les imprudents qui avaient eu le malheur de manifester des sentiments de haine envers un mauvais gouvernement, réussirent pendant quelque temps à faire succéder, dans ces belles contrées, un calme trompeur à l'agitation des passions exaltées par le désir de l'indépendance. Cet état de tranquillité apparente exista dans le

royaume de Naples jusqu'au moment où l'armée de réserve, 1801 — aux Italie.
descendue du sommet des Alpes, eut rappelé la victoire sur les drapeaux français dans les champs de Marengo et fait renaître dans les cœurs l'espérance de voir la république triomphante de tous ses ennemis. La commotion de ce grand succès se fit ressentir jusqu'à Naples; et les partisans des Français qui avaient pu échapper aux effets de la triple vengeance de l'amiral Nelson, du cardinal Ruffo et des agents royaux, osèrent se flatter de voir la république parthénopéenne renaître de sa cendre. Mais le dictateur de la France était loin de songer à réaliser de nouveau les projets insensés du Directoire. Au lieu d'évoquer les ombres des anciennes républiques d'Italie, il pensait à fermer aux Anglais les ports de la Méditerranée et de l'Adriatique, à faire cesser les diversions importunes, les soulèvements que ces insulaires fomentaient encore, et surtout l'importation de leurs marchandises en Toscane par Livourne, dans les États romains par Ancône, et dans le royaume de Naples par cette capitale et Tarente. La cour des Deux-Siciles n'avait pas plus tôt été rétablie dans ses États de terre ferme, qu'elle s'était empressée de renouveler avec la Grande-Bretagne un traité d'alliance et de commerce tout à l'avantage de cette dernière puissance.

En rentrant ainsi dans la coalition dont il ne s'était séparé pendant quelque temps que par des considérations impérieuses, le roi de Naples s'était engagé à concourir au succès de la campagne par tous les moyens qui pouvaient dépendre de lui; cependant, jusqu'à l'époque de la bataille de Marengo, les efforts de la cour de Naples avaient été insignifiants, et les subsides de l'Angleterre avaient reçu une autre destination. Mais lorsque la convention d'Alexandrie eut fait connaître la nouvelle influence que la France allait exercer en Italie; lorsque l'agitation causée par ce grand événement dans les différentes contrées où l'on avait vu flotter précédemment le drapeau tricolore eut éclairé le gouvernement napolitain sur les dangers qui l'environnaient, celui-ci sortit tout à coup de son apathie pour appeler ses partisans à la défense de l'État. Il leva une armée, dont le commandement fut confié au comte Roger de Damas, émigré français que nous avons déjà eu

1801 — an IX Italie. occasion de signaler. Il était difficile à la cour de Naples de faire un meilleur choix. M. de Damas était le seul des généraux qui, dans la ridicule expédition du fameux général Mack, eût su manœuvrer et combattre en se retirant sur Civita-Vecchia, et sauver du moins avec le reste de sa division l'honneur des armes napolitaines.

Une première division de cette armée levée à la hâte et composée des éléments les plus hétérogènes, puisqu'on y voyait des soldats de presque toutes les nations de l'Europe, s'était d'abord portée, ainsi que nous l'avons dit, sur la Toscane. Elle devait se réunir au corps autrichien commandé par le général Sommariva, soutenir les insurgés toscans, et inquiéter les Français sur la ligne de démarcation. Le général Dupont ayant dispersé les insurgés et fait occuper la Toscane, le comte de Damas s'était retiré sur le territoire romain, attendant une occasion plus favorable pour servir les intérêts de la coalition : cette occasion se présenta bientôt. Comme en portant son armée au delà du Mincio le général Brune n'avait laissé en Toscane qu'un petit corps de troupes sous les ordres du général Miollis, le comte de Damas travailla d'abord, de concert avec les Anglais, à ranimer le feu de l'insurrection dans le grand-duché, et se tint en mesure pour écraser le général Miollis, aussitôt que l'éloignement de l'armée française et la coopération des insurgés toscans lui promettraient un succes assuré.

Toutefois, la situation du gouvernement napolitain n'en était pas moins critique; car, si l'armée autrichienne venait à être battue dans la haute Italie, comme les premiers événements depuis la reprise des hostilités le présageaient, le royaume de Naples se trouvait exposé à la vengeance des vainqueurs, et à la terrible réaction que la violence de son gouvernement avait provoquée. Cette crainte, trop justement fondée, et le danger prochain, suggérèrent à la reine Caroline, qui continuait de prendre la principale part aux affaires de l'État, un moyen adroit de conjurer l'orage qu'elle était dans l'impuissance de braver. Elle résolut donc de solliciter l'intervention de l'empereur de Russie, dont les armes avaient si puissamment contribué au rétablissement du trône de Naples dans la

campagne précédente. Cette princesse pensait avec raison que le monarque moscovite, dont elle connaissait l'amour-propre excessif, ne souffrirait point l'anéantissement de ce qu'il devait regarder comme son ouvrage, et se ferait une loi d'employer, à cet effet, son influence auprès du premier consul qui avait d'ailleurs intérêt à le ménager. 1801 — an IX Italie.

Sentant toute l'importance de cette urgente et délicate négociation, la reine Caroline ne voulut la confier à aucun de ses ministres, et se chargea elle-même de la faire réussir. Pendant qu'au gré de l'Angleterre et même de l'Autriche, on pressait à Naples les préparatifs de guerre, la reine s'embarqua à Palerme peu de temps après la reprise des hostilités, et se rendit à Saint-Pétersbourg auprès de l'empereur Paul Ier. Cette démarche solennelle flatta singulièrement la vanité de l'autocrate de toutes les Russies. Une princesse de la maison d'Autriche, une reine quittant, comme celle de Saba, sa cour pour visiter un autre Salomon [1], entreprenant un voyage pénible dans la saison la plus rigoureuse, pour implorer sa protection, ne pouvait qu'être bien accueillie par le monarque dont l'originalité était connue de toute l'Europe. L'adroite Caroline sut dissimuler ses ressentiments et son orgueil blessé d'être réduite à rechercher l'intervention du nouvel ami de l'ennemi commun; elle chercha à exciter en sa faveur les sentiments chevaleresques de Paul Ier, et obtint qu'il emploierait tout son crédit auprès de Bonaparte pour exiger de celui-ci le maintien du royaume des Deux-Siciles dans toute son intégrité. Avant même que la reine quittât Saint-Pétersbourg, l'empereur de Russie désigna son grand veneur, M. de Lewaschef, comme plénipotentiaire spécialement chargé de se rendre auprès du premier consul pour stipuler les intérêts qu'il venait d'embrasser, et faire valoir sa puissante médiation.

Pendant que la reine de Naples obtenait ainsi un plein succès dans sa négociation, ses ministres redoublaient d'efforts dans la capitale, et faisaient agir tous les ressorts de l'intrigue et de la séduction pour raviver le feu de l'insurrection en deçà comme au delà des Apennins. L'armée française, s'avançant vers le

[1] Expression d'un gazetier allemand de cette époque.

1801 — an IX Italie

nord de l'Italie, à la poursuite de l'armée autrichienne, avait laissé à découvert la Toscane et tout le littoral de l'Adriatique; plusieurs places fortes, occupées par de nombreuses garnisons impériales, se trouvaient sur les derrières de cette même armée française. Les émissaires anglais et napolitains mettaient donc à profit cet état de choses, se servaient habilement des nobles et des prêtres, ennemis toujours implacables des républicains français, réchauffaient tous les ressentiments, caressaient les mécontents, et soufflaient dans toutes les classes du peuple l'esprit de haine et de vengeance. Une étincelle pouvait allumer un incendie terrible, et si les Français perdaient une bataille, ils devaient s'attendre à voir bientôt la population entière s'élever contre eux et multiplier les obstacles sur leurs pas rétrogrades. L'armée napolitaine, précédée par les insurgés, et appuyée par un corps de 20,000 Autrichiens tirés des garnisons devenues inutiles, se serait alors avancée pour couper la retraite sur le Piémont prêt à se soulever, et que le général Soult contenait à peine avec une poignée de soldats. Tel était le dernier espoir du ministère napolitain, et le rôle actif que s'était réservé la politique anglaise qui le dirigeait.

Mais le premier consul, qu'une longue expérience des affaires de l'Italie avait mis à même de connaître parfaitement toutes les intrigues des cabinets de ce pays, avait pressenti le danger de cette combinaison, et s'était hâté d'ordonner les dispositions qui pouvaient y porter obstacle. Dès la rupture du premier armistice à la fin de novembre, Bonaparte avait mis en mouvement un corps d'observation formé à Dijon, fort de 10,000 hommes, sous les ordres du général Murat, et l'avait dirigé sur Genève et Chambéry. Ne voulant point laisser pénétrer ses vues sur la destination ultérieure de cette réserve qu'il avait pourvue d'une artillerie nombreuse et bien attelée, le consul laissa croire successivement aux généraux qui se trouvaient à portée, c'est-à-dire à Moreau, Macdonald et Brune, que son intention était de les renforcer avec ces troupes. Macdonald se persuada en effet pendant quelque temps que cette réserve rejoindrait l'armée des Grisons et le mettrait en mesure d'agir d'une manière plus décisive dans les montagnes du Tyrol; Brune, de son côté, ne douta point que ce corps ne vînt inces-

sammentau soutien de l'armée d'Italie; enfin, Murat lui-meme, sur le point de franchir les Alpes, ignorait encore sa véritable mission, et n'avait reçu du premier consul que des instructions éventuelles. 1801 — an IX Italie.

Tandis que ce général (Murat) attendait pour se mettre en marche un ordre positif, l'insurrection du Piémont, fomentée dans le silence, éclata à Turin et dans les environs de cette capitale de la manière la plus subite et la plus alarmante. Le passage continuel des troupes françaises et les excès qui en étaient souvent la suite, la levée des contributions de guerre, étaient devenus les prétextes que des agents habiles avaient su faire valoir pour exciter la population fatiguée à se révolter contre ses oppresseurs: toutefois, la fermeté du général Soult, commandant du pays, et le grand caractère qu'il déploya en cette occasion critique, apportèrent de prompts obstacles à cette explosion et prévinrent les scènes dont les habitants regardés comme les partisans des Français devaient être les premières victimes. Soult n'avait à sa disposition que de faibles dépôts français où se trouvaient des soldats infirmes ou malingres; il osa se fier à quelques bataillons de troupes piémontaises qui lui étaient restés fidèles. Il ordonna les recherches les plus exactes dans la ville de Turin; et une lettre saisie sur un seigneur piémontais ayant dévoilé tout le plan de la conjuration, Soult en fit arrêter sur-le-champ les principaux chefs et les fit renfermer dans la citadelle. Dans la nuit qui suivit, le faubourg du Pô, reconnu pour être un repaire de factieux, fut cerné et désarmé; les portes de la ville furent fermées; et, pendant qu'on arrêtait tous les gens suspects, l'ordre le plus parfait fut maintenu dans Turin par les troupes nationales, que les conspirateurs n'avaient pu corrompre et que la confiance du général Soult retint dans le devoir.

Malheureusement de semblables mesures ne pouvaient être prises au dehors, avec les faibles moyens que le général français avait à sa disposition. La vallée d'Aoste s'était soulevée au signal donné, et la ville d'Ivrée fut prise par un détachement de révoltés. L'officier français qui commandait dans cette ville où se trouvait un détachement de cent hommes ne se laissa point intimider par le nombre et les hurlements des

1801 — an IX
Italie.

misérables qui l'entouraient. Ce fut en vain que le chef de cette bande le somma de se rendre en lui annonçant faussement que Turin avait secoué le joug et que le général Soult avait été tué pendant l'émeute : le commandant d'Ivrée, pour toute réponse, fit une sortie à la tête de ses cent braves, attaqua et mit en fuite cette multitude, à laquelle il tua bon nombre d'hommes. Le général Soult, persuadé qu'en de telles circonstances il vaut mieux ramener par la douceur des hommes entraînés par quelques chefs que d'exciter une vengeance prolongée, ne voulut pas pousser plus loin la sienne, et il fit publier une amnistie générale, en se contentant de prendre des otages parmi les habitants les plus influents. Cette conduite adroite apaisa l'insurrection dans les hautes vallées où s'étaient formés les rassemblements les plus nombreux. Les Toscans, excités plus directement par les Anglais, avaient prévenu les Piémontais dans l'exécution du plan général d'insurrection. Elle avait d'abord éclaté à Arezzo, ancien foyer de toutes les révoltes de cette partie de l'Italie. Les Autrichiens ayant armé les paysans dans la Marche d'Ancône et dans les légations vinrent appuyer les Arétins; et le général Roger de Damas, combinant avec ce mouvement celui des troupes napolitaines, traversa l'État romain et se porta sur Sienne par Viterbe et Acquapendente. Cette réunion de forces rendait la situation du général Miollis d'autant plus difficile qu'il était loin d'être rassuré sur les dispositions des habitants de Florence et de Livourne. Craignant donc de se trouver enveloppé dans la capitale du grand-duché, il prit le parti d'en sortir, et, laissant seulement une garnison dans Livourne, il établit son quartier général à Pise. Il n'avait à sa disposition que 3,000 hommes avec lesquels il prit cependant la généreuse résolution de marcher au-devant de l'ennemi. Les généraux Pino et Palombini avec les grenadiers cisalpins et divers détachements de troupes françaises et italiennes furent dirigés sur la route de Sienne pour faire tête aux Napolitains. Le comte de Damas, dont les troupes s'élevaient à près de 12,000 hommes, ne se croyant cependant pas assez fort pour attendre le choc, se replia devant le général Pino jusque sur la frontière de l'État de l'Église, et se concentra à Pérouse, où il établit son quartier général en

attendant l'arrivée des autres divisions napolitaines pour reprendre l'offensive. 1801 — an IX Italie.

Sur ses entrefaites, le général Miollis s'était dirigé avec la réserve sur Arezzo afin d'y combattre les insurgés et les Autrichiens réunis sous les ordres du général Sommariva. Celui-ci, imitant la prudente conduite du général napolitain, se retira avec sa troupe, c'est-à-dire les Autrichiens, sur Ancône. Les habitants d'Arezzo privés de cet appui, sur lequel ils comptaient, se hâtèrent d'invoquer la clémence française en mettant bas les armes; bon nombre de ces insurgés, redoutant une juste vengeance, s'enfuirent et se dispersèrent dans l'Apennin. Miollis agit dans cette occasion comme le général Soult: au lieu de sévir contre les Arétins, il publia une proclamation dans laquelle il annonçait une amnistie générale, et il retourna à Florence où l'appelaient les soins à donner à l'administration provisoire du grand-duché.

La retraite des Napolitains et des Autrichiens avait mis fin à l'insurrection de la Toscane, et le général Miollis espérait que les succès constants de l'armée d'Italie s'opposeraient au retour de ces troupes ennemies et lui donneraient le temps d'organiser le grand-duché; mais le calme qui venait de succéder à l'explosion ne fut pas de longue durée. Le général Damas, en se retirant, avait eu pour motif d'aller au-devant des autres divisions de l'armée napolitaine; le général Pino, qui était resté à Sienne, se vit bientôt attaqué par des forces tellement supérieures, qu'il fut obligé de se replier à son tour, pour se rallier à la réserve du général Miollis, qui couronnait les hauteurs de Florence. Cette marche rétrograde du général Pino donna lieu à un trait de courage et de fermeté qui mérite de trouver sa place dans notre récit.

Le capitaine Mattei, dont la compagnie faisait partie des troupes cisalpines qui formaient l'arrière-garde, se trouva tout à coup séparé des siens par une colonne napolitaine. Au lieu de se rendre prisonnier, comme on lui en fit la sommation, il rebroussa chemin et se jeta avec trente soldats dans le château de Sienne que le comte de Damas n'avait point encore fait occuper. Le capitaine cisalpin employa si activement sa petite troupe à faire des démonstrations de défense dans l'espoir

1801 — an IX
Italie.

d'être secouru, qu'il arrêta pendant quatre jours entiers tous les efforts de l'ennemi : ayant, au bout de ce temps, obtenu une capitulation honorable, il défila avec son peloton devant l'armée napolitaine, étonnée qu'un aussi petit nombre d'hommes eussent osé faire une telle résistance.

Le mouvement offensif du général Roger de Damas avait été combiné avec celui du général Sommariva. Ce dernier avait rassemblé tous les insurgés d'Arezzo qui s'étaient réfugiés dans l'Apennin, et, les ayant joints de nouveau au corps autrichien qu'il commandait, il se trouva avoir sous ses ordres 15,000 combattants environ, avec lesquels il se porta directement sur Florence. Le général Miollis, pour résister au double effort des Napolitains et des Autrichiens, n'avait, comme on l'a vu, que 3,000 hommes tout au plus; et, dans l'impossibilité où il se trouvait de faire face, avec aussi peu de monde, de deux côtés à la fois, il prit la résolution de marcher d'abord sur l'un des corps ennemis, de le battre, et de revenir ensuite s'opposer aux progrès du second.

L'armée napolitaine était la plus rapprochée, et ses avant-postes se trouvaient à Monte-Reggione : Miollis se décida à diriger son mouvement contre elle. Le 14 janvier, une petite avant-garde aux ordres du général Pino partit de San-Donato à la pointe du jour, et attaqua à sept milles de Sienne un corps de cavalerie qui s'avançait en reconnaissance. Après un engagement assez vif, le détachement napolitain fut culbuté par les Cisalpins et se retira jusque sous les murs de Sienne. Le comte de Damas fit avancer un corps d'infanterie de 5 à 6,000 Napolitains, qui vint se former en colonne serrée dans une position avantageuse, où il attendit le choc de ses adversaires. L'infanterie cisalpine du général Pino, soutenue par un escadron de hussards piémontais, aborda audacieusement la formidable colonne ennemie et l'enfonça à la baïonnette. Le général Miollis, arrivé sur le terrain avec le gros de sa troupe, appuya ce mouvement, mais il en laissa tout l'honneur aux braves Cisalpins. Fière de combattre sous les yeux des Français et en première ligne, la troupe cisalpine acheva de mettre en déroute les Napolitains, et les poussa dans le plus grand désordre jusque dans Sienne, dont le général Pino fit briser les portes à coups de ca-

non. Traversant ensuite la ville et renversant tout sur son passage, 1801 — an IX Italie.
il repoussa de poste en poste les arrière-gardes ennemies jusque sur la route de Rome. Le comte de Damas, pour protéger la retraite de ses troupes, avait couvert cette route de sa cavalerie, et disposé quelques pièces de canon pour la soutenir, en même temps qu'il ralliait sur des hauteurs à quelque distance ses soldats épouvantés. Les Cisalpins et les hussards piémontais, animés par leurs premiers succès, et soutenus par les Français qui marchaient toujours en seconde ligne, chargèrent avec une nouvelle fureur, s'emparèrent d'une partie de l'artillerie ennemie, délogèrent des hauteurs l'infanterie napolitaine, et ne cessèrent qu'à la nuit de poursuivre leurs avantages. Ces braves troupes avaient marché et combattu pendant seize heures entières. Le comte de Damas ne put opérer sa retraite qu'à la faveur de l'obscurité, et il entra sur le territoire romain après avoir perdu 12 à 1,500 hommes de ses meilleures troupes. Le général Sommariva, informé de cet échec, ne jugea pas à propos de courir une chance pareille, et se retira sur Ancône.

Pendant que ces événements se passaient en Toscane, le corps de réserve aux ordres du général Murat s'était mis en marche pour descendre en Italie. Après avoir passé les Alpes sur trois colonnes par les trois routes du petit Saint-Bernard, du mont Cénis et du mont Genèvre, Murat vint cantonner ses troupes dans le Milanais, où il avait ordre d'attendre une destination ultérieure. En voyant ce beau corps d'armée, qui paraissait plus nombreux qu'il ne l'était réellement, descendre, au cœur de l'hiver, des plus hautes sommités des Alpes, et ses longues colonnes se prolonger et couvrir à la fois toutes leurs vallées, les Piémontais pensèrent que toute la France en armes allait inonder l'Italie. Grossi par la renommée, le bruit de cette nouvelle invasion retentit au loin, frappa de terreur tous les mécontents, fit évanouir les dernières espérances du ministère napolitain, et le força de changer ses dispositions.

Les instructions que Bonaparte envoya au général Murat portaient qu'il laisserait une de ses brigades au général Brune pour former l'investissement de Ferrare, et qu'avec le reste de ses troupes il marcherait directement sur Ancône. En conséquence, Murat quitta Milan le 12 janvier, s'avança par la route

1801 — an IX Italie. de Plaisance, et dépassa Parme le 14, jour où le général Miollis remportait à Sienne, sur les troupes du comte Roger de Damas, les avantages que nous venons de rapporter. Murat, instruit des mouvements que venaient de faire les généraux Sommariva et Damas, se hâta de porter une de ses divisions sur la frontière de Toscane, afin de soutenir le général Miollis, et se dirigea lui-même à marches forcées sur la Romagne, afin de prévenir le général autrichien dans la Marche d'Ancône.

Cependant l'armistice de Trévise, conclu le 16 janvier, mit au pouvoir des Français la citadelle de Ferrare et la place d'Ancône, qui avait coûté tant d'efforts et de sang aux alliés à la fin de la campagne de 1799. Cette place était le dernier point d'appui de l'armée napolitaine. Sa possession laissait toute l'Italie méridionale ouverte et livrée à la discrétion des troupes françaises. Naples était sur le point d'éprouver encore une fois que, dans les luttes du genre de celle qu'elle avait entreprise, les petits États souffrent presque toujours plus que les grands.

En effet, le gouvernement napolitain, qui ne s'était engagé dans cette guerre qu'à l'instigation des Anglais, n'avait reçu de ces derniers aucun secours efficace. Abandonné par les Autrichiens, qui n'avaient pu le faire comprendre dans le traité d'armistice, ni rien stipuler en sa faveur, le roi Ferdinand devait s'attendre à recevoir la loi du vainqueur. Sans l'adroite prévoyance de la reine Caroline, et la précaution qu'elle venait de prendre de mettre le royaume sous la protection de l'empereur de Russie, il était impossible que le roi pût opposer aucun obstacle à l'invasion dont il était menacé. Le salut de Naples dépendait entièrement du succès de la négociation que Paul Ier avait promis d'entamer; et ce monarque ne fut pas plus tôt informé de l'état des choses en Italie, que, fidèle à sa parole, il envoya à Paris M. de Lewaschef avant même que la reine Caroline lui eût fait connaître l'urgence de cette démarche.

L'envoyé russe fut reçu à Paris avec toute la distinction possible, et le premier consul s'empressa de lui témoigner toute l'estime qu'il professait pour l'empereur son maître. Intéressé à faire connaître à l'Europe entière la bonne intelligence qui régnait entre lui et le plus puissant des souverains du Nord, Bonaparte accepta la médiation de ce dernier, et consentit à

suspendre les operations du général Murat, laissant à celui-ci la faculté de traiter d'un armistice, et se réservant de régler plus tard les conditions de la paix. Le général Lewaschef quitta aussitôt Paris pour se rendre à Naples, et les mêmes honneurs qui avaient signalé son arrivée lui furent rendus à son départ. Son voyage à travers les départements de la France fut une espèce de marche triomphale, qui se continua alors même qu'il fut arrivé en Italie; car le premier consul avait donné des ordres en conséquence à tous les généraux. Il écrivait au ministre de la guerre : « Informez le général Brune que le grand veneur de la cour de Russie, le général Lewaschef, se rend à Naples et pourra passer par la Romagne : le général Brune donnera des ordres pour que M. de Lewaschef soit partout reçu avec honneur, escorté et défrayé tant qu'il se trouvera sur le territoire occupé par les armées françaises. » Le général Murat, qui reçut lui-même l'envoyé russe à Bologne, se piqua de renchérir sur ces marques de déférence, aux yeux des Italiens étonnés de cette soudaine harmonie entre des ennemis si acharnés naguère à se combattre sur ce même théâtre de guerre. Murat, se rendant à Florence avec une partie de ses troupes pour prendre le commandement en chef du grand-duché de Toscane, y fut suivi par le général Lewaschef, qui trouva, à son arrivée, la ville illuminée comme pour une fète ou un triomphe. Lorsque cet envoyé parut au spectacle avec le général Murat, on lui présenta un drapeau russe, qu'il joignit lui-même au drapeau tricolore en s'écriant : « que les deux plus grandes nations de l'Europe devaient être unies pour la paix du monde et le bonheur général. »

1801 — an IX Italie.

Cependant le comte Roger de Damas occupait toujours avec ses troupes l'État ecclésiastique, et le gouvernement napolitain se prévalait du silence de l'armistice de Trévise pour maintenir son armée dans cette occupation. Nous avons fait remarquer que le premier consul, en ne permettant point que les Napolitains fussent compris dans cet armistice, avait voulu séparer leur cause de celle des Autrichiens : affectant de les regarder uniquement comme les auxiliaires de l'Angleterre, il voulait à tout prix les arracher à l'influence de cette puissance.

Avant d'entrer en négociation, le premier consul exigea préa-

1801 — an IX Italie. lablement l'évacuation des États romains par l'armée napolitaine, et, pour appuyer cette demande de tout le poids de ses armes, il ordonna au général Brune de renforcer le corps d'armée du général Murat par deux divisions de l'armée d'Italie. Celui-ci réunit ainsi sous son commandement 25 à 30,000 hommes de troupes aguerries. Le général Soult reçut en même temps l'ordre de rejoindre cette armée, dans laquelle il devait prendre le commandement de l'avant-garde. Cantonné sur le territoire d'Ancône, le général Murat pouvait en quelques marches se porter dans le royaume de Naples.

Le comte Roger de Damas cherchait à gagner du temps, dans l'intention d'obtenir des conditions plus favorables. Dans une dernière communication qui lui fut faite par le général napolitain, Murat, fatigué de toutes ces tergiversations, répondit par la lettre suivante, qui renfermait l'expression des dernières volontés de Bonaparte :

« Monsieur le général,

« Depuis plus d'un mois l'intérêt que Sa Majesté l'empereur de Russie porte au roi de Naples a engagé le premier consul à ne plus se souvenir des injures nombreuses dont le gouvernement napolitain s'est rendu coupable envers le peuple français. Cependant la cour de Naples, comme si elle eût pu se croire plus heureuse que les autres ennemis de la république, est restée seule en armes, quand les autres puissances ont cherché dans la paix le salut de leur pays. Croit-elle donc que son attitude de guerre en imposera aux braves soldats qui ont vaincu l'Europe? Détrompez-vous, et cessez de bercer de fausses espérances le pays qui vous a donné l'hospitalité, lorsque vous avez fui celui qui fut votre première patrie. Général de l'armée napolitaine, évacuez tous les États du pape et le château Saint-Ange. Le premier consul ne consentira à entrer avec vous en négociation que lorsqu'il vous saura rentré dans les limites du royaume de Naples. Le seul prince qui puisse aujourd'hui protéger votre roi, par la considération personnelle et particulière qu'a pour lui le premier consul, est l'empereur de toutes les Russies. Que votre gouvernement mérite donc la continuation des bontés de ce monarque, ce qui ne peut se faire qu'en

fermant les ports de la Sicile et du royaume de Naples aux bâtiments anglais, et en mettant un embargo sur tous les bâtiments de cette nation, qu'il est temps enfin d'expulser de tous les points du continent. Cet embargo servira d'équivalent à celui que le roi d'Angleterre vient de faire mettre injustement sur tous les bâtiments danois, suédois et russes. Faites-moi certifier, par l'ambassadeur de Russie près de votre cour, que ces préliminaires sont remplis, et sur-le-champ j'arrête ma marche, et conclus avec vous un armistice, préliminaire d'une paix juste et équitable. »

1801 — an IX
Italie.

Cette dépêche, communiquée par le général Roger de Damas, convainquit enfin la cour de Naples que le moment était encore venu pour elle de céder à la force. L'armée napolitaine eut ordre de quitter les États romains et de se retirer sur la frontière du royaume. Le général Lewaschef, qui fut reçu à Naples avec la plus grande magnificence, servit d'intermédiaire entre le premier consul et le gouvernement napolitain, et sut si bien représenter que le salut du royaume dépendait d'une prompte rupture avec l'Angleterre, que la reine, quelle que fût d'ailleurs sa répugnance à prendre ce parti, y consentit, et dès lors le général Murat arrêta la marche de ses troupes.

Le chevalier Micheroux, chargé des pouvoirs de la cour de Naples, se rendit au quartier général de Murat, à Foligno, où fut conclu, le 6 février, un armistice qui devait donner aux plénipotentiaires des deux puissances le temps d'arrêter un traité de paix définitif. Les principales conditions de cet armistice étaient :

Que même après l'évacuation des États du pape par l'armée napolitaine, l'armée française conserverait ses positions, occupant Terni, suivant la Nera jusqu'à son embouchure dans le Tibre, sans outre-passer ces limites;

Que tous les ports de Naples et de Sicile seraient fermés à tous les vaisseaux de guerre ou de commerce anglais ou turcs, jusqu'à la paix définitive entre la France et les deux puissances; que toute communication entre Porto-Ferrajo et Porto Longone dans l'île d'Elbe cesserait pendant que les Anglais occuperaient le premier port; que le savant Dolomieu, célèbre naturaliste, retenu prisonnier à son retour d'Égypte, ainsi que

1801 — an IX Italie. plusieurs officiers et généraux français, seraient rendus sur-le-champ ;

Que tout tribunal de rigueur étant aboli dans le royaume des Deux-Siciles, S. M. s'engageait à faire droit aux recommandations du gouvernement français, dans les négociations qui auraient lieu pour la paix définitive, pour stipuler les intérêts des personnes détenues ou émigrées pour cause d'opinion.

Aussitôt que ce traité d'armistice fut publié, l'embargo fut mis sur tous les bâtiments anglais. Le général Damas, qui se trouvait encore à Rome avec quelques troupes d'arrière-garde, reçut l'ordre d'évacuer sur-le-champ cette capitale du monde chrétien. Le souverain pontife, qui n'avait pas vu sans quelque satisfaction le gouvernement français, jadis son ennemi, prendre ses intérêts et le délivrer d'une occupation vexatoire, invita le général Murat à venir à Rome. Celui-ci, en s'empressant de répondre à l'invitation, voulut faire valoir encore sa démarche en n'amenant avec lui que quelques officiers d'état-major : cette confiance à la foi publique, et les hommages rendus à la sainteté du ministère pontifical, donnèrent au général français beaucoup de popularité. Les Romains accoururent en foule sur son passage; le cardinal secrétaire d'État Gonzalvi alla lui-même le complimenter au palais où il était descendu, et Murat fut admis le même jour à l'audience du saint-père.

CHAPITRE XX.

SUITE DE L'ANNÉE 1801.

Traité de Lunéville; préparatifs du premier consul contre l'Angleterre, etc., etc. — Suite des événements en Égypte; détails sur la conduite du général Menou; expédition et débarquement des Anglais; combats en avant d'Alexandrie; prise du fort d'Aboukir; bataille de Canope; les Anglais occupent Rosette; combat et évacuation de Rahmanieh; blocus d'Alexandrie, etc.; le général Belliard marche à la rencontre de l'armée turque; les Français évacuent Damiette, les forts de Lesbeh et de Bourlos; mort de Mourad-Bey; convention du Caire; capitulation du Caire; capitulation d'Alexandrie; fin de l'expédition d'Égypte. — Traité de paix avec le roi de Naples; expédition de l'île d'Elbe par les Français, etc.

1801 — an IX
9 février
(20 pluv.)
France.

Lorsque les armées françaises, victorieuses sur tous les points où elles se trouvaient en Europe, affermissaient la république au dehors, comme on l'a vu précédemment, la politique étrangère, ravivant le feu mal éteint des factions nationales, cherchait, au dedans, à anéantir le gouvernement dans la personne du premier consul; les aveugles fauteurs de l'anarchie révolutionnaire et les maladroits partisans de la royauté, réunis par le sentiment d'une commune haine, aiguisaient de concert leurs poignards pour frapper ce magistrat suprême : deux tentatives d'assassinat furent faites contre Bonaparte. La première, dirigée par quelques hommes du régime de 1793, devait avoir lieu dans la salle de l'Opéra ; elle n'échoua que par la promptitude et la prudence des mesures prises par le ministre de la police générale; saisis au moment de l'exécution, les principaux conjurés furent livrés à la justice : la seconde avait été conçue et exécutée par d'anciens Vendéens, auxquels s'étaient réunis quelques hommes envoyés d'Angleterre ; et si Bonaparte parvint à éviter la terrible explosion d'une machine infernale qui renversa ou endommagea une partie des maisons de la rue Saint-Nicaise, dans laquelle elle éclata, il ne dut son salut, en cette occasion, qu'à

l'adresse du cocher qui conduisait sa voiture et à la vitesse de ses chevaux. Le premier consul sut dissimuler l'impression que lui fit le nouveau danger qu'il venait de courir ; son visage parut calme et serein aux yeux de tous ceux qui l'entourèrent après cet événement, et il répondit aux félicitations qu'on lui adressait par ces paroles remarquables : « Le chef de l'État est toujours sur le champ de bataille : » dévoilant ainsi, en quelque sorte, le système qu'il se proposait de suivre. Toutefois, ces deux tentatives si rapprochées l'une de l'autre l'ayant averti des dangers qu'il avait à craindre dans l'intérieur, il se hâta de mettre à profit les derniers avantages remportés par les armées de la république, pour conclure une paix qui seule pouvait lui assurer les moyens d'étouffer l'hydre toujours renaissante des partis et des factions.

L'empereur d'Allemagne, de son côté, ne sentait pas moins que le premier consul la nécessité de terminer une lutte qu'il était dans l'impuissance de soutenir plus longtemps : nous avons déjà dit que le traité d'alliance offensive et défensive de l'Autriche avec l'Angleterre avait pu seul déterminer François II à recommencer une guerre dont il semblait prévoir le triste résultat pour ses intérêts. Cependant les négociations entamées à Lunéville pour une paix définitive n'avaient été que suspendues, et les plénipotentiaires des deux puissances étaient même restés dans cette ville pendant que les hostilités se rengageaient. Le cabinet autrichien paraissait attendre avec impatience l'époque prochaine où, dégagé de ses obligations envers la Grande-Bretagne, il pourrait traiter séparément avec la France, seul moyen de sauver les États héréditaires d'une invasion inévitable.

Le comte Louis de Cobentzel, dans le cas où les chances de la guerre seraient encore désavantageuses à l'Autriche, avait ordre de saisir la premiere occasion favorable pour aborder franchement la question de la paix. La nouvelle de la victoire de Hohenlinden fut le prétexte qui détermina sa nouvelle attitude : il déclara par une note, en date du 31 décembre, « qu'il était autorisé par S. M. l'empereur à donner à ses pouvoirs l'interprétation que leur avait donnée le plénipotentiaire français, et à traiter sans le concours des Anglais. »

Le gouvernement français, par un message au corps législatif, annonça cette note officielle et les succès des armées qui l'avaient provoquée. Les conditions de la paix à intervenir y furent déduites de la manière suivante : « La rive gauche du Rhin sera la limite de la république française : elle ne prétend rien sur la rive droite. L'intérêt de l'Europe ne veut pas que l'empereur passe l'Adige. L'indépendance des républiques cisalpine, helvétique et batave, sera assurée et reconnue. Nos victoires n'ajoutent rien aux prétentions du peuple français ; l'Autriche ne doit pas attendre de ses défaites ce qu'elle n'aurait pas obtenu par des victoires. »

1801 — an IX France.

La publicité de cette déclaration annonçait au plénipotentiaire autrichien qu'il ne pouvait plus désormais renouer ses tardives négociations que sur le pied du traité de Campo-Formio ; mais bientôt les progrès des armées françaises dans la haute Italie accrurent les difficultés et augmentèrent les inquiétudes de l'Autriche. C'est dans cet intervalle que fut conclu l'armistice de Trévise. Nous avons déjà dit que le premier consul avait refusé de ratifier toutes les clauses de cette convention. L'Autriche, qui s'était réservé la possession de Mantoue malgré les instances du général Brune, menacée de voir recommencer les hostilités en Allemagne et en Italie, fut contrainte de souscrire à une condition sans laquelle il ne lui était pas permis d'espérer la paix.

Le sacrifice de la forteresse de Mantoue ouvrit une voie plus facile aux négociations ; il restait toutefois à discuter une formalité importante. La constitution germanique ne permettait point à l'empereur d'Allemagne de traiter de la paix sans la participation des autres princes de l'empire ; mais Bonaparte, craignant avec raison que cette même participation n'amenât une complication inextricable d'intérêts, comme cela était arrivé au congrès de Rastadt, déclara qu'il n'entendait traiter de la paix qu'avec le seul souverain de l'Autriche, de la Bohême, de la Hongrie et des autres États héréditaires dans la maison d'Autriche, sauf à celui-ci à se débattre ensuite avec les princes de la confédération. Le cabinet autrichien essaya vainement de démontrer l'obligation où il se trouvait de respecter une ancienne loi qui n'avait jamais été violée ; le premier consul, in-

1801 — an IX France. sistant, il fallut céder, et dès lors la conclusion de la paix ne rencontra plus d'obstacles. La cour d'Autriche accéda à toutes les bases de l'ancien traité de Campo-Formio. La cession de la Belgique fut encore une fois consentie, et celle du pays de la rive gauche du Rhin, consacrée.

Voici le texte du traité qui fut signé à Lunéville le 9 février, et ratifié quelques jours après par l'empereur François II et le premier consul; soumis à la diète de Ratisbonne, il y fut également ratifié le 10 mars suivant.

Traité de paix entre la république française et l'empereur d'Allemagne.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et le premier consul de la république française, au nom du peuple français, ayant également à cœur de faire cesser les malheurs de la guerre, ont résolu de procéder à la conclusion d'un traité définitif de paix et d'amitié.

Sadite Majesté Impériale et Royale ne désirant pas moins vivement de faire participer l'empire germanique aux bienfaits de la paix, et les conjonctures présentes ne laissant pas le temps nécessaire pour que l'Empire soit consulté et puisse intervenir par ses députés dans la négociation, Sadite Majesté, ayant d'ailleurs égard à ce qui a été consenti par la députation de l'Empire au précédent congrès de Rastadt, a résolu, à l'exemple de ce qui a eu lieu dans des circonstances semblables, de stipuler au nom du corps germanique.

En conséquence de quoi, les parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté Impériale et Royale, le sieur Louis de Cobentzel, comte du Saint-Empire romain, chevalier de la Toison d'or, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Etienne, et de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, chambellan, conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale, son ministre des conférences, et vice-chancelier de cour et d'État :

Et le premier consul au nom du peuple français, le citoyen Joseph Bonaparte, conseiller d'État :

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1er. Il y aura à l'avenir, et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, stipulant tant en son nom qu'en celui de l'empire germanique, et la république française : s'engageant Sadite Majesté à faire donner par ledit empire la ratification en bonne et due forme au présent traité. La plus grande attention sera apportée de part et d'autre au maintien d'une parfaite harmonie, et à prévenir toutes sortes d'hostilités par terre et par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, en s'attachant avec soin à entretenir l'union heureusement rétablie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement ou indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

2. La cession des ci-devant provinces belgiques à la république française, stipulée par l'article 3 du traité de Campo Formio, est renouvelée ici de la manière la plus formelle ; en sorte que S. M. I. et R., pour elle et ses successeurs, tant en son nom qu'au nom de l'empire germanique, renonce à tous ses droits et titres aux susdites provinces, lesquelles seront possédées, à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, par la république française, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

Sont pareillement cédés à la république française, par S. M. I. et R., et du consentement formel de l'Empire,

1° Le comté de Falkenstein avec ses dépendances ;

2° Le Frickthal et tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle, la république française se réservant de céder ce dernier pays à la république helvétique.

3. De même, en renouvellement et confirmation de l'article 6 du traité de Campo-Formio, S. M. l'empereur et roi possédera, en toute souveraineté et propriété, les pays ci-dessous désignés, savoir :

L'Istrie, la Dalmatie et les États ci-devant vénitiens de l'Adriatique en dépendants ; les Bouches du Cattaro ; la ville de Venise ; les lagunes et les pays compris entre les États héréditaires de S. M. l'empereur et roi, la mer Adriatique et l'Adige, depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouchure dans ladite

1801 — an IX France. mer, le thalweg de l'Adige servant de ligne de délimitation : et comme, par cette ligne, les villes de Vérone et de Porto-Legnago se trouveront partagées, il sera établi sur le milieu des ponts desdites villes des ponts-levis qui marqueront la séparation.

4. L'article 18 du traité de Campo-Formio est pareillement renouvelé en ce que S. M. l'empereur et roi s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que le prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgau, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

5. Il est en outre convenu que Son Altesse Royale le grand-duc de Toscane renonce, pour elle et ses successeurs et ayants cause, au grand-duché de Toscane et à la partie de l'île d'Elbe qui en dépend, ainsi qu'à tous droits et titres résultant de ses droits sur lesdits États, lesquels seront possédés désormais, en toute souveraineté et propriété, par Son Altesse Royale l'infant, duc de Parme. Le grand-duc obtiendra en Allemagne une indemnité pleine et entière de ses États d'Italie.

Le grand-duc disposera à sa volonté des biens et propriétés qu'il possède particulièrement en Toscane, soit par acquisition, soit par hérédité des acquisitions personnelles de feu S. M. l'empereur Léopold II, son père, ou feu S. M. l'empereur François Ier, son aïeul. Il est aussi convenu que les créances, établissements et autres propriétés du grand-duché, aussi bien que les dettes dûment hypothéquées sur ce pays, passeront au nouveau grand-duc.

6. S. M. l'empereur et roi, tant en son nom qu'en celui de l'empire germanique, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté et propriété les pays et domaines situés à la rive gauche du Rhin, et qui faisaient partie de l'empire germanique, de manière qu'en conformité de ce qui avait été expressément consenti au congrès de Rastadt par la députation de l'Empire, et approuvé par l'empereur, le thalweg du Rhin soit désormais la limite entre la république française et l'empire germanique, savoir : depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire hélvétique, jusqu'à celui où il entre dans le territoire batave.

En conséquence de quoi, la république française renonce formellement à toute possession quelconque sur la rive droite du Rhin, et consent à restituer à qui il appartient les places de Dusseldorf, Ehrenbreistein, Philippsbourg, le fort de Cassel et autres fortifications vis-à-vis de Mayence et la rive droite, le fort de Kehl, et le Vieux-Brisach, sous la condition expresse que ces places et forts continueront à rester dans l'état où ils se trouveront lors de l'évacuation.

7. Et comme, par suite de la cession que fait l'Empire à la république française, plusieurs princes et États de l'Empire se trouvent particulièrement dépossédés en tout ou en partie, tandis que c'est à l'empire germanique collectivement à supporter les pertes résultantes des stipulations du présent traité, il est convenu entre S. M. l'empereur et roi, tant en son nom qu'au nom de l'empire germanique, et la république française, qu'en conformité des principes formellement établis au congrès de Rastadt, l'empereur sera tenu de donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin un dédommagement, qui sera pris dans le sein dudit empire, suivant les arrangements qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés.

8. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il est convenu, ainsi qu'il avait été fait par les articles 4 et 10 du traité de Campo-Formio, que ceux auxquels ils appartiendront se chargeront des dettes hypothéquées sur le sol desdits pays; mais, attendu les difficultés qui sont survenues à cet égard sur l'interprétation desdits articles du traité de Campo-Formio, il est expressément entendu que la république française ne prend à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les États des pays cédés, ou les dépenses faites par l'administration effective desdits pays.

9. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, il sera accordé, dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par ledit traité, à tous les habitants ou propriétaires quelconques, mainlevée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a lieu. Les parties contractantes s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers, ainsi que par les établisse-

ments publics desdits pays, et à payer ou rembourser toute rente constituée à leur profit sur chacune d'elles. En conséquence de quoi, il est expressément reconnu que les propriétaires d'actions de la banque de Vienne, devenus Français, continueront a jouir du bénéfice de leurs actions, et en toucheront les intérêts echus et à échoir, nonobstant tout séquestre et toute dérogation, qui seront regardés comme non avenus, notamment la dérogation resultant de ce que les propriétaires devenus Français n'ont pu fournir les trente et les cent pour cent demandés aux actionnaires de la banque de Vienne par S. M. l'empereur et roi.

10. Les parties contractantes feront egalement lever tous séquestres qui auraient été mis, à cause de la guerre, sur les biens, droits et revenus des sujets de S. M. l'empereur ou de l'Empire dans le territoire de la république française, et des citoyens français dans les États de Sadite Majesté ou de l'Empire.

11. Le présent traité de paix, notamment les articles 8, 9, 10, et 15 ci-après, est déclaré commun aux républiques batave, cisalpine et ligurienne.

Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.

12. Sa Majesté Impériale et Royale renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ses droits, que Sadite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui, aux termes de l'article 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

13. Sa Majesté Impériale et Royale, tant en son nom qu'au nom de l'empire germanique, confirme l'adhésion déjà donnée, par le traité de Campo-Formio, à la réunion des ci-devant fiefs impériaux à la république ligurienne, et renonce à tous droits et titres provenant de ces droits sur lesdits fiefs.

14. Conformément à l'article 11 du traité de Campo-Formio, la navigation de l'Adige, servant de limites entre les États de Sa

Majesté Impériale et Royale et ceux de la république cisalpine, sera libre, sans que de part ni d'autre on puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment de guerre. 1801 — an IX France.

15. Tous les prisonniers de guerre, faits de part et d'autre, ainsi que les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auront pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

16. Les biens fonciers et personnels non aliénés de Son Altesse l'archiduc Charles, et des héritiers de feu madame l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, lui seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de Leurs Altesses Royales l'archiduc Ferdinand et madame l'archiduchesse Béatrix, son épouse, dans le territoire de la république cisalpine.

17. Les articles 11, 13, 15, 16, 17 et 18 du traité de Campo-Formio sont particulièrement rappelés, pour être exécutés suivant leur forme et teneur, comme s'ils étaient insérés mot à mot dans le présent traité.

18. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre, cesseront d'avoir lieu, à dater du jour de l'échange des ratifications données au présent traité, d'une part par S. M. l'empereur et par l'empire germanique, d'autre part par le gouvernement de la république française.

19. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur et roi, par l'Empire, et par le gouvernement de la république française, dans l'espace de trente jours, ou plus tôt si faire se peut, et il est convenu que les armées des deux puissances resteront dans les positions où elles se trouvent, tant en Allemagne qu'en Italie, jusqu'à ce que lesdites ratifications de l'empereur et roi, de l'Empire et du gouvernement de la république française aient été simultanément échangées à Lunéville entre les plénipotentiaires respectifs.

Il est aussi convenu que, dix jours après l'échange desdites ratifications, les armées de Sa Majesté Impériale et Royale seront rentrées sur les possessions héréditaires, lesquelles seront évacuées dans le même espace de temps par les armées

1801 — an IX France. françaises, et que, trente jours après lesdits échanges, les armées françaises auront évacué la totalité du territoire dudit empire.

Fait et signé à Lunéville, le 20 pluviôse, an 9 de la république française (9 février 1801).

Signé LOUIS, comte de COBENTZEL,
JOSEPH BONAPARTE.

Cette paix, qui comblait enfin les vœux de deux nations également travaillées du besoin du repos, fut annoncée en France avec toute la solennité que demandait un événement d'une si haute importance. La publication s'en fit avec pompe à Paris et dans tous les départements. Elle augmenta et propagea les sentiments d'amour et de reconnaissance dont le premier consul avait déjà reçu tant de témoignages non équivoques. Les feuilles publiques ne furent remplies pendant deux mois que des adresses de félicitation qui se multipliaient sur tous les points de la république. Ces actes, beaucoup plus sincères sans doute que ceux dont la Convention et le Directoire avaient été successivement l'objet, et dont on fit par la suite un abus si déplorable, eurent, dès ce moment, le funeste résultat de confirmer Bonaparte dans l'idée qu'il était le seul auteur des prospérités publiques et l'arbitre irrévocable des destinées de la France.

Les fêtes par lesquelles on s'empressa de célébrer dans toute la république la conclusion du traité de Lunéville furent précédées par la proclamation suivante :

« Français! une paix glorieuse a terminé la guerre du continent. Vos frontières sont reportées aux limites que leur avait marquées la nature. Des peuples séparés longtemps de vous se rejoignent à leurs frères, et accroissent d'un sixième votre population, votre territoire et vos forces.

« Ces succès, vous les devez surtout au courage de vos guerriers, à leur patience dans leurs travaux, à leur passion pour la gloire, à leur amour pour la liberté, pour la patrie; mais vous les devez aussi à l'heureux retour de la concorde, et à cette union de sentiments et d'intérêts qui plus d'une fois sauva la France de sa ruine. Tant que vous fûtes divisés, vos ennemis

n'espérèrent pas de vous vaincre; ils espérèrent que vous seriez vaincus par vous-mêmes, et que cette puissance qui avait triomphé de tous leurs efforts s'écroulerait dans les convulsions de la discorde et de l'anarchie. Leur espoir a été trompé. Que cet espoir ne renaisse jamais! Soyez éternellement unis par le souvenir de vos malheurs domestiques, par le sentiment de votre grandeur et de vos forces; craignez d'avilir par de lâches passions un nom que tant d'exploits ont consacré à la gloire et à l'immortalité.

« Qu'une généreuse émulation seconde nos arts et notre industrie; que d'utiles travaux embellissent cette France, que les peuples ne nommeront plus qu'avec respect et admiration ; que l'étranger qui s'empressera de la visiter retrouve parmi vous ces vertus douces et hospitalières qui caractérisaient nos aïeux ; que toutes les professions s'élèvent à la dignité du nom français; que le commerce, en reformant ses relations avec les autres peuples, y porte cette fidélité qui fixe la constance et qui assoit la fortune, non sur des spéculations hasardées et fugitives, mais sur des rapports constants, dont l'estime et l'intérêt mutuels garantissent la force et la durée. Ainsi notre commerce reprendra le rang qui lui est dû; ainsi se fortifieront les liens qui attachent à notre cause les peuples éclairés du continent d'Europe; ainsi cette nation même, qui est armée contre la France, abjurera des prétentions excessives, et sentira enfin qu'il n'est pour les peuples, comme pour les individus, de bonheur véritable que dans la prospérité de tous. »

La signature de la paix ne fit qu'accroître le désir qu'avait le peuple allemand de se voir enfin délivré de la présence des troupes étrangères et nationales. La haute Souabe avait surtout beaucoup souffert pendant cette longue et dernière campagne, et le Tyrol, déjà si pauvre par lui-même, était réduit aux abois. Les habitants de l'Autriche, n'attendant que le moment où la retraite des Français leur permettrait de respirer, regrettaient faiblement les cessions au prix desquelles le gouvernement venait d'acheter leur repos. Les vainqueurs, de leur côté, se hâtèrent de mettre à profit le peu de temps que leur laissaient les délais convenus pour les ratifications : ils pressèrent la rentrée des réquisitions, le recouvrement des contributions déjà imposées, parce que ces

rentrées se ralentissaient en raison de l'espoir tous les jours plus prochain d'une prompte évacuation. Dans cette occurrence, le Tyrol, impatient du joug, donna des signes d'insurrection qui ne pouvaient qu'aggraver encore sa situation : quelques officiers y furent assassinés, et des engagements eurent lieu entre les paysans et des détachements envoyés pour venger ces meurtres. Mais ce fut en vain que ces malheureux pays reculèrent le moment d'acquitter les contributions arriérées : le général Moreau subordonnait ses mouvements rétrogrades à l'entier payement des impositions de guerre ; il menaça même la commission du cercle de Souabe d'une exécution militaire, si les rentrées n'étaient pas effectuées dans un délai donné. Le duché de Würtemberg fut également contraint de se mettre au courant, sous peine d'être occupé de nouveau par un corps de 12,000 hommes.

Le traité de Lunéville ne rendait à l'Empire les points fortifiés sur la rive droite du Rhin que sous la condition, formellement exprimée dans l'article 6, que ces postes resteraient dans l'état où ils se trouveraient lors de l'évacuation ; aussi Moreau eut-il ordre de faire démolir les châteaux et forteresses situés sur cette même rive du fleuve, seule barrière qui séparât désormais les deux empires ; un grand nombre de paysans furent mis en réquisition pour accélérer cette destruction : c'est ainsi qu'on vit tomber les fortifications de Philippsbourg, raser et escarper celles d'Ehrenbreistein. Les Français, en repassant sur la rive gauche, laissaient la rive allemande absolument sans défense, tandis que le premier consul s'occupait déjà du soin de former une ligne formidable sur la frontière opposée : le général Andréossi la visitait, par ses ordres, et arrêtait les bases du plan général de défense.

Le même système fut mis en usage en Italie, et des ordres avaient été donnés aux généraux pour faire raser les fortifications sur le pays qui devait être rendu aux Autrichiens, pour découvrir entièrement la frontière, et ne quitter la rive gauche de l'Adige qu'après avoir démoli les ouvrages de Porto-Legnago et les châteaux de Vérone : ces travaux de démolition furent poussés avec la plus grande activité, principalement sur le territoire vénitien. Le Piémont, la Cisalpine, bien que restant l'un et l'autre sous l'influence française, ne furent point exceptés

de cette mesure. Les forteresses de Coni, de Tortone, de Cherasco, les châteaux de Turin et de Milan, le fort de Bard, qui avait arrêté la marche de l'armée de réserve, furent rasés ou démantelés dans le même temps que Bonaparte faisait commencer les travaux qui devaient faire de la place d'Alexandrie le principal boulevard de la domination française en Italie.

1801 — an IX France.

Les places de la Cisalpine encore occupées par les Autrichiens au moment de l'armistice et livrées ensuite eurent une garnison française. La cession du territoire de la Polésine de Rovigo, des places de Legnago et de Vérone sur la rive gauche de l'Adige, faite à la république cisalpine, mit à la disposition des Français une nombreuse artillerie et d'immenses approvisionnements. Le gouvernement cisalpin s'empressa, sur l'invitation du premier consul et sous l'inspection des agents de celui-ci, d'organiser une armée qui pût faire respecter l'indépendance de cette nouvelle république : montrant dans son triomphe une modération qui l'honorait, ce même gouvernement ne donna les mains à aucune réaction, et les partisans de la domination autrichienne trouvèrent sous son autorité une protection et une sécurité qu'ils avaient refusée aux républicains lors du séjour éventuel des troupes étrangères sur le territoire lombard. Les patriotes cisalpins se bornèrent à réclamer le rappel de tous ceux que la faction étrangère avait fait proscrire sous le régime austro-russe. Brune demanda, tant au nom de la république cisalpine qu'en celui du premier consul, la liberté de ces victimes de l'opinion, et le général Bellegarde s'empressa de renvoyer sur-le-champ tous les citoyens détenus pour cette cause dans les États héréditaires. Ce bienfait fut annoncé au peuple cisalpin par une proclamation du gouvernement; nous en citerons ce passage : « Citoyens, au milieu de la vive allégresse que vous ressentez de voir la république rétablie dans son intégrité et agrandie dans ses limites, votre joie était troublée par le souvenir continuel de la déportation de tant de républicains purs et vertueux; réjouissez-vous pleinement : grâce aux sollicitations officieuses du général en chef de l'armée d'Italie, les chaînes de ces martyrs de la liberté sont brisées, et bientôt ils seront parmi nous. »

La marche des événements et l'enchaînement des circonstances venaient en quelque sorte de rompre les liens qui avaient

1801 — an IX France.

attaché jusqu'alors les différents cercles de l'Empire au chef de la confédération germanique : le traité de Lunéville reproduisait, pour ainsi dire, les effets de celui de Westphalie. La France recouvrait son influence sur les divers États d'Allemagne, et cette circonstance humiliait l'orgueil autrichien. Toutefois, fidèle à la politique de sa maison et attendant tout du temps, l'empereur François II ne parut occupé que de réparer ses pertes et les maux qu'une guerre opiniâtre avait attirés sur ses États : il exécuta franchement et promptement les deux conditions du traité de Lunéville. Aussitôt que les ratifications furent échangées, il donna des ordres précis pour la dislocation presque entière de l'armée autrichienne. Le désarmement ne fut pas pressé avec moins de vigueur que ne l'avaient été les apprêts de guerre : on ne conserva que la meilleure partie du matériel de l'artillerie, et dans la proportion indispensable; le reste fut fondu et le métal envoyé à la monnaie. Les approvisionnements de vivres furent vendus. Les troupes de l'insurrection hongroise rentrèrent dans leurs foyers. Les corps de volontaires et les levées de la Bohême, après avoir été passés en revue par l'empereur, furent remerciés et licenciés.

Cependant les armées françaises évacuèrent les pays où leur présence était encore un fardeau bien onéreux. Les généraux Moreau, Augereau, Macdonald et Brune rentrèrent, avec toutes les troupes à leurs ordres, sur le territoire de la république : le dernier seulement laissa en Italie un corps de 22,000 hommes, destiné à former les garnisons des places de la Cisalpine et du Piémont. Le général Murat, avec son corps d'armée, restait encore sur les frontières du royaume de Naples et dans la Toscane.

Ce retour de 300,000 soldats environ sur le territoire français ne causait pas un médiocre embarras au premier consul. La plupart de ces hommes renonçaient avec regret à la vie active des camps, qui convient au caractère ardent des Français. Les vétérans de l'armée, qui, depuis plusieurs années, avaient perdu de vue le sol natal, étaient devenus presque étrangers aux mœurs et aux habitudes du pays qu'ils avaient illustré par leurs héroïques exploits : accoutumés aux chances aventureuses, à la licence et aux profits de la victoire, ils redoutaient l'austé-

rité de la discipline intérieure, la monotonie et l'oisiveté des garnisons. Les jeunes soldats, enrôlés depuis un an et demi, ne connaissant encore des chances de la guerre que des conquêtes et des triomphes, n'étaient pas plus disposés à goûter les douceurs d'une paix dont leur inexpérience les empêchait d'apprécier le bienfait et qui devait d'ailleurs rendre un grand nombre d'entre eux à l'obscurité et aux travaux de la vie civile.

Cette disposition des esprits, manifestée hautement, surtout par l'armée du Rhin, qui rentrait la plus nombreuse, donnait au premier consul d'autant plus d'inquiétude que la situation des finances ne permettait pas d'entretenir sur pied et de solder désormais avec régularité une force armée aussi considérable; sous un autre rapport, il ne croyait pas son autorité et l'état des choses assez bien affermis pour, à l'exemple de l'Autriche, opérer les réductions que semblaient commander les circonstances actuelles. Afin de parer au moins à l'un des inconvénients qui pouvaient résulter de la conservation d'un aussi grand nombre de troupes, et de tenir en haleine les redoutables instruments de sa fortune, Bonaparte saisit l'occasion que lui offrait le refus de l'Angleterre d'accéder à la paix continentale; et c'est contre cette puissance qu'il résolut de tourner les regards et les espérances de ses guerriers.

Tous les moyens propres à entretenir la haine de la nation contre la Grande-Bretagne furent employés avec activité et avec succès. Les autorités, les orateurs du gouvernement, les écrivains publicistes rivalisèrent de zèle pour prêcher cette espèce de croisade contre l'éternelle ennemie de la France. L'ancien projet d'une descente en Angleterre fut reproduit et accueilli avec enthousiasme, et cette menace, restée si longtemps sans résultat, se renouvela avec les démonstrations les plus sérieuses. Le caractère audacieux de Bonaparte le portait à tenter une entreprise dont les difficultés ne lui paraissaient pas insurmontables, puisque, dans le onzième siècle, le duc de Normandie, Guillaume, avait réussi à s'asseoir sur le trône du dernier roi de la dynastie saxonne. Plus que jamais irrité des obstacles que les Anglais avaient apportés à ses projets et de se voir sur le point d'être privé par eux de la conquête à la-

1801 — an IX France. quelle sa gloire était si intéressée, de l'Égypte, Bonaparte conçut un vaste plan, que nous aurons occasion de développer par la suite, dont il jeta les bases dans l'intervalle du traité de Lunéville à la paix d'Amiens, et ne fit d'abord, en quelque sorte, que des essais : ils furent cependant assez sérieux pour attirer l'attention du gouvernement britannique et pour porter celui-ci à prendre des mesures extraordinaires, capables d'éloigner le danger dont le menaçait un ennemi qu'il avait appris à redouter.

Tout ce qui restait de ressources à la marine française fut appliqué à l'exécution des vues du premier consul : de nombreux travaux furent ordonnés et commencés dans les arsenaux et sur tous les chantiers ; on multiplia les essais pour avoir des bâtiments légers qui pussent porter de l'artillerie du plus fort calibre. Les côtes de la Manche furent couvertes de camps, où le premier consul plaça principalement les corps de l'armée du Rhin, qui avait d'abord formé les garnisons des places ou occupé des cantonnements sur les frontières de l'est et du nord. Pouvant apercevoir du rivage la nouvelle carrière de gloire qui leur était ouverte, les soldats français, dont il n'était pas besoin d'exciter le courage, allaient trouver une force plus grande dans la discipline qui enchaîne la victoire : on verra plus tard quels furent les résultats de cette grande mesure, qui conserva à la France, au milieu de la paix, une armée formidable.

Bonaparte ne se borna point aux démonstrations d'une invasion prochaine ; et pendant que tout s'agitait pour cette gigantesque entreprise, depuis les bouches de l'Escaut jusqu'à celles de la Gironde, il préparait aussi les moyens d'arracher le Portugal à l'influence britannique, et de fermer l'entrée du Tage aux dominateurs de la mer. Le Portugal, devenu depuis plus d'un demi-siècle tributaire forcé de l'Angleterre, avait suivi, depuis le commencement de la guerre de la révolution, l'impulsion que lui avait donnée le cabinet de Saint-James, et par conséquent s'était prononcé ouvertement contre les Français, qui, trop occupés d'ailleurs, n'avaient pu jusqu'alors tirer vengeance de ces dispositions hostiles. La politique redoutable du premier consul commençant à exercer son empire sur un grand

nombre de cabinets de l'Europe, le premier ministre d'Espagne, le favori Godoï, prince de la Paix, se laissant facilement imposer par elle, amena la cour de Madrid à déclarer la guerre à celle de Lisbonne, et Bonaparte se chargea de soutenir puissamment son royal allié dans une entreprise où celui-ci s'engageait, pour ainsi dire, malgré lui. Une armée de réserve, forte de 30,000 hommes et composée des troupes de l'armée d'Italie, qui, en repassant les frontières des Alpes, avaient reçu l'ordre de se diriger vers les Pyrénées, fut réunie à Bordeaux. Ainsi, au midi comme au nord de la république, les soldats français n'avaient point à déposer leurs armes, et leur humeur belliqueuse, entretenue par la perspective de nouveaux travaux, ne courait pas la chance d'être affaiblie par le repos de la paix. 1801 — an IX France.

Mais, avant que l'Angleterre, effrayée des mesures menaçantes prises contre elle, dût consentir à s'humilier devant le vainqueur de l'Europe, elle allait elle-même remporter de grands avantages et interrompre la série des triomphes qui plaçaient alors la république française au premier rang des nations guerrières du monde.

Suite des événements en Égypte; détails sur la conduite du général Menou; expédition et débarquement des Anglais; combat en avant d'Alexandrie; prise du fort d'Aboukir; bataille de Canope; les Anglais occupent Rosette; combat et évacuation de Rahmanieh; blocus d'Alexandrie, etc., etc. — L'assassinat de Kléber fut comme le signal de tous les malheurs qui devaient fondre sur l'armée d'Orient, et l'on doit considérer comme première cause des tristes événements dont il nous reste à faire le récit le caractère du successeur de ce général. 14 mai (24 floréal.) Égypte.

Dans une guerre aussi fertile en grandes choses que celle de la révolution, Menou ne s'était fait connaître par aucune action d'éclat; mais il se trouvait le plus ancien des généraux de division de l'armée après la perte de l'illustre victime du Syrien Soleyman. Cet homme ambitieux, dépourvu d'énergie et de talents militaires, cachant sous une feinte modestie l'ardent désir qu'il nourrissait depuis longtemps de jouer le premier rôle dans la colonie, parut d'abord redouter d'en être chargé, et il se fit même solliciter avec instance, pour l'exercer provisoirement,

1801 - an IX Egypte.

par ses compagnons d'armes, et surtout par Reynier, dont il avait lieu de craindre la concurrence dans le choix à venir du premier consul. Combien ces généraux n'eurent-ils point à se repentir, par la suite, de leurs funestes instances ! Le vœu des troupes appelait au commandement en chef ce même Reynier qui contribua le plus à décider Menou, et que ses grands talents, sa sagesse, son noble caractère, son titre d'ami et de dépositaire des pensées du défunt, rendaient bien digne d'occuper le poste difficile que celui-ci venait de laisser vacant.

Le respect pour les règlements militaires, qui désignaient, pour commander l'armée par intérim, le plus ancien des généraux de division, et peut-être la crainte d'une responsabilité que l'éloignement où l'on se trouvait de la mère patrie rendait encore plus effrayante, furent les motifs qui l'emportèrent sur toute autre considération, lorsque le général Reynier et les chefs de son grade forcèrent, pour ainsi dire, Menou à se charger d'un fardeau dont il était incapable de soutenir le poids : telle était l'opinion de l'armée, dans les rangs de laquelle l'avénement du nouveau général en chef fit éclater de violents murmures. Les soldats et le plus grand nombre des officiers avaient conçu un certain mépris pour l'ex-gouverneur de Rosette, depuis que celui-ci, par une politique aussi ridicule que déplacée, avait embrassé l'islamisme pour se concilier l'affection des musulmans. Les généraux s'étaient flattés que Menou soumettrait son inexpérience à leurs conseils, ou bien que Bonaparte, qui connaissait l'incapacité de ce général, ne lui laisserait point le commandement; mais l'armée ne se fit point illusion, et perdit toute espérance de succès alors qu'elle vit à sa tête Abdallah-Jacques Menou. Celui-ci, à peine investi du commandement en chef, ne songea qu'à flatter les passions du premier consul pour obtenir d'être confirmé par lui dans la dignité où des circonstances inattendues venaient de le placer. Connaissant la mésintelligence qui s'était établie entre Kléber et Bonaparte depuis le retour de ce dernier en Europe, Menou s'attacha, avec une animosité qui excita une indignation presque générale, à décrier la conduite de son prédécesseur et à présenter tous ses actes sous le jour le plus défavorable. Loin de partager la douleur que l'assassinat de Kléber avait causée non-

seulement aux Français, mais encore aux habitants du pays, il n'en parlait jamais qu'avec indifférence; et, comme s'il eût voulu manifester davantage ses sentiments à cet égard, la femme mahométane qu'il avait épousée à Rosette l'ayant rendu père, il eut l'impudence de donner à son enfant le nom du fanatique qui avait poignardé le héros auquel il succédait lui-même si peu convenablement. Ce coupable mépris de l'opinion publique acheva de faire perdre à Menou l'estime et la confiance du plus grand nombre des hommes réunis malgré eux, pour ainsi dire, sous le commandement de ce chef. Avec son peu d'aptitude et de talents pour la guerre, le nouveau général en chef dut tourner ses vues vers l'administration, et chercher, par cette voie, à compenser la presque nullité de ses moyens militaires : il affecta donc d'entrer dans les moindres détails administratifs, et de donner une haute idée de son économie; il déclama contre les dilapidations, moyen adroit, mais qui lui réussit peu, d'acquérir de la popularité en jetant de la défaveur sur les hommes que Kléber avait placés ou conservés à la tête des différents services de l'armée et de l'administration du pays. Ne s'apercevant pas combien il était impolitique d'attaquer à la fois Bonaparte et Kléber, il annonça hautement qu'il allait détruire tous les abus que ces deux généraux avaient laissés subsister; il prit l'engagement solennel de tenir la solde des troupes au courant avant d'avoir étudié et de connaître les ressources financières de la colonie, avant d'avoir assuré le recouvrement des impôts; enfin, pour se concilier encore mieux l'affection du soldat, il créa avec beaucoup d'appareil une commission chargée spécialement de la fabrication du pain.

Toutefois, ces premières opérations jetèrent dans tous les cœurs le germe des plus funestes divisions. Dignes compagnons des grands capitaines sous les ordres desquels ils avaient combattu avec tant de gloire, la plupart des autres généraux de l'armée n'obéirent plus qu'avec répugnance à l'homme qui ne rachetait à leurs yeux par aucune qualité brillante l'envie qu'il paraissait porter à des talents qu'il était loin de posséder. Profitant, avec trop d'empressement peut-être, de la disposition où se trouvaient les esprits, ces mêmes généraux entraînèrent dans leur parti tous les Français mécontents des premiers rap-

ports que le nouveau chef de la colonie avait eus avec eux : assurés de cet appui, ils ne dissimulèrent plus les sentiments de mépris et de haine qui les animaient contre Menou.

Les soins auxquels ce général crut devoir se livrer dans les premiers jours de son commandement lui avaient fait perdre de vue la politique extérieure. La note préparée par Kléber en réponse à l'impertinente communication du secrétaire de lord Elgin, le sieur Morier, resta quelque temps dans les bureaux du quartier général sans qu'on songeât à l'envoyer. Menou se décida enfin à la faire expédier après avoir affaibli quelques-unes des expressions énergiques par lesquelles Kléber témoignait toute son indignation de la conduite du personnage diplomatique que cette pièce concernait. Cependant, le grand vizir ayant fait à cette époque quelques démarches pour entamer de nouvelles négociations, Menou les repoussa, et fit écrire au ministre ottoman qu'il devait s'adresser directement au gouvernement français pour tout ce qui concernait des arrangements politiques. On a prétendu que, par cette roideur intempestive, le général français perdit peut-être une occasion favorable d'amener la Porte à d'autres sentiments que ceux qu'elle avait montrés jusqu'alors. L'affectation avec laquelle il parlait ouvertement de l'Égypte comme d'une propriété française, plusieurs actes injurieux dirigés maladroitement contre le grand vizir et le capitan-pacha, achevèrent, dit-on, d'éloigner tout rapprochement dans l'intérêt de l'armée, et l'Angleterre en profita pour resserrer les nœuds de son alliance avec le Grand Seigneur.

Dans le dessein de donner le change sur son incapacité militaire, Menou ordonnait incessamment des mouvements de troupes parfaitement inutiles ; au moindre bruit populaire d'une apparition de Turcs, d'Arabes du désert, il faisait marcher des détachements considérables. Vers le milieu de juillet 1800, la nouvelle s'était répandue que le grand vizir se préparait à quitter la Syrie pour tenter une nouvelle invasion en Égypte ; et lorsqu'il eût été si facile de s'assurer de la vérité et de se convaincre de l'impossibilité où ce généralissime se trouvait alors de rien entreprendre de semblable, Menou, sans informations préalables, se hâta d'envoyer des troupes à Salahieh ; mais

comme il n'y avait point d'approvisionnements sur cette partie de la frontière égyptienne, le détachement français fut forcé de revenir promptement au Caire sans avoir eu d'ailleurs aucune nouvelle de la prétendue marche du grand vizir. 1801 — an IX Égypte.

Cependant le nouveau général en chef ne fut pas longtemps sans s'apercevoir que le nombre de ses ennemis personnels augmentait journellement, et il s'empressa de se faire assez de partisans pour pouvoir être en mesure de résister aux coups qu'on serait tenté de diriger contre lui. Il revêtit ses créatures des principaux emplois, qu'il jugea convenable d'enlever aux amis de Kléber. Ce commencement d'hostilité faillit avoir les suites les plus fâcheuses pour lui et pour l'armée. L'Égypte fut à la veille de devenir le théâtre d'une guerre civile entre les Français, semblable à celle qui suivit la conquête du Pérou par les Espagnols. Les généraux opposés à Menou formèrent le dessein de l'arrêter, comme incapable de remplir le poste qu'il occupait, et de le renfermer dans la citadelle du Caire, en lui donnant pour successeur le général Reynier. Ce projet aurait pu s'exécuter sans obstacle dans les premiers jours qui suivirent la mort de Kléber; mais il ne pouvait avoir lieu dans les circonstances présentes qu'en engageant une lutte sanglante entre les deux partis qui divisaient l'armée. Du moment où il avait vu son autorité menacée, Menou s'était hâté de faire des promotions parmi les officiers supérieurs, et ceux-ci, attachant à la conservation de leur protecteur celle de leur fortune et de leur grade, avaient rangé de leur bord une partie des troupes qui leur obéissaient. Ainsi, tandis que les uns s'exhalaient en menaces contre le général en chef, les autres paraissaient déterminés à le soutenir avec vigueur dans toutes ses opérations. L'acte par lequel on voulait priver Menou de sa liberté allait devenir le signal d'un combat terrible; et déjà les conjurés, fermant les yeux sur les malheurs inévitables dont leur complot devait devenir la source, s'apprêtaient à le mettre à exécution, et avaient même désigné celui d'entre eux qui devait arrêter le général en chef, lorsque celui-ci reçut du premier consul la confirmation du grade que l'ancienneté de ses services lui avait fait obtenir provisoirement : alors dut s'évanouir un projet qui aurait rendu ses auteurs coupables de

1801 — an IX Égypte. rébellion envers le gouvernement français, dont Menou devenait dès cet instant le représentant légal.

C'est au milieu de ces dissensions funestes que s'écoulèrent les premiers mois du commandement de Menou. En opérant des changements dans le personnel de l'armée, ce général introduisit également un grand nombre d'innovations dans l'administration et dans les coutumes du pays, respectées par Bonaparte et par Kléber. Il commença par abolir l'usage de revêtir de *béniches* et de *caffetans* [1] les hommes nommés à un emploi public. Cette cérémonie, dans les mœurs de l'Orient, est regardée comme sacrée et indispensable. Le grand divan d'Égypte, dans lequel Bonaparte avait admis des notables pris dans la nation cophte, et qui était resté dissous depuis le traité d'El-Arich, fut rétabli par Menou. Au lieu de suivre la mesure adoptée par ses prédécesseurs, il arrêta que cette assemblée ne serait composée que de musulmans, dont il se flattait par là de gagner l'affection; mais ceux-ci, peu sensibles aux titres de citoyens, de frères et amis, que Menou leur prodiguait dans ses fréquentes proclamations, n'en parurent pas plus dévoués au général renégat [2].

L'un des usages les plus enracinés dans l'esprit des Orientaux est le *dieh*, ou rachat du sang. Cette coutume, qui a

[1] Vêtements des Orientaux. Nous avons cité ce fait, d'ailleurs peu important, parce qu'il peint mieux que tout autre le caractère étroit et minutieux de Menou.

[2] Menou n'était pas plus versé dans la science du gouvernement qu'il n'était habile dans l'art militaire. On lit, dans le n° 76 du *Courrier d'Egypte*, à la date du 18 thermidor an 8 (6 août), ce passage remarquable, qui rappelle d'une manière frappante le langage des révolutionnaires de 1793 : « L'aristocratie des richesses domine dans cette ville (le Caire) plus peut-être que partout ailleurs, de manière que l'influence des gens puissants y écrase sans cesse le peuple, qui supporte presque tout le poids des impositions. Il entre *puissamment* dans les intentions du général en chef de diminuer, autant que possible, cette influence, et de relever la classe laborieuse des *fellahs*. » Pour hâter l'exécution de ce projet, Menou ordonna, quelques mois après, l'établissement d'un journal ou *Moniteur* arabe, dans lequel il se proposait de faire connaître au peuple ses droits à l'*égalité;* mais cette idée *philanthropique* resta sans résultat, parce que Menou ne put point trouver de rédacteur sachant l'arabe qui s'élevât à la hauteur d'une pareille conception.

longtemps régné en Europe et que la civilisation eut beaucoup de peine à détruire, est un des points sacramentaux de la croyance des musulmans, puisque le prophète l'a consignée dans le *Coran*. Elle consiste à faire payer aux parents d'un homme assassiné, par ceux du meurtrier, une somme d'argent convenue, au moyen de quoi les premiers s'engagent à renoncer à toute poursuite contre les seconds. Cependant, quelque antique et quelque consacré que fût cet usage, Menou résolut de l'abolir par un arrêté, disant qu'étant contraire aux lois divines et humaines il ne pouvait plus subsister sous le gouvernement des Français. Bonaparte et Kléber, qui avaient sans doute autant d'humanité que Menou, avec plus de moyens coercitifs, reconnaissant qu'il est toujours dangereux de heurter trop brusquement les préjugés d'un peuple qu'on veut retenir sous le joug, avaient sagement laissé subsister cet usage. L'arrêté qui défendait le rachat du sang fut à peine publié que les assassinats se multiplièrent d'une manière effrayante, et Menou fut accablé de malédictions par les Égyptiens, qui, ne pouvant plus s'arranger en matière de meurtre, ne cessaient pas de s'égorger par vengeance.

1801 — an IX
Égypte.

Ce fut surtout dans l'administration des finances que Menou signala le plus son goût pour les innovations. C'était sa partie favorite, et il avait la prétention d'en connaître tous les ressorts. Il ne tarda pas à bouleverser et à détruire ce que ses prédécesseurs, guidés en cela par l'habile administrateur Poussielgue, avaient sagement ordonné. Il cumula les fonctions de payeur général avec celles d'administrateur des revenus publics, que l'intérêt d'une comptabilité régulière doit toujours tenir parfaitement distinctes. Ainsi le payeur général Estève fut créé directeur général et comptable des revenus de l'Égypte, et Menou le chargea seul de la perception des impôts en nature, des domaines nationaux, des douanes, des droits affermés, de l'enregistrement et de la monnaie.

Kléber, avant sa mort, avait donné les ordres nécessaires pour former de grands approvisionnements de guerre et de bouche sur divers points de l'Égypte. Il avait voulu qu'il y eût dans la place d'Alexandrie des boulangeries pour la fabrication du biscuit, et toutes les mesures avaient été prises pour

1801 — an IX Égypte. qu'on en préparât au moins pour un an, soit pour les vaisseaux qui partiraient de ce port ou qui y viendraient de France, soit pour l'armée elle-même si elle était obligée de se porter en masse sur cette partie de la côte. Rien n'était plus convenable qu'une pareille précaution, puisque les subsistances avaient été l'un des plus grands obstacles rencontrés jusqu'alors par l'armée dans ses expéditions. Mais le présomptueux Menou, persuadé que, sous son commandement, l'Égypte était désormais à l'abri de toute attaque étrangère, fit cesser les travaux ordonnés par Kléber ; l'ordonnateur en chef Daure voulut en vain faire des représentations à ce sujet; Menou, fatigué, irrité même de l'insistance de cet administrateur, lui ôta l'exercice de ses fonctions, en le nommant inspecteur aux revues, place administrative nouvellement créée en France par le premier consul, et le remplaça par le commissaire ordonnateur Sartelon. Onze commissaires furent supprimés à cette époque sous prétexte d'économie, et se virent forcés d'entrer dans les cadres de l'armée ou d'attendre leur retour en France.

Enfin, comme si le général en chef eût pris à tâche de mécontenter toutes les classes de Français qui se trouvaient en Égypte, la commission des sciences et des arts, cette portion si intéressante de l'expédition, reçut aussi sa part des vexations qu'il prodiguait à ceux qui se montraient contraires à son système oppresseur et désorganisateur. Les ingénieurs des ponts et chaussées ne furent point épargnés. Bonaparte et Kléber ensuite leur avaient laissé une certaine liberté dans leurs opérations; mais Menou se mit en tête de les diriger, et les dispersa dans les provinces, pour lever des plans de canaux dans un moment où les terres d'Égypte étaient couvertes de trois mètres d'eau. Les ingénieurs obéirent; mais il leur fut impossible d'obtenir aucun résultat. La commission avait formé le projet de donner une suite étendue à son premier voyage dans la haute Égypte, et même de pénétrer au delà des cataractes du Nil, pour reconnaître le pays des Barabras, que l'on disait être rempli de monuments curieux d'antiquité. Mourad-Bey, fidèle à son attachement pour les Français, s'intéressait lui-même à cette importante exploration, et promettait de la favoriser par tous ses moyens; mais, après avoir tenu pendant trois mois les membres de la commission

dans une incertitude déplorable, Menou, qui leur accordait ou leur retirait tour à tour la permission de se mettre en route, les découragea tellement par ses ridicules tergiversations qu'ils finirent par abandonner leur projet, en se dispersant en Égypte pour se livrer individuellement aux recherches vers lesquelles les portait leur goût ou leur talent particulier. Ainsi, si la commission française n'a pas entièrement exploré cette terre classique de l'antiquité, si le magnifique ouvrage où se trouvent consignées tant et de si précieuses recherches n'a pas obtenu la perfection dont il était susceptible, l'Europe savante doit en accuser le général Menou.

Il est vraisemblable que Bonaparte avait compté sur le concours des autres généraux pour aider le général en chef de son choix dans l'exercice d'une place au-dessus des moyens qu'il lui reconnaissait; mais lorsque Menou se vit confirmé dans le commandement de l'armée, il ne mit plus de bornes à son caractère haineux et vindicatif. Trop timide toutefois pour oser attaquer ouvertement les généraux qu'il savait être ses ennemis, il se contenta d'abord de faire répandre dans l'armée, par ses affidés, des détails odieux sur les projets des premiers et sur une visite qu'ils lui avaient rendue le 28 octobre. « La fermeté du général en chef, disaient ses complaisants amis, a pu seule le préserver des actes de violence qu'on voulait exercer contre lui. » L'espoir de Menou était que ses adversaires, une fois perdus dans l'opinion du soldat, se détermineraient à quitter l'Égypte; mais l'armée repoussa les insinuations des hommes qui voulaient la priver de ses chefs les plus estimables; les généraux opposés à Menou, forts de l'estime des troupes, s'obstinèrent à garder un poste où leur présence allait devenir bientôt si nécessaire pour empêcher l'entier anéantissement des Français.

Tandis que le général Menou s'enorgueillissait d'une élévation qu'il devait au hasard d'abord et ensuite à ses intrigues auprès du premier consul, les fâcheux inconvénients des mesures administratives innovées par lui commencèrent à se manifester d'une manière inquiétante. Par une imitation maladroite des octrois municipaux de France, il avait établi des droits d'entrée aux portes des principales villes. Le produit de

ces droits couvrant à peine les frais de perception, il fallut avoir recours à des emprunts auprès de la nation cophte, que Menou avait écartée du maniement des revenus publics. Vers la fin du mois de janvier 1801, les caisses, comme les magasins, se trouvaient entièrement vides; et cependant c'est à cette époque que des avis certains annonçaient les efforts faits par les Anglais pour réparer la faute capitale qu'ils avaient commise en empêchant l'exécution du traité d'El-Arich; on fut informé que les troupes britanniques, battues en Hollande par le général Brune et repoussées du Ferrol par les Espagnols, se rassemblaient de nouveau en corps d'armée à Macri et à Rhodes, sur les côtes de la Karamanie. Ces nouvelles, d'abord données par les gens du pays, furent confirmées par le gouvernement français lui-même. Deux frégates, *la Justice* et *l'Égyptienne,* entrées dans le port d'Alexandrie le 3 février 1801, y débarquèrent chacune 300 hommes avec de l'artillerie et des munitions, et apportèrent en même temps au général Menou des détails précis sur les armements faits de concert par l'Angleterre et la Turquie, ainsi que l'annonce de secours considérables que le premier consul se proposait en conséquence de faire passer incessamment en Égypte.

En effet, les soins immenses que Bonaparte était obligé de donner à la paix et à la guerre, qu'il menait de front, ne lui avaient point fait perdre de vue cette armée d'Orient à laquelle il devait une partie de son illustration. De retour à Paris après la bataille de Marengo, il s'était occupé des moyens de la secourir. une escadre de quatre vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates avait été réunie dans le port de Brest, et devait transporter en Égypte des troupes, des munitions et tous les autres approvisionnements jugés nécessaires à l'armée. L'amiral Ganteaume, à qui Bonaparte gardait une vive reconnaissance de l'adresse et du bonheur avec lesquels il l'avait ramené en France, fut choisi par lui pour commander cette expédition, qui appareilla de Brest dans le mois de janvier 1801; mais, dans cette occasion, Ganteaume n'eut pas à se féliciter d'une chance semblable à celle qui lui avait valu la faveur du premier consul: il avait déjà passé le détroit de Gibraltar lorsque la frégate anglaise *le Succès*, qu'il captura sur la côte d'Afrique, lui

apprit qu'une escadre britannique assez forte croisait sur les côtes d'Égypte. L'amiral français n'était point en mesure de disputer la mer aux Anglais : jaloux de conserver à la France les débris de sa marine, il aima mieux rentrer dans le port de Toulon que d'exposer son escadre à une perte presque certaine. A plusieurs reprises, il essaya de se remettre en mer ; mais ce fut toujours sans succès, et le seul parti que la France tira de cet armement dispendieux fut de protéger, comme nous le dirons plus tard, l'expédition conduite par le général Murat contre l'île d'Elbe. Toutefois une des frégates de l'escadre, *la Régénérée*, détachée lors de la première sortie, arriva heureusement à Alexandrie le 1er mars, et y débarqua 200 hommes de la 51e demi-brigade, une compagnie d'artillerie et des munitions de guerre. L'arrivée de cette frégate et du *Lodi*, qui entra le même jour dans le port, ranima les espérances, et redoubla le courage des Français. Ils se flattaient que, ces deux bâtiments étant parvenus en Égypte, l'escadre entière réussirait également à effectuer le débarquement annoncé.

1801 — an IX
Égypte.

Menou fut celui qui embrassa cet espoir avec le plus d'ardeur; et la certitude de recevoir bientôt des secours d'Europe le rendit encore plus insouciant sur les avis qu'on ne cessait point de lui donner de l'armement des Anglais et des Turcs. Il affecta même de dire qu'il savait de science certaine que le vizir seul tenterait une attaque, et que les Anglais ne s'établissaient à Rhodes que pour se rendre maîtres de l'Archipel. Le fidèle Mourad-Bey, mieux éclairé que personne sur les desseins de ceux dont il avait été l'allié et qui n'avaient pas perdu l'espérance de le ramener dans leur parti, ne put tirer lui-même le général français de sa funeste sécurité. Ce chef de mameloucks envoya au Caire Osman-Bey-el-Bardissi pour informer Menou de tous les préparatifs de l'ennemi, et proposer au général en chef de se joindre à lui pour la commune défense. Mourad pouvait donner des détails d'autant plus positifs à cet égard que le grand vizir venait tout récemment de lui faire offrir le titre de médiateur entre les Français et les Turcs, et que, pour mieux connaître les intentions de la Porte, ce bey avait d'abord paru disposé à accepter cette mission.

1801 — an IX
Egypte.

Rien de plus généreux que la conduite du chef des mameloucks, et les secours qu'il promettait à ses nouveaux amis ne pouvaient venir plus à propos. Tout autre que Menou eût fait à l'envoyé de Mourad un accueil proportionné au service que ce dernier offrait de rendre; mais le général renégat, qui semblait en toutes circonstances vouloir agir contradictoirement à ses intérêts, et qui avait conçu pour le bey une jalousie, ou pour mieux dire une haine d'autant plus forte que celui-ci, dans sa correspondance, ne cessait de rappeler avec enthousiasme la profonde estime et l'attachement qu'il avait voués au général Kléber, Menou reçut très-mal Osman-el-Bardissi, et lui laissa même entrevoir qu'il méprisait également les Turcs, les Anglais et les mamelouckes. Loin de s'empresser d'accepter les secours que proposait Mourad, il les refusa avec une espèce de dédain, et renvoya le bey Osman, en le chargeant de dire à son maître qu'il lui défendait de faire aucun mouvement sans un ordre exprès, poussant l'impudence et la folie jusqu'à menacer Mourad du plus sévère châtiment dans le cas où il contreviendrait à cette injonction. Les hommes sensés gémirent de cette conduite impolitique d'un général qui avait tout à ménager, et chacun put prévoir dès lors quelle serait l'issue des événements majeurs qui se préparaient.

L'orage grossissait de plus en plus, et Menou allait bientôt se convaincre de la réalité des dangers dont on le menaçait. Après sa défaite à Héliopolis et sa retraite en Syrie, le vizir Jussuf avait d'abord rassemblé les tristes débris de son armée à Jaffa, et s'était depuis renforcé de toutes les recrues que lui avaient fournies les pachas de Syrie et de l'Asie Mineure. Quoique son armée fût déjà bien supérieure en nombre à celle des Français, la forte leçon qu'il avait reçue dans les plaines de Charqieh le faisait hésiter a se mettre en campagne. Cette indécision durait encore lorsque les Anglais, résolus de tenter un puissant effort pour enlever définitivement aux Français la possession de l'Égypte, relevèrent la confiance du ministre turc en lui offrant d'agir eux-mêmes offensivement : nous avons dit qu'à cet effet ils avaient transporté à grands frais une armée dans l'île de Rhodes pour se joindre aux troupes que le capitan-pacha avait déjà rassemblées sur ce point. Le plan de cam-

pagne adopté par le ministère anglais était tel, qu'il eût fallu le génie d'un Bonaparte ou d'un Kléber pour s'opposer à son exécution. L'armée combinée des Anglais et du capitan-pacha devait opérer un débarquement sur la plage d'Aboukir, tandis qu'une autre escadre anglaise, portant des troupes tirées de l'Inde, agirait dans la mer Rouge pour débarquer celles-ci, soit à Suez, soit à Kosseïr, et que le grand vizir, après avoir franchi le désert, marcherait de nouveau sur le Caire par la province de Charqieh. Ainsi, l'armée française, désunie par le peu de confiance que le plus grand nombre des troupes portait à son chef, disséminée d'ailleurs dans une étendue de près de deux cents lieues, allait être attaquée au moment même où l'incurie et la présomption de Menou n'avaient pas permis de rassembler les moyens et de faire les préparatifs nécessaires pour repousser cette triple invasion. 1801 — an IX Egypte.

Le général français, dans la sécurité où il se plaisait à rester, ne prévoyait guère d'autres dangers pour lui et son armée que ceux qui pouvaient résulter de l'influence maligne du climat, lorsqu'un courrier, envoyé d'Alexandrie par le général Friant, apporta, le 4 mars, la nouvelle de l'apparition d'une escadre ennemie à la hauteur de ce dernier port. Bonaparte et après lui Kléber avaient tracé à leur successeur les mesures à prendre et la marche à suivre dans des circonstances pareilles. On doit se rappeler que Bonaparte, se trouvant aux Pyramides lorsque les Turcs avaient débarqué à Aboukir, sans prendre le temps de retourner au Caire, était accouru à Alexandrie, après avoir toutefois donné des ordres pour que l'armée le rejoignît, à marches forcées, auprès de cette place, et que Kléber avait mis la même promptitude à se rendre à Rahmanieh. Mais le général Menou, qui se piquait de n'imiter en rien ses illustres prédécesseurs, et qui d'ailleurs était loin d'être doué de la même activité, ne pensa même pas à quitter le Caire. Dans la fausse opinion que l'apparition de l'escadre ennemie n'était qu'une démonstration dont le but était d'attirer sur la côte une partie des forces françaises, afin de donner au grand vizir plus de facilité pour pénétrer dans l'intérieur de l'Egypte, le général en chef se contenta d'ordonner au général Reynier de marcher sur Belbeis avec une brigade et l'artillerie

1801 an IX Égypte. de sa division; au général Morand, de se porter sur Damiette avec 500 hommes de la division Rampon; au général Bron, de se diriger sur Aboukir avec le 22e régiment de chasseurs, fort seulement de 230 chevaux. Le reste de la cavalerie dut attendre des ordres à Boulaq. La division Lanusse se mit cependant en marche pour suivre, le lendemain, le mouvement du général Bron; mais, comme si Menou eût craint de laisser trop de troupes au général Lanusse, il lui envoya en route l'ordre de faire rétrograder vers le Caire la 88e demi-brigade, la plus forte de sa division.

Des dispositions aussi décousues ne pouvaient qu'appeler les représentations de chefs habiles, instruits par une longue expérience, et si bien formés à l'école des manœuvres savantes de Bonaparte et de Kléber. Les généraux crurent donc de leur devoir d'éclairer Menou sur les dangers du plan de campagne qu'il semblait vouloir adopter, et sur la nécessité pressante de concentrer ses forces pour les porter en masse contre l'ennemi qui se présenterait le premier; pour toute réponse, l'arrogant et inexpert général leur dit qu'il n'avait point de conseils à recevoir de ses subalternes, et leur intima l'ordre d'obéir. Il faut bien l'avouer, l'assurance et la tranquillité qui régnaient alors au quartier général faisaient assez connaître la confiance du général en chef : on s'y livrait aux plaisirs et aux fêtes comme en pleine paix; on tournait en plaisanterie l'expédition des Anglais, et l'on allait jusqu'à dire qu'il n'y avait point de troupes de débarquement sur les bâtiments signalés à Alexandrie, attendu que les Anglais étaient trop prudents pour s'exposer à une perte certaine, et que les Turcs se souvenaient trop bien de la terrible leçon que leur avait donnée Bonaparte.

Mais cette profonde sécurité fut tout à coup troublée, le 11 mars : la consternation et la stupeur succédèrent à la gaieté et aux jactances. Un second courrier, expédié par le général Friant, apporta au général en chef la double nouvelle du débarquement des Anglais et de l'échec éprouvé par la garnison d'Alexandrie en s'opposant à cette opération.

La flotte ennemie, signalée le 1er mars à l'ouest d'Alexandrie, s'était dirigée, le soir, vers la rade d'Aboukir, où elle était

arrivée dans la nuit [1]. Le général Friant, dont les forces à Alexandrie ne s'élevaient qu'à 1,500 hommes d'infanterie et 180 chevaux, s'était hâté de suivre par terre le mouvement des Anglais, afin de se trouver en même temps qu'eux au point du débarquement et de s'opposer à ce dernier autant que le lui permettrait le peu de troupes qu'il avait à sa disposition. Arrivé sur le terrain, il fit les dispositions suivantes : un bataillon de la 75e, une compagnie de grenadiers de la 25e et un détachement du 3e de dragons, furent placés à la maison carrée d'Edko, sur les bords du lac de ce nom ; les grenadiers et deux bataillons de la 61e, les deux autres bataillons de la 75e, un demi-bataillon de la 51e et un détachement de la 25e, prirent poste à Aboukir, ainsi que des détachements des 18e et 20e de dragons : trois compagnies de la 61e occupaient Rosette et le fort Jullien. Le général Friant avait amené avec lui dix pièces de canon, et n'avait laissé pour la garde d'Alexandrie que les marins et les invalides.

1801 — an IX
Égypte.

La mer, étant devenue houleuse dans la nuit du premier au 2 mars, força les vaisseaux ennemis à s'éloigner de la côte ; mais ils purent s'en rapprocher le 3, et les bâtiments de trans-

[1] La flotte anglaise, commandée par l'amiral Keith, était ainsi composée :

VAISSEAUX.	Canons.	FRÉGATES.	Canons.
Le Foudroyant, amiral	80	L'Ulysse	44
Le Tigre	80	La Pénélope	40
L'Ajax	80	La Flore	36
Le Kent	74	La Florentine	36
Le Northumberland	74	La Dorothée	32
Le Switshure	74	39 autres frégates et autres bâtiments servant de transports.	
8 vaisseaux armés en flûte.			
Une corvette et 3 bricks armés en guerre.			

L'escadre ottomane était composée du *Sultan-Selim*, vaisseau à trois ponts de 110 canons, de cinq vaisseaux de 74, et de 8 corvettes.

L'armée de terre, embarquée sur la flotte anglaise, était forte de dix-sept mille cinq cents hommes, et s'éleva ensuite, par l'arrivée de plusieurs convois successifs, à vingt-trois mille quatre cents hommes.

Le capitan-pacha avait sur ses bâtiments six mille Albanais et janissaires.

Sir Ralph Abercromby commandait l'armée anglaise, et avait sous ses ordres le lieutenant général sir Hely Hutchinson, les généraux-majors Ludlow, Coote, Kraddock, lord Cavan, Moore, les brigadiers généraux Doyle, Stuart, Finch et Lawson.

1801 — an IX Égypte. port mouillèrent en partie dans la baie d'Aboukir. Vers le soir, trois bâtiments légers tentèrent une reconnaissance sur le lac Madieh, et mirent à terre une compagnie d'infanterie; mais les grenadiers de la 61e, accourus vers ce point, culbutèrent le détachement ennemi, lui tuèrent une vingtaine d'hommes, et firent prisonnier un officier du génie qui le commandait. Ce premier échec parut décourager les Anglais, et, quoique assurés de leur supériorité, ils restèrent cinq jours sans oser hasarder un débarquement.

Enfin, le 8 mars (17 ventôse), à la pointe du jour, une multitude de chaloupes et d'embarcations se dirigèrent vers la côte, entre l'ouverture du lac Madieh et le fort d'Aboukir. Pour garantir ses troupes du feu des canonnières ennemies, disposées en avant et sur les flancs des embarcations, le général Friant avait disposé ses soldats derrière des dunes ou mamelons de sable, vis-à-vis de la partie menacée. L'ennemi s'avança en très-bon ordre sur une ligne très-étendue, les rameurs nageant vigoureusement debout, tandis que les soldats étaient couchés dans les canots. Cette ligne mit tant de prestesse et de régularité dans ses mouvements, que 6,000 hommes, sous les ordres du général-major Ludlow, débarquèrent à la fois et au même instant sous la protection des chaloupes canonnières, qui faisaient un feu très-vif et continu ; celui de l'artillerie du fort et de la côte, de l'infanterie placée derrière les mamelons, ne put troubler l'opération.

Toutefois, malgré la grande supériorité des forces ainsi débarquées, et les continuelles bordées des chaloupes canonnières de l'ennemi, le général Friant ordonna à la 61e de se déployer et d'attaquer vivement la gauche des Anglais ; ce qui fut exécuté de la manière la plus valeureuse : les grenadiers de cette demi-brigade, après avoir culbuté tout ce qui se trouvait devant eux, arrivèrent jusqu'aux embarcations, dont plusieurs tombèrent en leur pouvoir.

Pendant que ceci se passait à la gauche de l'ennemi, les deux bataillons de la 75e attaquaient la droite avec la même intrépidité, en marchant au pas de charge et refoulant sur la ligne anglaise tous les tirailleurs ; mais, arrivés à la hauteur d'une division de chaloupes canonnières ennemies, ces deux bataillons

essuyerent un feu terrible de mitraille que secondait celui de mousqueterie fait au même instant par les troupes anglaises. La 75e, trop maltraitée par ce feu combiné, fut obligée de faire un mouvement rétrograde : elle avait perdu une centaine d'hommes. 1801 — an IX Égypte.

Afin de réparer ce premier échec de sa gauche et de soutenir les deux bataillons qui s'étaient reformés et marchaient une seconde fois à l'ennemi, Friant fit avancer l'escadron du 18e de dragons, et lui ordonna de charger le flanc droit de la ligne anglaise, qui se trouvait à découvert par le mouvement qu'elle venait de faire en avant. Cette charge n'ayant pas été exécutée sur le point indiqué, parce que l'escadron se porta vers le centre au lieu de marcher sur l'extrémité de l'aile droite ennemie, les dragons furent obligés de se replier après avoir perdu quelques-uns de leurs plus braves officiers. La 75e, ne pouvant pas plus tenir que la première fois contre le double feu des chaloupes canonnières et de la ligne anglaise, vint prendre en arrière une position qui lui masquait au moins le feu venant de la mer.

A la droite des Français, la 61e combattait toujours avec avantage ; mais l'ennemi ayant détaché une partie de ses forces pour renforcer sa gauche qui cédait le terrain, la brave demi-brigade, malgré tous ses efforts et malgré la charge brillante d'un escadron du 20e régiment de dragons, fut obligée de reculer à son tour. Le général Friant avait à ce moment plus du tiers de son monde hors de combat, et il voyait une seconde ligne de chaloupes et de canots prêts à mettre de nouvelles troupes à terre. N'espérant plus alors avec ce qui lui restait de combattants forcer des troupes si nombreuses et si disproportionnées, il jugea à propos d'ordonner la retraite, qui se fit en bon ordre, en contenant l'ennemi et emmenant tous les blessés. Le combat avait duré depuis sept heures jusqu'à près de dix heures du matin. Le général Friant prit position en avant d'Alexandrie, sa droite appuyée au lac Madieh et sa gauche à la mer. Les Anglais s'avancèrent alors sur la hauteur qui domine le village d'Aboukir, commencèrent l'investissement du fort, et poussèrent leur avant-garde jusqu'au défilé de l'Embarcadère.

Si les Anglais réussirent à opérer leur débarquement, ils durent ce succès à la grande quantité de leurs embarcations, qui, leur permettant d'embrasser presque toute la largeur de la

1801 — an IX Égypte. baie d'Aboukir, leur donnaient ainsi la facilité de débarquer plus de 6,000 hommes à la fois sur une ligne que le petit nombre de troupes françaises ne pouvait pas défendre complétement. Toutefois, malgré cette disproportion, et n'ayant, pour répondre au feu violent des chaloupes canonnières, que dix pièces de campagne, le général Friant balança longtemps l'avantage, et si la gauche n'eût pas été forcée d'agir à découvert et sous le feu des canonnières ennemies, il est douteux que l'armée anglaise eût achevé son opération.

Parmi les braves qui se distinguèrent en cette occasion, il convient de signaler les deux chefs de brigade de la 61e et de la 75e, Dorsenne-Lepaige et Lhuillier [1]. L'armée eut à regretter l'adjudant général Martinet, officier de marine, passé dans le service de terre après le combat naval d'Aboukir; les chefs de bataillon Sonneville et Vilain, ainsi que plusieurs autres officiers estimés. Parmi les blessés se trouvaient le chef d'escadron Leclerc, du 18e de dragons, les capitaines Boyeldieu [2] et Bodelin, de la 61e. La perte des Français était d'environ 400 hommes; celle de l'ennemi fut plus considérable, et les Anglais eux-mêmes l'estimèrent de 1,000 à 1,200 hommes.

Le général Friant avait donné dans cette affaire de nouvelles preuves de l'intrépidité et du talent que nous avons eu déjà tant d'occasions de signaler dans la campagne de la haute Égypte, à la bataille d'Héliopolis et pendant le siége du Caire. La position qu'il prit devant Alexandrie, reconnue par les officiers de l'état-major anglais, fut jugée inattaquable par le général Abercromby, commandant en chef l'armée britannique. Celui-ci établit son camp sur deux lignes : la première au milieu d'un bois de palmiers, à l'extrémité de la plaine et à cheval sur la route qui conduit à Alexandrie; la seconde sur des hauteurs qui se prolongent de la mer au lac Madieh. Dès le soir même du 8 mars, il s'occupa, de concert avec l'amiral Keith, de faire passer dans le lac un grand nombre de bâtiments légers armés d'artillerie, pour battre en flanc et en arrière la position de l'Embarcadère ou Maison carrée, gardée par un

[1] Depuis lieutenant général, etc.

[2] Mort lieutenant général, etc.

détachement. Le général Friant, ne jugeant plus ce poste tenable par suite de la nouvelle disposition de l'ennemi, fit retirer ses troupes un peu plus en arrière, afin de mieux couvrir la place d'Alexandrie, restée, comme nous l'avons dit, pendant huit jours, sans autre garnison que des marins tirés des bâtiments qui se trouvaient dans le port, et des dépôts de quelques corps, entièrement composés d'hommes invalides.

La nouvelle du débarquement des Anglais répandit une certaine terreur dans la ville du Caire, et il ne fallut rien moins que cet événement pour faire enfin sortir le général en chef de l'espèce de léthargie dans laquelle il paraissait plongé. Il reconnut, mais trop tard, la faute impardonnable qu'il avait commise en ne faisant point marcher sans délai toutes les troupes disponibles, au premier avis qu'il avait reçu du général Friant, et en les retenant pendant sept jours au Caire. Il est évident que si Menou se fût porté avec les troupes qu'il avait sous sa main sur Alexandrie, ce corps, réuni à la garnison de cette place, formant un total de 10,000 hommes avec cinquante pièces de canon, il aurait pu facilement empêcher les Anglais de débarquer sur la plage d'Aboukir, où ils eussent été prévenus par ce mouvement rapide.

Nous avons dit que Menou avait cependant envoyé au secours du général Friant le général Lanusse avec une partie de sa division, et le général Bron avec le 22e de chasseurs à cheval. Ces troupes arrivèrent successivement à Alexandrie, depuis le 9 jusqu'au 11 mars.

Ce même jour, Menou se détermina à mettre en mouvement le reste des troupes qui se trouvaient au Caire, en les dirigeant à marches forcées sur Rahmanieh. Les généraux Rampon et Reynier durent aussi prendre la même direction : le général en chef, en partant, prit le soin d'informer officiellement le divan, les administrations, l'Institut, etc., des événements qui nécessitaient sa présence sur la côte, en donnant l'assurance solennelle qu'il allait culbuter dans la mer les nouveaux ennemis qui se présentaient, et qu'il serait de retour sous peu de jours. Le général Belliard resta au Caire avec la 9e demi-brigade, forte seulement de 950 hommes. A cette époque, le général Donzelot était dans la haute Égypte avec 600 soldats. Les gar-

nisons de Salahieh, de Belbeis, de Suez, de Lesbeh et de Bourlos, fortes chacune d'à peu près une centaine d'hommes, eurent ordre de rester à leur poste.

Pendant que les nouvelles dispositions du général Menou s'exécutaient à la hâte, l'armée anglaise avait étendu sa position. Le 12 mars, elle fit un mouvement pour se porter en avant. Les 12,000 hommes qui la composaient alors se formèrent sur trois colonnes : l'une s'avança le long du rivage de la mer, une autre en suivant les bords du lac Madieh ; une troisième marchait au centre.

Le général Friant ne douta point que l'intention de l'ennemi ne fût de couper la communication d'Alexandrie à Birket, par où devaient arriver les troupes du Caire ; et comme il se trouvait à la tête de 4,000 hommes, au moyen des renforts qu'il venait de recevoir, il résolut d'empêcher l'ennemi d'exécuter son projet. Quittant sa position en avant d'Alexandrie, il vint occuper les hauteurs qui s'étendent perpendiculairement de la mer jusqu'à l'extrémité du lac Madieh. Le général Lanusse, avec les troupes de sa division, occupait par sa gauche la position du camp des Romains, et sa droite s'étendait jusqu'au chemin d'Aboukir. Une partie de la division Friant, sous les ordres du général Delegorgue, s'étendait jusqu'à la digue entre le lac Madieh et le lac Mareotis ; enfin la brigade de cavalerie du général Bron était placée en seconde ligne, et masquée en partie par des hauteurs.

L'intention de Friant était d'attendre l'ennemi dans cette position, et de s'y défendre avec opiniâtreté. Pendant ce mouvement que venait de faire le général français, les Anglais avaient continué le leur, et s'étaient avancés, dans l'ordre qui a été dit, jusque sur les hauteurs de la Maison carrée, qui s'étendaient parallèlement à environ une demi-lieue de la ligne occupée par les Français. Les deux partis restèrent en présence le reste du jour et la nuit suivante.

Le 13, au soleil levant, l'armée ennemie s'ébranla de nouveau dans le même ordre que la veille, à l'exception qu'elle était disposée sur deux lignes : les chaloupes canonnières passées dans le lac Madieh, et celles qui étaient sur la mer, soutenaient les deux flancs des Anglais en inquiétant ceux des

Français. Le vif desir qu'avait le général Lanusse d'en venir aux mains avec l'ennemi lui fit porter en avant la 4e demi-brigade légère, soutenue par de l'artillerie, pour attaquer les Anglais, qui parurent d'abord ébranlés par cette première agression. Profitant de ce moment d'hésitation, Lanusse fit charger le 22e de chasseurs et bientôt après le 3e de dragons. Le choc de cette cavalerie culbuta la première ligne ennemie, et 2 ou 300 hommes furent faits prisonniers; mais le général Abercromby fit avancer sa seconde ligne, rétablit le combat, et repoussa la cavalerie, ainsi que la 4e légère. Le général Lanusse, continuant à marcher avec le reste de son infanterie, soutint à son tour les efforts de l'ennemi, et réussit d'abord à le maintenir. 1801 — an IX Égypte.

Pendant cet engagement de sa gauche, le général Friant avait fait avancer la droite, composée des 25e, 61e et 75e demi-brigades. Le combat s'établit sur toute la ligne, et dura quelque temps avec un égal acharnement. La 61e, qui tenait l'extrême droite, ayant fait quelques progrès, cessa son feu de mousqueterie, et se porta au pas de charge sur la gauche de l'ennemi, qui venait de s'écarter un peu du rivage du lac Madieh; mais, à ce moment, la gauche des Français commença à plier, et le général Friant jugea convenable d'arrêter le mouvement de la 61e, et de se retirer dans la première position qu'il occupait, le 11, devant Alexandrie. Les Anglais s'avancèrent jusqu'au dernier pont du canal d'Alexandrie, dont ils ne purent s'emparer, et formèrent deux nouvelles lignes de retranchements, l'une auprès de ce pont, et l'autre en avant de la maison dite de l'*ambulance*. Trop faible pour chercher désormais à repousser ses adversaires, puisqu'il venait d'avoir encore dans cette dernière affaire 720 hommes hors de combat, le général Friant ne put point empêcher l'ennemi d'occuper le hameau de Bedah sur le canal d'Alexandrie, ce qui rendit les Anglais maîtres de la partie de ce canal entre la pointe du lac Madieh et le hameau. Ils travaillèrent aussitôt à fortifier leurs retranchements et à élever des redoutes hérissées d'artillerie. Le 11 mars, les Anglais attaquèrent le fort d'Aboukir, par terre et par mer, avec trente-six bouches à feu, dont vingt et un mortiers et obusiers. Le chef de bataillon du

1801 — an IX Égypte. génie Vinache, après avoir fait tout ce qu'il était possible de faire pour conserver le plus longtemps possible un poste aussi important, se vit dans la nécessité de capituler le 18, c'est-à-dire au bout de sept jours complets de bombardement non interrompu, qui, sur une surface très-resserrée et sans abri, avait facilement et bien promptement anéanti tous les moyens de défense. La garnison d'Aboukir n'était composée que de 144 hommes. Il n'y avait sur le front de terre que quatre pièces; savoir, deux du calibre de 24, et deux de 8, les seules qui aient pu servir pour la défense du fort. Avec des ressources aussi faibles, la résistance du commandant Vinache ne pouvait pas être plus prolongée; sa conduite, en cette circonstance, fut à l'abri de tout reproche.

Sur ces entrefaites, les généraux Friant et Lanusse, inquiets de ne pas voir arriver à leur secours le reste de l'armée française, firent partir un bâtiment pour informer le gouvernement français de l'état actuel des choses, et pour prévenir l'amiral Ganteaume, qu'ils supposaient en route vers l'Égypte, de la position de la flotte anglaise.

Cependant le général Menou, parti le 11 mars du Caire, était arrivé le 13 à Rahmanieh; il s'y reposa le 14; marcha le 15 sur Damanhour, où il fut rejoint par les généraux Reynier et Rampon; séjourna dans cette dernière ville le 16; et n'arriva au camp sous Alexandrie que le 18 au soir. Une marche aussi lente, lorsque l'ennemi se renforçait chaque jour dans sa position par les secours qu'il tirait de sa flotte, était assurément une faute aussi capitale que celle d'être resté au Caire pendant sept jours apres avoir reçu la première dépêche du général Friant; mais le danger commun avait réuni tous les esprits, et, loin d'incriminer la conduite de son général en chef, toute l'armée, remplie de zèle et de dévouement, sembla vouloir prouver à Menou qu'il pouvait compter sur elle et se promettre la victoire, s'il secondait une telle disposition par sa fermeté et quelques talents militaires.

Malheureusement, pour battre les Anglais comme Bonaparte avait écrasé les Turcs dans une circonstance à peu près pareille, il eût fallu que le chef actuel de l'armée d'Orient possédât les moyens personnels qui entraînent un succès

décisif. Menou, reconnaissant toute son insuffisance à cet égard, fit inviter indirectement le général Lanusse à lui communiquer ses idées sur un plan de bataille. Il s'adressait de préférence à ce général, parce qu'il pouvait colorer cette démarche du prétexte que Lanusse, longtemps commandant supérieur d'Alexandrie, devait mieux connaître qu'aucun autre les localités; celui-ci, qui voulait bien oublier en ce moment l'injure que Menou lui avait faite en lui retirant ce même commandement d'Alexandrie, se concerta avec Reynier, et les deux généraux envoyèrent leur travail au général en chef, qui s'empressa d'en faire aussitôt l'objet d'un ordre du jour.

1801 — an IX
Égypte.

Reynier et Lanusse étaient d'avis d'attaquer sans délai l'armée anglaise : « Une victoire, disaient-ils, remportée sur l'armée anglaise assurait la possession de l'Égypte; elle donnait les moyens d'arrêter la marche du grand vizir et celle du corps anglais qui, venant de l'Inde, se disposait à débarquer sur la côte de la mer Rouge. Un échec ne pouvait pas rendre la position des Français plus mauvaise que si, restant en présence de l'armée débarquée à Aboukir, on temporisait et on consommait les faibles approvisionnements rassemblés à Alexandrie, tandis que l'armée du vizir, répandue dans l'intérieur, aurait le temps de s'emparer de Damiette, de Salahieh et des autres petits forts, d'en égorger les faibles garnisons, d'en soulever les habitants, etc. Il ne fallait pas non plus laisser à l'armée anglaise le temps de recevoir des renforts et de se fortifier davantage...... Si le lac Maréotis avait été praticable dans cette saison, il aurait mieux valu retarder l'attaque, afin d'essayer par un mouvement rétrograde d'engager les Anglais à se diviser pour faire le siége d'Alexandrie, et de les attirer ainsi sur un champ de bataille plus étendu, où l'armée française, profitant de sa supériorité en artillerie légère et en cavalerie, aurait pu s'assurer la victoire; mais le sol marécageux du Maréotis s'opposait à ce dessein..... Les ennemis étaient tellement supérieurs en nombre et dans une si bonne position qu'il n'y avait pas grande apparence de succès; on ne pouvait guère en attendre que d'un coup de vigueur sur une de leurs ailes. » Les dispositions furent faites en conséquence dans la journée

1801 — an IX Égypte. du 20 mars, et Menou décida que la bataille aurait lieu le lendemain.

La position de l'armée anglaise n'avait pas plus de trois cents toises de développement : les deux ailes, appuyées, la droite à la mer, la gauche au lac Madieh, étaient flanquées par des chaloupes canonnières ; l'extrême gauche était en outre fortifiée par des redoutes construites sur la digue du canal d'Alexandrie, et couvertes par des étangs ou des marécages. Des redoutes placées sur les hauteurs occupées par le centre de l'armée prenaient des revers sur toute cette gauche, et le centre était également flanqué par la position de l'aile droite, et par une redoute élevée à côté de l'ancien camp des Romains. Tous ces ouvrages renfermaient une nombreuse artillerie : les troupes étaient campées derrière sur deux lignes ; une réserve était en troisième ligne ; l'attaque seule de la droite était praticable : on pouvait espérer de la culbuter par un grand effort, et de la déborder par la marche supérieure de l'infanterie française ; de faire agir ensuite toutes les troupes sur le centre, tandis que l'aile gauche serait occupée par une fausse attaque ; de profiter enfin du moment favorable pour décider le succès avec la cavalerie, et acculer les ennemis sur le lac Madieh.

L'armée française n'était forte que de 8,350 hommes d'infanterie et 1,380 chevaux, avec quarante-six pièces d'artillerie. L'armée anglaise s'élevait à 16,000 hommes d'infanterie, 200 chevaux, douze pièces de canon attelées, et trente en position dans les redoutes, sans compter celles des chaloupes canonnières.

Le 21 mars, les troupes françaises prirent les armes entre trois et quatre heures du matin, et vinrent se former en bataille à deux cents pas en avant du camp qui se trouvait au delà de la porte de Rosette.

Le général Reynier commandait l'aile droite, formée de sa division (13e et 85e demi-brigades) et de celle du général Friant (25e, 61e et 75e).

Le centre, commandé par le général Rampon, était formé par une colonne aux ordres du général Destaing, et composée de la 21e demi-brigade légère, de deux compagnies de grenadiers de la 25e de ligne, et des grenadiers de la légion grecque.

et par une partie de la division Rampon (la 32e de ligne et trois compagnies de la 2e légère).

Le général Lanusse, commandant l'aile gauche, avait sous ses ordres la 4e légère, les 18e, 69e et 88e de ligne, et devait commencer l'attaque. En conséquence, il forma les deux brigades des généraux Silly et Valentin en colonnes serrées, pour les déployer ensuite au delà de la grande route et du camp des Romains, lorsqu'il aurait emporté les retranchements de la droite des Anglais. La première de ces colonnes devait marcher directement sur la redoute, et la deuxième suivre le bord de la mer, et passer entre elle et le camp des Romains. Le centre, formé sur deux colonnes, devait seconder le mouvement du général Lanusse.

Le général Reynier, refusant d'abord un peu l'aile droite qu'il commandait, jusqu'à ce que l'action fût vivement engagée par la gauche, devait se déployer entre les étangs qui couvraient la gauche des Anglais et le centre français, pour attaquer celui des ennemis; il devait aussi détacher un corps pour attaquer la gauche des Anglais, et les empêcher de porter sur Alexandrie des troupes dont leur grande supériorité leur permettait de se priver sur leur ligne. Ce détachement devait être soutenu par le général Bron, détaché lui-même avec deux régiments dans le bassin du lac Maréotis, et secondé par une fausse attaque faite par le corps des dromadaires sur le canal d'Alexandrie du côté de Bédah : on pouvait d'autant mieux espérer que cette fausse attaque retiendrait les troupes ennemies, que les Anglais ignoraient la réunion de l'armée française à Alexandrie, et qu'ils pouvaient craindre d'être attaqués du côté de Rahmanieh, ce qui donnait l'avantage d'agir sur leur droite avec égalité de forces. La cavalerie devait rester en seconde ligne derrière l'infanterie, jusqu'à ce que le général Lanusse eût enfoncé la droite des Anglais, et que le général Roize, qui commandait la cavalerie française, pût saisir l'instant de ce désordre pour décider la victoire par une charge à fond, poussée avec la dernière vigueur.

Le régiment des dromadaires attaqua un peu avant le jour une redoute élevée près du canal d'Alexandrie, s'en empara, y fit 20 prisonniers, et tourna sur-le-champ les deux pièces dont

1801 — an IX
Égypte.

elle était armée sur les retranchements les plus voisins, pour attirer l'attention de l'ennemi sur ce point. A ce moment, le général Lanusse s'ébranlait lui-même, ainsi que les autres colonnes du centre et de la droite. Une compagnie de carabiniers de la 4e légère s'empara également d'une des redoutes de la droite ennemie, sous le feu de l'artillerie de la première ligne et des chaloupes canonnières. Déjà la brigade Silly, marchant sur la grande redoute, venait de faire mettre bas les armes à un détachement anglais, lorsque le général Lanusse s'aperçut que la colonne du général Valentin avait quitté le bord de la mer, et s'était dirigée dans le rentrant de la redoute et du camp des Romains, où les feux croisés de l'ennemi la retenaient en arrière. Lanusse se porte sur ce point, encourage la troupe française, et la fait avancer sur l'ennemi; mais dans le moment où il anime ainsi les soldats de sa voix et de son exemple, ce digne général, l'un des plus habiles et des plus distingués de l'armée d'Orient, est atteint à la cuisse d'un boulet parti des chaloupes canonnières. Quatre grenadiers veulent l'enlever du champ de bataille; mais un second boulet vient emporter deux de ces braves. Cet événement mit le désordre dans la brigade Valentin : l'élan que lui avait communiqué le général Lanusse se ralentit; et le feu toujours plus violent de l'ennemi force les soldats à se disperser derrière les mamelons. Sur ces entrefaites, la 4e légère, qui formait la tête de la brigade Silly, rencontra vers l'angle de la grande redoute la 32e demi-brigade, qui, dans l'obscurité, s'était dirigée un peu trop à gauche. Ces deux corps, par une méprise funeste, se chargèrent un moment sans se reconnaître, et cet accident entraîna une confusion qui arrêta l'ardeur des soldats. Il fallut quelque temps pour rétablir l'ordre dans les deux colonnes.

Cependant le général Rampon, après avoir rallié la 32e, si habituée à la voix de son intrépide chef, se précipita au pas de charge sur la première ligne des Anglais; il fut repoussé par le feu terrible qui partait de cette ligne, eut deux chevaux tués sous lui, ses habits percés de balles, et nombre d'hommes hors de combat. L'adjudant commandant Sornet, en marchant aussi sur l'ennemi avec les trois compagnies de carabiniers de la 2e légère, fut blessé mortellement et la co-

lonne qu'il commandait ne put pénétrer malgré les plus héroïques efforts. Le général Destaing, qui avait suivi la route d'Aboukir, s'était dirigé dans l'intervalle de la droite et du centre de la première ligne anglaise, afin d'attaquer la seconde; mais, accueilli par un feu des plus meurtriers, il tomba un des premiers, ainsi que le chef de bataillon Hausser, qui commandait la 21e demi-brigade légère, et qui eut la cuisse emportée par un boulet. Cette demi-brigade se trouva ainsi sans chef au milieu de l'armée ennemie; un régiment, détaché pour lui couper la retraite qu'elle effectuait en bon ordre, réussit seulement à entourer le troisième bataillon, presque entièrement composé de cophtes, et le fit prisonnier; 30 hommes, qui gardaient le drapeau de ce bataillon, se firent tous tuer avant qu'il tombât dans les mains des Anglais. Le général de brigade Eppler, qui avait marché un peu plus à droite avec les grenadiers de la 25e et ceux de la légion grecque, accourut au secours de la 21e pour la dégager; mais il fut grièvement blessé, et ses grenadiers repoussés avec perte. Il est facile de remarquer que toutes ces petites colonnes, qui formaient le centre de l'armée française, n'auraient point dû s'avancer ainsi avant d'avoir leur gauche appuyée par la prise de la grande redoute.

Pendant cette attaque, dont l'insuccès décidait, pour ainsi dire, du sort de la bataille, comme on peut en juger d'après l'exposé du plan tracé par les généraux Reynier et Lanusse, le général Menou se promenait tranquillement derrière l'armée, et paraissait ne donner qu'une attention médiocre à ces mouvements, se reposant, sans doute, sur l'habileté des généraux qui les dirigeaient et sur la valeur des troupes qui les exécutaient. L'aile droite française n'avait point encore donné, et il était instant de la faire mouvoir de manière à ce qu'elle pût au moins protéger la retraite des autres corps. Le général Reynier, voyant que Menou ne lui faisait parvenir aucun ordre, prit sur lui de tenter une attaque sur l'aile droite des Anglais. Laissant donc le général Damas avec la 13e demi-brigade de ligne entre les deux étangs, pour occuper la gauche, et pousser des tirailleurs vers le canal d'Alexandrie, Reynier ordonna au général Friant de marcher vers la droite ennemie, et à l'artillerie légère de se porter en avant pour éteindre le feu des redoutes; lui-même s'avança sur

1801 — an IX Egypte. un des mamelons voisins de la grande redoute pour bien reconnaître les dispositions de l'ennemi et celles qu'il convenait de prendre pour attaquer les Anglais avec avantage : ceux-ci, qui s'étaient aperçus que les principaux efforts des Français étaient dirigés contre leur droite, venaient d'y faire marcher leur réserve. Le général Hutchinson, qui commandait l'aile gauche anglaise, forte de 6,000 hommes, ne fit aucun mouvement, quoiqu'il n'eût devant lui que les 800 hommes de la 13e demi-brigade aux ordres du général Damas, 350 chevaux des 7e de hussards et 22e de chasseurs, et 100 dromadaires.

Sur ces entrefaites, le général Menou, qui, comme nous venons de le dire, n'avait encore pris aucune part à l'action, jugea qu'il était de son devoir d'ordonner au moins une manœuvre, et, s'étant porté vers la réserve de cavalerie, commandée par le général Roize, il lui intima l'ordre de charger. Cette charge intempestive, que Menou seul, en raison de son inexpérience, pouvait regarder comme un mouvement décisif, provoqua les représentations du général Roize : celui-ci s'efforça de démontrer au général en chef toute l'imprudence d'une pareille tentative, qui allait priver l'armée d'une réserve importante, en la faisant détruire inutilement; Menou n'écouta rien, et il fallut exécuter son ordre absurde. La cavalerie, en passant dans les intervalles des 61e et 75e demi-brigades, arrêta la marche de ces deux corps, et jeta quelque confusion dans leurs rangs. Le général Reynier, après s'être convaincu qu'on ne pouvait pas réorganiser une attaque avec les troupes des généraux Lanusse et Rampon, revenait joindre le général Friant, lorsqu'il rencontra cette cavalerie du général Roize, dont les premiers pelotons étaient déjà sous le feu de l'infanterie anglaise : il était trop tard pour arrêter cette charge inutile. Le général Roize aurait perdu en restant en place autant de monde qu'en achevant son mouvement : Reynier se borna donc à accélérer celui de l'infanterie. Mais déjà le général Silly avait eu la cuisse emportée; plusieurs chefs de corps étaient hors de combat : il ne restait aux troupes de la gauche et du centre des Français aucun chef qui pût remédier au désordre dans lequel elles se trouvaient. Le général Baudot venait d'être blessé mortellement en conduisant la 85e demi-brigade ; enfin il était impossible

de soutenir le général Roize, et la malheureuse cavalerie allait être victime de l'impéritie du général en chef, qui la faisait mouvoir si mal à propos. 1801 — an IX Égypte.

L'intrépide Roize, après avoir reçu l'ordre de charger la ligne anglaise, avait dit aux braves qu'il commandait : « Mes amis ! on nous envoie à la gloire et à la mort, marchons ! » La charge fut terrible, et tous les cavaliers français y développèrent une valeur surnaturelle que les difficultés excitaient encore. La première ligne, commandée par le général Boussard, et formée des 3e et 14e régiments de dragons, chargea la ligne ennemie qui était en arrière de la grande redoute. Le 14e régiment, arrêté par le fossé creusé sur le fond du camp anglais, fut obligé de le tourner ; mais l'infanterie ennemie fut culbutée, et toute cette première ligne forcée de se retirer sous la protection du feu de la seconde. Toutefois, les décharges multipliées de l'artillerie des redoutes, qui prenaient les cavaliers français à revers, et le feu non moins meurtrier de la seconde ligne, ayant mis bientôt hors de combat un grand nombre d'officiers et de dragons, le général Boussard crut devoir ordonner la retraite, et il fut lui-même atteint de deux balles qui le renversèrent de son cheval. L'infanterie anglaise reprit alors l'offensive, et fut renforcée par la réserve. Le général Roize, voyant sa première ligne repoussée, s'avança avec la seconde, entama la charge en désespéré, et pénétra jusque dans le camp de la seconde ligne anglaise, en sabrant et renversant tout sur son passage : les Anglais étaient dans une telle épouvante, qu'ils se jetaient ventre à terre, et rampaient jusqu'à leurs tentes pour y chercher un refuge ; mais un obstacle imprévu arrêta le terrible élan des cavaliers français et causa leur perte, au moment où ils poussaient déjà des cris de victoire. Les Anglais avaient creusé des *trous de loups* dans leur camp et l'avaient parsemé de chausse-trapes ; les cordages et les piquets des tentes étaient en outre croisés entre eux : les chevaux lancés avec impétuosité devaient s'abattre dans ces trous ou s'embarrasser dans ces piquets et dans ces cordes. Le général Roize, parvenu sur un terrain si difficile, sans espoir de s'en tirer, mit pied à terre, se battit en lion, et fut tué lui et les vaillants cavaliers qui ne l'avaient point quitté. Dans cette mêlée épouvantable, un officier de dragons, après avoir fait

1801. — an IX Égypte. mordre la poussière à tous les soldats ennemis qui l'entouraient, pénétra jusque dans la tente du général Abercromby, engagea une lutte corps à corps avec ce chef de l'armée anglaise, et lui porta des coups si terribles qu'il en mourut quelques jours après. Les débris de la cavalerie française se retirèrent en désordre, et vinrent se reformer derrière l'infanterie.

La destruction de cette réserve ne laissait plus aucune chance de succès : il n'y avait plus d'autre parti à prendre que celui de la retraite, pour éviter des pertes plus considérables et pour réorganiser les corps. Cependant, le général Reynier[1], dont les troupes restaient seules en présence de l'ennemi, attendit pendant plus de quatre heures les ordres du général en chef : il s'était rendu lui-même auprès de ce dernier, et lui avait envoyé ensuite plusieurs officiers sans pouvoir obtenir aucune réponse. Pendant ce temps, les deux divisions Reynier et Friant demeuraient sous le feu des lignes et des batteries ennemies, et perdaient du monde à chaque instant; les munitions de l'artillerie étaient épuisées; les Anglais avaient fait avancer quelques bataillons qui prirent en flanc la 4e demi-brigade légère et la forcèrent d'abandonner les mamelons qu'elle occupait. Les tirailleurs qui étaient sur la redoute enlevée furent également contraints de se retirer.

Enfin, après avoir passé tant de temps dans la plus étrange indécision, Menou se détermina à ordonner la retraite, qui s'effectua en si bon ordre que les Anglais n'osèrent pas même sortir de leurs retranchements, et l'armée reprit, en avant d'Alexandrie, la position qu'elle occupait avant la bataille. Le général en chef, décidé à se tenir désormais sur la défensive, fit fortifier une grande ligne, dont la droite s'appuyait au canal et la gauche à la mer. La perte des Français, dans cette déplorable journée du 21 mars, fut de 800 morts, 400 prisonniers et 200 blessés : perte énorme pour une armée dont la force n'était pas moitié de celle de l'ennemi !

Les plus vives inquiétudes agitaient les Français qui étaient

[1] Quelques relations accusent ce général d'avoir cédé, en cette occasion, à l'esprit de haine et de parti; c'est une calomnie aussi absurde que celle d'un écrivain contemporain, qui a osé avancer que le général Roize avait sacrifié la cavalerie et s'était fait tuer par le même motif.

restés au Caire. L'impatience devançait les courriers qu'on attendait; l'ardent désir qu'on avait d'une victoire en faisait annoncer la nouvelle, bien qu'on n'eût encore reçu aucun détail; mais le 23 mars étant arrivé sans qu'il fût parvenu de dépêche d'Alexandrie ou de la côte, les inquiétudes se changèrent en alarme : les espérances devinrent des craintes, et le silence absolu de Menou fit supposer l'armée française dans un désordre tel que ce général n'osait ou ne pouvait faire connaître ce qui s'était passé. Cet état de choses fut encore aggravé par une nouvelle qui se répandit dans la ville. Le lendemain 24, le scheick de la tribu arabe des Terrabins, campée dans la vallée de Sabahbiar et alliée des Français, avait averti le commandant de Belbeïs qu'un fort détachement de cavalerie ottomane venait de déboucher dans cette vallée, pour se porter sans doute (par Belbeïs) sur le Caire. Les esprits, déjà disposés à l'épouvante par les anxiétés qu'ils éprouvaient sur le sort de l'armée devant Alexandrie, se troublèrent de plus en plus en considérant qu'on n'avait aucun moyen d'arrêter la marche de cette avant-garde de l'armée turque, et d'empêcher les féroces Osmanlis de renouveler dans la capitale de l'Égypte les scènes de carnage et de vengeance qu'ils y avaient exercées l'année précédente. Si le rapport du scheick des Terrabins était véritable, les calculs de la marche de la cavalerie turque démontraient que celle-ci pouvait être à Belbeïs le 25, et devant le Caire le 27 au plus tard. Dans cette circonstance difficile, le général Belliard, habitué à braver des dangers non moins grands, envoya la 9e demi-brigade, seule troupe qui fût disponible, camper entre Briket-el-Hadji et le faubourg de la Qoubeh. La ville du Caire, dans la journée du 24 et la nuit suivante, présenta le tableau le plus sinistre. Les Français s'attendaient à voir éclater, d'un moment à l'autre, une insurrection terrible, moyen unique qui restât aux habitants pour éviter la vengeance des Turcs; mais l'issue des deux révoltes précédentes, et surtout de la dernière, avait donné à ces habitants une si haute idée de la puissance des Français, que, regardant ceux-ci comme invincibles, ils s'étonnaient de la terreur qui paraissait régner parmi un certain nombre d'entre eux, et ne pensaient même pas que les Turcs pussent parvenir jusque dans la ville.

1801 — an IX
Égypte.

1801 — an IX Égypte.

Les inquiétudes diminuèrent un peu dans la journée du 25, lorsqu'on apprit que la prétendue cavalerie turque n'était autre qu'un détachement de mameloucks venant de Syrie et qui allait joindre Mourad-Bey dans le Sayd.

Toutefois, cette demi-sécurité ne fut pas de longue durée, et le soir même les alarmes se renouvelèrent à l'arrivée du capitaine d'état-major Tioche, envoyé par Menou pour annoncer les tristes résultats de la bataille du 21. Les dépêches du général en chef renfermaient les dispositions prises à l'égard des troupes disséminées sur les divers points de l'Égypte; il ordonnait au général Belliard de réduire à 50 hommes les garnisons des forts de Salahieh, de Belbeïs, de Suez, de Lesbeh et de Bourlos; les trois premières devaient même abandonner les postes qu'elles défendaient, en cas d'attaque par des forces trop supérieures, et se retirer sur le Caire. Menou transmettait en outre ses ordres pour l'évacuation complète de la haute Égypte; 1,200 hommes devaient descendre sur le champ à Rahmanieh sous la conduite du général Robin; et il enjoignait à tous les autres Français, civils comme militaires, de s'enfermer dans la citadelle et dans les forts du Caire jusqu'à nouvel ordre. Le général en chef finissait sa dépêche au général Belliard en lui annonçant que l'armée se tiendrait sur la défensive devant Alexandrie jusqu'à ce qu'elle pût tomber à propos sur les Anglais, lorsque ceux-ci sortiraient de leurs retranchements pour continuer leurs progrès dans le pays.

Telles étaient les mesures que Menou avait cru devoir adopter, malgré l'opinion du plus grand nombre des généraux, qui lui conseillaient de réunir toutes ses troupes, pour agir vigoureusement contre l'armée anglaise, en la manœuvrant avant que le grand vizir pût opérer la puissante diversion qu'il préparait sur le Caire. Mais la perte de la bataille de Canope n'avait point ouvert les yeux du général en chef français; et cet homme, qui s'emportait sans cesse contre les autres généraux, auxquels il supposait l'intention de suivre les errements du général Kléber et d'amener l'évacuation de l'Égypte, prenait précisément toutes les dispositions propres à déterminer cette catastrophe inévitable. S'obstinant à ne pas vouloir considérer les choses sous leur véritable aspect, Menou s'imagina que les An-

glais ne feraient de mouvement que sur Alexandrie, et supposa même qu'ils seraient forcés de s'embarquer, comme il avait cru précédemment qu'ils n'oseraient jamais descendre sur le rivage. Il fut impossible de lui persuader que le séjour et l'inactivité du gros des troupes à Alexandrie ouvraient à l'ennemi le chemin dans l'intérieur de l'Égypte, puisque la ville de Rosette restait sans troupes et sans aucun moyen de défense. Les événements ne tardèrent pas à démontrer combien ces représentations étaient fondées. Le corps de 6,000 Turcs que commandait le capitan-pacha débarqua le 3 avril à la Maison carrée, qui, ayant été désarmée et évacuée avant la bataille de Canope, fut occupée de suite par l'ennemi. Le général Fugières, commandant de Rosette, se hâta d'informer Menou de cette circonstance, en lui communiquant les craintes qu'il avait de se voir bientôt attaqué; mais le général Menou, ajoutant peu de foi à cette nouvelle, envoya un de ses aides de camp en reconnaissance vers la Maison carrée. Cet officier se contenta de faire quelques pas sur le chemin de Rosette, et annonça, à son retour, qu'il avait aperçu sur le point qu'il avait été chargé de reconnaître 7 à 800 hommes seulement, employés, disait-il, à établir une double ambulance pour soigner et traiter séparément les Anglais et les Turcs blessés ou malades. Menou, pleinement rassuré par ce rapport, ne crut devoir prendre aucune mesure pour arrêter les progrès ultérieurs de ses nouveaux ennemis.

Le général Hutchinson, qui avait pris le commandement de l'armée anglaise après la mort du général Abercromby, n'imaginant pas, dans les premiers jours, que Menou pût commettre la faute de laisser sans défense un poste aussi important que Rosette, hésita d'abord à faire marcher un corps de troupes sur cette ville; mais, d'après le rapport des Arabes, il crut devoir y envoyer une reconnaissance de 500 hommes, et ne prit la résolution de s'en emparer que lorsqu'il fut bien assuré du petit nombre de Français qui s'y trouvaient. L'occupation de Rosette par les Anglais donnait à ceux-ci de grands moyens d'approvisionnement, et un débouché pour continuer et étendre leurs opérations.

Le 6 avril, un détachement de 3,000 hommes de l'armée anglaise passa à la Maison carrée, campa le 7 à Edko, et marcha

1801 – an IX Égypte. le lendemain sur Rosette avec le corps du capitan-pacha. Le troisième bataillon de la 85e demi-brigade, et les trois compagnies de la 61e qui se trouvaient dans cette ville, ne pouvant résister à des forces aussi considérables, passèrent sur la rive droite du Nil à l'approche de l'ennemi, et se retirèrent à Fouah. Le fort Jullien resta livré à lui-même avec une garnison de 25 hommes de la 61e, une compagnie d'invalides et quelques canonniers : trois djermes armées, stationnées au Bogaz ou embouchure du Nil, eurent ordre de remonter vers ce fort dès qu'elles y seraient forcées.

Les Anglo-Turcs campèrent sur les hauteurs d'Abou-Mandhour, et s'y retranchèrent. Par une circonspection dont il est difficile de se rendre compte, ce corps d'armée resta deux jours dans cette position sans oser se porter sur Rosette. Le général Fugières, instruit de cette circonstance, repassa le Nil, rentra dans la ville et en fit occuper les hauteurs. Une partie de la journée du 10 se passa en escarmouches de la part des Turcs, qui replièrent même quelques postes français, et ces démonstrations engagèrent le commandant de Rosette à se retirer de nouveau sur la rive droite du Nil. Il était temps; car dans l'après-midi l'ennemi s'avança sur quatre colonnes à la distance d'une demi-portée de canon l'une de l'autre. Une de ces colonnes, entièrement composée de troupes anglaises, se porta sur le fort Jullien, la seconde directement sur la ville, la troisième sur la tour d'Abou-Mandhour, et la quatrième sur le village de Gehdid. Les Français achevaient de traverser le fleuve au moment même où l'ennemi pénétrait dans Rosette, et une djerme armée qui escortait les embarcations fut sur le point d'être prise par les Turcs : les matelots et les autres passagers de ce bâtiment furent obligés de se jeter à la nage pour aborder la rive droite. Les Anglais assiégèrent sur le champ le fort Jullien, et une flottille forçant la barre du Bogaz entra dans le Nil. Le fort Jullien résista pendant dix jours, et fut défendu par sa faible garnison avec un courage et une opiniâtreté d'autant plus remarquables, que l'un des fronts de ce mauvais ouvrage avait été détruit par les inondations, et que l'ennemi ne cessa point de faire un feu terrible. Lorsque les Anglais virent sortir la poignée de braves qui venaient de faire une défense aussi glorieuse,

ils demandèrent avec étonnement si c'était bien là toute la garnison [1]. 1801 — an IX Égypte.

La troupe qui avait évacué Rosette arriva le 11 à Rahmanieh, et sa présence jeta l'alarme dans ce dernier poste, occupé par 200 hommes sous les ordres du chef de brigade Lacroix. Ce détachement, réuni à la garnison de Rosette, n'était point en état d'opposer une longue résistance aux Anglo-Turcs. Menou, ainsi qu'on l'a vu plus haut, avait bien ordonné au général Belliard de faire descendre sur Rahmanieh un corps de 1,200 hommes sous la direction du général Robin; mais cette colonne, parvenue le 7 avril à cinq lieues de ce bourg, avait reçu du général Belliard le contre-ordre impératif de remonter à l'instant vers le Caire. Ce mouvement rétrograde était motivé sur la nouvelle que Belliard venait de recevoir de la marche de l'armée ottomane. Le grand vizir était parti d'El-Arich le 4 avril avec une armée de 25,000 Turcs et un corps de 1,200 Anglais, parmi lesquels on comptait 200 artilleurs.

Ainsi le poste de Rahmanieh ne pouvait plus être défendu que par 500 hommes environ sans artillerie. La redoute que Bonaparte y avait fait construire était d'une médiocre défense, et les Anglais s'en seraient facilement emparés, s'ils s'y étaient portés avec promptitude après l'occupation de Rosette; mais le général en chef ennemi paraissait avoir adopté un système de précaution et de lenteur presque en harmonie avec celui du général français. Le commissaire ordonnateur Sartelon, qui se trouvait dans Rahmanieh, d'où l'armée tirait ses approvisionnements, et le général Fugières, écrivirent à Menou pour lui faire connaître la position où ils se trouvaient, et l'urgente nécessité d'envoyer sans délai des secours suffisants pour mettre cette place à l'abri d'un coup de main; ils lui mandèrent que l'ennemi s'était porté, le 10 avril, en avant de Rosette, par le bord du Nil, jusqu'au village de Dairouth. Menou se borna d'abord à faire partir le lendemain, du camp retranché d'Alexandrie, le général Valentin avec la 69e demi-brigade, forte de 700 hommes seulement, et le 7e de hussards, de 180 chevaux.

[1] Nous avons eu déjà l'occasion de citer un fait semblable, et il se reproduira encore dans la suite de ces annales.

1801 — an IX Égypte.

Pressé cependant par tous les généraux d'envoyer des secours plus considérables sur un point d'où dépendait, pour ainsi dire, l'existence de l'armée, le général en chef se décida deux jours après à y faire passer le général Lagrange, son chef d'état-major, avec toutes les troupes de la division Reynier, privant ainsi ce dernier général de son commandement, et le laissant à Alexandrie comme simple particulier, conduite tout à la fois impolitique et injuste !

Les Anglais, instruits qu'une partie des forces du camp d'Alexandrie s'était portée sur Rahmanieh, et que ce détachement était en mesure non-seulement de les arrêter, mais même de les attaquer, n'osèrent pas s'avancer au delà de Dairouth. Ils se fortifièrent dans ce village, et y restèrent jusqu'à ce que le général Hutchinson leur eût envoyé un renfort pour attaquer le général Lagrange, qui avait pris position à El-Aft, et chasser le général Valentin de Fouah, où celui-ci s'était établi pour empêcher l'ennemi de tirer des vivres du Delta.

Afin d'assurer d'autant mieux ses opérations, et d'isoler entièrement Alexandrie du reste de l'Égypte, le général Hutchinson fit couper, le 15 avril, le canal qui apporte les eaux du Nil dans cette ville. Il voulait, au moyen de cette tranchée, faire passer les eaux du lac Madieh dans le bassin de l'ancien lac Mareotis, à sec depuis plusieurs siècles; mais cette opération n'eut pas un résultat aussi prompt qu'il l'avait imaginé : les eaux ne s'étendirent que très-lentement dans ce vaste bassin, et n'apportèrent d'abord que peu d'obstacles à la communication d'Alexandrie avec Rahmanieh. Il eût été beaucoup plus militaire de faire attaquer les convois qui marchaient tous avec de faibles escortes, ou, mieux encore, il aurait fallu marcher sur Rahmanieh avant que le général Menou y eût envoyé les renforts dont nous venons de parler.

L'armée française se trouvait alors partagée en trois corps isolés l'un de l'autre, et ayant devant eux un ennemi supérieur en forces et en moyens. Le général Lagrange, avec 4,000 hommes à peu près, était obligé de disputer le terrain à la plus forte partie de l'armée anglo-turque. Le général Belliard, avec moins de 5,000 hommes, allait avoir à la fois sur les bras l'armée du grand vizir dont on connaît déjà la force, un autre

corps d'armée composé de troupes anglaises et de cipayes arrivant de l'Inde par la mer Rouge, et toute la population du Caire; enfin le général Menou, avec le reste des troupes, montant à 6,000 hommes à peu près, renfermées dans Alexandrie, se morfondait à attendre l'arrivée de l'amiral Ganteaume, et paraissait aussi tranquille que s'il eût été possesseur paisible de l'Égypte. Le général Hutchinson se garda bien de rien entreprendre contre cet adversaire; non qu'il craignît son habileté, mais parce que les eaux du lac Madieh s'étant étendues avec le temps dans le bassin du Mareotis jusqu'au delà de la Tour des Arabes, la ville d'Alexandrie se trouva dès lors bloquée naturellement du côté de la terre, comme elle l'était par la mer. Menou eut bientôt affaire à un ennemi plus redoutable encore que les Anglais: la famine. Il ne communiquait déjà plus qu'avec les plus grandes difficultés avec Rahmanieh; et les magasins, que son imprévoyance et son entêtement avaient laissés presque vides, n'offrant plus de ressources, il fallut les remplir à grands frais. On réussit ainsi à engager les Arabes Ouadalis à procurer des grains; et l'appât du gain fit braver à cette tribu du désert tous les dangers que présentait une telle entreprise. D'un autre côté, le général Menou détacha le corps des dromadaires pour recueillir tous les vivres qui pouvaient se trouver sur la lisière du désert, en tournant le lac Mareotis, à l'effet de se rapprocher du Bahireh. Tels furent les moyens précaires qui soutinrent pendant quelque temps le général Menou et ses troupes dans la ville d'Alexandrie, à la prise de laquelle (il est juste de le rappeler) ce général brave, mais inhabile, avait glorieusement contribué trois ans auparavant.

Cependant les Anglais ne paraissaient point mettre plus d'empressement à s'avancer dans le pays que Menou n'en avait mis dans ses dispositions pour empêcher leur établissement. Depuis la prise de Rosette, ils étaient restés pendant un mois dans leurs retranchements, consommant les vivres qu'ils avaient apportés avec eux, et semblant attendre tout le succès de leur expédition des fautes de leurs adversaires. En effet, la position prise par le général Lagrange à El-Aft avait de grands inconvénients; son front était bien fortifié, mais l'ennemi pouvait marcher entre la gauche et le lac, et la tourner: il pouvait aussi

1801 -- an IX faire passer entre les lacs d'Edko et de Manieh un corps, qui,
Egypte. menaçant Rahmanieh, aurait forcé Lagrange à se retirer sur ce bourg pour défendre ses magasins. La droite de cette position, appuyée au Nil, était, il est vrai, flanquée par quelques barques canonnières; mais les Anglais avaient la facilité d'établir sur la rive droite du fleuve des batteries, qui, conjointement avec celles de leur flottille déjà si supérieure à la petite flottille française, auraient aisément éteint le feu de cette dernière.

Après avoir longtemps hésité sur le plan à suivre pour attaquer le général Lagrange, le général Hutchinson, qui venait de recevoir un renfort de 3,000 hommes, résolut de profiter des inconvénients que nous venons de signaler. A cet effet, il fit filer de son camp de Dairouth deux colonnes, dont l'une s'avança entre la gauche des Français et le lac Edko, et l'autre, passant entre ce dernier lac et celui de Madieh, se dirigea sur Damanhour, pour se rabattre ensuite sur Rahmanieh. Le général Lagrange, instruit de ces deux mouvements, fit demander un prompt renfort au général en chef; mais les troupes détachées à cet effet par Menou, et commandées par le général Delegorgue, ne purent arriver à temps, et furent obligées de rentrer dans Alexandrie. Le 9 mai, jour même où ces troupes étaient sorties d'Alexandrie, une troisième colonne anglaise, forte de 4 à 5,000 hommes, s'était avancée sur la rive droite du Nil, et avait chassé le général Valentin de Fouah. Cette colonne et l'une des deux autres, secondées par la flottille qui suivait leur mouvement, s'avancèrent pour entourer la position occupée par le général Lagrange. Celui-ci, voyant qu'il allait être enveloppé par des forces triples des siennes, abandonna les retranchements d'El-Aft, et se replia sur Rahmanieh.

Le général Hutchinson accéléra le mouvement de ses troupes. La gauche de son armée, presque entièrement composée de corps turcs, suivait les bords du Nil; une colonne anglaise marchait à la droite de ces derniers, et se dirigeait de manière à donner la main à celle qui arrivait par Damanhour. Parvenus devant Rahmanieh, les Anglo-Turcs s'occupèrent aussitôt du soin d'établir des batteries vis-à-vis de la flottille française, qui se trouvait à ce moment chargée de munitions

et de vivres pour Alexandrie. Le général Lagrange avait disposé ses troupes autour de la redoute ou du fortin de Rahmanieh et derrière la digue du canal; la cavalerie était sur le rivage du Nil. Aussitôt que les têtes de colonne de l'ennemi se montrèrent, Lagrange détacha à leur rencontre cette cavalerie qui traversa le canal; mais, n'étant point appuyée par l'infanterie, elle ne put entamer les rangs serrés des Anglais, qui s'avançaient d'ailleurs avec toutes les précautions qui peuvent garantir d'un pareil choc. Aussi fut-elle promptement repoussée, et obligée de repasser le canal, sur les bords duquel l'artillerie légère française mit ses pièces en batterie. Le commandant de cette dernière faisait travailler à des épaulements, lorsque la colonne ennemie, qui venait de descendre par Damanhour, vint manœuvrer sur les flancs de la troupe française, et la força de nouveau à s'éloigner. Les Anglais se déployèrent devant elle sur les bords du canal, et se bornèrent jusqu'au soir à jeter en avant quelques pelotons de tirailleurs pour insulter l'artillerie légère.

Sur ces entrefaites, le corps turc s'était également avancé, mais avec beaucoup moins de lenteur et de circonspection que les Anglais; les Osmanlis suivaient assez en désordre un petit canal d'irrigation dérivé du Nil, et il suffit d'abord de deux ou trois pelotons de tirailleurs français pour les arrêter quelque temps; ils étaient cependant parvenus à s'établir sur les bords du canal, lorsqu'à trois heures du soir, un détachement de 200 soldats, tirés des 2e légère et 13e de ligne, vint les attaquer, et les forcer de s'éloigner après leur avoir tué une centaine d'hommes. Les Anglais n'étaient point en mesure de soutenir cette colonne turque, et le général Hutchinson avait même arrêté le mouvement que le général Doyle, apercevant le désordre de sa marche, s'était proposé de faire pour éviter le résultat dont nous venons de parler.

Les Anglais bivouaquèrent dans les positions qu'ils venaient de prendre devant Rahmanieh, et ils se préparèrent à une attaque vigoureuse pour le lendemain. Mais le général Lagrange s'était convaincu qu'il ne pouvait plus résister dans un poste aussi fortement menacé, sans s'exposer aux plus grands malheurs: considérant que la flottille et les batteries

1801 — an IX Égypte. ennemies de la rive droite prendraient ses troupes en flanc et de revers, pendant que celles-ci auraient à combattre des forces éminemment supérieures, il évacua Rahmanieh dans la nuit, et fit sa retraite sur le Caire. Comme il devenait impossible à la flottille française de sortir du port, parce que les batteries de la rive droite s'y opposaient, Lagrange prit le parti de l'abandonner, ainsi que les munitions et les vivres, dont on noya cependant une grande partie. Le fortin de Rahmanieh, laissé à la garde des blessés et des malades qu'on n'avait pas pu évacuer, capitula le lendemain; et, deux jours après, un convoi considérable qui venait du Caire pour se joindre à la flottille, étant entré dans le Nil par le canal de Menouf avant d'être informé de la retraite du général Lagrange, tomba tout entier au pouvoir de l'ennemi.

L'occupation de Rahmanieh par les Anglo-Turcs achevait de couper la communication d'Alexandrie avec l'intérieur de l'Égypte. Cet événement abattit tous les courages, et l'armée éclata en murmures contre le général qui avait négligé les moyens de prévenir une pareille catastrophe. Menou, malgré sa sécurité ordinaire, parut terrifié du funeste résultat de ses lenteurs précédentes. Il venait de perdre la dernière ressource qui lui restait pour l'approvisionnement d'Alexandrie, et il était à la veille de voir périr de faim les troupes et tous les Français qui étaient renfermés avec lui dans cette place.

Tout autre général, en une conjoncture aussi fâcheuse, se mettant à la tête de la troupe dont il aurait pu disposer sans compromettre le salut d'Alexandrie, aurait cherché à rejoindre le gros de son armée vers le Caire, pour, de là, revenir tenter un effort désespéré, à l'effet de rouvrir ses communications avec la première de ces places et d'y faire entrer des vivres; mais Menou n'était pas homme à prendre une résolution aussi vigoureuse. Il fit rassembler tous les chameaux qui se trouvaient dans la ville, et ordonna au chef de brigade Cavalier, commandant le régiment des dromadaires, de se rendre encore une fois dans le Bahireh, en suivant les bords du lac Mareotis jusqu'à la Tour des Arabes, et rabattant ensuite vers cette province, pour enlever tous les vivres qu'il pourrait y trouver. Cavalier sortit d'Alexandrie le 11 mai, avec 220 hommes d'infan-

terie, 125 dragons, 85 dromadaires, et une pièce de canon, escortant un convoi de 600 chameaux. Il arriva le 16 à El-Oah sur les bords du Nil, et trouva ce village abandonné; poussant ensuite jusqu'à celui d'Amran, il rencontra la même solitude, et se vit par conséquent dans l'impossibilité de pouvoir y ramasser des subsistances. Ignorant encore si les Anglais avaient quitté Rahmanieh, et manquant de vivres pour sa colonne, il avait pris la résolution de remonter la rive gauche du Nil jusqu'au Caire, lorsqu'il rencontra la flottille ennemie. Il crut devoir alors s'enfoncer dans le désert; mais à peine avait-il marché pendant une demi-heure, qu'il se vit entouré par un fort détachement de cavalerie anglaise, une brigade d'infanterie, et deux pièces de canon, le tout commandé par le brigadier général Doyle. Cavalier, ne prenant conseil que de son courage, serra sa petite troupe en masse, se fit jour à travers l'ennemi, et continua sa marche toujours dans le désert, où il devait rencontrer de nouveaux obstacles et de nouveaux dangers. Une colonne d'Arabes, fondant à l'improviste sur sa colonne, la harcelait et l'empêchait d'avancer, par l'obligation où les soldats se trouvaient de repousser cette agression continuelle. Cavalier, après trois heures d'une retraite aussi pénible, allait être atteint par la cavalerie anglaise qui s'était mise à sa poursuite, quand le major anglais Wilson[1], du régiment de Hompesch, le fit sommer par un parlementaire de se rendre prisonnier. Cavalier rejeta cette sommation, et continua à s'avancer, faisant face de temps en temps à la cavalerie ennemie, qui n'osait point engager le combat avec des adversaires aussi résolus. Mais les chameaux, épuisés de fatigue, ne pouvaient plus marcher, et tombaient à chaque pas; les soldats eux-mêmes étaient tellement harassés par le besoin et la chaleur, qu'il ne leur était plus possible de continuer cette retraite sans but. Dans cette extrémité, Cavalier pensa qu'il était de son devoir de chercher à conserver à la France de braves soldats qui pouvaient encore la servir. Il fit donc proposer au major Wilson une convention, par laquelle les

1801 — an IX
Égypte.

[1] Depuis général-major. C'est le même qui facilita l'évasion du comte Lavalette, condamné à mort en 1815.

1801 — an IX Égypte. Anglais s'engageraient à le ramener en France, lui et sa troupe, avec armes, bagages, sans pouvoir être en aucune manière considérés comme prisonniers de guerre. Wilson, qui ne demandait pas mieux que d'éviter les chances d'un combat, accepta cette proposition, et la petite troupe française fut dirigée de suite sur Aboukir, pour y être embarquée et ramenée dans sa patrie.

La conduite du chef de brigade Cavalier en cette circonstance critique faisait, sans aucun doute, le plus grand honneur à son caractère et à sa fermeté. Il venait de conserver à la France quelques centaines de braves soldats, qui, s'ils n'eussent pas péri sur le champ de bataille, auraient trouvé la fin de leur existence dans la misérable condition de prisonniers de guerre des Anglais ou des Turcs. Cependant, lorsque Menou apprit cette capitulation honorable, il entra en fureur, et s'emporta contre Cavalier, qu'il accusait de tous les maux auxquels la ville d'Alexandrie allait être en proie. Il voulut même faire partager son indignation à toute l'armée, en publiant cet étrange ordre du jour :

« GÉNÉRAUX, OFFICIERS, SOLDATS !

« Je vous dénonce une lâcheté, peut-être même une trahison, qui vient d'être commise : le chef de brigade Cavalier a capitulé, le 27 floréal dernier, en rase campagne, sans tirer un seul coup de fusil, commandant un détachement de plus de 500 hommes. La capitulation est la plus honteuse qui ait jamais été signée; elle porte tout le caractère d'une vente faite aux Anglais : on y voit clairement qu'on a voulu prendre les moyens de transporter sûrement en France de l'argent; mais ce qui m'étonne le plus, c'est que les autres officiers, c'est que les soldats aient obéi à une pareille capitulation.

« Armée d'Orient, si jamais celui qui a l'honneur de vous commander en chef voulait commettre une lâcheté pareille à celle qui vient de l'être par le chef de brigade Cavalier, ne lui obéissez pas : vous ne lui devriez plus de soumission dès qu'il deviendrait lâche.

« Armée d'Orient, je vous répéterai jusqu'à mon dernier soupir que l'honneur est tout; que l'argent n'est rien; et soyez

bien convaincus d'avance que, tant qu'il restera sur ma tête un de mes cheveux blancs, je ne souscrirai à aucune convention qui pût, ou ternir votre gloire, ou me rendre parjure à mes devoirs et au serment que j'ai fait à la patrie en acceptant l'honneur de vous commander. 1801 — an IX Égypte.

« Abdallah-Jacques MENOU. »

Cet ordre du jour, monument de honte pour son auteur, avait été précédé par un acte bien plus odieux encore, et qui achèvera de faire connaître le caractère du dernier général en chef de l'armée d'Orient. Nous avons dit que la nouvelle de l'occupation de Rahmanieh par les Anglais avait excité les murmures de toute l'armée : ce fut surtout dans Alexandrie que les troupes françaises se répandirent le plus en reproches amers contre Menou. Les soldats disaient hautement qu'il fallait prendre une détermination vigoureuse en ôtant le commandement à un homme incapable de l'exercer, et en le donnant au général Reynier, qui seul pouvait sauver l'armée du déshonneur et d'un anéantissement total. Ces clameurs publiques, la crainte de voir échapper de ses mains une autorité qu'il avait tant ambitionnée, et dont il ne savait faire que l'usage le plus déplorable, mirent le comble à la haine invétérée que Menou portait aux amis de Kléber, et lui firent prendre la résolution de se délivrer de la présence de ces derniers, si fâcheuse pour ses propres intérêts. Cet homme, si faible et si timide lorsqu'il s'était agi de repousser l'invasion des Anglais et des Turcs, ou d'arrêter au moins leurs progrès, retrouva quelque énergie quand il se vit dans l'obligation de se débarrasser de ses ennemis personnels. Il ordonna au général Destaing, l'un de ses principaux affidés, d'arrêter les généraux Reynier et Damas, l'adjudant général Boyer, et l'inspecteur aux revues Daure, qui se trouvaient alors tous les quatre à Alexandrie. 300 hommes d'infanterie, 50 de cavalerie, un détachement de sapeurs et une pièce de canon, furent commandés pour cette expédition. Destaing, à la tête d'une colonne aussi formidable, n'hésita point à faire investir, dans la nuit du 13 au 14 mai, la maison du général Reynier. Celui-ci conversait avec les trois personnages que nous venons de nommer plus haut, lorsqu'il vit entrer dans

1801 — an IX Égypte. son appartement un des aides de camp de Menou, le chef de bataillon Novel, qui notifia les ordres qu'il avait de conduire le général et ses amis à bord d'un bâtiment prêt à mettre à la voile pour se rendre en France. Reynier, étonné d'une pareille mesure, écrivit au général en chef un billet, dans lequel il protestait contre cet acte arbitraire, en déclarant l'intention où il était d'en appeler en France à la justice du premier consul, et de provoquer la formation d'un conseil de guerre pour y être jugé : il finissait par donner à Menou les avis les plus sages dans l'intérêt de l'armée. Reynier se rendit ensuite à bord du brick *le Lodi*, où il s'embarqua avec l'adjudant général Boyer. Les officiers et les soldats qui accompagnèrent ces deux déportés jusqu'au bâtiment leur témoignèrent les regrets qu'ils avaient d'être chargés d'une semblable mission, et parurent même disposés à seconder le général Reynier, s'il eût manifesté la volonté de résister à la tyrannie de Menou. Mais l'honorable ami de Kléber rappela ces généreux guerriers à l'obéissance qu'ils devaient encore à leur injuste chef, et quitta le sol égyptien avec d'autant plus d'empressement, qu'il évitait, par son départ, d'être le témoin d'une catastrophe certaine.

Le général Damas et l'ex-ordonnateur Daure furent embarqués sur l'aviso *the Good Union*. Ce bâtiment, porteur des effets appartenant à Kléber, fut pris par les Anglais à la hauteur de l'île de Candie. *Le Lodi*, après avoir échappé à la poursuite d'un grand nombre de bâtiments ennemis, parvint à gagner heureusement le port de Nice, le 28 juin. On va voir bientôt quel fut le résultat des imprudences d'un général qui sacrifiait ainsi l'honneur de l'armée, et ses intérêts les plus directs et les plus puissants, au désir de se venger, et de retenir dans ses mains inhabiles une autorité qu'il n'employait plus que pour achever la perte de la colonie.

Septemb. (fruct. et vend.). Égypte. *Le général Belliard marche à la rencontre de l'armée du grand vizir; les Français évacuent Damiette, les forts de Lesbeh et de Bourlos; mort de Mourad-Bey; convention du Caire; capitulation d'Alexandrie; fin de l'expédition d'Égypte.* — Le général Lagrange, après l'évacuation de Rahmanieh, s'était dirigé sur le Caire, ainsi que nous l'avons dit dans le paragraphe précédent; il arriva, le 13 mai, dans cette capitale de l'É-

gypte, et sa presence sur un point qu'il avait été chargé de couvrir redoubla les vives alarmes dont les esprits étaient agités. 1801 — an IX Égypte.
La situation des Français au Caire devenait en effet bien plus critique encore; les Anglais n'avaient plus que quelques marches à faire pour arriver devant Boulaq, et les avant-postes de l'armée du grand vizir étaient déjà à deux ou trois milles sur la route de Belbeïs. Une victoire décisive, remportée sur ce dernier ennemi, pouvait seule dégager le corps d'armée aux ordres de Belliard d'une partie des périls qui le menaçaient si instamment. Aussi ce général, en se voyant renforcé par les troupes venues de Rahmanieh, prit-il la résolution de marcher d'abord à la rencontre de l'armée ottomane; il espérait pouvoir battre le grand vizir, si celui-ci acceptait le combat, et revenir ensuite sur le corps de troupes britanniques qui remontait le Nil, pour le défaire à son tour: l'extrême lenteur et la circonspection que les Anglais avaient montrées jusqu'alors dans leurs mouvements semblaient devoir remplir l'attente du général français.

Le plan de celui-ci, aussi hardi que brillant, était digne de l'habile lieutenant de Desaix dans la haute Égypte, et sa conception se trouvait à la hauteur du génie des grands capitaines qui avaient précédé l'inexpert Menou dans le commandement de l'armée d'Orient; mais les Anglais l'avaient soupçonné et prévu, ils venaient d'envoyer au camp du grand vizir, indépendamment des 1,200 hommes de leurs troupes qui s'y trouvaient déjà, plusieurs officiers généraux et supérieurs, pour empêcher les Osmanlis de s'aventurer et de faire manquer par leur ardeur indisciplinée une expédition dont les succès jusqu'alors étaient dus à l'observation des règles de la prudence. Le général Hutchinson faisait donner au chef suprême de l'armée turque le conseil d'éviter toute affaire sérieuse avec les Français, de leur céder le terrain s'il y était obligé, et d'effectuer, par le Delta, sa retraite sur l'armée anglaise. La circonspection, recommandée par le général anglais en cette circonstance, était un des plus beaux hommages que l'on pût rendre à la valeur des soldats français et au talent de leur chef. Hutchinson, malgré l'énorme disproportion entre les forces ottomanes et celles de Belliard, paraissait assuré que les premières seraient vaincues si le combat s'engageait, tant la bataille d'Héliopolis avait grandi la renom-

1801 — DANS L'Égypte. mée de l'armée d'Orient et ravalé celle des armes turques ! Il faut d'ailleurs rendre au général anglais la justice de dire que cette tactique était convenable et sage : elle eut tout le succès qu'il s'en était promis, et renversa tous les projets de Belliard.

Celui-ci, parti du Caire avec 4,600 hommes d'infanterie, 900 chevaux et vingt-quatre pièces d'artillerie, rencontra, le 16 mai, auprès du village d'El-Zouameh à moitié chemin d'El-Khanka et de Belbeïs, une avant-garde ennemie, forte de 900 Turcs et 500 Anglais, et pourvue d'une nombreuse artillerie. Le général français disposa aussitôt son infanterie sur deux ailes, la cavalerie au centre, et s'avança dans cet ordre et en colonnes serrées sur les hauteurs qui terminent le désert au-dessus et à l'est du village d'El-Menayer. Le feu de l'artillerie française eut bientôt éteint celui de l'ennemi; la cavalerie chargea sur les pièces, en prit deux, mit en fuite l'infanterie turque et les canonniers anglais. Belliard fit poursuivre les vaincus, qui cédaient le terrain à mesure que les Français approchaient, répondant à peine au feu très-vif des tirailleurs. Un corps considérable, sorti de Belbeïs, ayant paru se diriger sur les colonnes françaises, Belliard se flatta un moment de voir se renouveler pour lui la glorieuse journée d'Héliopolis : déjà ses colonnes s'ébranlaient pour marcher au pas de charge sur la masse ennemie, lorsque le vizir, fidèle aux instructions du général anglais, dispersa ses troupes en un grand nombre de groupes, qui manœuvrèrent d'abord comme s'ils eussent eu l'intention d'entourer la petite armée française; pendant ce temps, de forts pelotons de cavalerie turque semblaient se porter, en faisant un long détour, sur la route du Caire, entre cette ville et le corps de Belliard. Ce général, dont les troupes étaient d'ailleurs harassées par les fatigues d'une marche accélérée sur la lisière du désert, et surtout par la privation d'eau, craignit que la cavalerie ottomane ne parvînt au Caire avant lui, s'il continuait d'escarmoucher avec l'infanterie du grand vizir, et n'y appelât les Anglais assez à temps pour empêcher les troupes françaises d'y rentrer : il jugea donc nécessaire de se rapprocher de cette capitale, où il rentra dans la journée du 17 mai, et dont il fit occuper les avenues de manière à éviter toute surprise.

Pendant ce mouvement rétrograde des troupes de Belliard,

le grand vizir, informé de l'évacuation de Damiette par les Fran- 1801 — an IX
çais, dirigea sur cette ville un corps de 6,000 Osmanlis, Égypte.
qui en prirent possession; un autre détachement se porta sur le fort de Lesbeh, qui n'avait qu'une garnison de 200 hommes environ. Investie par terre par les Turcs et attaquée par une flottille de canonnières anglaises qui força la passe du Bogaz de Damiette, la garnison de Lesbeh répondit, par l'organe de son commandant, à la première sommation qui lui fut faite, qu'elle ne rendrait la place qu'après avoir combattu jusqu'à la dernière extrémité; toutefois cette réponse n'était qu'un prétexte pour gagner du temps et en imposer à l'ennemi. En effet, la nuit qui suivit la sommation des Anglo-Turcs, la garnison évacua le fort sans être aperçue des assiégeants, après avoir encloué les canons, jeté les munitions, les vivres dans le Nil, et coulé bas les chaloupes canonnières qui étaient dans le port: elle traversa le fleuve dans le plus grand silence et se retira sur le fort de Bourlos, d'ou elle espérait gagner ensuite Rahmanieh; mais, ayant appris à Bourlos que le général Lagrange s'était retiré sur le Caire, et ne pouvant, faute de vivres, rester dans ce nouveau poste, le commandant de Lesbeh fit embarquer sa troupe avec la garnison de Bourlos sur quatre petits bâtiments qui se trouvaient dans le lac qui porte ce nom. La petite flottille manœuvra dans l'intention de gagner, s'il était possible, le port neuf d'Alexandrie: deux des bâtiments furent pris à la hauteur d'Aboukir par la frégate anglaise *la Cinthia*, les deux autres réussirent à s'échapper et gagnèrent les côtes d'Italie.

A cette époque, les Français firent une nouvelle perte d'autant plus funeste pour eux qu'elle les privait d'un allié redoutable pour leurs ennemis. Le héros de l'Orient, que Kléber avait pu seul déterminer à se soumettre et à embrasser la cause de ceux qui ne l'avaient jamais entièrement vaincu, Mourad-Bey, malgré les justes sujets de mécontentement que lui avait donnés le général Menou, était resté fidèle à ses premiers serments. Invité par le général Belliard à partager les dangers de ses amis dans la circonstance difficile où se trouvait l'armée française, cet illustre chef des mameloucks s'était empressé de quitter le Sayd et descendait le Nil pour se joindre au corps

1801 — an IX Égypte. d'armée qui défendait le Caire, lorsqu'il fut atteint de la peste à Benisouef, et emporté par ce terrible fléau, au bout de quelques jours. Les Français furent vivement affectés de cette mort inopinée. On rendit à la mémoire du bey tous les honneurs que méritaient sa constante bravoure et la loyauté de son caractère. Les circonstances ne permettant pas de transporter son corps au lieu de la sépulture ordinaire des mameloucks, Mourad fut inhumé à Saouaki. Ses vaillants compagnons de gloire et de malheurs lui décernèrent le plus bel hommage dont on puisse honorer les mânes d'un grand guerrier : ils brisèrent ses armes sur sa tombe, en déclarant qu'aucun d'eux n'était digne de les porter.

« Mourad, dit un écrivain[1] bien en état d'apprécier ce bey, n'était pas un homme ordinaire. Il possédait éminemment les vertus et les défauts qui tiennent au degré de civilisation où les mameloucks sont parvenus. Livré à toute l'impétuosité de ses passions, son premier mouvement était terrible, le second l'entraînait souvent dans un excès contraire. Doué par la nature de cet ascendant qui appelle certains hommes à dominer les autres, il avait l'instinct du gouvernement sans en connaître les ressorts. Également prodigue et rapace, il donnait tout à ses amis, et pressurait ensuite le peuple pour subvenir à ses propres besoins. Joignez à ces traits généraux une force de corps extraordinaire, une bravoure à toute épreuve et une constance dans le malheur, qui, au milieu des crises fréquentes de sa vie agitée, ne l'a jamais abandonné. »

Les beys, après sa mort, reconnurent pour leur chef Osman-Bey-el-Tamburdji, que Mourad lui-même leur avait désigné. Ce nouveau prince des mameloucks se conduisit dignement dans la position difficile où il se trouvait. Il partageait tous les sentiments de son prédécesseur pour les Français, et il leur en donna des preuves en faisant passer des grains dont on manquait au Caire. Voyant toutefois cette capitale cernée par deux armées formidables, et regardant la cause des dominateurs de l'Égypte comme désespérée, il se crut obligé de céder à la nécessité. Il se rendit donc au corps d'armée com-

[1] Le général Reynier.

mandé par le capitan-pacha, après avoir écrit au général Belliard qu'il avait dû songer aux intérêts des mameloucks en faisant cette démarche, puisque, pour amener le grand vizir à traiter favorablement ces derniers, il était indispensable qu'il abandonnât ostensiblement la cause des Français; le bey priait le général français de pardonner une résolution dictée par la force des circonstances, et prenait l'engagement de ne commettre aucune hostilité contre ses anciens alliés. Non moins loyal que Mourad, Osman-Bey tint religieusement sa parole. Qu'il nous soit permis de faire remarquer que cette conduite des mameloucks, si opposée à l'idée qu'on se forme vulgairement du caractère des Orientaux, si rare chez les peuples qui se targuent le plus de leur civilisation, est sans contredit le plus beau titre de gloire que l'armée d'Égypte se soit acquis dans cette contrée. Les hommes dont les Français avaient détruit la puissance, qu'ils avaient dépouillés par la victoire de toutes leurs richesses, loin de tourner leurs armes contre ces derniers au jour du malheur, déploraient leur situation, rendaient hommage à leur grand caractère, et n'abandonnaient qu'à regret une cause qu'eux-mêmes ne pouvaient plus défendre. Un pareil exemple ne se reproduira plus dans le cours de ces annales [1].

1801 — an IX
Égypte.

Cependant le général Hutchinson apportait toujours la même lenteur dans les mouvements de son armée. Deux mois avaient été employés à faire marcher les troupes anglo-turques du point de débarquement à Rahmanieh, et le trajet de ce dernier bourg au village d'Embabeh, qui se fait ordinairement en quatre marches, consomma encore quarante jours. Les Anglais ont donné pour motif de cette inconcevable lenteur la crainte que le général avait de se présenter devant le Caire avant que le grand vizir fût lui-même arrivé au faubourg de la Qoubeh, et la nécessité de recevoir des nouvelles du corps anglais venant de l'Inde, afin de coordonner les opérations des trois corps d'armée; mais l'armée turque et le corps indien étaient-ils

[1] Si l'armée anglaise du Mysore se fût trouvée dans une position semblable à celle de l'armée française en Égypte, les sujets de Typoo-Saïb lui auraient-ils rendu le même hommage? . . .

donc tellement indispensables au général en chef anglais, qu'il ne pût agir sans eux? Et les 18,000 hommes qu'il avait sous ses ordres n'auraient-ils pas suffi à tout autre général pour attaquer la petite armée de Belliard, dont les forces totales ne s'élevaient pas à 6,000 combattants? Il faut bien le dire avec un juste orgueil national, la véritable cause de cette circonspection des Anglais était la terreur que leur imprimaient encore les débris de cette belle armée d'Orient, célèbre par tant de prodiges et victorieuse jusqu'alors de tous les ennemis qui avaient osé l'attendre en rase campagne ou l'attaquer dans ses retranchements.

Quoi qu'il en soit, le corps d'armée venant de l'Inde et attendu si patiemment par le général Hutchinson avait débarqué à Suez vers le milieu d'avril. Fort de 6 à 8,000 hommes aux ordres du brigadier général Baird et du colonel Murray, ce corps anglais pouvait assurément faire des progrès faciles dans l'Égypte orientale, puisque Menou n'avait laissé aucune troupe de ce côté. Mais le brigadier Baird donna pour prétexte le manque de chameaux nécessaires pour traverser le désert, remonta au bout de quelques jours sur ses bâtiments, et vint débarquer de nouveau à Kosseïr, le 23 mai. Traversant alors le désert par la vallée de la Kuittha, il arriva à Kéné, sur les bords du Nil, le 8 juin, descendit ensuite ce fleuve lentement, et ne parvint à la hauteur du Caire qu'après l'évacuation de cette ville par les Français. Certes, si, comme l'assurent les historiens anglais, leurs généraux ne montraient autant de prudence que pour ménager le sang de leurs soldats, le brigadier général Baird, et son second, le colonel Murray, ont acquis les plus grands droits à la reconnaissance de leur patrie. Malheureusement cette conduite prudente, qui les sauvait d'un engagement avec les troupes françaises, ne put préserver leur corps d'armée du fléau de la peste. Cette affreuse maladie fit de grands progrès parmi les Anglais et les cipayes, et en détruisit un grand nombre.

Le général Hutchinson avait attendu à Terraneh et ensuite à Wardan, où les mameloucks d'Osman-Bey-el-Tamburdji vinrent joindre le corps d'armée du capitan-pacha, des nouvelles de la marche du grand vizir et de celle du brigadier général Baird. Lorsqu'il eut appris que l'armée ottomane se trouvait devant le

Caire, il se crut en mesure de commencer lui-même ses opérations offensives et s'avança jusqu'à Embabeh où il établit son quartier général le 20 juin. Un fort détachement de troupes anglaises investit la place de Giseh, tandis que le grand vizir étendait ses troupes autour du Caire de manière à bloquer étroitement cette capitale. Un pont de bateaux, que les Anglais établirent à Chobrah, servit à la communication des deux armées. 1801 — an IX Égypte.

La position des troupes françaises réunies dans le Caire sous les ordres du général Belliard devenait de jour en jour plus alarmante. A la vérité, les ennemis montraient toujours la même circonspection, employant des forces considérables pour faire replier de faibles avant-postes, et n'osant rien tenter de bien sérieux ; mais ils resserraient de plus en plus la ville sans que les Français y trouvassent l'avantage de se concentrer, parce qu'il leur fallait occuper quatorze forts, indépendamment de la citadelle, et garder la ligne qui renfermait le Caire, Boulaq, le vieux Caire et la place de Giseh sur la rive gauche du Nil. Cette ligne de défense avait plus de douze mille six cents toises de développement. Obligé de résister aux attaques extérieures de plus de 45,000 hommes qui le cernaient, Belliard avait encore à contenir dans l'intérieur une population nombreuse, que la situation présente des Français disposait naturellement à l'insurrection, puisqu'elle avait à craindre que le grand vizir ne la punît sévèrement de son apathie alors qu'il s'agissait de rentrer sous la domination légitime du Grand Seigneur. Les troupes chargées de la défense du Caire n'étaient point assez nombreuses pour que Belliard pût tenter de grandes sorties, ou un effort décisif sur l'un des corps ennemis, sans dégarnir la plus grande partie de sa ligne : en se portant sur les Anglais le général français n'était plus en état de contenir les Turcs, et en marchant contre le grand vizir il donnait au général Hutchinson la facilité de s'emparer de Giseh, où se trouvaient une grande partie des magasins de l'armée.

Il fallait donc renoncer à tout espoir de battre l'ennemi sous les murs de la capitale de l'Égypte. D'un autre côté, la retraite sur Damiette, où il eût été possible de trouver des ressources et de prendre une position défensive moins désavantageuse, était devenue impraticable depuis que cette ville et le fort de Lesbeh

1801 — an IX Égypte. se trouvaient au pouvoir des Turcs. Il n'était pas plus possible de se retirer sur Alexandrie; car les troupes, indépendamment des difficultés presque insurmontables qui se seraient présentées sur leur passage, auraient encore accéléré la chute de cette place, en augmentant le nombre des consommateurs au milieu de la disette qui commençait à y régner. Une seule voie restait encore et offrait peut-être moins d'obstacles, c'était celle de la haute Égypte; mais il aurait fallu pouvoir y transporter des munitions, et toutes les barques avaient été ou perdues à Rahmanieh, ou coulées bas vers Boulaq par ordre du général Belliard, afin de barrer le cours du Nil à la flottille anglaise, qui avait remonté le fleuve jusqu'au-dessous d'Embabeh; et d'ailleurs quelles ressources trouver dans un pays où la peste exerçait alors les plus terribles ravages?

Si l'abandon du Caire, en laissant seulement une garnison dans la citadelle, offrait aussi peu de chances de succès, on ne pouvait guère fonder plus d'espérance sur la défense prolongée de cette ville par moins de 5,000 combattants, dans un développement immense et presque partout trop faible pour résister à une attaque sérieuse. Le plus grand nombre des tours ou forts qui défendaient l'approche de l'enceinte pouvaient être renversés par quelques coups de canon. Tous ces postes, ces fortifications, qui imposaient tant à l'ennemi, n'étaient réellement susceptibles que d'une défense médiocre. Le général Belliard avait, à la vérité, fait élever avec la plus grande activité quelques redoutes plus solides entre le Caire et Boulaq; quelques flèches en avant du mur d'enceinte de Giseh arrêtaient les Anglais assez sérieusement pour les obliger, à leur honte, d'ouvrir la tranchée devant ces ouvrages; mais, comme nous l'avons déjà dit, très-peu de points étaient à l'abri d'une attaque de vive force; un seul forcé, les autres tombaient nécessairement; la réunion des troupes dispersées sur la ligne devenait impossible; chaque poste restait à la merci de l'ennemi; et la révolte des habitants, qui auraient cru devoir se déclarer alors pour le vainqueur, eût augmenté en ce cas les embarras et les pertes des assiégés.

D'un autre côté, les vivres commençaient à s'epuiser, par suite de la négligence apportée dans les approvisionnements avant l'ouverture de la campagne. Belliard, malgré toute son

1801 — an IX
Égypte.

activité, n'avait pu remédier à l'insouciance de Menou à cet égard, parce qu'il s'était vu dans l'impossibilité de détacher des colonnes assez nombreuses pour protéger la rentrée des perceptions en nature et des réquisitions. Le directeur des revenus en nature, Reynier, frère du général de ce nom, avait cependant osé, lorsque l'ennemi était déjà aux portes du Caire, se rendre dans la haute Égypte avec une barque armée ; mais les villages du bord du Nil, ravagés par la peste, étaient abandonnés. Reynier n'ayant point de troupes à sa disposition pour pénétrer dans l'intérieur, où se trouvaient déjà des détachements de l'armée turque, revint au Caire sans rien rapporter.

Il n'y avait plus de subsistances que pour dix à quinze jours, c'est-à-dire jusque vers le 5 juillet. La pénurie d'argent ne se faisait pas moins ressentir : les caisses étaient vides à l'ouverture de la campagne, et depuis ce temps il n'y avait eu d'autres rentrées que le produit de quelques droits levés au Caire. Les officiers généraux et supérieurs et les principaux administrateurs et employés avaient eux-mêmes versé leurs épargnes dans la caisse de l'armée, pour subvenir aux dépenses journalières. Les magasins de l'artillerie se trouvaient également épuisés par les demandes réitérées du général Menou. Tout avait été encombré et perdu à Rahmanieh ; il ne restait pas au Caire cent cinquante coups par pièce, et l'on y manquait d'affûts de rechange. Pour surcroît de malheur, la peste, qui d'abord avait paru respecter cette grande cité au commencement de l'année, s'y était déclarée d'une manière tellement effrayante, que les vieillards ne se rappelaient point d'avoir vu une époque aussi désastreuse. Plus de 30,000 individus avaient succombé depuis quelques mois, et le nombre des Français qui entraient dans le lazaret s'éleva jusqu'à cent cinquante dans un seul jour. Les médecins et les chirurgiens de l'armée, sous la direction savante des docteurs Desgenettes et Casabianca [1], montrèrent en ces circonstances le dévouement le plus absolu ; les deux tiers des malades furent sauvés par leurs soins. Mais quelque médiocre que fût la perte d'hommes occasionnée par le cruel fléau

[1] Le chirurgien en chef Larrey était alors renfermé dans Alexandrie avec le général Menou.

1801 — an IX Égypte. que les officiers de santé de l'armée combattaient avec tant de zèle et de succès, elle n'en était pas moins désastreuse en raison de la faiblesse numérique des troupes sous les ordres de Belliard.

Trois mois s'étaient écoulés depuis que Menou avait quitté le Caire, où il devait revenir si promptement en vainqueur, et le général Belliard n'avait reçu de ce chef de l'armée que des instructions vagues et des dépêches insignifiantes : le seul point sur lequel Menou insistât fortement était la nécessité de défendre la capitale de l'Égypte jusqu'à la dernière extrémité ; mais depuis la prise de Rahmanieh toute correspondance avait cessé entre le quartier général et la ville du Caire, et l'on vient de voir comment il était devenu presque impossible de remplir la seule instruction précise qu'eût donnée le général en chef. Dans une position aussi difficile que celle où il se trouvait, le général Belliard, ne voulant prendre aucune initiative, résolut de convoquer un conseil de guerre, auquel il remettrait la décision de la conduite que l'état présent des choses pouvait indiquer ou commander.

En conséquence, tous les officiers généraux et supérieurs du corps d'armée et ceux qui se trouvaient alors dans la capitale de l'Égypte furent appelés au quartier général. Après leur avoir retracé les ravages que la peste exerçait encore parmi les Français, la presque nullité des ressources qui restaient, la grandeur de celles que possédait l'ennemi, l'impossibilité de défendre des retranchements d'un développement aussi considérable avec un corps de troupes déjà réduit de moitié et dont le nombre diminuait encore journellement, Belliard finit par inviter les membres du conseil à énoncer individuellement leur opinion, et à déterminer le parti auquel il fallait s'arrêter dans des circonstances aussi facheuses, aussi désespérées.

Le général de division Lagrange prit le premier la parole, et fut d'avis de ne point traiter avec les ennemis avant de connaître les intentions du général Menou, que sa qualité de chef suprême de l'armée rendait seul l'arbitre de la conduite à tenir en cette occasion. Le général Donzelot fit ensuite la noble proposition de se retirer dans la haute Égypte, d'y faire la guerre à la manière des mameloucks, et d'attendre, dans cette attitude généreuse et digne des guerriers français, que le gouvernement

consulaire eût fait passer des renforts assez considérables pour recouvrer la domination d'un pays qui avait déjà coûté le sacrifice de tant de braves.

Le chef de brigade Dupas, commandant la citadelle du Caire, ayant obtenu, à son tour, d'exposer son opinion, commença par rejeter les mesures qu'avaient proposées ceux des membres du conseil qui venaient de parler avant lui, pour en présenter une autre d'un genre bien plus élevé, et il s'exprima à peu près en ces termes :

« Lorsque l'armée française, victorieuse des anciens dominateurs de l'Égypte, fit, pour la première fois, son entrée solennelle dans cette capitale, qui de nous, citoyens généraux, et vous, mes camarades, eût pensé que nous nous verrions réduits un jour à l'impérieuse nécessité d'aviser aux moyens de pouvoir nous y soutenir, ou d'en sortir sans compromettre notre honneur? Telle est cependant la fâcheuse position où nous nous trouvons; mais, en songeant à reculer une catastrophe aussi instante, ou à la couvrir du moins de couleurs honorables, dites-le-moi, guerriers français, ne nous reste-t-il plus aucune espérance dans la victoire? Sont-ils donc morts ces soldats qui, au nombre de 4,000, ont culbuté 20,000 Osmanlis dans la mer d'Aboukir? N'avons-nous plus ces mêmes troupes qui, dans l'espace d'un mois, ont reconquis l'Égypte entière sur une armée de 80,000 hommes? Les temps ne sont plus les mêmes, va-t-on me répondre; aucune défaite n'avait alors entaché les drapeaux français. Faibles arguments! Non, vaillants compagnons, ce ne sont point les armes de nos ennemis qui ont abattu notre puissance en Egypte : nous ne devons nos malheurs qu'à nos propres dissensions. Osons croire qu'il est en notre pouvoir de vaincre, et la victoire est à nous. Croyez-moi, guerriers de Bonaparte et de Kléber, abandonnons nos retranchements, allons affronter l'ennemi dans les siens, c'est là que la gloire nous attend encore. Si notre résolution échoue, si l'immense supériorité du nombre nous force à rentrer de nouveau dans ces murs, et qu'il ne nous reste plus d'autre alternative qu'une capitulation ou la mort, arrêtons-nous à la mort, et choisissons-en une qui réponde à la grandeur de notre renommée. Quel sujet d'orgueil pour notre patrie et d'admiration pour l'Europe, lors-

1801 — an IX Égypte.

que l'une et l'autre apprendront que 5,000 Français ont préféré la gloire impérissable de s'ensevelir sous les ruines de leur conquête, à la honte de la céder à l'ennemi ! »

L'enthousiasme qui animait l'intrépide orateur passa dans l'âme de la plupart de ceux qui venaient de l'entendre avec un religieux silence ; un feu martial brillait dans presque tous les regards. Entraînés par l'éloquence de Dupas, un certain nombre de ses collègues allaient se lever pour appuyer sa proposition désespérée, lorsque d'autres membres du conseil entreprirent de la combattre, ainsi que les deux opinions précédemment énoncées par les généraux Lagrange et Donzelot. Les nouveaux orateurs représentèrent d'abord qu'il est des occasions où il convient de ne prendre conseil que de soi-même, sans recourir à une autorité qui ne peut plus vous être d'aucun secours. Passant ensuite à la proposition de se retirer dans la haute Égypte, ils démontrèrent l'inutilité de ce parti, en faisant observer qu'avant que le gouvernement français pût envoyer des renforts à travers une mer couverte de vaisseaux ennemis, les Anglais et les Turcs auraient le temps d'acculer la petite troupe sortie du Caire jusqu'aux cataractes et de la jeter dans le désert, où la faim, la misère et le désespoir achèveraient d'anéantir ceux que le sort des armes aurait épargnés pendant ce long et périlleux trajet. Quant à l'avis du commandant de la citadelle, après avoir donné au courage de ce digne officier tous les éloges qu'il méritait, un des opinants présenta les considerations qu'on va lire :

« Entre les deux exemples des journées d'Aboukir et d'Héliopolis, cités par le chef de brigade Dupas, il convenait, disait l'orateur, d'examiner plus particulièrement le dernier, attendu que la position où s'était trouvé Kléber avait une certaine conformité avec la situation présente du général Belliard. En effet, l'Égypte, avant la bataille d'Héliopolis, était couverte de soldats ennemis, comme elle l'était maintenant ; mais la chance ne pouvait plus être la même : Kléber avait 10,000 hommes réunis sous ses ordres immédiats lorsqu'il entreprit de reconquérir l'Égypte sur une armée de 80,000 Turcs ; il restait à peine 5,000 hommes au général Belliard pour combattre à la fois la nouvelle armée du grand vizir, le corps du capitan-pacha, et 12 à 15,000 hommes de troupes anglaises. on ne devait

point espérer de forcer dans le camp un si grand nombre d'ennemis, et une entreprise de cette nature tenait plus du délire que du courage; il n'y avait d'ailleurs aucune honte à céder un poste à l'ennemi, lorsqu'on se trouvait dans l'impossibilité de le défendre, et qu'on en sortait surtout sous les clauses d'une capitulation honorable; enfin la position défensive du corps d'armée, quoique défectueuse sous bien des rapports, était cependant assez respectable pour faire obtenir au général Belliard toutes les conditions qu'il exigerait pour prix de l'évacuation du Caire, et il fallait se hâter de profiter du moment opportun pour sortir avec honneur d'un pays qu'on ne pourrait quitter plus tard sans infamie. » 1801 — an IX Égypte.

Ce dernier discours fixa tous les esprits, jusqu'alors irrésolus : on alla aux voix, et il fut arrêté que l'on capitulerait avec l'ennemi.

Celui-ci faisait les dispositions d'une attaque générale, lorsqu'un parlementaire, envoyé par le général Belliard, se présenta, le 22 juin, dans le camp anglais pour demander une suspension d'armes qui permît de traiter des conditions auxquelles les Français consentaient à évacuer le Caire. Cette proposition fut reçue avec empressement par le général Hutchinson et par le vizir, puisqu'elle les rendait sans coup férir maîtres d'une ville dont ils ne s'étaient promis la possession qu'au prix du sang de leurs plus braves soldats. Des commissaires, nommés de part et d'autre, se réunirent aussitôt dans un lieu désigné entre les retranchements du Caire et ceux du camp ennemi, pour dresser les articles de la capitulation suivante :

Convention pour l'évacuation de l'Égypte par le corps de troupes de l'armée française et auxiliaires aux ordres du général de division Belliard, conclue entre les citoyens Donzelot, général de brigade, Morand, général de brigade, Tarayre, chef de brigade, de la part du général de division Belliard, et M. le général-major Hope, de la part de Son Excellence le général en chef de l'armée anglaise; Osman-Bey, de la part de Son Altesse le suprême vizir; et Isaac-Bey, de la part de Son Altesse le capitan-pacha.

Les commissaires ci-dessus nommés, s'étant réunis dans un

1801 — an IX Égypte. lieu de conférence entre les deux armées, après l'échange de leurs pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants :

Article 1. Les corps de l'armée française de terre et de mer, les troupes auxiliaires aux ordres du général de division Belliard, évacueront la ville du Caire, la citadelle, les forts Boulaq et Gizeh, et toute la partie de l'Égypte qu'ils occupent en ce moment.

2. Les corps de l'armée française et les troupes auxiliaires se retireront par terre à Rosette en suivant la rive gauche du Nil avec armes, bagages, artillerie de campagne, caissons, munitions, pour y être embarqués, et de là être transportés dans les ports français de la Méditerranée avec leurs armes, artillerie, caissons, munitions, bagages, effets, aux frais des puissances alliées. L'embarquement desdits corps de troupes françaises et auxiliaires devra se faire aussitôt qu'il sera possible de l'effectuer, mais au plus tard dans cinquante jours à dater de la ratification de la présente convention ; il est d'ailleurs convenu que lesdits corps seront transportés dans lesdits ports du continent français par la voie la plus prompte et la plus directe.

3. A dater de la signature et ratification de la présente convention, les hostilités cesseront de part et d'autre ; il sera remis aux armées alliées le fort Sulkowski et la porte des Pyramides de la place de Giseh. La ligne des armées respectives sera déterminée par des commissaires nommés à cet effet, et il sera donné les ordres les plus précis pour qu'elle ne soit pas dépassée, afin d'éviter les rixes particulières, et, s'il en survenait, elles seraient terminées à l'amiable.

4. Douze jours après la ratification de la présente convention, la ville du Caire, la citadelle, les forts et la ville de Boulaq seront évacués par les Français et auxiliaires, qui se retireront à la ferme d'Ibrahim-Bey, île de Raoudah et dépendances, le fort Lequoy et Gizeh, d'où elles partiront le plus tôt possible, et au plus tard dans cinq jours, pour se rendre au point de l'embarquement. Les généraux des armées anglaise et ottomane s'engagent en conséquence à faire fournir, à leurs frais, aux troupes françaises et auxiliaires les moyens de transport par eau pour porter les bagages, vivres et effets au point de

l'embarquement : tous ces moyens de transport par eau seront mis le plus tôt possible à la disposition des troupes françaises à Gizeh. 1801 — an IX Égypte.

5. Les journées de marche et de campement de l'armée française et des auxiliaires seront réglées par les généraux des armées respectives, ou par des officiers d'état-major nommés de part et d'autre; mais il est clairement entendu que, suivant cet article, les journées de marche et de campement seront fixées par les généraux des armées combinées. En conséquence, lesdits corps de troupes françaises et auxiliaires seront accompagnés dans leur marche par des commissaires anglais et ottomans, chargés de faire fournir les vivres nécessaires pendant la route et les séjours.

6. Les bagages, munitions et autres objets voyageant par eau seront escortés par des détachements français et par des chaloupes armées des puissances alliées.

7. Il sera fourni aux troupes françaises et auxiliaires et aux employés à leur suite les subsistances militaires, à compter de leur départ de Gizeh jusqu'au moment de l'embarquement, conformément aux règlements des armées françaises, et du jour de l'embarquement jusqu'au débarquement en France, conformément aux règlements maritimes de l'Angleterre.

8. Il sera fourni par les commandants des troupes britanniques et ottomanes, tant de terre que de mer, les bâtiments nécessaires, bons et commodes, pour le transport dans les ports de France de la Méditerranée des troupes françaises et auxiliaires, et de tous les ingénieurs et autres employés à la suite de l'armée. Tout, à cet égard, ainsi que pour les vivres, sera réglé par des commissaires nommés à cet effet par le général de division Belliard, et par les commandants en chef des armées alliées, tant de mer que de terre. Aussitôt la ratification de la présente, ces commissaires se rendront à Rosette et à Aboukir pour y faire préparer tout ce qui est nécessaire à l'embarquement.

9. Les puissances alliées fourniront quatre bâtiments, et plus s'il est possible, préparés pour transporter des chevaux, les futailles pour l'eau, et les fourrages nécessaires jusqu'à leur débarquement.

1801 – an IX Égypte.

10. Il sera fourni aux corps de l'armée française et auxiliaires, par les puissances alliées, une escorte de bâtiments de guerre suffisante pour garantir leur sûreté et assurer leur retour en France. Lorsque les troupes seront embarquées, les puissances alliées promettent et s'engagent à ce que, jusqu'à leur arrivée sur le continent de la république française, elles ne seront nullement inquiétées ; comme de son côté le général Belliard, et le corps de troupes sous ses ordres, promettent de ne commettre aucune hostilité pendant ledit temps, ni contre la flotte, ni contre les pays de S. M. Britannique, ni de la Sublime Porte ou de leurs alliés. Les bâtiments qui transporteront et escorteront lesdits corps de troupes ou autres Français ne s'arrêteront à aucune autre côte que celles de la France, à moins d'une nécessité absolue. Les commandants des troupes françaises, anglaises et ottomanes, prennent réciproquement les mêmes engagements que ci-dessus, pour le temps que les troupes françaises resteront sur le territoire de l'Égypte, depuis la ratification de la présente convention jusqu'au moment de leur embarquement. Le général de division Belliard, commandant les troupes françaises et auxiliaires, de la part de son gouvernement, promet que les bâtiments d'escorte et de transport ne seront pas retenus dans les ports de France après l'entier débarquement des troupes ; et que les capitaines pourront s'y procurer à leurs frais, et de gré à gré, les vivres dont ils auront besoin pour leur retour. Le général Belliard s'engage en outre, de la part de son gouvernement, que lesdits bâtiments ne seront point inquiétés jusqu'à leur retour dans les ports des puissances alliées, pourvu qu'ils n'entreprennent et ne servent à aucune opération militaire.

11. Toutes les administrations, les membres de la commission des sciences et arts, enfin tous les individus attachés au corps de l'armée française, jouiront des mêmes avantages que les militaires. Tous les membres desdites administrations et de la commission des sciences et arts emporteront en outre avec eux non-seulement tous les papiers qui regardent leur gestion, mais encore les papiers particuliers, ainsi que les autres objets qui les concernent.

12. Tout habitant de l'Égypte, de quelque nation qu'il soit,

qui voudra suivre l'armée française, sera libre de le faire, sans qu'après son départ sa famille soit inquiétée, ni ses biens séquestrés. 1801 — aux Égypte.

13. Aucun habitant de l'Égypte, de quelque religion qu'il soit, ne pourra être inquiété dans sa personne ni dans ses biens pour les liaisons qu'il aurait eues avec les Français pendant leur occupation de l'Égypte, pourvu qu'il se conforme aux lois du pays.

14. Les malades qui ne pourront pas supporter le transport seront admis dans un hôpital, où ils seront soignés par des officiers de santé et employés français jusqu'à leur parfaite guérison : alors ils seront renvoyés en France, les uns et les autres aux mêmes conditions que les corps de troupes. Les commandants des troupes des armées alliées s'engagent à faire fournir, sur des demandes en règle, tous les objets qui seront nécessaires à cet hôpital, sauf les avances à être remboursées par le gouvernement français.

15. Au moment de la remise des villes et forts désignés dans la présente convention, il sera nommé des commissaires pour recevoir l'artillerie, les munitions, magasins, papiers, archives, plans, et autres effets publics, que les Français laisseraient aux puissances alliées.

16. Il sera fourni, aussitôt que possible, par le commandant des troupes de mer des puissances alliées, un aviso pour conduire à Toulon un officier et un commissaire des guerres, chargés de porter au gouvernement français la présente convention.

17. Toutes les difficultés ou toutes les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution de la présente convention seront terminées à l'amiable par des commissaires nommés de part et d'autre.

18. Aussitôt la ratification de la présente convention, tous les prisonniers anglais et ottomans qui se trouvent au Caire seront mis en liberté, de même que les commandants en chef des puissances alliées mettront en liberté les prisonniers français qui se trouvent dans leurs camps respectifs.

19. Un officier supérieur de l'armée anglaise, un officier supérieur de S. A. le capitan-pacha, seront échangés contre des

1801 — an IX
Égypte.

otages de pareils nombre et grades de troupes françaises, pour servir de garantie à l'exécution du présent traité. Aussitôt que le débarquement des troupes sera effectué dans les ports de France, les otages seront réciproquement rendus.

20. La présente convention sera, par un officier français, portée et communiquée au général en chef Menou, à Alexandrie, et il sera libre de l'accepter pour les troupes françaises et auxiliaires de terre et de mer qui se trouvent avec lui dans cette place, pourvu que son acceptation soit notifiée au général commandant les troupes anglaises devant Alexandrie, dans dix jours, à compter de celui où la communication lui en aura été faite.

21. La présente convention sera ratifiée par les commandants en chef des troupes et armées respectives, vingt-quatre heures après la signature.

Fait quadruple, au camp des conférences entre les deux armées, le 8 messidor an IX, à midi (27 juin 1801), ou le 16 du mois de safar 1216.

DONZELOT, *général de brigade;* MORAND, *général de brigade;* TARAYRE, *chef de brigade;* JOHN HOPE, *brigadier général;* OSMAN-BEY; ISAAC-BEY.

Approuvé : J. HELY HUTCHINSON, *général en chef.*

Approuvé de la part de lord Keith : JAMES STEVENSON, *capitaine royal navy.*

Nous avons approuvé les articles de la présente convention pour l'évacuation de l'Égypte et sa remise à la Porte Ottomane : HADGI-JUSSUF-ZIA, *vizir.*

Nous avons approuvé les articles de la présente convention pour l'évacuation de l'Égypte et sa remise à la Porte Ottomane : HUSSEIN-PACHA, *capitan-derya.*

Approuvé et ratifié la présente convention, le 9 messidor an IX de la république française (28 juin 1801).

Le général de division BELLIARD.

Cette convention, obtenue par le général Belliard, alors qu'avec plus d'énergie de la part du général anglais les Français devaient s'attendre à périr ou à rester prisonniers entre les mains de leurs nombreux ennemis, était d'ailleurs à peu près

1801 — an IX
Égypte.

la même que celle d'El-Arich, et remettait les choses au même point où Kléber et le commodore Sidney Smith les avaient placées au mois de février de l'année précédente. Ainsi l'Angleterre était loin d'avoir à s'applaudir de sa première perfidie, et de retirer de son triomphe présent les avantages qu'elle avait attendus. Il n'avait pas fallu moins qu'un armement gigantesque et préparé à grands frais pour arriver au même but qu'elle eût atteint sans sacrifices d'hommes et d'argent, en ratifiant le premier traité. Au surplus, les généraux anglais et les chefs de l'armée turque ne craignirent point cette fois de contrarier les vues du ministère britannique. La convention du Caire reçut sa pleine et entière exécution. Les troupes du général Belliard s'embarquèrent à Aboukir, et firent voile pour la France le 9 août (21 thermidor).

Pleine de reconnaissance et de vénération pour la mémoire de Kléber qu'elle devait regretter par tant de motifs, cette portion de l'armée d'Orient avait emmené avec elle le corps de son illustre général, inhumé, comme on l'a vu, dans un des bastions du camp retranché de la ferme d'Ibrahim-Bey, et qu'elle n'avait point voulu abandonner sur une terre désormais étrangère : cette translation se fit de la manière la plus solennelle, au bruit de l'artillerie de la citadelle et des forts. Les Anglais et les Turcs, prévenus par Belliard du motif de cette explosion extraordinaire, voulurent concourir aux nouveaux honneurs funèbres que l'armée française rendait au vainqueur d'Héliopolis, en répondant aux salves des Français par celles de leur propre artillerie [1].

Reportons-nous maintenant sur Alexandrie, où nous avons laissé le général Menou plus occupé de sa sûreté personnelle que du salut de l'armée confiée à ses soins.

Dès la fin du mois de mai, les faibles approvisionnements d'A-

[1] En descendant le Nil (dit le sieur Martin dans sa relation), les Français éprouvèrent encore quelques jouissances bien vives, dans l'accueil et les regrets, assurément bien sincères, qu'ils recevaient des habitants. Déjà ceux-ci éprouvaient des vexations de la part des Turcs, et lorsqu'ils voyaient arriver un détachement de Français, ils venaient porter plainte à ces derniers comme à leurs protecteurs naturels. Il arriva même que des officiers et des soldats français sauvèrent la vie à des Turcs et à des Anglais, qui allaient

1801 — an IX Égypte. lexandrie étaient consommés, et la perte des chameaux que le chef de brigade Cavalier avait emmenés avec lui dans son expédition ne laissait plus d'espoir de se procurer d'autres subsistances en tentant une nouvelle excursion. Les eaux du lac Maréotis étendaient leurs progrès vers l'ouest, et achevaient d'intercepter toute communication avec l'intérieur de l'Égypte. La viande commença d'abord à manquer; l'on ne fit ensuite que des distributions de pain fabriqué avec parties égales de riz et de blé: ce dernier aliment finit par être distribué en ration insuffisante.

Cependant une lueur d'espérance vint un moment briller aux regards de la garnison d'Alexandrie, ranimer son courage et prolonger sa patience. Le 9 juin, un bâtiment signalé dès la pointe du jour entra à toutes voiles dans le port. C'était la corvette *l'Héliopolis*, détachée de l'escadre de Ganteaume, et qui venait annoncer que cet amiral ne tarderait pas à arriver avec des secours en tous genres et un renfort considérable de troupes. Cette nouvelle calma les inquiétudes les plus vives, et le général Menou se crut enfin à la veille de voir son attente remplie. Mais cette illusion ne tarda pas à s'évanouir, et les esprits tombèrent de nouveau dans l'abattement.

Nous avons dit plus haut que l'amiral Ganteaume, après être entré dans la Méditerranée par le détroit de Gibraltar, était entré à Toulon, parce qu'il avait appris que les Anglais se trouvaient en force sur les côtes d'Égypte. Le premier consul, mécontent de la circonspection de l'amiral, lui envoya l'ordre de se remettre sur-le-champ en mer, de se diriger sur l'Égypte, ou de débarquer sur le point des côtes d'Afrique le plus rapproché, quelles que fussent la position et les forces de l'ennemi. Le gouvernement, pour se ménager le moyen de faire arriver ses troupes de renfort par terre jusque sur le sol égyptien, avait fait la paix et conclu des traités avec les régences barbaresques, notamment avec Tunis et Tripoli; et les instructions de Gan-

être victimes de la fureur des fellahs. Lorsque ces paysans égyptiens adressaient ainsi leurs plaintes aux Français, ceux-ci leur répondaient : Nous ne sommes plus les maîtres. — « Vous êtes toujours les plus forts et les plus justes, reprenaient les premiers; nous sommes bien sûrs que vous reviendrez un jour, parce que c'est la faute de votre général en chef si vous êtes forcés de nous quitter à présent. »

teaume portaient qu'il pourrait débarquer, s'il y était forcé, à Derne ou à Bengasi, pour que les troupes pussent se porter de là sur Alexandrie par terre. Bonaparte envoya à cet effet le chef de brigade Lacuée, son aide de camp, à l'amiral français, pour accélérer et presser le départ de l'escadre. Ganteaume était, le 8 juin au soir, à vingt lieues environ à l'ouest d'Alexandrie, lorsqu'il détacha la corvette *l'Héliopolis* pour éclairer sa marche et annoncer son arrivée. On ne doit pas douter que l'amiral ne fût entré dans le port de cette ville, en même temps que la corvette, s'il l'eût suivie immédiatement; mais, n'ayant pas jugé à propos de tenter l'entreprise, il fit voile pour Bengasi [1], afin d'y débarquer les troupes qu'il avait à bord de son escadre. Les gens du pays, à la vue des bâtiments français, ayant pris les armes, et s'étant mis en devoir de s'opposer au débarquement, Ganteaume craignit encore de compromettre la mission dont il était chargé, et retourna à Toulon. Il captura en route le vaisseau de guerre anglais *le Swiftshure*, qui, escortant un convoi destiné pour Malte, en avait été séparé par un coup de vent. Cette prise était un bien faible dédommagement des pertes auxquelles la non-arrivée de l'escadre française à Alexandrie allait donner lieu.

1801 — an IX. Égypte.

Depuis l'entrée de *l'Héliopolis* dans ce port, Menou allait tous les jours au phare ou sur le bord de la mer, et, promenant ses regards sur l'horizon, il s'attendait à voir paraître la flotte française à chaque instant : cette pensée absorbait toutes ses facultés, et lui faisait négliger plus que jamais les détails administratifs et militaires. Fort heureusement les autres généraux, et notamment le général Friant, ainsi que les officiers supérieurs de l'artillerie et du génie, ne s'endormaient point dans une fausse sécurité et ne se berçaient point d'un espoir qui pouvait ne pas se réaliser. Les travaux de défense se continuaient avec la même activité qu'auparavant, et les troupes campées sur les hauteurs dites de Nécropolis (ville des morts) [2] étaient

[1] Ville sur la côte du grand désert de Barqah, dépendante de la régence de Tripoli, et à 168 lieues E. q. S. de cette dernière ville.

[2] Les savants et les voyageurs ont conservé ce nom à un terrain situé à l'ouest d'Alexandrie, et où se trouvent de vastes catacombes.

1801 — an IX Égypte. employées à élever une forte ligne de retranchements, à laquelle Menou avait voulu d'ailleurs qu'on donnât trop de développement, inconvénient qui contraria la réunion de forces suffisantes pour empêcher le débarquement que les Anglais projetaient de faire au Marabout. On s'occupa de revêtir la nouvelle enceinte d'Alexandrie, et d'abord il fallut construire un nouveau front sur le rivage de la mer, afin de fermer, du côté du port, la place où Menou se tenait campé avec tout l'état-major. La nécessité de clore en premier lieu la ville et d'ajouter aux moyens de défense de son enceinte avait fait négliger précédemment la construction de deux forts : le premier sur la hauteur dite de Cléopâtre, et le second sur un monticule qui se trouve à côté de la colonne dite de Pompée. Ces deux points étaient cependant d'une haute importance pour défendre les approches. Les généraux de l'artillerie et du génie s'empressèrent, aussitôt qu'ils le purent, de faire travailler à ces ouvrages, qui furent bientôt en état de défense. L'inondation du lac Mareotis, qui venait baigner le pied de la colonne de Pompée, resserrant la position des Français, rendait l'occupation des deux hauteurs encore plus importante, parce qu'alors les Anglais se voyaient forcés de n'attaquer qu'un seul front, en divisant d'ailleurs leurs forces pour investir étroitement la place. Les généraux Songis (de l'artillerie), Samson (du génie), et le chef de brigade Bertrand, directeur des fortifications de la place, se firent remarquer par leur zèle, par l'activité et le talent qu'ils déployèrent en cette circonstance : leur mérite fut d'autant plus grand, que, sans cesse contrariés par le général en chef, ils étaient souvent obligés d'interrompre ces utiles travaux pour en exécuter d'autres bien moins importants que Menou leur prescrivait.

Les Anglais et les Turcs étaient depuis plus de dix jours maîtres du Caire, et le général en chef français ignorait encore cet événement. Soit insouciance, soit impossibilité de trouver des hommes assez sûrs, Menou n'avait employé aucun agent à l'extérieur qui pût l'instruire des mouvements de l'ennemi ; et comme il s'occupait toujours de la chose la moins urgente, il avait nommé le chef d'escadron de Saint-Geniès commandant du corps des dromadaires, en remplacement du chef de

brigade Cavalier, bien que ce même corps eût été fait prisonnier presque en entier avec son chef. Toutefois, les Arabes Ouadalis ayant procuré quelques-uns de ces animaux, Menou fit partir de Saint-Geniès [1] pour faire une excursion dans le Bahireh, et savoir des nouvelles de l'intérieur de l'Égypte. Le nouveau commandant des dromadaires fut plus heureux que son prédécesseur, et remit ses dépêches au général Belliard. 1801 — an IX Égypte.

Une grande partie des membres de l'Institut et de la commission des arts avaient quitté le Caire après les premiers événements de la campagne, et étaient venus chercher un refuge à Alexandrie. Par suite d'une négociation avec les Anglais, ils avaient obtenu, vers le milieu de mai, la faculté de revenir en France avec les conquêtes scientifiques que l'on devait à leurs recherches et à leur dévouement. Embarqués sur un bâtiment préparé pour eux, ils étaient sortis du port, lorsque l'ennemi refusa de les laisser passer; ils voulurent alors rentrer dans Alexandrie; mais, par un caprice inconcevable, Menou leur fit dire qu'il allait faire tirer le canon sur eux, et couler bas leur bâtiment s'il s'approchait du rivage. Ces savants et ces artistes distingués restèrent ainsi plusieurs jours devant le port dans un état d'anxiété difficile à exprimer : des hommes qui méritaient le respect, la juste protection des nations civilisées, se trouvèrent ainsi placés dans l'alternative de périr par le canon des Anglais ou par celui de leurs compatriotes, pour récompense de leurs nobles travaux, de leurs généreuses investigations. Gagné à la fin par les prières des généraux et des autres chefs de l'armée, Menou consentit à recevoir ces victimes de ses odieux caprices, et le bâtiment qui les portait rentra dans le port. On avait organisé une garde nationale, composée des employés et des autres Français non militaires; les savants et les artistes y furent incorporés, et se firent remarquer par leur zèle dans le nouveau service que l'on réclama d'eux.

[1] Le commandant de Saint-Geniès, se dirigeant d'abord vers la tour des Arabes, gagna le lac de Natron; et, après trois jours de marche dans le désert, il arriva près des Pyramides : il cacha son détachement dans le creux d'un rocher; à minuit il descendit dans la plaine, et eut le bonheur de franchir les lignes devant Gizeh occupées par les Anglais, les Turcs, les mameloucks et les Arabes, et remit ses dépêches.

1801 — an IX Égypte.

Ce fut par les Anglais que l'on reçut la nouvelle de l'évacuation du Caire : les vedettes ennemies l'apprirent aux sentinelles françaises, et le bruit s'en répandit à l'instant dans Alexandrie. Menou ne manqua point de démentir cette nouvelle alarmante, et déclara qu'il ferait fusiller quiconque la répéterait. Cependant, un officier de l'état-major étant venu, d'après l'article 20 de la convention signée par les généraux Belliard et Hutchinson, présenter une copie de cet acte au général en chef français, celui-ci ne put douter de la réalité de l'évacuation du Caire; mais, entrant dans la plus violente colère contre ceux qui l'avaient consentie, il jura qu'il ne ratifierait jamais une pareille infamie, et il publia à l'instant l'ordre du jour suivant :

« *Le général en chef sous les murs de la place d'Alexandrie.*

« Généraux, officiers, sous-officiers et soldats de toutes armes !

« Les troupes françaises qui étaient au Caire et forts environnants ont capitulé sans se battre, sans que la ville et les forts aient été attaqués régulièrement. Je ne me permets aucune réflexion sur cet événement, le plus extraordinaire peut-être qui soit arrivé à la guerre, parce que je craindrais d'envelopper dans le déshonneur des hommes qui s'étaient montrés dignes du nom de Français et de républicains.

« Je vous déclare que j'ai rassemblé autour de moi mes lieutenants Friant et Rampon[1], les généraux de division Songis, Destaing, Zayonscheck, et le général de brigade Samson, commandant le corps du génie; tous ont été d'avis que nous devions nous conduire ici comme le doivent faire des hommes qui ne connaissent d'autre règle de conduite que l'honneur et l'attachement à leur patrie.

[1] On retrouve encore ici le caractère bizarre du général Menou. Singeant en tout les institutions du premier consul, il s'était donné des lieutenants généraux, comme si la poignée d'hommes qu'il avait avec lui dans Alexandrie lui eût permis de diviser cette troupe en plusieurs corps d'armée. Mais Bonaparte avait créé des lieutenants pour les autres généraux en chef, et l'orgueilleux Menou pensa qu'il devait jouir de la même prérogative que ces derniers. Il nous semble que ce nouveau trait achève de peindre l'homme auquel le premier consul avait confié les destins de la colonie.

« Soldats, vous avez montré jusqu'à présent tant de dévouement, de patience et de courage, que je ne vous fais pas l'affront de douter un seul instant de la conduite que vous tiendrez. Nous montrerons ce que peuvent de braves soldats; nous nous défendrons jusqu'à la mort; mais s'il en était, parmi vous et parmi les autres Français qui sont ici, qui ne se sentissent pas l'énergie nécessaire pour combattre encore longtemps les ennemis de la république, la porte leur est ouverte : je les enverrai à Rosette, où doivent se réunir sous peu de jours les troupes qui descendent du Caire. 1801 — an IX Égypte.

« Abdallah-Jacques MENOU. »

Le général en chef se hâta d'expédier un bâtiment en France pour dénoncer au premier consul la conduite du général Belliard : en faisant cette démarche plus qu'inconvenante, il ne s'apercevait pas qu'il s'accusait lui-même, puisque l'évacuation du Caire était le résultat de ses mauvaises dispositions, et que d'ailleurs son poste naturel aurait dû être dans cette capitale de l'Égypte après la perte de la bataille de Canope. Menou déclarait en outre au gouvernement qu'il avait des vivres pour plusieurs mois, et qu'il s'ensevelirait sous les ruines d'Alexandrie plutôt que de consentir à capituler. C'est ainsi que, par des forfanteries et des mensonges, ce général cherchait à tromper le premier consul. La vérité est qu'il n'avait pas à cette époque pour plus de trois semaines de vivres ; il faisait un crime à Belliard d'une convention honorable, et lui-même allait bientôt signer une capitulation, que la noble fermeté des savants et des artistes français sut rendre moins fâcheuse qu'elle ne devait l'être par l'effet de sa pusillanimité.

L'armée anglo-turque avait escorté la garnison du Caire jusqu'à Aboukir ; et lorsque les Français, ainsi que les nombreux habitants qui voulurent les suivre [1], furent embarqués, le général Hutchinson, apprenant que le général Menou rejetait

[1] Ils étaient au nombre de sept à huit mille, et, parmi eux, on remarquait des chrétiens de toutes les sectes, des Arméniens, des Syriens, des Cophtes, des Juifs et jusqu'à des Musulmans, qui, craignant tous la vengeance des Osmanlis, abandonnaient ainsi leur patrie, et se confiaient à la générosité française

1801— an IX Égypte. toutes les propositions qui lui étaient faites pour l'évacuation d'Alexandrie, resolut de pousser avec vigueur le siége de cette place, d'autant plus que, malgré les inondations du lac Mareotis, les Arabes Ouadalis y faisaient toujours passer quelques approvisionnements. Le 6 août, les Anglais augmentèrent la flottille qu'ils avaient sur le lac Mareotis, et y firent entrer un grand nombre d'embarcations pour le transport des troupes. L'ennemi projetait de détourner l'attention des Français par une fausse attaque sur le camp de Nécropolis, tandis qu'un corps de troupes débarquerait au Marabout, et s'établirait sur la langue de terre qui sépare le lac de la mer. Nous avons dit que la trop grande étendue des retranchements du camp français employait toutes les troupes disponibles, et qu'il ne restait pas de réserve pour pouvoir s'opposer aux autres attaques.

Le 17 août avant le jour, 2,000 Albanais du corps du capitan-pacha attaquèrent un mamelon qui dominait le bord de la mer, en avant de la gauche du camp français. Le détachement qui occupait ce poste se retira dans les ouvrages, dont l'artillerie tira avec succès sur les assaillants. Deux compagnies de grenadiers, profitant du désordre que cette canonnade venait de jeter dans les rangs albanais, sortirent des retranchements et fondirent impétueusement sur l'ennemi, qui s'enfuit après avoir laissé bon nombre de ses morts et de ses blessés sur le terrain. Les Albanais firent leur retraite sur le camp anglais, et se bornèrent à tirailler jusqu'à la nuit avec les avant-postes français.

Pendant cette attaque, un corps de 6,000 Anglais s'était déployé entre les étangs et le premier pont du canal d'Alexandrie, et avait forcé les postes français de se replier sur ce pont; mais, laissant ses troupes masquées par la hauteur, le général ennemi ne présenta ensuite qu'un rideau de tirailleurs pour contenir ses adversaires, attendu qu'il craignait de s'exposer au feu des batteries, qui l'auraient écrasé s'il eût avancé davantage. Menou, enhardi par cette circonspection, crut devoir envoyer deux compagnies de grenadiers, et deux autres de fusiliers de la 25e demi-brigade de ligne, avec un bataillon de la 75e, formant en tout une colonne de 450 hommes environ, pour chasser les 6,000 Anglais de leur position. Malgré l'é-

norme disproportion du nombre, les vaillants Français se portèrent à cette attaque avec tout le dévoûment et l'énergie qu'on pouvait attendre des héros du mont Thabor, d'Aboukir et d'Héliopolis. Ils gravirent la hauteur au pas de charge, et culbutèrent les tirailleurs ennemis; mais, arrivés sur la crête, ils eurent à essuyer le feu de toute la ligne anglaise. Se voyant trop faibles pour continuer à s'avancer, ils se replièrent en bon ordre sur leur camp, sans être poursuivis par les Anglais, et sans que ceux-ci songeassent à faire usage de leur cavalerie pour essayer de couper la retraite à cette petite troupe.

Cependant le lac Mareotis se couvrait de barques et de chaloupes remplies de soldats et protégées par cinquante canonnières. Le 18, au lever du soleil, cette flottille était en face de la colonne de Pompée, et les Français pouvaient la voir se diriger vers l'embouchure d'un ancien canal, par lequel le lac Mareotis communiquait autrefois avec la mer. C'était dans cet endroit que la flottille française, au nombre de dix-huit chaloupes canonnières, se trouvait placée sous la protection d'une batterie de trois pièces de 18. Il paraissait donc certain que la flottille ennemie manœuvrait dans le dessein de s'emparer de ces bâtiments, et de débarquer un peu plus loin, afin de s'établir sur la langue de terre du Marabout et d'attaquer ensuite ce dernier poste. Mais le général d'artillerie Songis insista vainement auprès du général en chef pour l'engager à ne porter qu'une attention médiocre à la fausse attaque de Nécropolis, et à diriger la meilleure partie des troupes de ce camp vers le véritable point d'attaque. Menou s'obstina à ne point vouloir dégarnir ses retranchements, et ne fit suivre le mouvement de la flottille ennemie que par un bataillon de la 21e légère, 100 guides à pied, et 120 dragons. Cette faible colonne, de 500 hommes au plus, était bien insuffisante pour s'opposer au débarquement des troupes nombreuses que portaient les embarcations anglo-turques, et pour les empêcher de s'établir sur une plage unie, commandée par le feu de toutes les chaloupes canonnières; aussi fut-elle obligée de se retirer vers les ravins de l'ancien canal. La flottille française, également trop faible pour combattre celle des Anglais, n'ayant d'ailleurs aucune anse pour se mettre à l'abri, devait nécessairement être prise. On voulut essayer de

1801 — an IX Égypte. la convertir en brûlots lorsque les chaloupes canonnières et les autres embarcations ennemies s'approchèrent; mais le vent ne favorisa point ce dessein, les chaloupes françaises brûlèrent dans un trop grand éloignement, et ne firent aucun mal à l'ennemi.

Les Anglais, après avoir débarqué, attaquèrent le fort Marabout, et le canonnèrent vivement par terre et par mer. Ce poste, qui n'était qu'un ancien santon ou chapelle funéraire, bâti sur un rocher détaché du continent, fut bientôt détruit; la garnison capitula le 21 août. De trois avisos qui étaient mouillés près du Marabout, deux furent coulés bas, et le troisième, qui rentra dans Alexandrie, était hors d'état de pouvoir servir par la suite.

Maîtres du Marabout, les Anglais purent faire pénétrer, à l'entrée du port vieux d'Alexandrie[1], une frégate, six corvettes et plusieurs bâtiments légers qui canonnèrent aussitôt la petite colonne envoyée pour s'opposer au débarquement de l'ennemi, et postée, depuis le 19, sur les bords du *Kibotos*, cet ancien canal du lac Mareotis, dont nous avons parlé plus haut. Ces bâtiments prenaient à revers la droite du détachement français tandis que la gauche était écrasée par le feu de la flottille du lac. Le général de brigade Eppler, qui commandait ce détachement, ne quitta la position que lorsque les Anglais s'avancèrent pour l'attaquer par terre; il fit alors sa retraite en bon ordre sur le fort le Turc. L'ennemi s'établit devant ce dernier poste, et se mit en devoir de l'assiéger.

En voyant entrer incessamment beaucoup de petits bâtiments dans le port vieux, les Français pensèrent que l'intention de l'ennemi était d'effectuer un débarquement à la pointe dite des Figuiers, pour pénétrer par là dans l'intérieur de la place. Afin de s'opposer à cette tentative, on fit échouer plusieurs bâtiments de convoi, et on établit sur leurs ponts, restés au-dessus de l'eau, des batteries destinées à défendre la pointe des Figuiers. Mais les Anglais, redoutant toujours les chances d'un combat de terre, ne formèrent aucune entreprise de ce côté,

[1] En s'approchant le plus près possible de la côte, ils n'avaient rien à craindre du feu des batteries destinées à défendre l'entrée de ce port.

et ne s'occupèrent que du siége du fort le Turc, qui fut bombardé jusqu'au 25 août. 1801 — an IX Égypte.

Nous avons dit que le grand développement de la ligne française ne pouvait pas être suffisamment gardé par le petit nombre de troupes qui restaient encore au général Menou ; indépendamment de ce grave inconvénient, comme les frégates et autres bâtiments de l'ennemi ne cessaient point de tirer, tant du côté de la mer que de celui du lac Mareotis, on avait placé une partie des soldats dans des creux ou des espèces de petits vallons que forment les dunes. Une telle disposition laissait de nouveaux espaces sans défense ; l'ennemi, qui s'en aperçut, voulut en profiter. Le 25 août, à onze heures du soir, une colonne nombreuse, composée d'infanterie et soutenue par de la cavalerie, surprit les avant-postes, rompit la ligne française, enveloppa un bataillon de la 18e demi-brigade de ligne, et lui fit éprouver une perte immense : tout ce qui ne fut pas tué fut fait prisonnier. Le 3e bataillon de la 21e demi-brigade légère tenta vainement de se défendre. Une partie tomba sous le feu des Albanais, une autre chercha son salut en se jetant dans le lac Mareotis, et le reste fut fait prisonnier. Cette surprise jeta le désordre dans le camp français ; mais quelques bataillons, s'étant formés à l'instant, soutinrent le choc de la cavalerie ennemie, et arrêtèrent les progrès de l'infanterie. La droite des Francais, appuyée au port vieux, accourut au secours de la gauche et parvint à la dégager. L'ennemi, n'ayant pu réussir à enlever le fort le Turc dans cette attaque de nuit, commença à ouvrir la tranchée pour l'attaquer dans les règles.

Le nouvel échec que venait d'éprouver la garnison d'Alexandrie rendait sa situation encore plus critique. Le seul parti qui restât à prendre pour prolonger la défense de la place était de la considérer comme un camp retranché, de se renfermer dans ses ouvrages, et de conserver toujours au centre une réserve pour s'opposer à l'ennemi sur tous les points où il aurait attaqué l'enceinte en force. Il aurait fallu, à cet effet, abandonner le camp de Nécropolis, et ne conserver en dehors de l'enceinte que le fort le Turc, les hauteurs de la colonne de Pompée, une partie de la vieille enceinte des Arabes et la redoute de Cléopâtre ; mais, alors même qu'il eût été possible de faire renoncer

1801 — an IX Égypte. le général Menou au système de défense qu'il avait adopté, on n'eût retardé que de quelques jours la prise d'Alexandrie : déjà les subsistances étaient épuisées, la famine commençait à étendre ses ravages, l'eau même était devenue si rare qu'on ne la distribuait plus que par ration. Les maladies, qui sont la suite ordinaire d'un pareil ordre de choses, retenaient dans les hôpitaux la moitié des hommes en état de porter les armes, et le découragement s'était emparé de tous les autres. Ceux-ci voyaient avec douleur s'approcher une catastrophe inévitable, sans pouvoir combattre un ennemi dont la marche lente et timide semblait annoncer qu'il attendait du temps un succès plus facile; ils avaient devant les yeux la perspective la plus accablante pour des gens de cœur, une mort inutile et sans gloire.

Tous les regards se portaient sur les généraux de division Friant, Rampon et Songis, pour arrêter les effets de l'aveugle entêtement du général en chef, qui sacrifiait ainsi à son ambition et au ridicule dessein de prouver son dévouement au premier consul les derniers débris d'une armée valeureuse, sans se dévouer lui-même à leur tête et sans partager les périls des combats; mais personne n'osait entreprendre d'aborder un tel sujet avec le despote Menou. Enfin, le général Rampon se chargea de cette commission délicate, et, le 25 août, il se rendit auprès du général en chef pour lui représenter qu'il était temps de traiter avec honneur; qu'ayant perdu 8 à 900 hommes dans les dernières affaires, et la garnison se trouvant réduite à moins de 5,000, dont 1,900 dans les hôpitaux, il était à craindre qu'une résistance plus prolongée ne déterminât l'ennemi à refuser toute composition à venir. Menou entra en fureur à cette première ouverture; il s'écria que tout le monde l'abandonnait, mais que lui seul persistait à se montrer digne de la renommée qu'avait acquise l'armée d'Orient. Rebuté par cet accueil d'un homme en délire, l'intrépide et sage Rampon convoqua chez lui les autres généraux, pour aviser aux moyens de mettre fin à une situation aussi désespérée. Le général Darmagnac, député officiellement par cette assemblée, annonça au général en chef que toute l'armée partageait l'avis du général Rampon. L'irascible Menou s'exhala en reproches et en invectives contre cet interprète de l'opinion générale : « Quoi ! dit-il à Darmagnac,

vous aussi! vous que j'ai fait général! — Reprenez votre brevet, répliqua celui-ci, je ne suis plus général, si vous avez cru par là m'isoler de l'intérêt et de l'honneur de l'armée. — Eh bien! vous serez tous satisfaits, hommes pusillanimes, je vais ouvrir des conférences avec l'ennemi. » Il tint parole.

Le même jour, à quatre heures du soir, Menou envoya deux de ses aides de camp en parlementaires. L'un se rendit, par la porte de Rosette, au camp du général en chef Hutchinson, et l'autre, traversant la ligne du fort le Turc, alla trouver le général Coote, qui commandait les troupes ennemies de ce côté. Ces deux officiers étaient chargés de demander une suspension d'armes. Le premier fut reçu avec distinction par le général en chef ennemi, qui accorda sur-le-champ la suspension pour trois jours, avec l'assurance qu'il s'emploierait auprès de l'amiral Keith pour engager celui-ci à souscrire à toutes les conditions raisonnables qui pourraient être proposées pour la reddition de la place. En effet, Hutchinson expédia de suite un aviso à l'amiral, afin de l'informer des dispositions présentes des Français. Quant au général Coote, il répondit à l'aide de camp qui lui avait été envoyé que, ne pouvant rien prendre sur lui, il allait en référer à son général en chef; mais il promit de ne pas attaquer avant d'avoir reçu la réponse de celui-ci. De leur côté, les Français suspendirent tous leurs travaux de défense.

Le 28 août au matin, le général Menou convoqua un conseil de guerre dans la maison du général Friant : celui-ci, les généraux de division Rampon, Songis, Destaing et Zayonscheck, les généraux de brigade Fugières, Samson, Faultrier, Boussard, Delegorgue, Lefebvre, Delzons, Darmagnac et Eppler, le commissaire-ordonnateur en chef Sartelon, le préfet maritime Leroi, et le commandant du port, Richer, composaient ce conseil extraordinaire, auquel furent également admis le chirurgien en chef Larrey et le médecin Savaresi. Tous furent d'avis, à l'exception pourtant des généraux Destaing, Delzons et Zayonscheck, qu'une capitulation honorable était le seul parti qui restât à prendre pour tirer les débris de l'armée de la situation désespérée où elle se trouvait. Menou prit la parole le dernier, et dit que tant qu'il avait conservé l'espoir de l'arrivée

1801 — an IX Égypte. d'une flotte et des secours de France, il avait cru devoir prolonger la résistance; mais qu'en ce jour les raisons majeures qui venaient d'être développées par le plus grand nombre des préopinants, et particulièrement la situation des hôpitaux et des vivres, faisant cesser ses hésitations, il se rangeait de l'avis de la majorité.

Dans une seconde séance, qui eut lieu le lendemain, le conseil discuta le plan de capitulation rédigé pendant la nuit par les généraux Rampon, Friant, Songis, Samson et Delegorgue. La majorité de la veille approuva la rédaction; mais les mêmes généraux qui s'étaient refusés à admettre le principe de la capitulation ne voulurent point adhérer à un acte qu'ils persistaient à considérer comme déshonorant pour l'armée; nous devons même dire que cette opposition de leur part donna lieu à des scènes et à des personnalités déplorables dans une telle circonstance. Toutefois, le général Menou partageant de nouveau l'opinion de la majorité, le projet de capitulation fut arrêté définitivement tel qu'il était présenté par les généraux chargés de le dresser.

Il contenait en substance :

1° La demande d'un armistice jusqu'au 17 septembre, jour auquel la place serait remise aux Anglo-Turcs, si elle n'était pas secourue. Cet article avait occasionné de grands débats dans le conseil de guerre : La position où se trouvaient les troupes françaises, tourmentées par la faim et travaillées par l'épidémie, permettait-elle qu'on reculât autant le terme de leur délivrance? Voilà la question qui fut élevée par quelques-uns des membres de ce conseil. On répondit qu'en déterminant une époque plus rapprochée, c'était faire connaître à l'ennemi l'état de détresse où l'on se trouvait et le rendre plus difficile à concéder des conditions avantageuses; outre que l'on renonçait par là, trop légèrement peut-être, à l'espoir de voir enfin arriver les secours annoncés par la corvette *l'Héliopolis*.

2° La demande d'emmener en France tous les bâtiments de l'État et de commerce qui étaient dans le port, ainsi que toute l'artillerie de siége et de campagne; et, en troisième lieu, le droit aux membres de la commission des sciences et des arts d'emporter tous les résultats de leurs travaux en

Égypte, ainsi que les monuments d'arts et autres objets de science et de curiosité qu'ils avaient fait transporter à Alexandrie. 1801 — an IX Égypte.

Vingt-deux autres articles renfermaient les détails d'exécution.

Cette dernière séance du conseil de guerre avait été terminée dans la matinée du 29 ; mais, par l'effet de la lenteur que le général Menou apportait ordinairement dans ses opérations, les copies de la capitulation ne purent être terminées dans la journée. La trêve expirait cependant le lendemain, et il fallut envoyer un officier d'état-major au général Hutchinson pour le prier de la prolonger. Le général anglais, choqué de n'avoir reçu aucune communication pendant les trois jours qu'il avait accordés, pensa que Menou ne cherchait qu'à gagner du temps, et refusa la prolongation demandée, en annonçant qu'il venait de donner ses ordres pour qu'on attaquât à minuit la ligne française. Cette réponse jeta l'alarme dans Alexandrie. On accusait hautement la lenteur, ou plutôt l'obstination du général en chef, qui allait encore faire verser un sang inutile. Toutefois, sur une nouvelle instance qui lui fut faite, Hutchinson consentit à prolonger la trêve pendant vingt-quatre heures, à condition que la capitulation lui serait présentée dans la matinée du 30.

Ce jour-là, le conseil fut convoqué de nouveau par Menou, qui voulait communiquer quelques modifications faites par lui au projet arrêté. Elles furent approuvées, et, sur-le-champ, l'aide de camp du général en chef, Habert, et le chef de la 75e demi-brigade, Lhuillier, furent envoyés au général anglais pour lui porter l'acte signé. Hutchinson ne fit point attendre sa réponse; il écrivit au général Menou :

« Monsieur le général, si vous êtes de bonne foi, vous accepterez les articles suivants :

« 1° L'armée française que vous commandez sera transportée en France avec armes, bagages, et seulement onze pièces de campagne.

« 2° La place sera remise au bout de dix jours ; l'embarquement aura lieu dans les dix jours suivants, et le départ aussitôt que la flotte sera prête.

1801 — an IX Égypte. « 3° Quant à la commission des sciences et arts, elle n emportera aucun des monuments publics, ni manuscrits arabes, ni cartes et dessins, ni mémoires, ni collection, et elle les laissera à la disposition des généraux et commandants anglais.

« 4° Les détails d'exécution seront les mêmes que pour la convention du Caire. »

Le général Hutchinson donnait jusqu'à dix heures du soir pour accepter ces conditions, et les parlementaires ne furent de retour qu'à cinq ; il restait donc fort peu de temps pour délibérer. Cependant Menou crut devoir réunir encore le conseil de guerre, afin de lui communiquer la lettre du général anglais. Le ton impératif et les expressions sèches qu'elle renfermait blessèrent vivement ces dignes guerriers, si peu habitués à un langage pareil de la part de l'ennemi. Toutefois, l'impossibilité de reculer après une démarche qui était bien évidemment l'aveu tacite de la détresse où se trouvait l'armée, l'urgence des circonstances, l'emportèrent sur le premier mouvement d'un noble orgueil, et les conditions présentées par le général anglais furent agréées après des débats très-longs et très-animés. Dès le lendemain 2 septembre, on remit aux troupes anglaises les forts le Turc et Duvivier, et le camp de Nécropolis. Les troupes françaises rentrèrent dans l'intérieur de la ville des Arabes, où elles campèrent jusqu'à ce que les bâtiments de transport fussent préparés pour l'embarquement. Les trois frégates et les autres bâtiments de la marine française qui se trouvaient dans le port furent également remis aux Anglais. L'entêtement du général Menou était encore la cause de cette perte. Le capitaine Villeneuve, commandant les frégates, avait voulu, quelque temps avant la capitulation, essayer de sortir pendant la nuit, pour sauver ces bâtiments, s'il était possible, ou ne les rendre du moins qu'après un combat ; Menou s'y était formellement opposé.

Nous avons dit que, par l'un des articles de la capitulation imposée par le général anglais, les Français devaient abandonner les précieuses conquêtes des sciences et des arts, qui avaient coûté tant de travaux et de fatigues à la commission. Un Anglais, nommé Hamilton, venu en Égypte à la suite de l'armée pour visiter en amateur ce pays classique, trouvant plus com-

mode de s'approprier, sans recherches et sans danger, le resul- 1801 — an ix Égypte.
tat des investigations et du labeur des savants français, n'avait pas peu contribué à faire prendre au général en chef ennemi cette détermination fâcheuse ; mais il était réservé aux généreux Français qui composaient la commission des sciences et des arts de défendre avec un noble courage ce qui était devenu la propriété du savoir et le fruit de la plus légitime industrie. Ils n'eurent pas plus tôt connaissance de la condition stipulée par le général Hutchinson, qu'ils écrivirent au général Menou pour protester contre la violence dont on usait à leur égard : ils lui firent observer qu'il avait bien pu traiter avec l'ennemi pour tout ce qui regardait l'armée et le gouvernement ; mais que leurs dessins, leurs manuscrits et leurs collections étant leur propriété, personne n'avait le droit d'en disposer.

Cette réclamation était juste, et Menou ne put se refuser à l'accueillir. Il informa en conséquence le général Hutchinson de l'opposition mise par les savants et artistes à l'exécution de l'article qui les concernait, et insinua qu'une pareille condition n'aurait pas dû être exigée. Malheureusement la conduite du général en chef français ne lui avait pas donné un grand crédit auprès de l'ennemi, et les représentations des membres de la commission seraient demeurées sans résultat, n'étant appuyées que par lui seul. Aussi le général anglais répondit-il durement que la capitulation recevrait son entière exécution, et que rien de ce qui était exigé des savants et artistes ne pouvait être distrait. Cette décision étonna, mais ne découragea point les membres de la commission : voyant que l'intervention du général Menou n'avait produit aucun effet, ils résolurent de négocier par eux-mêmes, et députèrent vers le général anglais le naturaliste Geoffroy Saint-Hilaire, son collègue Savigny, et le botaniste Delille. Ces savants déclarèrent courageusement que la violence qu'on voulait leur faire était contraire aux lois et aux usages des nations civilisées, et qu'ils n'y céderaient jamais ; que si les Anglais persistaient à vouloir s'emparer de ce qui était leur propriété particulière, ils jetteraient à la mer le fruit de quatre années de travaux, et que, de retour dans leur patrie, ils instruiraient l'Europe entière d'un acte barbare, qui privait le monde civilisé d'objets précieux, à jamais perdus pour la postérité.

1801 — an IX
Égypte.

La fermeté de ces trois envoyés, la menace énergique de dénoncer à l'Europe la mesure spoliatrice dont on voulait les rendre victimes (mesure prise au nom d'un gouvernement qui se prétendait si fastueusement l'ami et le protecteur des sciences et des beaux-arts), et peut-être aussi la crainte d'encourir le blâme de ses compatriotes éclairés, ébranlèrent le général Hutchinson. Il finit par se désister d'une partie de la condition imposée, et consentit, après de longs débats, à laisser aux membres de la commission le droit de disposer de ce qui leur appartenait. Le sieur Hamilton, devenu lui-même plus doux et plus humble depuis qu'il perdait l'espoir de s'enrichir des dépouilles des savants français, se rapprocha de leurs députés, et demanda la permission de les accompagner à Alexandrie, afin de jouir au moins de la vue des richesses scientifiques qu'il avait convoitées si ardemment [1].

Cet événement, que nous avons rapporté dans tous ses détails, parce que rien de ce qui honore le nom français ne peut être étranger à notre sujet, fut le dernier qui signala la célèbre expédition d'Égypte. L'embarquement s'effectua successivement par convois, et, dans les derniers jours de septembre, les restes de cette immortelle armée d'Orient avaient presque tous salué de leur dernier adieu une terre conquise et conservée si glorieusement pendant plus de trois années. Le général Menou, comme s'il eût été honteux de reparaître en France en même temps que les généreux guerriers dont il avait trahi la valeur par son impéritie, ne quitta Alexandrie que le 17 octobre. En proie à toutes les anxiétés, dévoré de chagrins et peut-être de remords, il fut atteint de la peste quelque temps avant de s'embarquer sur la frégate anglaise *la Diane*, préparée pour son retour. Il se décida toutefois à partir, d'après le conseil du chirurgien en

[1] Il obtint cette permission; mais, oubliant la générosité du procède des Français à son égard, il ne rougit point de faire à la commission la proposition outrageante de venir avec lui à Londres, et d'y publier, sous les auspices du gouvernement de la Grande-Bretagne, le résultat de leurs travaux, leur promettant les plus brillants effets de la munificence nationale. Les savants lui répondirent, en dissimulant l'injure qu'ils recevaient : « Si vous étiez dans la même position que nous, viendriez-vous en France? » Hamilton garda le silence et retourna vers les siens.

chef Larrey. C'est aux soins empressés, à l'habileté de cet officier de santé, si recommandable sous tous les rapports, que le général Menou dut de n'avoir pas succombé au seul danger auquel il eût été exposé depuis la prise d'Alexandrie par l'armée française. Il était encore convalescent en arrivant au lazaret de Toulon; mais peu de jours suffirent pour son entier rétablissement.

1801 — an IX
Egypte.

Ainsi fut terminée l'expédition la plus mémorable des temps modernes. Les droits acquis par l'armée d'Orient à l'intérêt, nous osons dire à l'admiration de la postérité, ne peuvent être contestés. César fit brûler les vaisseaux qui transportèrent ses légions sur le sol des Bretons indomptés; mais, en mettant ses soldats dans la nécessité de vaincre, il n'avait point de flotte ennemie à redouter, et quelques lieues de mer le séparaient du continent des Gaules asservies. Ici nous voyons une armée transportée à sept cents lieues de la France, au delà d'une mer couverte des flottes de ses ennemis, et, pour ajouter aux difficultés non-seulement du retour, mais encore des communications indispensables avec la mère patrie, le combat naval d'Aboukir anéantit l'escadre française de la Méditerranée. Les troupes d'Orient ne sont point decouragées par cette catastrophe imprévue. En s'enfonçant dans un pays entièrement nouveau pour elles, autant sous les rapports du climat et des habitants que par la manière d'y combattre, tous leurs pas sont marqués par des succès; en deux mois, l'Égypte est conquise : plus tard, la Syrie est envahie; mais la fortune française échoue sous les murs de Ptolémaïs (Saint-Jean-d'Acre); et c'est à l'activité, au génie d'un compatriote qu'il convient encore d'attribuer la plus grande part de cet échec éprouvé par des soldats victorieux, dans les plaines du mont Thabor, de l'armée innombrable des pachas de l'Orient. Parlerons-nous de la bataille d'Aboukir, et surtout de celle d'Héliopolis? Les revers de la dernière campagne de l'armée d'Orient ne sauraient flétrir sa gloire et sa renommée. Disséminée sur un trop grand espace, par les mauvaises dispositions du chef inhabile qui la commandait, combien n'a-t-elle pas imposé à des ennemis supérieurs sur tous les points; et quel éclat reflèchit encore sur elle au milieu des calamités et des désastres qui l'accablent! Que les Anglais

1801 — an IX Égypte. s'applaudissent, s'ils le veulent, d'un triomphe dû tout entier aux fautes d'un seul homme! Mais leurs généraux ont-ils pu se vanter d'une victoire qu'ils n'ont remportée ni par leurs dispositions, ni par la valeur et l'audace de leurs soldats? « Leur marche timide, dit le général Reynier, malgré leur énorme supériorité, dénote aisément quelle aurait été la destinée des troupes anglaises et turques, si le chef de l'armée d'Orient eût été digne d'elle. »

Octobre (brum.). Italie. *Traité de paix définitif avec le roi de Naples; expédition de l'île d'Elbe; siége de Porto-Ferrajo*, etc. — Nous avons dit, au commencement de ce chapitre, que Bonaparte, dans le dessein de détacher tout à fait le roi de Naples de l'Angleterre, et de lui faire désirer avec plus d'empressement encore un rapprochement avec la France, n'avait point voulu qu'il fût question des intérêts de ce monarque dans le traité de Lunéville; mais que, pour répondre à la démarche que l'empereur de Russie venait de faire faire auprès de lui par son grand veneur, M. de Lewachef, le premier consul avait consenti à traiter avec le souverain des Deux-Siciles, se promettant bien de tirer parti de la situation précaire où se trouvait celui-ci. L'armistice conclu à Foligno, et dont nous avons mentionné les clauses principales, n'était valable que pour un mois; le général Murat avait toujours son armée réunie sur les frontières des États romains, et menaçait incessamment le royaume de Naples. D'un autre côté, les conditions imposées par le premier consul paraissaient si dures au ministère napolitain, encore sous l'influence de la politique anglaise, qu'il ne se hâtait point de les accepter par un traité définitif.

Sur ces entrefaites, le général Murat reçut de Paris de nouvelles instructions, par lesquelles on lui prescrivait de ne consentir à la prolongation de l'armistice sollicité par la cour de Naples qu'au cas où celle-ci exécuterait préalablement les dispositions convenues dans l'acte dont nous parlons et les conditions suivantes : 1° la restitution de tous les objets d'art qui auraient été pris à Rome par les Napolitains, et qui appartenaient à la république française; 2° l'occupation de Tarente et de la plus grande partie de la presqu'île par une forte division de l'armée française; 3° la remise des forteresses de Tarente, Gal-

lipoli, Brindisi et Otrante; 4° l'occupation par les troupes fran- çaises de Chieti, d'Aquila, et de la communication avec Tarente; 5° le versement d'une somme de cinq cent mille francs par mois dans la caisse de l'armée d'occupation, pour la solde et l'entretien des troupes, indépendamment d'une fourniture de grains pour leur subsistance. Le gouvernement français donnait au surplus l'assurance qu'aucune des places occupées par son armée ne serait démolie. Murat avait ordre, si ces conditions n'étaient point acceptées, de marcher sur Naples par Aquila, en évitant toutefois de passer par Rome, à moins d'une nécessité absolue. 1801 — an IX Italie.

La cour de Naples, pressée de sortir d'une position aussi difficile, et se flattant d'empêcher par sa soumission aux désirs du premier consul l'entrée des troupes françaises dans le royaume, renonça au système de lenteur que lui conseillaient les agents britanniques, et autorisa son plénipotentiaire à accepter le traité de paix que le gouvernement français voudrait dicter. Ce traité fut définitivement signé à Florence le 28 mars [1], par M. Alquier, ministre de France, et le chevalier Micheroux, plénipotentaire du roi de Naples, et qui avait déjà conclu l'armistice de Foligno.

En voici la teneur :

ARTICLE 1er. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et Sa Majesté le roi des Deux-Siciles; toutes hostilités par mer et par terre cesseront définitivement entre les deux puissances, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, et au préalable l'armistice conclu à Foligno le 29 pluviôse (18 février) dernier, entre les généraux respectifs, aura sa pleine et entière exécution.

2. Tout acte, engagement ou convention antérieurs de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, qui seraient contraires au présent traité, sont révoqués, et seront regardés comme nuls et non avenus.

[1] Pour ne point interrompre notre récit de la fin de l'expédition d'Égypte, nous n'avons pas cru devoir rapporter ce traité de paix avec Naples, à sa date. Il trouve naturellement sa place dans ce paragraphe, qui termine les opérations de la campagne de 1801.

1801 an IX
Italie.

3. Tous les ports du royaume de Naples et de Sicile seront fermés à tous bâtiments de guerre et de commerce turcs et anglais, jusqu'à la conclusion, tant de la paix définitive entre la république française et ces deux puissances, que des différends survenus entre l'Angleterre et les puissances du nord de l'Europe, et spécialement entre la Russie et l'Angleterre. Lesdits ports demeureront au contraire ouverts à tous les bâtiments de guerre et de commerce, tant de la part de Sa Majesté Impériale de Russie et des Etats compris dans la neutralité maritime du Nord, que de la république française et de ses alliés. Et si, par suite de cette détermination, Sa Majesté le roi des Deux-Siciles se trouvait exposée aux attaques des Turcs ou des Anglais, la république française s'engage à mettre à la disposition de Sa Majesté, et d'après sa demande, pour être employé dans ses États, un nombre de troupes égal à celui qui lui serait auxiliairement envoyé par Sa Majesté Impériale de Russie.

4. Sa Majesté le roi des Deux-Siciles renonce à perpétuité, pour elle et ses successeurs, premièrement à Porto-Longone dans l'île d'Elbe, et à tout ce qui pouvait lui appartenir dans cette île; secondement aux États des présides de la Toscane, et elle les cède, ainsi que la principauté de Piombino (tous situés sur la mer du grand-duché), à la république française, qui pourra en disposer à son gré.

5. La république française et Sa Majesté le roi des Deux-Siciles s'engagent à donner réciproquement mainlevée du séquestre de tous effets, revenus, biens confisqués, bien saisis ou retenus sur les citoyens ou sujets de l'une ou de l'autre puissance, par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

6. Afin de faire disparaître toute trace de malheurs particuliers qui ont signalé la guerre actuelle, et pour donner à la paix rétablie la stabilité que l'on ne peut attendre que d'un oubli général du passé, la république française renonce à toute poursuite par rapport aux faits dont elle peut avoir eu à se plaindre; et le roi, voulant, de son côté, réparer les malheurs occasionnés par les troubles qui ont eu lieu dans ses États, s'engage à faire

payer, dans trois mois, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, une somme de 5 millions, qui sera partagée entre les agents et les citoyens français qui ont été particulièrement victimes des désordres arrivés à Naples, à Viterbe et dans d'autres points de l'Italie méridionale, par le fait des Napolitains.

7. Sa Majesté Sicilienne s'engage aussi à permettre que tous ceux de ses sujets qui n'auraient été poursuivis, bannis ou forcés de s'expatrier volontairement que pour des faits relatifs au séjour des Français dans le royaume de Naples, retournent librement dans leurs pays, et soient réintégrés dans leurs biens. Sa Majesté promet également que toutes les personnes, actuellement détenues à raison des opinions politiques qu'elles ont manifestées, seront incessamment remises en liberté.

8. Sa Majesté le roi des Deux-Siciles s'engage à faire restituer à la république française les statues, tableaux et autres objets d'art qui ont été enlevés à Rome par les troupes napolitaines.

9. Le présent traité est déclaré commun aux républiques batave, cisalpine et ligurienne.

10. Le présent traité sera ratifié et les ratifications échangées dans l'espace de trente jours pour tout délai.

Fait et signé à Florence, le 7 germinal an IX de la république française (28 mars 1801).

ALQUIER; Ant. de MICHEROUX.

Trois jours après la signature de ce traité, le général Soult, commandant une des divisions de l'armée de Murat, se mit en marche avec un corps de 12,000 hommes pour occuper les places et les ports de l'Adriatique. Bonaparte, qui attachait la plus grande importance à cette occupation, et préludait ainsi à son grand système continental contre le commerce de l'Angleterre, envoya au général Murat les instructions les plus détaillées. Il lui recommandait, entre autres choses, de faire fortifier la belle rade et le port de Tarente, d'où il espérait pouvoir faire parvenir des secours à l'armée d'Égypte.

Le premier consul ordonna également à Murat de faire sur-le-champ toutes les dispositions nécessaires pour se rendre maître de l'île d'Elbe, cédée, comme on vient de le voir, par le roi de

1801 — an IX Italie.

Naples[1], mais actuellement occupée en partie par les Anglais. Ceux-ci, pouvant communiquer facilement avec la Toscane, ne cessaient point d'entretenir le feu de l'insurrection dans les montagnes situées entre Massa et Sienne; la vigilance de leurs croiseurs, toujours assurés de trouver un refuge à Porto-Ferrajo et Porto-Longone, interrompait toute espèce de navigation sur cette partie des côtes de l'Italie. Bonaparte avait hâte de délivrer le nouveau royaume d'Étrurie, qu'il venait de fonder par le traité de Lunéville, de ce blocus rigoureux et insultant; il voulait que le jeune prince qu'il venait de placer sur le trône toscan n'eût point à réprimer des révoltes, et à entendre les murmures de ses sujets, justement excités par la cessation du commerce, qu'amenait l'interception de tout débouché aux produits de leur industrie.

Murat s'occupa d'abord du soin de détruire les derniers germes de l'insurrection dans les parties de la Toscane où ils existaient encore. Divers détachements de troupes françaises et cisalpines furent dirigés dans les montagnes du côté de Massa, afin de pouvoir cerner les rassemblements qui s'y trouvaient. Cette entreprise présenta plus d'obstacles encore qu'on ne s'attendait à en rencontrer. Les paysans insurgés et les déserteurs italiens et allemands, qui avaient pris des positions d'un difficile accès et occupaient les gorges les plus resserrées des montagnes, se défendirent longtemps avec courage et succès. Devenus même plus audacieux, ils avaient entrepris de se réunir en masse dans une position centrale pour agir ensuite offensivement contre leurs adversaires; mais ce fut une faute très-grave qui accéléra leur défaite. Cernés facilement par les colonnes de Murat, ils furent forcés dans leurs retranchements après la résistance la plus vive et avec une perte immense en morts, blessés et prisonniers; le reste se dispersa dans les montagnes. Murat fit proclamer ensuite une amnistie générale pour tous ceux qui déposeraient volontairement les armes. Ce moyen de douceur acheva de rétablir l'ordre et la tranquillité dans la Tos-

[1] Cette cession de l'île d'Elbe à la France, dans les premiers temps du consulat de Bonaparte, a fait dire à un homme de beaucoup d'esprit (M. Norvins de Montbreton) qu'il semblait que le destin se plût à attacher à l'élévation de cet homme extraordinaire l'apanage de sa chute.

cane, et le général français put s'occuper désormais de l'expédition projetée contre l'île d'Elbe.

Le général Tharreau en fut chargé ; il se rendit à cet effet sur le point de la côte le plus rapproché de l'île, à Piombino, où il devait s'embarquer avec la 60e demi-brigade et 300 hommes de la légion polonaise, pour mettre ensuite pied à terre sous Porto-Ferrajo. Ce débarquement était combiné avec un autre, exécuté en même temps près de Porto-Longone par le chef de brigade Mariotti, qui avait reçu l'ordre de s'embarquer à Bastia en Corse avec 600 Polonais. Il est facile de juger, par la faiblesse de ces préparatifs, que le premier consul, qui les avait lui-même ordonnés, ne croyait pas que la prise de possession de l'île d'Elbe dût entraîner de grandes difficultés. Les Anglais, qui s'étaient emparés de la partie de l'île appartenant à la Toscane, n'avaient effectivement qu'une faible garnison dans Porto-Ferrajo ; celle de Porto-Longone, composée de troupes napolitaines, devait remettre cette dernière place aux Français, d'après le traité de Florence. Les opérations militaires se bornaient donc réellement à s'emparer de la seule place de Porto-Ferrajo.

Le premier obstacle qui se présenta, et celui sans doute qu'on devait le moins s'attendre à rencontrer, fut la sédition qui se manifesta tout à coup dans la 60e demi-brigade de ligne. Les soldats, sous prétexte qu'ils n'étaient tenus qu'au service de terre, refusèrent de se rendre au point d'embarquement, et poussèrent l'esprit de révolte jusqu'à massacrer leur chef de brigade qui voulait les engager à obéir aux ordres du gouvernement. Murat réprima avec la plus grande sévérité ce funeste mouvement d'indiscipline, si rare parmi les troupes françaises, surtout quand on leur commande de marcher à l'ennemi. Il fit désarmer la demi-brigade, cassa les compagnies de grenadiers de ce corps qui avaient eu la lâcheté de tuer ou de laisser massacrer leur commandant, et donna l'ordre que ces soldats fussent conduits et renfermés dans la citadelle de Turin. Les autres compagnies de la 60e demi-brigade se jetèrent aux pieds du général, désavouèrent l'horrible conduite de leurs camarades, et demandèrent à grands cris qu'on les menât contre les Anglais, pour laver dans le sang de ces enne-

1801 — an IX Italie. mis irréconciliables de la France le crime dont venaient de se couvrir quelques misérables indignes du nom de Français. Murat, se laissant fléchir, permit à ces troupes repentantes de reprendre leurs armes ; mais il fit juger par un conseil de guerre les grenadiers coupables du meurtre du chef de brigade; et, pour punir le corps en masse d'un délit aussi grave, il le priva de son drapeau, en déclarant que ces soldats ne pouvaient plus obtenir désormais cette honorable enseigne que de la clémence du premier consul. En effet, le drapeau ne fut rendu à la 60e demi-brigade que plus d'un an après cet événement par Bonaparte lui-même, à l'une des parades qui avaient lieu tous les mois dans la cour du palais des Tuileries à Paris.

Le retard occasionné par cet acte d'indiscipline ne nuisit point cependant au concert des dispositions arrêtées. Le chef de brigade Mariotti, parti de Bastia le 30 avril avec la petite flottille qui transportait ses 600 Polonais, arriva le lendemain, 1er mai, devant le village de Marciana qu'il espérait surprendre; mais il fut accueilli par une vive fusillade, dirigée contre lui par un détachement anglais et quelques habitants de l'île d'Elbe. Obligé de s'éloigner, Mariotti vint aborder sur un autre point entre des rochers, d'où il ne pouvait pas être aperçu de l'intérieur de l'île. Les Polonais gravirent un escarpement difficile, en s'aidant des broussailles qui le couvraient, et parurent tout à coup sur les hauteurs qui dominent le village de Marciana. L'officier napolitain qui commandait à Porto-Longone, informé de l'arrivée du chef de brigade Mariotti, ordonna au commandant de la tour de Marciana de remettre ce poste aux Français, conformément au traité de Florence, et lui-même s'empressa de leur ouvrir le lendemain les portes de Porto-Longone. Toute la partie napolitaine ne tarda point à se soumettre de la même manière, et la petite troupe de Mariotti, n'ayant à combattre que quelques patrouilles anglaises, auxquelles s'étaient réunis des paysans et plusieurs déserteurs napolitains, les dispersa facilement.

Le général Tharreau, après être sorti du port de Piombino, débarqua, le 2 mai, dans l'île d'Elbe avec environ 1,500 hommes, sans aucune opposition de la part de l'ennemi, et forma de suite l'investissement de Porto-Ferrajo; mais, avant de

commencer les hostilités, le général français crut devoir sommer le gouverneur anglais de lui rendre la place qui, faisant partie du grand-duché de Toscane, appartenait de droit au nouveau roi d'Étrurie, d'après le traité de Lunéville. Le commandant anglais Airey répondit qu'il ne reconnaissait point le traité dont on lui parlait, et qu'il ne céderait qu'à la force des armes. La présence de l'escadre française aux ordres de l'amiral Ganteaume, qui, la veille, avait mouillé dans la rade de Livourne, n'imposa point au gouverneur de Porto-Ferrajo, et quelques obus lancés sur la place ne servirent qu'à lui démontrer l'insuffisance des moyens employés pour la réduire. Le premier consul s'était flatté trop légèrement que le manque de vivres et les dispositions de la majeure partie des habitants forceraient les Anglais à évacuer la capitale de l'île d'Elbe. Dans l'impossibilité où l'on se trouvait de la bloquer par mer, puisque la présence de l'escadre de Ganteaume n'était que momentanée, et que cet amiral devait continuer sa route vers les côtes d'Afrique, il devenait facile aux bâtiments ennemis de ravitailler cette place.

1801 au x Italie.

Le général Tharreau, successivement renforcé par plusieurs détachements que lui fit passer le général Murat, tenta plusieurs attaques qui n'eurent aucun succès. Après un mois d'investissement par terre et un simulacre de blocus par mer, il fallut se résoudre à entreprendre un siége régulier. La garnison de Porto-Ferrajo consistait en 300 hommes de troupes anglaises, 800 de troupes toscanes, et 400 Corses à la solde de l'Angleterre. Ces derniers étaient d'autant mieux déterminés à résister jusqu'à la dernière extrémité, que les Anglais leur avaient persuadé qu'ils seraient fusillés commes rebelles par les Français, s'ils tombaient entre les mains de ceux-ci. Le gouverneur Airey avait en outre contraint tous les habitants valides à prendre les armes : un riche négociant, ayant osé parler de la nécessité de se soumettre, fut impitoyablement fusillé.

Le premier consul, irrité de voir ses troupes arrêtées si longtemps devant une bicoque, envoya au général Murat l'ordre de pousser le siége de Porto-Ferrajo avec plus de moyens et de vigueur. Un renfort de 5,000 hommes, une nombreuse artillerie, des détachements de sapeurs et de pionniers furent envoyés dans l'île d'Elbe vers la fin du mois de juillet, et le général Watrin

1801 - an IX Italie. vint remplacer le général Tharreau dans le commandement des troupes. Trois frégates françaises en croisière devant l'île tenant le port étroitement bloqué, la garnison commençait à souffrir de la disette des vivres, lorsque l'apparition d'une escadre anglaise, sous les ordres de l'amiral Warren, changea cette situation pénible, et releva le courage des soldats et des habitants. A l'approche des vaisseaux ennemis, les frégates françaises *la Bravoure* et *le Succès* cherchèrent un asile dans le port de Livourne, et la troisième, *la Cérès*, alla mouiller sous le canon d'Orbitello. L'amiral Warren s'empressa de ravitailler Porto-Ferrajo, et formant ensuite, pour ainsi dire, le blocus de l'île, il parvint à isoler les Français de la terre ferme en croisant dans les eaux de Piombino jusqu'à la hauteur de Livourne, et interceptant tous les secours que Murat s'efforçait de faire passer aux troupes assiégeantes. Cette croisière opiniâtre des Anglais finit par rendre la position du général Watrin très-critique. Ce n'était qu'à force de courage et d'audace que quelques bateaux pêcheurs, épiant les mouvements de l'ennemi, réussissaient quelquefois à apporter des munitions de guerre et de bouche, dont les Français éprouvaient un besoin journalier.

Toutefois, une partie des vaisseaux croiseurs s'étant éloignée momentanément, le général Murat essaya de négocier la reddition de la place au nom du roi d'Étrurie, et envoya à cet effet un agent muni de pleins pouvoirs. Cette tentative fut infructueuse : l'envoyé revint à Florence sans avoir rien obtenu. Un événement qu'il était facile de prévoir augmenta encore les embarras des Français, et prolongea la durée du siége. Les trois frégates françaises, qui s'étaient sagement mises à l'abri lors de l'apparition de l'escadre, se hasardèrent à se remettre en mer pour protéger les convois, quand on se fut aperçu de l'éloignement d'une partie des bâtiments ennemis ; mais elles ne purent échapper à la vigilance des vaisseaux restés en croisière. *La Cérès*, attaquée par deux autres frégates dans les parages de Porto-Ercole, fut obligée de se rendre après un sanglant et honorable combat, pendant lequel presque tout le convoi qu'elle escortait atteignit Porto-Longone. Les frégates *la Bravoure* et *le Succès*, parties de Livourne avec un autre convoi, furent rencontrées par deux vaisseaux de ligne qui les forcèrent à s'échouer

ou à se briser sur la côte, parce qu'il leur fut impossible de regagner le port : les bâtiments du convoi furent pris ou dispersés sans atteindre leur destination.

Malgré toutes ces contrariétés, l'actif général Watrin n'en pressait pas moins le siége de Porto-Ferrajo avec toute la vigueur que les faibles moyens mis à sa disposition lui permettaient. Il fit établir des batteries pour empêcher les bâtiments ennemis de pénétrer dans le port, et toutes les mesures furent prises pour bombarder la place. Alarmés des progrès des travaux des assiégeants, le lieutenant-colonel Airey et l'amiral Warren se concertèrent pour tenter un dernier effort. Le 13 septembre, une partie de l'escadre anglaise vint mouiller près de la plage de Marciana, et le lendemain plusieurs chaloupes et autres transports débarquèrent dans l'anse de Bagnaja le régiment suisse de Wateville et quelques détachements de troupes anglaises de terre et de marine, au nombre de 2,500 hommes. Pendant ce débarquement, les assiégés firent une sortie générale, et s'emparèrent de la batterie de droite des Français, qui empêchait l'entrée du port. Trois frégates et une division de chaloupes canonnières, n'attendant que ce moment, entrèrent dans la rade, et y jetèrent l'ancre. Le général Watrin avait attendu les troupes ennemies dans une position où la difficulté du terrain ne leur permettait pas de marcher en bon ordre. Aussitôt qu'il les vit parvenues à la distance convenable, il ordonna une charge générale à la baïonnette : elle fut terrible. Les Anglais et les Suisses, dont les rangs étaient rompus par les accidents du terrain sur lequel ils se trouvaient, furent culbutés sans opposer une vive résistance, et rejetés précipitamment vers la mer. La moitié des troupes débarquées put à peine regagner ses embarcations ; le reste fut tué ou fait prisonnier. Cette même 60e demi-brigade, qui s'était si honteusement mutinée au commencement de l'expédition, fit en cette circonstance des prodiges de valeur et de dévouement, et lava complétement la tache dont elle s'était souillée. Une autre colonne française repoussa avec un égal succès la sortie de la garnison de Porto-Ferrajo. 200 Anglais qui en faisaient partie furent coupés et mirent bas les armes. La perte de l'ennemi, dans cette action générale, fut très-considérable en morts, blessés et prisonniers.

1801 — an IX
Italie.

L'engagement fut si vif et si prompt, que les frégates et les canonnières qui venaient de mouiller dans la rade n'eurent pas le temps d'appareiller avant la reprise de la batterie qui commandait l'entrée du port, et se trouvèrent exposées à tout son feu. L'une d'elles fut entièrement démâtée, et dix des chaloupes canonnières amenèrent pavillon.

Malgré la fâcheuse issue de cette tentative de la part des Anglais, les assiégés ayant reçu quelques secours pendant le combat, le commandant Airey en profita pour prolonger encore pendant quelque temps la défense de la place. Mais, après avoir épuisé toutes ses ressources et perdu une partie de sa garnison par les maladies et la désertion, il était déterminé à se rendre, et se disposait à faire quelques démarches pour obtenir une capitulation honorable, lorsque la réception des préliminaires de paix signés à Londres, le 1er octobre 1801, par le commissaire français M. Otto et lord Hawkesbury, vint lui épargner les chances d'une pareille négociation. L'article 7 de ces préliminaires portait que les forces anglaises évacueraient Porto-Ferrajo ainsi que tous les ports et îles qu'elles occupaient encore dans la Méditerranée et dans l'Adriatique : le commandant Airey s'empressa en conséquence de remplir cette clause, et remit la place de Porto-Ferrajo entre les mains du général Watrin; celui-ci témoigna au brave lieutenant-colonel anglais l'estime que lui avait inspirée sa belle défense, en lui prodiguant, ainsi qu'à ses troupes, tous les secours que sa situation lui permettait d'offrir.


CANAL DE PIOMBINO
della Vita
I. degli Topi
C. Castello
Pta il Covo Pietrolo
Pta di Cavallo
Cala Mandriolo
S. Menato
la Pta di Castelluccio
Terra Rossa
Mte Grosso
C. di Pero
Disporto
Mte Calandaggio
le Seche
Pta della Collocia
delle Cassette
Mte la Serra
la Collocia
della Vela
Sta Catharina
Marina di Rialbano
Vigneria
Miniera di Ferro
Rio
Marina di Rio
Bagnaja
la
Te il Volterajo
la Punta il Fico
Pta Polveraja
Acqua Viva
Mte Castello
Pt. il Mortigliano
Mte Serrato
Mte Arco
Pta di Marmi
Ermitaggio
Spiaggia di Gianchi
C. d'Arco
Cala di Toscoglino
Terra Nera
MARINA di Porto-Longone
C. Bianco
PORTO LONGONE
C. S. Vincente
Pta le Pietre Albe
S. Giovanni
RADE
Spiaggia di Chiesi
C. della Principessa
Cala di Pomonte
Cala d'Elice
Mola
C. di Foxardo
F. Foxardo
Cala di Regno
C. di Pomonte
C. di Bandi
Cala delle Perle
Capo Liveri
Spiaggia di Pomon
di Grasia
la Serra
C. Calvo
Mte Calvo
Mte Calamita
Gemmini
Pta di Vadamorta
Innamorata
Punta Vera
C. Calamita
C. del Fino
CANAL DE CORSE


CARTE
de
L'ILE D'ELBE.
MER MÉDITERRANÉE
CANAL DE PIOMBINO
PORTO FERRAJO
RADE
PORTO LONGONE
MARCIANA
Marina di Marciana
Poggio
Marina di Campo
Rio
Marina di Rio
Capo Liveri
C. dell'Enfola
C. di S. Andrea
C. Castello
C. Calvo
C. di Poro
C. della Stella
C. di Fonza
Mte Giove
Mte Capanne
Mte Calamita
S. Piero
S. Ilario
S. Andrea
la Montagna
8 Kilomètres.

CHAPITRE XXI.

SUITE ET FIN DE L'ANNÉE 1801.

Situation politique du Portugal vis-à-vis de la France et de l'Angleterre; mesures prises, à ce sujet, par le premier consul avec la cour d'Espagne; marche d'une armée française vers les frontières du Portugal; traité de paix entre cette dernière puissance et la France. — Événements maritimes dans le cours de l'année 1801; expédition de l'amiral Ganteaume dans la Méditerranée; combat naval d'Algésiras; combat du détroit de Gibraltar. — Menaces et préparatifs d'une descente en Angleterre; attaques infructueuses de l'amiral Nelson contre la flottille française devant Boulogne; préliminaires de paix entre la France et l'Angleterre. — Traités de paix avec la Russie, la Turquie, la Bavière, etc. [1].

Situation politique du Portugal vis-à-vis de la France; mesures prises, à ce sujet, par le premier consul avec la cour d'Espagne, etc., etc. — Nous avons dit, dans le chapitre précédent, qu'aussitôt après le traité de Lunéville, le premier consul avait apporté tous ses soins à détacher de l'Angleterre les puissances sur lesquelles le cabinet de Londres exerçait encore une influence qui nuisait aux développements du grand système continental dont il commençait déjà à poser les bases. La disponibilité des nombreuses troupes françaises en Italie, et les succès déjà obtenus contre l'armée napolitaine, avaient, comme on l'a vu, contraint la cour des Deux-Siciles à accepter toutes les conditions que voulut lui imposer le consul; mais il restait sur le continent une puissance qui résistait encore à toutes les démarches et même aux menaces de ce dernier.

1801 — an IX
29 septemb. (7 vend.).
Espagne.

La cour de Lisbonne, influencée sans doute par le cabinet de Madrid, s'était déterminée à entrer en négociation avec le

[1] Quoique les événements que nous allons rapporter soient antérieurs à ceux que l'on vient de lire dans le chapitre précédent, nous avons cru devoir les rejeter à la fin de notre relation de la campagne de 1801, conformément à la marche que nous avons adoptée pour les événements maritimes, et pour ne point interrompre trop brusquement la suite de nos récits.

1801 — an IX Espagne. Directoire exécutif français, dans le cours de l'année 1797, et son ambassadeur d'Araujo avait même conclu un traité de paix entre la république et la reine Marie[1]; mais, par des motifs qui ne sont pas bien connus, le Directoire annula ce traité de son autorité privée, et notifia au ministre portugais de quitter sans délai le territoire français. Araujo, au lieu d'obéir, essaya, dit-on, la voie de la corruption pour faire revenir les membres du gouvernement républicain sur leur brusque décision, regardant le cabinet du Luxembourg comme aussi vénal que le sénat romain d'après l'opinion du roi Jugurtha. Soit qu'il ne mît point la condescendance du Directoire à un assez haut prix, soit que ce gouvernement demeurât incorruptible, toujours est-il que le négociateur, traduit devant le ministre de la police générale Cochon, fut enfermé dans la prison du Temple, où il expia pendant quatre mois la tentative qu'il avait faite.

Depuis cette époque, le Portugal, constant dans son inimitié, n'avait pris aucune part aux transactions de l'Espagne avec la France : son éloignement du théâtre de la guerre le mettait à l'abri du ressentiment de cette dernière puissance, et, jouissant avec sécurité des avantages de sa position géographique, il avait continué d'ouvrir ses ports aux Anglais, maîtres de tout son commerce. La situation des affaires sur le continent augmentait même encore la prospérité de cet État, devenu, par suite des circonstances, l'entrepôt et le principal débouché des marchandises de la Grande-Bretagne. Le premier consul avait espéré que les humiliations attachées à la protection anglaise indisposeraient assez le peuple portugais pour lui faire supporter impatiemment un joug qui arrêtait le développement de son industrie nationale, et pour lui faire demander la paix avec la France; mais cette considération, sans effet aux yeux de la cour de Lisbonne, ne pouvait pas amener celle-ci à des dispositions dans lesquelles elle ne voyait aucun avantage réel. Toutefois, Bonaparte ne voulut rien négliger de ce qui pouvait le faire parvenir à son but, et s'étaya de l'influence qu'il exerçait déjà sur la cour de Madrid. En effet, sa conduite

[1] Marie-Françoise-Élisabeth, veuve de don Pierre III, roi de Portugal, mort en 1786; cette reine est morte au Brésil en 1816.

envers cette dernière avait été tout entière dans ce motif. Il avait fait connaître le mépris qu'il portait aux faibles restes du parti républicain en France, en plaçant sur le trône de la Toscane, érigée par lui en royaume, un prince de la maison de Bourbon; et l'ambassadeur, Lucien Bonaparte, en achevant de rassurer le monarque espagnol sur les vues ultérieures du consul son frère, s'attacha surtout à mettre entièrement dans les intérêts de celui-ci le trop célèbre Godoï, prince de la Paix. La disgrâce du ministre Urquijo, le plus redoutable des adversaires de ce favori (disgrâce qui fut le résultat des intrigues du gouvernement français), assura le succès des démarches de Lucien. Élevé au rang et au pouvoir des anciens maires du palais, sous un roi aussi faible que ceux de la race des Mérovingiens, Godoï se fit nommer généralissime et *consultador général*, et fut tout dévoué à Bonaparte [1].

1801 — an IX. Espagne.

Après la victoire de Hohenlinden, le premier consul, qui en prévoyait les conséquences, crut devoir inviter plus instamment le cabinet de Madrid à seconder ses desseins sur le Portugal. Il fit entrevoir à l'ambitieux favori qu'il lui laisserait toute la gloire d'une expédition où celui-ci pouvait jouer le rôle de conquérant et de pacificateur. Dès le 26 décembre 1800, les ordres furent expédiés pour la réunion à Bordeaux d'un corps d'observation destiné à entrer comme auxiliaire en Espagne; sept demi-brigades d'infanterie, cinq régiments de cavalerie, deux divisions d'artillerie, présentant un effectif de 20,000 hommes, formaient ce corps d'armée. Ces premières dispositions ne tardèrent point à répandre quelque alarme en Portugal, et Bonaparte devait s'attendre que le prince régent de ce royaume, redoutant de voir une armée française sur son territoire, s'empresserait de souscrire à ce qu'on exigeait de lui pour en suspendre

[1] Les paroles flatteuses adressées à Lucien dans une audience solennelle, quelque jours après le triomphe de Godoï sur son adversaire, firent assez connaître la part que le gouvernement français avait prise à cette intrigue. Le roi dit à l'ambassadeur : « Le premier consul peut compter sur ma loyauté, comme je compte sur la sienne, et chaque jour vous le prouvera davantage. » La reine ajouta : « Nous savons que le premier consul a de l'amitié pour nous, et nous le lui rendons bien; il peut compter sur notre bienveillance, puisqu'il nous donne tant de preuves de la sienne. »

1801 — an IX Espagne. la marche; mais il ne reçut d'autre réponse aux démarches qu'il fit faire à ce sujet qu'un refus formel de fermer les ports du royaume aux Anglais et d'accepter les conditions humiliantes qu'il avait proposées.

Il ne faut pas, toutefois, attribuer cette résistance du gouvernement portugais au sentiment qu'il pouvait avoir de ses propres forces, évidemment trop inférieures à celles de la France et de l'Espagne réunies; le prince régent comptait beaucoup sur l'appui et les secours efficaces de la puissance pour laquelle il sacrifiait ainsi les intérêts de sa nation. En effet, le ministère britannique ayant rejeté la médiation que l'Espagne avait proposée à différentes reprises, on ne pouvait guère douter qu'il ne fût disposé à soutenir avec vigueur une cause qui était encore bien plus la sienne que celle des Portugais. Cependant les deux gouvernements ne purent s'accorder sur la nature et l'emploi des forces à employer pour défendre le Portugal de l'invasion projetée. Le cabinet de Londres insistait pour que le commandement de l'armée fût exclusivement confié à un général anglais, et ce n'était qu'à cette condition qu'il consentait à envoyer et à entretenir en Portugal un corps de troupes anglaises. La fierté portugaise rejetait cette condition, et n'admettait qu'un ministre, ou commissaire anglais, pour diriger et surveiller les opérations de guerre, dans le cas seulement où le corps auxiliaire serait porté et maintenu à un effectif de 25,000 hommes; mais le cabinet de Saint-James avait eu un tout autre motif que celui que le gouvernement portugais lui-même avait supposé, en offrant à celui-ci des secours qu'il ne devait pas fournir; ils servirent de masque à l'expédition méditée depuis longtemps contre l'armée française en Egypte; opération bien plus importante pour le ministère anglais, parce qu'il en regardait le succès comme certain, dans les circonstances où se trouvait alors l'armée d'Orient.

La cour d'Espagne, unie par les liens du sang avec celle de Portugal, intéressée d'ailleurs à la conservation d'une couronne à laquelle elle n'avait point renoncé, malgré la révolution de 1640 [1],

[1] C'est celle qui plaça le duc de Bragance sur le trône de Portugal, au détriment de Philippe IV, roi d'Espagne.

répugnait à des hostilités dont les résultats heureux ne lui étaient pas garantis en sa faveur. Quelques mois s'écoulèrent dans l'hésitation et l'espérance d'un accommodement, mais le prince régent, toujours sous l'influence anglaise, persistait dans son refus de se soumettre aux conditions qui lui étaient imposées. Enfin, le traité de Lunéville ayant donné un plus grand poids aux volontés du premier consul, celui-ci fit au gouvernement portugais des propositions plus humiliantes encore que ne l'étaient les premières. Il fut arrêté, dans une convention secrète conclue entre le roi d'Espagne et Bonaparte, que S. M. C. et la république française formeraient une armée combinée pour obliger le Portugal à se détacher de son alliance avec l'Angleterre, et à céder, jusqu'à la paix définitive, aux troupes espagnoles et françaises, le quart de son territoire.

1801 — an IX
Espagne.

Ainsi la guerre fut résolue. Le corps d'observation, dit *de la Gironde*, se renforça des troupes qui revenaient d'Italie, et se prépara à franchir les Pyrénées pour aller donner la main aux 40,000 hommes que l'Espagne s'était bien engagée à mettre sur pied, mais que le manque de soldats et d'approvisionnements ne lui permettait guère de rassembler en totalité. Toutefois, le prince de la Paix, qui devait prendre le commandement de cette armée espagnole destinée à commencer la campagne, en pressait avec ardeur les préparatifs.

N'ayant que fort peu de confiance dans les talents et la capacité du généralissime espagnol, le premier consul ne voulut confier la direction supérieure des opérations combinées qu'à un général français dont la réputation et l'expérience reconnue pussent lui en garantir le succès, et il fit choix du général Gouvion Saint-Cyr. Personne n'était plus en état que cet illustre lieutenant général de remplir un pareil poste, et il fallait avoir la sotte présomption et la fatuité du prince de la Paix pour oser le lui disputer. Cet ex-garde du corps, aussi faible militaire qu'il était médiocre ministre, ne voulut point consentir à jouer un rôle secondaire, et prétendait commander en chef les deux armées, entrer à Lisbonne et y régner en conquérant; mais Bonaparte, sans faire attention à cette conduite ridicule du favori de son allié, arrêta lui-même le plan de campagne, et fixa de la manière la plus impérative la part que l'armée espagnole devait y prendre.

1801 — an IX Espagne.

L'armée française devait pénétrer en Portugal par l'un des deux principaux débouchés de la frontière entre ce royaume et celui d'Espagne, c'est-à-dire en suivant la vallée du Tage par la rive droite, passant par Alcantara, Villa-Velho do Rodao, Abrantès, etc. L'autre débouché, qui se trouve au sud en descendant la Guadiana, et qui donne l'entrée des provinces méridionales à la rive gauche du Tage, fut réservé à l'armée espagnole.

Ce plan d'invasion réduisait, comme l'on voit, le généralissime espagnol à un rôle secondaire, puisque, par la route qui lui était tracée, il ne pouvait que très-difficilement tenter le passage du Tage et se porter sur Lisbonne; mais l'ambitieux Godoi résolut de gagner de vitesse l'armée française, de précipiter ses opérations dans l'Alentejo, en forçant les places de la Guadiana avant que les Français eussent franchi la frontière montagneuse de la province de Beira, et de contraindre le Portugal à recevoir la paix de lui seul.

Il s'empressa donc de faire rédiger une déclaration de guerre du roi d'Espagne au Portugal, et la fit publier le 27 février 1801. Le roi exposait, dans cette pièce officielle, les griefs qui le déterminaient à une mesure aussi violente; il récapitulait la conduite du gouvernement portugais envers l'Espagne et la France. « Comme il importe, disait-il, à la tranquillité de l'Europe de contraindre cette puissance (le Portugal) à la paix avec la France, et d'assurer à mes chers vassaux les dédommagements auxquels ils ont des droits, j'ai ordonné à mon ambassadeur de quitter Lisbonne; j'ai donné des passe-ports à celui de Portugal à ma cour, décidé, quoique à regret, à attaquer cette puissance par l'union de mes forces avec celles de la république, dont la cause est devenue la mienne, par la médiation imprudente dans laquelle je me suis engagé, par nos rapports d'intérêts, et pour me venger de mes insultes particulières. A cet effet, je déclare la guerre, etc. »

L'Europe ne jugea pas les griefs laborieusement rassemblés dans cette déclaration assez puissants pour justifier un tel acte, malgré les efforts faits par le roi, ou plutôt par son ministre, pour donner quelque apparence de justice et d'intérêt national à une cause qui était uniquement celle du premier consul, dont

l'inflexible politique du régent de Portugal humiliait l'orgueil. 1801 — an IX

Espagne.

Le gouvernement portugais, comptant encore sur la coopération des Anglais, négligea ses préparatifs de défense, et s'endormit dans une fausse sécurité. Les secours de l'Angleterre se bornèrent à un subside de 7,000,000 de francs, et à quelques faibles bataillons qui furent laissés en Portugal, après avoir réuni à l'armée du général Abercromby, destinée pour l'Égypte, les troupes britanniques qui se trouvaient à Lisbonne et à Oporto.

Cependant, avec des moyens aussi faibles, le gouvernement portugais ne se laissa point abattre lorsque le danger devint imminent. Une levée générale, sans distinction de classe ni de rang, fut ordonnée dans tout le royaume; l'argenterie des églises fut portée à la monnaie, la paye des soldats fut augmentée; mais tous ces efforts ne produisirent qu'une armée de 12 à 15,000 hommes, mal organisés, sans instruction, incapables de résister au premier choc de l'ennemi. Le prince du Brésil s'en déclara le général en chef, et répondit, le 26 avril, à la déclaration de guerre du roi d'Espagne, par une adresse au clergé, à la noblesse et au peuple du Portugal. Nous en citerons quelques passages :

« Au milieu de toutes les agitations dont l'Europe a été la proie, une vigilance active, une justice aussi ferme qu'imposante, ont assuré aux Portugais le repos qu'ils goûtent depuis 1790. Cet État, demeuré libre lorsque tant de contrées étaient subjuguées, offrit à l'Europe l'exemple d'une fidélité scrupuleuse dans l'accomplissement de toutes les promesses envers les nations étrangères........ Quiconque a fait ce qu'il a dû n'a rien à craindre, et ne fonde que sur une justice rigoureuse ses droits à la reconnaissance........ On veut vous dégrader, vous avilir, en vous réduisant à ne plus être que les simples courtiers de votre commerce ; l'Espagne exige que nos ports soient gardés par ses troupes, pour avoir une garantie de notre fidélité. Une nation qui sut résister aux Romains, conquérir l'Asie, enseigner une route sur les mers, secouer, lorsqu'elle était encore affaiblie, le joug héréditaire d'un sceptre étranger, recouvrer et maintenir son indépendance ; cette nation, dis-je, doit maintenant rappeler les faits honorables de son histoire.......... Portugais ! nous conserverons encore le courage et les sentiments d'honneur que nous ont transmis nos ancêtres. »

1801 — an IX
Espagne

Il y a sans doute de l'élévation dans ce langage; mais le prince ne dit point à la nation portugaise qu'il l'invite à repousser une injuste agression pour rester tributaire des Anglais, qui se sont emparés de son commerce. Il est facile de remarquer qu'il n'y avait pas plus de bonne foi dans l'adresse du prince du Brésil que dans le manifeste du roi d'Espagne, et que les deux cabinets cherchaient également à en imposer sur les motifs réels de la guerre, motifs étrangers, pour ainsi dire, aux vrais intérêts des peuples portugais et espagnol[1].

L'armée espagnole commença les hostilités sans attendre que le corps français fût en mesure d'y coopérer selon le plan convenu. Partie de Badajoz, elle avait dépassé la frontière et était devant Elvas, que l'armée française avait à peine traversé la Bidassoa et mis le pied sur le territoire d'Espagne. Nous nous abstiendrons de rapporter les détails de cette expédition insérés dans la gazette de Madrid : c'est une imitation burlesque des bulletins des armées françaises. Le prince de la Paix entra sans résistance dans la petite ville d'Arronches, poste fortifié entre Elvas et Portalègre, et il annonça au roi que les Portugais étaient en pleine déroute et jetaient leurs armes. Après avoir fait investir les places d'Elvas et de Campo-Mayor, il dirigea l'armée sur Estremoz. Le 20 mai, les places d'Olivença et de Jurumenha, situées, la première sur la rive gauche, et la seconde sur la rive droite de la Guadiana, ouvrirent leurs portes aux Espagnols, et les garnisons se retirèrent librement, sous la condition de ne point porter les armes pendant la durée de la guerre. Au 5 juin, l'armée espagnole se trouvait aux portes d'Abrantes; Elvas s'était rendu, ainsi que Campo-Mayor, et toute la province d'Alentejo était conquise.

Le ministère portugais avait pensé jusqu'alors que le motif des menaces de la France et de l'Espagne était de hâter l'ouverture des négociations du premier consul avec l'Angleterre, et il n'avait dû considérer les hostilités déjà commencées que comme une sorte de diversion politique. L'exclusion des

[1] *Quidquid delirant reges plectuntur Achivi.*

HORAT.

Anglais des ports de la péninsule devant les exciter à chercher un dédommagement dans ses possessions hors de l'Europe, le prince régent de Portugal ne croyait pas que Bonaparte voulût sérieusement leur offrir un si beau prétexte pour s'emparer des ports du Brésil. Cette persuasion du prince et de son ministère leur fit négliger les moyens de défense qu'offrait le pays; il ne fallut rien moins que l'invasion et la conquête d'une partie du royaume pour leur prouver que le premier consul ne s'arrêtait point à de pareilles considérations. Trompé par cette fausse politique, et livré à la discrétion du prince de la Paix, le cabinet de Lisbonne résolut de conclure la paix avec l'Espagne, avant que les premières colonnes françaises eussent dépassé la frontière du Portugal. Le prince régent envoya au quartier général espagnol M. Louis Pinto de Souza Coutinho, pour demander une suspension d'armes et traiter de la paix. La trêve fut accordée, sous la condition que les Espagnols continueraient leur marche, et, quelques jours après, on arrêta les bases d'une paix séparée.

1801 — an IX
Espagne.

L'excessif amour-propre du prince de la Paix lui faisait commettre une faute bien grave dans cette occasion : il ne s'aperçut point qu'il blessait trop fortement l'orgueil du premier consul, en traitant sans l'intervention de la France, pour ne pas être exposé à un désaveu humiliant pour lui et pour sa nation. Le Portugal acheta une paix éphémère par le sacrifice d'une petite province, et consentit à céder au roi d'Espagne la place d'Olivença et son territoire, situés sur la rive gauche de la Guadiana et presque entourés par l'Estramadure espagnole. Ce traité fut conclu et signé à Badajoz le 6 juin. Il y fut stipulé que les ports seraient fermés à tous les vaisseaux anglais; que S. M. C. rendrait au prince régent tout le territoire conquis au delà de la Guadiana, c'est-à-dire la province d'Alentejo; enfin, les deux puissances s'obligèrent à renouveler incessamment l'alliance défensive qui avait existé jusqu'alors entre elles, néanmoins avec les clauses et modifications qu'exigeait l'alliance entre le roi d'Espagne et la république française.

Le prince de la Paix, ne doutant point, dans sa téméraire présomption, que ce traité ne fût approuvé par la France,

1801 — an IX Espagne.

n'oublia rien de ce qui pouvait le rendre solennel. Il attira le roi et la reine à Badajoz, sous le prétexte d'une entrevue avec la princesse du Brésil, leur fille. Il reçut Leurs Majestés au milieu des acclamations des troupes espagnoles; la revue du roi fut une pompe triomphale; la reine suivit son époux dans un char magnifique, traîné par les soldats. Dans une lettre qui fut rendue publique, le prince de la Paix disait au roi : « C'est pour moi une extrême satisfaction et une joie singulière que de présenter à Votre Majesté le laurier et l'olivier qui ont couronné les armes dont j'ai été le *moteur;* mon cœur est pénétré d'un doux plaisir en considérant que dans cette occasion la fortune me présente aux yeux de Votre Majesté comme digne, *par les moyens qui sont en mon pouvoir,* des grâces singulières et multipliées dont elle a honoré ma loyauté et mon amour pour son auguste personne. » Ce langage d'un favori élevé par l'intrigue au faîte du pouvoir, dit un judicieux historien[1], est une grande leçon pour les souverains. L'illustration de Manuel Godoï fut, comme on le verra dans la suite de ces annales, l'une des causes les plus actives des malheurs de l'Espagne et de la France.

Le traité de Badajoz, ratifié à Lisbonne le 6 juin, ne fut cependant publié que le 20 juillet suivant, afin d'avoir le temps de garantir les possessions portugaises d'outre-mer d'une attaque assez vraisemblable. L'envoyé anglais auprès de la cour de Portugal se plaignit amèrement, dans une note adressée au ministre, que le traité eût été conclu sans la participation de l'Angleterre, et fit ordonner aux vaisseaux de sa nation qui se trouvaient dans les ports du royaume de se tenir prêts à partir. Le prince régent les retint, et, dans la proclamation qui fut publiée à l'occasion de la paix, il évita de faire aucune mention de la république française; mais ces ménagements ne pouvaient rien changer à la dure situation où se trouvait le Portugal, pressé par les deux puissances prépondérantes, l'une sur mer et l'autre sur le continent.

Le premier consul refusa formellement son adhésion à un traité dans lequel on avait oublié la condition principale qu'il

[1] Le lieutenant général Mathieu Dumas.

avait imposée, celle de l'occupation des places par les troupes françaises, et la cession d'un quart du territoire jusqu'à la conclusion de la paix générale. Le négociateur portugais, Louis Pinto, chargé de présenter cet acte à sa ratification, étant arrivé à Lorient, Bonaparte lui envoya l'ordre de repartir sur-le-champ, et, pour motiver son refus, il allégua que le traité était contraire à la convention arrêtée à Madrid entre le roi d'Espagne et la république; que son contenu ne serait pas moins nuisible à sa politique particulière qu'à l'intérêt général des alliés; que la conséquence immédiate de la ratification de ce traité serait pour Sa Majesté Catholique la perte de l'île de la Trinité, qui devait être cédée comme condition de paix avec l'Angleterre, si l'occupation d'une partie du Portugal ne mettait pas le gouvernement français à même d'offrir au cabinet de Londres une option que celui-ci préférerait même à la possession de cette île. En conséquence, comme le traité de Badajoz n'était qu'entre l'Espagne et le Portugal, l'état de guerre fut maintenu contre cette dernière puissance. Le premier consul, ayant nommé le général Gouvion Saint-Cyr ambassadeur extraordinaire de la république à la cour d'Espagne, le remplaça dans le commandement de l'armée destinée à agir contre le Portugal par le général Leclerc. Le général Gouvion Saint-Cyr resta spécialement chargé de diriger les opérations pour l'exécution du plan déjà arrêté. 1801 — an IX Espagne.

L'armée française, après avoir traversé le territoire espagnol, où elle se fit remarquer par sa belle tenue et son excellente discipline, s'était réunie sous les murs d'Almeida ; elle reçut l'ordre de se remettre en mouvement et de se porter à marches forcées sur Lisbonne. Le premier consul fit annoncer en même temps dans les gazettes qu'un nouveau corps de 30,000 hommes allait entrer en Espagne par Bayonne et par Perpignan.

Ainsi qu'on l'avait prévu, le cabinet de Londres résolut de s'emparer des possessions portugaises d'outre-mer, pour contrebalancer la conquête que les Francais allaient faire du territoire d'Europe, et il commença par l'île de Madère. Une escadre arriva le 23 juillet devant cette île : le débarquement eut lieu les deux jours suivants, et le gouverneur, rassuré sur les intentions amicales des Anglais, mit le colonel Clinton en possession des

1801 — an IX Espagne.

deux forts qui commandent la baie de Funchal, la capitale de l'île. La cour de Lisbonne, qui ne voulait point irriter l'Angleterre en précipitant les concessions que la France exigeait d'elle, redoubla, au contraire, d'activité pour repousser l'invasion qui la menaçait. Elle ordonna de nouvelles levées par des édits multipliés; six vaisseaux de ligne furent équipés pour se joindre à l'escadre anglaise qui croisait devant Cadix. L'armée portugaise fut portée à 25,000 hommes, en y comprenant trois régiments d'émigrés français à la solde de la Grande-Bretagne et quelques escadrons de cavalerie anglaise. Le comte de Gortz fut nommé général en chef de cette armée, mal organisée et mal pourvue, et la rassembla dans une position devant Abrantès, la seule qui pût garantir momentanément la capitale du Portugal de l'invasion des Français.

Le général Leclerc, beau-frère du premier consul, s'était déjà mis en marche pour descendre par le haut Beira dans la vallée du Tage, lorsque la négociation entamée par le général Gouvion Saint-Cyr, sous la médiation de l'Espagne, vint arrêter ce mouvement des troupes françaises.

Déjà les communications rouvertes entre la France et l'Angleterre tendaient à un rapprochement, et, dans l'intérêt de la pacification générale qui se préparait, il convenait mieux au premier consul d'obtenir de grands avantages commerciaux que d'envahir un territoire et des places qu'il aurait fallu rendre bientôt. Le traité qu'on va lire, signé à Madrid le 29 septembre 1801, suspendit les hostilités et sauva, pour cette fois, le Portugal.

Traité de paix entre la république française et Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et Son Altesse Royale le prince régent, au nom du royaume de Portugal et des Algarves, également animés du désir de rétablir les liaisons de commerce et d'amitié qui subsistaient entre les deux États avant la présente guerre, ont résolu de conclure un traité de paix par la médiation de Sa Majesté

Catholique, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir : 1801 — an IX Espagne.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, le citoyen Lucien Bonaparte ; et Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves, son excellence monsieur Cypriano Bibeiro Freire, commandeur de l'ordre du Christ, du conseil de Son Altesse Royale, et son ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, lesquels plénipotentiaires, après l'échange respectif de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le royaume de Portugal.

Toutes les hostilités cesseront, tant sur terre que sur mer, à compter de l'échange des ratifications du présent traité ; savoir : dans quinze jours, pour l'Europe et les mers qui baignent ses côtes et celles d'Afrique en deçà de l'équateur ; quarante jours après ledit échange, pour les pays et mers d'Amérique et d'Afrique au delà de l'équateur ; et trois mois après, pour les pays et mers situés à l'ouest du cap Horn et à l'est du cap de Bonne-Espérance. Toutes les prises faites, après chacune de ces époques, dans les parages auxquels elle s'applique, seront respectivement restituées. Les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre, et les rapports politiques entre les deux puissances seront rétablis sur le même pied qu'avant la guerre.

2. Tous les ports et rades du Portugal, en Europe, seront fermés de suite, et le demeureront jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, à tous les vaisseaux anglais et de commerce, et ces mêmes ports et rades seront ouverts à tous les vaisseaux de guerre et de commerce de la république française et de ses alliés.

Quant aux ports et rades du Portugal dans les autres parties du monde, le présent article y sera obligatoire dans les termes fixés ci-dessus pour la cessation des hostilités.

3. Le Portugal s'engage à ne fournir, pendant le cours de la présente guerre, aux ennemis de la république française et de ses alliés, aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre que ce soit et sous

1801 — an IX Espagne. quelque dénomination que ce puisse être. Tout acte, engagement antérieur, qui seraient contraires au présent article, sont révoqués et seront regardés comme nuls et non avenus.

4. Les limites entre les deux Guyanes française et portugaise seront terminées à l'avenir par la rivière Carapanatuba, qui se jette dans l'Amazone à environ un tiers de degré de l'équateur, latitude septentrionale, au-dessus du fort Macussa. Ces limites suivront le cours de la rivière jusqu'à sa source, d'où elles se porteront vers la grande chaîne des montagnes qui font le partage des eaux : elles suivront les inflexions de cette chaîne jusqu'au point où elle se rapproche le plus du Rio-Branco, vers le deuxième degré et un tiers nord de l'équateur.

Les Indiens des deux Guyanes, qui, dans le cours de la guerre, auraient été enlevés de leurs habitations, seront respectivement rendus.

Les citoyens et sujets des deux puissances qui se trouveront compris dans la nouvelle détermination des limites pourront réciproquement se retirer dans les possessions de leurs États respectifs : ils auront aussi la faculté de disposer de leurs biens meubles et immeubles, et ce pendant l'espace de deux années, à compter de l'échange des ratifications du présent traité.

5. Il sera négocié entre les deux puissances un traité de commerce et de navigation, qui fixera définitivement les relations commerciales entre la France et le Portugal. En attendant, il est convenu :

1° Que les communications seront établies immédiatement après l'échange des ratifications, et que les agences et commissariats de commerce seront, de part et d'autre, remis en possession des droits, immunités et prérogatives dont ils jouissaient avant la guerre ;

2° Que les citoyens et sujets des deux puissances jouiront également et respectivement, dans les États de l'une ou de l'autre, de tous les droits dont y jouissaient les nations les plus favorisées ;

3° Que les denrées et marchandises provenant du sol ou des manufactures de chacun des deux États seront admises réciproquement sans restriction, et sans pouvoir être assujéties

à aucun droit qui ne frapperait pas sur les denrées et marchandises analogues importées par d'autres nations ; 1801 — an IX Espagne.

4° Que les draps français pourront de suite être introduits en Portugal, sur le pied des marchandises les plus favorisées ;

5° Qu'au surplus toutes les stipulations relatives au commerce, insérées dans les précédents traités et non contraires au traité actuel, seront exécutées provisoirement jusqu'à la conclusion d'un traité définitif de commerce.

6. Les ratifications du présent traité de paix seront échangées à Madrid, dans le terme de vingt jours au plus tard.

Fait double à Madrid, le 7 vendémiaire an 10 de la république française (29 septembre 1801).

Lucien BONAPARTE.

Cypriano RIBEIRO FREIRE.

Nous n'avons parlé de cette campagne, si peu importante sous le rapport des événemens militaires, que pour faire remarquer qu'elle eut pour résultat politique et principal de livrer entièrement la monarchie espagnole à l'influence de la France dans la personne de Bonaparte et à la désastreuse domination d'un favori sans talents et sans patriotisme.

Expédition de l'amiral Ganteaume dans la Méditerranée; combat naval d'Algésiras; combat du détroit de Gibraltar, etc. — La France, pendant les diverses campagnes maritimes dont nous avons fait le récit, avait vu s'anéantir successivement la plus grande partie de ses forces navales. Trois cent trente-huit voiles de guerre, dont soixante vaisseaux de ligne, cent trente-sept frégates et cent quarante-un autres bâtiments armés, avaient été détruits ou pris par l'ennemi ; ce qui suppose, en calculant l'effectif moyen des équipages, une perte de quatre-vingt et quelques mille matelots [1]. Méditerran.

Nous avons dit, dans le chapitre précédent, qu'aussitôt après le traité de Lunéville, le premier consul avait particu-

[1] Les Hollandais, depuis qu'ils s'étaient alliés à la France, avaient perdu vingt-cinq vaisseaux de ligne et vingt-deux frégates; et l'Espagne, qui s'était abstenue jusqu'alors de prendre une part très-active à la guerre maritime entre l'Angleterre et la république, avait cependant perdu de son côté huit vaisseaux et quatorze frégates.

1801 — an IX Méditerran.

lièrement dirigé son attention sur les ressources qui lui restaient encore pour réparer les désastres de la marine républicaine. Indépendamment de ces ressources, il avait à sa disposition les escadres espagnoles et les débris de la marine batave ; mais ces forces, disséminées et inactives dans les ports des trois puissances alliées, étaient étroitement bloquées par les vaisseaux anglais, à la surveillance desquels il était presque impossible d'échapper. Ce n'était pas sans éprouver le plus vif dépit que Bonaparte voyait échouer toutes ses tentatives partielles pour porter des secours en Égypte. Il ne pouvait supporter la pénible pensée de son impuissance à remplir les promesses réitérées qu'il avait faites aux braves de l'armée d'Orient, lorsqu'il les avait laissés sous le commandement de l'illustre Kléber, et à les sauver d'une défaite presque certaine. Il excitait l'émulation et l'audace des officiers qui se hasardaient à traverser les croisières pour aborder en Égypte. Des frégates, des corvettes étaient incessamment équipées dans les ports de la Méditerranée, de l'Adriatique et de l'Océan. Bonaparte rédigeait lui-même les instructions des capitaines et autres officiers chargés de ces expéditions ; il accordait des primes aux armateurs qui apporteraient, les premiers, des denrées, des munitions et des marchandises dans les ports de l'Égypte; mais le plus grand nombre de ces bâtiments de guerre et de commerce étaient enlevés dans la traversée ou aux atterrages.

Lorsque la destination de l'armée anglaise rassemblée aux îles de Majorque, de Minorque et d'Iviça, sous les ordres du général Abercromby, fut connue, et que la nouvelle du départ de cette expédition se répandit, le premier consul voulut tenter un effort plus grand que ceux qu'il avait faits jusqu'alors, pour faire parvenir à l'armée d'Orient des secours qui la missent en état de résister au choc terrible dont elle était menacée. Déjà il avait fait préparer dans le port de Brest une escadre de sept vaisseaux de ligne, deux frégates et un brick [1]; on ne connaissait

[1] Voici les noms des bâtiments qui composaient cette escadre : *l'Indivisible, l'Indomptable, le Formidable*, de 80 canons ; *la Constitution, le Dix août, le Jean Bart, le Desaix*, de 74 canons ; les frégates *la Bravoure, la Créole*, de 40 canons ; l'aviso *le Vautour*.

pas même en France la destination de cet armement, dont les apprêts se firent avec autant de secret que de célérité. Le commandement de cette escadre fut confié à l'amiral Ganteaume, sur les talents et le bonheur duquel Bonaparte fondait les plus grandes espérances. Un petit corps de 5,000 hommes de troupes, sous les ordres du général Sahuguet, fut embarqué à bord des vaisseaux, que l'on chargea d'autant de munitions de guerre et de bouche qu'ils en purent contenir. 1801 — an IX Méditerran.

Aussitôt que l'armement fut terminé, l'amiral Ganteaume reçut l'ordre de sortir du port de Brest et de faire voile pour l'Égypte. Tout ce qu'il y avait de bâtiments de guerre mouillés dans les différents ports de la côte de l'Océan et sur les rades durent en même temps faire de fausses sorties, afin de favoriser celle de l'expédition, en obligeant les Anglais d'étendre leur croisière, de disperser leurs bâtiments et de se rapprocher des côtes.

L'escadre appareilla de Brest le 7 janvier 1801, et alla mouiller à la rade de Bertheaume. L'amiral remit à la voile le lendemain, et voulut dérober sa marche en passant par le Raz [1]; mais, ayant été aperçu par les vaisseaux croiseurs, il fut obligé de regagner la côte et de mouiller à l'embouchure de la rivière la Vilaine. Ganteaume, pour dérouter les conjectures de l'ennemi sur la tentative qu'il venait de faire, pensa qu'il devait rentrer dans la grande rade de Brest, les Anglais pouvant supposer alors que la sortie de l'escadre n'avait eu d'autre but, comme celles des autres vaisseaux de la côte, que d'inquiéter les croiseurs. Il reprit donc son premier mouillage et résolut d'attendre que le gros temps contraignît les vaisseaux ennemis à s'éloigner de la côte, et lui ouvrît le passage. Cette circonstance ne tarda pas à se présenter : le 23 janvier, une tempête ayant forcé la croisière ennemie à gagner le large, Ganteaume en profita pour appareiller pendant la nuit; et, comme il prévoyait bien que ses vaisseaux se disperseraient, il leur indiqua pour point de ralliement le cap Gata, sur la côte d'Espagne, entre Gibraltar et Carthagène.

L'escadre sortit en assez bon ordre de la grande rade; mais la

[1] Voyez volume IV, page 234.

1801 — an IX Méditerran. violence du vent sépara bientôt les bâtiments, et chacun d'eux fit route selon l'inégalité de sa marche et le plus ou moins d'avaries qu'occasionna le mauvais temps. La frégate *la Bravoure*, commandée par Dordelin [1], rencontra une frégate anglaise à la hauteur du cap Finistère, et, après avoir échangé quelques volées, le brave capitaine français ordonna l'abordage : cette résolution effraya le capitaine ennemi, qui manœuvra pour l'éviter, et qui, faisant force de voiles, laissa *la Bravoure* continuer sa route.

Indépendamment des chances de sa sortie de la rade de Brest, l'amiral Ganteaume en avait à courir de plus périlleuses encore, avant de parvenir au but qui lui était assigné. Après avoir échappé à la flotte anglaise de la Manche, pouvait-il éviter celle de lord Keith dans la Méditerranée, et n'était-il pas probable qu'il serait rencontré ou au détroit de Gibraltar, ou dans le canal de Malte, ou sur les côtes de l'Égypte, pas les escadres des amiraux Warren et Bickerton, qui croisaient dans ces parages? Il n'y avait donc qu'un heureux concours de circonstances qui pût sauver de ces dangers presque certains une si grande portion de ce qui restait encore de la marine française. La fortune sembla d'abord sourire à Ganteaume : son escadre dispersée se trouva réunie tout entière au cap Gata, le 10 février, sans que les Anglais y eussent mis obstacle.

L'amiral Harvey commandait les forces navales de la Grande-Bretagne dans la Manche, en l'absence de l'amiral lord Cornwallis. Il apprit la sortie de l'escadre de Brest par la frégate qui venait de combattre *la Bravoure;* mais il pensa que la destination de Ganteaume était pour les mers d'Amérique, ne pouvant pas supposer que cet amiral fût assez hardi pour affronter, dans la Méditerranée, les trente vaisseaux de guerre et les cinquante frégates ou moindres bâtiments qui s'y trouvaient réunis. Il détacha sur-le-champ, dans la direction des Iles Sous le Vent, une escadre de sept vaisseaux de ligne et deux frégates bien approvisionnés, sous les ordres du contre-amiral sir Robert Calder, auquel il enjoignit d'atteindre les vaisseaux français le plus promptement possible.

[1] Depuis contre-amiral, comte, etc.

1801 — aux Méditerran.

Cependant l'amiral Warren, mouillé devant Gibraltar, à la nouvelle que l'escadre française venait de passer le détroit, ne put que détacher la corvette *l'Incendiaire*, pour observer ses mouvements. Celle-ci, s'étant approchée trop près, se trouva serrée entre les vaisseaux et la côte, et fut prise.

Après avoir rallié tous ses bâtiments, Ganteaume, longeant la côte d'Afrique, se dirigea vers l'Égypte. Il captura, le 10 février, le cutter anglais *le Sprightly*, et, trois jours après, la frégate *le Succès*. Ces deux prises lui apprirent que l'expédition aux ordres du général Abercromby, convoyée par l'amiral Keith, avait mis à la voile des côtes de Karamanie, et que le débarquement devait s'opérer vers Aboukir, où le commodore Bickerton se trouvait en croisière avec son escadre.

Craignant d'être poursuivi par l'escadre de l'amiral Warren, et se voyant devancé sur les côtes d'Égypte par des forces bien supérieures aux siennes, l'amiral français ne crut pas devoir continuer à s'avancer vers cette destination; et, songeant à se dégager du péril dont il était menacé, il changea de route, se dirigea sur le golfe de Lyon, et entra dans le port de Toulon avec les prises qu'il avait faites.

L'expédition de l'amiral Ganteaume n'était point la seule que Bonaparte eût fait préparer pour porter des secours en Égypte. Une division de frégates avait été réunie par ses ordres dans le port de Rochefort. Elle avait à bord des troupes de débarquement, commandées par le général Desfourneaux, et elle mit à la voile le 13 février, à peu près dans le même temps où l'amiral Ganteaume cinglait le long des côtes d'Afrique. Le capitaine Saulnier, qui commandait cette seconde expédition, chargée en outre d'une grande quantité d'armes, de munitions, d'effets militaires, et même d'instruments aratoires, montait la frégate *l'Africaine*, de 44 canons. Dès le lendemain du départ, ce commandant se trouva séparé des autres frégates de sa division par un coup de vent, et fut forcé de naviguer séparément. Deux frégates et un brick anglais, qu'il rencontra à la hauteur du cap de la Roca[1], lui donnèrent chasse; mais il leur échappa, et parvint jusqu'au détroit sans avoir pu rallier un

[1] Sur la côte du Portugal, près de l'embouchure du Tage

1801 — an IX Méditerran. seul de ses bâtiments. Il longeait la côte d'Afrique, lorsqu'il fut reconnu et joint par la frégate anglaise *la Phœbé*. L'action s'engagea à nuit close et à portée de pistolet. Comme *l'Africaine* était encombrée de soldats et d'effets, le capitaine Saulnier tenta deux fois d'enlever la frégate ennemie à l'abordage. Les grenadiers et les chasseurs français à bord de *l'Africaine*, impatients de joindre les Anglais sur le leur, couvraient les gaillards et le tillac, et, gênant les manœuvres, jetaient une grande confusion dans l'équipage. L'ennemi, au contraire, manœuvrant librement, évita d'être abordé. Le capitaine Saulnier, le général Desfourneaux qui se trouvait sur la frégate française, et tous les officiers firent de vains efforts pour engager les soldats à débarrasser momentanément le pont; pas un ne voulut descendre; ils regardaient cette invitation comme une insulte à leur intrépidité. Cependant la première bordée de *la Phœbé* fit une horrible boucherie de cette masse de braves, que leur trop d'ardeur exposait ainsi inutilement. Les manœuvres furent de plus en plus entravées; les artilleurs de terre s'empressaient de remplacer les canonniers de marine; les grenadiers et les chasseurs prenaient la place des matelots renversés par le boulet ou la mitraille, tandis que d'autres courant çà et là, tenant en main la hache d'abordage, croyaient pouvoir se précipiter sur le pont du bâtiment ennemi comme dans une redoute. Sur ces entrefaites, le feu prit à bord de la frégate française; mais il fut éteint par l'activité des troupes. Le combat dura ainsi pendant plus de deux heures. Le capitaine Saulnier fut tué; son second, le capitaine Majendie, reçut une blessure très-grave à la tête; le chef de brigade Duguet, qui commandait les troupes à bord, fut emporté par un boulet; le général Desfourneaux, et presque tous les officiers, reçurent aussi des blessures plus ou moins graves; enfin le pont était jonché de cadavres, les canons démontés, la frégate désemparée et sur le point de couler bas, lorsque le lieutenant de vaisseau Lafitte se décida à amener son pavillon. Sur 715 individus qui se trouvaient à bord de *l'Africaine*, 200 avaient été tués, et 143 étaient hors de combat. Dans cet engagement meurtrier, dont l'histoire de notre marine offre peu d'exemples, le courage inconsidéré des soldats français, leur inexpérience et leur obstination à vouloir tous à la

fois prendre part au combat, furent les causes du triomphe des Anglais. Le capitaine ennemi, Robert Barlow, rendit hommage aux restes du capitaine Saulnier par des honneurs funèbres, et exprima des regrets sincères sur la perte de ce brave officier. 1801 - an IX Méditerranée.

Lorsque le premier consul reçut la nouvelle de ce désastre, il venait d'apprendre la rentrée de Ganteaume à Toulon. Dissimulant l'impression que lui fit ce double événement, il n'en continua pas moins de stimuler le zèle des marins et de les encourager par des récompenses. Nous avons déjà dit qu'il envoya à Toulon son aide de camp, Gérard Lacuée, pour porter à Ganteaume l'ordre de remettre sur-le-champ à la voile. Les nouvelles instructions de l'amiral portaient que s'il trouvait le port d'Alexandrie bloqué par des forces supérieures des Anglais, ce qui était plus que vraisemblable, il devait chercher à débarquer ses troupes à l'ouest de ce port, entre Tripoli et le cap Rasat, et les approvisionner d'eau et de biscuit, pour qu'elles pussent gagner l'Égypte à travers le désert de Barqah vers la tour des Arabes. Il faut remarquer que cette tentative, plus qu'audacieuse, aurait exposé 5,000 Français à périr de faim et de misère; car en supposant, comme on devait le faire, que l'armée anglaise eût opéré son débarquement et se fût réunie à celle du grand vizir, ce corps isolé, errant sur la frontière d'Égypte, ne pouvait entrer au Caire, ni dans Alexandrie, ni se rembarquer pour revenir en Europe.

L'amiral Warren, après avoir suivi l'escadre de Ganteaume jusqu'à Toulon, s'était établi en croisière devant ce port, lorsqu'il reçut l'ordre de se porter vers les côtes de Naples pour secourir le roi des Deux-Siciles menacé, comme on l'a vu, d'une soudaine invasion de la part du corps d'armée que commandait Murat : le gouvernement anglais ignorait encore la véritable destination de l'escadre de Brest et la croyait alors dans l'Océan.

Warren, ne pouvant faire connaître assez promptement l'importance de sa station devant Toulon, crut devoir obéir à l'ordre qu'il recevait, et fit voile pour le golfe de Naples, où il entra le 16 mars. A cette époque, le roi Ferdinand IV venait de conclure la paix avec la république, et l'amiral an-

1801 — an IX Méditerran.

glais se hâta de retourner devant Toulon. Il y parut le 25; mais, dans cet intervalle, Ganteaume, profitant de l'absence de son adversaire, avait fait voile le 20 pour les côtes d'Égypte.

Warren se mit sur-le champ à la poursuite de l'escadre française, et, forçant de voiles, il arriva dans les eaux d'Alexandrie le 23 avril. Ganteaume en eut connaissance, et, désespérant de remplir sa mission, il revint une seconde fois à Toulon, pendant que Warren le cherchait encore dans les parages d'Afrique.

Ces tentatives, inutiles pour l'objet qu'avait en vue le premier consul, eurent au moins le résultat de dégager pour quelque temps les côtes méridionales de France et celles d'Espagne d'une surveillance importune.

Nous avons dit que le consul mit à profit le retour de Ganteaume pour presser le siége de Porto-Ferrajo; mais, lorsque cette opération fut terminée, il ordonna à cet amiral d'essayer une troisième fois de porter en Égypte des secours que les événements militaires dans cette contrée allaient désormais rendre inutiles. L'escadre remit donc à la voile et se dirigea sur Brindisi, dans le golfe Adriatique, où trois frégates devaient se rallier a elle. A cette époque, les maladies occasionnées par l'encombrement des troupes à bord exerçaient un tel ravage, que Ganteaume fut obligé de renvoyer de Livourne à Toulon les vaisseaux *le Formidable*, *l'Indomptable* et *le Desaix*, et la frégate *la Créole*, faute de matelots suffisants pour manœuvrer. Réduite à quatre vaisseaux de ligne, une frégate, une corvette et deux transports, l'escadre française arriva le 25 mai devant Messine, et reconnut le 8 juin la côte d'Égypte. Comme le port d'Alexandrie était trop étroitement bloqué pour que Ganteaume pût se hasarder à en approcher, il chercha sur la côte à l'ouest, conformément à ses instructions, un point qui convînt au débarquement des troupes; la plage de Bengasi lui ayant paru favorable à cette opération, il y fit jeter l'ancre, et il avait ordonné tous les préparatifs du débarquement, lorsque la vue des vaisseaux français attira sur le rivage presque tous les habitants de Bengasi en armes, ainsi qu'un grand nombre d'Arabes. Dans le même

temps, un des bâtiments signala la flotte ennemie au nombre de quarante voiles dans l'est. Ces deux circonstances déterminèrent l'amiral français à renoncer à son entreprise; il fit couper les câbles et gagner le large. La corvette *l'Héliopolis*, qui n'avait que fort peu de troupes à bord, ayant été détachée le 7 pour reconnaître la flotte anglaise, profita du mouvement que celle-ci venait de faire vers la tour des Arabes pour entrer dans le port d'Alexandrie, où elle annonça, comme nous l'avons déjà dit, la présence de l'amiral Ganteaume dans les parages de Barqah.

Cependant l'amiral Keith, ayant de son côté reconnu l'escadre française, la fit poursuivre à force de voiles : les deux bâtiments de transport tombèrent au pouvoir des Anglais; mais les quatre vaisseaux et la frégate parvinrent à s'échapper, et Ganteaume, dans sa marche rétrograde, s'empara de plusieurs bâtiments ennemis. Il prit d'abord une corvette, expédiée d'Angleterre avec des dépêches pour l'amiral Keith, et le 24 juin, ayant découvert un vaisseau de guerre anglais, il lui donna chasse et l'atteignit dans l'après-midi. C'était *le Swiftshure*, de 74 canons. Ce bâtiment laissa arriver, et courut vent arrière en hissant toutes ses voiles; mais les deux vaisseaux *l'Indivisible* et *le Dix août* le gagnèrent et engagèrent le combat. Le capitaine Hallowel se défendit avec opiniâtreté, et n'amena son pavillon que lorsqu'il se vit en danger de couler bas.

Ganteaume fit réparer le vaisseau ennemi, y mit un équipage français, continua sa route, et rentra dans le port de Toulon vers la fin de juillet. Malgré le peu de succès des tentatives de cet amiral, il y aurait de l'injustice à lui refuser les éloges que lui méritent sa constance et la hardiesse de sa navigation au milieu d'une mer couverte des escadres ennemies. Il avait échappé habilement à des engagements dans lesquels l'infériorité de ses forces ne lui permettait d'espérer aucun succes, et il avait réussi à s'emparer d'un vaisseau de ligne et de plusieurs frégates ou corvettes.

Le roi d'Espagne, par suite de l'influence qu'exerçait sur lui le premier consul, et à l'instigation du prince de la Paix, avait donné six vaisseaux à la France. Ces bâtiments, mis sous les ordres du contre-amiral Dumanoir, attendaient dans la rade de

1801 — an IX Méditerran. Cadix les équipages français qui devaient les monter, et qu'on faisait venir de Brest : six autres vaisseaux, commandés par l'amiral don Juan Moreno, étaient destinés à agir de concert avec cette escadre pour soutenir l'amiral Ganteaume dans la Méditerranée.

Les trois vaisseaux et la frégate que Ganteaume avait renvoyés de Livourne à Toulon furent réparés et leurs équipages portés au complet. Le contre-amiral Linois, qui était employé sous les ordres de Ganteaume, fut chargé du commandement de cette division, et dut la conduire à Cadix pour se rallier à l'escadre combinée dont nous venons de parler. Il sortit de Toulon le 13 juin, et, après avoir donné la chasse aux croisières ennemies dans le golfe de Lyon, il fit voile pour Cadix. Lorsqu'il eut doublé le cap Gata, et qu'il se disposait à embouquer le détroit de Gibraltar, il apprit par un bâtiment espagnol que le port de Cadix était étroitement bloqué par l'escadre de l'amiral James Saumarez; d'un autre côté il était suivi par les bâtiments auxquels il avait donné la chasse et qui appartenaient à l'escadre de l'amiral Warren. Celui-ci, n'ayant pu empêcher Ganteaume de rentrer à Toulon, avait dû nécessairement s'attacher à la poursuite de la division qui venait d'en sortir, et tâcher de l'engager entre son escadre et celle qui croisait devant Cadix. Linois, dans cette extrémité, n'avait d'autre parti à prendre que de se jeter dans la baie de Gibraltar, ce qu'il fit en mouillant à la rade d'Algésiras, le 4 juillet.

Nous devons expliquer maintenant comment le port de Cadix se trouvait bloqué par une escadre anglaise autre que celles que nous avons vues dans la Méditerranée. Le cabinet de Londres n'avait pu apprendre sans être alarmé que des armements combinés entre la France et l'Espagne se préparaient dans le port de Cadix, dont la position avancée sur la communication des deux mers commande l'entrée du détroit. Chargé de surveiller ces nouveaux mouvements, sir James Saumarez appareilla de Plymouth le 13 juin avec trois vaisseaux de 84 canons : *le César*, *le Pompée*, *le Superbe;* trois autres de 74, *l'Annibal, l'Audacieux, le Vénérable;* une frégate et un lougre. Cette escadre croisait depuis quelques jours devant Cadix, lorsque les vigies de Gibraltar lui signalèrent l'arrivée de la division

E. Chaloupes Canonnières Espagnoles.

F.G.H. Division Anglaise de l'Avant-garde.

I.K.L. Division Anglaise de l'Arrière-garde.

M. Frégate Anglaise qui remorqua le Vaisseau F. très maltraité.

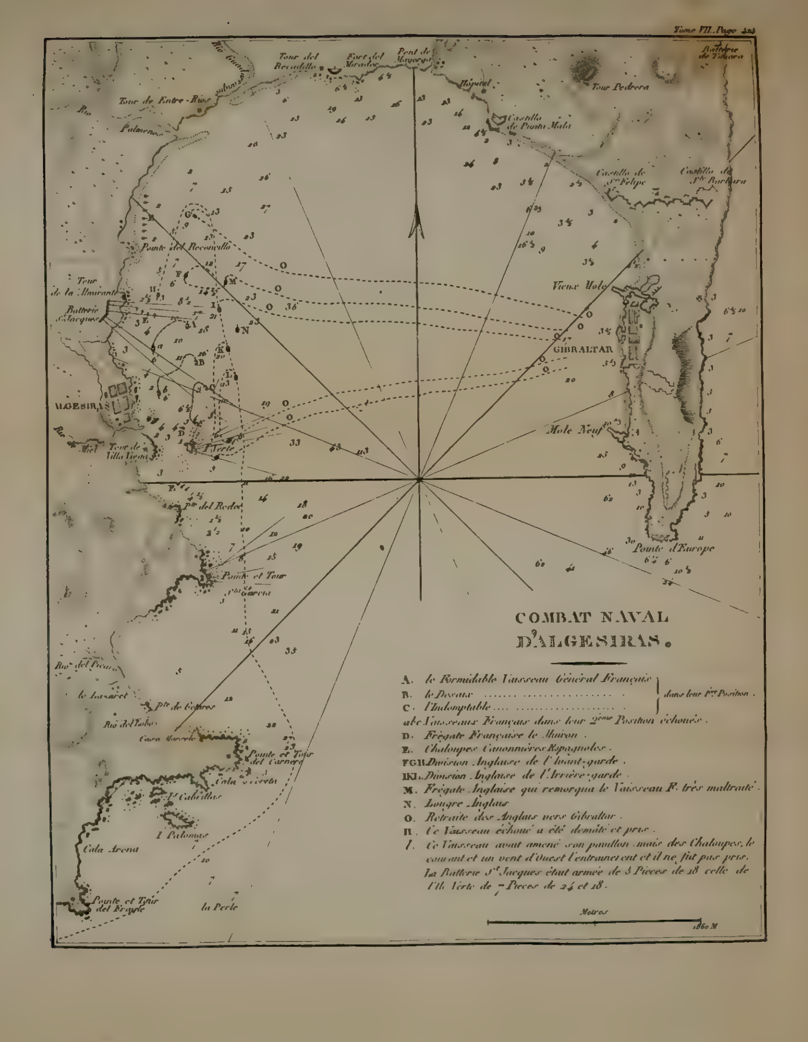
N. Lougre Anglais.

O. Retraite des Anglais vers Gibraltar.

H. Ce Vaisseau échoué a été dematé et pris.

I. Ce Vaisseau avait amené son pavillon, mais des Chaloupes, le courant et un vent d'Ouest l'entrainerent et il ne fut pas pris.

La Batterie St. Jacques était armée de 5 Pieces de 18. celle de l'Ile Verte de 7 Pieces de 24 et 18.



Tour del Recodillo
Fort del Mirador
Pont de Mayorga
Hôpital
Tour Pedrera
Batterie de Tilbura
Tour de Entre-Rios
Rio Palmones
Castillo de Punta Mala
Castillo de Sᵗ Felipe
Castillo de Sᵗᵉ Barbara
Pointe del Rocondillo
Tour de la Almirante
Batterie Sᵗ Jacques
Vieux Mole
GIBRALTAR
ALGESIRAS
Mole Neuf
Rio Miel
Tour de Villa Vieja
Iˡᵉ Verte
Pᵗᵉ del Rodeo
Pointe et Tour Pᵗᵃ Carnero
Pᵗᵉ de Cabrera
le Lazaret
Pointe et Tour del Carnero
Pointe d'Europe
Cala Arena
I. Palomas
Pointe et Tour del Fraile
la Perle
COMBAT NAVAL D'ALGESIRAS.
A. le Formidable Vaisseau Général Français
B. le Dessaix
C. l'Indomptable
dans leur 1ʳᵉ Position.
abc Vaisseaux Français dans leur 2ᵉᵐᵉ Position échoués.
D. Frégate Française le Muiron.
E. Chaloupes Canonnières Espagnoles.
FGH Division Anglaise de l'Avant-garde.
IKL Division Anglaise de l'Arrière-garde.
M. Frégate Anglaise qui remorqua le Vaisseau F. très maltraité.
N. Lougre Anglais
O. Retraite des Anglais vers Gibraltar.
H. Ce Vaisseau échoué a été démâté et pris.
I. Ce Vaisseau avait amené son pavillon, mais des Chaloupes, le courant et un vent d'Ouest l'entraînèrent et il ne fut pas pris.
La Batterie Sᵗ Jacques était armée de 5 Pièces de 18 celle de l'Ile Verte de 7 Pièces de 24 et 18.
Metres
1860 M

française. L'amiral anglais quitta aussitôt sa station, fit voile pour se porter à la rencontre de son ennemi, passa le détroit dans la nuit du 5 au 6 juillet, et se trouva le 6 au matin devant la pointe del Carnero à l'entrée de la baie de Gibraltar. 1801 – an IX Méditerran.

Au moment où l'escadre anglaise doublait le cap et formait sa ligne de bataille, la division française mouillée par dix ou douze brasses devant Algésiras était en mouvement pour prendre sa ligne d'embossage, qui devait être soutenue à sa droite (le sud) par une batterie de sept pièces de 24 et de 18, établie sur un écueil appelé Ile Verte, et à la gauche par une batterie de la côte, appelée batterie de Saint-Jacques, armée de cinq pièces de 18 : ces deux batteries étaient d'ailleurs faibles, en mauvais état et mal aprovisionnées. Le vaisseau français *le Formidable* était le plus au nord ; il avait à sa droite *le Desaix, l'Indomptable* et la frégate *la Muiron*. Les vents variaient alors du nord au nord-ouest.

L'amiral Saumarez, voyant que les vaisseaux français étaient mouillés assez loin de la côte, et que leur ligne n'était pas parfaitement flanquée, voulut imiter la manœuvre de l'amiral Nelson au combat d'Aboukir : il fit prendre la tête de la ligne au vaisseau *le Vénérable*, dont le capitaine connaissait parfaitement l'ancrage de la baie ; et, tenant le vent, il fit gouverner sur *le Formidable*, dans le dessein de doubler ce vaisseau, de passer entre la terre et la ligne d'embossage, et de mettre par conséquent la division française entre deux feux.

A huit heures du matin, les bâtiments ennemis se trouvant à portée de canon de l'Ile Verte, la batterie espagnole tira sur eux, et le combat de la droite à la gauche (du sud au nord) s'engagea à mesure que l'escadre anglaise prolongeait sa ligne. L'amiral Linois, qui avait arboré son pavillon sur *le Formidable*, jugeant du but de l'attaque de son adversaire par la manœuvre du vaisseau de la tête et des deux autres qui suivaient ce premier, n'hésita point à donner le signal de couper les câbles pour s'échouer ; la brise avait molli, et variant du nord au nord-est, le mouvement d'abattée fut long et inégal : *le Desaix* souffrit des enfilades des vaisseaux qui le canonnaient ; *l'Indomptable*, en touchant, se trouva place

1801 — an IX Méditerran. dans une position critique, mais il ne ralentit point son feu; *le Formidable* présenta le travers au large, et l'avant au chef de file de la ligne ennemie, lequel toucha aussi en avant du vaisseau français; deux autres vaisseaux anglais s'embossèrent à portée de fusil. Ce premier engagement dura deux heures, et les manœuvres étaient fort endommagées de part et d'autre.

N'ayant pu réussir à doubler la gauche de la ligne française, les Anglais voulurent s'emparer de l'Ile Verte, dont la batterie, mal approvisionnée et mal servie par les canonniers espagnols, avait cessé de tirer. Le capitaine de la frégate *la Muiron,* mouillée entre la terre et *l'Indomptable,* souffrait beaucoup du feu des deux derniers vaisseaux de la ligne anglaise : voyant leurs embarcations se diriger sur l'île, il y détacha la garnison de la frégate, au nombre de 130 hommes sous le commandement d'un capitaine d'infanterie. Cet officier aussi actif que brave arriva assez à temps pour empêcher les Anglais d'aborder : un des canots fut coulé bas et un autre fut pris. Ce renfort dans l'Ile Verte changea la face des choses; la batterie servie par les soldats français recommença à tirer avec vivacité. Un des vaisseaux ennemis, *le Pompée*, ayant touché sur le bas-fond situé vis-à-vis de cette batterie, et essuyant aussi le feu de *l'Indomptable,* amena son pavillon; mais, remorqué par des chaloupes venues de Gibraltar, et entraîné par le courant et un vent d'est, il ne put pas être pris.

Après l'échouage des vaisseaux français, sept chaloupes canonnières espagnoles, sortant du port d'Algésiras, étaient venues fermer la gauche de la ligne, sous la protection de la batterie de Saint-Jacques. Elles prirent une part si vive à l'action, que cinq d'entre elles furent coulées ou mises hors de combat : la batterie de Saint-Jacques avait aussi ralenti son feu; mais le général de brigade Devaux, à la tête d'un détachement de troupes qu'il prit à bord du *Desaix,* s'y porta rapidement, et fit servir les pièces avec plus d'activité et dans une meilleure direction.

Le combat s'était renouvelé plus vivement que jamais; mais les Anglais ne purent résister longtemps au feu terrible des vaisseaux français et des batteries espagnoles servies par des

soldats intrépides. Trois d'entre eux furent démâtés de leurs mâts de hune, et tous étaient avariés dans leur voilure; ceux qui étaient mouillés coupèrent leurs câbles : *l'Annibal*, échoué près du ***Formidable,*** essuyant en même temps le feu de la batterie Saint-Jacques et celui du vaisseau français, amena son pavillon à deux heures du soir. L'amiral Saumarez l'abandonna, fit cesser le combat qui avait duré six heures, et se retira sous Gibraltar avec les quatre vaisseaux qui lui restaient. 1801 — an IX Méditerran.

La perte des Anglais fut plus considérable que celle de leurs adversaires dans ce combat opiniâtre et meurtrier. Les capitaines français Lalonde et Moncousu, officiers d'une grande distinction, commandant, le premier, *le Formidable,* et le second, *l'Indomptable,* moururent glorieusement sur leur banc de quart. Les équipages et les troupes de terre rivalisèrent de zèle et de courage, et combattirent en bon ordre avec une constance digne des plus grands éloges.

L'amiral Linois, presque surpris sur une rade ouverte au vent d'est, qui favorisait l'ennemi, n'ayant point, comme son adversaire, bien supérieur en force, le choix des moyens d'action et une retraite assurée sous le canon de Gibraltar, s'acquit une très-grande gloire par la fermeté de sa résolution et par sa belle défense.

Les Anglais avaient perdu le tiers de leurs forces : *l'Annibal,* resté au pouvoir des Français, et *le Pompée,* entièrement démâté; mais ils trouvaient à Gibraltar toutes les ressources nécessaires pour réparer leurs bâtiments et renforcer leurs équipages, tandis que l'amiral Linois n'avait à espérer aucun secours de la côte d'Algésiras, et n'en pouvait attendre que de Cadix. L'amiral Saumarez se hâta de profiter de cet avantage, et la fortune lui fournit l'occasion d'effacer la honte de sa défaite, dans un de ces événements où le talent et la valeur ne peuvent rien contre les caprices de cette déesse.

L'amiral Linois réclama avec instance auprès de l'amiral Massaredo, commandant la marine espagnole à Cadix, et du contre-amiral Dumanoir, chargé par le premier consul des détails relatifs aux armements, les secours sans lesquels il ne pouvait se relever de la côte et quitter la baie d'Algésiras en présence de l'ennemi, et se rendre dans la rade de Cadix. Il

écrivait au contre-amiral Dumanoir qu'il ne fallait pas donner aux Anglais le temps de respirer; que l'escadre espagnole, en venant à Algésiras, pourrait sauver la division française, qui était à flot, et la remorquer jusqu'au port de Cadix; que *l'Annibal* étant démâté de tous mâts et dans un état effroyable, il lui fallait des câbles, des grelins, des ancres à jet, etc. Comme ces secours tardaient à arriver, Linois se plaignit amèrement, dans une seconde dépêche, de l'inaction des vaisseaux espagnols, qui auraient dû être déjà rendus à Algésiras, puisque les vents avaient été favorables. « Que peut craindre cette escadre? disait l'amiral français; les vaisseaux ennemis ont été tellement maltraités, que deux sont entrés dans le port de Gibraltar; et, des trois qui sont sur la rade, l'un a ses mâts de hune cassés, l'autre est démâté de son beaupré. Nos quatre vaisseaux, je comprends *l'Annibal*, sont embossés, et nous sommes en état de recevoir l'ennemi; mais s'il nous vient du vent, je ne réponds plus des vaisseaux. » Dans sa lettre à l'amiral Massaredo, Linois disait : « On vient de me renouveler l'avis que l'ennemi se dispose à nous incendier au mouillage; vous pouvez sauver à la république trois beaux vaisseaux et une frégate, en ordonnant que l'escadre de Cadix vienne nous chercher...... »

Les vives sollicitations et l'activité du contre-amiral Dumanoir décidèrent enfin les Espagnols. Don Juan Moreno mit à la voile le 8 juillet, et sortit de la rade de Cadix : l'escadre était composée de six vaisseaux de ligne, dont trois à trois ponts, de quatre frégates et d'un brick; savoir : *le Real Carlos*, 112 canons; *le San-Hermenegilde*, 112; *le San-Fernando*, 94; *l'Argonaute*, 74; *la Sabine*, 44 : ces cinq bâtiments sous pavillon espagnol. *Le Saint-Antoine*, 74 canons; *la Libre*, 44; *l'Indienne*, 44 : *le Vautour*, 14 : ces quatre bâtiments sous pavillon français.

Cette escadre, sur laquelle le contre-amiral Dumanoir s'embarqua avec l'amiral Moreno, arriva le 9 juillet devant Algésiras; mais il était trop tard pour que les vaisseaux français pussent être remorqués en présence des Anglais qui, déjà réparés, étaient en observation. Il fallait, même avec des vents favorables pour passer le détroit, mettre les vaisseaux avariés en

état de faire toute la voile indispensablement nécessaire pour sortir de la baie : on y travailla nuit et jour, et tout était prêt le 12 au matin. A une heure après midi, le général Moreno fit signal d'appareiller, à raison de la marée. Les vents étaient à l'est ; le mouvement du vaisseau de tête de la ligne, pour sortir de la baie, fut suivi successivement ; de sorte que l'ordre de bataille naturel de l'escadre espagnole se trouva formé de suite au vent des vaisseaux français.

Un calme inégal, qui survint à la hauteur de Gibraltar, dérangea la régularité de cet ordre, et retarda la marche des derniers vaisseaux, tandis qu'au contraire les Anglais, au nombre de cinq vaisseaux, une frégate, un brick et une autre frégate portugaise, appareillèrent avec une brise fraîche de l'est, se formèrent en ligne de bataille au vent de l'escadre combinée.

L'amiral Moreno, se conformant aux ordonnances qui prescrivent impérieusement au commandant d'une escadre espagnole, lorsqu'il se trouve en présence de l'ennemi, de quitter son vaisseau et de passer sur une frégate, porta son pavillon sur *la Sabine*; il exigea que le commandant français se rendît auprès de lui pour le concert des mouvements et la transmission des signaux : l'amiral Linois n'y consentit qu'après avoir fortement exprimé sa répugnance à cette démarche, et ses regrets d'abandonner *le Formidable* qui resta sous le commandement immédiat du capitaine Troude[1].

Au coucher du soleil, les derniers vaisseaux de l'escadre franco-espagnole étaient parvenus, non sans de grandes difficultés, à doubler la pointe del Carnero. Il ne restait en arrière que le vaisseau *l'Annibal*, qui, bien que remorqué par la frégate *l'Indienne*, n'ayant pour mâts majeurs que des mâts de hune, ne put faire assez de voile pour s'élever, et qu'il fallut faire relâcher à Algésiras. L'amiral Moreno fit mettre en panne à une lieue, sous le vent de l'ennemi, pour faciliter le ralliement des vaisseaux que le calme avait surpris. La ligne étant formée,

[1] Ce brave officier, depuis contre-amiral, n'était alors que capitaine de frégate. Ses talents l'avaient fait distinguer par l'amiral Linois, qui l'appela au commandement du *Formidable* après la mort du capitaine Lalonde.

1801 — an IX
Méditerran.

l'amiral fit signal de former à l'ordre de front pour arriver au détroit; et sa frégate, passant en avant de la ligne, alluma ses fanaux. L'escadre manœuvra d'abord en assez bon ordre dans l'obscurité; mais bientôt il ne fut plus permis à des bâtiments d'une marche et d'une voilure si inégale de s'observer mutuellement et de conserver leur poste.

L'amiral anglais, qui était resté en panne au vent de l'escadre combinée jusqu'à la chute du jour, força alors de voiles pour l'atteindre. Vers onze heures, il ordonna au *Superbe* d'attaquer les vaisseaux d'arrière-garde. Ce vaisseau, passant entre les trois-ponts espagnols *le Real Carlos* et *l'Hermenegilde*, lâcha ses bordées de tribord et de bâbord sur l'un et sur l'autre; et, forçant de voiles, il se porta sur *le Saint-Antoine*, déjà attaqué par *le César*. Les deux trois-ponts, qui, dans l'obscurité, n'avaient point aperçu le changement de position du vaisseau anglais, croyant, l'un et l'autre, riposter à son feu, se prirent réciproquement pour ennemis, et se livrèrent un combat terrible; entraînés de plus en plus dans cette funeste erreur, ils s'abordèrent; le vent fraîchit tout à coup et devint impétueux; le feu se déclara à bord du *Real Carlos;* les flammes qui le dévoraient gagnèrent *l'Hermenegilde*, qui ne put s'en séparer. A ce moment, les deux escadres étaient mêlées. Amis et ennemis, témoins de ce désastre, ignorant quelles en étaient les victimes, tous s'éloignaient de cet effrayant incendie: les deux vaisseaux sautèrent à vingt minutes de distance. Cette double explosion retentit au loin, et produisit dans Cadix l'effet d'un tremblement de terre: 300 hommes seulement, de 2,000 qui composaient les équipages de ces deux vaisseaux, purent échapper à la mort, en se jetant dans les embarcations; mais, pour comble de malheur, ils abordèrent *le Saint-Antoine* au moment où celui-ci amenait son pavillon au *César* et au *Superbe* qui l'avaient entièrement démâté. La frégate *la Sabine*, attirant l'attention de l'ennemi par ses feux à tête de mât (signal de ralliement), fut vivement canonnée par l'ennemi pendant cette nuit désastreuse. Le jour vint éclairer l'amiral espagnol sur les pertes qu'il avait faites; il rallia le reste de l'escadre, à l'exception du *Formidable*, dont il entendit le combat dans la partie de l'est, la brise étant au sud-est. Don Juan Moreno fit former une prompte ligne de

bataille, et sans égard aux postes, pour aller au secours du vaisseau, se dirigeant sur la fumée qu'il apercevait. 1801 — AN IX Méditerr.

Le Formidable, qui était ainsi engagé avec l'ennemi, n'avait pu, dans l'obscurité de la nuit, avec des tronçons de mâts, ses seules basses voiles et un équipage réduit à un nombre d'hommes insuffisant, suivre le mouvement de l'escadre combinée. A minuit, il fut joint par cinq vaisseaux ennemis, et essuya leur feu : ils tiraient à boulets rouges. Le capitaine Troude, commandant du *Formidable*, défendit de riposter ; et, voyant que les Anglais portaient trois feux de reconnaissance à la corne, il fit hisser les mêmes feux, et réussit ainsi à se dégager en se laissant culer. A une heure du matin, il avait perdu de vue l'escadre combinée ; et, s'estimant par le travers de Tanger [1], il manœuvra pour rallier la terre et se trouver devant Cadix à la pointe du jour. A quatre heures du matin, il aperçut dans ses eaux quatre bâtiments, qu'il reconnut pour ennemis : c'était en effet une partie de l'escadre anglaise : *le César*, monté par l'amiral Saumarez, *le Vénérable*, *le Superbe* et la frégate *la Tamise*. Le brave Troude se disposa au combat, et renforça ses batteries par les hommes des gaillards. Il fut joint d'abord par *le Vénérable* et *la Tamise* : le premier envoya sa volée par la hanche de bâbord, et *le Formidable* arriva pour serrer cet adversaire au feu : le combat le plus vif s'engagea vergue à vergue, et souvent à longueur d'écouvillon. Le capitaine français ordonna de mettre jusqu'à trois boulets dans chaque canon. *La Tamise* le battait en poupe ; mais ses canons de retraite ripostaient à ce feu. Les deux autres vaisseaux ennemis arrivèrent successivement, et, ne pouvant doubler *le Formidable* au vent, ils prirent position par sa hanche de bâbord. Les premières volées du vaisseau français démâtèrent *le Vénérable* de son perroquet de fougue, et bientôt après de son grand mât : l'anglais laissa arriver ; mais Troude le suivit dans ce mouvement pour le battre en poupe, en même temps qu'il faisait canonner *le César*, qui, se trouvant de l'avant du *Vénérable*, ne pouvait riposter : pas un boulet français n'était perdu. Dans cette position, *le Vénérable* perdit encore son mât de misaine.

[1] Sur la côte d'Afrique.

Troude fit diriger ensuite tout son feu sur *le César*, le serrant le plus près possible ; après demi-heure d'engagement, quoique l'anglais, qui avait toutes ses voiles, dépassât *le Formidable*, et forçât celui-ci à manœuvrer pour le tenir par son travers, *le César* abandonna la partie, arriva en désordre, prit les armures à bâbord, et rejoignit *le Vénérable*, auquel *la Tamise* portait des secours. Il restait encore à combattre *le Superbe*, qui était par la joue de bâbord du vaisseau français ; mais l'anglais laissa arriver, passa sous le vent au *Formidable*, hors de portée, et rejoignit les autres bâtiments.

A sept heures du matin, le capitaine Troude était maître du champ de bataille. Il fit monter dans les batteries le reste des boulets, qui pouvaient lui faire tenir encore une heure de combat, rafraîchir le vaillant équipage qui l'avait si bien secondé, et réparer son gréement ; ses voiles étaient en lambeaux ; la brise de terre avait cessé, et il se trouvait en calme, à portée de canon de l'escadre ennemie, dont les embarcations étaient alors occupées à secourir *le Vénérable*. Ce vaisseau avait encore démâté de son mât d'artimon, et les courants le portaient à la côte. A dix heures, le vent ayant fraîchi, *la Tamise* essaya de prendre ce même vaisseau à la remorque ; mais, ne pouvant se relever, il fut s'échouer entre l'île de Léon et la pointe Saint-Roch, à deux ou trois lieues de Cadix.

Le capitaine Troude présumait que l'ennemi allait recommencer le combat, et il fit tout disposer pour le recevoir. Officiers et matelots, tous désiraient ardemment avoir une seconde occasion de prouver leur dévouement et leur intrépidité aux nombreux spectateurs, qui, de Cadix et de l'île de Léon, attendaient l'issue de cette lutte inégale ; mais l'ennemi n'osa point s'y engager, bien que l'escadre combinée fût encore éloignée de cinq lieues ; il fit route pour le détroit, abandonnant son vaisseau à la côte. Troude avait ordonné au commandant de quatre chaloupes canonnières espagnoles, qui étaient venues le joindre de la rade de Cadix, d'amariner *le Vénérable ;* cet officier n'obéit point. Enfin, à deux heures du soir, le digne capitaine français entra dans le port de Cadix aux acclamations de toute la population de cette ville, dont une grande partie, comme nous venons de le dire, avait été témoin du glorieux

combat qu'il avait soutenu le matin. Le reste de la flotte combinée mouilla aussi à Cadix, vers le soir de cette même journée du 13 juillet. L'amiral Saumarez, après avoir réparé son escadre avec cette activité et cette promptitude si familières aux Anglais dans leurs travaux maritimes, ne tarda point à reprendre sa station devant Cadix. 1801 — an IX Méditerran.

La perte des deux plus beaux vaisseaux de la marine espagnole, dit le général Mathieu Dumas, causa dans le royaume une consternation générale. La nouvelle de cet événement, dont l'histoire des guerres maritimes n'offre aucun autre exemple, parvint en Angleterre en même temps que celle du combat d'Algésiras, et balança la fâcheuse impression qu'aurait causée ce dernier événement s'il eût été isolé. On fit honneur à l'heureux Saumarez de sa manœuvre au vent de l'escadre combinée, et du désordre qu'il y jeta pendant la nuit par son attaque audacieuse au milieu du détroit : la prise du *Saint-Antoine*, désemparé sous le feu de deux vaisseaux anglais dans la funeste nuit du 12 au 13, compensa la perte de *l'Annibal*; mais la victoire remportée par l'amiral Linois devant Algésiras et le beau combat du capitaine Troude dans le détroit assurèrent au pavillon français la gloire de cette courte et mémorable campagne de mer.

Préparatifs et menaces d'une descente en Angleterre; attaques infructueuses de l'amiral Nelson contre la flottille française devant Boulogne, etc., etc. — Nous avons parlé, au commencement de ce volume, des dispositions prises par le premier consul contre l'Angleterre immédiatement après la signature du traité de Lunéville; nous avons dit que l'ancien projet d'une descente sur le territoire britannique avait été reproduit et accueilli avec enthousiasme, et que des démonstrations allaient être faites assez sérieusement pour que l'on crût à la possibilité de son exécution. L'entière pacification du continent permettait à Bonaparte de se livrer presque exclusivement à cet objet. Le port de Boulogne fut choisi pour être le point central de tous les armements. Un arrêté du premier consul, à la date du 12 juillet, organisa neuf divisions de bâtiments légers, et il désigna un pareil nombre de bataillons tirés de l'armée du Rhin et de la Hollande, ainsi que des détachements d'artillerie, pour faire France

1801 — an IX France. le service sur cette flottille, dont le contre-amiral la Touche-Tréville, officier distingué de l'ancienne marine, fut nommé commandant en chef. Les troupes embarquées furent exercées aux manœuvres de mer, au service de l'artillerie, aux abordages, au débarquement.

Ces apprêts, exagérés par la renommée, répandirent d'abord l'alarme en Angleterre. La première apparition des troupes sur les côtes de la Manche fit croire à la réunion d'une armée imposante, destinée à envahir incessamment le sol de la Grande-Bretagne. Quoique plus de trente vaisseaux de ligne et un très-grand nombre de frégates et de bricks fussent alors employés à observer les côtes de France et de la Hollande, depuis le Texel jusqu'au golfe de Biscaye, le cabinet de Saint-James pensa qu'il fallait encore pourvoir à la défense des points qui semblaient être plus particulièrement et plus prochainement menacés. Il ordonna la construction d'un grand nombre de chaloupes canonnières et de bombardes, qui furent placées à l'entrée des ports et à l'embouchure des rivières. Il fit armer les vaisseaux de la compagnie des Indes qui ne servaient point au commerce; les forces dont on pouvait disposer furent augmentées; un appel général fut fait à tous les corps de volontaires, qui furent rassemblés et exercés; le duc d'York, général en chef des armées britanniques, publia des instructions pour régler le mouvement de ces troupes dans le cas d'une invasion de la part des Français; enfin le gouvernement anglais crut devoir mettre en œuvre la mesure de la levée en masse : on répandit parmi le peuple des écrits pour exciter toute la population à prendre les armes en cas d'une invasion subite.

Il résulta de tout cet appareil d'attaque et de défense un dispendieux et inutile simulacre de guerre, dont le théâtre était restreint à cet espace de côtes compris entre Calais et l'embouchure de la Somme. Les bâtiments de la flottille française, dispersés dans différents ports, et qui devaient tous se réunir à Boulogne, ne pouvaient prendre le large pour doubler les caps, les pointes ou les bancs, selon les courants et les marées, sans être chassés ou canonnés par les frégates anglaises et les autres moindres bâtiments de guerre dont la Manche était couverte. Les Français serraient alors la côte pour chercher un

abri sous la protection des batteries de terre; à l'aide de ces repos, et presque toujours en combattant, ils parvenaient cependant à atteindre le point de réunion. Dans ces fréquentes escarmouches qui excitaient plus d'intérêt qu'elles n'avaient d'importance réelle, chaque nation faisait valoir ses succès comme s'il se fût agi d'une grande bataille navale. Six chaloupes canonnières, ayant doublé le cap Grisnez en présence de deux vaisseaux, deux frégates, douze bricks et plusieurs canonnières anglaises, et soutenu le feu de cette escadre, parvinrent à mouiller dans la rade de Boulogne; les gazettes françaises signalèrent cet événement comme une victoire. D'un autre côté, la corvette française *la Chevrette*, surprise et abordée pendant la nuit dans la baie de Camaret par les embarcations des frégates ennemies *la Doris*, *la Beaulieu* et *l'Uranie*, sous le feu des batteries, s'étant rendue après un combat qui dura plus de deux heures, les Anglais ne manquèrent pas de présenter cette action comme un des plus rares exemples de la science de leurs officiers et de l'intrépidité de leurs marins.

Cependant le ministere britannique résolut de prendre une offensive vigoureuse, autant dans les intérêts du commerce, qui souffrait de l'état d'anxiété où la nation était placée par la menace d'une invasion, que par la crainte de voir l'esprit public s'attiédir. Il fit donc préparer secrètement à Sheerness et à Nore une expédition destinée à attaquer sérieusement le port de Boulogne, tandis que, pour faire diversion, les autres bâtiments qui tenaient la mer menaçaient les ports et les mouillages des côtes de la Hollande et des anciennes provinces de Normandie et de Bretagne. L'amiral Nelson, de retour de son expédition contre Copenhague, ne contribua pas peu à cette détermination prise par le gouvernement; il ne mit point en doute la possibilité d'incendier la flottille française en la surprenant sur la rade, ou la plus grande partie était mouillée pour favoriser l'arrivage successif des divisions et des petits convois qui venaient s'y rallier. Quelque mystérieux et secrets que fussent les préparatifs de l'expédition anglaise, le premier consul en fut informé. Il reçut, par des agents secrets, des rapports circonstanciés sur l'espèce de bâtiments, de brûlots, de machines infernales, qu'on avait construits et armés dans

1801 — an IX France. les ports de Sheerness et de Nore avec une grande activité, et il prévint le contre-amiral la Touche qu'il serait incessamment attaqué.

L'amiral Nelson fut désigné pour commander l'escadre qui se rassemblait dans la rade de Deal : rendu à ce poste le 31 juillet, il mit à la voile le 1er août, et se dirigea sur Boulogne. Ses forces consistaient en quarante voiles de guerre, dont trois vaisseaux de ligne, deux frégates, quelques bricks et cutters; des bombardes, chaloupes canonnières et brûlots formaient le reste.

Le contre-amiral la Touche, à la réception des dépêches du premier consul, avait formé un peu en avant de la rade une ligne d'embossage de six bricks, deux schooners, vingt chaloupes canonnières, et un grand nombre de bateaux plats.

A l'approche de l'ennemi, il ne changea rien à cette disposition, et se borna à faire garnir les batteries de terre, et tenir à portée une réserve de 4,000 hommes d'infanterie.

Lord Nelson, arrivé en vue de la rade de Boulogne le 2 août, employa la journée du lendemain à reconnaître de près les différents points de la côte et l'emplacement des batteries au-dessus et au-dessous du port; et, après s'être assuré par des essais que les bombes pouvaient atteindre le rivage, il concentra ses bâtiments, et jeta l'ancre à une lieue et demie de terre. Le 4, à la pointe du jour, monté à bord de la frégate *la Méduse*, l'amiral plaça lui-même ses bombardes dans une position oblique par rapport à la ligne française, en les rapprochant de l'extrémité droite de cette même ligne. Il tenait par là presque tous ces bâtiments hors de la portée des batteries qui défendaient l'entrée du port et ne pouvaient découvrir à leur gauche la droite de la ligne des bombardes. Le reste de l'escadre ennemie resta mouillé en arrière. Nelson s'attendait au meilleur effet de ses bombes; il espérait que la flottille française, pour les éviter, se réfugierait dans le port de Boulogne, où il se proposait, la nuit suivante, de diriger ses brûlots, pour incendier cette masse de bâtiments ainsi resserrés dans un espace étroit.

Le bombardement commença vers neuf heures du matin; et, pour engager les Français à démasquer toutes leurs batte-

ATTAQUE DE LA FLOTILLE DE BOULOGNE.

BOULOGNE

LÉGENDE

Batteries	
A du Préfet Maritime.	L Chaloupes Canonnières.
B des Grenadiers.	M Bombardes.
C du Fort Chatillon.	N Bateaux Canonniers.
D des Dunes.	O Courans.
E Nationale.	P Air de Vent Est N. Est.
F du Musoir.	Q Bombardes Ennemies
G de l'Amiral.	R Frégate montée par Nelson.
H du Four à Chaux	S Frégates Anglaises.
I de la Tour d'Ordre	T le Leyden V[au] de 64 Canons.
J du Moulin Hubert.	U Bricks et Chaloupes Canonnières.
K de la République.	

1000 — 2000 Mètres

ries, que les plis du terrain ne lui avaient pas permis de bien reconnaître, Nelson fit appareiller en même temps ses vaisseaux, qui longèrent le rivage et le mouillage de la flottille. La canonnade s'engagea alors entre la terre et ces vaisseaux, qui lâchaient tour à tour leur bordée en revirant, mais sans produire un grand effet. Celui des bombes ne put ébranler la ligne d'embossage : une canonnière et un bateau plat seulement furent coulés bas. Le vent ayant changé au moment où la marée se retirait, Nelson abandonna une position qui devenait périlleuse, satisfait, comme il le dit lui-même dans son rapport aux commissaires de l'amirauté, « d'avoir appris aux Français qu'il ne leur était point permis de sortir de leurs ports. » Il retourna vers les côtes d'Angleterre, ne laissant qu'une faible croisière devant Boulogne, pour observer les mouvements de la flottille.

1801 — AN IX. France

Prenant le soin de ne présenter cette tentative que comme un simple coup d'essai, l'amiral anglais dit, dans son ordre du 5, adressé à tous ses équipages, « qu'ayant remarqué le zèle ardent et le désir, qui s'étaient manifestés dans tous les rangs de joindre l'ennemi corps à corps, il eût donné libre carrière si le moment eût été propice; mais que les officiers, les matelots et les soldats pouvaient compter sur une occasion prochaine de faire paraître leurs bonnes dispositions, leur zèle et leur valeur. »

Le peu de succès d'une entreprise qu'on lui avait présentée comme facile fit sur le peuple anglais une impression fâcheuse. On accusa, dans les feuilles ministérielles, le commissaire français Otto, qui était à Londres pour l'échange des prisonniers, d'avoir surpris et livré au premier consul le secret des opérations du ministère; on insinuait que, dans des circonstances aussi graves, la personne de cet agent de l'ennemi n'était pas en sûreté, et qu'il ne devait pas être exposé aux insultes du peuple. Une seconde attaque parut propre à détruire l'effet produit par la première dans l'esprit public.

La presse des matelots fut ordonnée, et l'escadre de Nelson, mouillée dès le 6 août à Margate et à Deal, fut augmentée de trente bâtiments, sur lesquels on fit embarquer environ 4,000 soldats de marine. L'amiral appareilla avec ces soixante-dix

1801 — an IX France. voiles de la rade de Margate, et se dirigea d'abord vers l'est, comme pour se porter sur l'île Walcheren pour attaquer Flessingue ou quelque autre point de la côte batave; mais les Français ne prirent point le change.

Déjà l'amiral la Touche avait mis le temps à profit; des batteries avaient été construites par son ordre sur les points qui avaient été négligés vers les extrémités de la ligne et dont l'ennemi pouvait tirer avantage; on avait placé des mortiers dans les intervalles des batteries et disposé les troupes de terre de manière à ce qu'elles pussent, au besoin, prendre une part active à l'action; la ligne d'embossage avait été renforcée de quelques bâtiments, et soutenue par des bombardes.

Nelson vint mouiller, le 15 août, à trois mille toises environ de l'avant-garde de la flottille française. Les vaisseaux ennemis étaient entourés de chaloupes et de péniches de toute grandeur. L'amiral la Touche, ne doutant point qu'il ne fût attaqué sous peu d'heures, fit donner, par le capitaine de vaisseau Pévrieux, commandant la rade, l'ordre à tous les bâtiments et aux batteries de terre de se préparer à un engagement général. En effet, Nelson méditait de surprendre la flottille cette nuit même du 15 au 16 : il forma quatre divisions commandées chacune par un capitaine de haut bord et composées de six bateaux plats et dix péniches; une cinquième division, formant la réserve, était toute composée de bateaux armés d'obusiers et destinés à incendier la partie de la flottille qui ne serait point enlevée à l'abordage; chaque division devait attaquer un certain nombre de bâtiments de la ligne française, en commençant par le côté de l'est et s'engageant successivement vers l'ouest : toutes se mirent en mouvement à onze heures du soir, et s'approchèrent en silence de la ligne d'embossage. Les matelots et les soldats anglais étaient armés de piques, de sabres et de haches d'abordage, et avaient ordre de ne faire feu que dans le cas où les Français prendraient l'alarme avant qu'on eût pu accoster leurs bâtiments.

Le flot et les courants ne permirent point aux divisions anglaises de conserver, en s'avançant, l'ordre et l'ensemble qui leur étaient prescrits : elles se séparèrent, et se mêlèrent dans l'obscurité. Vers une heure du matin, la seconde division étant

arrivée à la hauteur de la tête de l'avant-garde française, le capitaine Parker fit commencer de suite l'attaque, entoura et voulut enlever la canonnière *l'Etna*, qui se trouvait la plus avancée, et à bord de laquelle était le brave capitaine Pévrieux, qui tua de sa main deux matelots ennemis s'efforçant, malgré les filets d'abordage, de sauter à bord de ce bâtiment. Un feu de file bien dirigé par le détachement des troupes de terre qui était sur la chaloupe française, et les bordées de mitraille de cette dernière, lâchées à bout portant, tuerent ou blessèrent en un instant les deux tiers des hommes à bord des péniches [1] de la division anglaise; le capitaine Parker eut la cuisse emportée : le combat devint général; presque tous les bâtiments de la flottille furent attaqués avec la même fureur, et partout les péniches anglaises furent vivement repoussées. Les chaloupes canonnières *le Volcan* et *la Surprise* eurent à soutenir le plus grand effort : cette dernière coula bas quatre péniches, et en amarina plusieurs autres. Pendant ce temps, la division anglaise de réserve s'avança vers la jetée, et le capitaine Konn, qui la commandait, voulut se placer entre la terre et la ligne d'embossage; mais elle fut foudroyée par les batteries et forcée de gagner le large. Le rivage et la rade étaient couverts de feu.

L'action cessa à la pointe du jour. Nelson fit alors signal de ralliement et retira toutes les péniches hors de portée. D'après le propre aveu des Anglais, ils avaient perdu plus de 200 hommes tués ou blessés; les Français n'avaient eu que 35 hommes hors de combat. L'amiral la Touche donna, dans son rapport, de grands éloges aux détachements des 46e, 57e et 108e demi-brigades, qui formaient les garnisons des bâtiments de la flottille, pour la fermeté, le calme et l'adresse avec lesquels ils dirigèrent leur feu sur les péniches ennemies au moment de l'abordage. Les Anglais, en rendant justice à leurs adversaires et à la sincérité des rapports de l'amiral la Touche, supposèrent, pour justifier en partie l'échec éprouvé par Nelson, que les bâtiments étaient fixés au fond et même liés entre eux par des chaînes de fer [2], supposition évidemment ridicule, comme s'il était pro-

[1] Chaque péniche pouvait contenir de vingt-cinq à trente hommes.

[2] La vérité est qu'on avait placé des chaînes sur les câbles des canonnieres.

1801 — an IX France. bable qu'un pareil obstacle eût empêché les Anglais de sauter à bord de ces bâtiments et de les incendier, s'ils avaient pu s'en rendre maîtres.

Cette seconde tentative de Nelson lui attira de graves reproches de la part de ses concitoyens ; on l'accusa d'avoir inutilement prodigué le sang des Anglais pour venger la honte de son premier échec. L'amiral fut consolé de cette injustice par les témoignages d'estime et d'admiration que ne cessèrent point de lui prodiguer tous ses compagnons d'armes et par la lettre qu'il reçut du premier lord de l'amirauté, l'amiral Saint-Vincent. Celui-ci lui disait : « Il ne nous est pas donné de commander le succès ; Votre Seigneurie et les braves officiers sous vos ordres méritaient de les obtenir, et je ne puis suffisamment exprimer mon admiration pour le zèle et le courage avec lesquels cette expédition a été suivie. » C'est dans cette lettre que lord Saint-Vincent paraissait croire que la flottille française fût attachée au rivage, et les bâtiments liés les uns aux autres. De retour à Deal, le vainqueur d'Aboukir, visitant l'hôpital des blessés, entendit un matelot qui se plaignait amèrement d'avoir une jambe amputée : « Eh ! n'ai-je pas moi-même perdu un bras, lui dit Nelson, et ne dois-je pas m'attendre à être encore plus sévèrement mutilé pour la défense de notre patrie ? — Je ne me plains, répliqua le matelot, que d'être privé de l'avantage de pouvoir accompagner Votre Honneur à la prochaine attaque. »

Le combat naval de Boulogne fut célébré en France comme un avantage remarquable. Bonaparte se fit présenter à la grande parade des Tuileries les canonniers, soldats et matelots qui s'étaient le plus distingués et que l'amiral la Touche avait particulièrement désignés à la bienveillance du gouvernement : il leur distribua des grenades, des haches d'abordage et des fusils d'honneur ; l'enseigne de vaisseau Rouvillois, les deux aspirants de marine Buron et Victor Lettré [1] étaient du nombre des braves que le premier consul récompensait ainsi de leur belle conduite.

pour empêcher celles-ci, au cas où les câbles seraient coupés, d'aller en dérive et d'être entraînées au large, ce qui les eût fait tomber au pouvoir de l'ennemi.

[1] Depuis capitaine de frégate.

Nelson crut pouvoir se dédommager du peu de succès de ses entreprises contre la France, en tentant une troisième expédition, dirigée cette fois contre la Hollande; mais les deux attaques devant Boulogne avaient donné l'éveil sur toutes les parties de la côte de l'Océan. L'amiral Dewinter, de concert avec le général Augereau qui commandait l'armée gallo-batave, avait pris des mesures pour garantir d'insultes les postes les plus importants, depuis le Helder jusqu'à l'embouchure de l'Escaut. L'escadre anglaise parut devant Walcheren le 24 août. Nelson, ayant été reconnaître lui-même les défenses du port de Flessingue, les trouva en si bon état, qu'il renonça à l'attaque projetée, et rentra à Deal avec ses bâtiments. 1801 — an IX France.

Préliminaires de paix entre la France et l'Angleterre. — Le traité de Lunéville avait consacré la nouvelle existence politique de la France. Les puissances continentales regardaient cette transaction mémorable comme le dénoûment d'une révolution qui les avait si fortement et si longtemps alarmées, et l'Angleterre elle-même dut céder à cette opinion. Un changement remarquable eut lieu dans le ministère britannique; MM. Pitt, Dundas et lord Grenville donnèrent leur démission, pour ne pas être les instruments d'une démarche politique que, dans leur système, ils regardaient comme honteuse et nuisible aux véritables intérêts de la nation. On a vu, dans les paragraphes précédents, qu'ils avaient conservé assez d'influence pour retarder encore pendant quelque temps l'effet des dispositions où se trouvait alors le nouveau ministère. 1801 — an X 1er octobre (9 vend.).

En effet, dès le 21 mars 1801, le commissaire français Otto, qui allait quitter l'Angleterre par ordre de son gouvernement, avait reçu de lord Hawkesbury, successeur de lord Grenville dans la place de premier secrétaire d'État, la note suivante :

« Le soussigné a reçu l'ordre du roi de communiquer au gouvernement français les dispositions de Sa Majesté d'entamer immédiatement des négociations pour le rétablissement de la paix, et de déclarer que Sa Majesté est prête à envoyer à Paris, ou dans tout autre endroit qui pourra être convenu entre les deux gouvernements, un ministre pleinement autorisé à donner toutes les explications nécessaires, et à négocier et conclure, au nom de Sa Majesté, un traité entre ce peuple et la France. »

1801 an x Cette démarche était faite au moment où l'Espagne et la France se disposaient à envahir le Portugal, où la Prusse menaçait le Hanovre et où l'Angleterre attaquait la capitale du Danemark. Le premier consul fit remettre, par M. Otto, une note dans laquelle il déclarait « que, persistant dans son désir constant de la paix, il éprouvait une vive satisfaction de voir le cabinet de Londres disposé à mettre un terme au fléau qui désolait l'Europe depuis neuf années; mais qu'au milieu de ces apprêts de guerre et de ces nouveaux motifs d'exaspération, on pouvait difficilement espérer quelque heureux résultat d'une négociation d'*apparat* commencée sans être d'accord sur les premières bases; qu'il lui paraissait plus naturel de faire précéder toute négociation par une suspension d'hostilités, en convenant des articles d'une trêve générale. » Le ministère britannique ne pouvait point agréer une proposition qu'il avait rejetée deux ans auparavant comme plaçant l'Angleterre dans une position désavantageuse vis-à-vis de neutres coalisés contre son commerce, et le premier consul se restreignit à *la communication immédiate, pleine et confidentielle, touchant les termes et les préliminaires de la paix*[1].

Les deux gouvernements allaient rencontrer de grandes difficultés dans l'établissement des premières bases sur lesquelles devait être posé l'édifice de cette pacification. Nous allons esquisser leur situation respective à cette époque, afin de faire mieux apprécier la valeur des sacrifices exigés et des compensations offertes par les parties contractantes.

Au nord, la France avait porté sa frontière militaire jusqu'à la rive gauche du Rhin et aux bouches de la Meuse; le riche et populeux pays qui s'étendait des anciennes jusqu'aux nouvelles limites faisait partie du territoire de la république : deux traités solennels avaient sanctionné la cession du Brabant autrichien et de la Flandre maritime; l'Empire avait consenti la suppression et la dépossession des anciens électorats ecclésiastiques; la nouvelle constitution de la Hollande avait fait de cette république une puissance auxiliaire nécessairement soumise à l'influence française. Au midi, le Piémont était sous la domination de la

[1] C'étaient les propres expressions de lord Hawkesbury.

république, déjà maîtresse, par une réunion solennelle, de la Savoie et du comté de Nice. La Lombardie, devenue république cisalpine, la Toscane, érigée en royaume pour un prince espagnol, n'étaient point des changements éphémères; l'Autriche, par le traité de Lunéville, venait d'en accepter les dédommagements par la cession d'une partie de la république de Venise, État entièrement effacé de la carte de l'Europe. L'Italie méridionale était dans la dépendance du gouvernement français, par l'occupation militaire du royaume de Naples et des meilleurs ports de l'Adriatique; enfin, à cette époque, l'Égypte n'était point évacuée. 1801 — an x

La situation de l'Angleterre au dehors n'était pas moins brillante. Dominatrice du vaste empire de l'Indostan, elle s'était emparée des États du sultan du Mysore (Tippo-Saëb), et elle avait subjugué tous les autres princes qui s'étaient alliés a ce malheureux monarque : les colonies hollandaises et espagnoles dans cette partie du monde étaient, ainsi que les comptoirs français, tombés en son pouvoir; les colonies des Indes occidentales (des îles du Vent), restées sans défense et sans protection maritime, avaient eu le même sort. L'occupation du cap de Bonne-Espérance mettait entre les mains des Anglais la clef du commerce des deux hemispheres, et celle de Malte et des îles Baléares leur assurait l'empire de la Méditerranée.

Dans les premières conférences qui eurent lieu entre M. Otto et lord Hawkesbury, le ministre anglais, après avoir mis en avant les prétentions de son gouvernement pour la rétrocession de la Belgique et le rétablissement du stathoudérat en Hollande, fit valoir le désistement de cette base fondamentale comme le sacrifice le plus grand que pût faire l'Angleterre, et remit entre les mains du négociateur français l'aperçu suivant des conditions proposées comme devant former les préliminaires de la pacification :

« Le gouvernement français évacuera l'Égypte et la rendra aux Turcs.

« Sa Majesté restituera de son côté à la France et à ses alliés les conquêtes ci-après : Pondichéry, Chandernagor, Mahé, Negapatam, Malacca, Amboine, les îles Banda[1], Cochin, le

[1] Groupe de 10 îles dans la mer des Moluques.

1801 — an x cap de Bonne-Esperance (sous condition toutefois qu'on en fera un port franc), Gorée, Surinam, Curaçao, Sainte-Lucie, les Saintes, Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Marcouf et Minorque.

« La république hollandaise accordera a la maison d'Orange une indemnité entière pour les pertes qu'elle a éprouvées dans ses propriétés.

« Dans le cas où l'on recevrait, avant la signature des préliminaires, des nouvelles authentiques de l'évacuation de l'Égypte par les troupes françaises, ou d'une convention conclue pour cet effet, Sa Majesté ne sera point tenue de souscrire aux conditions ci-dessus dans toute leur étendue. »

Ces propositions étaient trop peu modérées pour que le premier consul pût croire à la sincérité du rapprochement des Anglais, qui voulaient garder, comme on le voit, les îles de la Martinique, de la Trinité et de Ceylan. Bonaparte ne dut considérer cette première ouverture que comme un moyen de gagner du temps ; il déclara qu'il ne consentirait jamais à laisser entre les mains de l'Angleterre des pays et des établissements d'un poids aussi considérable dans la balance de l'Europe que ceux que cette puissance prétendait se réserver ; il se refusa surtout à admettre que les événements de la guerre pussent désormais rien changer aux conditions de la paix maritime, et il demanda au gouvernement britannique de présenter des bases plus conformes aux principes de modération et de justice dont il faisait profession.

Deux mois s'écoulèrent ainsi sans que les deux gouvernements pussent s'accorder sur ces points principaux. Au commencement de juin, le premier consul fit demander, par M. Otto, qu'on spécifiât les propositions, en lui donnant l'ordre d'insister pour que les communications prissent un caractère plus officiel. Lord Hawkesbury se référa, dans sa réponse, à l'aperçu que nous avons cité, justifia les intentions de sa cour, et provoqua une explication sur les propositions que le gouvernement français jugerait à propos d'opposer a celles qu'il avait lui-même presentées. Dans une note remise le 15 juin par M. Otto, le premier consul reconnaissait que les changements arrivés dans les limites des grands États du continent pouvaient

autoriser une partie des demandes du gouvernement britannique; 1801 — an x
mais il rejetait celles de la conservation de Malte, de Ceylan, du Mysore, de la Trinité, de la Martinique, et, pour amener un *ultimatum*, il faisait cette question : « Dans le cas où le gouvernement français accéderait aux arrangements proposés pour les grandes Indes par l'Angleterre, et adopterait le rétablissement du *status ante bellum* pour le Portugal, S. M. Britannique consentirait-elle à ce que le *status ante bellum* fût rétabli dans la Méditerranée et en Amérique ? »

Le cabinet de Londres ne voulait point renoncer à son système de balance entre les acquisitions continentales et les possessions maritimes. Des notes écrites avec aigreur furent échangées de part et d'autre à ce sujet, et le premier consul, jugeant bien qu'on finirait par ne plus s'entendre sur la question, la fixa par une nouvelle note explicative et catégorique, dans laquelle il énonçait les conditions auxquelles il était prêt a signer les articles préliminaires de paix ; en voici la substance :

« L'Égypte restituée à la Porte; la république des Sept-Iles (Corfou, Zante, Céphalonie, etc.) reconnue; les ports de l'Adriatique et de la Méditerranée restitués au roi de Naples et au pape; Mahon rendu à l'Espagne; Malte restituée à l'Ordre, et ses fortifications rasées, si le roi d'Angleterre juge cette clause conforme à ses intérêts.

« L'Angleterre gardera Ceylan; les autres établissements, y compris le cap de Bonne-Espérance, seront restitués aux alliés; le Portugal sera conservé. »

Le premier consul déclarait que la France ne renoncerait jamais à la restitution de la Martinique, qui n'avait pas été conquise par les Anglais, mais déposée entre leurs mains par les habitants, à l'époque de la révolution de Saint-Domingue, par un motif d'intérêt général, et seulement jusqu'à l'époque où la France aurait un gouvernement.

Dans la réponse faite à cette note, lord Hawkesbury évita de rien articuler sur la restitution de la Martinique : en admettant l'arrangement relatif aux Indes comme la juste base des négociations, il déclara que le roi d'Angleterre était prêt à entrer dans des négociations ultérieures relativement à l'île de Malte, et que Sa Majesté désirait sérieusement concerter les

1801 — an X moyens de faire pour cette île un arrangement qui la rendît indépendante de la Grande-Bretagne et de la France.

La difficulté n'exista plus bientôt que pour l'Amérique. L'Angleterre ne consentait à se désister de la possession de la Martinique qu'en offrant l'alternative ou de conserver les îles de la Trinité et de Tabago, et, dans ce cas, il fallait que Demerari, Essequibo et Berbice fussent des ports francs, ou de garder Sainte-Lucie, Tabago, Demerari, Essequibo, Berbice. Cette espèce d'*ultimatum* mettait le premier consul dans une situation fort embarrassante vis-à-vis des alliés de la république. En abandonnant la Trinité aux Anglais, il faisait perdre peu généreusement à l'Espagne l'entrepôt de son commerce et la clef de ses vastes possessions d'Amérique ; d'un autre côté, si, pour faire restituer la Trinité, il consentait à ce que l'Angleterre gardât Demerari, Essequibo, Berbice, établissements hollandais, il faisait payer à la république batave une grande partie des frais de la guerre, et augmentait encore la prépondérance britannique dans le commerce du continent américain. Le gouvernement français, pour échapper à l'alternative de blesser si sensiblement les intérêts de l'un ou l'autre de ses alliés, offrit l'abandon des îles de Tabago et de Curaçao ; mais l'Angleterre insista pour garder la Trinité, et il fallut bien que le premier consul consentît à imposer ce sacrifice à l'Espagne. Dès lors le rapprochement devint plus facile ; des conférences succédèrent à la remise des notes officielles : la première eut lieu le 7 septembre. M. Otto commença par donner communication d'un projet de traité préliminaire, qui fut discuté article par article. Le négociateur français, après avoir établi que le gouvernement français n'avait pas le droit de disposer d'aucune colonie appartenant à ses alliés, voulait qu'on se bornât à énumérer les conquêtes que le gouvernement anglais s'engageait à restituer, et qu'on omît celles qui, par le traité, seraient censées devoir rester à la Grande-Bretagne, stipulant seulement que la France ne s'opposerait pas aux arrangements d'après lesquels S. M. Britannique pourrait obtenir du congrès futur telle ou telle possession.

Lord Hawkesbury fit observer que les engagements de la

France avec ses alliés ne pouvaient lier le gouvernement bri- 1801 — an X
tannique; que l'omission demandée donnerait au traité un sens équivoque que les plénipotentiaires alliés pourraient tourner à leur avantage; il s'opposa enfin à toute espèce de réserve et de clandestinité.

La restitution et la franchise du cap de Bonne-Espérance furent consenties. Le mode et l'époque de l'évacuation de Malte par les Anglais donnèrent lieu à de grandes difficultés. M. Otto dit que le premier consul ne se refusait pas à admettre la garantie de la Russie, mais qu'il désirait que l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem fût remis de suite en possession, et jugeait inutile que l'empereur de Russie fût chargé d'une protection qu'il avait déjà avouée en se déclarant chef de l'Ordre. Le ministre anglais soutenait que le grand sacrifice que faisait l'Angleterre en renonçant à Malte rendait nécessaires toutes les précautions possibles pour empêcher que cette île ne tombât sous l'influence du gouvernement français, et, dans ce cas, la protection de la Russie, consacrée solennellement, écartait tout motif de jalousie. M. Otto répondit qu'il fallait attendre la réponse du premier consul avant de rien statuer, ce qui fut convenu.

Le restitution de l'Égypte au Grand Seigneur et l'intégrité du Portugal furent consenties.

Les époques des évacuations respectives furent réciproquement adoptées, à l'exception de celle du royaume de Naples et des États romains par les troupes françaises, attendu qu'il fallait que le mode d'évacuation de Malte fût déterminé avant de fixer ce dernier point.

L'article relatif au renvoi respectif des prisonniers et aux avances faites pour leur entretien, celui qui concernait les arrangements pour les pêcheurs et la franchise réclamée par la France, furent ajournés jusqu'au traité définitif.

Lord Hawkesbury remit à M. Otto un contre-projet, qui fut adressé par celui-ci, avec le procès-verbal de la conférence, à M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures de France. M. Otto reçut bientôt la réponse à cet envoi : c'était l'*ultimatum* du premier consul. M. de Talleyrand disait dans sa dépêche : « qu'on n'aurait pu croire que l'Angleterre, do-

1801 — an x minant les mers de l'Asie, voulût acquérir la même prépondérance exclusive dans les mers d'Amérique ; que le premier consul avait déclaré qu'il ne s'arrêterait pas à une île du second ordre, s'il n'y avait que cet obstacle qui retardât la fin des malheurs de la guerre ; mais qu'aujourd'hui le gouvernement anglais ne demandait plus une île du second ordre, qu'il en exigeait deux, Tabago et la Trinité, et que cette acquisition ne lui suffisant pas, ce même gouvernement voulait que Demerari, Essequibo, Berbice, et les principaux débouchés du commerce de l'Amérique méridionale, fussent et demeurassent ouverts à ses vaisseaux. »

Toutefois, malgré ces récriminations, qui étaient plus dans l'intérêt des alliés que dans ceux de la France, le premier consul paraissait céder à la nécessité des compensations ; il ne se montrait difficile que sur l'évacuation de Malte qui le touchait plus directement. C'était là le véritable objet de la note officielle du ministre des relations extérieures, et voici ses raisonnements pour ne point admettre l'occupation militaire de Malte : l'île de Malte appartenait en souveraineté à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ; cet ordre était de temps immémorial sous la protection immédiate du pape. Si donc il était vrai que l'Ordre, dans son état actuel, se trouvât livré à des dissensions dangereuses, ce serait a l'intervention et à l'influence du saint-siége qu'il faudrait recourir pour les faire cesser. On n'avait pas pu attendre, en plaçant l'île de Malte sous la protection d'une grande puissance, que celle-ci entretiendrait des troupes dans la place de Malte, puisqu'il est reconnu qu'elle est en état de se défendre, et que toute occupation matérielle par une puissance étrangère serait attentatoire à la souveraineté de l'Ordre. Pouvait-on subordonner en quelque sorte le rétablissement de la paix entre la France et l'Angleterre à une condition qui se trouverait dépendre d'une tierce puissance ? S'il fallait absolument une garantie, et que celle de la Russie fût admise, cette garantie ne devait entraîner aucune occupation militaire et aucune autre protection que celle qui résulterait du traité même ; et si en résultat il y avait encore quelques points à décider à l'égard de Malte, la discussion devrait en être remise aux négociations pour le traité définitif.

Enfin le gouvernement anglais, en persistant à placer l'île de Malte sous la protection d'une puissance en état de maintenir son indépendance de la France ainsi que de la Grande-Bretagne, consentait à l'évacuer dans le délai qui serait fixé pour les mesures de ce genre en Europe, pourvu que l'empereur de Russie, ou toute autre puissance qui serait reconnue par les parties contractantes, se chargeât efficacement de la défense et de la sûreté de Malte; mais, comme il fut impossible de tomber d'accord sur le choix de cette puissance, on convint de le remettre à la discussion du traité définitif. Quant aux autres difficultés, l'Angleterre se désista de la franchise précédemment réclamée pour les ports de Demerari, Essequibo et Berbice : elle persista seulement à demander la conservation de Tabago, île presque entièrement habitée par des colons anglais. 1801 — an X

Enfin, six mois après toutes ces concessions mutuelles, les préliminaires suivants de la paix entre la république française et S. M. le roi de la Grande-Bretagne furent signés à Londres, le premier octobre 1801.

Articles préliminaires de paix.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés, etc. (*Suivent le protocole ordinaire, le nom et la qualité des plénipotentiaires.*)

Article 1er. Aussitôt que les préliminaires seront signés et ratifiés, l'amitié sincère sera rétablie entre la république française et S. M. Britannique, par terre et par mer, dans toutes les parties du monde. En conséquence, et pour que toutes hostilités cessent immédiatement entre les deux puissances et entre elles et leurs alliés respectivement, les ordres seront transmis aux forces de terre et de mer avec la plus grande célérité, chacune des parties contractantes s'engageant à donner les passe-ports et les facilités nécessaires pour accélérer l'arrivée desdits ordres et assurer leur exécution. Il est de plus convenu que toute conquête qui aurait eu lieu de la part de l'une ou l'autre des parties contractantes sur l'une d'elles ou sur leurs alliés, après la ratification des présents préliminaires, sera regardée comme non avenue et fidèlement comprise dans

1801 an X les restitutions qui auront lieu après la ratification du traité définitif.

2. S. M. Britannique restituera à la république française et à ses alliés, nommément à S. M. Catholique et à la république batave, toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre actuelle, à l'exception de l'île de la Trinité et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan, desquelles îles et possessions S. M. Britannique se réserve la pleine et entière souveraineté.

3. Le port du cap de Bonne-Espérance sera ouvert au commerce et à la navigation des deux parties contractantes, qui y jouiront des mêmes avantages.

4. L'île de Malte, avec ses dépendances, sera évacuée par les troupes anglaises, et elle sera rendue à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem; pour assurer l'indépendance absolue de cette île de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, elle sera mise sous la garantie et la protection d'une puissance tierce, qui sera désignée par le traité définitif.

5. L'Égypte sera restituée à la Sublime Porte, dont les territoires et possessions seront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre actuelle.

6. Les territoires et possessions de S. M. Très-Fidèle (le roi de Portugal) seront aussi maintenus dans leur intégrité.

7. Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et les États romains. Les forces anglaises évacueront également tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée et l'Adriatique.

8. La république des Sept-Iles sera reconnue par la république française.

9. Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par les présents articles préliminaires seront exécutées pour l'Europe dans le mois; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront la ratification du traité définitif.

10. Les prisonniers respectifs seront d'abord, après l'échange des ratifications du traité définitif, rendus en masse et sans rançon, en payant de part et d'autre les dettes particulières qu'ils auraient contractées.

(Des discussions s'étant élevées touchant le payement de l'entretien des prisonniers de guerre, les puissances contractantes se réservent de décider cette question par le traité définitif, conformément au droit des gens et aux principes consacrés par l'usage.) 1801 — an x

11. Pour prévenir tous les sujets de plainte et de contestation qui pourraient naître à l'occasion des prises qui seraient faites en mer après la signature des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui pourraient être pris dans la Manche et dans les mers du Nord, après l'espace de douze jours, à compter de l'échange des ratifications des présents articles préliminaires, seront de part et d'autre restitués; que le terme sera d'un mois depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée; de deux mois depuis lesdites îles Canaries jusqu'à l'équateur; et enfin de cinq mois dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception, ni autre distinction plus particulière de temps et de lieu.

12. Tous les séquestres mis de part et d'autre sur les fonds, revenus et créances, de quelque espèce qu'ils soient, appartenant à une des puissances contractantes ou à ses citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après la signature du traité définitif.

La décision de toutes réclamations entre les individus des deux nations, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être reproduites à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétents, et dans ce cas il sera rendu une prompte et entière justice dans le pays où les réclamations seront faites respectivement. Il est convenu que le présent article sera, immédiatement après la ratification du traité définitif, appliqué par les puissances contractantes aux alliés respectifs et aux individus de leurs nations, sous la condition d'une juste réciprocité.

13. A l'égard des pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve et des terres adjacentes et dans le golfe de Saint-Laurent, les deux puissances sont convenues de les mettre sur le même pied où elles étaient avant la guerre actuelle, se réservant de prendre,

1801 — an x par le traité définitif, les arrangements qui paraîtront justes ou réciproquement utiles, pour mettre la pêche des deux nations dans l'état le plus propre à maintenir la paix.

14. Dans tous les cas de restitutions convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvent au moment de la signature du présent traité, et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation resteront intacts.

Il est convenu en outre que, dans tous les cas de cession stipulés dans le présent traité, il sera alloué aux habitants, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du traité de paix définitif, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit pendant la guerre actuelle, dans lequel terme de trois ans ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés.

La même facilité est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux qui auront fait des établissements quelconques pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux autres habitants des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des deux puissances, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers des individus ou pour des actes postérieurs au traité définitif.

15. Les présents articles préliminaires seront ratifiés, et les ratifications échangées à Londres dans le terme de quinze jours pour tout délai, et, aussitôt après la ratification, il sera nommé de part et d'autre des plénipotentiaires qui se rendront à Amiens, pour procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes.

En foi de quoi, nous soussignés, etc., etc.

Fait à Londres, le 1er jour d'octobre 1801 (9 vendémiaire an x de la république).

OTTO, HAWKESBURY.

Le jour même de la signature de ces préliminaires, les feuilles

anglaises assuraient que les négociations étaient rompues, tant le secret avait été soigneusement gardé par les deux cabinets. Ce fut pendant la nuit du 1er au 2 octobre que le lord maire de Londres reçut, de lord Hawkesbury, l'avis officiel et l'invitation de le publier dans la cité. Cette proclamation fut accueillie avec une allégresse universelle par le peuple anglais. On avait inscrit sur les voitures publiques en gros caractère : *la paix avec la France!* pour faire connaître plus promptement cette importante nouvelle aux différents comtés de l'Angleterre et de l'Écosse. 1801 – an X.

Elle parvint au premier consul, alors dans son château de *la Malmaison*, le 3 octobre, vers deux heures de l'après-midi, et le canon des Tuileries et de l'hôtel des Invalides l'annonça au peuple de Paris, dans la soirée. La surprise et la joie ne furent pas moindres dans la capitale de la France que dans celle de l'Angleterre : la ville fut illuminée spontanément; et, le lendemain, le premier consul reçut les félicitations des autorités et les témoignages multipliés et non équivoques de la reconnaissance publique.

Le chef de brigade Law de Lauriston, un des aides de camp du premier consul, fut chargé par lui de porter à Londres les préliminaires ratifiés par le gouvernement français. Cet officier, d'origine écossaise, fut reçu avec enthousiasme par le peuple de Londres, qui coupa les traits des chevaux et traîna sa voiture jusqu'à l'hôtel de M. Otto et de là encore chez le premier secrétaire d'Etat, lord Hawkesbury, où les ratifications furent échangées, entre ce ministre et le commissaire français, le 12 octobre.

Ainsi finit une guerre de neuf années, entreprise par l'Angleterre pour arriver à un but qu'elle ne put point atteindre et qu'elle parut avoir oublié dans la transaction qu'elle venait de passer. Ce traité était une reconnaissance authentique du nouveau gouvernement de la France. La cause de la maison de Bourbon, qui n'avait plus d'asile assuré qu'en Angleterre, était abandonnée par cette puissance. Le silence absolu gardé, dans les préliminaires de paix, à l'égard de la famille royale et des émigrés de France, dit un historien [1], ne saurait être justifié

[1] Le général Mathieu Dumas.

1801 - an X par les dispositions qu'aurait montrées le gouvernement français, ou qu'on lui aurait supposées : c'était, pour le ministere anglais, une noble cause à soutenir; sa conduite, en cette circonstance, peut apprendre qu'il n'y a, pour les gouvernements comme pour la plupart des individus, de principe invariable que celui de leur propre intérêt; ce n'est point le premier exemple qui nous en soit offert par l'histoire.

Octobre (vendém.) *Traités de paix entre la Russie, la Turquie, la Bavière.* — Un événement, que les circonstances rendirent encore plus remarquable, avait eu lieu en Russie au mois de mars 1801. L'empereur Paul Ier, gagné, comme on l'a déjà dit, par les prévenances de Bonaparte, s'était retiré de la coalition. Mécontent de l'Angleterre, qui avait refusé de lui livrer l'île de Malte où il voulait rétablir l'Ordre dont il s'était déclaré le grand-maître, il établit embargo sur les navires anglais qui se trouvaient dans les ports de Russie, et conclut avec la Suède, le Danemark et la Prusse un traité de neutralité armée pour affranchir la navigation des entraves qu'y apportaient les injustes prétentions de l'Angleterre. Ces mesures prises subitement, et contraires au système politique suivi jusqu'alors par la Russie, excitèrent des mécontentements au sein de l'empire. L'administration intérieure de Paul Ier les accrut encore et lui aliéna l'amour de ses sujets qui ne virent plus en lui qu'un tyran. La sévérité avec laquelle il traitait les grands qui désapprouvaient ses projets d'innovation dans la politique et dans le gouvernement fit naître une conjuration. Parmi les conjurés, au nombre de trente, se trouvaient le prince Jaschwill, les trois Suboff (Plato, dernier favori de Catherine II, mère de l'empereur, Valerius et Nicolas), les généraux Beningsen et Ouwarof, le general comte Pahlen, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, le lieutenant-colonel de la garde Tatischef, etc. Le 23 mars (1801) au soir, Valerius Suboff était resté, dit-on, pres de l'empereur, dans le palais Saint-Michel. Les autres conjures, ayant à leur tête le prince Plato Suboff, arrivèrent à onze heures dans l'antichambre de l'empereur, par un escalier dérobe, poignarderent le hussard de garde qui voulut s'opposer à leur entrée, et pénetrerent dans la chambre à coucher où ils trouverent Paul en chemise caché derriere un paravent. Le prince

Suboff lui présenta un acte d'abdication en faveur de son fils Alexandre. Paul, refusant de souscrire à ce qu'on exigeait de lui, fut renversé par Nicolas Suboff, ensuite poignardé, selon les uns, et, selon d'autres, étranglé au moyen d'une écharpe. Paul était âgé de quarante-six ans, et avait régné quatre ans. C'était au moment même où une flotte anglaise, commandée par les amiraux Hyde Parker et Nelson, allait passer le Sund pour châtier les puissances du Nord qui avaient osé se confédérer pour maintenir l'indépendance de la navigation européenne. 1801 — an X

La cour publia que l'empereur avait été subitement frappé d'un coup d'apoplexie, et le *public crut que sa mort était l'effet d'une conspiration.* Les puissances confédérées, étonnées de la coïncidence de cette mort avec l'expédition de Copenhague [1], se montrèrent incertaines et prêtes à changer d'attitude selon les dispositions du nouveau czar, lorsque celui-ci (Alexandre Ier) déclara solennellement qu'il renonçait au système de son père. Ainsi s'écroula la formidable neutralité armée des puissances du Nord ; elle ne laissa après elle d'autre trace que les désastres éprouvés par la flotte danoise dans le combat du 2 avril.

Cette confédération avait été excitée par les intrigues diplomatiques du premier consul, et l'on doit croire que la guerre maritime qui devait en résulter n'était qu'une partie du vaste plan conçu par ce chef du gouvernement français, et que fit échouer la mort de Paul Ier. Ce plan devait s'étendre en Orient ; deux armées russes, déjà rassemblées, étaient destinées à menacer les États du sultan de Constantinople, et à effectuer ainsi, en faveur de la France, une diversion assez puissante pour tenir en échec les forces qui devaient coopérer avec les Anglais en Égypte. Le système pacifique d'Alexandre Ier arrêta l'exécution d'un pareil projet ; mais si cet empereur refusa de seconder le premier consul dans ses vues, il n'abandonna point la cause de la France, et offrit sa médiation pour la paix générale. Bonaparte, dans la position où il se trouvait alors, dut dissimuler son dépit de voir ses espérances déçues et ses profonds desseins contre l'Angleterre avortés en partie ; il parut entrer dans

[1] Cette capitale du Danemark fut attaquée, le 2 avril, par l'amiral Nelson.

1801 — an x l'esprit de modération du nouvel empereur, et s'appliqua à capter sa bienveillance, en flattant son amour-propre par d'autres moyens que ceux qu'il avait employés auprès du père de ce jeune monarque; il y réussit.

Il n'existait entre la France et la Russie qu'une simple cessation d'hostilités par le fait et sans aucune convention écrite. Alexandre s'étant décidé à traiter avec l'Angleterre le 17 juin, il ne crut pas devoir refuser les garanties que le consul pouvait lui demander pour contre-balancer ce traité. Le comte de Marcof, envoyé par lui en qualité de plénipotentiaire, arriva à Paris le 22 septembre, et conclut, quelques jours après, avec M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, le traité qu'on va lire :

« Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et S. M. l'empereur de toutes les Russies, animés du désir de rétablir les relations de bonne intelligence qui subsistaient entre les deux gouvernements avant la guerre actuelle, et de mettre un terme aux maux dont l'Europe est affligée, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir : le premier consul de la république française, au nom du peuple français, le citoyen Charles-Maurice Talleyrand, ministre des relations extérieures; et S. M. l'empereur de toutes les Russies, le sieur Arcode, comte de Marcof, son conseiller privé actuel et chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre Newski et grand-croix de celui de Saint-Wladimir de la première classe : lesquels, après la vérification et l'échange de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

« Art. 1er. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et S. M. l'empereur de toutes les Russies.

« 2. En conséquence, il ne sera commis aucune hostilité entre les deux Etats, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, et aucune des parties contractantes ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, tant intérieurs qu'extérieurs, aucun secours ou contingent en hommes ni en argent, sous quelque dénomination que ce soit.

« 3. Les deux parties contractantes, voulant, autant qu'il est en leur pouvoir, contribuer à la tranquillité des gouver-

nements respectifs, se promettent mutuellement de ne pas souffrir qu'aucun de leurs sujets entretienne de correspondance quelconque, soit directe, soit indirecte, avec les ennemis intérieurs du gouvernement actuel des deux États, d'y propager des principes contraires à leurs constitutions respectives, d'y fomenter des troubles; et, par une suite de ce concert, tout sujet de l'une des deux puissances, qui, en séjournant dans les États de l'autre, attenterait à sa sûreté, sera de suite éloigné dudit pays, et transporté hors des frontières, sans pouvoir, en aucun cas, se réclamer de la protection de son gouvernement. 1801 — an x

« 4. Il est convenu de s'en tenir, quant au rétablissement des légations respectives et au cérémonial à suivre entre les deux gouvernements, à ce qui était d'usage avant la présente guerre.

« 5. Les deux parties contractantes conviennent, en attendant la confection d'un nouveau traité de commerce, de rétablir les relations commerciales entre les deux pays, sur le pied où elles étaient avant la guerre, en tant que faire se pourra, et sauf les modifications que le temps et les circonstances peuvent avoir amenées, et qui ont donné lieu à de nouveaux règlements.

« 6. Le présent traité est déclaré commun à la république batave.

« 7. Le présent traité sera ratifié, et ses ratifications échangées dans l'espace de cinquante jours, ou plus tôt si faire se peut.

« En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité, et y avons apposé nos cachets.

« Fait à Paris, le 16 vendémiaire an x de la république française (8 octobre 1801).

« *Signé* Ch.-Maur. Talleyrand;

« le comte de Marcof. »

La conclusion du traité avec la Russie avait été immédiatement suivie de la signature des préliminaires de paix entre la république française et la Porte Ottomane. Pendant les négo

1801 — an x ciations ouvertes à cet effet à Paris entre le ministre Talleyrand et l'ambassadeur du sultan, Esseyd-Ali-Effendi, le premier consul avait reçu la nouvelle de la capitulation du Caire par le général Belliard, et s'était dès lors convaincu de l'impossibilité de conserver l'Egypte. Certain désormais de l'inutilité des efforts qu'il pourrait diriger de ce côté, il s'attacha à faire valoir l'entière évacuation de ce beau théâtre des exploits français. La négociation était sur le point d'être terminée, lorsque, le 7 octobre, le consul reçut la nouvelle de la capitulation d'Alexandrie. Sentant toute l'influence qu'un pareil événement allait avoir, il pressa tellement la conclusion du traité, que l'envoyé turc le signa le 9 octobre, avant d'avoir eu connaissance du nouvel incident qui aurait pu changer les dispositions de son gouvernement. Telle était la teneur de cette convention, qui n'offrait à la Porte aucun autre avantage que ceux qu'elle avait déjà par suite des deux capitulations dont nous venons de parler :

« Art. 1. Il y aura paix et amitié entre la république française et la Sublime Porte Ottomane; en conséquence de quoi les hostilités cesseront entre les deux puissances, à dater de l'échange et des ratifications des présents articles préliminaires. Immédiatement après ledit échange, la province de l'Égypte sera évacuée par l'armée française, et restituée à la Sublime Porte Ottomane, dont le territoire et les possessions seront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre actuelle.

« Il est entendu qu'après l'évacuation, les concessions qui pourraient être faites en Égypte aux autres puissances seront communes aux Français.

« 2. La république française reconnaît la constitution des Sept-Iles unies et des pays ex-vénitiens situés sur le continent : elle garantit le maintien de cette constitution. La Sublime Porte Ottomane accepte et reconnaît à cet effet la garantie de la république française, ainsi que celle de la Russie.

« 3. Il sera pris des arrangements définitifs entre la république française et la Sublime Porte Ottomane, relativement aux biens et effets des sujets et citoyens respectifs, confisqués ou séquestrés pendant la guerre. Les agents publics et com-

merciaux, et les prisonniers de guerre de tous grades, seront mis en liberté immédiatement après la ratification des présents articles préliminaires. 1801 — an x

« 4. Les traités qui existaient avant la présente guerre, entre la France et la Sublime Porte Ottomane, sont renouvelés en entier. En conséquence de ce renouvellement, la république française jouira, dans toute l'étendue des États de Sa Hautesse, des droits de commerce et de navigation dont elle jouissait autrefois, et de ceux dont pourront jouir à l'avenir les nations les plus favorisées. Les ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quatre-vingts jours.

« Fait à Paris, le 17 vendémiaire an x de la république française, ou le 1er du mois gemasy-ul-ahir 1216 de l'hégire.

« *Signé* Ch.-Maur. TALLEYRAND;
« ESSEYD-ALI-EFFENDI. »

Après ce traité avec la Porte Ottomane, on vit paraître le traité conclu quelques mois auparavant avec l'électeur palatin de Bavière. Il renfermait la renonciation formelle de la maison de Bavière aux droits de souveraineté exercés jusqu'alors par elle sur les duchés de Juliers et de Deux-Ponts et sur les bailliages du palatinat du Rhin situés sur la rive gauche de ce fleuve, et dont le traité de Lunéville avait d'avance assuré la possession à la France. On pouvait regarder ce traité comme surabondant; mais le premier consul, jaloux de donner à ses transactions politiques la solidité dont elles étaient susceptibles, avait voulu obvier à toutes réclamations subséquentes, en obtenant le consentement formel de l'électeur de Bavière. Celui-ci, de son côté, s'était d'autant mieux prêté à cet arrangement, que, regardant dès lors la France comme plus puissante que l'Empire, il s'armait de sa protection, et l'engageait en quelque sorte à garantir l'intégralité de ses possessions sur la rive droite du Rhin. Cette politique de l'électeur de Bavière, un des princes les plus remarquables du siècle, était bien calculée, puisque c'est à elle qu'il dut le titre de roi, dont il jouit encore aujourd'hui et que l'amitié seule du premier consul lui a fait obtenir.

1801 — an x Nous n'avons point parlé d'un autre traité qui fut conclu, à la fin de l'année 1800, entre la France et les États-Unis d'Amerique, attendu que cette transaction n'a qu'un rapport très-éloigné avec notre objet, qui est de présenter les résultats politiques obtenus par les victoires dont nous avons entrepris le recit : elle était destinée à consacrer les droits des neutres pendant l'état de guerre. Le premier consul avait voulu présenter à l'Europe le modèle des principes maritimes qu'il convenait de faire prévaloir, et dont l'application était diamétralement opposée à la domination exclusive de l'Angleterre ; mais il n'avait pas pu obtenir des Américains la renonciation à leur traité de 1794 avec les Anglais, c'est-à-dire qu'ils désavouassent le droit de visite des bâtiments de commerce qu'ils avaient reconnu et accordé aux Anglais par le même traité.

CHAPITRE XXII

ANNÉES 1802 ET 1803.

Changements dans le gouvernement des républiques batave, helvétique et cisalpine. — Traité de paix d'Amiens entre la république française, l'Angleterre, l'Espagne et la république batave. — Concordat avec le pape; consulat à vie; instruction publique; institution de la Légion d'honneur. — Précis de l'expédition de Saint-Domingue, etc.

Changements dans le gouvernement des républiques batave, helvétique et cisalpine, etc. — Pendant que le premier consul rétablissait les relations politiques de la France avec les souverains de l'Europe, il ne travaillait pas avec une moindre activité à étendre et à consolider son influence sur les États voisins et alliés qui avaient suivi les différentes phases de la révolution française dans leur marche administrative, et que l'ancien Directoire avait assez ingénieusement nommés *les satellites de la grande république.* La Suisse, la Hollande, la Lombardie, avaient encore la même forme de gouvernement qui leur avait été imposée lors de la conquête de leur territoire, et ne se trouvaient plus par conséquent en harmonie avec la France soumise au régime consulaire. Il était d'autant plus nécessaire d'apporter dans l'administration de ces pays les changements réclamés par la politique, qu'ils étaient dans l'intérêt spécial des citoyens qui les habitaient. Les moteurs et les partisans des révolutions opérées en Suisse, en Hollande et en Lombardie, avaient conservé les anciennes allures de la république mère, et, sous le prétexte de conserver la liberté, ils étaient devenus presque tous les oppresseurs de leurs concitoyens. Leurs intrigues et leurs excès réagissaient jusque sur la France, et entretenaient parmi les révolutionnaires déchus l'espérance de ressaisir tôt ou tard leur influence et d'exploiter encore l'autorité à leur profit. Bonaparte ne pouvait pas

1802 — an X

1802 an x ignorer ces menées et ces associations secrètes, et c'est pour y mettre fin et pour abattre toutes les têtes de l'hydre démocratique qu'il s'appliqua, aussitôt qu'il en eut le loisir, à favoriser les changements qu'un parti plus nombreux et moins tumultueux que les autres sollicitait dans les trois pays ci-dessus désignés.

La Hollande donna le premier exemple. La révolution de ce pays, préparée à Paris par l'ambassadeur Schimmelpenninck, et calquée sur celle du 18 brumaire, fut favorisée par le directoire exécutif batave lui-même. Une constitution rédigée à la hâte ayant été rejetée par les deux conseils du corps législatif, composés d'un très-grand nombre de partisans de la démocratie, le directoire déclara la dissolution de ces deux chambres, ferma le local de leurs séances, délia le bataillon qui les gardait du serment de fidélité à l'ancienne constitution, et remplaça tous les chefs des diverses administrations par des hommes dont les principes modérés étaient connus. Les troupes françaises, mises à la disposition des conjurés, eurent la plus grande part à ces mesures vigoureuses. La nouvelle constitution imposée a la Hollande se rapprochait beaucoup de celle des anciennes Provinces-Unies. Le corps législatif, composé de trente-cinq membres, rappelait les anciens états généraux, et les départements n'étaient autres que les Provinces-Unies, sous une autre dénomination. Le conseil d'État, composé de douze membres, dont le président devait être élu tous les trois mois, avait les mêmes pouvoirs et les mêmes attributions que l'ancien stathouder. Ce changement de gouvernement délivra les Hollandais d'une partie de l'armée française d'occupation, qui s'y trouvait depuis la conquête. Bonaparte, satisfait de la manière dont la révolution s'était opérée dans ce pays, n'y laissa qu'un corps de 6 à 8,000 hommes.

Le premier consul dirigea ensuite son attention sur la Suisse. En proie depuis deux ans à des révolutions continuelles fomentées par les différentes factions qui les divisaient, les Helvétiens vivaient dans une espèce d'anarchie; l'antique constitution de leur pays, premier modèle des constitutions libres dans l'Europe moderne, avait été remplacée par des essais de gouvernement plus monstrueux les uns que les autres, et qui, n'étant appro-

priés ni aux mœurs ni au caractère des habitants, étaient deve- 1802 - an x
nus d'inépuisables sujets de dissensions civiles. Deux membres du directoire helvétique, Dolder et Savary, entreprirent, sous les auspices et à l'instigation de l'envoyé du premier consul, le citoyen Verninac, de faire une révolution également dans le genre de celle opérée le 18 brumaire en France. Ils firent entourer, par des hommes dévoués, la salle des séances du corps législatif, annoncèrent que cette assemblée était dissoute, et annulèrent de leur pleine autorité la constitution alors en vigueur. Ces deux dictateurs organisèrent ensuite un sénat provisoire de vingt-cinq membres, qui fut appelé à concourir avec eux à donner une nouvelle forme de gouvernement à l'Helvétie. Dans une lettre ostensible, adressée à l'envoyé Verninac, ils déclarèrent « que l'unique but de ce mouvement politique était de seconder les vœux du peuple suisse, auquel le premier consul Bonaparte daignait prendre un intérêt si vif, et de lui frayer la route vers la modération et la sagesse, par lesquelles la France était parvenue à assurer sa tranquillité intérieure et sa prospérité. »

Il restait encore à fixer le gouvernement définitif de l'état que Bonaparte avait créé lui-même sous la dénomination de république cisalpine. En abandonnant aux habitants de ce pays le soin de se constituer eux-mêmes d'une manière indépendante, le premier consul craignait de perdre l'influence qu'il y avait acquise et de voir une révolution intérieure préparer le retour de la domination autrichienne. Afin donc d'éviter ces inconvénients, il résolut de diriger la formation du gouvernement cisalpin et de régler le sort de cette république de manière à la conserver toujours dans la dépendance de la France, ou plutôt dans la sienne propre. Le gouvernement qu'il avait établi provisoirement à Milan rendit, à son instigation, un décret portant qu'il serait convoqué à Lyon une assemblée extraordinaire, chargée d'asseoir les nouvelles bases de la république cisalpine, sous les auspices et en présence du premier magistrat de la république française. Quoique ce fût une idée assez bizarre que celle d'appeler sur un sol étranger les mandataires d'une nation pour y délibérer sur la constitution de leur pays, tel était cependant l'enthousiasme que

1802 — an x Bonaparte avait inspiré à cette portion de la nation italienne, que les hommes les plus considérés parmi les Cisalpins briguèrent à l'envi l'honneur de faire partie de cette assemblée constituante (*consulta*), dont les membres furent nommés par les autorités alors existantes.

L'ouverture de la consulte cisalpine fut fixée au 31 décembre et eut lieu ce jour-là avec toute la pompe et la solennité requises pour une opération de cette importance. Le premier consul avait choisi pour présider l'assemblée, composée de 452 membres, le conseiller d'État Petiet, ministre extraordinaire de France à Milan. Cet administrateur général de la république cisalpine, pendant le gouvernement provisoire, s'était acquis par sa belle conduite et ses talents l'estime générale des Lombards, et il eût été difficile de faire un choix plus distingué. Bonaparte, accompagné des ministres de l'intérieur et des relations extérieures, s'était rendu à Lyon pour assurer par sa présence le résultat attendu des délibérations de l'assemblée, qui se divisa en cinq sections. Il assista à la première séance, dans une tribune placée en face du fauteuil du président et qu'on avait ornée de trophées d'armes en mémoire des victoires remportées par lui en Italie et en Égypte.

Une commission de 30 membres nommés au scrutin présenta à l'acceptation de l'assemblée un projet de constitution qui fut adopté presque sans discussion. Cet acte établissait un corps législatif, un conseil d'État et un président de la république, en qui seul devait résider le pouvoir exécutif. En communiquant son projet à l'assemblée, cette commission avait annoncé que les circonstances lui paraissaient trop graves pour que le nouvel État pût se passer de tout secours étranger, et qu'elle croyait utile de supplier le général Bonaparte de vouloir bien honorer la république cisalpine en continuant de la gouverner, et en associant à la direction des affaires de la France le soin de la conduire elle-même pendant tout le temps qu'il croirait nécessaire pour réduire toutes les parties du territoire à l'uniformité des mêmes principes et pour faire reconnaître le nouvel État par toutes les puissances de l'Europe. Cette proposition fut consacrée par l'assemblée, qui décida que le premier consul de la république française serait supplié de vouloir bien

accepter la dignité de président de la république cisalpine, qui lui était offerte par la reconnaissance et les vœux unanimes de l'assemblée. 1802 — an x

Bonaparte n'avait garde de refuser un poste qu'il avait sollicité en quelque sorte par des mesures préparatoires. Le lendemain de cette délibération, 26 janvier 1802, il se rendit en grand cortége à la consulte, et prononça en italien un discours dont voici quelques passages remarquables :

« La république cisalpine, reconnue depuis Campo-Formio, a déjà éprouvé bien des vicissitudes. Les derniers efforts faits pour la constituer ont mal réussi. Envahie depuis par des armées ennemies, son existence ne paraissait plus probable, lorsque le peuple français, pour la seconde fois, chassa les ennemis de votre territoire. Depuis ce temps, on a tout tenté pour vous démembrer; la protection de la France vous a sauvés. Vous avez été reconnus à Lunéville; accrus d'un cinquième, vous existez plus puissants, plus consolidés, avec plus d'espérance..... Vous m'avez donné les renseignements nécessaires pour remplir la noble tâche que mon devoir m'impose comme premier magistrat du peuple français et comme l'homme qui a le plus contribué à votre création en corps de nation.

« Les choix que j'ai faits pour remplir vos premières magistratures l'ont été indépendamment de toute idée de parti, de tout esprit de localité; quant à celle de président, je n'ai trouvé personne parmi vous qui eût assez de droit sur l'opinion publique, qui fût assez indépendant de l'esprit de localité, et qui eût rendu d'assez grands services à son pays pour la lui confier. Le procès-verbal que vous m'aviez fait remettre par votre comité des trente, où sont analysées avec autant de vérité que de précision les circonstances extérieures et intérieures dans lesquelles se trouve votre patrie, m'a vivement pénétré. J'adhère à votre vœu ; je conserverai encore, pendant le temps que ces circonstances le voudront, la grande pensée de vos affaires, etc. »

C'est après ce discours, qui fut souvent interrompu par les applaudissements de tous les assistants, qu'on procéda, en présence du premier consul, à la lecture solennelle de l'acte constitutionnel de la république cisalpine. Tous les membres

1802 — an x de la consulte se levèrent, par un mouvement spontané, pour demander que le mot *cisalpine* fût remplacé par le mot *italienne,* plus conforme au véritable génie et aux espérances de la nation. Bonaparte se rendit à ce vœu ; et ce grand et hardi changement, qui devait avoir une influence marquante sur les destinées futures du nouvel État, fut proclamé sur-le-champ. Le vice-président et les autres grands magistrats, qui devaient gouverner la république sous la direction de Napoléon Bonaparte, furent aussi proclamés dans cette séance. Melzi était vice-président, Guicciardi secrétaire d'État, Spanocchi grand-juge, etc. Afin de terminer d'une manière aussi pathétique que solennelle cette journée, qui fixait les destins de la Lombardie, Bonaparte invita l'ex–comte de Melzi à venir s'asseoir auprès de lui, et l'embrassa. Cette scène émut d'autant plus fortement l'assemblée, que Melzi, issu d'une ancienne famille, et l'un des personnages les plus considérables de l'ancien duché de Milan, s'était toujours montré opposé à Bonaparte, dont il redoutait et blâmait hautement les vues ambitieuses. Le premier consul, ayant ainsi terminé au gré de ses désirs les affaires de l'Italie, partit presque aussitôt pour Paris, où il fut reçu avec les mêmes acclamations qui signalaient toujours sa rentrée dans cette capitale.

27 mars (6 germin.). France. *Traité d'Amiens.* — Les soins divers donnés par Bonaparte aux opérations politiques dont nous venons de rendre compte n'avaient point ralenti les négociations du traité définitif de paix avec l'Angleterre. Le génie actif et fécond du premier consul, parvenu alors à son plus haut degré d'énergie, étendait partout sa puissante influence, et aucun des vastes intérêts dont il s'était chargé n'était négligé. En conformité de l'article 15 des préliminaires signés à Londres, les plénipotentiaires français, anglais, espagnols et hollandais, Joseph Bonaparte, lord Cornwallis, le chevalier d'Azara et M. Schimmelpenninck, s'étaient réunis dans la ville d'Amiens, et s'y étaient sérieusement occupés du soin de donner une paix stable à l'Europe : de grandes et intéressantes discussions eurent lieu à cet égard ; mais les négociations diplomatiques n'ayant qu'un rapport éloigné avec ce qui nous occupe, nous n'entrerons dans aucun détail à ce sujet, et nous dirons seulement que la possession de l'île de

Malte, qui devait être un jour la cause du renouvellement de la guerre, fut alors même comme une pierre d'achoppement dans ce congrès ouvert à Amiens. Après être tombés d'accord que l'île serait rendue aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, les plénipotentiaires français et anglais passèrent près de deux mois à discuter quelle serait la nation qui exercerait la haute suzeraineté sur cette île, et combien de troupes y seraient envoyées par elle jusqu'à ce que l'ordre fût assez fort par lui-même pour se passer de secours étrangers; enfin, après bien des disputes et des chicanes diplomatiques presque interminables, les quatre plénipotentiaires arrêtèrent et signèrent le traité suivant, si connu sous le nom de traité de paix d'Amiens : 1802 an x France.

Traité définitif de paix entre la république française, Sa Majesté le roi d'Espagne et des Indes, et la république batave, d'une part; et Sa Majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et Sa Majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de faire cesser les calamités de la guerre, ont posé les articles de la paix par les articles préliminaires, signés à Londres, le 9 vendémiaire an x (1er octobre 1801).

Et comme, par l'article 15 desdits préliminaires, il a été convenu qu'il serait nommé, de part et d'autre, des plénipotentiaires qui se rendraient à Amiens pour y procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes :

Le premier consul de la république française, au nom du peuple, a nommé le citoyen Joseph Bonaparte, conseiller d'État;

Et Sa Majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le marquis de Cornwallis, chevalier de l'ordre très-illustre de la Jarretière, conseiller privé de Sa Majesté, général des armées;

Sa Majesté le roi d'Espagne et des Indes, et le gouvernement d'État de la république batave, ont nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir, Sa Majesté Catholique, don Joseph-Nicolas d'Azara, son conseiller d'État, chevalier grand-croix de l'ordre

1802 — an x France. de Charles III, ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté près la république française, etc.,

Et le gouvernement d'État de la république batave, Roger-Jean Schimmelpenninck, son ambassadeur extraordinaire près la république française :

Lesquels, après s'être dûment communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants.

Art. 1er. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française, Sa Majesté le roi d'Espagne, ses héritiers et ses successeurs, et la république batave, d'une part; et Sa Majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses héritiers et successeurs, d'autre part.

Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir une parfaite harmonie entre elles et leurs États, sans permettre que de part ni d'autre on commette aucune sorte d'hostilité par terre ou par mer pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être.

Elles éviteront soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie, et ne donneront aucun secours ni protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à aucune d'elles.

2. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, tant par terre que par mer, autant que les otages enlevés ou donnés pendant la guerre jusqu'à ce jour, seront restitués sans rançon dans six semaines au plus tard, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité et en payant les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité.

Chaque partie contractante soldera respectivement les avances qui auraient été faites par aucune des parties contractantes pour la subsistance et l'entretien des prisonniers dans le pays où ils ont été détenus. Il sera nommé de concert, pour cet effet, une commission spécialement chargée de constater et de régler la compensation qui pourra être due à l'une ou à l'autre des parties contractantes. On fixera également de concert l'époque et le lieu où se rassembleront les commissaires qui seront chargés de l'exécution de cet article, et qui porteront en compte non-seulement les dépenses faites par les prisonniers des nations respectives, mais aussi pour les troupes étrangères qui, avant

d'être prises, étaient à la solde et à la disposition de l'une des parties contractantes. 1802 — an x France.

3. S. M. Britannique restitue à la république française et à ses alliés, savoir : à S. M. Catholique et à la république batave, toutes les possessions et colonies qui leur appartenaient respectivement, et qui ont été occupées ou conquises par les forces britanniques dans le cours de la guerre, à l'exception de l'île de la Trinité, et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan.

4. S. M. Catholique cède et garantit en toute propriété et souveraineté, à S. M. Britannique, l'île de la Trinité.

5. La république batave cède et garantit en toute propriété et souveraineté, à S. M. Britannique, toutes les possessions et établissements dans l'île de Ceylan, qui appartenaient, avant la guerre, à la république des Provinces-Unies, ou à sa compagnie des Indes orientales.

6. Le cap de Bonne-Espérance reste à la république batave en toute souveraineté, comme cela avait lieu avant la guerre.

Les bâtiments de toute espèce appartenant aux autres parties contractantes auront la faculté d'y relâcher et d'y acheter les approvisionnements nécessaires, comme auparavant, sans payer d'autres droits que ceux auxquels la république batave assujettit les bâtiments de sa nation.

7. Les territoires et possessions de S. M. Très-Fidèle sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre. Cependant les limites des Guyanes française et portugaise sont fixées à la rivière d'Arawari qui se jette dans l'Océan, au-dessus du cap Nord, près de l'île Neuve et de l'île de la Pénitence, environ à un degré vingt minutes de latitude septentrionale. Ces limites suivront la rivière d'Arawari, depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord jusqu'à sa source, et ensuite une ligne droite tirée de cette source jusqu'au Rio-Branco, vers l'ouest.

En conséquence, la rive septentrionale de la riviere d'Arawari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source, et les terres qui se trouvent au nord de la ligne des limites fixées ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté à la république française.

La rive méridionale de ladite rivière, a partir de la même

1802 an X France. embouchure, et toutes les terres au sud de ladite ligne des limites, appartiendront à S. M. Très-Fidèle.

La navigation de la rivière d'Arawari, dans tout son cours, sera commune aux deux nations.

Les arrangements qui ont eu lieu entre les cours de Madrid et de Lisbonne pour la rectification de leurs frontières en Europe seront toutefois exécutés suivant les stipulations du traité de Badajoz.

8. Les territoires, possessions et droits de la Sublime Porte sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre.

9. La république des Sept-Iles est reconnue.

10. Les îles de Malte, de Gozzo et Comino seront rendues à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, pour être par lui tenues aux mêmes conditions auxquelles il les possédait avant la guerre, et sous les stipulations suivantes :

1° Les chevaliers de l'Ordre dont les langues continueront à subsister après l'échange des ratifications du présent traité sont invités à retourner à Malte aussitôt que l'échange aura eu lieu; ils y formeront un chapitre général, et procéderont à l'élection d'un grand-maître, choisi parmi les natifs des nations qui conserveront des langues, à moins qu'elle n'ait été déjà faite depuis l'échange des ratifications des préliminaires.

Il est entendu qu'une élection faite depuis cette époque sera seule considérée comme valable, à l'exclusion de toute autre qui aurait eu lieu dans aucun temps antérieur à ladite époque.

2° Les gouvernements de la république française et de la Grande-Bretagne, désirant mettre l'Ordre et l'île de Malte dans un état d'indépendance entière à leur égard, conviennent qu'il n'y aura désormais ni langue française ni anglaise, et que nul individu appartenant à l'une ou à l'autre de ces puissances ne pourra être admis dans l'Ordre.

3° Il sera établi une langue maltaise, qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Cette langue aura des dignités qui lui seront propres, des traitements et une auberge. Les preuves de noblesse ne seront pas nécessaires pour l'admission des chevaliers de ladite langue; ils seront d'ailleurs admissibles à toutes les charges, et jouiront

de tous les privilèges comme les chevaliers des autres langues.
Les emplois municipaux, administratifs, civils, judiciaires et autres, dépendant du gouvernement de l'île, seront occupés au moins pour moitié par les habitants des îles de Malte, Gozzo et Comino.

4° Les forces de S. M. Britannique évacueront l'île et ses dépendances dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications, ou plus tôt si faire se peut. A cette époque, elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le grand maître ou des commissaires pleinement autorisés suivant les statuts de l'Ordre soient dans ladite île pour en prendre possession, et que la force qui doit être fournie par S. M. Sicilienne, comme il est ci-après stipulé, y soit arrivée.

5° La moitié de la garnison, pour le moins, sera toujours composée de Maltais natifs : pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent de posséder les langues. Les troupes maltaises auront des officiers maltais. Le commandement en chef de la garnison, ainsi que la nomination des officiers, appartiendront au grand maître, et ils ne pourront s'en démettre, même temporairement, qu'en faveur d'un chevalier, d'après l'avis du conseil de l'Ordre.

6° L'indépendance des îles de Malte, de Gozzo et de Comino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et la garantie de la France et de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, dè l'Espagne, de la Russie et de la Prusse.

7° La neutralité permanente de l'Ordre et de l'île de Malte, avec ses dépendances, est proclamée.

8° Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations, qui y payeront des droits égaux et modérés. Ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, comme il est spécifié dans le paragraphe 3, à celui des établissements civils et militaires de l'île, ainsi qu'à celui du lazaret général ouvert à tous les pavillons.

9° Les États barbaresques sont exceptés des dispositions des deux paragraphes précédents, jusqu'à ce que, par le moyen d'un arrangement que procureront les parties contractantes, le système d'hostilités qui subsiste entre lesdits États barbaresques,

1802 — an x France.

l'ordre de Saint-Jean et les puissances possédant des langues ou concourant à leur composition, ait cessé.

10° L'Ordre sera régi, quant au spirituel et temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vigueur lorsque les chevaliers sont sortis de l'île, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent traité.

11° Les dispositions contenues dans les paragraphes 3, 5, 7, 8 et 10 seront converties en lois et statuts perpétuels de l'Ordre, dans la forme usitée, et le grand maître, s'il n'était pas dans l'île au moment où elle sera remise à l'Ordre, son représentant ainsi que ses successeurs seront tenus de faire serment de les observer ponctuellement.

12° S. M. Sicilienne sera invitée à fournir 2,000 hommes, natifs de ses États, pour servir de garnison dans les différentes forteresses desdites îles. Cette force y restera un an à dater de leur restitution aux chevaliers, et, si, à l'expiration de ce terme, l'Ordre n'avait pas encore levé la force suffisante, au jugement des puissances garantes, pour servir de garnison dans l'île et ses dépendances, telle qu'elle est spécifiée dans le paragraphe 5, les troupes napolitaines y resteront jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par une autre force jugée suffisante par lesdites puissances.

13° Les différentes puissances désignées dans le paragraphe 6, savoir : la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse, seront invitées à accéder aux présentes stipulations.

11. Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'État romain ; les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

12. Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par le present traité seront exécutées, pour l'Europe, dans le mois ; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois ; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront les ratifications du présent traité définitif, excepté dans le cas où il y est spécialement dérogé.

13. Dans tous les cas de restitution convenus par le present traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se

trouvaient au moment de la signature des préliminaires, et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation resteront intacts.

Il est convenu en outre que, dans tous les cas de cession stipulés, il sera alloué aux habitants, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du présent traité, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées soit avant, soit pendant la guerre; dans lequel terme de trois ans ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés. La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux, soit habitants ou autres, qui y auront fait des établissements quelconques pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux habitants des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des parties contractantes, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour des actes postérieurs au présent traité.

14. Tous les séquestres mis de part et d'autre sur les fonds, revenus et créances, de quelque espèce qu'ils soient, appartenant à l'une des puissances contractantes, ou à ses citoyens et sujets, seront levés immédiatement après la signature de ce traité définitif.

La décision de toutes réclamations entre les individus des nations respectives, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être reproduites à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétents; et, dans ce cas, il sera rendu une prompte et entière justice dans le pays où les réclamations seront faites respectivement.

15. Les pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve et des îles adjacentes, et dans le golfe Saint-Laurent, seront remises sur le même pied où elles étaient avant la guerre.

Les pêcheurs français de Terre-Neuve et les habitants des îles Saint-Pierre et Miquelon pourront couper les bois qui leur

1802 — an x France. seront nécessaires dans les baies de Fortune et du Désespoir pendant la première année à compter de la notification du présent traité.

16. Pour prévenir tous les sujets de plaintes et de contestations qui pourraient naître à l'occasion des prises qui auraient été faites en mer après la signature des préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui pourraient avoir été pris dans la Manche et dans les mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter des ratifications des articles préliminaires, seront de part et d'autre restitués; que le terme sera d'un mois depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée; de deux mois depuis les îles Canaries jusqu'à l'équateur; et enfin de cinq mois dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception ni aucune autre distinction plus particulière de temps et de lieux.

17. Les ambassadeurs, ministres et autres agents des puissances contractantes jouiront respectivement, dans les États desdites puissances, des mêmes rangs, priviléges, prérogatives et immunités dont jouissaient, avant la guerre, les agents de la même classe.

18. La branche de la maison de Nassau qui était établie dans la ci-devant république des Provinces-Unies, actuellement la république batave, y ayant fait des pertes, tant en propriétés particulières que par des changements de constitution adoptés dans ce pays, il lui sera procuré une compensation équivalente pour lesdites pertes.

19. Le présent traité définitif de paix est déclaré commun à la Sublime Porte Ottomane, alliée de S. M. Britannique, et la Sublime Porte sera invitée à transmettre son acte d'accession dans le plus court délai.

20. Il est convenu que les parties contractantes, sur les réquisitions faites par elles respectivement, ou par leurs ministres ou officiers dûment autorisés à cet effet, seront tenues de livrer en justice les personnes accusées des crimes de meurtre, de falsification ou banqueroute frauduleuse, commis dans la juridiction de la partie requérante, pourvu que cela ne soit fait que lorsque l'évidence du crime sera si bien constatée, que

les lois du lieu où l'on découvrira la personne ainsi accusée auraient autorisé la détention et sa traduction devant sa justice, encore que le crime y eût été commis. Les frais de la prise de corps et de la traduction en justice seront à la charge de ceux qui feront la réquisition. Bien entendu que cet article ne regarde en aucune manière les crimes de meurtre, de falsification ou de banqueroute frauduleuse commis antérieurement à la conclusion de ce traité définitif.

21. Les parties contractantes promettent d'observer sincèrement et de bonne foi tous les articles contenus au présent traité, et elles ne souffriront par qu'il y soit fait de contravention directe ou indirecte par leurs citoyens ou sujets respectifs; et les susdites parties contractantes se garantissent généralement et réciproquement toutes les stipulations du présent traité.

22. Le présent traité sera ratifié par les parties contractantes dans l'espace de trente jours, ou plus tôt, si faire se peut; et les ratifications, en due forme, seront échangées à Paris.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires, avons signé de notre main, et en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, le présent traité définitif, et y avons fait apposer nos cachets respectifs.

Fait à Amiens, le 6 germinal an x de la république française (le 25 mars 1802).

Joseph BONAPARTE, CORNWALLIS, J.-Nicolas D'AZARA et SCHIMMELPENNINCK.

Ce traité, qui acheva de consolider la puissance déjà colossale de Bonaparte, en ajoutant à ses autres titres de gloire celui de pacificateur de l'Europe, ne répandit pas autant d'allégresse en Angleterre qu'en France. Une partie du peuple anglais, dont les vœux pour la paix s'étaient refroidis par suite des débats qui avaient eu lieu dans le parlement lorsque le roi y annonça les préliminaires de paix conclus avec la France, en donnant communication des papiers y relatifs, et encore pendant la lenteur des conférences d'Amiens, ne put voir sans un sentiment d'orgueil humilié tous les avantages que le nouveau traité assurait à la France, cette nation rivale, que tant de sacrifices et tant de trésors prodigués depuis dix ans n'avaient

1802 — an x France. pu abattre ni affaiblir. Les nouvelles acquisitions de la république, la prise de possession immédiate ou la réversion assurée de la Lombardie, de la Louisiane, du duché de Parme et de l'île d'Elbe, paraissaient, aux yeux des Anglais mécontents, autant d'usurpations ou de concessions que lord Cornwallis n'avait pas été autorisé à consacrer. Chose étrange! on vit le célèbre Pitt, alors sorti du ministère, comme nous l'avons déjà dit, défendre avec son éloquence ordinaire, contre son propre parti, une négociation qui mettait fin à une guerre dont il avait été l'âme et le principal artisan. Son opinion sur le passé était la même; mais il pensait que le ministère britannique avait eu raison de croire que la dissolution du gouvernement révolutionnaire en France était la plus sûre garantie pour le présent et l'avenir. Il avait pensé et il pensait encore que la restauration de la monarchie serait un heureux événement pour la France et pour l'Europe; mais, cet objet ne pouvant plus être atteint, son opinion était qu'il fallait s'attacher à ce qu'on en pouvait saisir, considérer la situation présente des deux pays, compter aussi les pertes de la France dans sa population, dans ses capitaux, dans son industrie, et mettre dans la balance des accroissements les avantages qu'avait acquis l'Angleterre, l'union avec l'Irlande, la haute réputation de ses armes sur terre et sur mer, l'affranchissement de l'empire des Indes, et les immenses progrès du commerce.

19 mai (29 floréal). *Concordat avec le pape; consulat à vie; instruction publique; institution de la Légion d'honneur.* — La paix régnait et déjà la France commençait à jouir d'une prospérité qui lui avait été si longtemps inconnue; de toutes les parties de cette belle et vaste contrée s'élevait comme un concert unanime d'actions de grâces vers l'auteur de ce bienfait.

Un nouveau pontife avait été donné à l'Église romaine dès le 13 mars 1800. Le pape élu, Chiaramonti, évêque d'Imola, qui prit le nom de Pie VII, s'était montré, avant son élévation, partisan des idées républicaines qui sont en harmonie avec le génie du christianisme[1]; il devait en grande partie la tiare à

[1] Nous avons de ce pape une homélie publiée à Imola en 1797, dans laquelle ces principes sont développés avec beaucoup d'éloquence et d'onction.

l'influence que le premier consul avait exercée sur le conclave, et il semblait promettre de prendre pour modèle dans sa conduite politique un de ses prédécesseurs les plus distingués, Benoît XIV. Il envoya en France le cardinal Gonsalvi, pour négocier un concordat sur des bases un peu moins ultramontaines que celles du fameux concordat du roi François I[er] avec le pape Léon X. Le 15 juillet 1801, une convention fut signée par Joseph Bonaparte, frère du consul et son plénipotentiaire, le cardinal Gonsalvi, et monsignor Spina, archevêque de Corinthe, tous les deux représentants du saint-siége. Le gouvernement y déclarait que « la grande majorité des Français reconnaissait le culte catholique, apostolique et romain pour sa religion. » Ce traité, qui relevait les autels du christianisme en France, tenu d'abord secret entre les deux parties contractantes, fut publié dans Paris en même temps que le traité d'Amiens. Ce fut le 18 avril 1802, le jour solennel de Pâques, que cette promulgation eut lieu, au son des trompettes et au bruit des salves d'artillerie. La pompe des cérémonies religieuses dans la métropole, après tant d'années d'absence de tout culte imposant de la Divinité, le brillant cortége où le légat du pape, le cardinal Caprara, figurait auprès du premier consul, avaient attiré une foule innombrable de spectateurs, qui témoignèrent leur allégresse de cette nouvelle inauguration du culte de leurs pères.

Tant de gloire et d'éclat répandus sur la France, que Bonaparte appelait déjà la GRANDE NATION, tant de services rendus en si peu de temps à la patrie, sembleraient devoir justifier la grande récompense qu'à cette époque on décerna spontanément au premier consul de la république. Organe du peuple, le tribunat en émit le vœu le premier, et le sénat conservateur, auquel ce vœu fut communiqué, s'empressa de prendre occasion du message du gouvernement relatif à la paix pour le réaliser. Son acte portait que le premier consul Bonaparte serait réélu pour dix ans au delà du terme d'un pareil nombre d'années fixé par l'acte constitutionnel. Déjà les esprits tendaient fortement vers les principes d'une monarchie tempérée; les motifs exprimés dans le sénatus-consulte sont trop remarquables, à cet égard, pour que nous ne les rapportions pas. « Considérant que dans les circonstances où se trouve la république, était-il

1802 an x France. dit, il est du devoir du sénat conservateur d'employer tous les moyens que la constitution a mis en son pouvoir pour donner au gouvernement la stabilité, qui seule multiplie les ressources, inspire la confiance au dehors, établit le crédit au dedans, rassure les alliés, décourage les ennemis secrets, écarte les fléaux de la guerre, permet de jouir des fruits de la paix, et laisse à la sagesse le temps d'exécuter tout ce qu'elle peut concevoir pour le bonheur d'un peuple libre, etc. » On ne pouvait pas désigner plus clairement la monarchie, à moins de la nommer.

La réponse du premier consul au message du sénat conservateur, qui lui annonçait cette prolongation de dix années dans l'exercice de la dignité consulaire, ne mérite pas moins d'être rapportée. Elle renferme des paroles en quelque sorte prophétiques : « La fortune, disait Bonaparte, a souri à la république; *mais la fortune est inconstante; et combien d'hommes qu'elle avait comblés de sa faveur ont vécu trop de quelques années!* L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur *sembleraient avoir marqué le terme de ma vie publique* au moment où la paix du monde est proclamée... Mais vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice, je le ferai, si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. »

Le sénatus-consulte dont nous venons de parler n'était qu'un premier degré préparé par l'ambitieux consul lui-même pour monter plus rapidement, et sans aucune secousse, au faîte de la puissance. En effet, la prolongation accordée à l'autorité de Bonaparte parut bientôt trop courte. Toutefois, les orateurs gagés du tribunat, n'osant pas encore se montrer trop manifestement en contradiction avec les idées républicaines, qui conservaient encore un grand nombre de partisans, hésitèrent à faire la proposition formelle que Bonaparte restât premier consul toute sa vie, et se bornèrent à déclarer que, pour remplir entièrement le vœu et l'attente de la nation, « l'avenir devait ressembler au présent; que la gratitude devait être sans bornes comme le bienfait. » Mais les deux hommes que Bonaparte s'était associés dans l'administration générale des affaires de l'État, et qui lui devaient en quelque sorte le haut rang auquel ils étaient parvenus, se montrèrent plus hardis que les tribuns adulateurs. Ils

prirent un arrêté, portant que le peuple serait consulté sur cette question : Bonaparte sera-t-il consul à vie? Ainsi qu'on devait s'y attendre, et Bonaparte sans doute le premier, les trois sections du corps législatif (le sénat, le tribunat et la chambre des représentants) sanctionnèrent l'arrêté et résolurent la question par l'affirmative. Quelques oppositions, parmi lesquelles on remarqua celle du sénateur Lanjuinais, annoncèrent que le parti républicain, toujours existant, s'affaiblissait de jour en jour, par l'effet de la séduction ou d'un enthousiasme irréfléchi. La nation s'abandonna au mouvement qu'avaient imprimé à l'opinion publique les premiers corps de l'État, les feuilles publiques, l'autorité littéraire des académies. On n'examina point quelles pouvaient être les conséquences du consulat à vie décerné avant l'expiration de cette magistrature décennaire. Les votes négatifs furent à peine aperçus au milieu des autres, qui consacraient l'affirmative : toutes les autorités secondaires, ayant suivi avec zèle l'exemple donné par les premiers corps de l'État, entraînèrent avec elles la grande majorité des citoyens : Bonaparte fut solennellement proclamé consul à vie.

L'assemblée constituante, dans sa marche régénératrice, s'était occupée de l'instruction publique; mais son œuvre avait disparu pendant la grande tourmente révolutionnaire qui avait suivi le 10 août 1792. Bonaparte avait senti la nécessité de faire sortir cette branche si importante de l'économie politique du néant où elle était encore plongée, et de la faire servir à ses vues ultérieures. Il en confia la direction à un homme en qui se trouvait réuni tout ce que la science donne à l'esprit de profondeur, d'étendue et de rectitude; tout ce que l'éloquence et la saine littérature ajoutent à ces qualités d'éclat et d'autorité persuasive; enfin, cette libéralité de raison et de principes qui conviennent à l'homme d'État, au magistrat vertueux auquel la patrie commet ses plus chères sollicitudes. Fourcroy semblait formé tout exprès pour cet important ministère. Il pensait que l'instruction publique dans les États libres, réfléchissant de plus en plus la constitution, à chaque degré de l'enseignement, devait former le citoyen avant l'homme de lettres, et des hommes d'État plutôt que des savants : c'est pourquoi il employa, avec une prédilection marquée, des maîtres éprouvés, des citoyens fidèles,

1802 — an x France. étrangers à tout esprit de corporation, à toute doctrine désavouée par les lois. Il savait que le plus solide appui de la liberté politique et civile est une éducation uniforme et nationale, dans un État où les mœurs et la législation protégent les lumières; mais Bonaparte s'empressa bientôt d'altérer l'ouvrage de Fourcroy : il trouva par la suite un homme qui entra plus complaisamment dans ses desseins, en dirigeant l'instruction publique dans un système presque entièrement militaire. Le général consul voulait une nation de soldats, pour comprimer les sentiments de liberté qui auraient entravé son ambition.

Peu de temps après le notable changement opéré dans la constitution de l'an VIII, changement qui plaçait Bonaparte sur les premières marches du trône de France, la Légion d'honneur fut créée : grande et belle institution, qui associait dans la même récompense et les mêmes honneurs les services civils et militaires, les vertus du magistrat, le savoir et les talents du citoyen et le dévouement du soldat. Après de longs débats qui eurent lieu dans le tribunat, où quelques orateurs s'efforcèrent de faire considérer cette innovation comme contraire aux principes de l'égalité et de la morale républicaines, la proposition faite par le consul, et défendue par son frère Lucien, fut adoptée, et l'ordre de la Légion d'honneur fut créé par la loi du 19 mai 1802.

30 avril (10 floréal). Colonies des Antilles. *Précis de l'expédition de Saint-Domingue; première époque, jusqu'à la soumission du général noir Toussaint-Louverture.* — Lorsqu'un affranchissement prématuré brisa la chaîne des noirs au commencement de la révolution, la colonie de Saint-Domingue, la plus importante des possessions françaises dans les mers d'Amérique, offrit d'abord l'aspect d'un repaire habité par des bêtes féroces. Victimes d'une philanthropie mal calculée, privés du bienfait d'une éducation qui les eût préparés au régime social, les noirs durent abuser de leur liberté, parce qu'ils n'en avaient pas le sentiment véritable, parce qu'ils n'en connaissaient ni le principe ni les limites. Toutefois, la lutte des passions, des partis, des factions, avança dans ces hommes grossiers le développement de leur intelligence. Sans civilisation, ils reconnurent des droits et des devoirs; sans morale, ils se soumirent à des lois; et jaloux, par instinct, de leur indépendance, ils marchèrent et combattirent sous des


F.t Dauphin
Terrier Rouge
le Trou
Ouanaminte
Guaba
Hincha
Banique
le Mirebalais
Etang
Etang Salé
Jérémie
Cap Dame Marie
le Corail
DÉP.T DU
Tiburon
les Coteaux
P.t Salut
Cap Mongon
60 K.
PARTIE ESPAGNOLE

CARTE DE LA PARTIE FRANÇAISE DE S.T DOMINGUE.

chefs par nécessité. Les efforts de la métropole pour ramener les noirs sous le joug régulier de la domination française furent rendus infructueux par l'ambition de certains hommes de couleur. Ceux-ci, nourris et instruits par les blancs, s'étaient élevés rapidement au-dessus des hordes africaines, qui, ayant perdu, sous une discipline plus que sévère, l'innocence des passions, n'avaient acquis que les vices de la servitude. Plusieurs commissaires et autres agents, envoyés successivement par le gouvernement conventionnel et par le Directoire, avaient été contraints de se rembarquer. Enfin un noir, Toussaint-Louverture, qui avait vécu cinquante années dans l'esclavage, sachant à peine lire, mais doué par la nature d'un génie extraordinaire, s'éleva tout à coup parmi les siens et devint leur chef suprême, parce qu'ils en voulaient un de leur couleur. Il n'avait été d'abord qu'un instrument dont le général français Laveaux, resté commandant général de la colonie après le régime anarchique des agents et commissaires civils envoyés de France, crut devoir se servir pour essayer de remettre et de maintenir les noirs sous la domination de la république. Nommé par la suite lieutenant au gouvernement de la colonie et bientôt après général en chef des armées de Saint-Domingue (en germinal an v, mars 1797), par les commissaires du Directoire Sthonax et Raimond, Toussaint-Louverture supplanta son bienfaiteur[1]. Il ne s'en tint pas là : la présence de Sthonax, désagréable à la colonie, qui se rappelait les troubles que la première administration de ce commissaire avait fait naître, ne gênait pas moins Toussaint dans ses vues ultérieures; il le fit nommer représentant de Saint-Domingue au corps législatif de France, et lui enjoignit (avec toutes les marques extérieures du respect et de la soumission) d'aller défendre auprès du Directoire et de la métropole les intérêts de ses mandataires, et de faire connaître la vérité sur la situation de la colonie, rendue à l'ordre et à la tranquillité.

1802 — an x
Antilles.

Tous ceux qui pressentaient le résultat nécessaire du renvoi de Sthonax, auquel ils s'étaient opposés dans l'intérêt de la

[1] Dans les commencements de sa fortune, Toussaint disait, dans son langage créole : *Après bon Dieu, c'est Laveaux.*

1802 — aux Antilles. république, passèrent en France avec ce commissaire. D'après leurs plaintes et les éclaircissements qu'ils donnèrent, le Directoire conçut de justes alarmes sur les projets ultérieurs de l'homme qui venait de se placer ainsi, de son autorité privée, au gouvernail de la colonie. Le général Hédouville reçut, au commencement de l'année 1797, la mission difficile d'aller observer et contenir, s'il était possible, l'ambitieux noir, que les Anglais cherchaient alors à détacher entièrement de la France, en offrant de lui garantir la souveraineté de Saint-Domingue.

Le général Hédouville, n'amenant avec lui qu'une escorte ou garde d'honneur, ne pouvait exercer que l'influence de son caractère public et privé, faibles armes contre un homme qui disposait de grandes forces positives ! Il débarqua d'abord à Santo-Domingo, capitale de la partie espagnole de l'île, et se rendit ensuite par mer au Cap, capitale de la partie française. Son premier soin fut de mander auprès de lui Toussaint-Louverture ainsi que le général Rigaud (mulâtre), qui commandait, sous les ordres du premier, la partie du sud, et il reconnut, dans l'entrevue qu'il eut avec ces deux hommes, combien leur défiance commune et individuelle rendait sa mission difficile.

Bientôt Toussaint s'éloigna de l'agent français, sous le prétexte plausible de donner suite aux négociations militaires qu'il avait entamées avec les Anglais pour l'évacuation de ce qui leur restait encore sur le sol de l'île. La capitulation accordée par ce général noir à la garnison du Port-au-Prince accrédita les bruits qui commençaient à se répandre de sa connivence avec les ennemis de la république. En effet, Toussaint, à la tête d'une armée de 15,000 hommes, fit à une poignée d'Anglais le pont d'or qu'ils avaient demandé, et leur laissa jusqu'à la faculté et le temps d'embarquer l'artillerie en fonte et de détruire les canons en fer.

Hédouville blâma hautement cette première capitulation, et résolut de traiter lui-même pour l'évacuation de la colonie. Il avait réussi à faire capituler le môle Saint-Nicolas, où se trouvaient, indépendamment d'une bonne garnison, plus de 6,000 hommes de troupes anglaises en rade ; la remise de cette

place devait avoir lieu dans le même état et avec la même quantité de bouches à feu qu'au moment de la prise de possession. Il avait été stipulé qu'aucun émigré ne pourrait rester en ville et dans le pays évacué ou à évacuer ; mais Toussaint, en apprenant cette capitulation, se plaignit, dans les termes les plus vifs, de ce qu'il n'avait pas été employé pour traiter avec l'ennemi, et prétendit que, en sa qualité de général en chef, c'était à lui seul de négocier les conventions de ce genre. A l'instigation du général noir, le général anglais Maitland ne voulut plus tenir le traité qu'il avait signé pour l'évacuation du môle Saint-Nicolas, déclarant qu'il ne contracterait désormais aucun arrangement qu'avec l'autorité militaire, en qui seule il reconnaissait la puissance. En effet, une nouvelle capitulation eut lieu, modifiée et arrêtée définitivement par Toussaint.

Ce noir fit une entrée solennelle au môle Saint-Nicolas. A son arrivée dans cette place, les troupes anglaises bordaient la haie ; le curé vint processionnellement le recevoir sous le dais, portant à sa rencontre le saint-sacrement. Une tente magnifique était dressée sur la place d'armes : le général Maitland y donna à Toussaint un repas somptueux, à la suite duquel il lui fit présent, au nom du roi d'Angleterre, de l'argenterie qui avait orné la table. Le chef des noirs passa ensuite en revue les troupes anglaises, qui défilèrent devant lui. Après cette parade, le général Maitland lui fit encore présent, toujours au nom de S. M. Britannique, de deux coulevrines en bronze et de la maison du gouvernement, que les Anglais avaient fait bâtir et meubler de la manière la plus élégante[1]. Il paraît que le général noir, par des considérations qui prenaient leur source dans la

[1] Le lieutenant général Pamphile Lacroix a vu, dans les papiers de Toussaint restés dans les archives du gouvernement au Port-au-Prince, les propositions secrètes qui étaient la cause de toutes ces démonstrations publiques. Elles tendaient à faire déclarer Toussaint-Louverture ROI D'HAÏTI, qualité dans laquelle le général promettait à ce noir qu'il serait de suite reconnu par l'Angleterre, s'il consentait, en ceignant la couronne, à signer, sans restriction, un traité de commerce exclusif, qui donnerait à la Grande-Bretagne seule le droit d'exporter les productions coloniales et d'importer en échange ses produits manufacturés, à l'exclusion de ceux du continent. On donnait au nouveau roi l'assurance qu'une forte escadre de frégates anglaises serait toujours dans ses ports ou sur ses côtes pour les protéger.

position où se trouvaient alors les Anglais, éluda de répondre à ce qu'on attendait de lui d'après ces démonstrations; mais il resta si charmé de la conduite des Anglais à son égard, qu'il répéta souvent par la suite : « que la république ne lui avait jamais rendu autant d'honneurs que le roi d'Angleterre. »

Il n'entre pas dans notre plan de rendre compte de toutes les menées de Toussaint-Louverture pour obliger le général Hédouville, dont il méconnaissait l'autorité et bravait les mesures impuissantes, à se rembarquer, afin de ne pas attirer de nouvelles désolations sur un pays déjà si malheureux.

L'agent français emmena avec lui trois frégates et les bâtiments qui étaient en rade du Cap. 15 à 1,800 personnes de toutes couleurs s'embarquèrent sur cette escadre; Hédouville publia, en partant, une proclamation, par laquelle il prévint les habitants de la colonie qu'on allait mettre à exécution un projet d'indépendance concerté avec le cabinet de Saint-James et le gouvernement des États-Unis.

Immédiatement après le départ de cet agent, Toussaint s'empressa d'écrire au Directoire pour lui rendre compte de sa propre conduite et pour se justifier des torts dont on allait l'accuser. Après être entré dans beaucoup de détails à cet égard, il finissait sa dépêche en disant : « Fort de ma conscience, je ne vous rappellerai pas, citoyens directeurs, tout ce que j'ai fait pour le triomphe de la liberté, la prospérité de Saint-Domingue, la gloire de la république française; je ne protesterai pas, auprès de vous, de mon attachement à la métropole, à mes devoirs, de mon respect à la constitution, aux lois de la république, et de ma soumission au gouvernement; je vous en fis le serment, j'y suis fidèle, et ma conduite à venir, plus que tous les serments, vous prouvera que j'y serai toujours fidèle. » Toussaint annonçait en même temps qu'il avait député auprès du commissaire Roume, délégué par le Directoire dans la partie ci-devant espagnole de Saint-Domingue, pour l'inviter à venir prendre les rênes du gouvernement abandonnées par le général Hédouville.

Le commissaire Roume se rendit à l'invitation de Toussaint et prit le titre d'agent du Directoire. Jugeant les intentions d'autrui d'après les siennes, il espéra faire le bien de la colonie, et, dans ce but, il appela au Port-au-Prince, pour les concilier,

Toussaint et le général Rigaud. Ce dernier, ayant reçu du général Hédouville, partant pour la France, le conseil de se méfier de l'ambitieux Toussaint, et de rester toujours fidèle à la république, n'était point disposé à obéir en subalterne au général noir; les relations de service entre ces deux chefs avaient cessé : les efforts de Roume pour étouffer le germe d'une nouvelle guerre intestine furent inutiles. 1802 — an x. Antilles.

La caste des hommes de couleur, alarmée de voir un noir exercer le commandement suprême et gouverner la colonie de sa pleine autorité, vint se ranger avec empressement sous les étendards du général Rigaud. Plus audacieuse, plus brave, plus forte, au moral comme au physique, que celle des nègres, plus instruite, mais aussi féroce, cette caste, qui dans la lutte qu'elle allait entreprendre avait à combattre dans la proportion d'un contre dix, ne s'effraya pas du nombre.

Les deux partis se recrutèrent au nom de la France, dont ils portaient également les couleurs, en prétendant chacun combattre pour elle. Les blancs, suivant l'assiette de leurs propriétés, se rangèrent de l'un ou de l'autre côté; mais ils ne pouvaient plus être que des auxiliaires dédaignés. Ceux qui habitaient la partie du sud marchèrent avec Rigaud, et ceux du nord ou de l'ouest, ou servirent en personne sous les drapeaux de Toussaint, ou furent obligés de faire des vœux et des sacrifices pour ce noir.

Le début de cette guerre atroce fut la surprise, par Rigaud, de la ville de Léogane, où plusieurs individus de tout rang et toutes couleurs furent impitoyablement massacrés.

En apprenant ces événements, Toussaint concentra une partie de ses troupes sur le Port-au-Prince, et, ayant ordonné à tous les hommes de couleur de se réunir dans l'église, il monta en chaire, leur annonça son départ, et leur prédit qu'il serait victorieux de Rigaud. « Vous étiez prêts à vous soulever contre moi, dit-il aux mulâtres, mais je laisse ici mon œil et mon bras : le premier saura vous surveiller, le second saura vous atteindre. »

A la suite de cette admonition menaçante, les hommes de couleur se retirèrent frappés de consternation, se renfermèrent dans leurs maisons, et se donnèrent bien de garde de tenter le

1802 — an x
Antilles.

moindre mouvement. Ceux du sud, animés et encouragés par leur général, défendirent l'approche de leur territoire, et, quoique inférieurs en nombre, ils battirent souvent les noirs.

Rigaud fit égorger tous les agents de Toussaint et ceux des Anglais qui tombèrent en son pouvoir à Jérémie, au grand et au petit Goave. Beaucoup de propriétaires de toutes couleurs payèrent de leur vie les hommages qu'ils s'étaient empressés de rendre à Toussaint, regardé par eux comme le régénérateur de la colonie.

Sur ces entrefaites, le général noir, que ses adversaires croyaient renfermé au Port-au-Prince, où ils espéraient pouvoir le faire assassiner, s'était porté vers le nord, avait forcé le pont de l'Ester, gardé par des hommes de couleur, et était venu soumettre le môle Saint-Nicolas, après avoir échappé aux plus grands dangers et rompu partout les trames de ses ennemis. Les hommes de couleur de cette partie de l'île furent arrêtés et traînés à la suite de l'armée noire, dont ils eurent à essuyer tous les outrages; nus, enchaînés, il leur était défendu d'articuler la moindre plainte, sous peine de la flagellation ou d'être passés par les armes. Cependant, à son retour au Cap, Toussaint déclara que ces hommes avaient été assez punis; qu'ils allaient recevoir des passe-ports et des vêtements pour se rendre auprès de leurs familles souffrantes, et qu'ils seraient protégés dans leur route et traités comme des frères.

Cette conduite politique, dont l'astucieux chef des noirs se promettait de grands résultats par la reconnaissance qu'il croyait exciter chez les hommes de couleur, n'eut aucune influence sur ceux qui avaient les armes à la main : les hostilités ne se ralentirent point entre les deux partis.

L'agent Roume, spectateur impuissant de ces scènes désastreuses, désespérant de pouvoir calmer ou modérer les combattants, prit le parti d'envoyer le chef de brigade du génie Vincent, officier de mérite et d'une grande sagesse, pour aller rendre compte au Directoire de la malheureuse guerre qui mettait en compromis les destinées de Saint-Domingue.

Cette guerre prit encore un caractère plus terrible après le départ du chef de brigade Vincent. La population des campagnes, pour éviter de tomber sans défense sous les coups de la solda-

tesque effrénée qui les parcourait, se réfugiait de toutes parts 1802 — an X. Antilles.
dans les postes fortifiés et dans les villes. L'encombrement produisit bientôt la famine; plus de quatre mille individus périrent ainsi de faim dans le seul bourg de Jacmel. La garnison de ce poste, commandée par le chef de brigade Pétion[1], homme de couleur, ayant perdu l'espoir d'être secourue, et se voyant serrée de près par Toussaint-Louverture, se fit jour l'épée à la main à travers les nombreux ennemis qui la pressaient, et se réfugia au grand Goave. Plus de 800 hommes périrent dans la mêlée, et la plupart des femmes qui suivaient cette colonne tombèrent entre les mains de Toussaint. Les noirs, plus nombreux, finirent par triompher de leurs adversaires; Rigaud se vit successivement enlever toutes ses places et fut acculé jusqu'aux Cayes.

Cependant le chef de brigade Vincent était arrivé en France. Il eut longtemps à lutter contre les efforts des différents partis qui divisaient l'opinion sur Saint-Domingue, et qui presque tous l'égaraient sur le véritable état des choses dans cette colonie. Les uns représentaient Toussaint-Louverture comme un brigand ambitieux, devenu l'instrument des Anglais pour enlever la colonie à la république; d'autres affirmaient qu'il agissait pour son propre compte, et qu'il voulait se rendre tout à fait indépendant; plusieurs soutenaient qu'il fallait seconder les efforts des hommes de couleur et de leur général Rigaud, pour l'anéantissement d'un homme dont la conduite envers les agents de la république démontrait assez les desseins ultérieurs; enfin quelques-uns, mais en petit nombre, regardaient Toussaint comme le seul homme qui pût ramener les noirs à la discipline et réparer une partie des maux que l'intempestive émancipation de ces Africains avait causés.

Dans les circonstances critiques où le Directoire se trouvait placé alors, et au milieu de ce conflit d'opinions diverses sur la situation de Saint-Domingue, il devenait bien difficile au chef de brigade Vincent de faire connaître la vérité et d'indiquer

[1] Depuis président de la partie de l'île de Saint-Domingue ou d'Haïti qui se forma en république. Pétion mourut en 1817, et le général Boyer, autre homme de couleur, lui succéda.

1802 — an x Antilles. au gouvernement le seul parti à prendre dans les intérêts réels des colons et de la métropole. La révolution du 18 brumaire s'opéra : le premier consul, éclairé par Vincent, considéra Toussaint-Louverture comme l'homme propre à introduire dans le gouvernement et l'administration de la colonie le système que lui-même se proposait de suivre en France. En conséquence, dès le 4 nivôse an VIII (24 septembre 1799), il prit, avec les deux autres consuls, un arrêté, portant que le chef de brigade du génie Vincent, l'ex-commissaire du Directoire à Saint-Domingue, Raymond, et le général Michel, qui avait déjà servi dans la colonie, partiraient sans délai pour Saint-Domingue; qu'ils seraient porteurs de la proclamation que nous transcrivons plus bas; que les mots suivants : « *Braves noirs, souvenez-vous que le peuple français seul reconnaît votre liberté et l'égalité de vos droits,* » seraient inscrits en lettres d'or sur tous les drapeaux des bataillons de garde nationale de la colonie de Saint-Domingue. Cette députation était en outre chargée d'apprendre à Toussaint que le gouvernement consulaire le maintenait dans son emploi de général en chef de l'armée de Saint-Domingue. La proclamation dont ils étaient porteurs était ainsi conçue :

Les consuls de la republique aux citoyens de Saint-Domingue.

« Citoyens,

« Une constitution qui n'a pu se soutenir contre des violations multipliées est remplacée par un nouveau pacte, destiné à affermir la liberté.

« L'article 91 porte que les colonies françaises seront régies par des lois spéciales.

« Cette disposition dérive de la nature des choses et de la différence des climats.

« Les habitants des colonies françaises situées en Amérique, en Asie, en Afrique, ne peuvent être gouvernés par la même loi.

« La différence des habitudes, des mœurs, des intérêts, la

diversité du sol, des cultures, des productions, exigent des modifications diverses.

« Un des premiers actes de la nouvelle législature sera la rédaction des lois destinées à vous régir.

« Loin qu'elles soient pour vous un sujet d'alarmes, vous y reconnaîtrez la sagesse et la profondeur des vues qui animent les législateurs de la France.

« Les consuls de la république, en vous annonçant le nouveau pacte social, vous déclarent que les principes sacrés de la liberté et de l'égalité des noirs n'éprouveront jamais parmi vous d'atteinte ni de modification.

« S'il est dans la colonie des hommes malintentionnés, s'il en est qui conservent des relations avec les puissances ennemies, *braves noirs, souvenez-vous que le peuple français seul reconnaît votre liberté et l'égalité de vos droits.* »

Quoique les membres de cette députation fussent des personnes connues, auxquelles Toussaint-Louverture avait plusieurs fois marqué de la confiance, il fit arrêter le général Michel et le chef de brigade Vincent, pour prendre connaissance par avance des papiers dont ils étaient porteurs, et pour s'assurer s'ils n'avaient point d'arrière-mission. Ils n'obtinrent l'un et l'autre leur élargissement que sur l'ordre patent de celui qui avait prescrit sous main leur arrestation.

L'expédition du général Ganteaume, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, et que l'on disait destinée pour Saint-Domingue, avait inspiré au général noir la méfiance qu'il venait de témoigner. Les Anglais avaient d'ailleurs fait répandre le bruit que la guerre du sud de la colonie était excitée par la métropole, qui laissait ainsi la population s'entre-détruire pour arriver d'une manière plus facile au rétablissement de l'esclavage.

La proclamation des consuls ne pouvait guère tranquilliser les noirs, puisqu'elle remettait aux actes d'une nouvelle législature la rédaction des lois destinées à régir les colonies ; aussi Toussaint éluda-t-il de la faire imprimer et de faire placer sur les drapeaux l'inscription prescrite. Cependant il partit pour le sud, afin d'aller faire connaître lui-même à son armée sa confirmation dans le grade de général en chef, et tenter de ra-

1802 — an x Antilles. mener son antagoniste Rigaud dans les voies de l'obéissance. Cette dernière entreprise fut exécutée par le chef de brigade Vincent, malgré toutes les difficultés qu'elle présentait.

Muni d'un sauf-conduit de l'agent Roume (confirmé dans sa place par les consuls de la république), le directeur des fortifications, Vincent, se rendit aux Cayes, quartier général de Rigaud. Celui-ci se livra à des accès de fureur en apprenant de la bouche de l'ingénieur que le nouveau gouvernement de la métropole confirmait Toussaint dans le poste de général en chef de Saint-Domingue, et en recevant l'ordre de ce dernier, qui lui prescrivait de quitter momentanément le département du sud. Le bouillant mulâtre eût peut-être à l'instant même poignardé le chef de brigade Vincent, si cet officier n'avait pas eu l'attention de se munir d'une lettre de Rigaud fils, qui le recommandait à l'auteur de ses jours, l'appelant son second père, en reconnaissance des soins qu'il en avait reçus au collége de Liancourt, où ce jeune homme était élevé. Rigaud, en dévorant cette lettre, s'écria : « Prenez mon sang, il est à vous ; » et comme il faisait mine de vouloir se poignarder lui-même, les gens de sa suite l'entraînèrent.

L'arrivée de la députation détruisit le prestige de la résistance des mulâtres ; on s'occupa dans la partie du sud encore insurgée contre Toussaint de triompher de l'obstination de Rigaud. A force d'essais et de soins, en obtint de ce général, qui ne pouvait pas se familiariser avec l'idée d'obéir à un noir, qu'il enverrait des parlementaires au général en chef de la colonie.

Cette dernière démarche acheva d'enlever à Rigaud toute espèce de crédit auprès des siens, et il ne lui fut plus possible de les rassembler en corps d'armée ; dans cette situation des choses, il prit le parti de s'embarquer et de se réfugier en France avec Pétion et quelques-uns des chefs qui l'avaient servi. A son exemple, les autres chefs opposés à Toussaint quittèrent la colonie et s'éparpillèrent dans l'archipel des Antilles.

C'est ainsi que se termina une guerre intestine qui avait duré près de dix-huit mois, et dont nous avons cru devoir passer sous silence la plus grande partie des détails odieux. Il n'y eut plus dès lors à Saint-Domingue d'opposition apparente. Tous-

saint fit publier une amnistie générale, et bientôt les habitants de la grande anse ou des parties de l'ouest et du sud furent aussi soumis que ceux du canton de Toussaint. Toutefois les hommes de couleur marquants avaient pris la fuite, et il ne restait de cette caste, dans le sud, que les femmes, les enfants, et les subalternes qui ne se crurent point trop compromis.

La sécurité de ces derniers ne fut pas de longue durée, et ils eurent bientôt à regretter de s'être fiés à la clémence du général noir. Toussaint, en politique adroit, et afin de faire retomber sur un autre tout l'odieux de ses moyens administratifs, fit choix d'un noir bien plus féroce et plus sanguinaire que lui pour être l'exécuteur de sa haute justice. Dessalines, c'était le nom de ce noir, qui avait le grade de général de division dans l'armée coloniale, parcourait les différents quartiers de l'île suivi d'une compagnie de guides armés de fouets : il faisait impitoyablement fustiger les noirs et les hommes de couleur dont l'attitude n'était pas assez tremblante; des massacres, soit de jour, soit pendant la nuit, des noyades signalaient la présence de ce bourreau; l'âge et le sexe n'étaient point épargnés; et, s'il faut en croire la voix publique, dix mille victimes de couleur périrent en sacrifice[1].

Après avoir exercé cette vengeance sur les individus qui avaient osé méconnaître son autorité, Toussaint-Louverture reprit la marche de sa politique, et s'avança rapidement vers le but qu'il s'était proposé. Il accueillit sans familiarité les anciens colons qui s'étaient montrés les plus imbus des préjugés de couleur; il caressa les anciens souvenirs, et abolit le calendrier républicain dont on se servait. Des officiers français émigrés, restés dans la colonie après le départ des Anglais, au service desquels ils s'étaient mis, entrèrent à celui de Toussaint, et le chef noir offrit sa protection à ceux d'entre eux qui ne voulaient plus suivre cette carrière.

Ce même noir, qui avait écrit dans le temps au gouvernement directorial que sa religion n'était qu'un masque politique pour en imposer aux hommes superstitieux qu'il commandait,

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de la revolution de Saint-Domingue*, par le lieutenant général Pamphile de Lacroix.

1802 — an x Antilles.

s'appliqua à gagner les prêtres en leur témoignant les plus grands égards. Cette conduite lui réussit : il fut proclamé le protecteur, le restaurateur de la religion ; et, si la fortune eût voulu qu'il finît ses jours dans l'exercice du pouvoir, peut-être eût-il été canonisé, en reconnaissance des services par lui rendus à la foi.

Bientôt il ne conserva plus d'humilité que dans sa mise : toutes ses actions, tous ses actes publics ne tendirent plus qu'à élever l'assiette de son pouvoir. Il s'entoura d'une garde formidable, et l'on distinguait parmi les officiers des noms connus dans l'ancien régime ; il donna à ses gardes à cheval les couleurs et le trèfle des anciens gardes du corps des rois de France, et ne se montra plus qu'avec un grand faste militaire ; il s'entoura de tous les dehors d'un pouvoir absolu ; enfin, pour entraîner l'opinion, tout ce qui dominait par le rang et la propriété parmi les habitants de la colonie devint l'objet marqué de ses soins d'affection ; et, à l'aide de tels moyens, il obtint facilement des prôneurs jusqu'en Europe [1].

Il est juste de dire qu'au milieu de ces soins donnés aux signes extérieurs de son autorité, le général noir s'appliqua à cicatriser en partie les plaies profondes qu'avait reçues la colonie, et qu'il s'entoura d'administrateurs éclairés, qui donnèrent le plus grand développement à ses vues réparatrices. Les guerres qui avaient désolé Saint-Domingue en avaient chassé le plus grand nombre des propriétaires et fait perdre la trace collatérale de beaucoup de successions. Le directeur général du domaine, Idlinger, imagina d'affermer aux chefs militaires, pour des redevances assez faibles, les habitations délaissées. L'intérêt qu'avait chaque corps de faire prospérer les travaux dont il retirait sa solde, et la cupidité des chefs, jointe à leurs moyens d'autorité, rappelèrent comme par enchantement l'aspect florissant des anciennes cultures. Les exploitations prospérèrent surtout au nord et dans l'ouest. Le premier fruit de l'organisation de ces ressources fut plus que suffisant pour couvrir les charges de la colonie.

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue*, par le lieutenant général baron Pamphile de Lacroix.

La cession de la partie espagnole à la France avait été stipulée par le traité de paix conclu à Bâle, en 1795, entre la république et le roi Charles IV ; mais l'incertitude des événements de la colonie avait fait retarder la prise de possession de ce territoire jusqu'en 1799, dans le temps même où la guerre désastreuse du sud était dans sa plus grande activité. A cette époque, Toussaint-Louverture, alarmé des progrès de Rigaud, et pour masquer son insuffisance contre ce redoutable adversaire, avait imaginé de former une expédition pour mettre entre les mains de la France la partie de Saint-Domingue légalement cédée par le monarque espagnol. Il se fit requérir en conséquence par l'agent du gouvernement, Roume, de donner ordre au général Agé, son chef d'état-major général, d'aller prendre possession de cette partie de l'île avec tel nombre de troupes blanches que lui, général en chef, croirait nécessaire. Le général Agé se rendit à Santo-Domingo, mais sans être accompagné d'aucune troupe. La présence de cet officier et l'objet de sa mission soulevèrent le peuple, excité d'ailleurs sourdement par les autorités espagnoles. Le *cabildo* (conseil colonial) vint dire au gouverneur et capitaine général pour le roi d'Espagne que la sûreté du délégué Agé était compromise, et celui-ci fut reconduit avec une escorte jusque sur le territoire de la partie française.

1802 — an x
Antilles.

En cédant ainsi trop légèrement aux insinuations du général noir, l'agent Roume n'avait point réfléchi que la responsabilité de cette démarche intempestive devait peser sur lui seul. Éclairé par le retour du général Agé, il s'empressa de rapporter son arrêté, et en fit informer officiellement les autorités espagnoles. Toussaint entra en fureur contre Roume et le fit conduire prisonnier dans l'intérieur des terres pour le punir de la conduite raisonnable qu'il venait de tenir.

Lorsque la guerre du sud fut terminée, Toussaint, persistant plus que jamais dans son premier dessein, écrivit au capitaine général, don Joachim Garcia, qu'il allait envoyer le général noir Moïse avec un corps de troupes pour prendre possession de la partie espagnole, aux termes du traité de Bâle, et il demandait en même temps réparation de l'insulte commise en la personne du général Agé. Le gouverneur espagnol, dans sa

1802 — an x Antilles. réponse, commença par flatter l'amour-propre de Toussaint en lui donnant le titre d'*Excellence* et en lui prodiguant les compliments. Il lui dit ensuite que l'agent Roume, en annulant son premier arrêté, était convenu d'attendre avec lui les instructions des deux cabinets de France et d'Espagne avant de mettre à exécution la prise de possession, et il finit par déclarer que le général Agé n'avait reçu aucune insulte.

Mais ce n'était plus avec des compliments qu'on pouvait espérer de modifier les projets du général noir. Il fit donc avancer ses colonnes sur le territoire espagnol, ainsi qu'il l'avait annoncé à don Joachim. Les généraux Kerverseau, Chanlatte, homme de couleur, plusieurs autres Français qui se trouvaient alors à Santo-Domingo et les fonctionnaires espagnols cherchèrent en vain à provoquer quelque résistance : leurs efforts se bornèrent à faire poser dans le département du Cibao [1] des embuscades derrière les rivières de Guayavin et d'Amina, et dans le département de l'Ozama [2] derrière celle du Nisao.

L'armée noire força sans peine ces faibles obstacles, et, bientôt après, une convention, signée par don Joachim Garcia et Toussaint, substitua le pavillon de la république à celui du roi d'Espagne sur les remparts de Santo-Domingo. Plusieurs militaires et autres, qui s'étaient compromis vis-à-vis de Toussaint en cette circonstance, ne faisant aucun fond sur la magnanimité de ce général africain, s'embarquèrent à la hâte et quittèrent la colonie.

Cette prise de possession étendait l'autorité de l'ambitieux Toussaint du cap Tiburon au cap Samana, c'est-à-dire aux deux extrémités est et ouest de l'île de Saint-Domingue. Il parcourut les villes de la partie espagnole au bruit du canon et au son de toutes les cloches ; partout le clergé venait pieds nus le recevoir processionnellement sous le dais, et le général noir s'étudiait à flatter les espérances et le crédit de ces prêtres, connaissant toutes les conséquences d'une conduite aussi politique. En effet, peu de jours après la prise de possession, il

[1] Montagne très-élevée vers le milieu de l'île, et dans la partie espagnole.

[2] Grande rivière qui a son embouchure à Santo-Domingo.

était aussi maître de l'obéissance de la population espagnole qu'il l'était déjà de la confiance des noirs. 1802 — an x Antilles.

Au surplus, cette réunion des deux parties de l'île ne tarda pas à procurer des avantages réciproques : la partie française eut plus de facilités dans les acquisitions de chevaux et de mulets pour activer la culture des terres, et la partie espagnole trouva de très-grands bénéfices dans l'exportation et la vente facile de ses bestiaux et de ses troupeaux de bêtes à cornes. Il ne resta dans cette dernière contrée que le nombre de troupes nécessaire pour les garnisons.

Toussaint, ayant préparé de longue main les esprits à l'acte politique qu'il méditait, réunit en assemblée générale les hommes de la colonie qui lui étaient le plus dévoués, et se fit présenter par cette assemblée un projet de constitution coloniale, qui, en lui remettant tous les pouvoirs, le nommait gouverneur et président à vie, avec le droit d'élire son successeur et de nommer à tous les emplois. Déjà ce chef des noirs avait répondu à ceux qui tentaient de le dissuader du dessein de s'emparer ainsi du pouvoir, et lui prédisaient les suites d'une pareille entreprise : « Je suis le Bonaparte de Saint-Domingue et la colonie ne peut plus exister sans moi, » tant il était aveuglé par les séductions avec lesquelles d'avides spéculateurs exaltaient le sentiment des services qu'il avait rendus!

Le chef de brigade du génie Vincent était du petit nombre des Français qui, toujours fidèles aux intérêts de la mère patrie, avaient conservé le crédit et la faculté de dire la vérité à Toussaint-Louverture. Il en usa avec énergie dans cette occasion pour lui mettre sous les yeux les torts nouveaux qu'allait lui donner, vis-à-vis du gouvernement français, l'acte qu'il avait provoqué. Toussaint lui fit l'aveu qu'il s'était engagé trop avant pour reculer. « Il était entraîné, dit le judicieux général P. de Lacroix, par une force occulte qui partait des insinuations que la politique étrangère avait laissées derrière elle dans la colonie. » Le chef de brigade Vincent a parfaitement démêlé, dans des mémoires remis par lui au gouvernement, le nœud de cette intrigue politique. Ce fut ce même officier que Toussaint chargea de porter au premier consul l'acte de constitution coloniale.

1802 — an x Antilles. Vincent arriva en France à l'époque du traité d'Amiens. Il eut le courage de représenter au premier consul le danger d'employer la force pour soumettre Toussaint-Louverture, dans la conjoncture extraordinaire où Saint-Domingue se trouvait placé. Il lui dit que les vaillantes troupes qui venaient de conquérir la paix en Europe, employées dans les Antilles, succomberaient sous l'influence du climat, lors même qu'elles remporteraient quelques avantages éphémères sur les noirs, que leur chef maintiendrait dans un état de révolte continuel. Il ajouta à cette considération la crainte que les Anglais ne contrariassent l'expédition projetée. Le premier consul accueillit avec humeur ces représentations. « Le cabinet de Saint-James, dit-il au chef de brigade, a voulu s'opposer à ce que je fisse passer une escadre à Saint-Domingue; je lui ai fait notifier que, s'il n'y consentait pas, j'allais envoyer à Toussaint des pouvoirs illimités et le reconnaître indépendant. Il ne m'a plus fait d'observation. » Le ton de confiance que prit ensuite Bonaparte démontra qu'il croyait avoir forcé l'Angleterre à approuver son entreprise contre Toussaint. Le sage Vincent se permit de dire au consul qu'il voyait avec peine mettre à la merci des Anglais et du climat de Saint-Domingue la marine et l'élite des troupes françaises. Les courageuses observations du directeur des fortifications le firent reléguer à l'île d'Elbe; mais les événements n'ont que trop justifié ses justes appréhensions.

Le vainqueur et le pacificateur de l'Europe était trop fier pour se laisser imposer des conditions par un homme qu'il regardait comme un misérable chef d'esclaves révoltés; incité par des intrigants qui voulaient s'emparer, sous son nom, de l'administration de la colonie. Sanctionner la constitution que lui faisait présenter Toussaint-Louverture était, dans l'opinion de Bonaparte, un acte de faiblesse qui l'aurait déshonoré aux yeux de la nation et de l'Europe entière. Devant sa fortune à la force des armes, ce fut par cette force qu'il entreprit de soumettre un pays dont il était loin de soupçonner toutes les ressources dans une guerre nationale : l'exemple de l'Amérique septentrionale fut sans effet pour lui. Il ne voulut point voir que la Grande-Bretagne n'avait perdu sa suprématie

sur les importantes colonies de la Nouvelle-Angleterre que pour avoir aussi refusé de reconnaître les droits politiques qu'elles réclamaient.

Déterminé à remettre la colonie de Saint-Domingue dans les voies de la dépendance et de l'obéissance aux lois de la métropole, et à châtier le chef ambitieux qui avait osé employer cette suscription dans une de ses lettres : *Le premier des noirs au premier des blancs*, Bonaparte dissimula pendant quelque temps, afin de préparer en silence l'expédition qu'il méditait ; mais lorsque les préliminaires de paix avec l'Angleterre lui eurent garanti la sûreté de son entreprise, il cessa de feindre, et présenta Toussaint-Louverture, aux yeux de l'Europe, comme l'artisan des discordes de Saint-Domingue et l'usurpateur des droits de propriété et de souveraineté sur la métropole. Ce même noir, que Bonaparte avait d'abord paru considérer comme le conservateur de la colonie, n'était plus maintenant à ses yeux qu'un chef de flibustiers, contre lequel devait s'allumer toute l'indignation nationale : les journaux, des brochures éphémères, eurent ordre de peindre Toussaint-Louverture sous ces couleurs. Bonaparte oublia à quels nouveaux malheurs il allait livrer les colons blancs, et, sans calculer les chances funestes de son invasion, il en précipita les apprêts avec une célérité et une ostentation que condamnaient également la raison et la politique.

A la fin de l'année 1801, l'armée expéditionnaire, dont le premier consul confia le commandement à son beau-frère le général Leclerc, se trouva rassemblée dans les ports de Brest, de Lorient, de Rochefort, du Havre et de Toulon. L'Espagne, qui, suivant le traité avec la France, devait elle-même participer à cette guerre, avait une escadre dans le port de Brest, et une autre préparée dans la rade de Cadix. Les troupes de terre montaient à 21,200 hommes, et avaient été choisies parmi celles qu'on supposait les plus propres à supporter le climat délétère de Saint-Domingue. Un certain nombre des militaires qui avaient fait le guerre d'Égypte, et qui étaient de retour en France, furent appelés à en faire partie. Ces forces, les plus considérables que la France eût jamais portées tout à la fois dans les mers d'Amérique, étaient sans doute suffisantes pour

1802 — aux Antilles. conquérir Saint-Domingue sur des hommes encore inhabiles dans la tactique européenne ; mais il eût fallu le double pour pouvoir espérer de se maintenir dans cette conquête.

L'ensemble des forces navale employées à cette entreprise était de trente-trois vaisseaux de ligne, dont un à trois ponts, deux de 80, trente de 74, vingt-une frégates, et plusieurs autres moindres bâtiments de guerre. La principale flotte, celle de Brest, commandée par le vice-amiral Villaret-Joyeuse, qui montait *l'Océan*, de 120 canons, était composée de dix vaisseaux français, de cinq vaisseaux espagnols aux ordres de l'amiral Gravina, et de neuf frégates ou corvettes : elle portait 7,000 hommes de débarquement ; un vaisseau et deux frégates, armés à Lorient, devaient en faire partie et avaient à bord 1,200 hommes.

Une autre escadre, réunie à Rochefort sous les ordres du contre-amiral Latouche-Tréville, était forte de six vaisseaux, six frégates et deux corvettes, portant 3,000 hommes de débarquement ; elle devait aussi se joindre à la flotte de Brest et former l'avant-garde. Ainsi, la première masse qui devait agir, si Toussaint se refusait aux propositions que le général Leclerc avait ordre de lui faire, était de 11,200 hommes de troupes de terre.

Ces forces devaient être suivies successivement par d'autres, destinées à remplir les vides occasionnés par la guerre ou le climat ; mais, ayant été retardés par les vents ou par d'autres obstacles, les nouveaux convois ne purent prendre une part égale aux opérations. Ils se composaient de l'escadre de Toulon, forte de quatre vaisseaux, et commandée par l'amiral Ganteaume, portant 2,300 hommes de troupes ; et l'escadre de Cadix, de trois vaisseaux, sous les ordres du contre-amiral Linois, avec 1,500 hommes ; d'une escadre hollandaise de trois vaisseaux, et plusieurs autres bâtiments, portant 2,500 hommes ; enfin, de trois autres vaisseaux armés plus tard à Brest, et de quatre frégates armées au Havre, portant ensemble 3,000 hommes [1].

[1] Nous offrons ici l'état exact des différentes escadres qui se rendirent à Saint-Domingue, et des troupes qu'elles y transportèrent.

Flotte de Brest sous le commandement du vice-amiral Villaret-Joyeuse.

Les vaisseaux français *l'Océan*, de 120 canons ; *le Mont-Blanc, le Gau-*

On pourrait juger du grand intérêt que Bonaparte attachait à cette expédition, si nous rapportions ici sa correspondance avec le ministre de la guerre et de la marine, et les instructions précises et multipliées qu'il fit adresser aux principaux agents de l'expédition. Il en régla lui-même les moindres détails, et 1802 — aux Antilles.

lois, le Patriote, le Cisalpin, le J.-J. Rousseau, le Watignies, le Révolutionnaire, le Duquesne, le Jemmapes, de 74.

Vaisseaux espagnols sous le commandement de l'amiral Gravina.

Neptuno, de 80 canons; *Guerrero, San-Pablo, Francisco de Paulo, Francisco de Assise*, de 74 canons; les frégates *la Soledad, la Sirène*, de 36 canons; *la Furieuse*, de 44 canons; *la Fraternité, la Précieuse, la Fidèle*, de 36 canons; les corvettes *la Cigogne, la Découverte, la Vigilante;* le cutter *le Poisson volant*, et les transports *la Nécessité* et *la Danaé*.

Tous ces bâtiments portaient 7,000 hommes de débarquement.

Ils se trouvèrent au rendez-vous du cap Samana, à l'exception du *Duquesne*, qui relâcha à Cadix, et de *la Danaé*, qui fut expédiée aux États-Unis.

Cette flotte ne débarqua que 6,600 hommes.

Escadre de Lorient.

Le Scipion, de 74 canons; la frégate *la Cornélie*, de 44 canons; la corvette *la Mignonne*, de 18 canons, et la flûte *la Serpente*.

Ces bâtiments portaient 1,200 hommes de débarquement.

Ils arrivèrent avec l'escadre de Brest à Samana, à l'exception de *la Cornélie*, qui fut chargée d'accompagner *le Duquesne*.

Cette escadre débarqua 900 hommes.

Escadre de Rochefort commandée par le contre-amiral Latouche-Tréville.

Les vaisseaux *le Foudroyant*, de 80 canons; *l'Union, l'Argonaute, l'Aigle, le Duguay-Trouin, le Héros*, de 74 canons; les frégates *la Franchise, la Clorinde, l'Uranie, la Poursuivante*, de 44 canons; *la Vertu, l'Embuscade*, de 36 canons; les corvettes *la Bayonnaise* et *la Diligente*, de 26 canons; les avisos *le Renard* et *l'Aigle*.

Ces bâtiments, portant 3,000 hommes de débarquement, se trouvèrent au rendez-vous général de Samana.

Récapitulation.

Flotte de Brest	6,600	hommes.
Escadre de Lorient	900	
Escadre de Rochefort	3,000	
TOTAL	10,500	

Ces troupes sont les seules qui ont concouru à l'occupation de la colonie.

1802 — an X Antilles choisit des officiers distingués par leur valeur, leurs talents et leur expérience, pour former l'état-major de l'armée ; tous les officiers mulâtres et noirs qui se trouvaient disséminés dans

Expédition postérieure au débarquement.

Escadre de Toulon. Quatre vaisseaux de 74 canons, une frégate, une corvette, une flûte.

Cette escadre, commandée par le contre-amiral Ganteaume, arriva au Cap le 12 février 1802, et débarqua 2,300 hommes. La corvette et la flûte, ayant été forcées de relâcher, n'arrivèrent que longtemps après.

Escadre de Cadix commandée par le contre-amiral Linois.

Trois vaisseaux de 74, trois frégates.

Cette escadre arriva au Cap le 15 février, portant 1,500 hommes de débarquement.

Escadre de Brest.

Le Zélé, le Tourville, le Swifthsure, de 74 canons.

Escadre du Havre.

La Comète, la Guerrière, l'Infatigable, la Valeureuse, de 44 canons Ces vaisseaux entrèrent au Cap les 23, 27, 28, 29, 30 et 31 mars, portant 3,000 hommes.

Division hollandaise.

Le Brutus, le Jean de With, le Neptune, de 74 ; et plusieurs autres bâtiments.

Ils portaient 2,500 hommes, et entrèrent au Cap le 7 avril.

Récapitulation générale.

Troupes qui ont concouru à l'occupation. . . . . 10,500 hommes.

Troupes qui sont arrivées avant l'ouverture de la campagne contre Toussaint.

Escadre de Toulon.	2,300
Escadre de Cadix.	1,500

Troupes arrivées après la campagne contre Toussaint jusqu'à la fin d'avril.

Escadres de Brest et du Havre.	3,000
Escadre hollandaise.	2,500

Bâtiments qui ont rejoint.

Le Duquesne, de Brest.	400
La Cornélie, de Lorient.	300
Une corvette et une flûte, de Toulon.	700
TOTAL GÉNÉRAL.	21,200

les corps européens furent remis à la disposition du général Leclerc, afin de tirer parti de leurs connaissances locales; enfin, rien ne fut épargné pour donner à l'armée expéditionnaire la meilleure formation possible. 1802 — an X Antilles.

Tant d'apprêts, et des forces aussi considérables rassemblées tout à coup dans les ports de France, devaient nécessairement exciter l'inquiète méfiance et la jalousie de l'Angleterre. Nous avons dit plus haut que le premier consul avait déjà pris ses précautions à cet égard. Le cabinet de Saint-James, prévoyant peut-être l'issue fatale de l'entreprise, ou se promettant de l'entraver par ces intrigues secrètes si familières de tout temps à la politique anglaise, parut s'engager à n'y porter aucun obstacle, quoique les nationaux des Trois-Royaumes fussent loin de partager sa prétendue sécurité. Toutefois, dans le double but de surveiller les mouvements des Français dans les Indes occidentales et de calmer l'inquiétude nationale, le ministère donna ordre à l'amiral Mitchell de se rendre à la baie de Bantry avec une flotte d'observation.

Rassuré sur les dispositions du gouvernement anglais, le premier consul ne retarda point le départ de l'expédition; et, le 14 décembre 1801, la flotte de Brest, ainsi que les escadres de Lorient et de Rochefort, mirent à la voile. L'amiral Villaret-Joyeuse avait ordre de rallier sous Belle-Ile les vaisseaux partis des deux derniers ports que nous venons de nommer; il les attendit vainement dans cette station, et perdit ainsi l'occasion favorable de s'éloigner de la côte. En effet, au moment où, désespérant de l'arrivée de ces deux escadres, il se disposait à appareiller, les vents passèrent brusquement au sud-ouest, et ce ne fut qu'après quinze jours de tourmente et de dangers qu'il parvint à doubler le cap Finistère. On verra bientôt que ce retard eut la plus funeste influence sur le succès de l'expédition.

Le contre-amiral Latouche-Tréville, commandant l'escadre de Rochefort, avait eu des instructions semblables à celles de l'amiral Villaret; mais, au lieu de s'y conformer strictement et de se rendre dans le canal de Belle-Ile en partant de Rochefort, il s'était porté directement sur l'ile de Palma, une des Canaries, qui était indiquée comme le deuxième rendez-vous de la flotte combinée. Latouche resta quatre jours dans cette

1802 — an x. Antilles.

station, et, ne voyant point paraître, au bout de ce temps, la flotte de Brest, il craignit d'avoir été dépassé par elle, et continua sa route jusqu'à la vue du cap Samana, où il arriva dix jours avant l'amiral Villaret.

Cependant Toussaint-Louverture, qui avait ouvert avec les Anglais quelques relations commerciales, venait d'être averti par eux de l'immense armement qui se préparait dans les ports de France contre lui. Ayant quelque peine à se persuader que le premier consul pensât sérieusement à attaquer un homme qui avait offert d'assurer la suprématie de la France sur la colonie, le chef des noirs n'apporta d'abord qu'une attention médiocre à des avis qui, dans la bouche des rivaux de la France, devaient lui paraître au moins exagérés.

Rassuré peut-être aussi sur la loyauté de ses sentiments envers la métropole (à part son ambition, que l'exemple de Bonaparte justifiait à ses propres yeux), et jugeant des autres par lui-même, il pouvait hésiter à croire qu'il serait attaqué si prochainement. Il s'était bien aperçu de la froideur qui existait depuis quelque temps dans la correspondance du gouvernement; il savait que son projet de constitution coloniale n'avait point été agréé par le consul, mais il aimait à penser que le général qui devait son élévation à des circonstances presque semblables n'aurait pas pris la résolution de lui enlever un pouvoir dont il ne s'était servi que pour pacifier et faire refleurir la colonie; il croyait qu'on n'entreprendrait rien contre lui avant d'avoir fait sonder ses dispositions et reconnu l'état actuel de Saint-Domingue; il s'attendait seulement à recevoir dans la colonie des agents de la métropole et quelques troupes, et il se promettait, en les accueillant, de renouveler ses protestations de fidelité. Les autres généraux noirs partageaient cette manière de voir, car Toussaint était leur guide et leur oracle.

Cette confiance que le chef des noirs montrait ainsi dans les intentions pacifiques qu'il supposait au gouvernement français l'empêcha de préparer ses moyens de résistance, et il n'était nullement en mesure lorsque le contre-amiral Latouche parut en vue du cap Samana. On peut facilement remarquer que si l'amiral Villaret-Joyeuse ne se fût pas cru dans l'obligation de séjourner autant de temps devant Belle-Ile, et s'il n'eût pas été

retenu ensuite par les vents contraires, le général Leclerc aurait surpris sans difficulté Toussaint-Louverture avant que celui-ci eût pu faire aucune disposition défensive. Les deux escadres de Brest et de Rochefort, destinées l'une pour le Cap et l'autre pour le Port-au-Prince, y auraient été reçues amicalement par une suite naturelle de la confiance du général noir. 1802 — aux Antilles.

Mais le défaut de concert entre les deux amiraux et l'arrivée prématurée de Latouche firent perdre les avantages qu'on aurait pu tirer d'une apparition subite. Un bâtiment américain, qui se trouvait au cap Samana au moment où le contre-amiral le faisait reconnaître, fit annoncer à Toussaint-Louverture la présence de l'escadre française; ce général se transporta sur-le-champ à cette extrémité orientale de l'île pour juger par lui-même des forces navales qui s'y trouvaient. Comme le nombre des bâtiments ralliés alors était considérable, et que Toussaint n'avait point encore vu un rassemblement naval aussi grand, il fut d'abord découragé. « Il faut périr, dit-il aux officiers qui l'accompagnaient; la France entière vient se jeter sur Saint-Domingue, on l'a trompée; elle vient pour se venger et remettre les noirs dans l'esclavage. »

Toutefois cette première impression ne fit point hésiter le général noir sur le parti qu'il avait à prendre. Éclairé tout à coup sur le but de l'expédition, et certain que le gouvernement français n'aurait point réuni des moyens aussi formidables si son dessein n'eût pas été de remettre Saint-Domingue dans l'état de dépendance où était cette île avant la grande insurrection de 1792, il expédia sur-le-champ à tous les postes de la colonie l'ordre d'opposer la plus vive résistance à une agression qui menaçait la liberté générale, engageant tous les siens à combattre partout jusqu'à la dernière extrémité, à mourir plutôt que de céder, et à incendier tout ce qui ne pourrait pas être défendu. Toussaint resta campé à Samana jusqu'au ralliement général de la flotte française, et ce ne fut qu'après lui avoir vu prendre la direction de l'ouest qu'il partit pour la ville du Cap.

Les ordres que Toussaint venait de transmettre à ses lieutenants furent exécutés presque partout avec le zèle et le dévouement qu'il avait lieu d'attendre d'hommes que la démarche

1802 - an X Antilles. du gouvernement français réduisait au désespoir. Les noirs avaient combattu dix ans pour leur liberté, et plus Toussaint avait fait d'efforts pour les attacher à la France républicaine, plus leur indignation et leur fureur devaient être grandes au moment où ils voyaient les Français accourir pour les faire rentrer dans l'esclavage. Dans cette circonstance solennelle, Toussaint partagea l'exaltation générale encore plus par politique que par conviction ; car sa conduite, depuis le changement survenu dans le gouvernement de la France, avait indisposé contre lui un certain nombre des siens, partisans de l'égalité révolutionnaire. Il n'y avait pas longtemps encore qu'une insurrection, à la tête de laquelle se trouvait le général Moïse, neveu de Toussaint, avait éclaté contre ce gouverneur, qu'on accusait de protéger trop ouvertement les blancs et de trahir la cause des noirs. Toussaint avait apaisé ce mouvement en prenant des mesures vigoureuses et en faisant fusiller son neveu ; mais ce fut pour lui un avertissement de la conduite à tenir pour conserver une autorité qu'il ne devait qu'à la confiance des noirs.

Quelque diligence que Toussaint eût mise dans son trajet de Samana à la ville du Cap, en traversant le territoire de la partie espagnole, il fut devancé de quarante-huit heures par la flotte, qui s'était trouvée entièrement ralliée le 29 janvier 1802 ; un seul vaisseau, *le Duquesne,* et la frégate *la Cornélie*, obligés l'un et l'autre de relâcher à Cadix, n'avaient pu rejoindre. Avant de se diriger vers l'ouest, le général Leclerc, de concert avec l'amiral Villaret-Joyeuse, avait fait les dispositions suivantes : 1,000 hommes, embarqués sur quatre frégates, devaient se rendre a Santo-Domingo, sous la conduite du général Kerverseau ; l'escadre du contre-amiral Latouche, sur laquelle était embarquée la division du général Boudet, forte de 3,000 hommes, fut expédiée pour le Port-au-Prince ; une division navale, commandée par le capitaine de vaisseau Magon, porta dans la baie de Mancenille 2,500 hommes, formant la division du général Rochambeau, qui avait ordre de marcher sur le fort Dauphin aussitôt après son débarquement, et de se porter ensuite sur le Cap ; la 3[e] division de l'armée de terre, forte de 4,500 hommes, et commandée par le général Hardy, était destinée à agir directement sur la ville du Cap.

Cette dernière expedition, qui était la principale, et où se trouvait le général en chef Leclerc, arriva en vue du Cap le 3 février. Il avait été convenu entre les deux chefs de terre et de mer qu'on préviendrait d'abord le commandant du Cap de la destination de la flotte; dans le cas où l'entrée du port serait refusée, deux vaisseaux devaient être embossés le plus près possible du fort Picolet, qui défend l'ouverture de la passe entre la pointe et les récifs, et tirer sur ce fort jusqu'à ce que ses feux fussent éteints et ses batteries détruites. Après cette opération, tous les bâtiments devaient entrer dans la passe, et le débarquement s'effectuer sous le feu des vaisseaux au sud de la ville, à l'endroit appelé le Petit-Carénage. Ce plan d'attaque avait été conçu pour pouvoir ménager la ville du Cap; et les Français comptaient d'autant mieux sur sa réussite, que le fort Picolet, construit au pied de rochers friables qui le dominent, paraissait susceptible d'être détruit en très-peu de temps.

1802 an x
Antilles.

Le 4 février, deux frégates et un cutter furent détachés de la flotte et se présentèrent à l'entrée de la passe. Le capitaine Lebrun, aide de camp de l'amiral Villaret-Joyeuse, se jeta dans un bateau qui s'était approché, et prit terre au fort Picolet, où se trouvait le général noir Christophe[1]. Celui-ci demanda à l'aide de camp la remise des papiers dont il était porteur. Après avoir refusé longtemps, M. Lebrun finit par céder à l'invitation pressante de Christophe, qui lui dit qu'il ne pouvait pas voir Toussaint-Louverture, auquel il prétendait remettre directement ses dépêches. Le parlementaire français resta gardé à vue dans l'appartement du général noir jusqu'au lendemain, qu'il devait retourner vers l'escadre; mais il trouva moyen de répandre quelques exemplaires des proclamations dont il était porteur.

Cependant la municipalité du Cap, suivie d'autres fonctionnaires publics et des notables, se rendit, dans la nuit, auprès de Christophe, pour lui porter ses craintes et ses prières : elle mit sous ses yeux la proclamation de Toussaint, par laquelle il ordonnait d'obéir aux ordres de la mère patrie *avec l'amour*

[1] Depuis roi d'Haïti

1802 AUX Antilles. d'un fils pour son père. Christophe, insensible à toutes les représentations qu'on put lui faire sur les conséquences de son refus de recevoir dans la rade les troupes qui venaient de France, répondit « que, comme militaire, il ne connaissait pour chef suprême que Toussaint-Louverture ; que rien ne lui prouvait qu'une escadre sur laquelle on voyait flotter des pavillons étrangers (il parlait du pavillon espagnol, arboré à bord des vaisseaux de cette nation qui faisaient partie de la flotte de Villaret) fut envoyée par la métropole ; que les proclamations qui circulaient avaient été fabriquées à bord ; que la France avait d'autres moyens pour faire reconnaître ses ordres, qu'elle les aurait envoyés par un aviso et non par des escadres étrangères. » Il finit par dire qu'il ne permettrait jamais l'entrée de la rade au *soi-disant* capitaine général Leclerc.

Toutefois, sur les instances de la municipalité, il permit à une députation de la ville d'aller à bord de l'escadre, avant même le retour du parlementaire français, pour demander au général Leclerc de suspendre pendant quarante-huit heures son entrée, afin d'avoir le temps de solliciter de Toussaint-Louverture la révocation des ordres qu'il avait donnés. Cette députation était composée du maire, de deux notables, du curé de la ville, et de M. Lear, consul des États-Unis.

Le général Leclerc reçut les députés avec bienveillance. Il leur dit « que la France avait tout disposé pour le bonheur de la colonie ; que Toussaint-Louverture aurait à se féliciter de la gratitude de la métropole, qui lui renvoyait ses enfants, après les avoir fait élever avec le plus grand soin ; que Christophe aurait aussi sa part des récompenses que le gouvernement accordait aux généraux de la colonie ; qu'au surplus il ne pouvait retarder l'entrée de l'escadre, et qu'il allait faire les dispositions nécessaires pour qu'elle s'opérât une demi-heure après le retour des députés, temps suffisant pour que Christophe réparât, par une prompte soumission, la conduite qu'il venait de tenir à l'égard du parlementaire français. » Il chargea en même temps les députés de remettre au général noir une lettre, dans laquelle il lui exprimait son indignation du refus fait de recevoir l'escadre et l'armée française, sous le prétexte que le gouverneur général Toussaint n'avait point donné d'ordre ; il le menaçait, si les

forts Picolet, Bel-Air et toutes les batteries de la côte n'étaient pas remis ce jour même, 5 février, de faire débarquer le lendemain 15,000 hommes pour s'en emparer de vive force. 1802 — au x Antilles.

Le capitaine Lebrun, de retour de sa mission, annonça que les moyens de résistance se préparaient dans la ville, que l'on garnissait les forts de canons, de munitions, de grils et de charbon de terre.

Christophe ne tint aucun compte de la lettre du général Leclerc, et les menaces de ce capitaine général ne servirent qu'à l'exaspérer devantage. L'escadre, ne pouvant pas se procurer de pilotes, et éprouvant d'autres contrariétés de mer, fut obligée de gagner le large sans débarquer de troupes.

Le maire du Cap, nommé Télémaque, noir dévoué aux Français, et qui avait été député au conseil des Cinq-Cents en France, répandit dans la ville les proclamations dont on lui avait donné des exemplaires à bord de la flotte. Voici celle du premier consul :

Le premier consul aux habitants de Saint-Domingue.

« Quelles que soient votre origine et votre couleur, vous êtes tous Français, vous êtes tous libres et tous égaux devant Dieu et devant la république.

« La France a été, comme Saint-Domingue, en proie aux factions et déchirée par la guerre civile et par la guerre étrangère ; mais tout a changé : tous les peuples ont embrassé les Français, et leur ont juré la paix et l'amitié. Tous les Français se sont embrassés aussi, et ont juré d'être tous des amis et des frères : venez aussi embrasser les Français, et vous réjouir de revoir vos amis et vos frères d'Europe.

« Le gouvernement vous envoie le capitaine général Leclerc ; il amène avec lui de grandes forces pour vous protéger contre vos ennemis et contre les ennemis de la république. Si on vous dit : Ces forces sont destinées à vous ravir votre liberté, répondez : La république ne souffrira pas qu'elle nous soit enlevée.

« Ralliez-vous autour du capitaine général : il vous rapporte l'abondance et la paix ; ralliez-vous autour de lui. Qui osera se séparer du capitaine général sera un traître à la patrie, et la

1802 — an X Antilles. colère de la république le dévorera, comme le feu dévore vos cannes desséchées. »

La proclamation du général Leclerc, plus explicative des intentions pacifiques de l'armée française, promettait à tous les militaires et fontionnaires publics de la colonie, quelle que fût leur couleur, la confirmation de leurs grades et de leurs fonctions.

Après avoir réuni les troupes noires sur la place d'armes du Cap, et leur avoir fait prêter le serment de vaincre ou de mourir, Christophe se rendit à la municipalité pour lui reprocher la publicité qu'elle donnait aux proclamations que nous venons de citer. Télémaque répondit qu'il usait des droits de sa place, et qu'il se faisait un devoir de faire connaître à ses concitoyens les intentions bienveillantes de la mère patrie envers la colonie. Christophe annonça qu'il venait de donner l'ordre aux troupes de faire évacuer la ville par la partie des habitants qui n'étaient point sous les armes, et il enjoignit à la municipalité de se rendre dans le quartier appelé *le Haut-du-Cap*. La garde nationale fut consignée dans les casernes.

Sur ces entrefaites, le général Rochambeau, débarqué dans la baie de Mancenille le 2 février, avant que les autres divisions de la flotte eussent gagné leur point d'attaque, s'était emparé du fort Dauphin. Les noirs avaient voulu faire quelque resistance, mais ils avaient été obligés de céder à une force supérieure. Cette attaque coûta la vie à quatorze Français, parmi lesquels se trouvait le jeune La Châtre, aide de camp du général Rochambeau [1].

Ce premier acte d'hostilité mit en mouvement tous les noirs de la plaine, qui se rendirent en foule au Cap et furent armés par les soins de Christophe. La municipalité, voyant la guerre commencée et tout espoir de conciliation perdu, fit circuler l'avis de se munir d'eau dans les maisons. On a vu que l'ordre avait été donné de les évacuer en partie, et les soldats noirs le mirent à exécution : les femmes, les vieillards et les enfants, chargés de ce qu'ils avaient de plus précieux, sortirent en foule de la

[1] Cet officier était fils du duc de ce nom, premier gentilhomme de la chambre du roi Louis XVIII et ex-ambassadeur en Angleterre.

ville. A l'approche de la nuit du 5 au 6, une partie de la garde nationale et tous les blancs se jetèrent dans les mornes escarpés au bas desquels le Cap est situé. Le fort Picolet ayant tiré dans la nuit une vingtaine de coups de canon sur un vaisseau français qui, en courant sa bordée, s'était approché de terre, ce fut le signal d'un second incendie, qui devait réduire encore une fois en cendres la malheureuse ville du Cap [1].

Le général Leclerc, obligé de renoncer à l'espoir d'entrer dans la rade, avait résolu d'opérer son débarquement à l'ouest du fort Picolet, pour attaquer la ville à revers par le Haut-du-Cap. On avait choisi la baie de l'Acul pour cette opération; mais l'entrée n'en était pas moins connue des marins, et il était à craindre que les frégates ne pussent protéger le débarquement, par l'effet de leur éloignement de la terre. Le général Leclerc ayant ordonné de se diriger encore plus loin, entre l'Acul et le Port-de-Paix, dans une anse nommée l'*anse à Chouchou*, les frégates qui portaient les troupes de terre ne purent se porter au delà de la pointe dite *du Limbé*, parce que le vent tomba tout à coup. Fatigué de ces contrariétés, le capitaine général décida avec l'amiral Villaret que le débarquement aurait lieu sur-le-champ, attendu qu'on n'était pas éloigné de plus d'une lieue de la terre. Il s'opéra près du Limbé, et toute la nuit y fut employée malgré la vive canonnade des batteries que les noirs avaient établies le long de la côte. Les Français s'emparèrent de ces batteries et se mirent en mouvement dès la pointe du jour pour arriver le plus tôt possible sur les mornes qui dominent le Cap.

Le général Christophe, informé du débarquement ainsi que de la prise du fort Dauphin par la division Rochambeau, se détermina à évacuer la ville du Cap et ses forts. Il effectua alors la menace qu'il avait faite de mettre le feu au Cap à l'approche des troupes françaises : plusieurs quartiers furent incendiés à la fois. Les troupes noires se retirèrent, par le Haut-du-Cap et le Morne aux Anglais, sur la grande rivière. Cette retraite eût été coupée si le débarquement avait pu s'effectuer, comme on en avait le dessein, dans la baie de l'Acul.

[1] Le Cap avait été incendié en 1793 par les noirs révoltés.

1802 — an X
Antilles.

Le second incendie de la capitale de la colonie, dit le général Pamphile Lacroix, coûta plus au gouvernement français que le premier. Les constructions appartenant à l'État, qui jusque-là avaient été conservées, furent anéanties, et ce n'est point exagérer que de porter à cent millions la valeur des objets que les flammes dévorèrent.

L'avant-garde française, commandée par le général Hardy, attaqua l'arrière-garde des noirs, qui furent promptement culbutés, mais qui, en se retirant, réduisirent en cendres le bourg du Haut-du-Cap. La flotte française était entrée dans la rade dès le matin du 6 février, et l'amiral Villaret avait fait débarquer les garnisons des vaisseaux. Ces troupes, sous la conduite du général Humbert, après s'être emparées du fort Bel-Air, marchèrent au-devant de la grande colonne débarquée au Limbé, et dont l'avant-garde arrivait, comme nous venons de le dire, au Haut-du-Cap.

Le concert de ces deux mouvements préserva de l'incendie une partie de la plaine du nord et des quartiers du Limbé et de l'Acul, dont la culture avait été rétablie par les soins de Toussaint; mais la ville était presque détruite; à peine y restait-il soixante maisons intactes. Dès que les troupes noires eurent évacué la ville, les habitants, retirés dans les mornes, y rentrèrent en foule, ainsi que la municipalité restée fidèle à la France. Ce fut un spectacle déchirant pour les Français de la métropole de voir ces habitants, privés de leurs maisons, en proie à toutes les infortunes, réclamer des soldats de la république un appui malheureusement trop tardif. Une grande partie des subsistances et des denrées coloniales amoncelées au Cap avaient été détruites ou avariées; les ressources sur lesquelles on avait dû compter manquaient tout à la fois : il fallut tirer des vivres des vaisseaux pour nourrir les troupes, et on ne laissa à l'escadre espagnole, qui devait se rendre à la Havane, que l'approvisionnement strictement nécessaire pour achever sa traversée. On trouva toutefois, dans le port, quelques navires américains chargés de farine; mais il fallut se passer de viande fraîche, de vin, et d'autres rafraîchissements nécessaires après une longue navigation. Ce manque de subsistances et l'air corrompu par l'encombrement des habitants et des sol-

dats au milieu des ruines du Cap devinrent bientôt le germe des maladies qui, plus tard, désolèrent l'armée et contribuèrent à son anéantissement. 1802 — aux Antilles.

Pendant que ceci se passait au nord de l'île, les différentes expéditions chargées des attaques à l'est, au sud et à l'ouest, étaient parvenues à leur destination.

La division Boudet arriva, le 3 février au soir, devant le Port-au-Prince. Le chef de brigade Sabès, envoyé dans cette ville pour y porter les proclamations et les ordres du gouvernement, y fut d'abord assez bien accueilli ; mais lorsqu'il se disposait à retourner à bord, les chefs de couleur le firent arrêter et garder à vue. Pour rendre raison de cette mesure inattendue, le général Agé, chef de l'état-major général de l'armée coloniale, écrivit au général Boudet qu'il avait cru devoir prendre les ordres du général de division Dessalines, absent en ce moment, avant de permettre au chef de brigade Sabès de retourner à bord de l'escadre, mais que l'on pouvait rester tranquille sur le compte de cet officier. L'aide de camp du général Agé, porteur de cette lettre, était chargé de dire verbalement que l'autorité de ce chef était méconnue des troupes noires parce qu'il était blanc, et qu'il ne pouvait agir que du consentement des chefs de couleur de la garnison.

Le général Boudet fit accélérer les préparatifs du débarquement, et, en attendant qu'ils fussent achevés, il écrivit aux chefs de la garnison par le retour de l'aide de camp du général Agé. Ceux-ci répondirent que, d'après les services rendus par les noirs à la France et à la colonie, ils étaient indignés de voir que leur général en chef ne fût pas même cité dans la proclamation du premier consul ; que ce silence décelait de mauvaises intentions, mais que des mesures pour conserver la liberté étaient prises depuis longtemps ; que, si l'on brusquait un débarquement sans les ordres du gouverneur général Toussaint-Louverture, il serait tiré trois coups de canon d'alarme, et que ce signal, répété de morne en morne, serait celui de l'incendie de la colonie et de l'égorgement de tous les blancs.

Ces menaces ne changèrent rien aux dispositions du général Boudet ; le débarquement fut ordonné pour le lendemain, et il eut lieu effectivement, à dix heures du matin, sur la côte

1802 — an X Antilles. du Lamentin, sans qu'on rencontrât d'obstacle; mais à peine les troupes avaient-elles pris terre, que les trois coups de canon d'alarme furent tirés d'un des forts de la ville, et les mornes qui entourent le Port-au-Prince répétèrent au loin ce funeste et terrible signal. Quelques moments après, des tourbillons de fumée s'élevant de tous les côtés annoncèrent que l'arrêt fatal s'exécutait !....

Les troupes françaises s'étaient formées, et tous les yeux se portaient sur le général Boudet. Ce digne chef, contenant l'indignation qui fermentait dans son âme, affecta un grand calme, et recommanda de ne pas tirer un seul coup de fusil, afin de mettre tous les torts du côté des incendiaires. La colonne marcha sur le fort Bizoton, occupé par un bataillon de la 13e demi-brigade coloniale. Un capitaine noir, nommé Séraphin, vint se présenter en parlementaire pour annoncer que la garnison était déterminée à se défendre contre toute attaque. Le général Boudet, feignant de ne pas l'écouter, dit aux compagnies de grenadiers qui tenaient la tête de la colonne : « Camarades, vous êtes ici sur le territoire de la France, vous ne devez y trouver que des amis; gardez vos armes sur l'épaule, et, s'il le faut, laissons-nous tuer, afin que ceux qui nous suivent soient en droit de venger notre mort, de venger la France. » Puis, s'adressant au capitaine noir, il ajouta : « Allez redire à votre bataillon ce que vous venez d'entendre; tirez sur nous si vous osez; mais, si vous le faites, défendez-vous bien, vendez chèrement votre vie, car vous êtes perdus. » La colonne continua à s'avancer aux cris de *vive la république! vive la liberté!*

La garnison du fort Bizoton, connaissant les paroles du général Boudet, voyant les Français arriver ainsi sans défiance, les accueillit aux cris de *vive la France! vivent nos frères!* Le fort fut remis au général Boudet, qui renforça la garnison d'un bataillon européen, et continua sa marche sur le Port-au-Prince après avoir mêlé dans les rangs français la compagnie du capitaine Séraphin.

L'escadre du contre-amiral Latouche, sur laquelle avait été embarquée la division Boudet, avait quitté le mouillage du Lamentin après que toutes les troupes eurent été mises à terre, et elle se présenta devant le Port-au-Prince à peu près dans

le même temps que le général Boudet y arrivait par terre. La touche fit prendre une ligne d'embossage à portée de fusil du quai, sous une grêle de boulets tirés des forts de la ville. Le général Boudet, parvenu à portée de canon, détacha deux bataillons par sa droite pour tourner la porte dite de Léogane, qui était couverte par une redoute armée de six pièces de gros calibre. Les noirs présentaient une ligne d'environ 1,200 hommes de front; et les Français pouvaient remarquer, du haut des mornes sur lesquels ils étaient alors, des réserves postées sur les différentes places de la ville. La force totale de la garnison s'élevait à 4,300 hommes de troupes régulières. 1802 — an x. Antilles.

Les chefs de couleur répondirent à l'officier que le général Boudet envoya en parlementaire : qu'ils ne pouvaient recevoir les Français sans les ordres du gouverneur général Toussaint-Louverture. Le général ordonna alors aux éclaireurs de s'approcher de la redoute sans tirer : tout à coup les noirs se mirent à crier : « Vous pouvez avancer, nous avons l'ordre de vous recevoir; avancez sans crainte. »

La tête de la colonne ayant doublé le pas sur cette invitation, une décharge générale d'artillerie et de mousqueterie partit de la redoute, tua une centaine d'hommes et en blessa le double; le général Pamphile Lacroix, un aide de camp du général Boudet et quelques autres officiers furent du nombre des blessés. Alors les grenadiers français s'avancèrent au pas de charge, et, la baïonnette au bout du fusil, escaladèrent la redoute sans s'amuser à tirailler. Dans ce moment, les deux bataillons détachés à droite franchirent l'enceinte de la ville; la fusillade s'engagea de rue en rue; le fort dit de Saint-Joseph fut emporté : à sept heures du soir, le général Boudet était maître du Port-au-Prince, grâce à la vigueur de ses attaques et aux bonnes dispositions prises par le contre-amiral Latouche. Les chefs noirs, en fuyant, criaient à leurs soldats : « Mettez feu pa'tout, tuez blancs, là. » Mais les Français, les poursuivant la baïonnette dans les reins, ne leur permirent pas de se reconnaître et de se rallier pour exécuter ces affreux desseins. La ville, quoique bâtie en bois, ne fut point incendiée. Le général Agé, le chef de brigade Dalban, commandant de la place, et les blancs qui avaient pu se soustraire à la vengeance in-

1802 — an x Antilles. quiète et farouche des noirs, vinrent complimenter le général Boudet : de ce nombre était le préfet apostolique et curé du Port-au-Prince, Lecun. Ce digne ecclésiastique avait sauvé plus de 500 personnes de tout sexe et de toute couleur, qui étaient venues chercher un asile dans son église et qu'il avait défendues contre la rage des vaincus. Une grande partie de la population avait été entraînée dans les mornes, ainsi que le chef de brigade Sabès, par les noirs fugitifs.

Plusieurs blancs, qui avaient refusé d'obéir à ces révoltés et de les suivre, avaient été massacrés sur la place. Parmi eux on regrettait surtout le commandant de l'artillerie Lacombe. Cet officier européen s'était obstiné à ne point remettre aux chefs de couleur la clef des magasins à poudre et celle de l'arsenal ; il eut la tête cassée d'un coup de pistolet que lui tira, en plein conseil, le chef de brigade de la 3e demi-brigade coloniale, Lamartilière, qui était un des moteurs les plus furieux de la révolte.

Le général Dessalines, alors à Saint-Marc, n'avait pas pu être informé à temps des événements qui venaient de se passer. Cependant, à la réception de la lettre des chefs de couleur, il s'était mis en marche pour secourir le Port-au-Prince, après avoir préalablement fait incendier Saint-Marc et forcé tous les blancs de ce quartier de le suivre. Il ne put que rallier les fuyards, et dirigea la retraite sur le bourg de la Petite-Rivière, par les hauteurs des Verettes et de l'Artibonite. Tous les blancs qu'il rencontra dans sa marche furent impitoyablement massacrés. Le quartier d'Arcahaye, un des plus beaux et des plus riches de la colonie, fut incendié, et ses habitants égorgés.

Le général Boudet, ayant appris par des déserteurs de la garde d'honneur de Toussaint que Dessalines avait fait partir pour le Mirebalais les projets ultérieurs de ce général noir sur le sud, détacha un corps de troupes, afin d'empêcher les insurgés d'y pénétrer par les versants de la rivière Froide. Cette disposition fit en effet rétrograder les troupes de Dessalines qui se présentaient déjà sur ce point ; mais lui, de sa personne, suivi de quelques affidés, s'ouvrit un passage à travers un pays presque inaccessible, et arriva à Léogane au moment où l'on s'y attendait le moins.

Un détachement de la division Boudet parut devant Léogane le 11 février. Dessalines avait déjà fait évacuer l'artillerie de campagne qui se trouvait dans cette place, et fait partir le plus de munitions possible dans une position escarpée, appelée *le Cabaret Carde :* à l'approche des troupes françaises, le général noir y replia la garnison de Léogane, après avoir fait mettre le feu à cette ville. 1802 — an x Antilles.

Le général Boudet, maître du Port-au-Prince, s'était empressé de gagner la confiance des officiers de couleur isolés qui étaient restés dans la ville après la retraite des noirs. Un d'eux, nommé Célestin, convaincu des bonnes intentions des Français, se chargea de faire entendre raison au général noir Laplume, commandant un des districts de la partie du sud. Il partit pour les Cayes avec la proclamation du premier consul et les instructions du général Boudet.

Le général Laplume, homme d'un caractère doux, et moins intéressé que Dessalines à la conservation du pouvoir dans les mains de Toussaint-Louverture, se laissa facilement persuader par le capitaine Célestin. Il réunit ses troupes, leur donna lecture de la proclamation du premier consul, et leur fit prêter serment de fidélité et d'obéissance à la France. Les différents chefs des cantons compris dans le commandement du général Laplume firent répéter le même serment à tous les cultivateurs, et formèrent ensuite un cordon sur la lisière de leur département, pour empêcher Dessalines d'y pénétrer.

Un noir, nommé Domage, dévoué à Toussaint et à Dessalines, commandait à Jérémie, quartier situé à la partie occidentale de la presqu'île du sud; le général Boudet envoya un vaisseau de 74 avec des troupes et un officier chargé de négocier avec ce chef, qui, n'opposant aucune résistance, se prêta à ce qu'on exigeait de lui.

Il faut attribuer cette prompte soumission de la partie du sud aux anciens souvenirs des habitants, qui avaient obéi longtemps à l'impulsion du général Rigaud, antagoniste de Toussaint-Louverture, et à l'administration tyrannique du féroce Dessalines, lieutenant de ce dernier.

La prise de possession de la partie espagnole ne présenta point de plus grands obstacles. Toussaint-Louverture avait

1802 — an x. Antilles.

confié le commandement de Santo-Domingo à Paul Louverture, son frère. Sur le refus de ce commandant de recevoir les Français dans la ville, le général Kerverseau tenta un débarquement, sous la protection de deux des frégates de la division qui avait transporté ses troupes. Déjà quelques Espagnols insurgés contre les troupes noires, s'étant emparés d'un fort nommé Saint-Jérôme, y appelaient les Français; mais l'escarpement de la côte empêcha les chaloupes d'aborder. Les Espagnols, ne pouvant plus être soutenus, furent obligés d'évacuer le fort et de se disperser dans la campagne. Les embarcations françaises, ayant cherché un point plus abordable en longeant la côte vers le cap Jéréminas, réussirent cependant à mettre les troupes à terre. Celles-ci furent rejointes par les Espagnols, et tous ensemble marchèrent sur la ville, qu'ils investirent, en même temps que les quatre frégates bloquaient l'embouchure de l'Ozama, rivière sur laquelle est situé Santo-Domingo. Paul Louverture, ayant appris que les troupes qui le menaçaient ainsi n'étaient point les seules qui fussent débarquées dans l'île, offrit sa soumission; elle entraîna celle de presque tous les autres postes disséminés sur la côte et dans l'intérieur de cette partie de l'île, en deçà et au delà des groupes des montagnes de Cibao. Un général mulâtre, nommé Clerveaux, commandant à Saint-Yago, au delà de la rivière Verte, refusa d'abord de se rendre; mais, apprenant qu'une colonne française s'avançait contre lui, et vivement sollicité par l'évêque de Santo-Domingo, Mauvielle, qui s'était rendu près de lui, il ouvrit ses portes et se soumit. L'adjudant général Claparède[1] prit possession de la ville, et Clerveaux, à la tête des troupes qu'il commandait, se rendit au Cap pour prendre les ordres du capitaine général.

Quatre jours après l'occupation du Cap, c'est-à-dire le 9 février, le général en chef Leclerc détacha, par mer, le général Humbert avec un corps de troupes pour attaquer le Port-de-Paix, situé à l'ouest sur la côte du nord, et où commandait le général noir Maurepas, entièrement dévoué à Toussaint : n'étant point en mesure d'empêcher le débarquement ni de se défendre, Maurepas suivit les instructions de son chef, incendia

[1] Depuis lieutenant général, comte, pair de France, etc.

la ville, et fut prendre une bonne position dans les mornes des Trois-Rivières. Humbert fit marcher sa troupe sur ce point, et essaya de déposter son adversaire; mais il fut repoussé et obligé de renoncer à cette entreprise, jusqu'à ce qu'il eût reçu des renforts. 1802 — an x. Antilles.

Une frégate avait été envoyée vers le môle Saint-Nicolas, situé à l'extrémité occidentale de la partie du nord de l'île; le commandant de cette place importante se rendit à la première sommation, et un chef de bataillon en prit possession avec 250 hommes de troupes sous ses ordres.

Les résultats que l'on vient de lire avaient été obtenus presque simultanément dans l'espace de dix à quinze jours. Pendant ce temps, le général en chef Leclerc, qui avait fixé son quartier général au Cap, s'occupait des dispositions à prendre pour arrêter et paralyser les efforts de Toussaint-Louverture et de ses lieutenants contre l'établissement de l'autorité de la métropole.

Nous avons laissé le chef des noirs revenant du cap Samana, où il s'était rendu pour examiner par lui-même les forces arrivées d'Europe et destinées à lui ravir la puissance qu'il avait usurpée. Il était de retour au Cap-Français au moment où la flotte de l'amiral Villaret-Joyeuse se disposait à débarquer les troupes pour occuper cette capitale de la colonie. Jugeant qu'il était convenable à ses desseins ultérieurs de cacher sa présence dans la ville, Toussaint était descendu secrètement chez Christophe, et lui avait dicté la conduite que ce général tint à l'égard du parlementaire Lebrun et de la municipalité; précédant ensuite les troupes qui évacuaient le Cap, il s'était rendu en toute diligence sur une de ses habitations, à trente lieues de cette ville, dans le canton d'Ennery, afin d'y organiser plus facilement les moyens de résistance dont il pourrait encore disposer.

Son armée, au moment du débarquement des troupes du général Leclerc, présentait un effectif de 20,650 hommes, presque tous noirs ou de couleur. Elle se composait de treize demi-brigades d'infanterie coloniale, d'un bataillon européen, d'une garde d'honneur à pied et à cheval, forte de 1,800 hommes, d'un corps de gendarmerie, d'artillerie, de guides

1802 – an x Antilles. des généraux, et elle était partagée en trois divisions, du nord, du sud et de l'ouest, et de l'est, sous les ordres des généraux Christophe, Dessalines et Clerveaux. La défection totale de la division de l'est, la défaite de celle de l'ouest, venaient de réduire à trois demi-brigades et à la garde d'honneur les moyens défensifs du chef, et ce fut avec ce faible noyau qu'aidé des cultivateurs de la partie du nord, il osa s'avouer le chef de l'insurrection, dont il avait été dans les premiers moments le moteur secret et l'âme invisible.

Le plan qu'il adopta fut de concentrer ses forces sur les mornes et dans les hautes vallées qui séparent les cantons du nord et de l'ouest de la partie espagnole, afin d'empêcher les communications des corps français entre eux. Le capitaine général Leclerc, prévoyant bien toutes les difficultés du genre de guerre qu'il avait à faire pour déconcerter les projets de son adversaire, aurait bien voulu profiter des premiers moments de surprise et de confusion; mais il n'avait encore que 10,500 hommes de débarqués, et il dut ajourner ses grandes opérations offensives jusqu'à l'arrivée des renforts que portaient les escadres de Toulon et de Cadix.

Cependant il était nécessaire de dissimuler aux rebelles les motifs d'une telle inaction, et le général en chef employa le délai forcé qu'il s'était prescrit à tenter toutes les voies possibles de conciliation.

Le premier consul avait fait embarquer sur l'escadre de Brest deux fils de Toussaint-Louverture, envoyés précédemment en France par ce général noir pour y recevoir une éducation digne de lui. Ces deux frères utérins, dont l'un noir et l'autre mulâtre, étaient accompagnés de M. Coisnon, directeur de l'institution coloniale établie à Paris, où ces jeunes gens avaient été élevés. Le général Leclerc avait l'ordre précis de faire parvenir par eux la lettre que Bonaparte écrivait à leur père, et que, par une faute capitale, on n'avait point fait imprimer à la suite de la proclamation aux habitants de Saint-Domingue. Voici cette lettre, dont la remise trop tardive a singulièrement influé sur les destinées de la colonie :

Le premier consul de la république française au citoyen Toussaint-Louverture, général en chef de l'armée de Saint-Domingue. 1802 — an x. Antilles.

Citoyen général,

La paix avec l'Angleterre et toutes les puissances de l'Europe, qui vient d'asseoir la république au premier degré de puissance et de grandeur, met à même le gouvernement de s'occuper de la colonie de Saint-Domingue. Nous y envoyons le citoyen Leclerc, notre beau-frère, en qualité de capitaine général, comme premier magistrat de la colonie. Il est accompagné de forces convenables pour faire respecter la souveraineté du peuple français. Dans ces circonstances, nous nous plaisons à espérer que vous allez nous prouver, et à la France entière, la sincérité des sentiments que vous avez constamment exprimés dans les différentes lettres que vous nous avez écrites; nous avons conçu pour vous de l'estime, et nous nous plaisons à reconnaître et à proclamer les grands services que vous avez rendus au peuple français. Si son pavillon flotte sur Saint-Domingue, c'est à vous et aux braves noirs qu'il le doit. Appelé, par vos talents et la force des circonstances, au premier commandement, vous avez détruit la guerre civile, mis un frein à la persécution de quelques hommes féroces, remis en honneur la religion et le culte de Dieu, de qui tout émane. La constitution que vous avez faite, en renfermant beaucoup de bonnes choses, en contient qui sont contraires à la dignité et à la souveraineté du peuple français, dont Saint-Domingue ne forme qu'une portion.

Les circonstances où vous vous êtes trouvé, environné de tous côtés d'ennemis, sans que la métropole pût vous secourir ni vous alimenter, ont rendu légitimes les articles de cette constitution qui pourraient ne pas l'être; mais, aujourd'hui que les circonstances sont si heureusement changées, vous serez le premier à rendre hommage à la souveraineté de la nation, qui vous compte au nombre de ses plus illustres citoyens par les services que vous lui avez rendus et par les talents et la force de caractère dont la nature vous a doué. Une conduite contraire serait inconciliable avec l'idée que nous avons conçue de vous :

1802 — an X
Antilles.

elle vous ferait perdre vos droits nombreux à la reconnaissance et aux bienfaits de la république, et creuserait sous vos pas un précipice qui, en vous engloutissant, pourrait contribuer au malheur de ces braves noirs dont nous aimons le courage et dont nous nous verrions avec peine obligés de punir la rébellion.

Nous avons fait connaître à vos enfants et à leur précepteur les sentiments qui nous animaient : nous vous les renvoyons.

Assistez de vos conseils, de votre influence et de vos talents le capitaine général. Que pouvez-vous désirer? La liberté des noirs? Vous savez que, dans les pays où nous avons été, nous l'avons donnée à ceux qui ne l'avaient pas. De la considération, des honneurs, de la fortune? Ce n'est pas après les services que vous avez rendus, que vous pouvez rendre encore dans cette circonstance, avec les sentiments particuliers que nous avons pour vous, que vous devez être incertain sur votre considération, sur votre fortune et les honneurs qui vous attendent.

Faites connaître au peuple de Saint-Domingue que la sollicitude que la France a toujours portée à leur bonheur a été souvent impuissante par les circonstances impérieuses de la guerre; que les hommes venus du continent pour l'agiter et alimenter les factions étaient le produit des factions; qu'elles-mêmes déchiraient la patrie; que désormais la paix et la force du gouvernement assurent leur prospérité et leur liberté. Dites-leur que si la liberté est pour eux le premier des biens, ils ne peuvent en jouir qu'avec le titre de citoyens français, et que tout acte contraire aux intérêts de la patrie, à l'obéissance qu'ils doivent au gouvernement et au capitaine général, qui est son délégué, serait un crime contre la souveraineté nationale, qui éclipserait leurs services et rendrait Saint-Domingue le théâtre d'une guerre malheureuse, où des pères et des enfants s'entr'égorgeraient.

Et vous, général, songez que si vous êtes le premier de votre couleur qui soit arrivé à une aussi grande puissance, et qui se soit distingué par sa bravoure et ses talents militaires, vous êtes aussi, devant Dieu et nous, le principal responsable de leur conduite.

S'il était des malveillants qui dissent aux individus qui ont joué le rôle principal dans les troubles de Saint-Domingue que

nous venons pour rechercher ce qu'ils ont fait pendant le temps d'anarchie, assurez-les que nous ne nous informerons que de leur conduite dans cette dernière circonstance, et que nous ne recherchons le passé que pour connaître les traits qui les auraient distingués dans la guerre qu'ils ont soutenue contre les Espagnols et les Anglais, qui ont été nos ennemis. 1802 — an X Antilles.

Comptez sans réserve sur notre estime, et conduisez-vous comme doit le faire un des principaux citoyens de la plus grande nation du monde.

BONAPARTE.

Paris, 18 novembre 1801.

La frégate qui portait les fils de Toussaint s'était présentée devant le Cap le 3 février ; mais elle avait eu le sort des autres bâtiments de l'escadre, c'est-à-dire que, n'ayant pas osé s'engager dans la passe sans pilote et sous le feu du fort Picolet, elle avait été obligée de revirer de bord et d'attendre une occasion plus favorable. Il n'y eut moyen d'envoyer ces deux jeunes gens à leur père que le 7 février, trois jours après l'explosion de la révolte que cette démarche était destinée à prévenir.

Lorsque le directeur Coisnon et ses deux élèves arrivèrent à l'habitation d'Ennery, Toussaint était en tournée du côté des Trois-Rivières. Madame Louverture reçut ses enfants avec toute l'effusion de la tendresse maternelle, et engagea leur maître à attendre son mari, dont un noir, dépêché en toute diligence, hâta le retour. Les jeunes gens coururent à la rencontre de leur père, qui les embrassa avec la plus vive émotion, et les tint longtemps serrés sur sa poitrine sans pouvoir proférer une seule parole. Coisnon voulut mettre à profit ce moment pour demander au chef des noirs s'il était encore l'ami de la France : « En pouvez-vous douter ? » lui dit Toussaint en l'embrassant lui-même.

Le jeune Isaac prit alors la parole et rendit fidèlement à son père ce que lui avaient dit le premier consul et le capitaine général sur ce qu'il devait attendre des intentions de l'un et de l'autre. M. Coisnon ajouta à ces détails, en présentant les avantages que Toussaint retirerait de sa soumission aux lois de la

1802 an X. Antilles. métropole; il chercha à lui démontrer l'impossibilité où il était de résister à des troupes victorieuses des puissances de l'Europe ; il lui protesta que le gouvernement français n'avait jamais pensé à remettre les noirs dans l'esclavage; enfin il le conjura de songer à ses enfants, qu'un refus obstiné de sa part pouvait séparer de lui à jamais.

Toussaint écouta en silence le récit de son fils aîné et les observations du directeur Coisnon : ses traits exprimaient le recueillement d'un homme qui médite un grand projet. M. Coisnon lui présenta ensuite la lettre du premier consul, enfermée dans une boîte d'or : il la lut à plusieurs reprises, et son visage parut moins altéré. Il répondit à l'exhortation de se rendre auprès du capitaine général Leclerc, et à la proposition que lui faisait l'instituteur de ses fils de rester en otage chez les noirs pendant son absence : « Cela ne peut plus se faire; la guerre est commencée, tout le monde veut se battre ; mes lieutenants, irrités, se disposent à tout brûler, à tout dévaster. Si cependant le général Leclerc veut suspendre ses attaques, j'en ferai autant de mon côté. » M. Coisnon écrivit de suite au général Leclerc, et Toussaint, se chargeant de faire remettre cette lettre, partit pour retourner au camp de Christophe. Il n'était resté que deux heures à Ennery, où il engagea M. Coisnon à demeurer jusqu'à ce qu'il lui eût fait passer la réponse qu'il se proposait de faire lui-même au général Leclerc.

En effet, le surlendemain, 11 février, un Français, nommé Granville, précepteur du troisième fils de Toussaint-Louverture, vint à Ennery apporter la lettre que ce chef écrivait au capitaine général et par laquelle il demandait une trêve : Granville était en outre chargé d'accompagner M. Coisnon au Cap, pour faire au général en chef la remise des deux jeunes Louverture, dont le père consentait à rester ainsi séparé plutôt que de céder aux instances qui lui étaient faites. Chemin faisant, l'envoyé de Toussaint raconta à son compagnon de voyage beaucoup de particularités sur le caractère du général noir. Il lui dit que celui-ci était occupé en ce moment à enfouir ses nombreux trésors dans les mornes du Cahos, au-dessus de la plaine des Gonaïves, et que la vie des blancs qui étaient en son pouvoir ne tenait plus qu'à un fil, qui serait tranché à la première occasion.

Toussaint, dans sa lettre à Leclerc, ne dissimulait point sa mauvaise humeur. Il se plaignait des hostilités commencées, et reprochait au capitaine général d'être venu le remplacer à coups de canon, d'avoir tardé trop longtemps à lui remettre la lettre du premier consul. Il déclarait que les services et les droits des noirs lui imposaient (à lui-même, Toussaint) des devoirs au-dessus de la nature; qu'il était prêt à faire aux hommes de sa couleur le sacrifice de ses enfants; qu'il les renvoyait pour qu'on ne le crût pas lié par leur présence. Il finissait par dire que la conduite qu'on avait tenue envers lui lui inspirant une juste défiance, il demandait du temps pour se décider au parti qui lui restait à prendre.

Leclerc, en renvoyant au général noir ses enfants, lui renouvela l'invitation de se rendre au Cap pour concerter ensemble les moyens d'arrêter les discordes, et lui accorda un armistice de quatre jours, passé lequel il serait déclaré ennemi de la France et mis hors la loi.

Toussaint laissa ses fils libres de choisir entre leur pere et la mère patrie qui les avait élevés. L'aîné, Isaac, déclara qu'il ne pourrait jamais se résoudre à porter les armes contre la France; mais le cadet, Placide, se jetant au cou de son père, lui dit qu'il lui était dévoué, et qu'il ne connaissait plus d'autre volonté que la sienne. Toussaint lui confia un des bataillons de sa garde, à la tête duquel ce jeune homme marcha quelques jours après contre l'armée française.

L'armistice expira sans que le général noir songeât même a le prolonger; mais, pendant sa durée, les deux escadres de Toulon et de Cadix arrivèrent au Cap et y débarquèrent les troupes qu'elles avaient à bord. Ces renforts portèrent l'armée à un effectif de 14,000 et quelques combattants. Leclerc publia alors une proclamation qui mettait hors la loi les généraux Toussaint et Christophe, et se hâta d'organiser le corps d'armée qui devait ouvrir la campagne dans la partie du nord. Trois divisions furent formées, sous les ordres des généraux Rochambeau, Hardy et Desfourneaux, et le capitaine général les mit en mouvement, le 17 février, pour se porter sur l'armée noire.

Le general Desfourneaux partit du Limbé et se dirigea sur

1802 — an X Antilles.

le canton de Plaisance ; le commandant noir, nommé J.-P. Dumesnil, vint au-devant de lui, avec un bataillon d'infanterie et 200 cavaliers, presque tous propriétaires, pour lui faire la remise de ce quartier, resté intact malgré les ordres de destruction donnés par Toussaint. Le général Rochambeau, sortant du fort Dauphin, vint s'établir sans beaucoup de résistance à Atalaya et à Saint-Miguel ; sa colonne de droite seule eut à combattre pour s'emparer de la position de la Mare-à-la-Roche, qu'elle enleva à la baïonnette sur un bataillon noir qui la défendait avec du canon.

La division Hardy, avec laquelle marchait le général en chef, partit du Cap, et rencontra un détachement de troupes de Christophe retranché sur le Morne-à-Boispin. Cette position formidable fut escaladée et emportée de vive force ; il en fut de même du poste de Marmelade, défendu par Christophe en personne avec 2,000 hommes, moitié troupes coloniales et moitié cultivateurs : la division y entra au pas de charge et dispersa les noirs.

Le plan du général Leclerc était d'acculer les troupes de Toussaint aux Gonaïves et de lui livrer bataille sur ce terrain. En conséquence, pendant que les trois colonnes dont nous venons de parler faisaient leur mouvement, le général Debelle se portait sur le Port-de-Paix, avec un détachement de 1,200 hommes, pour renforcer le général Humbert, qui, comme on l'a vu, avait échoué dans son attaque sur le noir Maurepas, lorsque celui-ci s'était retiré aux mornes des Trois-Rivières. Le secours conduit par Debelle ne pouvait arriver plus à propos. Maurepas, renforcé par plus de 5,000 noirs cultivateurs, était en marche pour forcer le général Humbert dans le Port-de-Paix.

A peine les 1,200 hommes de Debelle furent-ils débarqués, que ce général les mena à l'ennemi, ainsi que la troupe d'Humbert ; mais cette attaque n'eut point de succès. Les pluies et la difficulté des chemins retardèrent la marche des deux colonnes : celle d'Humbert, qui devait attaquer de front, arriva tellement harassée qu'elle ne put gravir la montagne et enlever la position. Le général Debelle avec la seconde, chargée de tourner cette même position et de la prendre à revers, trouva les forces de Maurepas réunies en bon ordre et prêtes à

le recevoir. Assaillis bientôt dans les défilés où ils s'étaient engagés, les Français furent repoussés jusqu'au Port-de-Paix, où l'ennemi ne put toutefois les forcer. 1802 – an X Antilles.

Le général Boudet devait aussi coopérer de son côté à l'exécution du plan du général en chef; mais nous avons fait connaître les circonstances qui l'en avaient empêché.

Cependant la division Hardy poursuivait sa marche : elle arriva sur l'habitation d'Ennery, que Christophe essaya vainement de défendre avec 1,000 hommes de troupes coloniales et 1,200 cultivateurs; repoussé sur l'habitation Bayonnai, le général noir y fut encore battu par le général Salm, qui commandait la 1re brigade de la division : les rebelles se dispersèrent dans les mornes. Les divisions Desfourneaux et Rochambeau avaient suivi la même direction, et la dernière prit position à la tête de la Ravine-à-Couleuvres. Le général Desfourneaux, après avoir chassé les noirs de la Coupe-à-Pintade, les poursuivit jusqu'aux Gonaïves, qu'ils avaient déjà incendiées.

Toussaint-Louverture occupait les plateaux de la Ravine-à-Couleuvres, qui est une gorge étroite, flanquée par des mornes escarpés et couverts de bois. Il avait avec lui sa garde, la 5e demi-brigade coloniale, et six compagnies de grenadiers noirs, le tout formant un corps de 3,000 hommes à peu près; les mornes étaient en outre remplis de cultivateurs armés et tous les accès fermés par des abatis et des retranchements formidables.

Le général Rochambeau fit ses dispositions pour attaquer le chef des noirs; les soldats français gravirent de tous côtés en tirailleurs, et s'engagèrent dans des combats d'homme à homme : les troupes de Toussaint opposaient la plus opiniâtre résistance; mais enfin elles durent céder le terrain aux vieilles bandes qui les combattaient, et elles se retirèrent en désordre sur le bourg de la Petite-Rivière, après avoir laissé 800 hommes sur le champ de bataille.

Le général Leclerc, à son arrivée aux Gonaïves, le 24 février, reçut la nouvelle de l'échec éprouvé par les généraux Debelle et Humbert dans leur attaque sur le corps de Maurepas. Il ordonna au général Desfourneaux de marcher sur le gros morne,

1802 – an x Antilles. et à 1,500 hommes de la division Hardy de descendre la gorge des Trois-Rivières, pour attaquer Maurepas sur ses derrières. Celui-ci, ayant eu connaissance de ces mouvements et de la défaite de Toussaint, ne se crut point en mesure de pouvoir résister dans la position où il se trouvait, et offrit de se soumettre aux conditions portées dans les proclamations du capitaine général, qui promettait à tous les officiers de couleur la conservation de leurs grades. Ses offres furent acceptées, et il reçut l'ordre de venir joindre le général en chef Leclerc à son quartier général du Gros-Morne; il avait avec lui 2,000 hommes de troupes réglées et sept pièces d'artillerie.

Il ne restait plus à soumettre que Toussaint et Christophe, et voici quelles furent les dispositions subséquentes que fit le général Leclerc. Il porta les troupes des généraux Debelle et Humbert sur le Bas-Ester; la division Rochambeau, plus haut, sur cette même rivière, et la division Hardy, sur le revers des mornes, à la même hauteur : ces trois divisions devaient ensuite se réunir aux Verettes. Le général Desfourneaux eut ordre de revenir sur les hauteurs de Plaisance, afin de couvrir et de surveiller la partie du nord. Le général Maurepas fut envoyé au Port-de-Paix pour en prendre le commandement, et ses troupes furent réparties dans les divisions Hardy, Debelle et Desfourneaux. Le général en chef s'embarqua aux Gonaïves, après avoir arrêté ces dispositions, pour se rendre au Port-au-Prince, et faire coopérer la division Boudet à l'attaque qu'il méditait de faire sur les Verettes, où il supposait que Toussaint concentrerait les débris de son armée.

Le général Boudet, retenu jusqu'alors au Port-au-Prince par les soins que demandait l'entière soumission du sud, avait réussi, comme on l'a vu, dans cette importante opération. Lorsqu'il fut informé que le général en chef devait marcher sur les Gonaïves, il résolut, pour se mettre en communication avec lui, de se porter sur Saint-Marc, seul point de la côte de l'ouest qui ne fût point encore au pouvoir des Français. Il était arrivé, le 24 février, auprès de cette ville, lorsque des flammes qui s'élevèrent tout à coup devant lui lui signalèrent l'incendie que le féroce Dessalines venait d'allumer. Malgré la promptitude de sa marche, le général Boudet ne trouva plus une seule mai-

son debout dans Saint-Marc, et n'y rencontra que les cadavres 1802 — an X Antilles.
de 200 blancs de tout sexe, que le chef noir, en fuyant, avait livrés à la fureur de ses hordes.

Dessalines, en se dirigeant par les crêtes des mornes des Fonds Batistes et des Matheux sur l'Arcahaye, avait le dessein de se jeter à l'improviste sur le Port-au-Prince, et de surprendre cette ville, où le général Boudet avait laissé le général Pamphile Lacroix blessé, avec 600 hommes de troupes. Ce mouvement était combiné avec un autre, que devait faire la 8e demi-brigade coloniale, partie des sources de la Grande-Rivière, au sud du Port-au-Prince. Pamphile Lacroix, informé de cette double marche, envoya contre la 8e demi-brigade coloniale les troupes noires qui s'étaient déjà soumises, et notamment les bandes de deux chefs que Toussaint-Louverture lui-même n'avait pu réussir à dompter[1]. Après un combat meurtrier, la demi-brigade insurgée mit bas les armes, et le général Lacroix la fit mettre à bord de l'escadre du contre-amiral Latouche. Les troupes de Dessalines, surprises par des embuscades au moment où elles s'approchaient du Port-au-Prince, rebroussèrent chemin, et marchèrent vers les Verettes, afin d'éviter la rencontre du général Boudet, qui revenait de Saint-Marc au secours de son général de brigade.

Les divisions Hardy, Debelle et Rochambeau se mirent en mouvement, le 2 mars, dans la direction des Verettes, où elles devaient se réunir, conformément aux instructions du général en chef. Au-dessus de ce bourg, en tirant vers l'est, se trouve un groupe de mornes appelés *les Cahos*. Ces mornes ont des versants dans la partie de l'est (partie espagnole) et dans les départements du nord et de l'ouest; tous leurs débouchés sont susceptibles de défense; l'entrée principale est couverte par une redoute fermée, construite par les Anglais lorsqu'ils étaient maîtres de la partie de l'ouest, et située sur un morne appelé la Crête-à-Pierrot.

Le général Hardy cerna, sur la Coupe-à-l'Inde, 600 noirs,

[1] Ces chefs, nommés, l'un Amour-de-Rance, et l'autre Lafortune, commandaient à des noirs *marrons*, dont les gouvernements français et espagnol avaient été obligés de reconnaître l'indépendance, même avant la révolution.

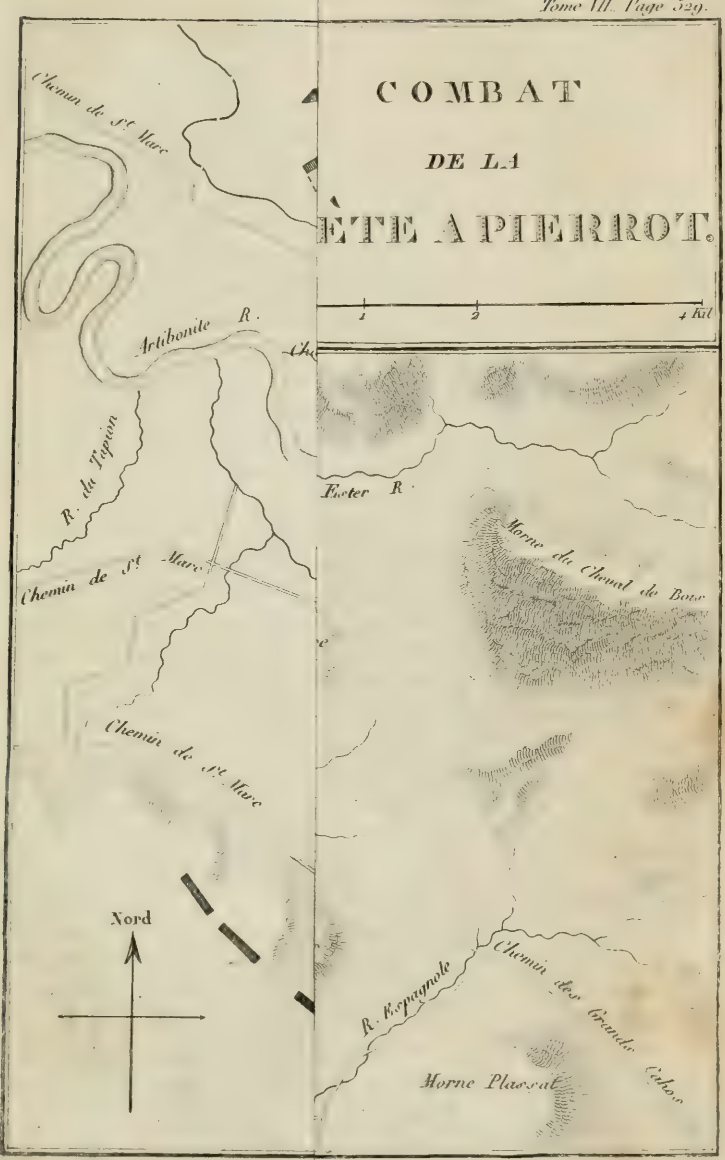
1802 — an x
Antilles.

qu'il fit fusiller, parce qu'ils avaient leurs baïonnettes encore teintes du sang d'une centaine de blancs qu'ils venaient d'égorger. Le général Rochambeau pénétra dans les mornes du Cahos par la rive gauche du Cabœuil, et délivra dans le Morne-à-Pipe un grand nombre de blancs qui s'y étaient réfugiés, et qui étaient à moitié morts de frayeur et de besoin.

Le général Debelle, parvenu sur les bords de la Petite-Rivière, rencontra en arrière du bourg de ce nom le corps de Dessalines, venant, comme on vient de le voir, des environs du Port-au-Prince, et le poursuivit avec tant de vivacité qu'il arriva en même temps que ce chef sur la redoute du fort de la Crête-à-Pierrot. Les noirs se jetèrent dans les fossés et les escarpements où s'appuie le fort, du côté de la rivière de l'Artibonite : il partit alors de la redoute un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, qui renversa 3 ou 400 hommes du côté des Français. Le général Debelle, marchant en tête de la colonne, fut grièvement blessé à cette première décharge, ainsi que le général de brigade Devaux : la division se replia pour prendre une position en arrière, sous le commandement du chef de brigade Pambour. Pendant ce temps, les deux divisions Hardy et Rochambeau continuèrent leur marche sur les Verettes.

Le général en chef Leclerc, étant arrivé au Port-au-Prince, ordonna au général Boudet de se porter dans la même direction que les autres divisions, c'est-à-dire sur le bourg des Verettes, et ne tarda pas à suivre lui-même ce mouvement.

Un détachement de la division Boudet, commandé par le chef de brigade d'Hénin, et envoyé sur le Mirebalais, enleva, chemin faisant, la redoute dite de Trianon, que défendait un bataillon noir. Cette affaire coûta une cinquantaine d'hommes aux Français et 200 aux noirs. Le gros de la division arriva le 9 mars aux Verettes. Ce bourg, réduit en cendres, offrit aux Français l'horrible tableau de 800 cadavres de blancs, égorgés la veille par Dessalines ; le chef de brigade d'Hénin avait eu les mêmes scènes sous les yeux en traversant le quartier du Mirebalais. Le général en chef Leclerc, ayant joint la division Boudet, partit avec elle pour la Crête-à-Pierrot, et trouva au bourg de la Petite-Rivière la division Debelle, dont il confia le commandement au général Dugua.


COMBAT
DE LA
ÈTE A PIERROT.
1
2
4 Kil
Chemin de St Marc
Artibonite R.
R. du Tapion
Chemin de St Marc
Ester R.
Morne du Cheval de
Chemin de St Marc
Nord
R. Espagnole
Chemin des Grands Cahos
Morne Plassat

COMBAT DE LA CRÊTE A PIERROT

1 2 4 kil

La Petite Rivière

Artibonite R

Champ de Carnage

Chemin de St Marc

Ester R

Chemin des Petits Cahos

CRÊTE A PIERROT

Gué

Morne du Calvaire

Morne de la Tranquilité

Hab Dulary

Nord

Morne des Savanes

R Espagnole

Chemin des Grands Cahos

Artibonite R

Champ de Carnage

Les Verettes

Toussaint-Louverture s'était rendu au fort de la Crête-à-Pierrot, et avait réuni aux débris du corps de Dessalines tout ce qu'il avait pu ramasser de ses autres divisions. Le général Leclerc fit attaquer tous les détachements qui se trouvaient en dehors de la place. Le fort construit par les Anglais, au confluent de la Petite-Rivière et de l'Artibonite, était à l'abri d'un coup de main; le fossé avait douze pieds de large et quinze de profondeur, et l'accès en était défendu par une espèce de palissade de bois d'épine et de campêche. Les noirs, à l'approche de la division Boudet, qui attaqua la première, renouvelèrent la manœuvre qu'ils avaient faite précédemment devant le général Debelle, c'est-à-dire qu'ils rentrèrent dans le fort, en se jetant dans les fossés et les écores de l'Artibonite. Les Français les y suivirent, et, comme la première fois, le feu du fort fut si vif et si meurtrier qu'en un instant plus de 400 hommes de la division furent mis hors de combat; le général Boudet eut le talon traversé d'un coup de mitraille. La division Debelle, sous les ordres du général Dugua, s'étant présentée à son tour, fut également maltraitée, et son chef reçut deux balles. Le général Pamphile Lacroix, resté seul sur le champ de bataille pour commander les troupes, les ramena plusieurs fois à la charge avec la même intrépidité, mais toujours infructueusement, parce qu'il était impossible de résister au feu qui partait de la redoute. Le général Leclerc fut blessé lui-même par un biscaïen au moment où il donnait ses ordres au général Lacroix pour faire retirer les troupes et leur faire prendre position sur la Petite-Rivière. Cette seconde attaque de la Crête-à-Pierrot était une imprudence commise par le général Leclerc, que l'expérience du général Debelle aurait dû éclairer; il était, en effet, presque impossible de s'emparer de ce fort sans avoir une artillerie convenable pour faire taire celle de l'ennemi.

1802 — an X
Antilles.

En se portant sur Saint-Marc avec la division Dugua, le capitaine général laissa les troupes du général Boudet sous les ordres du général Pamphile Lacroix, en position à la hauteur du Bac-d'en-Bas, la gauche appuyée à l'Artibonite, et la droite à la montagne. Cette division était chargée d'observer les mouvements de l'ennemi à la Crête-à-Pierrot et dans les environs.

1802 — an x Antilles. Le 21 mars, l'artillerie nécessaire pour l'attaque du fort fut réunie au Bac-d'en-Bas, et les deux divisions Hardy et Rochambeau étant arrivées à la Crète-à-Pierrot, ce morne fut investi de tous les côtés. Le général Lacroix prit position devant le fort, la droite appuyée sur la rive droite de l'Artibonite, et la gauche à un bois. La division Hardy se plaça en avant du chemin du Petit-Cahos, sa droite appuyée à la gauche du général Lacroix. La division Rochambeau porta sa droite à la gauche du général Hardy, et sa gauche à la hauteur de la droite du général Lacroix, sur la rive droite de l'Artibonite. Le chef de brigade du génie Bachelu [1], officier distingué de l'ancienne armée d'Orient, avait dirigé le placement des troupes dans cette ligne de contrevallation. Le chef de brigade Pambour, commandant l'artillerie, disposa ses batteries dans la nuit du 22 au 23 mars, et elles commencèrent à tirer dans la journée du 23. Une d'elles, armée de sept pièces et placée sur le front de la division Rochambeau, ayant réussi à éteindre le feu d'une nouvelle redoute élevée sur la sommité de la Crête-à-Pierrot, le général Rochambeau crut pouvoir enlever de vive force cet ouvrage; mais l'ennemi l'avait mis à l'abri d'un coup de main en l'entourant d'un abatis : la division perdit 300 hommes dans cette attaque inutile. En effet, les noirs, écrasés par le feu de l'artillerie française, et menacés d'être pris d'assaut, évacuèrent le fort dans la nuit du 24 au 25 ; les Français y entrèrent presque en même temps, et tuèrent bon nombre de fuyards.

Cette évacuation du fort de la Crête-à-Pierrot avait été ordonnée par Toussaint-Louverture, qui tenait la campagne aux environs, et concertée avec un mouvement offensif sur les derrières de la ligne française, que devait faire ce chef pour faciliter l'opération. Le général Lacroix, prévenu de cette dernière circonstance par le général en chef, fit ses dispositions pour repousser les révoltés, et fut bien secondé en cette occasion par les chefs qu'il avait sous ses ordres.

La retraite de la garnison fut, au surplus, un fait d'armes remarquable. Entourée par plus de 12,000 hommes, cette

[1] Depuis lieutenant général, etc.

troupe réussit à s'échapper, ne laissant au pouvoir des Français que le tiers de son monde, tué ou blessé : elle etait commandée par le chef de brigade Lamartilière, ce même homme de couleur qui avait brûlé la cervelle au chef de bataillon d'artillerie Lacombe, dans le conseil de guerre du Port-au-Prince. 1802 — an x Antilles.

Les Français trouvèrent dans le fort quelques canonniers blancs, les bagages de Dessalines, un magasin à poudre, une assez grande quantité de fusils, quinze pièces de gros calibre, et la musique de la garde d'honneur de Toussaint.

Quinze cents Français environ avaient péri dans cette courte campagne; et ce nombre parut si considerable au capitaine général Leclerc, qu'il n'osa point l'avouer dans ses rapports officiels, et qu'il engagea les officiers à se taire sur cette perte.

Toussaint-Louverture avait fait attaquer les troupes qui gardaient la position de Plaisance, pendant que l'armée était retenue devant la Crête-à-Pierrot; mais le général Desfourneaux, bien secondé par le noir Maurepas, avait tenu ferme, et préservé du pillage et de l'incendie la partie du nord qu'il couvrait. Après ces attaques et l'évacuation de la Créte-à-Pierrot, le chef des noirs vint se poster au Dondon et à Marmelade, pour couper les communications de l'armée active avec les troupes qui étaient dans le nord.

Le général Leclerc, de retour au Port-au-Prince avec l'état-major général et la division Boudet, s'occupa d'abord du rétablissement de l'ordre et de l'organisation des autorités; il pensa ensuite à rétablir ses communications avec la partie du nord. Le général Rochambeau eut ordre d'aller occuper Saint-Marc et de se lier par les Gonaïves avec le général Desfourneaux. La division Hardy fut envoyée directement sur le Cap; mais elle dut frayer sa route les armes à la main. Toussaint, ayant fait répandre le bruit que l'armée du général Leclerc avait été défaite devant la Crête-à-Pierrot, était parvenu à réunir à ses propres débris un très-grand nombre de cultivateurs armés, et ceux-ci combattaient avec d'autant plus d'assurance qu'ils croyaient n'avoir affaire qu'à une bande de fuyards qui cherchaient à gagner le Cap pour se rembarquer.

1802 — aux Antilles. Le général Hardy perdit 4 à 500 hommes dans cette marche pénible; la moindre négligence exposait les soldats aux plus grands dangers. Si par hasard quelques-uns s'écartaient de la colonne ou du bivouac, ils se voyaient, comme en Égypte, assaillis sur-le-champ par les noirs, qui, ne faisant point de prisonniers, les faisaient expirer au milieu des plus horribles tortures.

Christophe avait pénétré jusqu'auprès du Cap, dont il continuait à incendier et à ravager les environs; depuis plus de vingt jours il tenait en alarme la faible garnison de cette ville et ses habitants, lorsque la division Hardy arriva et força le général noir à s'éloigner. A cette même époque, dans les premiers jours d'avril, les divisions navales de Flessingue et du Havre entrèrent dans la rade du Cap, et y débarquèrent successivement 5,000 hommes de troupes qu'elles avaient à bord. Ce renfort permit au général Hardy de marcher contre Christophe, qui s'était retiré dans ses anciennes positions du Dondon et de la Grande-Rivière; mais les Français ne purent réussir à déposter ce chef, qui leur fit même éprouver une perte assez grande.

Vers ce temps, le général Pamphile Lacroix fut chargé dans l'ouest d'une expédition contre le général noir Charles Belair, qui s'était porté sur des hauteurs appelées *les Matheux*, entre Saint-Marc et l'Arcahaye. Après la marche la plus fatigante, ce général était parvenu à son but; mais Belair en était parti la veille pour se réunir à Dessalines dans les Cahos, que ce dernier occupait toujours, et qui étaient le réduit de l'insurrection. Le seul résultat de l'expédition fut la délivrance de 5 à 600 habitants de Saint-Marc, de l'Arcahaye et des campagnes environnantes, réfugiés dans les gorges des Matheux.

Le capitaine général, après avoir réglé les affaires de l'ouest et du sud, et cantonné ses troupes sur les points les plus importants, revint au Cap vers le milieu d'avril.

L'arrivée des deux escadres dont nous venons de parler plus haut donnait au général Leclerc les moyens de reprendre l'offensive dans la partie du nord, quoique les renforts reçus ne fussent qu'une compensation des pertes déjà éprouvées

depuis le commencement de la campagne. D'un autre côté, les noirs, effrayés des préparatifs dirigés contre eux, et fatigués de leurs propres efforts, commençaient à s'éparpiller. Christophe, assailli de dangers et de besoins, sentait la nécessité de tenter un rapprochement avant que l'état des choses fût entièrement désespéré. Il fit demander au capitaine général Leclerc s'il pouvait y avoir pour lui et pour les siens sûreté d'entrer en accommodement, et si l'on tiendrait encore à leur égard les promesses faites dans les proclamations. Il représentait adroitement que les circonstances impérieuses qui maîtrisent et décident souvent des actions de l'homme public ne lui avaient pas permis de se conduire comme il l'aurait voulu; que, pour s'être rendu coupable vis-à-vis de la métropole de la partie de ses instructions qui lui prescrivait d'incendier le Cap et les habitations, il n'en avait pas moins le mérite d'avoir affronté vis-à-vis des siens le danger d'une effrayante responsabilité en s'opposant au massacre des blancs, dont il avait été toujours l'ami, et dont il appréciait plus qu'aucun autre homme de couleur les qualités sociales et l'instruction; qu'il invoquait à ce sujet le témoignage de tous les Européens qui le connaissaient à Saint-Domingue[1].

1802 — aux Antilles.

Le général en chef Leclerc répondit avec bienveillance aux propositions de Christophe : il l'engagea à se confier à la générosité française et à se rendre sans conditions, lui donnant d'ailleurs l'assurance qu'il aurait lieu d'être content. Christophe hésita : plusieurs colonnes se mirent à sa poursuite sans qu'il en résultât d'engagement bien sérieux. Leclerc prit le parti de transmettre une garantie écrite au chef noir, qui fit réponse qu'il attendait les ordres du capitaine général. Il reçut celui de se rendre au Haut-du-Cap avec ses troupes et de renvoyer sur leurs habitations les cultivateurs qu'il avait avec lui. Il obéit, et amena avec lui 1,200 hommes environ de troupes coloniales, suivis de 2,000 habitants de toute couleur, qui étaient restés cachés dans des mornes éloignés sous la protection des noirs révoltés.

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue*, par le lieutenant général Pamphile Lacroix.

1802 — aux Antilles.

La soumission de Christophe entraîna celle de Dessalines, et bientôt après celle de Toussaint-Louverture. Ce chef des noirs, abandonné des siens et pressé de toutes parts, fit amener devant lui le chef de brigade Sabès, qu'il avait retenu prisonnier lorsque le général Boudet avait envoyé cet officier en parlementaire au Port-au-Prince. Toussaint déplora avec Sabès le fâcheux état où se trouvaient les choses, et l'envoya au capitaine général, avec une lettre où il laissait entrevoir qu'il était disposé à entrer en accommodement ; mais, toujours fier dans sa détresse, il déclarait en même temps que si on voulait lui imposer des conditions trop dures, quelles que fussent les ressources de l'armée française, il serait toujours assez fort et assez puissant pour brûler et ravager la colonie, et vendre chèrement une vie qui avait aussi été quelquefois utile à la mère patrie. Le général en chef Leclerc accepta les propositions de Toussaint, et rapporta, par un nouvel arrêté, les dispositions de celui qui mettait hors la loi ce chef des noirs.

Lorsque le capitaine général se décidait ainsi à faire un pont d'or à l'ex-gouverneur de Saint-Domingue, au provocateur de l'insurrection contre la métropole, l'armée française avait déjà perdu plus de 5,000 hommes dans les combats, elle en avait un pareil nombre dans les hôpitaux ; de sorte que de 23,000 hommes arrivés d'Europe jusqu'à cette époque, il restait à peine 12,000 combattants.

Le général Richepance, que le premier consul avait nommé capitaine général de la Guadeloupe, et qui était arrivé dans cette colonie dans les derniers jours du mois de mars, venait d'écrire au général Leclerc pour lui demander des secours en hommes qui le missent à même de vaincre les résistances qu'il éprouvait. Dans la situation où le capitaine général de Saint-Domingue se trouvait lui-même alors, il ne put lui envoyer que le général Boudet, dont l'influence morale pouvait agir sur les noirs de cette colonie (la Guadeloupe), où il avait commandé longtemps. Le général Rochambeau remplaça le général Boudet dans le commandement de l'ouest et du sud de Saint-Domingue. Cette dernière circonstance fut peut-être une des causes les plus influentes des nouveaux désastres qui allaient amener la perte de la colonie pour la France, comme on le verra bientôt.

Expédition du général Richepance à l'île de la Guadeloupe; soumission des nègres révoltés dans cette colonie, etc. — Nous venons de parler, à la fin de l'article précédent, de la demande faite au général Leclerc, par le général Richepance, d'un secours qui lui était nécessaire pour rétablir l'ordre et soumettre les nègres révoltés dans l'île de la Guadeloupe. L'ordre des dates veut que nous placions ici le récit des événements militaires arrivés dans cette colonie pendant l'année 1802, en les faisant précéder d'une introduction succincte. 1802 — an X Antilles.

A l'époque où la paix générale avait permis au premier consul de porter ses regards sur les possessions de la république aux Antilles, les mêmes troubles que nous avons signalés à Saint-Domingue existaient à la Guadeloupe, et avaient eu une origine pareille. Dans un rapport présenté au gouvernement, vers la fin de 1801, le ministre de la marine et des colonies, après avoir tracé sommairement le tableau de la situation de ces dernières, s'exprimait ainsi sur la Guadeloupe : « Cette île a conservé un reste de culture et de prospérité ; mais la souveraineté de la république y a reçu plus d'un outrage : en l'an VIII, un agent unique y commandait, il est déporté par une faction; trois agents lui succèdent, deux déportent le troisième et le remplacent par un homme de leur choix ; un autre meurt, et les deux qui restent s'investissent seuls du pouvoir qui devait être exercé par trois. Sous cette agence mutilée et illégale, l'anarchie, le despotisme règnent tour à tour ; les colons, les alliés l'accusent et lui imputent des erreurs et des crimes. Le gouvernement a tenté d'organiser une administration nouvelle : un capitaine général, un préfet, un commissaire de justice, subordonnés entre eux, mais se succédant l'un à l'autre, si les circonstances l'exigent, offrent un pouvoir unique, qui a une espèce de censure, mais point de rivalité qui en trouble l'action et en paralyse la force. Cette administration existe, et bientôt l'on saura si elle a justifié les espérances qu'on en avait conçues. »

Tandis que le gouvernement, plus rassuré par l'effet des dispositions qu'il avait prises, s'attendait à recevoir des nouvelles satisfaisantes sur le résultat du nouvel ordre de choses à la Guadeloupe, cette colonie était en proie à tous les désor-

1802 — aux Antilles. dres de l'anarchie, aux fureurs de la révolte; le contre-amiral Lacrosse, que le premier consul avait nommé capitaine général, était à peine arrivé dans l'île, qu'il se vit obligé d'avoir recours à des mesures de rigueur, et de faire déporter en France treize individus qui lui furent signalés comme des déprédateurs et des artisans de troubles; malheureusement le plus dangereux des agitateurs de la colonie, Pelage, homme de couleur, et qui avait déjà joué un grand rôle dans les troubles précédents, insurgea les noirs et les mulâtres, déclara l'indépendance de la Guadeloupe, et, profitant de la pénurie des moyens militaires où se trouvait le nouveau capitaine général, il ne craignit point de l'attaquer ouvertement avant l'arrivée du préfet colonial Lescalier et du commissaire de justice Coster.

Le contre-amiral Lacrosse, mal soutenu par les blancs, se trouvait dans une situation singulièrement critique. Forcé de se tenir sur la défensive la plus stricte, il fut surpris, le 1er novembre 1801, pendant qu'il visitait les postes extérieurs de la ville de la Pointe-à-Pitre, où Pélage le tenait bloqué. Ce chef des révoltés le fit embarquer sur-le-champ sur un bâtiment neutre qui se trouvait dans le port.

Maître de la colonie, Pélage devint suspect aux noirs, qui le considérèrent plutôt comme un ambitieux cherchant à s'emparer d'une domination exclusive que comme un libérateur. La caste mulâtre, à laquelle appartenait ce chef des révoltés, aurait désiré que les bienfaits de la liberté ne fussent que pour elle seule; elle repoussait l'idée de partager l'égalité avec les noirs, et Pélage, dans une proclamation qu'il fit après l'événement dont nous venons de rendre compte, eut la maladresse de ne pas assez dissimuler ses sentiments à cet égard : un complot, qui ne tendait à rien moins qu'au massacre de tous les blancs et de tous les mulâtres, fut tramé par les noirs. 11,000 d'entre eux devaient se réunir, pendant la nuit, dans un lieu désigné, et de là parcourir le pays en incendiant les bourgs et les habitations. Informé de la conspiration par une négresse qui voulait sauver de la proscription générale un blanc qu'elle aimait, Pélage fit arrêter quatre des principaux chefs, et leur mort fit avorter le complot.

Le navire danois sur lequel était embarqué le capitaine

général Lacrosse faisait voile pour Copenhague, lorsqu'il fut rencontré par des bâtiments de guerre anglais. En apprenant la violence exercée sur le contre-amiral français, le commandant de cette croisière s'y opposa formellement, et conduisit Lacrosse à l'île de la Dominique, une des possessions de la Grande-Bretagne aux Antilles. On connaissait déjà dans cette colonie les préliminaires de paix entre la France et l'Angleterre, et le gouverneur se montra disposé à seconder Lacrosse, qu'avaient rejoint le préfet colonial Lescalier et le commissaire de justice Coster. Ces trois fonctionnaires réunis publièrent un manifeste dans lequel ils dénonçaient au gouvernement français et à ses alliés l'usurpation du mulâtre Pélage. 1802 — aux Antilles.

La nouvelle de ce dernier événement, parvenue au premier consul, lui avait fait presser avec plus d'activité encore les préparatifs des deux expéditions qu'il avait ordonnées pour les Antilles. Une escadre de trois vaisseaux de ligne et quatre frégates, aux ordres du contre-amiral Bouvet, était destinée à transporter à la Guadeloupe 3,500 hommes de troupes de terre et huit pièces de canon de campagne, et Bonaparte confia le commandement de cette expédition au brave général Richepance.

L'escadre de Bouvet, sortie de Brest le 5 avril 1802, parut devant la Pointe-à-Pitre le 7 mai suivant. Des batteries élevées sur un îlot que l'on nomme *Ile-à-Cochon*, et les forts de *Fleur-d'Épée* et de *l'Union*, défendent l'entrée du port de cette ville, chef-lieu de la colonie. Le contre-amiral Bouvet espérait pouvoir forcer la passe; mais, ayant reconnu qu'il y avait du danger pour ses vaisseaux, il les fit mouiller devant un village appelé le Gosier. Une partie des troupes débarqua en cet endroit, pour prendre à revers le fort Fleur-d'Épée, et couper aux rebelles toute communication avec deux redoutes construites par les Anglais pour augmenter les défenses de la place, lorsqu'ils étaient maîtres de l'île : le reste des troupes qui prirent terre à la pointe devait marcher sur les forts de la Victoire et de l'Union.

Ces dispositions furent rendues inutiles par le bon accueil que reçurent les arrivants. Toute la population, accourue sur les quais, les salua aux cris de *vive la république !* Le bruit de la paix entre la France et l'Angleterre était déjà répandu dans

1802 — an x Antilles. l'île, et cette nouvelle avait détruit toutes les esperances des insurgés. Les propriétaires et les hommes sages de la colonie, reprenant courage, s'étaient efforcés de rétablir l'ordre, et les rebelles, mus par le sentiment de leur faiblesse, avaient livré eux-mêmes leurs chefs, qui étaient gardés comme otages. Pélage se présenta devant le général Richepance, qui venait de faire former les troupes en bataille sur la place de la Victoire, et il se porta garant de l'entière soumission de l'île ; le général en chef lui donna l'ordre de faire relever, par les troupes françaises, les postes occupés par les noirs, et de rassembler les troupes coloniales sous la redoute Stevenson, pour être passées en revue dans la soirée.

Un chef noir, nommé Ignace, refusa obstinément de remettre le fort de la Victoire où il commandait. Richepance ordonna au général Seriziat d'attaquer ce poste et de s'emparer du rebelle ; mais celui-ci sortit par la porte opposée à celle que les Français forcèrent en peu d'instants, et s'échappa avec les noirs qu'il avait avec lui. Cet événement, auquel le général Richepance était loin de s'attendre, d'après les assurances que venait de lui donner Pélage, commença à lui ouvrir les yeux sur les projets ultérieurs d'un parti qui ne s'était soumis que par la crainte de voir déployer contre lui des forces plus nombreuses que celles dont le général Richepance disposait. Ce qui se passa à la revue des troupes coloniales rassemblées sous la redoute Stevenson acheva de le convaincre que la pacification n'était pas aussi avancée qu'il l'avait d'abord espéré. Le capitaine général, en se rendant à cette revue, observa qu'un grand nombre d'hommes armés circulaient aux environs de la redoute, sans prendre rang avec ceux qui étaient déjà réunis, et Pélage ne lui dissimula point qu'effectivement beaucoup d'officiers et de soldats manquaient à l'appel. La nuit approchait, et il était à craindre que, gagnés par l'exemple de leurs camarades, les noirs qui etaient sous les armes ne désertassent pour les rejoindre ; Richepance feignit de croire aux protestations de fidélité qu'ils lui renouvelèrent, et, prétextant le besoin de leur coopération pour soumettre la partie de l'île appelée la Basse-Terre, il les fit embarquer sur-le-champ sous la conduite de Pélage.

1802 — an x
Antilles.

Les généraux Seriziat et Dumoutier eurent ordre de rester à la Pointe-à-Pitre pour garder la rivière Salée et maintenir la tranquillité dans la Grande-Terre. Deux bataillons de la 66ᵉ demi-brigade et 500 hommes de la 15ᵉ furent embarqués au Gosier, et le général Richepance se rendit, avec eux et la troupe de Pélage, dans la Basse-Terre, où il s'était fait précéder par des proclamations annonçant son arrivée et ses intentions pacifiques[1]; mais on ne lui fit point, dans cette partie de la colonie, la même réception qu'à la Pointe-à-Pitre. Retenus par les vents, les vaisseaux français n'arrivèrent devant la ville de la Basse-Terre que le 20 mai. Une forte canonnade des batteries de la côte accueillit les troupes françaises au moment de leur débarquement. Le général Richepance ayant dépêché vers les rebelles un noir, aide de camp de Pélage, cet officier fut retenu ou séduit, et ne reparut point. Il fallut renoncer à débarquer devant la ville. Une partie des troupes, sous la conduite du général Gobert, fut mise à terre sur la rive droite de la rivière Duplessis, malgré le feu violent des batteries de la côte et d'un détachement de noirs accouru sur la rive gauche pour s'opposer à ce débarquement. Le capitaine de frégate La Caille manœuvra fort habilement pour riposter avec avantage au feu des batteries, et une chaloupe canonnière éloigna par le sien les noirs postés sur la rivière. Ceux-ci, loin de se disperser en cédant ainsi le terrain, essayèrent encore d'arrêter les Français dans leur marche sur la Basse-Terre. Acculés à la rive gauche de la rivière des Pères, ils se défendirent avec d'autant plus de vigueur qu'ils étaient favorisés par la nature du terrain et la connaissance qu'ils avaient des localités. Le combat dura jusqu'à la nuit, et les deux partis bivouaquèrent en présence. Pélage s'était fait remarquer par sa bravoure et son zèle à servir les Français. Les noirs se retirèrent pendant la nuit sur la rivière des Pères, et s'y établirent dans une ligne très-bien choisie, défendue par plusieurs redoutes. Richepance les attaqua à la pointe du jour, et fit forcer le pont des Pères par les grenadiers de la 66ᵉ demi-brigade, tandis que le

[1] C'est à cette époque que le général Richepance demanda des secours au général de division Leclerc

1802 — an X Antilles.

général Gobert passait la rivière à un gué qui se trouve près de son embouchure. Chargés avec la dernière intrépidité, les noirs plièrent, les batteries du bord de la mer tombèrent au pouvoir des vainqueurs; et le général Gobert pénétra dans la ville de la Basse-Terre, qu'il occupa jusqu'à la rivière aux Herbes. Ceux des noirs qui n'avaient pas été dispersés se jetèrent dans le fort Saint-Charles; les autres cherchèrent un abri dans les mornes qui se trouvent à la droite de la place.

Il ne restait plus à prendre que le fort Saint-Charles pour achever l'entière soumission de l'île, et Richepance espérait que ce poste, défendu par des hommes découragés, ne ferait pas une longue résistance; mais le fort était à l'abri d'un coup de main, et, les noirs ayant repoussé plusieurs attaques de vive force, il fallut faire un siége en règle. Le général en chef avait déjà donné au général Seriziat l'ordre de venir le joindre avec des renforts, en traversant toute la partie de l'île que l'on nomme Basse-Terre. A son arrivée, Seriziat fut chargé de garder la ligne entre la rivière des Gallions et celle des Pères. Les deux bataillons de la 66e demi-brigade, destinés aux attaques principales, restèrent sous le commandement du général Gobert. Toute l'artillerie disponible dut être mise en batterie, et le général en chef ordonna que les matelots fussent organisés en compagnies de mineurs et de sapeurs.

La tranchée fut ouverte à trois cents toises du fort, dans la nuit du 24 au 25 mai. On éprouva les plus grandes difficultés dans le transport des pièces d'artillerie à travers les mornes, et les batteries ne purent être entièrement terminées que le 27. Les noirs, en voyant ces préparatifs, formèrent le dessein de s'emparer des moyens d'attaque. En conséquence, une partie de la garnison se porta, le 28, sur l'habitation Legret, gardée par des troupes du petit corps du général Seriziat, tandis que l'autre marcha directement sur la tranchée; mais, ayant été facilement repoussés sur les deux points, ils rentrèrent dans la place avec une perte de 200 hommes environ, au nombre desquels se trouva l'officier qui commandait cette sortie générale.

Les batteries de siége furent démasquées le 31 mai, à la pointe du jour. Le canon des forts riposta d'abord avec assez de vigueur, mais il se ralentit sensiblement le 1er juin. Ri-

chepance ordonna au général Seriziat de passer la rivière des Gallions avec une partie de sa troupe, et de descendre jusqu'à la mer, afin d'achever l'investissement, que la difficultédes communications avait jusqu'alors forcé de laisser imparfait de ce côté. 1802 - au Antilles.

Le 2 juin, toutes les pièces du fort étaient ou démontées ou enterrées sous les débris des remparts. Les noirs, craignant de subir un assaut, évacuèrent le fort par une poterne, et se retirèrent sous la conduite de leur commandant, Delgresse. Le général Gobert, qui se mit à leur poursuite, les atteignit au moment où ils commençaient à se retrancher dans une position appelée *le Dollet*. Ce poste fut emporté à la baïonnette, et 300 hommes poussèrent les noirs jusque dans les mornes de la pointe du vieux fort. Gobert, avec le reste de sa colonne, se dirigea sur la Grande-Terre, où les chefs noirs Ignace et Palerne venaient de rentrer avec des bandes pour incendier les habitations et égorger les blancs isolés. Réuni à la garnison de la Pointe-à-Pitre, Gobert dispersa ce rassemblement : le chef Ignace périt dans une des actions qui eurent lieu.

Mais les rebelles de la Basse-Terre n'étaient pas encore dissipés entièrement : une partie d'entre eux s'était ralliée dans une position presque inaccessible, appelée le *Parc-à-Matoubas*, d'où il leur était facile de faire des irruptions dans les quartiers environnants. Richepance les fit attaquer, le 8 juin, par les deux bataillons de la 66e : les retranchements furent emportés à la baïonnette; les noirs se jetèrent en désordre sur l'habitation d'Anglemont, où ils mirent le feu, et se firent sauter avec leurs poudres, au nombre de 300, parmi lesquels était le chef Delgresse. Le général Richepance acheva facilement de disperser tous ceux qui échappèrent à cette terrible explosion.

Cet événement termina la campagne. Le général Richepance n'eut plus à s'occuper que des moyens de rétablir la tranquillité générale et d'organiser l'administration de la colonie. Afin d'enlever à la rébellion les éléments qui pouvaient la reproduire, il fit déporter le plus grand nombre des chefs et des officiers qui y avaient pris part, et ne laissa dans les troupes françaises ni noirs ni mulâtres. Les membres du conseil provisoire qui existait à l'époque des derniers troubles furent mis à la disposition du gouvernement.

1802 — an x
Antilles

Le préfet colonial, Lescalier, et le commissaire de justice, Coster, étaient arrivés à la Guadeloupe avec le général Richepance; mais le capitaine général Lacrosse était resté à l'île de Marie-Galande pour attendre le résultat de l'expédition. Son retour et sa réinstallation furent ménagés de manière à produire une forte impression sur l'esprit des habitants, qui avaient souffert que l'autorité de ce gouverneur fût méconnue par les rebelles. A son arrivée, le 5 août, à la Pointe-à-Pitre, Lacrosse fut reçu avec solennité par le général Richepance, qui alla au-devant de lui, sur le quai, à la tête des troupes et des principaux colons; le soir, la ville fut illuminée, et l'on publia une proclamation du général en chef, pour annoncer aux habitants de la Guadeloupe que le système colonial était rétabli, et pour les engager à rester fidèles et soumis aux lois de la république. Il semblait que le destin attendît ce dernier résultat des efforts du général Richepance pour mettre un terme à l'existence de ce digne guerrier. Attaqué de la même maladie qui enleva le général Leclerc à Saint-Domingue, comme on le verra bientôt, Richepance expira le 3 septembre, emportant dans la tombe les regrets des troupes sous ses ordres : toute l'armée française partagea plus tard l'affliction de la colonie, qu'il avait rendue à la paix intérieure.

La France n'eut pas longtemps à se féliciter d'un succès qui, plus qu'aucune autre cause, ralluma la guerre de l'indépendance à Saint-Domingue et rompit les derniers liens de cette colonie avec la métropole. Sans doute, la répression de l'insurrection de la Guadeloupe était nécessaire, et ne pouvait s'effectuer que par les moyens violents qui y furent employés; mais, au lieu de remettre brusquement les noirs sous le joug de l'esclavage, il fallait adoucir leur sort, les préparer par degrés à une sage liberté, à l'existence civile, et ne point fournir à ceux de Saint-Domingue un motif légitime de reprendre les armes pour repousser l'oppression, que l'exemple de la Guadeloupe devait leur faire craindre. En un mot, il ne fallait pas démentir si ouvertement la foi promise à la population nombreuse des grandes Antilles[1].

[1] Le général Mathieu Dumas. Précis des événements militaires, campagne de 1802.

1803 – an XII Décembre (Frimaire), Antilles.

Suite de l'expédition de Saint-Domingue ; deuxième époque, jusqu'à l'entière évacuation de la colonie par les Français. — En acceptant la soumission de Toussaint-Louverture, le capitaine général Leclerc avait exigé qu'il se rendît au Cap, pour donner par sa présence un gage de sa fidélité. Le chef des noirs fut bien dédommagé de cette espèce d'humiliation par les démonstrations de respect que lui prodiguèrent, ainsi qu'à Dessalines, qui le suivit de près, les habitants de la capitale de Saint-Domingue. Pendant son entrevue avec Leclerc, 400 gardes à cheval qui l'accompagnaient restèrent constamment en bataille, le sabre nu, sur la place ou dans la cour du palais du gouvernement. Toussaint refusa tous les honneurs qui lui furent offerts, et demanda à se retirer sur une de ses habitations pour y vivre en simple citoyen.

Le capitaine général, sentant la nécessité d'apporter des changements à l'organisation des troupes coloniales, telle qu'elle était encore après la soumission générale des noirs, en ordonna l'incorporation dans les cadres venus de France ; mais cet amalgame ne s'effectua point. Peut-être craignit-on d'introduire dans les régiments de ligne des officiers auxquels on n'aurait pu refuser de l'avancement dans les cas ordinaires sans choquer trop évidemment leur amour-propre. D'ailleurs, comme il eût été dangereux de dissoudre les corps coloniaux tous à la fois, le général Leclerc crut devoir différer quelque temps l'exécution de la mesure qu'il avait prescrite, et ne songea qu'à s'assurer de la tranquillité des noirs en les divisant. Dans l'emploi qu'il faisait journellement des troupes coloniales, il ne s'en servait que par détachements, qu'il envoyait contre les rassemblements, et il voyait avec plaisir la désertion qui commençait à les affaiblir.

Les anciens chefs de canton employés par Toussaint furent nommés inspecteurs de culture par le capitaine général, qui réussit par là à ramener les ateliers sur les habitations. Les noirs cultivateurs reprirent peu à peu leurs habitudes domestiques, et les travaux agricoles succédèrent aux fatigues de la guerre. La libre circulation se rétablit insensiblement dans les différentes parties de la colonie ; le commerce reprit de la confiance, et on vit flotter le pavillon étranger dans les principaux

1803 — an XII Antilles.

ports de la colonie; les droits de douane devinrent productifs et la perception s'en fit avec facilité; enfin la nouvelle situation de Saint-Domingue, dans les premiers jours de juillet 1802, annonçait le retour d'une prospérité durable, et tout permettait de se confier dans l'avenir.

Mais bientôt on vit se déclarer au Port-au-Prince, et en même temps au Cap, les symptômes de ces terribles maladies connues, dans les Indes orientales et occidentales, sous le nom de *fièvre jaune* et de *mal de Siam*. Elles prirent tout à coup un caractère si effrayant, qu'il fallut renoncer à enterrer solennellement les morts pour ne pas dévoiler les ravages exercés par ces fléaux : des tombereaux parcourant les rues pendant la nuit enlevaient les cadavres, qu'on mettait à cet effet aux portes des maisons.

Le chef des noirs, retiré dans son habitation du canton d'Ennery, ne vit point sans une vive satisfaction que le ciel paraissait se charger du soin de le venger de l'injuste agression des blancs. Déjà ses espérances avaient été décelées par l'indiscrétion de quelques subalternes, par l'esprit manifeste du plus grand nombre des cultivateurs, dont la soumission, disaient-ils eux-mêmes, « n'était qu'une suspension d'armes jusqu'au mois d'août, » époque de l'année regardée depuis longtemps comme très-funeste aux Européens dans les colonies. Le capitaine général avait lieu de se méfier en outre des dispositions de Toussaint. Celui-ci avait, à la vérité, licencié sa garde d'honneur, au nombre de 1,800 hommes; mais ces hommes, feignant de retourner à la culture des terres, s'étaient pour la plupart retirés ou cachés dans le canton d'Ennery, auprès de leur ancien général. Deux lettres de Toussaint à l'un de ses aides de camp, son agent secret au Cap, interceptées par la police du capitaine général, confirmèrent pleinement les soupçons déjà formés. Dans la première de ces lettres, Toussaint, après s'être emporté en invectives contre les généraux de couleur qui l'avaient abandonné, notamment contre Christophe et Dessalines, exprimait le plaisir qu'il éprouvait d'apprendre « que la Providence venait enfin à son secours [1]. » Il demandait à son agent

[1] Il y a ici un jeu de mots : *la Providence* était le nom du principal hôpital du Cap.

un état des morts enterrés chaque nuit au Cap, et lui recom- 1803 – an XII Antilles.
mandait de le prévenir quand la maladie aurait atteint le capitaine général. Toussaint demandait, dans sa seconde missive, s'il était possible de gagner quelqu'un auprès du général Leclerc; il engageait son agent à répandre le bruit que les cultivateurs ne voulaient plus lui obéir (à lui Toussaint); et il lui prescrivait d'empêcher, par le crédit des gérants dévoués, ces mêmes cultivateurs de travailler sur les habitations.

Avant l'interception de ces lettres, les généraux Clerveaux, Christophe et Maurepas, effrayés de l'idée que Toussaint pourrait bientôt, en raison des pertes journalières qu'éprouvait l'armée française, les faire peut-être repentir d'avoir traité sans ses ordres, étaient venus demander au capitaine général la déportation d'un chef qui, du fond de sa retraite, les faisait encore trembler.

Cette démarche des ex-lieutenants de Toussaint, les lettres de celui-ci à son aide de camp, enfin d'autres avis qui parvenaient de tous les points de la colonie, firent prendre à Leclerc la détermination d'éloigner de Saint-Domingue un homme dont l'influence sur la partie la plus nombreuse de la population pouvait rallumer et perpétuer la guerre.

L'exécution d'une pareille mesure de sûreté n'était point facile. Le capitaine général commença par envoyer beaucoup de troupes dans le canton d'Ennery, sous le prétexte que l'air y était beaucoup plus salubre que dans toute autre contrée de l'île. Les habitants se plaignirent de cette surcharge, et chargèrent Toussaint d'être leur interprète auprès du général Brunet, commandant de l'arrondissement des Gonaïves, dont faisait partie le canton d'Ennery.

Brunet, qui avait reçu les instructions secrètes du capitaine général, répondit que la recommandation d'un chef aussi distingué lui faisait un devoir de soulager les habitants d'Ennery, mais qu'étant nouvellement arrivé de France, il ne connaissait pas encore assez bien les localités pour pouvoir répartir dans des quartiers bons et salubres les troupes excédantes, et qu'il avait besoin des lumières de l'ancien gouverneur de Saint-Domingue pour déterminer l'assiette des nouveaux cantonnements qu'il convenait d'assigner à ces mêmes troupes. Toussaint donna

1803 an XII Antilles. tête baissée dans le piége qu'on lui avait tendu. Il prévint le général Brunet qu'il se rendrait, avec vingt hommes d'escorte, à moitié chemin des Gonaïves ; Brunet, de son côté, arriva au lieu indiqué avec un pareil nombre de soldats déterminés.

Les deux généraux étaient entrés en conférence, les noirs et les soldats français, mêlés ensemble, paraissaient alors dans la meilleure intelligence, lorsque tout à coup les derniers, sautant à l'improviste sur l'escorte de Toussaint, la désarment. Au même instant, le chef d'escadron Ferrari, aide de camp du général Leclerc, se présente et dit au chef redoutable des noirs : « Le capitaine général m'a donné l'ordre de vous arrêter ; vous êtes entouré de troupes françaises ; vos gardes sont dans l'impuissance de vous secourir, et vous êtes mort si vous faites résistance : remettez-moi votre épée. » Toussaint, atterré, la lui donna sans proférer une seule plainte. Il fut conduit aux Gonaïves et embarqué à bord du vaisseau *le Héros*. C'est là qu'il dit ces paroles mémorables : « En me renversant, on n'a abattu que le tronc de l'arbre de la liberté des noirs ; il repoussera par les racines, parce qu'elles sont profondes et nombreuses [1]. »

L'arrestation de Toussaint a été considérée comme une des causes principales qui décidèrent les noirs de Saint-Domingue à une nouvelle et générale insurrection contre la métropole ; mais il est évident que le capitaine général Leclerc, auquel on a reproché cette mesure, jugée impolitique, y fut conduit par l'exécution même du plan arrêté par le gouvernement consulaire. En effet, puisque au lieu de maintenir Toussaint dans le poste auquel il s'était élevé et de recevoir de ses mains la colonie qu'il avait conservée a la France, le premier consul avait voulu que l'île fût reconquise par la force des armes, il fallait bien que Leclerc usât du seul moyen qui pût remédier à l'affaiblissement des troupes de l'expédition ; il fallait enlever aux noirs, mécontents du nouvel ordre de choses, le chef qui pouvait encore les rallier et recommencer une guerre dont l'issue ne pouvait être que désastreuse pour l'armée française, déjà réduite de moitié.

[1] Conduit en France et renfermé au fort de Joux, Toussaint y est mort après dix mois de captivité.

Cependant l'enlèvement de Toussaint-Louverture ne produisit pas d'abord, dans la colonie, la secousse à laquelle on avait lieu de s'attendre; les noirs dissimulèrent leur ressentiment. Un seul des chefs subalternes, plus impatient que les autres, tenta de soulever les cultivateurs du canton d'Ennery; mais cette insurrection partielle fut étouffée dans son principe. 1803—an XI Antilles.

Le capitaine général Leclerc, malgré la tranquillité apparente des noirs, n'était pas sans concevoir de justes alarmes sur leurs dispositions secrètes; il craignait également de laisser des armes entre leurs mains et de les en retirer. Mais, dans un moment où les maladies rendaient mortels les mouvements des troupes européennes, il n'osa point brusquer un désarmement, espérant trouver dans une adroite temporisation les moyens d'en venir à une opération aussi délicate. L'organisation de la garde nationale fut négligée dans ce dessein, et les troupes coloniales furent disséminées de manière à rendre leur réunion très-difficile.

Vers le milieu du mois d'août, plusieurs bâtiments venus des îles du Vent répandirent la nouvelle du rétablissement de l'esclavage à la Guadeloupe, après la réduction, par le général Richepance, des noirs insurgés de cette colonie. Cette nouvelle malencontreuse, à laquelle une politique étrangère[1] donnait encore une plus grande extension, fit une vive impression sur l'esprit des noirs dans tous les quartiers de Saint-Domingue, et fut comme un signal d'insurrection générale. Des mouvements de révolte éclatèrent sur un grand nombre de points à la fois, et, dans ces circonstances fâcheuses, le général Leclerc se vit forcé de recourir à l'intervention des chefs qu'il faisait surveiller depuis l'arrestation de Toussaint. Ceux-ci parurent rivaliser d'ardeur et de sévérité dans la répression de la révolte, mais ils excitèrent sous main les insurgés au meurtre et à l'incendie. Dessalines, pour dissiper les soupçons qui planaient sur lui, se montra le plus féroce exécuteur des mesures prises contre ceux de sa couleur. Il arrêta lui-même le général noir Charles Belair, qui fut traduit devant une commission militaire entièrement composée d'officiers noirs ou mulâtres, condamné à mort à l'unanimité, et fusillé par des troupes coloniales. Dessalines fit en-

[1] Les Anglais.

1803 — an XII Antilles suite égorger 300 noirs ou hommes de couleur, pour venger la mort de quelques soldats européens massacrés dans les plaines de l'Artibonite.

Nous n'entrerons point dans tous les détails de cette première campagne, où le plus grand nombre des généraux et chefs noirs se montrèrent encore attachés à la cause de la métropole, et où les insurgés, tantôt vaincus, tantôt vainqueurs, virent croître, avec leur résistance, le nombre de leurs partisans.

La guerre prit enfin le caractère le plus grave, et le danger devint tel pour les Français, qu'il ne leur fut plus possible de conserver l'offensive. Une bande de noirs rassemblés dans les environs du Port-de-Paix s'emparèrent de cette ville et de son fort, dans lequel se trouvaient 25 milliers de poudre. Bientôt le département du Nord, à l'exception de quelques villes, se trouva en insurrection complète. C'est alors qu'on eut recours aux expédients de la faiblesse. Les supplices, les exécutions se multiplièrent, sans qu'on pût en imposer aux révoltés; et malheureusement le capitaine général Leclerc, séduit par les démonstrations des généraux noirs, conçut trop longtemps l'idée du dévouement de ces chefs réguliers des troupes coloniales.

Les noirs révoltés ne faisaient point de prisonniers; les maladies augmentaient d'intensité, et les renforts arrivant d'Europe par intervalles étaient dévorés, quelques jours après leur débarquement, sans avoir eu le temps d'entrer en ligne; les bataillons se trouvaient réduits des deux tiers, et vingt généraux avaient cessé de vivre.

Bientôt il ne fut plus possible de compter sur la fidélité, déjà fortement ébranlée, des troupes coloniales et de leurs chefs. Le général Clerveaux, naguère président de la commission militaire qui avait jugé Charles Belair à mort, leva le premier le masque en passant aux rebelles, dans la nuit du 13 au 14 septembre, avec la 10e, la 13e et partie de la 6e demi-brigade coloniale. C'en était fait du général Leclerc et de tous les blancs qui se trouvaient au Cap, si le général noir, moins prompt dans sa résolution de déserter, eût voulu marcher sur le Cap avec ses troupes, qui en couvraient les approches, et qui se montaient à près de 3,000 hommes. Le capitaine général n'eût pu lui opposer que 300 hommes de troupes européennes.

Les révoltes vinrent attaquer le Cap le 16 septembre, à une heure du matin, replièrent les avant-postes, et s'emparèrent du petit fort Pierre-Michel ; mais la résistance du fort Jeantot, où commandait le chef de brigade Anhouil, avec les débris de la 7e demi-brigade de ligne, sauva la ville du Cap. Les insurgés, connaissant le nombre des forces que le capitaine général avait à leur opposer, et croyant en avoir bon marché, furent étonnés de se voir repoussés par le brave Anhouil. Ils pensèrent que des renforts venaient sans doute d'arriver de France, et se déterminèrent à la retraite, après avoir laissé sur le terrain un assez grand nombre de morts. 1803 — an XI: Antilles.

Christophe, Paul Louverture, neveu de Toussaint, et Dessalines ne tardèrent pas à suivre l'exemple de Clerveaux. Dans la situation critique où la défection de ces généraux et des troupes coloniales venait de placer le capitaine général, il ordonna la concentration des faibles moyens qui lui restaient sur un petit nombre de points. Dans l'ouest, les troupes furent réunies à Saint-Marc et au Port-au-Prince; celles du nord furent appelées à la défense du Cap et du môle Saint-Nicolas. Ce mouvement ne se fit point sans difficulté. Le général Pamphile Lacroix, qui occupait le fort Dauphin, dont l'évacuation était ordonnée, aurait couru les plus grands dangers en l'exécutant, si sa grande fermeté et sa présence d'esprit n'eussent point imposé aux troupes noires servant encore sous ses ordres. Ces troupes, commandées par un chef nommé Toussaint Brave, ayant refusé de s'embarquer avec les Européens qui se trouvaient au Cap, le général Lacroix leur signifia qu'il allait se séparer d'elles, et qu'il avait pris ses mesures pour les faire repentir de leur audace, si elles osaient tourner leurs armes contre leur ancien général. Les noirs, interdits, restèrent spectateurs tranquilles de l'évacuation de la place et des forts qui en dépendent. Le général Lacroix eut tout le loisir nécessaire pour faire avarier et détruire ce qu'il ne put emporter, et pour faire embarquer les malades. C'est ainsi qu'il empêcha les noirs de disposer de 80 milliers de poudre, d'immenses provisions d'eau-de-vie, de viande salée et de biscuit, renfermés dans le fort Dampierre, dépôt général des approvisionnements de l'armée[1].

[1] Il y en avait pour la valeur de deux millions.

1803 – an XII Antilles. Le général Brunet fut chargé de l'évacuation de tout ce qu'il y avait de troupes à l'est du Cap; c'était ce qui composait sa division : comme elle tenait un terrain immense, et que la plupart de ses postes étaient enveloppés par les insurgés, il lui fallut beaucoup de temps pour en opérer la réunion. Prévenant la défection du chef Maurepas, qui servait sous ses ordres, il le fit embarquer au Port-de-Paix avec la troupe qu'il commandait, et le fit conduire dans la rade du Cap, où il fut noyé[1].

Le capitaine général Leclerc fut atteint par la fièvre jaune, dans les derniers jours d'octobre Sa situation morale hâta les progrès de la maladie, qui ne s'était point annoncée d'abord sous des symptômes très-alarmants. Il affecta jusqu'à son dernier moment la plus grande assurance, pour ne point porter à un découragement total ceux qui l'entouraient. Peu avant sa mort, il exprima des regrets sur les faux errements qui avaient dirigé le premier consul dans le but de son expédition ; il gémit d'une entreprise faite sur des hommes et par des hommes dignes d'un meilleur sort, à raison des services qu'ils avaient déja rendus et qu'ils auraient pu rendre encore à la France; ses dernières paroles furent des vœux pour la colonie, pour l'armée et pour sa patrie : il expira dans la nuit du 1er au 2 novembre. Son corps fut embaumé et porté à bord du vaisseau de guerre français *le Swifthsure*.

Le général Rochambeau, étant le plus ancien général de division de l'armée, fut appelé, du Port-au-Prince où il commandait, au Cap-Français, pour exercer les fonctions de capitaine général[2].

[1] Par ordre supérieur.

[2] C'est une circonstance digne de remarque qu'à deux ans d'intervalle les deux établissements les plus importants de la France au delà des mers aient été perdus pour elle sous le commandement de deux généraux en chef qui ne durent l'un et l'autre ce poste qu'à l'ancienneté de leur grade. Nous sommes loin de vouloir comparer le général Rochambeau au général Menou, sous le rapport des talents et de l'expérience; mais nous devons dire que des considérations particulières, qui reposent sur les préventions manifestes de Rochambeau contre les hommes de couleur, nous ont conduit à penser que le premier consul n'eût peut-être pas confirmé ce général dans le poste de capitaine général, si les circonstances lui avaient permis de réfléchir sur les conséquences de ce choix.

La mort du général Leclerc avait encore augmenté l'inquiétude générale de l'armée et des habitants de la colonie attachés à la métropole. Tous les regards étaient tournés vers la France. On s'attendait à voir arriver incessamment une nouvelle flotte et une nouvelle armée, dont le premier consul devait avoir ordonné la réunion, du moment où il avait été informé de la résistance de Toussaint. Le général Rochambeau chercha à ranimer et à entretenir cette confiance, en mettant beaucoup d'activité dans les dispositions qu'il prit avec les ressources qui lui restaient. 1803 — an XII Antilles

Cependant l'insurrection s'était arrêtée sur les limites de la partie du sud. Le général noir Laplume, qui s'était soumis le premier, n'avait point trahi le serment de fidélité qu'il avait prêté entre les mains du général Boudet. La plaine du Cul-de-Sac, les quartiers du Mirebalais et du Grand-Bois, étaient encore au pouvoir des Français; le Port-au-Prince, Saint-Marc, le môle Saint-Nicolas et le Cap avaient des garnisons suffisantes pour repousser les efforts des noirs; la partie espagnole résistait à la révolte.

Christophe et Dessalines, restés quelque temps inactifs après la mort du général Leclerc, reparurent tout à coup aux environs du Cap, et occupèrent les mornes qui dominent cette ville, quand ils eurent connaissance des préparatifs que faisait le nouveau capitaine général pour agrandir le cercle où il se trouvait resserré. Rochambeau prit de promptes mesures pour forcer les révoltés à évacuer ces positions; une batterie qu'il ordonna de dresser sur le plateau de l'habitation Vertière fit un feu si vif et si bien dirigé, que les noirs se retirèrent en peu de temps.

Ce premier succès redoubla l'ardeur du général Rochambeau. Il forma le dessein de reprendre le Port-de-Paix et le fort Dauphin, deux points à l'est et à l'ouest du Cap, qui, servant d'appui aux révoltés, mettaient à leur discrétion tout le département du Nord. Le général Clausel, à la tête de quelques troupes récemment arrivées d'Europe, fut chargé de cette expédition. Les deux places furent enlevées successivement; mais les garnisons qu'on fut obligé d'y laisser diminuèrent d'autant les moyens de résistance du Cap : peut-être eût-il été plus

1803 – an XII Antilles. convenable de s'en tenir provisoirement au système de concentration qu'avait adopté le général Leclerc.

Un autre changement que le général Rochambeau apporta dans le plan de conduite suivi par son prédécesseur envers les mulâtres eut encore un résultat plus fâcheux que le premier.

A l'arrivée de l'armée française à Saint-Domingue, les hommes de couleur, persécutés par Toussaint-Louverture, et privés par lui du chef sous lequel ils avaient combattu pour leur liberté, étaient venus offrir leurs services à Leclerc pour coopérer à la réduction des noirs, et ce capitaine général en avait retiré de grands secours. Les plus ardents de ces mulâtres avaient pris parti dans les troupes européennes; quelques-uns avaient reçu un avancement mérité. Il semble, dans cet état de choses, que le général Rochambeau eût dû s'appliquer à retenir les mulâtres dans les bonnes dispositions où un grand nombre d'entre eux étaient encore pour soutenir la cause de la métropole. A la vérité, quelques-uns s'étaient tournés du côté des noirs dans le dernier mouvement insurrectionnel; le chef de brigade Péthion avait même eu une très-grande influence dans la détermination prise par le général Clerveaux de passer aux révoltés; il n'en était pas moins nécessaire d'user de grands ménagements envers cette caste, qui formait le plus nombreux élément de la population du sud de Saint-Domingue. Rochambeau se livra trop à ses anciennes préventions contre les mulâtres, et elles furent partagées par quelques-uns de ses subalternes. Le général Darbois, qui commandait un des arrondissements du département du Sud, commit une très-grande faute en faisant arrêter et noyer un mulâtre, nommé Bardet, sur de vagues soupçons, et sur des délations contre lesquelles il aurait dû se prémunir.

Cette violence fut le signal de l'insurrection des hommes de couleur dans la partie du sud; ils se joignirent à des bandes de noirs qui rôdaient sur les limites de cette partie, jusqu'alors préservée de la contagion. Un grand nombre de blancs furent immolés à leur vengeance. Rochambeau, à la nouvelle de ces événements, envoya un renfort de 500 hommes au général Laplume, commandant en chef, pour l'aider à réprimer les nouveaux révoltés.

L'occasion était trop favorable pour que Dessalines et Christophe n'en profitassent pas en renouvelant leurs tentatives sur le Cap. Ils réunirent une masse considérable de leurs troupes, et attaquèrent, pendant la nuit du 17 au 18 février, le fort Belair : la garnison chercha à se défendre, mais elle fut accablée par le nombre et passée au fil de l'épée. Les noirs, parvenus jusqu'aux barrières, allaient pénétrer dans la ville du Cap, lorsque le général Rochambeau vint à leur rencontre avec tout ce qu'il put réunir de troupes. Il tourna le morne, pour attaquer les insurgés par le chemin de leur retraite, tandis qu'il faisait marcher le commandant de la garde nationale, Cagnet, directement sur le fort Belair. Cette manœuvre hardie réussit; la garde nationale du Cap avait repris le fort au moment même où la colonne de Rochambeau, toute composée de soldats de ligne, parut sur la sommité du morne. Les insurgés, ne pouvant pas résister aux attaques simultanées des deux colonnes, prirent la fuite : un grand nombre, serrés de trop près, ayant jeté leurs munitions et leurs armes, on reconnut que ces dernières étaient de fabrique anglaise.

Cette circonstance dut nécessairement aggraver les soupçons qu'on avait de la part que prenait déjà le gouvernement de la Grande-Bretagne aux troubles de la colonie, par l'apparition d'une frégate de cette nation dans la rade du Cap, où elle avait mouillé quelques jours auparavant sans communiquer avec les Français.

La position du général Rochambeau devenait de jour en jour plus difficile; l'insurrection continuait à faire des progrès effrayants, qui nécessitaient la division des forces répressives dans les trois départements où elle s'étendait. Le général Laplume, toujours fidèle, réussit bien pendant quelque temps encore à contenir les révoltés, par la justesse des combinaisons que sa parfaite connaissance du pays le mettait à même d'exécuter; il chassa même les noirs des quartiers dont ils s'étaient emparés, et les poursuivit jusque sur le territoire du département de l'Ouest; mais les préventions dont nous avons parlé plus haut, et qui malheureusement étaient partagées par un certain nombre d'officiers imprudents, redonnèrent une grande activité à la fermentation générale, et décidèrent du sort de la partie du sud.

1803 — an XII Antilles.

Le général Laplume, pendant son expédition, avait confié le commandement des Cayes à un officier qui, malgré le funeste exemple de l'assassinat du mulâtre Bardet, fit arrêter plusieurs autres hommes de couleur qui faisaient partie de la gendarmerie de l'arrondissement des Cayes, et qu'on lui avait dénoncés comme suspects : il les fit noyer pendant la nuit. Un autre commandant mulâtre et son fils furent fusillés ; et quand le général Laplume, à son retour, demanda compte de ces exécutions arbitraires, on allégua de vains prétextes, des complots dont on n'avait point de preuves.

Le soulèvement devint général dans le département du Sud. Un mulâtre, nommé Férou, se mit à la tête des hommes de sa couleur et des noirs libres, et établit son quartier général a l'habitation Drouet, où sa bande s'accrut journellement. Laplume ayant écrit à Rochambeau qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour sauver cette partie de la colonie, non moins embrasée que les autres, ce capitaine général fit embarquer, le 14 mars 1803, 1,200 hommes de ses meilleures troupes pour le Port-au-Prince, où il se rendit lui-même. Il laissa le commandement du Cap au général Clausel, auquel il donna pour instruction principale de diriger sur-le-champ vers le sud tous les vaisseaux de guerre et de transport arrivant d'Europe. Cette détermination, qui répandit l'alarme parmi les habitants du Cap, releva les espérances de ceux du Port-au-Prince, qu'épouvantait l'audace des insurgés.

En débarquant au Port-au-Prince Rochambeau apprit que les révoltés venaient de s'emparer du Petit-Goave. Ce poste était trop important pour que le capitaine général ne s'empressât point de le faire reprendre. Il confia cette expédition au chef de brigade Nether-Wood, jeune Suédois, dont nous avons mentionné honorablement le nom dans le récit des campagnes de l'armée d'Égypte, où il avait été employé[1], en lui annonçant que la main d'une belle créole que cet officier aimait serait le prix de la réussite de cette expédition.

Nether-Wood avait déjà donné des preuves signalées d'un

[1] Il avait été premier aide de camp du général Menou, et commandait alors la garde du capitaine général.

courage qui n'avait pas besoin d'être excité par cette flatteuse perspective. Il fit voile pour la rade du Petit-Goave, et vint mouiller devant ce bourg, qu'il fit canonner aussitôt. Les noirs l'évacuèrent à la lueur de l'incendie et se retirèrent dans un fort isolé et d'un accès très-difficile. Nether-Wood les y suivit, après avoir fait débarquer sa troupe. Accueilli par un feu meurtrier, auquel la position du fort et des obstacles ne lui permettaient pas de répondre, il ordonna l'assaut. Les soldats français s'y portèrent avec une ardeur égale à celle de leur chef; mais ils furent repoussés à plusieurs reprises : Nether-Wood vit tomber les plus braves et fut blessé mortellement. Cet échec répandit l'alarme et la consternation au Port-au-Prince; les insurgés, plus audacieux que jamais, s'avancèrent jusqu'auprès de cette ville, dont ils ravagèrent tous les environs. 1803 — an XII Antilles.

Sur ces entrefaites, le général Sarrazin, parti du Cap avec le premier renfort que Rochambeau avait envoyé au général Laplume, était arrivé par mer à Tiburon, ville située à l'extrémité de la presqu'île du sud. Ses instructions lui prescrivaient de parcourir les quartiers de cette partie pour en chasser les insurgés, et de faire ensuite sa jonction avec le général Laplume, aux Cayes. Ce secours ne pouvait pas venir plus à propos : Laplume se maintenait avec difficulté contre les bandes réunies des chefs Férou, Caugé et Gueffrand, qui, après lui avoir enlevé les postes de Miragoane, Aquin, Saint-Louis et Cavaillon, et avoir rejeté le chef de brigade Hurto dans l'Anse-à-Veau, bloquaient alors la ville des Cayes, et avaient même déjà sommé le fidèle général de se rendre. L'arrivée du général Sarrazin permit à Laplume de repousser et de disperser les insurgés qui l'environnaient; mais, depuis ces événements, ceux des départements du Nord et de l'Ouest, malgré leur ancienne animosité, firent cause commune avec les mulâtres et noirs libres du département du Sud; ils rallièrent à eux non-seulement les anciens soldats et officiers noirs réformés, mais encore tous les cultivateurs des différentes habitations. Cette terrible confédération des révoltés des trois départements détruisait désormais tout espoir de pacification, et malheureusement on manquait même alors des moyens qui pouvaient assurer une simple défensive.

Ce fut donc un événement très-opportun que l'arrivée d'un

1803 — an XII
Antilles.

renfort de 12,000 hommes de troupes de ligne, amenés le 5 avril, au Port-au-Prince, par l'escadre du contre-amiral Bedout. L'état des choses était à ce moment si critique, que le général Rochambeau se hâta d'employer ce secours, sans donner aux soldats un seul jour de rafraîchissement après la longue traversée qu'ils venaient de faire. Le général Brunet, rappelé du môle Saint-Nicolas où il commandait, eut ordre de s'embarquer sur l'escadre du contre-amiral Bedout, et de prendre le commandement de ces troupes, qui n'avaient point mis pied à terre, et que le général en chef destinait pour Jérémie, quartier du sud jusqu'alors intact, mais que les insurgés menaçaient fortement. L'escadre arriva devant Jérémie le 10 avril.

Le général Brunet devait, en partant de Jérémie, opérer sa jonction, dans la plaine de Torbeck, avec le général Laplume, qui s'y dirigerait lui-même des Cayes, d'après la communication qu'on lui avait donnée du plan arrêté. Brunet divisa sa troupe en deux colonnes : la première, sous les ordres du chef de brigade Mafrant, devrait suivre le chemin de Plymouth ; la seconde fut embarquée pour Tiburon, d'où elle devait s'acheminer vers le rendez-vous commun par les mêmes chemins que le général Sarrazin avait suivis quelque temps auparavant : cette colonne était commandée par l'adjudant commandant Cercley. Le général Brunet se rendit directement aux Cayes par mer.

Déjà le général Sarrazin, parti de cette dernière ville avec 600 hommes, était arrivé dans la plaine de Torbeck, et y attendait les deux colonnes dont nous venons de parler ; mais l'insurrection avait fait trop de progrès pour que le plan concerté pût recevoir son exécution. La colonne de l'adjudant commandant Cercley, entièrement composée de Polonais, après avoir débarqué à Tiburon, était parvenue au petit bourg des Coteaux, à douze heures de marche de la première ville ; mais Férou, instruit de ce mouvement, s'était porté au-devant avec des forces considérables, qu'il avait réparties en diverses embuscades. Les Polonais, engagés dans des chemins difficiles et tortueux, furent attaqués de tous les côtés par les noirs, dont ils recevaient le feu sans pouvoir riposter avec avantage. La plupart de ces braves soldats furent tués, blessés ou faits prisonniers. L'adjudant commandant Cercley se replia avec le

reste sur les Coteaux, et s'embarqua ensuite sur des bâtiments légers qui avaient ordre de longer la côte jusqu'aux Cayes. 1803—an XII Antilles.

La seconde colonne, conduite par le chef de brigade Mafrant, ne fut pas plus heureuse dans son mouvement; elle rencontra des obstacles pareils à ceux qui avaient contraint le commandant Cercley de se rembarquer. Attaquée vivement par la bande d'un noir appelé Jean-Louis François, à quinze lieues de Jérémie, cette colonne fut accablée par le nombre et se retira avec précipitation sur le bourg du Corail, à quelque distance de Jérémie, abandonnant ses blessés à la fureur des noirs. La retraite des deux colonnes du général Brunet était d'autant plus fâcheuse, qu'elle compromettait le détachement du général Sarrazin, campé dans la plaine de Torbeck. Le mulâtre Férou se porta sur ce point, après la défaite des Polonais en avant des Coteaux, à l'effet d'envelopper les 600 Français qui s'y trouvaient. Fort heureusement, les généraux Brunet et Laplume, avertis à temps, sortirent des Cayes avec quelques troupes, dégagèrent le général Sarrazin, et rentrèrent avec lui dans la ville, où ils se renfermèrent. Ces derniers désastres entraînèrent l'évacuation successive des différents quartiers du département du Sud, qui fut bientôt envahi totalement par les révoltés.

A cette époque de la situation des affaires militaires à Saint-Domingue, un refroidissement sensible avait déjà lieu entre les deux gouvernements français et anglais. Déjà on cherchait de part et d'autre à éluder les conditions de ce traité d'Amiens qui avait paru un moment devoir assurer la paix du monde. Le cabinet de Londres surtout laissait entrevoir, dans ses discussions avec celui de Saint-Cloud, qu'il était disposé à rompre; et les vœux du commerce anglais, gêné dans ses débouchés par la concurrence avec celui de France, devançaient cette rupture. Les négociants de la Grande-Bretagne avaient, ainsi qu'on a pu le voir, fourni des armes aux insurgés en représailles de la conduite tenue par l'ancien gouvernement français lors de la guerre de la Nouvelle-Angleterre contre la métropole. Ils ne cessaient de dire aux chefs de l'insurrection de Saint-Domingue, avec lesquels ils étaient en rapport journalier, que si la guerre se rallumait entre les deux nations française et anglaise, comme tout portait à le croire, il ne resterait plus à l'armée de

1803 – an XII Antilles. Saint-Domingue d'autre moyen de salut que de se rendre prisonnière, et qu'ainsi l'indépendance, pour laquelle ils faisaient de si généreux efforts, leur serait irrévocablement assurée. Cette perspective doublait l'énergie des noirs et des mulâtres, tandis que, par un effet contraire, elle affaiblissait la vigueur de la défense et altérait la confiance des Français.

L'issue des dernières opérations dans le sud de la colonie avait tellement affecté le général Laplume, que, désespérant de pouvoir conserver cette partie, il prit tout à coup la résolution de se retirer au Port-au-Prince. Ce chef noir, le seul qui ne démentit point la foi qu'il avait jurée à la France, se voyait en butte à la terrible vengeance des hommes de sa couleur. Désormais inutile à la cause qu'il avait défendue avec tant de loyauté, il s'embarqua pour se rendre en Espagne, où il mourut quelque temps après son arrivée.

Le général Sarrazin, resté seul commandant aux Cayes, fut forcé de quitter cette place pour aller au secours de plusieurs postes que pressaient vivement les insurgés, et réussit encore à repousser ces derniers. Il protégea ensuite l'évacuation des Cayes, dont les dernieres ressources furent dirigées vers Jérémie, seul point qui fût encore au pouvoir des Français dans la presqu'île du sud, et dont le général Fressinet vint prendre le commandement.

Réduit à cette extrémité, le général Rochambeau écrivit au premier consul pour l'instruire de la situation désespérée de la colonie; il chargea de ses dépêches une députation choisie dans les trois classes d'habitants, afin de donner plus de poids à la demande qu'il faisait d'un secours efficace et indispensable. Cette démarche calma pendant quelque temps les esprits, et, en attendant le résultat de la délibération du gouvernement, on résolut de redoubler d'efforts pour soutenir la lutte inégale dans laquelle on était si péniblement engagé.

Rochambeau avait toujours son quartier général au Port-au-Prince, et toute son attention était portée sur le département de l'Ouest, où il réunit ce qui lui restait de forces disponibles, pour garder les quartiers du Mirebalais et des Grands-Bois. Quoiqu'il eût abandonné le département du Nord à ses propres ressources, il n'en regardait pas moins la ville du Cap

comme son point de retraite, s'il était forcé de se replier. Le général Clausel avait mis cette place, où il commandait, dans le meilleur état de défense possible. 1803 — an XII Antilles.

L'intendant général Daure, devenu préfet colonial après la mort de M. Benezech, à qui le premier consul avait d'abord confié ce poste important, sut pourvoir, par son activité, aux approvisionnements du Port-au-Prince : il les tirait des quartiers conservés dans le département de l'Ouest. Comme les communications entre ces quartiers et la ville étaient fort difficiles, en raison des bandes qui parcouraient les campagnes, on organisa des compagnies de troupes légères, uniquement destinées à escorter les cultivateurs qui apportaient leurs denrées. Il était d'autant plus urgent de tenir ainsi les routes praticables, que les insurgés, favorisés par les Anglais, et montés sur des barques légères, arrêtaient tous les petits convois par mer et infestaient toutes les côtes. L'amiral Latouche-Tréville ne put pas parvenir à purger la grande anse de ces nouveaux flibustiers.

Tandis que le général Rochambeau employait tous les moyens qui lui restaient encore pour se maintenir dans l'ouest, les insurgés, maîtres de la partie du sud, faisaient de grands préparatifs pour venir investir et affamer le Port-au-Prince, dont ils ne pouvaient faire le siége, faute d'artillerie. Au commencement de juin, ils jetèrent une partie de leurs forces sur le territoire de l'ouest, et le général Rochambeau se vit forcé de faire marcher contre eux presque toutes ses reserves. La grande supériorité numérique des bandes insurgées rendit impuissants dans presque toutes les rencontres les efforts des détachements français. Instruits par l'expérience de leurs premières défaites, les noirs étaient devenus d'habiles partisans : ils évitaient les engagements en rase campagne, et s'étudiaient à lasser la patience des Français plutôt qu'à les vaincre, à les détruire en détail plutôt qu'à les attaquer en masse. Ce système de guerre leur réussit complétement. Les troupes françaises qui tenaient les quartiers du Mirebalais et des Grands-Bois furent forcées de les évacuer, et se retirèrent, les unes vers la partie espagnole et les autres sur la Croix-des-Bouquets.

Quelque temps après cette dernière évacuation, la frégate *l'Infatigable*, venue de Brest en trente et un jours, apporta au

1803 — an XII Antilles général Rochambeau l'ordre d'abandonner le Port-au-Prince et de se concentrer dans la ville du Cap. Les lettres adressées à ce général ne renfermaient aucune annonce d'un prochain secours, et laissaient entrevoir que les hostilités n'étaient pas loin de recommencer en Europe. La nouvelle de l'évacuation ordonnée, et ce bruit de guerre avec l'Angleterre, jetèrent dans la consternation tous les habitants du Port-au-Prince. Tous ceux qui avaient été attachés à la cause française se voyaient déjà victimes de la fureur des noirs : ils n'eurent bientôt plus qu'une seule pensée, celle de tout sacrifier pour éviter la mort, en suivant les troupes de la métropole dans leur retraite sur le Cap. Les noirs, prévenus de la prochaine évacuation du Port-au-Prince, accoururent en foule, couronnèrent les hauteurs qui dominent cette ville et allumèrent des feux de joie en poussant d'horribles acclamations.

Cependant, malgré les ordres précis du gouvernement, le général Rochambeau ne put se décider à faire évacuer entièrement la ville ; il y laissa le général Sarrazin, auquel il recommanda de tenir ce poste aussi longtemps qu'il le pourrait. Le 4 juillet, dix jours après l'arrivée du général Rochambeau au Cap, une croisière anglaise parut devant l'entrée de la rade, et, bien qu'elle ne commît aucun acte d'hostilité, on dut croire la guerre déclarée, surtout lorsqu'on apprit que d'autres bâtiments croisaient également devant le Port-au-Prince et devant les Cayes.

Tout espoir fut perdu désormais : le Port-au-Prince, étroitement resserré, fut bientôt en proie à la famine. Le poste de la Croix-des-Bouquets fut investi ; les généraux Brunet et Fressinet ne défendaient plus quelques postes aux environs des Cayes et de Jérémie qu'afin de pouvoir sauver au moins l'existence de leurs faibles troupes, en capitulant avec les Anglais ; enfin le Cap-Français, sans aucune communication par l'intérieur avec l'ouest et le sud, était entièrement bloqué.

Rochambeau, instruit de l'affreuse situation où se trouvait le Port-au-Prince désolé par la famine, décida, le 24 juillet, un bâtiment américain, chargé de farine, à s'y rendre : ce navire entra dans le port malgré la croisière. Le général Sarrazin n'était plus dans la ville : il venait de se retirer à l'île de Cuba, après avoir remis le commandement au général Laval-

lette[1]. Les farines apportées par le bâtiment américain servirent à prolonger de quelques jours la défense du Port-au-Prince. 1803 — an XII Antilles.

Dans cet intervalle, le poste de la Croix-des-Bouquets tomba entre les mains des insurgés : des 700 hommes qui composaient la garnison, une partie fut massacrée en escortant un des convois qui se hasardaient encore à porter des provisions au Port-au-Prince ; le reste évacua heureusement le poste et se retira sur la partie espagnole. Il n'y avait plus que la seule position du Cap qui pût encore offrir quelque résistance sérieuse aux efforts réunis des insurgés : tous les autres points succombèrent successivement devant un ennemi dont l'activité était infatigable. Celui de Saint-Marc céda le premier : l'officier qui y commandait, se voyant privé de tout secours, capitula avec le capitaine d'une frégate anglaise qui croisait devant le port. Quelques jours après, le général Lavallette, pressé de toutes parts et ayant épuisé toutes ses ressources en vivres, fit propose à Dessalines de lui remettre la place du Port-au-Prince. Ce chef noir accorda cinq jours pour l'évacuation et des otages furent livrés de part et d'autre. Tous ceux des blancs qui n'avaient pas suivi le général Rochambeau lors de son départ désiraient se retirer avec les troupes, mais il n'y avait pas assez de bâtiments. Dessalines engagea le général Lavallette à assurer les blancs de sa clémence. Un grand nombre, restés sur la foi de cette promesse, devinrent victimes de leur crédulité.

A l'expiration du fatal délai, le 10 octobre, tous les bâtiments étaient encombrés d'infortunés peu confiants dans l'humanité de Dessalines; le rivage offrait le tableau le plus déchirant. En quittant leurs parents et leurs amis, tous ceux qui avaient été assez heureux pour trouver place dans les frêles embarcations qui les transportaient loin de leurs foyers domestiques faisaient d'éternels adieux à ceux qui restaient, et l'air retentissait des cris les plus lamentables. Le convoi, en se dirigeant vers l'île de Cuba, fut bientôt accosté par les croiseurs anglais, qui n'attendaient que ce moment pour se jeter sur leur proie. Ils pillèrent les passagers avec l'avidité des pirates

[1] Nous ne connaissons point les motifs qui déterminèrent le général Sarrazin à abandonner le poste que lui avait confié le général Rochambeau.

1803 - an XII Antilles. les plus féroces, desarmèrent les militaires et laissèrent ensuite les bâtiments suivre leur destination. Le navire qui portait le général Lavallette, l'état-major et une partie des troupes, réussit à s'échapper ainsi que quelques autres bâtiments, qui abordèrent soit à la Havane, soit aux États-Unis. Lavallette, ayant voulu depuis se rendre à Santo-Domingo avec ses troupes, fit naufrage et périt avec son équipage.

La prise du Port-au-Prince rendait les noirs entièrement maîtres du département de l'Ouest; ils ne tardèrent pas à soumettre celui du Sud. Le général Brunet capitula, le 12 octobre, avec le commodore anglais Cumberland, et s'embarqua aux Cayes sur quatre bâtiments marchands qui étaient en rade. Les habitants furent transportés à l'île de Cuba, les officiers et soldats à la Jamaïque, et les malades furent évacués sur le môle Saint-Nicolas où commandait le général Noailles. Le général Fressinet, dont la situation n'était pas moins déplorable à Jérémie, évacua cette ville sans capitulation et échappa d'abord à la vigilance des croiseurs britanniques; mais il fut pris en pleine mer et conduit également à la Jamaïque.

Dessalines, que les noirs avaient choisi à l'unanimité pour succéder à Toussaint-Louverture dans la place de gouverneur général de l'île, après avoir pris possession de tous les points évacués par les Français dans l'ouest et au sud, réunit tous ses moyens pour réduire le môle Saint-Nicolas et la ville du Cap, les deux seuls postes qui restassent occupés dans l'ancienne partie française de l'île[1]. Il se présenta avec 15,000 hommes devant le Cap, qui était toujours strictement bloqué du côté de la mer par une escadre anglaise. Le général Rochambeau, avec moins de 2,000 hommes disponibles, pour garder une enceinte considérable, repoussa vigoureusement les attaques réitérees des noirs. Ceux-ci ayant réussi à s'emparer d'une partie du camp retranché et de quelques avant-postes, le général français, à la tête de son état-major et de quelques autres braves, chargea l'ennemi et dégagea les généraux Lapoype et Pageot[2],

[1] Les généraux Kerverseau et Ferrand occupaient encore Santo-Domingo et Sant-Iago dans la partie espagnole.

[2] Depuis lieutenant général en retraite. Il avait servi dans les troupes coloniales, sous les ordres de Toussaint-Louverture.

entourés dans le poste de Vertières. Mais la famine commençait à régner dans la ville; les troupes, épuisées de fatigues, ne pouvaient plus suffire au service pénible qu'on exigeait d'elles, et les principaux habitants pressèrent vivement le général Rochambeau d'entrer en négociations avec le commandant de l'escadre anglaise. Celui-ci fit des propositions si peu acceptables que le général en chef préféra de traiter avec Dessalines. Il fut convenu : 1° que les Français évacueraient la ville du Cap et les forts qui en dépendaient, dans l'espace de dix jours, avec toute l'artillerie et les munitions qui s'y trouvaient; 2° qu'ils se retireraient sur leurs vaisseaux avec les honneurs de la guerre et leurs bagages; 3° que leurs malades et leurs blessés demeureraient dans les hôpitaux, où ils seraient soignés par les noirs jusqu'à leur parfaite guérison, et qu'ensuite on les conduirait en France sur des vaisseaux neutres. Rochambeau espérait échapper à l'escadre anglaise à la faveur d'un gros temps. Dès le cinquième jour l'embarquement était achevé et les bâtiments prêts à mettre à la voile; mais le temps n'était point favorable, et les Anglais avaient redoublé de vigilance. Le 30 novembre, jour de l'expiration de la trêve de dix jours, les noirs arborèrent leur pavillon sur tous les forts du Cap. Le commodore anglais, ne voyant point sortir la flotte française, dépêcha un de ses capitaines pour l'informer de la situation de Rochambeau et de ses troupes. En entrant dans le port, cet officier vit venir au-devant de lui une embarcation sur laquelle se trouvait un des aides de camp du général français, qui le pria de se rendre à bord de la frégate *la Surveillante*, pour y traiter d'une convention qui mît la flotte française sous la protection de l'escadre anglaise, et qui empêchât les noirs de tirer à boulets rouges sur les bâtiments, comme ils se disposaient à le faire. Les Anglais consentirent à cette espèce de capitulation forcée et elle fut signée sur-le-champ. On fit dire à Dessalines que tous les bâtiments qui se trouvaient dans le port étaient sous la protection de l'escadre anglaise, et on l'invita à suspendre le feu de ses batteries jusqu'à ce que le vent, qui était alors *debout*, par rapport à la flotte française, composée de trois frégates et de dix-sept autres bâtiments de moindre grandeur, permît à cette dernière de

1803 – an XII
Antilles.

1803 – an XII Antilles. sortir. Le général noir fit d'abord quelques difficultés, mais il finit par accorder ce qu'on demandait. Le vent ayant changé, les bâtiments sortirent, conformement à la convention; mais à quelque distance ils amenèrent le pavillon français et se rendirent. Les Anglais avaient envoyé un officier à bord de chacun de ces bâtiments, et tout le convoi, escorté par une partie de l'escadre ennemie, fit voile pour la Jamaïque.

Les Anglais se conduisirent en véritables pirates à l'égard de leurs prisonniers et leur firent éprouver à bord tous les genres de vexations. Conduits à la Jamaïque, les Français furent déposés sur de vieux vaisseaux pourris : on les envoya ensuite en Europe par parties, dépouillés et accablés des plus mauvais traitements. Le général Rochambeau fut conduit en Angleterre avec les autres officiers généraux et tout son état-major. C'est ainsi que la généreuse Albion profita des succes obtenus par les noirs, dont elle avait excité et favorisé la rebellion.

Nous avons dit que le général Noailles[1] commandait au môle Saint-Nicolas. Sommé par les Anglais de rendre ce poste, il répondit qu'ayant encore des vivres pour cinq mois, il se défendrait en homme d'honneur et ne se rendrait qu'à la dernière extrémité. Ce brave officier avait conçu le hardi dessein d'échapper, lui et sa garnison, à la vigilance des bâtiments ennemis et d'eviter ainsi une capitulation fâcheuse. Apres avoir mis à bord des bâtiments qui se trouvaient au môle ses malades, sa troupe et une partie des habitants de la ville, il sortit par une nuit obscure, mêla son convoi aux bâtiments de la croisière anglaise et aux nombreux transports qui venaient de quitter le Cap. Il ne fut point remarqué, et, s'étant à propos détaché de la flotte, il fit force de voiles pour gagner l'île de Cuba où il arriva avec ses bâtiments au nombre de sept.

Monté sur un brick, qui portait la plus grande partie de la garnison du môle, le général Noailles cherchait à gagner le port de la Havane, pour s'y réunir au général Lavallette, lorsqu'il fut rencontré par une corvette anglaise. Sans changer de

[1] Il appartenait à l'ancienne famille de ce nom.

route, il fit cacher son équipage, hissa le pavillon britannique et répondit au capitaine de la corvette qui le hêla qu'il venait de la Jamaïque. L'Anglais, ne doutant point que ce ne fût un bâtiment de sa nation, n'hésita point à lui dire que la corvette croisait dans ces parages pour s'emparer d'un bâtiment monté par le général français Noailles : « J'ai précisément la même mission, » reprit celui-ci, qui tenait lui-même le porte-voix pour satisfaire aux questions du croiseur. 1803 — an XII Antilles.

Les deux bâtiments marchèrent quelque temps de conserve. La nuit vint et le général Noailles prit la résolution de s'emparer de la corvette. Ayant saisi un moment favorable, il monta le premier à l'abordage, suivi d'une trentaine de grenadiers. Le combat s'engagea corps à corps; il fut vif et sanglant. Après un quart d'heure de résistance, les Anglais mirent bas les armes et le pavillon français remplaça celui de la Grande-Bretagne. L'intrépide Noailles fit entrer sa prise dans le port de la Havane, mais il avait reçu des blessures mortelles en combattant ainsi pour l'honneur français, et il mourut quelques jours après son débarquement. Sa perte excita les regrets bien sincères de ses compagnons d'armes et des débris de cette armée dont il avait cherché à venger les infortunes.

Ainsi se termina, par une dernière action glorieuse, la déplorable expédition de Saint-Domingue. Elle avait englouti 20 officiers généraux, plus de 40,000 hommes de troupes et le dixième de la population coloniale.

Après l'entière évacuation de la partie française de Saint-Domingue, le général Ferrand, qui commandait à Sant-Iago, place frontière de la partie espagnole, se rendit à Santo-Domingo. Le général Kerverseau lui remit le commandement de cette dernière ville et se retira en France. Ferrand profita du long intervalle que les noirs mirent dans leur attaque de la partie espagnole pour augmenter ses moyens de défense et faire des approvisionnements, par le secours des neutres, maîtres des colonies voisines. L'armée noire perdit beaucoup de temps par les obstacles que la nature lui présentait pour le

1803 an XII Antilles. transport de son artillerie. Ce ne fut que plus d'un an après l'évacuation du Cap que Dessalines put former le blocus de Santo-Domingo. Nous rendrons compte plus tard de la résistance du général Ferrand et de l'entière évacuation de la partie espagnole, qui n'eut lieu qu'en 1810.

Les généraux et les chefs de l'armée noire, s'étant constitués les représentants du peuple d'Haïti (premier nom de l'île de Saint-Domingue, qui lui fut rendu par ses nouveaux maîtres), signèrent, le 1er janvier 1804, une déclaration d'indépendance, et jurèrent solennellement de renoncer pour jamais à la France, et de mourir plutôt que de rentrer sous son joug; en même temps ils nommèrent Jean-Jacques Dessalines gouverneur général à perpétuité, et lui conférèrent le pouvoir de rendre des décrets, de faire la paix et la guerre et de choisir son successeur.

Dessalines justifia la faveur qu'on lui accordait, en ordonnant et en faisant exécuter sous ses yeux le massacre général des blancs qui étaient restés dans la colonie sous la foi des promesses de ce tigre à face humaine. Bientôt après il se fit couronner empereur[1], à l'imitation de Bonaparte et avec le même cérémonial. Vingt-trois représentants du peuple haïtien rédigèrent une constitution impériale, qui fut promulguée le 8 mai 1805; mais le nouvel empereur ne jouit pas longtemps de cette dignité : le despotisme atroce qu'il exerça sur ses sujets donna naissance à plusieurs conspirations contre sa personne; il fut saisi dans son palais par ses propres gardes, et, comme il se débattait pour leur échapper, un coup de sabre asséné sur sa tête mit fin à ses crimes et à son existence. Cet événement eut lieu le 17 octobre 1806, un an après l'élévation du tyran sur le pavois impérial.

Christophe, qui fut choisi pour succéder à Dessalines, refusa le titre pompeux d'empereur, effrayé sans doute de la catastrophe qui le lui faisait décerner, et se borna au titre plus modeste de chef suprême du gouvernement d'Haïti. La tranquillité qui commençait à régner après la nomination de Christophe fut troublée par l'ambition de Pethion. Ce mulâtre, commandant au Port-au-Prince, forma le dessein de disputer au chef

[1] Le 8 octobre 1804. Bonaparte avait été nommé le 18 mai de la même année.

noir la puissance souveraine, et prit les armes pour appuyer ses prétentions. Il fut défait en bataille rangée le 1er janvier 1807 et obligé de se renfermer dans le Port-au-Prince où Christophe le tint longtemps assiégé. La guerre entre ces deux rivaux se prolongea pendant plusieurs années : ils triomphèrent tour à tour en différents combats; un grand nombre de quartiers et de postes furent successivement occupés et évacués, pris, saccagés et repris par les armées ennemies. Enfin, les deux partis, sentant que, s'ils ne renonçaient pas à cette lutte opiniâtre, ils finiraient par s'affaiblir et par retomber infailliblement sous le joug européen, cessèrent, comme d'un commun accord, les hostilités, sans cependant conclure aucun armistice, aucun traité de paix. Depuis cette époque (vers 1811), la tranquillité commença à régner dans toute l'étendue de l'île.

Christophe, maître de toute la partie du nord, prit, au mois de mars 1811, le titre de roi, sous le nom de Henri Ier, s'entoura de tout l'appareil de cette dignité suprême et fixa sa résidence dans la ville du Cap. Péthion, ayant conservé une grande partie de l'ouest et tout le sud de l'île, constitua ce territoire en république d'Haïti et s'en fit déclarer président[1].

[1] Nous n'avons pas cru devoir pousser plus loin cette esquisse rapide des événements qui eurent lieu à Saint-Domingue après l'évacuation du Cap par les débris de l'armée française. Une pareille digression eût été étrangère à notre plan, et ce que nous venons de rapporter doit suffire à la curiosité des lecteurs. Mais, ainsi que nous l'avons promis, nous parlerons plus tard des faits militaires arrivés dans la partie espagnole jusqu'à l'évacuation de la ville de Santo-Domingo par le général français Barquier

FIN DU SEPTIÈME VOLUME.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1800 A 1803.

—

Italie.

Moniteur. — *Dictionnaire des sièges et batailles.* — *Histoire de la campagne d'Italie.* — Général Bulow, *Campagne de* 1800. — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires.* — Gouvion-Saint-Cyr, *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire.* — Jomini, *Histoire critique,* etc. — Chodzko, *Hist. des légions polonaises en Italie.* — *Histoire des guerres en Europe.* — Koch, *Mémoires de Masséna.* — *Mém. pour servir à l'histoire de France sous Napoléon, écrits à Sainte-Hélène, etc.* — Hénin, *Journal historique des opérations militaires du siége de Peschiera.* — *Gazette de Vienne.* — Spectateur militaire, tom. 2, *passage du Mincio.* — *Annual Register.* — Journal milit. autrichien, années 1822, 1823, 1828, *Campagne de* 1800 *en Italie.* — *Mémoires, documents manuscrits,* etc.

Général Berthier, *Relation de la bataille de Marengo.* Pendant un quart de siècle, les historiens modernes ont considéré cette relation comme la plus digne de confiance ; mais plus tard on a reconnu que le texte de cet écrit diffère essentiellement des rapports officiels.

Mémorial du Dépôt général de la guerre, tom. IV. Ce recueil fait connaître l'origine de la relation du général Berthier et les causes qui en ont fait modifier la rédaction et retarder la publication jusqu'en 1805.

Extraits des mémoires inédits de feu M. le maréchal duc de Bellune, an VIII. *Campagne de l'armée de réserve. Bataille de Marengo.* Cette relation a été rédigée d'après les rapports faits au général Dupont, major général de l'armée française, par les généraux Victor, Gardanne, Watrin, Boudet, Rivaud et Kellermann.

Mémoires du duc de Rovigo. Le général Kellermann a réfuté la plupart des faits consignés dans ces mémoires relativement à la bataille de Marengo. Le capitaine Savary (depuis lieutenant général et duc de Rovigo) était alors aide de camp du général Desaix.

Allemagne, Suisse.

Moniteur. — *Dict. des sièges et batailles.* — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires.* — Jomini, *Hist. critique,* etc. — *Histoire des guerres en Europe.* — *Opérations de l'armée d'Allemagne.* — Mémorial du Dépôt général de la guerre, tom. V, *Bataille de Hohenlinden.* — Général Andréossy, *Campagne sur le Mayn et sur la Regnitz, de l'armée gallo-batave aux ordres du général Augereau.* — *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon, écrits à Sainte-Hélène,* etc. — Comte de Ségur, *Mémoires, souvenirs et anecdotes.* — D'Ecquevilly, *Campagnes du corps sous les ordres du prince de Condé.* — *Gazette de Vienne.* — Spectateur militaire, tom. 22, *Rapport du général Richepance sur la bataille de Hohenlinden.* — *Ibid,* tom. 9, *Précis des opérations du général Molitor pendant la campagne de* 1800 *à l'armée du Rhin.* — *Ibid,* tom. 21, *Précis des marches de l'armée des Grisons en l'an IX.* — Ségur, *Lettre sur la campagne du général Macdonald dans les Grisons.* — Journal milit. autrichien, année 1836, *Campagne de* 1800 *en Allemagne.* — *Mém. et documents manuscrits,* etc.

Égypte.

Moniteur. — Ouvrages divers sur l'expédition d'Égypte. — Mémoires de la commission des sciences et des arts d'Égypte. — Hist. diverses des campagnes de Bonaparte. — Annual Register. — Naval Chronicle. — Journaux nautiques. — Mémoires, documents manuscrits, pièces officielles, etc.

France.

Moniteur. — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires. — Histoires de France et de la révolution. — Annual Register. — Naval Chronicle. — Journaux nautiques. — Life of Nelson.*

Principaux événements maritimes et colonies.

Moniteur. — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires. — Histoire de Saint-Domingue.* — Général Pamphile Lacroix, *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue. — Annual Register — Naval Chronicle. — Journaux nautiques. — Life of Nelson. — Mémoires, documents manuscrits et pièces officielles.*

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE SECOND.

CHAPITRE XV.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

CHAPITRE XVI.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

CHAPITRES XVII et XVIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

CHAPITRE XIX.

ANNÉE 1801.

CHAPITRE XX.

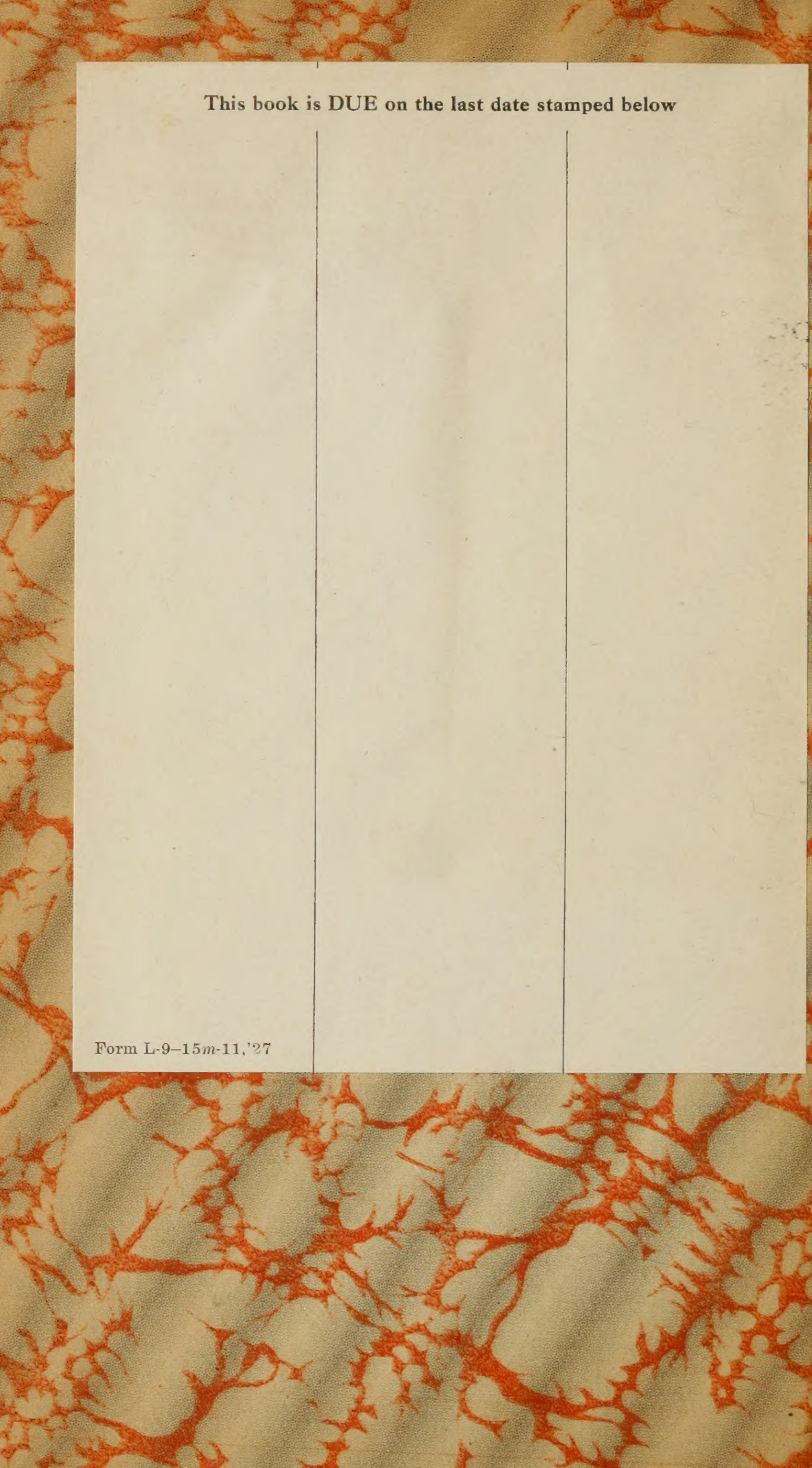
SUITE DE L'ANNÉE 1801.

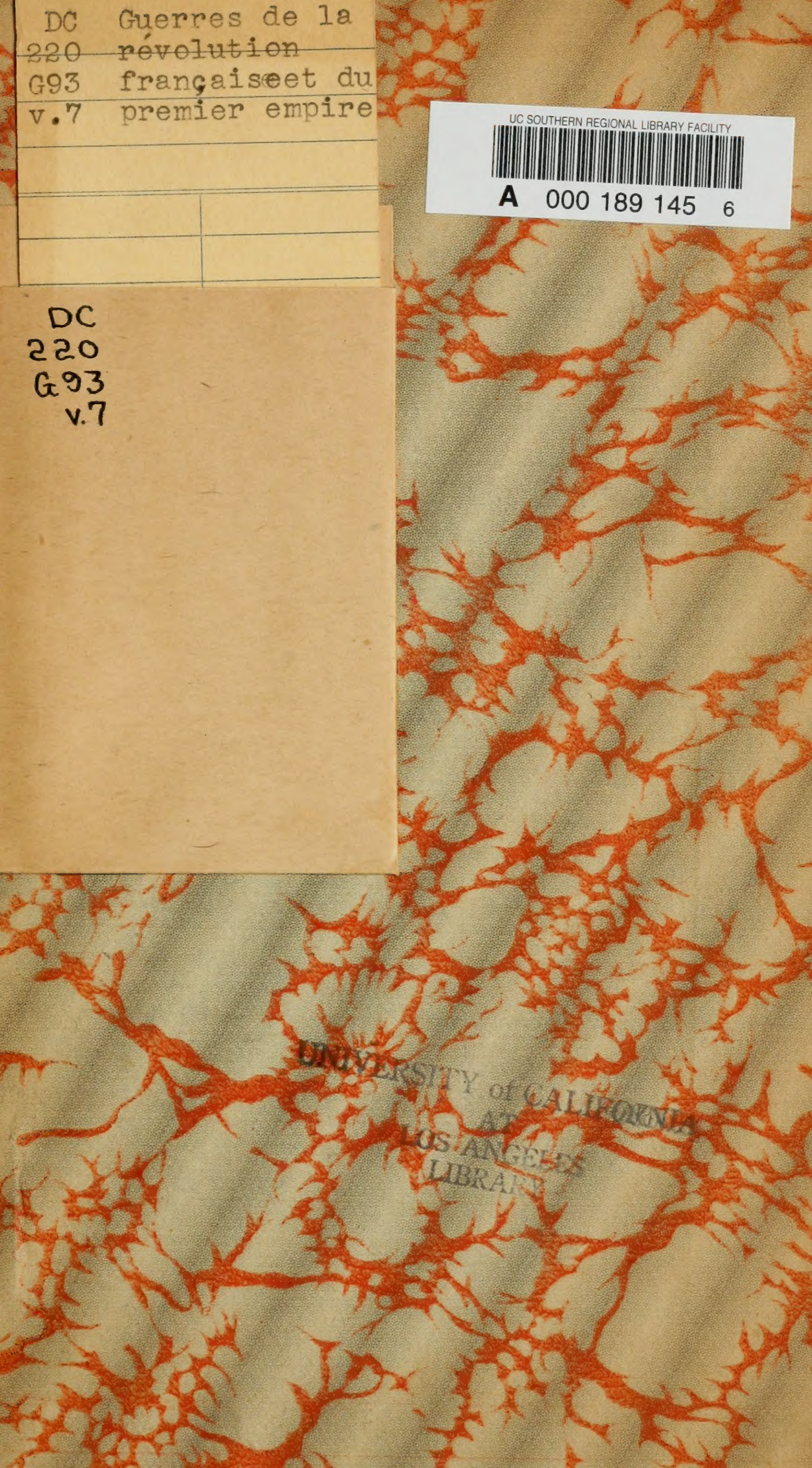
CHAPITRE XXI.

SUITE ET FIN DE L'ANNÉE 1801.

CHAPITRE XXII.

ANNÉES 1802 ET 1803.




DC Guerres de la
220 révolution
G93 françaiseet du
v.7 premier empire
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 189 145 6
DC
220
G93
v.7

